VILLE DE
PARIS



©Marc Verhille/Mairie de Paris

N° 4 – Jeudi 23 juin 2022

BULLETIN OFFICIEL DE LA VILLE DE PARIS

DÉLIBÉRATIONS

Séance des mardi 31 mai, mercredi 1 et jeudi 2

JUIN 2022

2022 DAC 6 Subvention (970.000 euros) et avenant à convention avec l'association Maison de la Poésie (3e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14,15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 558.000 euros au titre du fonctionnement 2022 de la Maison de la Poésie, et vu la convention correspondante signée le 6 janvier 2022 établie entre la Ville de Paris et la Maison de la Poésie ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à la convention relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Maison de la Poésie, 161, rue Saint-Martin 75003 Paris, est fixée à 970.000 euros au titre de 2022 (dont 120.000 euros au titre du festival Paris en Toutes Lettres), soit un complément pour solde de la subvention de 412.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso : 21191 / 2022_04322.

Article 2 : La dépense correspondante de 412.000 euros sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement dont le texte est annexé à la présente délibération.

2022 DAC 7 Subvention (1.030.000 euros) et avenant à convention avec l'association Les Plateaux Sauvages (20e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 582.000 euros au titre du fonctionnement 2022 à l'association Les Plateaux Sauvages, et la convention correspondante signée le 20 janvier 2022 établie entre la Ville de Paris et l'association Les Plateaux Sauvages ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer l'avenant à convention relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement avec l'association Les Plateaux Sauvages ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Les Plateaux Sauvages, 5 rue des Plâtrières 75020 Paris, au titre de l'année 2022 est fixée à 1.030.000 euros, soit un complément de 448.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso : 187676 / 2022_04691.

Article 2 : La dépense correspondante, soit 448.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DAC 15 Subvention (58.000 euros) et avenant à convention avec l'association Théâtre Écarlate-Atelier du Plateau (19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DAC 720 relative à l'attribution d'un acompte de 34.800 euros au titre du fonctionnement 2022 du Théâtre Écarlate-Atelier du Plateau, et vu la convention correspondante signée le 10 janvier 2022 établie entre la Ville de Paris et le Théâtre Écarlate-Atelier du Plateau ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer l'avenant à la convention annuelle relative à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement à l'association Théâtre Écarlate-Atelier du Plateau ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Atelier du Plateau / Théâtre écarlate, 5, rue du Plateau, 75019 Paris, au titre de l'année 2022 est fixée à 58.000 euros dont 20.000 euros pour l'édition 2022 de « l'Atelier du Plateau fait son cirque », soit un complément de 23.200 euros après déduction de l'acompte déjà versé. 9689 ; 2022_04018.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention annuelle relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement à l'association Théâtre Écarlate-Atelier du Plateau.

2022 DAC 18 Subventions (80.000 euros) à 4 compagnies œuvrant dans le champ des arts de la rue et du cirque contemporain, et 2 conventions.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement aux quatre associations ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer les conventions annuelles relatives à l'attribution de la subvention de fonctionnement aux associations Cirque Ici et Ktha Compagnie ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 10.000 euros est attribuée à l'association Décor Sonore, 77, rue des Cités Villa Mais d'Ici 93300 Aubervilliers, au titre de l'année 2022. 20844 ; 2022_03975.

Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 15.000 euros est attribuée à l'association Même Ici, 23, rue Ramponeau 75020 Paris, au titre de l'année 2022. 139301 ; 2022_04328.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 30.000 euros est attribuée à l'association Ktha compagnie, 22-26, rue du Sergent Bauchat 75012 Paris, pour le fonctionnement et la mise en œuvre du BEA-BA, au titre de l'année 2022. 20192 ; 2022_04273.

Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 25.000 euros est attribuée à l'association Cirque Ici, 49 rue Georges Lardennois 75019 Paris, pour le travail mené par la compagnie sur le site du Jardin d'Agronomie Tropicale, au titre de l'année 2022. 20422 ; 2022_03950.

Article 5 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 80.000 euros au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les conventions relatives à l'attribution des subventions de fonctionnement aux associations Cirque Ici et Ktha Compagnie, dont les textes sont joints en annexe à la présente délibération.

2022 DAC 24 Subvention (456.000 euros) et avenant à convention avec le Mouffetard-Théâtre des arts de la marionnette (5e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;

Vu la convention du 31 janvier 2022 relative au versement d'un acompte sur la subvention attribuée au titre de l'année 2022 à l'association Théâtre de la Marionnette à Paris, dont le siège social est situé 73, rue Mouffetard, 75005 Paris, et approuvée par délibération du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 (2021 DAC 720) ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à convention relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement avec l'association Théâtre de la Marionnette à Paris ;

Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement attribuée à l'association Théâtre de la Marionnette à Paris, 73 rue Mouffetard 75005 Paris au titre de l'année 2022 est fixée à 456.000 euros, dont 6.000

euros au titre de ses actions en faveur des personnes en situation de handicap, soit un complément de 187.200 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso 53761 ; 2022_03619, 2022_05389

Article 2 : La dépense correspondante, soit 187.200 euros, est imputée sur le budget de fonctionnement de 2022 de la Ville de Paris.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DAC 25 Subvention (1.370.000 euros) et avenant à convention avec l'association le Monfort Théâtre (15e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;

Vu la convention annuelle en date du 31 janvier 2022, relative au versement d'un acompte sur la subvention attribuée au titre de l'année 2022 à l'association Monfort Théâtre, dont le siège social est situé 106, rue Brancion à Paris 15e, et approuvée par délibération du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à cette convention relative à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association le Monfort Théâtre, 106 rue Brancion 75015 Paris, au titre de l'année 2022 est fixée à 1.370.000 euros, soit un complément de 548.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso 51803 ; 2022_04378

Article 2 : La dépense correspondante, soit 548.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à convention relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement, joint en annexe.

2022 DAC 29 Subvention (580.000 euros) à la société coopérative d'intérêt collectif De rue et de cirque (13e) et avenant à convention.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;

Vu la convention annuelle en date du 10 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 306.000 euros au titre de 2022 à la Société coopérative d'intérêt collectif SCIC SARL De rue et de cirque et approuvée par la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;

Vu la délibération 2022 DAC 4 en date des 22 et 23 mars 2022 ;

Vu l'avenant relatif au versement d'une subvention de fonctionnement de 515.000 euros au titre de l'année 2022 à la Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC SARL) De rue et de cirque, approuvé par délibération 2022 DAC 4 des 22 et 23 mars 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec la Société coopérative d'intérêt collectif SCIC SARL De rue et de cirque un avenant N°2 à convention pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'année 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à la Société coopérative d'intérêt collectif SCIC SARL De rue et de cirque, Maison des Associations, Boîte aux lettres n°142, 11, rue Caillaux 75013 Paris, est fixée à 580.000 euros au titre de l'année 2022, soit un complément de 65.000 euros après déduction des subventions déjà votées. PARIS ASSO : 19110 ; 2022_07363

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°2 à la convention relative à l'attribution de la subvention de fonctionnement au titre de 2022 pour la Société coopérative d'intérêt collectif SCIC SARL De rue et de cirque, dont le texte est joint en annexe à la présente délibération.

2022 DAC 45 Subvention (900.000 euros) et avenant à convention avec l'association le Théâtre Paris-Villette (18e et 19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 534.000 euros au titre du fonctionnement 2022 de l'association le Théâtre Paris-Villette, et vu la convention correspondante signée le 6 janvier 2022 entre la Ville de Paris et la structure ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer l'avenant à la convention annuelle relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement à l'association Le Théâtre Paris-Villette ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Théâtre Paris Villette, 211, avenue Jean Jaurès 75019 Paris, au titre de l'année 2022 est fixée à 900.000 euros, soit un complément de 366.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso 164841 ; 2022_04075
Article 2 : La dépense correspondante de 366.000 euros sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention annuelle relatif à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement pour le Théâtre Paris-Villette, annexé au présent projet.

2022 DAC 46 Subvention (129.000 euros) et avenant à convention avec l'association La Maison ouverte pour le Théâtre Dunois (13e) et le Théâtre Astral (12e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, relative à l'attribution d'un acompte de 72.000 euros au titre du fonctionnement 2022 du Théâtre Dunois, et vu la convention correspondante signée le 17 janvier 2022 établie entre la Ville de Paris et l'Association La Maison ouverte ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer un avenant à la convention relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association La Maison ouverte, 108 rue de Chevaleret 75013 Paris, au titre de l'année 2022, est fixée à 129.000 euros, soit au total un complément de 57.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé, afin de soutenir les activités du Théâtre Dunois et du Théâtre du Parc. 20808 ; 2022_04151.
Article 2 : La dépense correspondante de 57.000 euros sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris répartie comme suit :

- un complément de 49.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé, afin de soutenir les activités du Théâtre Dunois.
- une subvention de 8.000 euros afin de soutenir les activités du Théâtre du Parc.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention annuelle relative à l'attribution du solde de subvention de fonctionnement à l'association La Maison ouverte annexé au présent projet.

2022 DAC 47 Subvention (1.000.000 euros) et avenant à convention avec l'association La Place - centre culturel hip hop (Paris Centre).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention en date du 17 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association La Place - centre culturel hip hop ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec l'association La Place - centre culturel hip hop un avenant à la convention annuelle relatif à l'attribution du solde de la subvention de fonctionnement ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention attribuée à l'association La Place - Centre culturel hip hop, 10, passage de la Canopée 75001 Paris, pour son fonctionnement est fixée à 1.000.000 euros au titre de l'année 2022, soit un complément de 418.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. 182456 ; 2022_04583

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 418.000 euros au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, de l'exercice 2022.

2022 DAC 48 Subventions de fonctionnement (955.000 euros), avenants à convention et convention avec 4 structures de création et de diffusion de la danse.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention en date du 20 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association L'Etoile du nord ;
Vu la convention en date du 20 janvier 2022 relative au soutien financier de l'Association pour le Développement de la Danse à Paris ;
Vu la convention en date du 10 janvier 2022 relative au soutien financier de l'association Atelier de Paris - Carolyn Carlson ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer d'une part trois avenants à des conventions relatives à l'attribution de soldes de subventions de fonctionnement et d'autre part une convention annuelle relative à l'attribution de subvention de fonctionnement ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association L'Etoile du nord, 16 rue Georgette Agutte 75018 Paris, est fixée à 390.000 euros au titre de 2022, soit un complément de 163.200 euros après déduction de l'acompte déjà versé. 16322 ; 2022_04658.

Article 2 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'Association pour le Développement de la Danse à Paris, 20 rue Geoffroy l'Asnier 75004 Paris est fixée à 250.000 euros au titre de 2022, soit un complément de 106.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé, dont 10.000 euros au titre de la politique culturelle de la Ville de Paris à destination des associations œuvrant en faveur des personnes en situation de handicap. 20144 ; 2022_03816, 2022_04886.

Article 3 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'association Atelier de Paris - Carolyn Carlson, Route du Champ de Manœuvre Cartoucherie 75012 Paris est fixée à 270.000 euros au titre de 2022, soit un complément de 111.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. 20428 ; 2022_04520.

Article 4 : La subvention de fonctionnement attribuée à l'Association Musique Danse XXe, 210 rue de Belleville 75020 Paris est fixée à 45.000 euros au titre de 2022. 19134 ; 2022_04336.

Article 5 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 425.200 euros sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer d'une part les trois avenants à convention relatifs à l'attribution de soldes de subventions de fonctionnement et d'autre part la convention relative à l'attribution d'une subvention de fonctionnement dont les textes sont joints en annexe à la présente délibération.

2022 DAC 133 Subventions (22.000 euros) aux structures organisant le festival We Love Green et le Peacock Society Festival.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles article 1-2 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention à l'association We Love Green et à la société The Peacock Society Events ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association We Love Green, 173/175, rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris, pour la promotion et la programmation d'artistes en développement dans le cadre de son festival de musiques actuelles en 2022. Paris Asso 51961 - 2022_04388

Article 2 : Une subvention d'un montant de 7.000 euros est attribuée à la Société par Actions Simplifiée The Peacock Society Events, 120 boulevard de Rochechouart 75018 Paris, pour l'organisation du Peacock Society Festival en 2022. Paris Asso 192127 - 2022_04447

Article 3 : Les dépenses correspondantes, d'un montant de 22.000 euros, seront imputées sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 134 Subventions (82.000 euros) à 3 structures musicales parisiennes et avenant avec l'association Glaz'Art.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'ordonnance n°45-2339 du 13 octobre 1945 modifiée relative aux spectacles article 1-2 ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu la convention en date du 5 janvier 2022 relative à l'attribution d'un acompte de 33.000 euros à l'association Glaz'Art au titre de l'année 2022 approuvée par délibération des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à trois structures parisiennes œuvrant dans le secteur des musiques actuelles et lui demande l'autorisation de signer un avenant à une convention ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 12.000 euros est attribuée à la Société à Responsabilité Limitée El Alamein, 10, Port de la Gare 75013 Paris, au titre de ses activités musicales en 2022. Paris Asso 181422 - 2022_06625

Article 2 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association La Pop, 46, quai de la Loire 75019 Paris, au titre de ses activités musicales en 2022. Paris Asso 20305 - 2022_04286

Article 3 : Mme la Maire est autorisée à signer un avenant à la convention, joint à la présente délibération, avec l'association Glaz'Art.

Article 4 : La subvention attribuée à l'association Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte de la Villette 75019 Paris, au titre de l'année 2022, est fixée à 55.000 euros, soit un complément de 22.000 euros après déduction de l'acompte déjà versé. Paris Asso 20705 - 2022_05018

Article 5 : Les dépenses correspondantes, d'un montant de 49.000 euros, seront imputées sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris. , sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 135 Subventions (50.000 euros) à 3 associations organisant des événements musicaux et conventions avec les associations Fonds social juif unifié et Technopol - Techno Parade.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à trois associations organisant des festivals musicaux et lui demande l'autorisation de signer les conventions correspondantes avec les associations Fonds social juif unifié et Technopol - Techno Parade ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 10.000 euros est attribuée à l'association LGBT Dance, Pride off, 206, quai de Valmy 75010 Paris, pour l'organisation du Festival Jerk Off en 2022. Paris Asso 1762 - 2022_04082

Article 2 : Une subvention d'un montant de 10.000 euros est attribuée à l'association Fonds social juif unifié - FSJU, 39, rue Broca 75005 Paris pour l'organisation de la dix-septième édition du Festival des cultures juives du 12 au 27 juin 2022. Paris Asso 21083 - 2022_03132

Article 3 : Une subvention d'un montant de 30.000 euros est attribuée à l'association Technopol - Techno Parade, 81, rue Réaumur 75002 Paris, au titre de ses activités à Paris en 2022. Paris Asso 20209 - 2022_05077

Article 4 : Mme la Maire est autorisée à signer les conventions avec les associations Fonds social juif unifié et Technopol - Techno Parade jointes à la présente délibération.

Article 5 : Les dépenses correspondantes, d'un montant de 50.000 euros, seront imputées sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 150 Subventions (45.000 euros) aux associations Son/Ré - Son et Recherche électroacoustique (12e), Cabaret Contemporain (3e) et Le Balcon (94300 Vincennes).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L-2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'association Son/Ré et à l'association Le Cabaret Contemporain, et à l'association Le Balcon ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND et au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association Son/Ré - Son et Recherche électroacoustique, 3, passage Hennel 75012 Paris, au titre de ses activités 2022. 2022_03509 / PARIS ASSO 29021

Article 2 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association Le Cabaret Contemporain Maison de la Vie associative, 5, rue Perrée, 75003 Paris au titre de 2022. 2022_03061 / PARIS ASSO 8785.

Article 3 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association Le Balcon 7, cours Marigny 94300 Vincennes au titre de 2022. 2022_04881/ PARIS ASSO 76282.

Article 4 : La dépense correspondante, d'un montant de 45.000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 175 Signature d'un pacte adjoint et contrat de cession de droits d'auteur et de garantie - Œuvre hommage à José Rizal.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris propose d'une part l'approbation et la signature d'un pacte adjoint accompagnant le don manuel d'une œuvre hommage à

José Rizal, et d'autre part l'approbation et la signature d'un contrat de cession de droits d'auteur et de garanties ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le pacte adjoint, accompagnant le don manuel de l'œuvre hommage à José Rizal, et définissant les conditions et charges liées au don.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer au nom de la Ville de Paris le contrat de cession de droits d'auteur et de garantie relatif à l'œuvre hommage à José Rizal joint en annexe 2.
Article 3 : Une fois l'œuvre remise à la Direction des Affaires culturelles de la Ville de Paris, l'œuvre sera intégrée à l'inventaire de la Conservation des Œuvres d'art Religieuses et Civiles de la Ville (COARC).

2022 DAC 251 Subvention (27.000 euros) à l'association Comité des fêtes et de la solidarité du 13e arrondissement pour l'organisation de la première édition du festival artistique du 13e arrondissement (13e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention de fonctionnement à l'association Comité des fêtes et de la solidarité du 13e arrondissement ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 27.000 euros au titre de la culture est attribuée à l'association Comité des fêtes et de la solidarité du 13e arrondissement, 11 avenue Léon Bollée _75013 Paris. 19055/ 2022_07210.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 27.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 304 Convention d'occupation du domaine public avec l'association Paris Ateliers.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment son article L.2122-1-3 2 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention relative à l'occupation du domaine public par Paris Ateliers ;
Considérant le contrôle étroit exercé par la Ville de Paris sur les activités de l'association et l'intérêt local à maintenir ses activités sur la dépendance du domaine public occupée qui justifient que le titre d'occupation soit délivré de gré à gré ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme La Maire de Paris est autorisée à signer avec Paris Ateliers, Paris 4, une convention relative à l'occupation des locaux municipaux situés au 80 boulevard Montparnasse, Paris 14, sur la base du texte joint en annexe à la présente délibération.
Article 2 : Cette mise à disposition de locaux est gracieuse. L'aide en nature qui en résulte s'élève 900 euros par an.

2022 DAC 364 Subventions (7.550 euros) à 9 associations d'anciens combattants et comités du Souvenir localisés dans les arrondissements de Paris.

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions de fonctionnement à neuf associations d'anciens combattants et comités du Souvenir localisés dans les arrondissements de Paris ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 800 euros est attribuée au Comité du Souvenir du 1e arrondissement, 1- 4, place du Louvre, Mairie du 1e arrondissement 75001 Paris.17909 / 2022_02722.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 800 euros est attribuée à l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre et des combattants pour l'amitié la solidarité, l'antifascisme et la paix ARAC 3e section, Maison des associations 5, rue Perrée 75003 Paris. 2022_04009 / 20223.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 800 euros est attribuée au Comité d'entente des anciens combattants du 9e arrondissement C.E.A.C, Mairie du 9e arrondissement, 6, rue Drouot 75006 Paris. 20707 / 2022_03650.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 750 euros est attribuée au Comité d'Entente des Associations de Combattants et Victimes de Guerre du 12e arrondissement de Paris, 130, avenue Daumesnil, 75012 Paris. 2022_02478 / 20197.
Article 5 : Une subvention de fonctionnement de 1.500 euros est attribuée au Comité d'entente des associations d'anciens combattants et victimes de guerre du 16e arrondissement de Paris, 71 avenue Henri Martin 75016 Paris. 2022_05068 / 31341.
Article 6 : Une subvention de fonctionnement de 900 euros est attribuée à l'Union française des associations de combattants et de victimes de guerre - Union locale de Paris 18e U.F.A.C, 28, rue Affre 75018 Paris. 2022_03719 /25081.
Article 7 : Une subvention de fonctionnement de 900 euros est attribuée au Comité d'entente des anciens combattants et victimes de guerre du 19e arrondissement, Maison du combattant et des associations, 20, rue Edouard Pailleron 75019 Paris. 2022_03513 / 20125.
Article 8 : Une subvention de fonctionnement de 600 euros est attribuée à l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre et des combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix ARAC 19e section, Maison du Combattant, 20, rue Edouard Pailleron, BP 110 75019 Paris. 2022_03794 / 20478.
Article 9 : Une subvention de fonctionnement de 500 euros est attribuée au Comité du 19e arrondissement de Paris de l'association nationale des anciens combattants et ami(e)s de la Résistance A. N.A.C.R, 33, rue Compans 75019 Paris. 2022_03795 / 20419.
Article 10 : La dépense correspondant à l'ensemble de ces articles, soit un montant de 7.550 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 365 Subventions (92.500 euros) à 18 associations œuvrant dans le domaine de la mémoire et conventions pluriannuelles d'objectif avec 12 d'entre elles.

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions de fonctionnement à dix-huit associations œuvrant dans le domaine de la mémoire et la signature de douze conventions pluriannuelles d'objectifs ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 2.000 euros est attribuée à l'Association départementale des combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie, Maroc de Paris 23, rue des Dames 75017 Paris. 20273 / 2022_03584.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 3.500 euros est attribuée à l'Association Française Buchenwald Dora et Kommandos, qui a pour objet de maintenir et promouvoir la mémoire des déportés au camp de Buchenwald Dora, 3, rue de Vincennes 93100 Montreuil. 20182 / 2022_04112.
Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 1.500 euros est attribuée à l'association nationale des anciens du R.I.C.M, 16, place Dupleix 75015 Paris. 17424 / 2022_03586.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 500 euros est attribuée à l'Association La Légion, amicale des anciens de la Légion étrangère de Paris, 15, avenue de la Motte-Picquet 75007 Paris. 20771 / 2022_01862.

Article 5 : Une subvention de fonctionnement de 1.500 euros est attribuée à l'Union départementale de Paris de l'Union française des associations de combattants et de victimes de guerre (U.D.A.C), 20, rue Edouard Pailleron 75019 Paris. 20331 / 2022_03529.
Article 6 : Une subvention de fonctionnement de 15.000 euros est attribuée au Conseil Représentatif des Institutions Juives de Paris CRIF, 39, rue Broca 75005 Paris. 199957 / 2022_05630.
Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 1.000 euros, au titre de 2022, à l'Association Amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt, 10, rue Ledoux 75116 Paris. 183926 / 2022_06175.
Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 3.500 euros, au titre de 2022, avec l'association Amicale de Neuengamme et de ses Kommandos, 25, rue Marius Lacroix 17000 La Rochelle. 188617 / 2022_05025.
Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 4.000 euros, au titre de 2022, avec l'Amicale nationale des déportés et des familles de disparus de Mauthausen et ses Kommandos - Amicale de Mauthausen, 31, boulevard Saint Germain 75005 Paris. 19731 / 2022_04708.
Article 10 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 5.000 euros, au titre de 2022, avec l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre et des combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix ARAC Comité départemental de Paris, 81 Boulevard Vincent Auriol 75013 Paris. 20224 / 2022_04011.
Article 11 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 5.000 euros, au titre de 2022, à l'Association pour le Souvenir des Fusillés du Mont-Valérien et de L'Ile-de-France, Mairie de Suresnes, 2 rue Carnot 92150 Suresnes. 73541 / 2022_00276.
Article 12 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 10.000 euros, au titre de 2022, avec l'association Ciné-Archives, 2, Place du Colonel Fabien 75019 Paris. 18861 / 2022_00412.
Article 13 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 5.000 euros, au titre de 2022, à la Fondation Charles de Gaulle, 5, rue de Solférino 75007 Paris. 163801 / 2022_03945.
Article 14 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 4.000 euros, au titre de 2022, à l'association Les Amies et Amis de la Commune de Paris 1871, 46, rue des cinq Diamants 75013 Paris, pour l'organisation de la fête de la Commune. 27201 / 2022_06734.
Article 15 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 5.000 euros, au titre de 2022, avec l'Association Les amis des combattants en Espagne républicaine, 20, rue des Vinaigriers, 75010 Paris pour ses projets dont la remise du prix Rol-Tanguy. 125021 / 2022_04013.
Article 16 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 15.000 euros, au titre de 2022, avec l'Union d'associations La Flamme sous l'Arc de Triomphe Hôtel National des Invalides Boîte postale n° 9, 129, rue de Grenelle 75007 Paris. 28841 / 2022_00416.
Article 17 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 5.000 euros, au titre de 2022, au Centre de Recherche et de Création Elsa Triolet-Aragon, 1, rue de Villeneuve 78730 Saint-Arnoult-en-Yvelines. 184326 / 2022_03363.
Article 18 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de 6.000 euros, au titre de 2022, avec le Comité français pour Yad Vashem, 33, rue Navier 75017 Paris. 184364 / 2022_00152.
Article 19 : La dépense correspondant à l'ensemble de ces articles, soit un montant total de 92.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 366 Conventions, avenant et subventions d'équipement (30.500 euros) à 4 associations œuvrant dans les domaines de l'histoire et de la mémoire.

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2019 DAC 529 en date des 1er au 4 octobre 2019 ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 14 octobre 2019 portant sur l'attribution de subventions d'équipement à l'Association des Amis du Musée des Sapeurs-Pompiers de Paris jusqu'en 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer des conventions et un avenant portant sur l'attribution de subventions d'équipement à quatre associations œuvrant dans les domaines de l'histoire et de la mémoire ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs signée en 2019, portant sur l'attribution d'une subvention d'équipement de 10.000 euros, au titre de 2022, à l'Association des Amis du Musée des Sapeurs-Pompiers de Paris, 17, boulevard Gouvion Saint-Cyr 75017 Paris. 123462 ; 2022_06960.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention d'équipement de 12.500 euros, au titre de 2022, avec l'association Mémoire des Résistants Juifs de la M.O.I, 14, rue de Paradis 75010 Paris pour la numérisation de documents d'archives. 2022_05387 ; 44201.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention d'équipement de 3.000 euros, au titre de 2022, avec l'Association Les Pas Sages des Vignoles, 33, rue des Vignoles 75020 Paris pour la numérisation d'archives. 2022_04081 / 185820.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention portant sur l'attribution d'une subvention d'équipement de 5.000 euros, au titre de 2022, avec l'association Le Souvenir Français, 20, rue Eugène Flachat 75017 Paris. 181443 / 2022_01870.
Article 5 : La dépense correspondant à l'ensemble de ces articles, soit un montant de 30.500 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris de 2022 et ultérieurs, sous réserve de la décision de financement.

2022 DAC 367 Subvention (6.000 euros) à l'association AWARE - Archives of Women Artists, Research and Exhibitions.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'association AWARE - Archives of Women Artists, Research and Exhibitions ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 6.000 euros est attribuée à l'association AWARE - Archives of Women Artists, Research and Exhibitions, 110, Bd Saint Germain 75006 Paris, pour l'enrichissement de sa plateforme documentaire. 184056 / 2022_03931.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 6.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 368 Subvention (25.000 euros) et convention avec la Fondation Le Musée Clemenceau (16e).

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande de l'autoriser à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Fondation Le Musée Clemenceau ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 25.000 euros est attribuée à la Fondation Le Musée Clemenceau, 8, rue Benjamin Franklin, 75016 Paris, au titre de ses activités pour 2022. 2022_00483 ; 19785.

Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer avec la Fondation Le Musée Clemenceau la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 369 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association Groupe Histoire Architecture Mentalités Urbaines.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande de l'autoriser à signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention à l'association Groupe Histoire Architecture Mentalités Urbaines (G.H.A.M.U.) ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 4.000 euros, au titre de 2022, est attribuée à l'association Groupe Histoire Architecture Mentalités Urbaines, (G.H.A.M.U.), 11, Villa Franco-Russe 92170 Vanves, pour soutenir son fonctionnement. 2022_04061, 20037.
Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'association Groupe Histoire Architecture Mentalités Urbaines, (G.H.A.M.U.) la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 370 Subvention (3.000 euros) à l'association HF Ile de France.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'association HF Ile de France ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 3.000 euros est attribuée à l'association HF Ile de France, 15, Passage Ramey 75018 Paris, pour son projet Journées du Matrimoine. 41762 / 2022_04554.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 3.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 372 Subvention (6.000 euros) à la Société Française de Photographie (2e).

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la Société française de Photographie œuvrant pour la sauvegarde du patrimoine ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 6.000 euros est attribuée à la Société française de Photographie, 71, rue de Richelieu, 75 002 Paris, pour lui permettre de poursuivre ses activités en 2022. 2022_04366/ 74182.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 6.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 373 Subvention (4.500 euros) à l'association Union R.E.M.P.A.R.T. et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de signer une convention pluriannuelle d'objectifs portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'Union des associations de chantiers de sauvegarde et d'animation pour la Réhabilitation et l'Entretien des Monuments et du Patrimoine ARTistique dite Union R.E.M.P.A.R.T oeuvrant pour la sauvegarde du patrimoine ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 4.500 euros est attribuée à l'Union des associations de chantiers de sauvegarde et d'animation pour la Réhabilitation et l'Entretien des Monuments et du Patrimoine ARTistique dite Union R.E.M.P.A.R.T., 1 rue des Guillemites 75004 Paris, au titre de 2022, pour lui permettre de faire connaître ses activités aux Parisiens. 17849 ; 2022_03435.
Article 2 : Mme la Maire est autorisée à signer avec l'Union des associations de chantiers de sauvegarde et d'animation pour la Réhabilitation et l'Entretien des Monuments et du Patrimoine ARTistique dite Union R.E.M.P.A.R.T la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante, soit 4.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 374 Subvention (27.500 euros) et convention avec l'association Art, Culture et Foi.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de signer une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Art, Culture et Foi portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'association Art, Culture et Foi, 10, rue du Cloître Notre Dame, 75004 Paris, portant sur l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 27.500 euros au titre de 2022 dont 15.000 euros dans la production et la présentation originale d'œuvres dans le cadre de Nuit Blanche et 12.500 euros au titre du patrimoine. 21012 ; 2022_03856 et 2022_03854.
Article 2 : La dépense correspondante, soit 27.500 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 375 Subvention (2.000 euros) à l'association Le Cercle Guimard.

Mme Karen TAIEB, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L 2511-1 et suivant ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention à l'association Le Cercle Guimard ;
Sur le rapport présenté par Mme Karen TAÏEB au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 2.000 euros est attribuée à l'association Le Cercle Guimard, 14 rue Jean de la Fontaine 75016 Paris, 189218 / 2022_06538.
Article 2 : Cette dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 484 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Maurice Pialat au 13 rue de l'Abbé Grégoire (6e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Maurice Pialat au 13 rue de l'Abbé Grégoire à Paris 6e ;
Vu l'avis du conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Maurice Pialat au 13 rue de l'Abbé Grégoire à Paris 6e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Dans cet immeuble a vécu Maurice Pialat 1925 - 2003 cinéaste »
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 700 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 485 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Michel Frank au 7 rue de Verneuil (7e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Michel Frank au 7 rue de Verneuil à Paris 7e ;
Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Michel Frank au 7, rue de Verneuil à Paris 7e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Ici a vécu de 1925 à 1940 Jean-Michel Frank 1895-1941 artiste décorateur ».
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 800 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 486 Apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Café de la Régence au 161 rue Saint-Honoré (1er).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Café de la Régence au 161 rue Saint-Honoré à Paris 1er ;
Vu l'avis du conseil d'arrondissement de Paris-Centre en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Café de la Régence au 161 rue Saint-Honoré à Paris 1er.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Ici se trouvait de 1855 à 1955 le Café de la Régence fondé en 1718 place du Palais Royal. Ce café était mondialement connu pour ses joueurs d'échecs et les célébrités qui le fréquentèrent : Philidor, Rousseau, Robespierre, Bonaparte, Musset, Grévy… ».

Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1800 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 487 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Génia et Henieck Finkelsztajn au 55 rue Saint-Antoine (4e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Génia et Henieck Finkelsztajn au 55, rue Saint-Antoine à Paris 4e ;
Vu l'avis du conseil d'arrondissement de Paris-Centre en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à Génia et Henieck Finkelsztajn au 55, rue Saint-Antoine à Paris 4e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Ici vivaient Génia Finkelsztajn 1927-2018 et Henieck Finkelsztajn 1918-1989 juifs polonais tous deux survivants du ghetto de Varsovie et de la Shoah »
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1400 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 489 Apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Bal Tabarin au 36 rue Victor Massé (9e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Bal Tabarin au 36 rue Victor Massé à 9e ;
Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Bal Tabarin au 36 rue Victor Massé à 9e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Ici Auguste Bosc fonde en 1904 le Bal Tabarin. À sa suite, Pierre Sandrini en 1928 crée et équipe le cabaret d'une nouvelle machinerie. Il lance les premières revues à grand spectacle et le fameux Cancan. Jusqu'à sa fermeture en 1953, de grands artistes tels Joséphine Baker, Damia, Django Reinhardt s'y sont produits. Avant sa démolition en 1966 un dernier spectacle est donné avec Suzy Delair, Juliette Gréco, Zizi Jeanmaire »
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 2500 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 490 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à René Le Prévost au 33 rue Compans (19e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du 5 mars 1979 réglementant les hommages rendus par la Ville ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à René Le Prévost au 33 rue Compans à Paris 19e ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE, au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la proposition de Mme la Maire de Paris tendant à l'apposition d'une plaque commémorative en hommage à René Le Prévost au 33 rue Compans à Paris 19e.
Article 2 : Le texte de la plaque est : « Ici a vécu René Le Prévost 1918-2015 Prisonnier de guerre, évadé en 1942, résistant, Membre de la direction de la zone Paris Nord des FTPF Militant communiste, membre du Conseil national de l'Association nationale des anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance Passeur de mémoire des valeurs de la Résistance »
Article 3 : La dépense correspondante, estimée à 1.950 euros, sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DAC 542 Subventions (302.000 euros) à 2 associations au titre de l'éducation à l'image et au cinéma, et avenants à convention.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16, et 17 décembre 2021 ;
Vu les conventions relatives à l'attribution d'acomptes au titre de 2022 aux associations Cinémas Indépendants Parisiens et Enfances au cinéma, approuvées par la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16, et 17 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions de fonctionnement aux associations Cinémas Indépendants Parisiens, Enfances au Cinéma, la signature de 2 avenants à convention avec les associations Cinémas Indépendants Parisiens et Enfances au cinéma ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à convention, dont le texte est joint à la présente délibération, relatif à l'attribution d'une subvention de 121.000 euros soit un complément de 48.400 euros après déduction de l'acompte versé, à l'association Les Cinémas Indépendants Parisiens 135, rue Saint-Martin 75004 Paris, destinée à soutenir le développement de Collèges au cinéma, Enfance de l'art et Expériences de cinéma pour l'année scolaire 2021/2022. 22061-2022_03597
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à convention, dont le texte est joint à la présente délibération, relatif à l'attribution d'une subvention de 181.000 euros soit un complément de 72.400 euros après déduction de l'acompte versé, à l'association Enfances au cinéma 34, avenue du Général Leclerc 75014 Paris, destinée à soutenir le développement des dispositifs d'éducation au cinéma Ecole et cinéma et Mon premier cinéma pour l'année scolaire 2021/2022. 20942-2022_00507
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 120.800 euros sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DAC 543 Subventions (895.000 euros) et conventions avec 29 sociétés cinématographiques gérant à Paris 34 salles de cinéma indépendantes.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer 29 conventions relatives à l'attribution de subventions de fonctionnement avec 29 établissements cinématographiques parisiens ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 40.000 euros est attribuée à la SARL Carlotta Cinémas, 20, rue du Temple (4e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Le Luminor - Hôtel de Ville (4e). 183686 - 2022_03497

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 28.000 euros est attribuée à la SARL Cinépoque, 7, rue des Petites Écuries (10e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Les 3 Luxembourg (6e). 181241 - 2022_03500

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL Société d'exploitation du Cinéma du Panthéon, 3, rue Paillet (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma du Panthéon (5e). 182789 - 2022_05409

Article 4 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 45.000 euros est attribuée à la SARL Le Studio des Ursulines, 10, rue des Ursulines (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Le Studio des Ursulines (5e). 182839 - 2022_03540

Article 5 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 15.000 euros est attribuée à la SARL Studio Galande, 42, rue Galande (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma le Studio Galande (5e). 182782 - 2022_03519

Article 6 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SARL CINEMAS 21, 23, rue des Écoles (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Écoles Cinéma Club (5e). 189987 - 2022_03514

Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 35.000 euros est attribuée à la SAS Société d'Exploitation du Champollion, 51, rue des Ecoles (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Le Champo (5e). 182929 - 2022_03227

Article 8 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SARL Sodiav, 7, place Saint-Michel (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Espace Saint-Michel (5 e). 182651 - 2022_03498

Article 9 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 35.000 euros est attribuée à la SARL Ciné Sorbonne, 9, rue Champollion (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma La Filmothèque du Quartier Latin (5e). 182836 - 2022_03512

Article 10 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL Moteur ! 5, rue des écoles (5e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Grand Action (5e). 182922 - 2022_03518

Article 11 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 89.000 euros est attribuée à la SA Dulac Cinémas, 60, rue Pierre Charron (8e) Paris, au titre de l'activité cinématographique de cinq établissements : le Reflet Médicis (5e), l'Arlequin (6e), le Majestic Bastille (11e), l'Escurial (13e) et le Majestic Passy (16e).182467 - 2022_02900

Article 12 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 26.000 euros est attribuée à la SARL Shellac Exploitation, Friche de la Belle de mai, 41, rue Jobin 13003 Marseille, au titre des activités cinématographiques du cinéma le Saint-André des Arts (5e). 199616 - 2022_06209

Article 13 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 35.000 euros est attribuée à la SARL Cinédevil, 6, rue de l'école de Médecine (6e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma le Nouvel Odéon (6e).182553 - 2022_03386

Article 14 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SARL Camélia Cinémas, 4, rue Christine (6e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Christine Cinéma Club (6e).186050 - 2022_03422

Article 15 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SAS Le Lucernaire Forum, 53, rue Notre Dame des Champs (6e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Le Lucernaire (6e).180668 - 2022_03420

Article 16 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 40.000 euros est attribuée à la SA CINELBA, 1, rue Balzac (8e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Le Balzac. 182693 - 2022_03501

Article 17 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SNC Studio du Dragon, 14, rue Lincoln (8e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Le Lincoln (8e).182831 - 2021_12165

Article 18 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 35.000 euros est attribuée à la SARL Eden Plus, 24, Bd Poissonnière (9e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma le Max Linder (9e).182465 - 2022_03515

Article 19 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SARL Cinevog, 101, rue Saint-Lazare (9e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma 5 Caumartin (9e).182830 - 2021_12171

Article 20 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL Archipel Paris Ciné, 17, boulevard de Strasbourg (10e) Paris au titre des activités cinématographiques du cinéma l'Archipel (10e).182764 - 2022_03656

Article 21 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL Brady Spectacles, 39, boulevard de Strasbourg (10e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma le Brady (10e).182926 - 2022_03418

Article 22 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SAS Cinélouxor, 38, rue des Martyrs (9e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Le Louxor-Palais du cinéma (10e).182667 - 2022_03387

Article 23 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 60.000 euros est attribuée à la SARL Cinéma Chaplin, 6, rue Péclet (15e) Paris, au titre des activités cinématographiques au cinéma Chaplin Denfert (14e) et au cinéma Chaplin Saint Lambert (15e).182914 - 2022_03421

Article 24 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 17.000 euros est attribuée à la SARL Les Cinq Parnassiens, 98, boulevard Montparnasse (14e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma Les 7 Parnassiens (14e).182829 - 2021_12170

Article 25 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 25.000 euros est attribuée à la SA L'Entrepôt, 7, rue Francis de Pressensé (14e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma L'Entrepôt (14e).182546 - 2022_03624

Article 26 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 10.000 euros est attribuée à la SCOP ARL CTAV 14, 14, rue de Troyon (17e) Paris, au titre des activités cinématographiques du cinéma le Club de l'étoile (17e).183620 - 2022_03470

Article 27 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL ARP Cinéma des Cinéastes, 7, avenue de Clichy (17e) Paris, au titre des activités cinématographiques du Cinéma des Cinéastes (17e).182368 - 2022_03631

Article 28 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30.000 euros est attribuée à la SARL Studio 28, 10, rue Tholozé (18e) Paris, au titre de ses activités cinématographiques du cinéma Studio 28 (18e).183612 - 2022_05419

Article 29 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 20.000 euros est attribuée à la SAS Zarathushtra, 23, rue Marcel Clavier 77120 Coulommiers, au titre des activités cinématographiques du cinéma l'Épée de bois (5e). 188224 - 2022_03633

Article 30 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les 29 conventions dont les textes sont joints à la présente délibération.

Article 31 : Les dépenses correspondantes, soit 895.000 euros, seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 548 Subventions (59.000 euros) à 7 associations œuvrant dans le domaine du cinéma et de l'éducation à l'image en faveur des publics éloignés ou empêchés.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions de fonctionnement à sept associations au titre de la politique en faveur de l'accès au cinéma pour les publics éloignés et empêchés ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 16.000 euros est attribuée à l'association Tribudom, 52, rue Jean Pierre Timbaud 75011 Paris. 18464 - 2022_03620

Article 2 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Cinélangues, 14, rue Etex 75018 Paris. 33801 - 2022_03533

Article 3 : Une subvention d'un montant de 15.000 euros est attribuée à l'association Les Yeux de l'Ouïe, 90, avenue Simon Bolivar 75019 Paris. 20725 - 2022_03844

Article 4 : Une subvention d'un montant de 7.000 euros est attribuée à l'association Restaurants du Cœur, 4, Cité d'Hauteville 75010 Paris. 20815 - 2022_05448

Article 5 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Rêves de Cinéma, 38, rue de la Sourdière 75001 Paris. 20672 - 2022_03140

Article 6 : Une subvention d'un montant de 6.000 euros est attribuée à l'association Cinéma pour tous, 45, avenue de la Motte Picquet 75015 Paris. 40342 - 2022_03595

Article 7 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association 1000 Visages, 1, Placede la résistance 91000 Evry. 19978 - 2022_03580

Article 8 : La dépense correspondante, soit 59.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAC 632 Convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'association La Dalle aux Chaps (20e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment en son article L.2122-1-4 ;

Vu le courrier du président de l'Association la Dalle aux Chaps en date du 7 juillet 2021, manifestant spontanément son intérêt pour occuper l'espace cirque Porte des Lilas pendant une durée de 4 ans à compter du 1er août 2022 ;

Considérant qu'aucun autre dossier de manifestation d'intérêt n'a été reçu par la Ville de Paris à la suite de l'appel à manifestation d'intérêt diffusé dans le BMO du 8 octobre 2021 ;

Considérant que, à la suite de sa manifestation d'intérêt spontanée, la Ville de Paris peut autoriser La Dalle aux Chaps à exercer ses activités dans l'espace cirque de la Porte des Lilas pendant une durée de 4 ans à compter du 1er août 2022 ;

Vu le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public qui vous est présenté, conformément à l'article L. 2122-1-4 du code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'association La Dalle aux Chaps, ayant son siège social 10 Place du Maquis du Vercors Paris 20e ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association La Dalle aux Chaps une convention d'occupation temporaire du domaine public relative à l'occupation du site situé au 10 Place du Maquis du Vercors Paris 20e arrondissement. La convention d'occupation du domaine public est jointe en annexe à la présente délibération.

Article 2 : La redevance versée à la Ville de Paris par l'association La Dalle aux Chaps, en contrepartie de l'occupation, est fixée à un montant de 1.200 euros et sera perçue à terme échu une fois par an. L'aide en nature qui en résulte est de 151.370 euros.

Article 3 : La recette correspondante sera versée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022 et suivantes.

2022 DAC 672 Subvention de fonctionnement (55.200.000 euros) et subventions d'investissement (6.228.000 euros) à l'établissement public Paris Musées.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les articles L.1412-2, L.2221-1 et suivants et les articles R.2221-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales relatifs à la création et à la gestion des régies à autonomie financière et à personnalité morale ;

Vu la délibération 2012 SG 153 - DAC 506 en date des 19 et 20 juin 2012 par laquelle est créé un établissement public local, dénommé Paris Musées (régie personnalisée dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière) à caractère administratif chargé de la gestion des musées de la Ville de Paris ;

Vu la délibération 2021 DAC 720 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 relative à l'attribution d'un acompte de subvention de 27.600.000 euros à l'établissement public Paris Musées ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder au titre de l'année 2022 une subvention de fonctionnement de 55.200.000 euros et une subvention d'investissement d'un montant de 6.228.000 euros intégrant une enveloppe ferme de 2.500.000 euros dont 1.000.000 d'euros pour l'acquisition d'œuvres d'art à l'établissement public Paris Musées ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 55.200.000 euros est attribuée à l'établissement public Paris Musées au titre de 2022. Après déduction de l'acompte de 27.600.000 euros déjà versé, le solde de la subvention restant à verser à l'établissement public Paris Musées s'élève à 27.600.000 euros.

Article 2 : La dépense correspondante, soit 27.600.000 euros, sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

Article 3 : Est attribuée à l'établissement public Paris Musées, au titre de l'année 2022, une subvention d'investissement d'un montant maximum de 6.228.000 euros intégrant une enveloppe ferme de 2.500.000 d'euros dont 1.000.000 d'euros pour l'acquisition d'œuvres d'art.

Article 4 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget d'investissement 2022 de la Ville de Paris, selon la décomposition suivante :
- 3.728.000 euros au maximum sur l'AP 04596 - Subvention EPM - Inscription technique ;
- 1.000.000 d'euros sur l'AP 04789 - Subvention d'équipement au titre de l'acquisition d'œuvres d'art ;
- 1.500.000 euros sur l'AP 04485 - Subvention EP Musées.

Article 5 : La subvention d'investissement comprend le financement de biens amortissables, pour un montant maximum de 750.000 euros. La quote-part de la subvention finançant des biens amortissables (mobilier, licences, matériel) présente un caractère transférable.

2022 DAC 689 Contrat pluriannuel de performance 2021-2026 entre la Ville de Paris et l'établissement public Paris Musées.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les articles L.1412-2, L.2221-1 et suivants et les articles R.2221-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création et à la gestion des régies à autonomie financière et à personnalité morale ;

Vu la délibération 2012 SG 153 -DAC 506, en date des 19 et 20 juin 2012, par laquelle est créé un établissement public local, dénommé Paris Musées (régie personnalisée dotée de la personnalité juridique et de l'autonomie financière) à caractère administratif chargé de la gestion des musées de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer le contrat pluriannuel de performance 2021-2026 entre la Ville de Paris et l'établissement public Paris Musées ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le contrat pluriannuel de performance 2021-2026, dont le texte est annexé à la présente délibération, entre la Ville de Paris et l'établissement public Paris Musées.

2022 DAE 4 Subventions (5.991.000 euros) et conventions avec 96 structures menant des actions d'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA et d'autres publics fragiles.

M. Florentin LETISSIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 14 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 14 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;

Vu la convention en date du 24 juillet 2020 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide aux projets à utilité sociale » ;

Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-141 en date du 6 juillet 2017 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention de fonctionnement à 96 organismes et de l'autoriser à signer une convention avec ces organismes ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et chacun des organismes suivants :

- Pour leurs Ateliers et Chantiers d'Insertion : Association des Collectifs Enfants Parents Professionnel de la Région Ile-de-France (ACEPPRIF) ; Action et Transition ; Association d'Accompagnement Global contre l'Exclusion (ADAGE) ; Association Région Insertion Économique Social (ARIES) ; Artémisia ; Association Aurore ; Carton Plein 75 ; CASVP ; Colombbus ; Crescendo ; D2L ; Emmaüs Alternatives ; Emmaüs Coup de Main ; Emmaüs Défi-Fondateur Abbé Pierre ; Emmaüs Solidarité ; Emploi Sport Solutions ; Espaces ; Études et Chantiers Ile-de-France ; Fondation de l'Armée du Salut - Centre Espoir ; Fondation de l'Armée du Salut - CHU Mouzaïa ; Fondation de l'Armée du Salut - Catherine BOOTH - La fabrique 230 ; Fondation de l'Armée du Salut - Palais de la Femme ; Food de Rue ; Halage ; HAWA au Féminin ; Interface Formation ; La Beauté du Monde Inclusive ; la Chorba ; La Coop Mijotée ; La Fabrique Nomade ; La Lucarne d'Ariane ; La Petite Rockette ; Le Paysan Urbain ; Les Enfants du Canal ; Les Œuvres de la Mie de Pain ; Les Restaurants du Cœur - Les Relais du Cœur de Paris ; Maisons d'accueil l'Îlot ; Marmite d'Afrique ; Médiation Insertion Formation ; Pépins Production ; Rejoué et Travail et Vie .
- Les Associations Intermédiaires : Association Création Services Paris (ACSP) ; Coup d'Main ; Dyna'Mo ; Emploi Développement ; Eureka Services ; Novemploi ; Réagir ; Secours Emploi ; Travail au Clair ; Travail et Partage - Armée du Salut et Villette Emploi.
- Les Entreprises d'Insertion : Altermundi ; Ares Service 75 ; Entreprise du Bâtiment et d'Insertion par le Retour à l'Emploi - Bati're ; Bis Boutique Solidaire ; Carton Plein 75 ; Clair et Net ; EBS Le Relais Nord Pas de Calais ; Ecod'air ; Emmaüs Défi - l'Équipage ; Énergies 9 ; Envie ; Études et Chantiers Ile-de-France (Solinette) ; Farinez-vous ; Food Sweet Food ; Groupement d'activités de courses et de services (GACS) ; La Conciergerie Solidaire 75 ; La Petite Reine ; La Table de Cana ; La Table du Récho ; Marguerite ; Pro-insert ; RéaVie ; RépAreSeb ; RézoSocial ; Suez RV Rebond Insertion ; Tabernae ; Travail et Partage - Armée du Salut ; Travail et vie ; Un Monde Gourmand et Zazie Hôtel.
- Les Régies de Quartier : Régie de quartier Paris Centre ; La maison du Canal, Régie de quartier Paris 10 ; Régie de quartier Fontaine au Roi ; Régie de quartier Fécamp 12 ; Régie de quartier Tela 13 ; Flora Tristan la régie de quartier du 14e ; Passerelles 17, régie de quartier du 17e Nord-Est ; Régie de quartier du 19e ; Régie de quartier Saint Blaise - Charonne.
- Les Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion : Actual Intérim Insertion est-IDF ; Emploi développement intérim ; Humando ; Janus ; SBC Insertion ; Secours Emploi Intérim ; Suez RV Rebond Intérim Insertion et Villette Emploi ETTI

Article 2 : Une subvention de 30 000 euros est attribuée à l'Association des Collectifs Enfants Parents Professionnels de la Région Ile-de-France (ACEPPRIF), domiciliée 120, rue des Grands Champs (20e) (Paris Asso n° 78161 /dossier 2022_03272) au titre de l'exercice 2022.

Article 3 : Une subvention de 28 000 euros est attribuée à l'association Action et Transition, domiciliée 153, rue de la Croix de Nivert (15e) (Paris Asso n°187271 /dossier 2022_03270) au titre de l'exercice 2022.

Article 4 : Une subvention de 56 000 euros est attribuée à l'Association d'Accompagnement Global contre l'Exclusion (ADAGE), domiciliée 17, rue Bernard Dimey (18e) (Paris Asso n° 8382 /dossier 2022_03312) au titre de l'exercice 2022.

Article 5 : Une subvention de 188 000 euros est attribuée à l'Association Région Insertion Économique Social (ARIES), domiciliée 1, rue Anne Franck (91 Ste-Geneviève-des-Bois) (Paris Asso n° 191922 /dossier 2022_03273) au titre de l'exercice 2022.

Article 6 : Une subvention de 84 000 euros est attribuée à l'association Artémisia, domiciliée 9 bis, rue Bellot (19e) (Paris Asso n° 191919 /dossier 2022_03118) au titre de l'exercice 2022.

Article 7 : Une subvention de 88 000 euros est attribuée à l'association Aurore, domiciliée 34, boulevard Sébastopol (4e) (Paris Asso n° 2541/dossier 2022_03183) au titre de l'exercice 2022.

Article 8 : Une subvention de 61 000 euros est attribuée à l'association Carton Plein 75, domiciliée 132, rue des Poissonniers (18e) (Paris Asso n° 156081/dossier 2022_03274) au titre de l'exercice 2022.

Article 9 : Une subvention de 146 000 euros est attribuée au CASVP (Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris), domicilié 5, boulevard Diderot (12e) (Paris Asso n° 190343 /dossier 2022_03333) au titre de l'exercice 2022.

Article 10 : Une subvention de 83 000 euros est attribuée à l'association Colombbus, domiciliée 10, rue du Terrage (10e) (Paris Asso n° 13326/dossier 2021_12148) au titre de l'exercice 2022.

Article 11 : Une subvention de 143 000 euros est attribuée à l'association Crescendo, domiciliée 102 C, rue Amelot (11e) (Paris Asso n°9608/dossier 2022_03206) au titre de l'exercice 2022.

Article 12 : Une subvention de 49 000 euros est attribuée à l'association D2L, domiciliée 1, rue de la solidarité (19e) (Paris Asso n° 189232 /dossier 2022_03318) au titre de l'exercice 2022.

Article 13 : Une subvention de 160 000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Alternatives, domiciliée 22, rue des Fédérés (93 Montreuil) (Paris Asso n° 188453/dossier 2022_03264) au titre de l'exercice 2022.
Article 14 : Une subvention de 125 000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Coup de Main, domiciliée 31, avenue Édouard Vaillant (93 Pantin) (Paris Asso n° 49281/dossier 2022_03317) au titre de l'exercice 2022.
Article 15 : Une subvention de 470 000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Défi-Fondateur Abbé Pierre, domiciliée 6, rue Archereau (19e) (Paris Asso n° 67261 /dossier 2022_03211) au titre de l'exercice 2022.
Article 16 : une subvention de 24 000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Solidarité, domiciliée 32 rue des Bourdonnais (1er) (Paris Asso n°24921/dossier 2022_02615) au titre de l'exercice 2022.
Article 17 : Une subvention de 31 000 euros est attribuée à Emploi Sport Solutions, domiciliée 12, rue Boucry (18e) (Paris Asso n° 197361/dossier 2022_03275) au titre de l'exercice 2022.
Article 18 : Une subvention de 70 000 euros est attribuée à l'association Espaces, domiciliée 855, avenue Roger Salengro (92 Chaville) (Paris Asso n° 101901/dossier 2022_03277) au titre de l'exercice 2022.
Article 19 : Une subvention de 167 000 euros est attribuée à l'association Études et Chantiers Ile-de-France, domiciliée 10, place Jules Vallès (91 Évry) (Paris Asso n° 111181 /dossier 2022_03670) au titre de l'exercice 2022.
Article 20 : Une subvention de 91 000 euros est attribuée à la Fondation de l'Armée du Salut - Centre Espoir, domiciliée 39, rue du Chevaleret (13e) (Paris Asso n°188845 / dossier 2022_03224) au titre de l'exercice 2022.
Article 21 : Une subvention de 35 000 euros est attribuée à Fondation de l'Armée du Salut - CHU Mouzaia, domiciliée 66, rue de Mouzaia (19e) (Paris Asso n° 191905 / dossier 2022_03256) au titre de l'exercice 2022.
Article 22 : Une subvention de 28 000 euros est attribuée à la Fondation de l'Armée du Salut - Catherine Booth - la Fabrique 230, domiciliée 15, rue du Crespin du Gast - Résidence C. Booth (11e) (Paris Asso n°190692 / dossier 2022_03360) au titre de l'exercice 2022.
Article 23 : Une subvention de 84 000 euros est attribuée à la Fondation de l'Armée du Salut - Palais de la Femme domiciliée 94, rue de Charonne (11e) (Paris Asso n° 188995/dossier 2022_02919) au titre de l'exercice 2022.
Article 24 : Une subvention de 91 000 euros est attribuée à l'association Food de rue, domiciliée 164, rue des Pyrénées (20e) (Paris Asso n° 186858 / dossier 2022_03350) au titre de l'exercice 2022.
Article 25 : Une subvention de 43 000 euros est attribuée à l'association Halage, domiciliée 6, rue Arnold Géraux (93 L'Ile-Saint-Denis) (Paris Asso n°15006 /dossier 2022_03091) au titre de l'exercice 2022.
Article 26 : Une subvention de 52 000 euros est attribuée à l'association HAWA au Féminin, domiciliée 83, rue de Turbigo (3e) (Paris Asso n° 197154 /dossier 2022_03322) au titre de l'exercice 2022.
Article 27 : Une subvention de 223 000 euros est attribuée à l'association Interface Formation, domiciliée 38, rue René Boulanger (10e) (Paris Asso n°101861 /dossier 2022_03279) au titre de l'exercice 2022.
Article 28 : Une subvention de 59 000 euros est attribuée à l'association La Beauté du Monde Inclusive, domiciliée 19 rue Jeanne d'Arc (77 Lagny-sur-Marne) (Paris Asso n° 199541/dossier 2022_02538) au titre de l'exercice 2022.
Article 29 : Une subvention de 56 000 euros est attribuée à l'association La Chorba, domiciliée 87, boulevard Poniatowski (12e) (Paris Asso n° 48182 /dossier 2022_03339) au titre de l'exercice 2022.
Article 30 : Une subvention de 52 000 euros est attribuée à l'association La Coop Mijotée, domiciliée 77, rue de la Fontaine au roi (11e) (Paris Asso n° 188545 /dossier 2022_03065) au titre de l'exercice 2022.
Article 31 : Une subvention de 50 000 euros est attribuée à l'association La Fabrique Nomade, domiciliée 1, bis avenue Daumesnil (12e) (Paris Asso n° 187596 / dossier 2022_03225) au titre de l'exercice 2022.
Article 32 : Une subvention de 24 000 euros est attribuée à l'association La Lucarne D'Ariane, domiciliée 106, rue Saint Maur (11e) (Paris Asso n° 191827 / dossier 2022_02345) au titre de l'exercice 2022.
Article 33 : Une subvention de 29 000 euros est attribuée à la Petite Rockette, domiciliée 125, rue du Chemin Vert (11e) (Paris Asso n° 59841/dossier 2022_03323) au titre de l'exercice 2022.
Article 34 : Une subvention de 52 000 euros est attribuée à l'association Le Paysan Urbain, domiciliée 14, rue Stendhal (20e) (Paris Asso n° 195528/dossier 2022_03324) au titre de l'exercice 2022.
Article 35 : Une subvention de 52 000 euros est attribuée à l'association Les Enfants du canal, domiciliée 5, rue Vésale (5e) (Paris Asso n° 125841 /dossier 2022_03325) au titre de l'exercice 2022.
Article 36 : Une subvention de 202 000 euros est attribuée à l'association déclarée d'utilité publique Les Œuvres de la Mie de Pain, domiciliée 18, rue Charles Fourier (13e) (Paris Asso n° 2569 / dossier 2022_03327) au titre de l'exercice 2022
Article 37 : Une subvention de 127 000 euros est attribuée à l'association Les Restaurants du Cœur de Paris - Les relais du cœur de Paris, domiciliée 4, cité d'Hauteville (10e) (Paris Asso n° 20815/dossier 2022_03035) au titre de l'exercice 2022.
Article 38 : Une subvention de 39 000 euros est attribuée à l'association Maisons d'accueil l'Îlot, domiciliée 88, boulevard de la Villette (19e) (Paris Asso n° 181568 / dossier 2022_03013) au titre de l'exercice 2022.

Article 39 : Une subvention de 56 000 euros est attribuée à l'association Marmite d'Afrique, domiciliée 21 ter, boulevard de la commanderie (19e) (Paris Asso n° 18294 / dossier 2022_03326) au titre de l'exercice 2022.
Article 40 : Une subvention de 108 000 euros est attribuée à l'association Médiation Insertion Formation (MIF), domiciliée 33, rue de Boucry (18e) (Paris Asso n° 168721 / dossier 2022_01888) au titre de l'exercice 2022.
Article 41 : Une subvention de 21 000 euros est attribuée à l'association Pépins Production, domiciliée 10, passage de Clichy (18e) (Paris Asso n° 185707/dossier 2022_03329) au titre de l'exercice 2022.
Article 42 : Une subvention de 64 000 euros est attribuée à l'association Rejoué, domiciliée 22, rue Deparcieux (14e) (Paris Asso n° 18871/dossier 2022_01938) au titre de l'exercice 2022.
Article 43 : Une subvention de 56 000 euros est attribuée à l'association Travail et vie, domiciliée 212, rue Saint Maur (10e) (Paris Asso n°190503 /dossier 2022_03315) au titre de l'exercice 2022.
Article 44 : Une subvention de 31 000 euros est attribuée à l'association Association Création Services Paris (ACSP), domiciliée 47 T, rue de Lourmel (15e) (Paris Asso n° 191773 /dossier 2022_03142) au titre de l'exercice 2022.
Article 45 : Une subvention de 48 000 euros est attribuée à l'association Coup d'Main, domiciliée 2, cours Saint-Pierre (17e) (Paris Asso n° 6561 /dossier 2022_03203) au titre de l'exercice 2022.
Article 46 : Une subvention de 77 000 euros est attribuée à l'association Dyna'Mo, domiciliée 3, passage Salarnier (11e) (Paris Asso n°191857 /dossier 2022_03319) au titre de l'exercice 2022.
Article 47 : Une subvention de 37 000 euros est attribuée à l'association Emploi développement, domiciliée 70, rue du Moulin vert (14e) (Paris Asso n° 144121 /dossier 2022_03332) au titre de l'exercice 2022.
Article 48 : Une subvention de 43 000 euros est attribuée à l'association Eureka Services, domiciliée 5, rue Muller (18e) (Paris Asso n°21049 /dossier 2022_03321) au titre de l'exercice 2022.
Article 49 : Une subvention de 93 000 euros est attribuée à l'association Novemploi, domiciliée 162 bis, rue Pelleport (20e) (Paris Asso n°191760 /dossier 2022_00414) au titre de l'exercice 2022.
Article 50 : Une subvention de 24 000 euros est attribuée à l'association Réagir, domiciliée 26, rue Jean Dollfus (18e) (Paris Asso n° 37161 /dossier 2022_02809) au titre de l'exercice 2022.
Article 51 : Une subvention de 55 000 euros est attribuée à l'association Secours Emploi, domiciliée 137, rue de la Roquette (11e) (Paris Asso n° 50581/dossier 2022_03278) au titre de l'exercice 2022.
Article 52 : Une subvention de 41 000 euros est attribuée à l'association Travail au Clair, domiciliée 1, rue Léopold Bellan (2e) (Paris Asso n° 191887/dossier 2022_02435) au titre de l'exercice 2022.
Article 53 : Une subvention de 46 000 euros est attribuée à l'association Travail et Partage Armée du Salut, domiciliée 60, rue des Frères Flavien (20e) (Paris Asso n° 7184/dossier 2022_03146) au titre de l'exercice 2022.
Article 54 : Une subvention de 20 000 euros est attribuée à l'association Villette Emploi, domiciliée 211, avenue Jean Jaurès Pavillon des Maquettes (19e) (Paris Asso n° 65682 /dossier 2022_03316) au titre de l'exercice 2022.
Article 55 : Une subvention de 33 000 euros est attribuée à la SARL Altermundi, domiciliée 41, rue du chemin vert (11e) (Paris Asso n° 187355 /dossier 2022_03124) au titre de l'exercice 2022.
Article 56 : Une subvention de 110 000 euros est attribuée à la SAS. Ares Services Paris, domiciliée 14, rue Lesault (93 Pantin) (Paris Asso n°191931 /dossier 2022_02936) au titre de l'exercice 2022.
Article 57 : Une subvention de 12 000 euros est attribuée à l'association Entreprise du Bâtiment et d'Insertion par le Retour à l'Emploi - Bati're, domiciliée 60, rue Greneta (2e) (Paris Asso n° 191896 /dossier 2022_03276) au titre de l'exercice 2022.
Article 58 : Une subvention de 66 000 euros est attribuée à la SAS Bis Boutique Solidaire, domiciliée 7, boulevard du Temple (3e) (Paris Asso n° 191863 /dossier 2022_03199) au titre de l'exercice 2022.
Article 59 : Une subvention de 26 000 euros est attribuée à l'association Carton Plein 75, domiciliée 132 rue des Poissonniers (18e) (Paris Asso n° 156081/dossier 2022_03274) au titre de l'exercice 2022.
Article 60 : Une subvention de 55 000 euros est attribuée à l'association Clair et Net, domiciliée 54-58, rue Myrha (18e) (Paris Asso n°12505 /dossier 2022_00661) au titre de l'exercice 2022.
Article 61 : Une subvention de 13 000 euros est attribuée à la société coopérative de production S.A. EBS Le Relais Nord Pas-de-Calais, domiciliée chemin des Dames (62 Bruay-la-Buissière) (Paris Asso n°192176 /dossier 2022_03145) au titre de l'exercice 2022.
Article 62 : Une subvention de 18 000 euros est attribuée à la SAS Ecod'air, domiciliée 73, rue de l'Evangile - CAP 18 (18e) (Paris Asso n°191914/dossier 2022_03334) au titre de l'exercice 2022.
Article 63 : Une subvention de 26 000 euros est attribuée à l'association Emmaüs Défi - l'Equipage, domiciliée 6, rue Archereau (19e) (Paris Asso n° 192491 /dossier 2022_02762) au titre de l'exercice 2022.
Article 64 : Une subvention de 13 000 euros est attribuée à l'association Énergies 9, domiciliée 8-12, rue de la Tour des Dames (9e) (Paris Asso n° 48562 /dossier 2022_03658) au titre de l'exercice 2022.
Article 65 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Envie Trappes en Yvelines, domiciliée 17, avenue Roger Hennequin (78 Trappes) (Paris Asso n° 196703/dossier 2022_03320) au titre de l'exercice 2022.

Article 66 : Une subvention de 9 000 euros est attribuée à l'association Études et Chantiers Ile-de-France (Solinette), domiciliée 3, rue Rouvet (91 Évry) (Paris Asso n° 111181 /dossier 2022_05204) au titre de l'exercice 2022.
Article 67 : Une subvention de 30 000 euros est attribuée à la SARL Farinez-vous, domiciliée 9, rue Villiot (12e) (Paris Asso n° 188864/dossier 2022_03189) au titre de l'exercice 2022.
Article 68 : Une subvention de 15 000 euros est attribuée à la SARL Food Sweet Food, domiciliée 81, rue du Charolais (12e) (Paris Asso n° 193395/dossier 2022_03191) au titre de l'exercice 2022.
Article 69 : Une subvention de 11 000 euros est attribuée à la SARL Groupement d'Activités de Courses et de Services GACS, domiciliée 4, rue Marc Seguin (18e) (Paris Asso n° 191768 /dossier 2022_03688) au titre de l'exercice 2022.
Article 70 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à la Conciergerie Solidaire 75, domiciliée 100 rue Amelot (11e) (Paris Asso 188814/dossier 2022_03335) au titre de l'exercice 2022.
Article 71 : Une subvention de 66 000 euros est attribuée à la SAS La Petite Reine, domiciliée 31, rue de Constantinople (8e) (Paris Asso n°191903 /dossier 2022_03336) au titre de l'exercice 2022.
Article 72 : Une subvention de 35 000 euros est attribuée à la SA La Table de Cana, domiciliée 5, avenue Maurice Ravel (92 Antony) (Paris Asso n°188518 /dossier 2022_03182) au titre de l'exercice 2022.
Article 73 : Une subvention de 11 000 euros est attribuée à la SA La Table du Recho, domiciliée 10, rue de Penthievre (8e) (Paris Asso n°199028 /dossier 2022_03337) au titre de l'exercice 2022.
Article 74 : Une subvention de 48 000 euros est attribuée à la SAS Marguerite, domiciliée 189, rue d'Aubervilliers - CAP 18 (18e) (Paris Asso n° 192030/dossier 2022_03205) au titre de l'exercice 2022.
Article 75 : Une subvention de 84 000 euros est attribuée à la SARL Pro-Insert, domiciliée 46, rue René Clair (18e) (Paris Asso n°190 785 /dossier 2022_03340) au titre de l'exercice 2022.
Article 76 : Une subvention de 9 000 euros est attribuée à l'association RéaVie, domiciliée 66, boulevard Pasteur (93 Montreuil) (Paris Asso n° 194947 / d0ssier 2022_03330) au titre de l'exercice 2022.
Article 77 : Une subvention de 23 000 euros est attribuée à la SAS RépAreSeb, domiciliée 14, rue Lesault (93 Pantin) (Paris Asso n° 199454/dossier 2022_03016) au titre de l'exercice 2022.
Article 78 : Une subvention de 40 000 euros est attribuée à la SAS RézoSocial, domiciliée 14-16, rue Soleillet (20e) (Paris Asso n° 191846/dossier 2022_03197) au titre de l'exercice 2022.
Article 79 : Une subvention de 100 000 euros est attribuée à la SAS Suez RV Rebond Insertion, domiciliée 3, rue Rouvet (19e) (Paris Asso n°199651 /dossier 2022_03342) au titre de l'exercice 2022.
Article 80 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à la SARL Tabernae, domiciliée 41, rue du chemin vert (11e) (Paris Asso n°192063 /dossier 2022_03341) au titre de l'exercice 2022.
Article 81 : Une subvention de 20 000 euros est attribuée à l'association Travail et Partage - Armée du Salut, domiciliée 60 rue des Frères Flavien (20e) (Paris Asso n°7184 /dossier 2022_ 03146) au titre de l'exercice 2022.
Article 82 : Une subvention de 23 000 euros est attribuée à l'association Travail et Vie, domiciliée 212, rue Saint Maur (10e) (Paris Asso n° 190503 /dossier 2022_03314) au titre de l'exercice 2022.
Article 83 : Une subvention de 18 000 euros est attribuée à l'association Un Monde Gourmand, domiciliée 18, rue Poissonnière (2e) (Paris Asso n° 74321/dossier 2022_02988) au titre de l'exercice 2022.
Article 84 : Une subvention de 15 000 euros est attribuée à la SAS Zazie Hôtel, domiciliée 3, rue de Chaligny (12e) (Paris Asso n° 196706 /dossier 2022_03217) au titre de l'exercice 2022.
Article 85 : Une subvention de 37 000 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Paris Centre, domiciliée 58, rue du Vertbois (3e) (Paris Asso n°59801 /2022_02685) au titre de l'exercice 2022.
Article 86 : Une subvention de 44 000 euros est attribuée à l'association La Maison du Canal, régie de quartier Paris 10, domiciliée 13-17, rue Louis Blanc (10e) (Paris Asso n°10068 /dossier 2022_02734) au titre de l'exercice 2022.
Article 87 : Une subvention de 53 000 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Fontaine au Roi, domiciliée 1, rue Robert Houdin (11e) (Paris Asso n°7601 /dossier 2022_02724) au titre de l'exercice 2022.
Article 88 : Une subvention de 70 000 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Fécamp 12, domiciliée 51, rue de Fécamp (12e) (Paris Asso n°49544 /dossier 2022_03105) au titre de l'exercice 2022.
Article 89 : Une subvention de 77 000 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Tela 13, domiciliée 47, rue du Javelot, bâtiment Rome (13e) (Paris Asso n°19108/dossier 2022_03015) au titre de l'exercice 2022.
Article 90 : Une subvention de 66 000 euros est attribuée à l'association Régie du 14e - association Flora Tristan, domiciliée 2, rue Prévost Paradol (14e) (Paris Asso n° 13085/dossier 2022_03116) au titre de l'exercice 2022.
Article 91 : Une subvention de 53 000 euros est attribuée à l'association Passerelles 17 - régie de quartier du 17e Nord-Est, domiciliée 190, avenue de Clichy (17e) (Paris Asso n°12485 /dossier 2022_03328) au titre de l'exercice 2022.
Article 92 : Une subvention de 92 000 euros est attribuée à l'association Régie de quartier du 19e, domiciliée 3, bis rue de Cambrai (19e) (Paris Asso n°11485 /dossier 2022_03058) au titre de l'exercice 2022.

Article 93 : Une subvention de 40 000 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Saint-Blaise Charonne, domiciliée 88, rue de la Réunion (20e) (Paris Asso n°19034/dossier 2022_03851) au titre de l'exercice 2022

Article 94 : Une subvention de 8 000 euros est attribuée à la société Actual Intérim Insertion Est-IDF, domiciliée 12 rue des Batignolles (17e) (Paris Asso n° 200062/ dossier 2022_06348) au titre de l'exercice 2022.

Article 95 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à la SAS Emploi Développement Intérim, domiciliée 70, rue du Moulin Vert (14e) (Paris Asso n°200306/ dossier 2022_06798 au titre de l'exercice 2022.

Article 96 : Une subvention de 119 000 euros est attribuée à la SAS. Humando, domiciliée 2, rue Henri Legay (69 Villeurbanne) (Paris Asso n° 191812/dossier 2022_03226) au titre de l'exercice 2022.

Article 97 : Une subvention de 60 000 euros est attribuée à la SAS Janus, domiciliée 2, boulevard Thomson (59 Lesquin) (Paris Asso n°191769 /dossier 2022_03082) au titre de l'exercice 2022.

Article 98 : Une subvention de 63 000 euros est attribuée à la SARL SBC Insertion, domiciliée 36, boulevard de Picpus (12e) (Paris Asso n°197313/dossier 2022_02927) au titre de l'exercice 2022.

Article 99 : Une subvention de 21 000 euros est attribuée à la SAS Secours Emploi Intérim, domiciliée 137, rue de la Roquette (11e) (Paris Asso n°191872 /dossier 2022_03190) au titre de l'exercice 2022.

Article 100 : Une subvention de 24 000 euros est attribuée à la SAS Suez RV Rebond Intérim Insertion, domiciliée 3, rue Rouvet (19e) (Paris Asso n°191975/dossier 2022_03250) au titre de l'exercice 2022.

Article 101 : Une subvention de 11 000 euros est attribuée à l'association Villette Emploi ETTI, domiciliée 211, avenue Jean Jaurès (19e) (Paris Asso n°191959/dossier 2022_03331) au titre de l'exercice 2022.

Article 102 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 28 Marché de la création Edgar Quinet (14e) - Principe du renouvellement de la délégation de service public.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vue la troisième partie du Code de la commande publique consacrée aux contrats de concession ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 1411-1 à L 1411-19 ;

Vu l'avis du comité technique de la direction de l'attractivité et de l'emploi en date du 5 avril 2022 ;

Vu l'avis émis le 12 avril 2022 par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, en application de l'article L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le principe de la gestion déléguée du marché de la création Edgar Quinet (14e arrondissement) pour une durée de cinq ans et de l'autoriser à accomplir tous les actes préparatoires à la passation dudit contrat ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la gestion déléguée du marché de la création Edgar Quinet (14e arrondissement) pour une durée de cinq ans.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à la publication d'un avis de concession et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation de ce contrat.

2022 DAE 29 Marché aux puces de la Porte de Vanves (14e) - Attribution de la délégation de service public.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique et notamment sa 3e partie consacrée aux contrats de concession ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.1411-1 à L.1411-19 ;

Vu l'avis du Comité technique paritaire du 15 mars 2021 ;

Vu l'avis préalable de la Commission consultative des services publics locaux lors de sa séance en date du 16 juin 2021 ;

Vu la délibération 2021 DAE 83 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 autorisant Mme la Maire de Paris à procéder à une consultation et aux actes préparatoires en vue de la gestion déléguée du marché aux puces et du square aux artistes de la porte de Vanves (14e) ;

Vu la sélection des candidatures effectuée le 24 août 2021 par la commission prévue à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis de la commission prévue à l'article L.1411-5 du Code général des collectivités territoriales, émis le 15 février 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'approuver la signature d'une convention de délégation de service public pour la gestion du marché aux puces et du square aux artistes de la Porte de Vanves (14e) ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Est approuvée la signature d'une convention de délégation de service public avec la société SEMACO, dont le siège social est 72, boulevard des Corneilles 94100 SAINT MAUR pour la gestion du marché aux puces et du square aux artistes de la Porte de Vanves (14e), pour une durée de cinq ans, aux clauses et conditions du projet de convention joint au présent projet de délibération.

2022 DAE 31 Installation et exploitation de distributeurs automatiques de billets dans les marchés couverts Saint Martin (10e) et Batignolles (17e) - Conventions d'occupation du domaine public.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 relative à la propriété des personnes publiques ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser la signature des conventions d'occupation du domaine public pour l'installation et l'exploitation de distributeurs automatiques de billets dans les marchés couverts Saint Martin et Batignolles ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer deux conventions d'occupation du domaine public d'une durée de cinq ans avec la société LOOMIS FRANCE (dont le siège social est situé ZAC du Marcreux - 20 rue marcel Carné - 93300 Aubervilliers) relatives à l'occupation de 5m² sur le marché couvert Saint Martin et de 4 m² sur le marché couvert de Batignolles (Paris 17e) en vue d'installer et d'exploiter des distributeurs automatiques de billets.
Article 2 : La redevance versée par l'occupant à la Ville de Paris au titre de l'occupation de locaux, sur les marchés couverts Saint Martin et Batignolles sera de 0,20 € HT par retrait au-dessus de 3800 retraits par mois pour chaque distributeur automatique de billets.
Article 3 : La recette correspondante sera constatée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris sur l'exercice 2022 et les suivants.

2022 DAE 36 Tarification applicable au Carré aux artistes de la Place du Tertre (18e).

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des Collectivités Territoriales ;
Vu la délibération du Conseil de Paris n° 948 du 11 juillet 1983 portant création du Carré aux Artistes ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2009 DDEE 237 des 29 et 30 septembre 2009 portant sur la tarification applicable aux artistes de la Place du Tertre (18e) ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2021 DAE 57 en date des 1, 2, 3 et 4 juin 2021 portant sur le règlement du Carré aux artistes de la Place du Tertre ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le principe la nouvelle tarification applicable aux artistes de la Place du Tertre (18e) ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : les tarifs d'occupation du domaine public sur la place du Tertre servant de base de calcul de la redevance perçue par la direction de l'attractivité et de l'emploi sont fixés forfaitairement comme suit : 320,24 euros par artiste et par an quel que soit l'emplacement et ses modalités d'occupation. Ce montant est susceptible d'être révisé annuellement.

Article 2 : à compter du 1er juillet 2022, cette tarification du Carré aux artistes de la Place du (18e) se substitue à celle issue de la délibération du Conseil de Paris 2009 DDEE 237 des 29 et 30 septembre 2009, portant sur les redevances applicables aux artistes de la Place du Tertre.
Article 3 : les recettes correspondantes seront constatées sur le budget municipal de fonctionnement de l'année 2022 et des exercices ultérieurs.

2022 DAE 46-DEVE Subventions de fonctionnement (185.000 euros) et conventions avec 6 structures œuvrant pour le développement de filières agricoles locales et durables.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;
Vu la convention en date du 5 août 2021 passée entre la Région Ile-de-France et la Ville de Paris autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides notamment sur le fondement du régime d'aide « aide aux projets à utilité sociale » et sur le fondement du régime d'aide « soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » ;
Vu le règlement d'intervention pour l'aide aux projets à utilité sociale adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-14 en date du 6 juillet 2017 ;
Vu le règlement d'intervention pour la politique de soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE- PME adopté par le Conseil Régional d'Ile-de-France dans sa délibération n° CR 2017-14 en date du 6 juillet 2017 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'accorder une subvention de fonctionnement à six structures et de l'autoriser à signer une convention avec ces structures ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention pluriannuelle dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et chacune des structures suivantes :
- Abiosol (association)
- Les Champs des Possibles (société coopérative d'intérêt collectif)
- Réseau des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne d'Île-de-France (association)
- Terre de Liens Ile-de-France (association)

Article 2 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention annuelle dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et chacune des structures suivantes :
- Agrof'île (association)
- Chantier Ecole Ile-de-France (association)

Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 45 000 euros est attribuée à l'association Abiosol, domiciliée au Mundo M, 47 avenue Pasteur, 93 100 Montreuil, (ParisAsso n° 189317 /2022_06510) au titre de l'exercice 2022.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 30 000 euros est attribuée à l'association Agrof'île, domiciliée au 2 hameau de Chalmont, 77 930 Fleury-en-Bière, (ParisAsso n° 192634 / 2022_06257) au titre de l'exercice 2022.
Article 5 : Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros est attribuée à l'association Chantier Ecole Ile-de-France, domiciliée au 6 rue Arnold Géraux 93450 l' Île-Saint-Denis, (ParisAsso n° 186023/ 2022_03204) au titre de l'exercice 2022.
Article 6 : Une subvention de fonctionnement de 50 000 euros est attribuée la société coopérative d'intérêt collectif à responsabilité limitée à capital variable Les Champs des Possibles, domicilié au Hameau de Toussacq 77 480 Villenauxe-la-Petite (ParisAsso n°189116/2022_06395) au titre de l'exercice 2022.
Article 7 : Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros est attribuée à l'association Réseau des Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne d'Île-de-France, domiciliée 47 avenue Pasteur 93100 Montreuil (ParisAsso n°53201/2022_04498) au titre de l'exercice 2022.
Article 8 : Une subvention de fonctionnement de 20 000 euros est attribuée à l'association Terre de Liens Ile-de-France, domiciliée 5 rue Perrée Maison des Associations du 3e 75003 PARIS, (ParisAsso n°92681/dossier 2022_04774) au titre de l'exercice 2022.
Article 9 : La dépense correspondante, d'un montant total de 185 000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 48 Subventions de fonctionnement (50.000 euros) et conventions avec 2 associations participant à l'animation de la communauté des acteurs de l'alimentation durable.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'accorder une subvention de fonctionnement à deux structures et de l'autoriser à signer une convention avec ces structures ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et la structure suivante :

Paris et Compagnie (association)

Article 2 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à signer une convention, dont le texte est joint à la présente délibération, entre la Ville de Paris et la structure suivante :

La Communauté Ecotable (association)

Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 15 000 euros est attribuée à l'association La Communauté Ecotable, domiciliée au 187 rue du faubourg Poissonnière 75009 Paris, (Paris Asso n° 191639/ 2022_05294) au titre de l'exercice 2022.

Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 35 000 euros est attribuée à l'association Paris et Compagnie domiciliée au 157 boulevard MacDonald - Le Cargo 75019 Paris, (ParisAsso n° 75562 /2022_06836) au titre de l'exercice 2022.

Article 5 : La dépense correspondante, d'un montant total de 50 000 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 51 Prix Savoir-faire en transmission 2022 (70.000 euros).

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L1511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DAE 121 des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 autorisant la Maire de Paris à signer la convention avec la Région Ile-de-France relative à la participation au financement des régimes d'aides économiques ;

Vu la convention conclue en 2021 entre la Ville de Paris et la Région Ile-de-France autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides sur le fondement des régimes d'aides « Innov'up », « Aide pour les projets à utilité sociale », « Prix », « Lieux d'innovation » et « Soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » définis et mis en place par la Région ;

Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris présente le dispositif des Prix Savoir-faire en transmission ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Les Prix Savoir-faire en transmission au nombre de sept sont dotés de 10.000 euros chacun. Les Prix sont dotés de façon complémentaire grâce à des mécènes privés via le Fonds de dotation pour les Ateliers de Paris.

Article 2 : Les Prix Savoir-faire en transmission ont pour vocation de permettre à de jeunes adultes ou à des adultes en reconversion, ayant un projet d'insertion professionnelle dans le secteur des métiers d'art, de parfaire leur formation lors d'un stage dans l'atelier d'un professionnel des métiers d'art, à temps complet, pendant un an.

Article 3 : Chaque candidat parisien doit s'entendre avec un professionnel des métiers d'art parisien ou domicilié sur le territoire de la petite couronne, reconnu pour son expérience, et qui acceptera de

l'accueillir en qualité de stagiaire. Le stage fait l'objet d'une convention entre la Ville de Paris, le formateur et le lauréat du Prix.

Article 4 : Le règlement du concours, dont le texte est joint à la délibération, qui définit notamment, la composition du jury ainsi que ses modalités de désignation, les règles de fonctionnement de celui-ci, les procédures de vote, ainsi que les dispositions relatives au dépôt des candidatures aux Prix Savoir-faire en transmission est approuvé.

Article 5 : le règlement du concours sera publié par arrêté au Bulletin officiel de la Ville de Paris.

Article 6 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 54 Évolution des tarifs de l'espace de coworking des Ateliers de Paris.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération 2006 DDEE 145 en date des 12 et 13 juin 2006, portant création d'un nouveau service public municipal 30 rue du Faubourg Saint-Antoine (12e) dénommé "Les Ateliers de Paris" dédié à l'accueil, l'information et l'accompagnement des porteurs de projets d'activité dans les secteurs de la création, notamment métiers d'art, mode, design. - Création d'un tarif de redevance pour l'accueil de résidents au sein de l'incubateur municipal de projets d'activités dénommé "La Résidence des Ateliers de Paris" au sein des Ateliers de Paris ;

Vu la délibération 2019 DAE 100 en date des 11, 12, 13 et 14 juillet 2019 - Nouveaux tarifs pour l'incubateur et les prestations d'accompagnement des Ateliers de Paris ;

Vu la délibération 2020 DAE 218 en date des 17 et 18 novembre 2020 - Nouveaux tarifs pour les prestations d'accompagnement des Ateliers de Paris ;

Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une évolution des tarifs de l'espace de coworking des Ateliers de Paris ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Le Bureau du Design, de la Mode et des Métiers d'Art a ouvert un espace de coworking, situé 30 rue du Faubourg Saint-Antoine dans le 12e arrondissement, afin de proposer une offre complémentaire en termes d'espace de travail. Il est accessible aux anciens résidents de l'incubateur, aux étudiants des écoles publiques ou privées dans les secteurs métiers d'art, mode et design ainsi qu'aux associations et porteurs de projet dans les mêmes secteurs ou développant un projet de soutien à ces secteurs. Outre l'accès à un poste de travail dans un espace partagé, il leur permet d'accéder à une salle de réunion et un bureau pour des rendez-vous. Il offre ainsi un lieu d'échanges et de rencontres entre porteurs de projets.

Article 2 : Les étudiants des écoles publiques ou privées dans les secteurs métiers d'art, mode et design bénéficient de la gratuité pour accéder à l'espace de coworking.

Article 3 : Cette tarification s'applique à partir du 1er juillet 2022.

Article 4 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris.

2022 DAE 67 Budget Participatif 2019 - Subvention d'investissement (10.000 euros) et convention avec la SIAE Linklusion dans le cadre du projet « Favoriser l'autonomie des personnes en situation de handicap » (Tout Paris) pour la mise en œuvre du projet « Station-I » (15e).

M. Jacques GALVANI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à la SIAE Linklusion ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques GALVANI, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 10.000 euros est accordée à la SIAE Linklusion (SIMPA n° 198383 2022_06617), domiciliée 81 rue Réaumur Paris 2, dans le cadre du projet du budget participatif parisien 2019 intitulé « Favoriser l'autonomie des personnes en situation de handicap » (Tout Paris) pour la mise en œuvre du projet « Accessibilité complète d'un espace de coworking» intitulé «Station-I».

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement.

2022 DAE 69 Subventions (81.300 euros), signature de convention et d'avenant avec 2 structures pour un TZCLD dans le 19e arrondissement et renouvellement de cotisation (500 euros) à l'association TZCLD.

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée » (TZCLD) ;
Vu le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 et son décret modificatif n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 relatifs à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée » ;
Vu l'arrêté du 10 février 2022 habilitant les territoires pour mener l'expérimentation «territoires zéro chômeur de longue durée» .
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et les suivants ;
Vu la délibération en date des 22, 23, 24 et 25 mars 2022 par lequel Mme la Maire de Paris a été autorisée à signer deux conventions pluriannuelles 2022-2026 encadrant la mise en œuvre de la phase expérimentale TZCLD dans le 19e arrondissement ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens 2021-2026 avec l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée concernant le versement de la Contribution au Développement de l'Emploi (CDE) au titre de l'expérimentation TZCLD dans le 19e arrondissement et à signer une convention annuelle avec l'association Emile et Rosa ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant relatif à la convention pluriannuelle d'objectifs et de moyens dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Émile et Rosa.
Article 3 : Une subvention de 31 300 euros est attribuée à l'association Expérimentation Territoriale contre le Chômage de Longue Durée, sise 76, rue du Faubourg Saint-Denis, PARIS (10e) (PARIS ASSO 191120 n°2022_06839) au titre de l'exercice 2022.
Article 4 : Une subvention de 50 000 euros est attribuée à l'association Émile et Rosa, structure portant l'Entreprise à but d'emploi pour le 19e, sise 9 rue Mathis PARIS (19e) (PARIS ASSO 199444 n°2022_06967) au titre de l'exercice 2022.
Article 5 : Une cotisation d'un montant de 500 euros est versée à l'association Territoires zéro chômeur de longue durée, sise 106, rue du Bac, 75007 PARIS.
Article 6 : La dépense correspondante, d'un montant total de 81 800 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 72 Adhésion pour l'année 2022 (1.944 euros) à l'association Acteurs du Tourisme Durable (93100 Montreuil).

M. Frédéric HOCQUARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu les statuts de l'association « Acteurs du Tourisme Durable »,
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver l'adhésion de la Ville de Paris à l'association Acteurs du Tourisme Durable pour l'année 2022,
Sur le rapport présenté par M. Frédéric HOCQUARD, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Une adhésion financière de 1 944 euros pour l'année 2022 est accordée à l'association Acteurs du Tourisme Durable (ATD), domiciliée au 47 Avenue Pasteur - 93 100 Montreuil.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 82 Subvention (10.000 euros) au syndicat professionnel des Boulangers-Pâtissiers du Grand Paris au titre de la Fête du Pain 2022.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et les suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer une subvention au syndicat professionnel des Boulangers-Pâtissiers du Grand Paris au titre de l'organisation de la manifestation intitulée la Fête du Pain qui s'est tenue sur le parvis de Notre-Dame du 14 au 22 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : une subvention de 10.000 euros est attribuée au syndicat professionnel des Boulangers-Pâtissiers du Grand Paris situé 7, quai d'Anjou à Paris 4e, (182935 - 2022_06705) au titre de la Fête du Pain 2022. Cette subvention a été arrêtée sur la base de dépenses prévisionnelles évaluées à 230.000 euros.

Article 2 : la dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, et exercices suivants si besoin, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAE 85 Prorogation de durée de 2 conventions de subvention accordées dans le cadre de l'appel à projets d'aide aux librairies parisiennes en octobre 2020.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la convention de subventionnement conclue le 27 novembre 2020 avec la Librairie la Plume vagabonde ;

Vu la convention de subventionnement conclue le 16 octobre 2020 avec la Librairie des Abbesses ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de proroger la durée de deux conventions de subvention accordées dans le cadre de l'appel à projets d'aide aux Librairies parisiennes en octobre 2020 ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec la Plume vagabonde, implantée 32 rue de Lancry 75010, l'avenant à la convention avec la Ville de Paris, joint en annexe.

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec la Librairie des Abbesses, implantée 33 rue Yvonne Le Tac 75018, l'avenant à la convention avec la Ville de Paris, joint en annexe.

2022 DAE 88 Prix du Goût d'Entreprendre (40.000 euros) à destination de créateurs et repreneurs de commerces d'artisanat alimentaire à Paris - 17e édition

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu la délibération n°2021 DAE 121 du 15 juillet 2021 autorisant la Maire de Paris à signer la convention avec la Région Ile-de-France relative à la participation au financement des régimes d'aides économiques ;

Vu la convention conclue en 2021 entre la Ville de Paris et la Région Ile-de-France autorisant la Ville de Paris à attribuer des aides sur le fondement des régimes d'aides « Innov'up », « Aide aux projets à utilité sociale », « Prix », « Lieux d'innovation » et « Soutien à l'entrepreneuriat et au développement des TPE-PME » définis et mis en place par la Région ;

Vu la délibération 2006 DDEE 161 portant approbation de la création de cinq prix annuels d'encouragement d'un montant de 8.000 euros chacun, à destination de créateurs et repreneurs de commerces d'artisanat alimentaire à Paris ;

Vu la délibération 2011 DDEES 201 modifiant l'article 1 de la délibération 2006 DDEE 161 ;

Vu la délibération 2013 DDEEES 113 autorisant le jury à diviser un ou plusieurs des prix en deux sommes équivalentes ou non, en cas de difficulté à départager les candidats ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au Conseil de Paris de fixer à 40.000 euros la dotation globale récompensant les lauréats du Prix du Goût d'Entreprendre pour l'année 2023 et soumet à son approbation le règlement du Prix ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : la 17e édition du Prix du Goût d'Entreprendre récompensera cinq à dix lauréats pour un montant total de 40.000 euros, dans la limite de 8.000 euros chacun.
Article 2 : le règlement du Prix du Goût d'Entreprendre organisant notamment les modalités de participation et de sélection, dont le texte est joint à la présente délibération est approuvé.
Article 3 : le règlement sera publié au bulletin officiel de la Ville de Paris.
Article 4 : la dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2023 et exercices suivants si besoin, sous réserve de financement et la disponibilité des crédits.

2022 DAE 96 Subvention (60.000 euros) et convention avec l'association Yes We Camp (13001 MARSEILLE).

M. Florentin LETISSIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1511-3 et L2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention d'investissement et à signer une convention avec l'association ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Florentin LETISSIER, au nom de la 1ere Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention entre la Ville de Paris et l'association Yes We Camp, dont le texte est joint en annexe ;
Article 2 : Une subvention d'investissement de 60.000 euros est attribuée à l'association Yes We Camp, domiciliée 16, rue Bernard du Bois 13001 Marseille (n° PARIS ASSO 184841, n° dossier 2022_04754) au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : La dépense d'investissement correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DAJ 6 Approbation d'un contrat de cession et de licence de la marque PARIS 17 ENTREPRENDRE avec la société VOTRE ROBIN.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande au Conseil de Paris d'approuver le contrat de cession et de licence de la marque PARIS 17 ENTREPRENDRE avec la société VOTRE ROBIN ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : le contrat de cession et de licence de la marque PARIS 17 ENTREPRENDRE avec la société VOTRE ROBIN est approuvé.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le contrat.

2022 DASCO 7 Conventions annuelles d'objectifs et subventions associées (926.294,34 euros) pour des projets d'animation au titre des temps d'activités périscolaires.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses article L 2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'éducation, notamment ses article D521-10 et suivants ;
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le décret 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;
Vu le Règlement Départemental des écoles maternelles et élémentaires de Paris arrêté après consultation du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 19 octobre 2021 ;
Vu la convention signée le 30 septembre 2021 entre le Rectorat de Paris, la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et la Caisse d'Allocations Familiales de Paris relative au Projet éducatif territorial parisien ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature de conventions annuelles d'objectifs et l'attribution des subventions correspondantes à des associations et organismes ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8eme arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Au titre de l'année scolaire 2022-2023, Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec chaque organisme auquel une subvention est attribuée par les articles 2 à 71 de la présente délibération, pour la mise en œuvre de projets d'animation sur les temps d'activités périscolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques parisiennes.

Article 2 : Une subvention de 14 680,00 euros est attribuée à l'Association 104 CENT QUATRE (N°181068 - 2022_05891), dont le siège social est situé 104 RUE D'AUBERVILLIERS 75019 - PARIS 19.

Article 3 : Une subvention de 5 958,50 euros est attribuée à l'Association AMBASSADE DE TURQUIE (N°199848 - 2022_05688), dont le siège social est situé 102 AV DES CHAMPS ELYSEES 75008 - PARIS.

Article 4 : Une subvention de 31 590,00 euros est attribuée à l'Association ART ET CAETERA (N°190252 - 2022_05764), dont le siège social est situé 103 boulevard Macdonald 75019 - PARIS.

Article 5 : Une subvention de 38 850,00 euros est attribuée à l'Association ART EXPRIM 18EME (N°9971 - 2022_05882), dont le siège social est situé 89 rue Marcadet 75018 - PARIS.

Article 6 : Une subvention de 20 550,00 euros est attribuée à l'ASSOCIATION CULTURE 2 + (N°13485 - 2022_05911), dont le siège social est situé 5 bis rue Jean Cottin 75018 - PARIS.

Article 7 : Une subvention de 6 400,00 euros est attribuée à l'ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-JAPONAISE TALACHINÉ (N°183195 - 2022_05897), dont le siège social est situé 22 rue Deparcieux 75014 - PARIS.

Article 8 : Une subvention de 9 600,00 euros est attribuée à l'ASSOCIATION FLORIMONT (N°12706 - 2022_05981), dont le siège social est situé 5-9 place Marcel Paul 75014 - PARIS.

Article 9 : Une subvention de 9 200,00 euros est attribuée à l'ASSOCIATION REGIONALE DES OEUVRES EDUCATIVES ET DE VACANCES DE L'EDUCATION NATIONALE AROEVEN DE PARIS (N°10405 - 2022_05887), dont le siège social est situé 12 rue SAINT YVES 75014 - PARIS.

Article 10 : Une subvention de 8 640,00 euros est attribuée à l'ASSOCIATION REGIONALE SPORTS ET VIE SOCIALE (N°199959 - 2022_05912), dont le siège social est situé 83 avenue de Neuilly 94120 - FONTENAY-SOUS-BOIS.

Article 11 : Une subvention de 7 750,00 euros est attribuée à l'ASSOCIATION SCIENCE TECHNOLOGIE ET SOCIETE (ASTS) (N°12948 - 2022_05843), dont le siège social est situé 54 avenue Edison 75013 - PARIS.

Article 12 : Une subvention de 39 200,00 euros est attribuée à l'Association ATELIER DE PARIS CAROLYN CARLSON (N°20428 - 2022_05763), dont le siège social est situé 2 route du Champ de Manoeuvre 75012 - PARIS.

Article 13 : Une subvention de 9 690,00 euros est attribuée à l'Association ATELIER DES EPINETTES ADE (N°1062 - 2022_05564), dont le siège social est situé 41 rue Navier 75017 - PARIS.

Article 14 : Une subvention de 7 752,00 euros est attribuée à l'Association ATELIERS DU CHAUDRON (N°11108 - 2022_05962), dont le siège social est situé 31 passage de Ménilmontant 75011 - PARIS.

Article 15 : Une subvention de 5 508,00 euros est attribuée à l'Association BETE A BON DIEU PRODUCTION (B A BDP) (N°17803 - 2022_05785), dont le siège social est situé 22 rue Deparcieux 75014 - PARIS.

Article 16 : Une subvention de 6 344,00 euros est attribuée à l'Association BREAK DANCE CREW (N°330 - 2022_05628), dont le siège social est situé 14 B rue des Rosiers 75004 - PARIS.

Article 17 : Une subvention de 10 775,00 euros est attribuée à l'Association CAFE SAWA (N°195671 - 2022_05845), dont le siège social est situé 125 rue du Chemin Vert 75011 - PARIS.

Article 18 : Une subvention de 10 000,00 euros est attribuée à l'Association CAPOEIRA VIOLA COMPAGNIE LE SOMMET DE L'ABRICOTIER (N°300 - 2022_05844), dont le siège social est situé 18 rue Tchaïkovski 75018 - PARIS.

Article 19 : Une subvention de 3 057,84 euros est attribuée à l'Association CENTRE CULTUREL DANSE DU ZÈBRE (N°134461 - 2022_05546), dont le siège social est situé 35 rue Etienne Dolet 75020 - PARIS.

Article 20 : Une subvention de 13 000,00 euros est attribuée à l'Association CINEPOQUE (N°181241 - 2022_05866), dont le siège social est situé 7 RUE DES PETITES ECURIES 75010 - PARIS.

Article 21 : Une subvention de 7 230,00 euros est attribuée à l'Association COMPAGNIE A TABLE ! (N°197808 - 2022_05595), dont le siège social est situé 73 avenue de Grammont 37000 - TOURS.

Article 22 : Une subvention de 30 240,00 euros est attribuée à l'Association COMPAGNIE CAMBALACHE (N°74621 - 2022_05913), dont le siège social est situé 10 rue des Gardes 75018 - PARIS.

Article 23 : Une subvention de 9 750,00 euros est attribuée à l'Association COMPAGNIE DES INACHEVES (N°181137 - 2022_05860), dont le siège social est situé 26 rue de Strasbourg 94300 - VINCENNES.

Article 24 : Une subvention de 5 096,00 euros est attribuée à l'Association COMPAGNIE DU BELVEDERE 99 (N°19171 - 2022_05888), dont le siège social est situé 8 allée DE L'EUROPE 92110 - CLICHY.

Article 25 : Une subvention de 3 898,00 euros est attribuée à l'Association COMPAGNIE VAHRAM ZARYAN (N°76561 - 2022_05846), dont le siège social est situé 18 rue Ramus 75020 - PARIS.

Article 26 : Une subvention de 22 800,00 euros est attribuée à l'Association CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DE PARIS (CAUE) (N°31222 - 2022_05964), dont le siège social est situé 7-9 rue AGRIPPA D AUBIGNE 75004 - PARIS.

Article 27 : Une subvention de 23 760,00 euros est attribuée à l'Association CPN CONNAITRE ET PROTEGER LA NATURE DU VAL DE SEINE (N°16639 - 2022_05847), dont le siège social est situé 29 rue de Babylone 75007 - PARIS.

Article 28 : Une subvention de 3 900,00 euros est attribuée à l'Association DAYMA (N°1841 - 2022_05848), dont le siège social est situé 15 passage Ramey 75018 - PARIS.

Article 29 : Une subvention de 10 800,00 euros est attribuée à l'Association DEBROUILLE COMPAGNIE (N°5166 - 2022_05972), dont le siège social est situé 4 rue de la Solidarité 75019 - PARIS.

Article 30 : Une subvention de 35 280,00 euros est attribuée à l'Association D'UNE LANGUE A L'AUTRE DULALA (N°8045 - 2022_05877), dont le siège social est situé 60 rue Franklin 93100 - MONTREUIL.

Article 31 : Une subvention de 4 900,00 euros est attribuée à l'Association EMMAUS ALTERNATIVES (N°188453 - 2022_05892), dont le siège social est situé 22 rue des Fédérés 93100 - MONTREUIL.

Article 32 : Une subvention de 18 758,00 euros est attribuée à l'Association ENGLISH AT SCHOOL (N°187985 - 2022_05878), dont le siège social est situé 54 rue des Saints Peres 75007 - PARIS.

Article 33 : Une subvention de 9 334,00 euros est attribuée à l'Association ENGLISH FUN FOR CHILDREN (N°190194 - 2022_05854), dont le siège social est situé 120 rue Lecourbe 75015 - PARIS.

Article 34 : Une subvention de 3 000,00 euros est attribuée à l'Association FONDS REGIONAL D'ART CONTEMPORAIN ILE - DE - FRANCE (N°20104 - 2022_05804), dont le siège social est situé 33 rue des Alouettes 75019 - PARIS.

Article 35 : Une subvention de 12 960,00 euros est attribuée à l'Association GOOD MORNING LITTLE FRIENDS (N°194805 - 2022_05806), dont le siège social est situé 3 villa Clothilde 93400 - SAINT-OUEN-SUR-SEINE.
Article 36 : Une subvention de 3 900,00 euros est attribuée à l'Association HEJ COMPAGNIE (N°180886 - 2022_05796), dont le siège social est situé 14 rue de Fourcy 75004 - PARIS.
Article 37 : Une subvention de 2 504,00 euros est attribuée à l'Association ICM (INSTITUT DE CULTURE MUSICALE) (N°113601 - 2022_05596), dont le siège social est situé 25 rue Lantiez 75017 - PARIS.
Article 38 : Une subvention de 31 120,00 euros est attribuée à l'Association INSTITUTO CERVANTES (N°199034 - 2022_05923), dont le siège social est situé 11 AV MARCEAU 75016 - PARIS 16.
Article 39 : Une subvention de 3 912,00 euros est attribuée à l'Association INTERNATIONAL VISUAL THEATRE (IVT) (N°20064 - 2022_05646), dont le siège social est situé 7 cite Chaptal 75009 - PARIS.
Article 40 : Une subvention de 10 500,00 euros est attribuée à l'Association JUDO FRANCE PARIS (N°1605 - 2022_05583), dont le siège social est situé 127 avenue de Flandres 75019 - PARIS.
Article 41 : Une subvention de 7 000,00 euros est attribuée à l'Association L'ASSOCE (N°120542 - 2022_05850), dont le siège social est situé 57 rue Dulong 75017 - PARIS.
Article 42 : Une subvention de 13 300,00 euros est attribuée à l'Association LA COMPAGNIE KABUKI (N°82861 - 2022_05855), dont le siège social est situé 11 Bis rue Blanche 75009 - PARIS.
Article 43 : Une subvention de 5 250,00 euros est attribuée à l'Association LA PETITE ROCKETTE (N°59841 - 2022_05020), dont le siège social est situé 125 rue du Chemin Vert 75011 - PARIS.
Article 44 : Une subvention de 12 605,00 euros est attribuée à l'Association LA TETE ET LES ZAMBES (N°199857 - 2022_05579), dont le siège social est situé 5 allée Dunand 93220 - GAGNY.
Article 45 : Une subvention de 2 975,00 euros est attribuée à l'Association L'AQUILONE (N°11005 - 2022_05898), dont le siège social est situé 18 rue Ramus 75020 - PARIS.
Article 46 : Une subvention de 27 900,00 euros est attribuée à l'Association LE 100 ETABLISSEMENT CULTUREL SOLIDAIRE (N°181247 - 2022_05834), dont le siège social est situé 100 RUE DE CHARENTON 75012 - PARIS.
Article 47 : Une subvention de 4 896,00 euros est attribuée à l'Association LE CHEMIN DU THEATRE (N°12246 - 2022_05625), dont le siège social est situé 25 RUE de la Fontaine au roi 75011 - PARIS.
Article 48 : Une subvention de 18 056,00 euros est attribuée à l'Association LE DANUBE PALACE (N°14187 - 2022_05919), dont le siège social est situé 4 rue de la Solidarité 75019 - PARIS.
Article 49 : Une subvention de 10 800,00 euros est attribuée à l'Association LE GENIE DE LA BASTILLE (N°14466 - 2022_05920), dont le siège social est situé 126 rue de Charonne 75011 - PARIS.
Article 50 : Une subvention de 12 950,00 euros est attribuée à l'Association LE MEXIQUE DANSE EN FRANCE (MEDAFRA) (N°14525 - 2022_05573), dont le siège social est situé 20 rue Edouard Pailleron 75019 - PARIS.
Article 51 : Une subvention de 7 600,00 euros est attribuée à l'Association LE PANDA ROUX (N°182355 - 2022_05849), dont le siège social est situé 250 rue Etienne Marcel 93170 - BAGNOLET.
Article 52 : Une subvention de 18 400,00 euros est attribuée à l'Association LE PETIT ESCARGOT (N°188085 - 2022_05900), dont le siège social est situé 58 rue de Maubeuge 75009 - PARIS.
Article 53 : Une subvention de 8 725,00 euros est attribuée à l'Association LE PETIT NEY (N°10506 - 2022_05769), dont le siège social est situé 10 avenue de la Porte de Montmartre 75018 - PARIS.
Article 54 : Une subvention de 54 370,00 euros est attribuée à l'Association LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT FEDERATION DEPARTEMENTALE DE PARIS MOUVEMENT D'EDUCATION POPULAIRE FEDERATION DE PARIS DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT (N°17156 - 2022_05856), dont le siège social est situé 167 boulevard de la Villette 75010 - PARIS.
Article 55 : Une subvention de 20 700,00 euros est attribuée à l'Association LILY SCHOOL PARIS (N°184419 - 2022_05899), dont le siège social est situé 55 rue Paul Barruel 75015 - PARIS.
Article 56 : Une subvention de 48 960,00 euros est attribuée à l'Association LOUISE ROSIER (N°186985 - 2022_05861), dont le siège social est situé 206 quai de Valmy 75010 - PARIS.
Article 57 : Une subvention de 2 600,00 euros est attribuée à l'Association M - C- ART (N°150081 - 2022_05606), dont le siège social est situé 10 rue Houdart 75020 - PARIS.
Article 58 : Une subvention de 13 036,00 euros est attribuée à l'Association NEOSPORT (N°189620 - 2022_05679), dont le siège social est situé 10 RUE DE PENTHIEVRE 75008 - PARIS.
Article 59 : Une subvention de 3 774,00 euros est attribuée à l'Association NOVIS EDUCATION & CO (N°154442 - 2022_05852), dont le siège social est situé 5 square de la Gascogne 75020 - PARIS.
Article 60 : Une subvention de 18 600,00 euros est attribuée à l'Association PARIS JAZZ CLUB (N°6164 - 2022_05902), dont le siège social est situé 58 rue des Lombards 75001 - PARIS.
Article 61 : Une subvention de 4 165,00 euros est attribuée à l'Association PATRICK MASSON (N°183803 - 2022_05890), dont le siège social est situé 1 VILLA AMELIE 75020 - PARIS 20.
Article 62 : Une subvention de 12 000,00 euros est attribuée à l'Association PLAY-WELL TEKNOLOGIES FRANCE (N°194878 - 2022_05794), dont le siège social est situé 27 BD DE PORT ROYAL 75013 - PARIS.

Article 63 : Une subvention de 8 800,00 euros est attribuée à l'Association RESEAU MÔM'ARTRE (N°19394 - 2022_05995), dont le siège social est situé 204 rue de Crimée 75019 - PARIS.
Article 64 : Une subvention de 5 075,00 euros est attribuée à l'Association SABRINA ZAKS (N°190244 - 2022_05650), dont le siège social est situé 39 RUE DE TURENNE 75003 - PARIS.
Article 65 : Une subvention de 13 860,00 euros est attribuée à l'Association SAM EVENTS (N°183858 - 2022_05994), dont le siège social est situé 231 RUE SAINT HONORE 75001 - PARIS.
Article 66 : Une subvention de 4 250,00 euros est attribuée à l'Association SOCIETE PUBLIQUE LOCALE DU CARREAU DU TEMPLE (N°168163 - 2022_05896), dont le siège social est situé 2 RUE PERREE 75003 - PARIS.
Article 67 : Une subvention de 8 500,00 euros est attribuée à l'Association SON ET IMAGE (N°199855 - 2022_05853), dont le siège social est situé 23 rue Emile Raspail 94110 - ARCUEIL.
Article 68 : Une subvention de 6 700,00 euros est attribuée à l'Association THEATRE PARIS 14 (N°35341 - 2022_06185), dont le siège social est situé 20 avenue Marc Sangnier 75014 - PARIS.
Article 69 : Une subvention de 18 400,00 euros est attribuée à l'Association VENI VERDI (N°43801 - 2022_05824), dont le siège social est situé 18 -20 rue Ramus 75020 - PARIS.
Article 70 : Une subvention de 15 840,00 euros est attribuée à l'Association VIACTI (N°94801 - 2022_05780), dont le siège social est situé 146 boulevard Diderot 75012 - PARIS.
Article 71 : Une subvention de 4 020,00 euros est attribuée à l'Association ÉCOLE RUSSE MIR (N°197908 - 2022_05924), dont le siège social est situé 30 avenue de la République 92120 - MONTROUGE.
Article 72 : La dépense globale correspondante, d'un montant de 926 294,34 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et de l'exercice suivant sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DASCO 8 Subventions (44.085 euros) et conventions annuelles d'objectifs avec une association et un organisme pour des projets d'animation mis en œuvre dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses article L 2511-1 et suivants ;
Vu le Code de l'éducation, notamment ses article D521-10 et suivants ;
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu le décret 2013-77 du 24 janvier 2013 relatif à l'organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires ;
Vu le Règlement Départemental des écoles maternelles et élémentaires de Paris arrêté après consultation du Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 6 juin 2013 ;
Vu la convention signée le 30 septembre 2021 entre le Rectorat de Paris, la Ville de Paris, la Préfecture de Paris et la Caisse d'Allocations Familiales de Paris relative au Projet éducatif territorial parisien ;
Vu l'avenant au protocole d'engagements réciproques et renforcés et l'avenant à la convention d'utilisation de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties dans les quartiers prioritaires de la Ville prorogeant le contrat de Ville jusqu'au 31 décembre 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature de conventions annuelles d'objectifs et l'attribution des subventions correspondantes avec un organisme et une association pour des projets d'animation dans le cadre du programme NPNRU ;
Vu l'avis du Conseil du 13éme arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18éme arrondissement, en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19éme arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20éme arrondissement, en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,
Délibère :

Article 1 : Au titre de l'année scolaire 2022-2023, Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'objectifs avec chaque organisme auquel une subvention est attribuée par les articles 2 et 3 de la présente délibération, pour la mise en œuvre de projets d'animation dans les écoles et le collège concernés au titre du nouveau programme national de rénovation urbain (NPNRU).
Article 2 : Une subvention de 8 600 euros est attribuée à l'organisme CATHERINE GUELLEC (N°194803 - 2022_05865), dont le siège social est situé au 64 RUE DE CLIGNANCOURT 75018 PARIS.
Article 3 : Une subvention de 35 485 euros est attribuée à l'Association CONSEIL D'ARCHITECTURE, D'URBANISME ET DE L'ENVIRONNEMENT DE PARIS (CAUE) (N°31222 - 2022_05963), dont le siège social est situé au 7-9 RUE AGRIPPA D'AUBIGNE 75004 PARIS.

Article 4 : La dépense globale correspondante, d'un montant de 44 085 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et de l'exercice suivant sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DASCO 12 Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (37.210 euros), subventions d'équipement (64.030 euros) et subventions pour travaux (152.747 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Education ;

Vu la délibération 2021 DASCO 111, du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2022 des collèges autonomes (10 925 189 euros) ;

Vu la délibération 2021 DASCO 112, du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021, fixant les dotations initiales de fonctionnement 2022 des collèges imbriqués avec un lycée (2 779 824 euros) ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, soumet à son approbation l'octroi de dotations complémentaires de fonctionnement (37 210 euros), de subventions d'équipement (64 030 euros), et de subventions pour travaux (152 747 euros) à certains collèges publics parisiens ;

Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Des dotations complémentaires de fonctionnement sont attribuées à huit collèges publics, suivant le tableau joint en annexe, pour un montant total de 37 210 euros.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

Article 3 : Des subventions d'équipement sont attribuées à quatre collèges publics parisiens, suivant le tableau figurant en annexe de la présente délibération, pour un montant total de 64 030 euros.

Article 4 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

Article 5 : Des subventions pour la réalisation de travaux d'entretien sont attribuées à divers collèges publics parisiens, suivant le tableau figurant en annexe de la présente délibération, pour un montant total de 152 747 euros.

Article 6 : La dépense d'investissement correspondante, soit 74 458 euros, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

La dépense de fonctionnement correspondante, soit 78 289 euros, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de l'exercice 2022.

Chaque établissement rendra compte de l'utilisation des crédits alloués (descriptif des travaux et copies des factures).

2022 DASCO 21 Caisses des écoles - Subvention (792.355,10 euros) pour la mise en œuvre des séjours de vacances.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention pour la mise en œuvre de séjours de vacances organisés par les caisses des écoles parisiennes ;

Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Il est versé à chaque caisse des écoles, au titre des séjours organisés en 2021, une subvention dont le montant est fixé comme suit :

Caisse des écoles de Paris Centre	47 376,00 €
Caisse des écoles du 7e arrondissement	6 384,00 €
Caisse des écoles du 9e arrondissement	18 984,00 €
Caisse des écoles du 10e arrondissemen	79 645,84 €
Caisse des écoles du 11e arrondissement	65 448,31 €
Caisse des écoles du 14e arrondissement	112 902,65 €
Caisse des écoles du 15e arrondissement	45 936,82 €
Caisse des écoles du 18e arrondissement	143 286,12 €
Caisse des écoles du 19e arrondissement	157 209,36 €
Caisse des écoles du 20e arrondissement	115 182,00 €

Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant total de 792 355,10 euros, sera prélevée sur le crédit inscrit au budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DASCO 23 Subvention (210.160 euros) à un collège au titre du budget participatif parisien 2021 et à un collège au titre du budget participatif des collèges 2021/2022.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de l'Education ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'octroi d'une subvention d'investissement à un collège au titre du budget participatif parisien, édition 2021 et à un collège au titre du budget participatif des collèges, édition 2021/2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'investissement est attribuée au collège François Villon dans le 14e arrondissement au titre du budget participatif parisien 2021 pour un montant total de 200 000 euros et au collège Claude Debussy dans le 15e arrondissement au titre du budget participatif des collèges 2021/2022 pour un montant total de 10 160 euros.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022. Les établissements rendront compte de l'utilisation du crédit alloué (copie des factures).

2022 DASCO 25 Contrat entre la Ville de Paris et les familles parisiennes dans le cadre de l'inscription des enfants aux week-ends et séjours Action Collégiens.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération 2021 DASCO 29 en date des 13, 14 et 15 avril 2021 établissant le contrat entre la Ville de Paris et les familles parisiennes permettant de formaliser les conditions d'inscription des enfants aux séjours Vacances Ar-en-ciel ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'extension du contrat d'inscription des Vacances arc-en-ciel aux week-ends et séjours Action Collégiens ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :
L'extension du contrat d'inscription aux séjours Vacances arc-en-ciel aux week-ends et séjours Action Collégiens, tel que joint en annexe, est approuvée.

2022 DASCO 27 Caisse des écoles (13e) - Subvention d'investissement (36.464,04 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Gustave-Flaubert.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;
Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 126 du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, attribuant à la Caisse des écoles du 13e arrondissement une subvention de 7.220.455 euros pour 2022 au titre de la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire et portant approbation de l'avenant pour l'année 2022 ;
Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2014, conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 13e arrondissement ;
Vu la convention modifiée d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 en date du 22 octobre 2021, conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 13e arrondissement ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 13e arrondissement une subvention d'investissement (36.464,04 euros) dans le cadre de la mise en place d'une restauration provisoire au collège Gustave-Flaubert ;
Vu l'avis émis par le conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Par dérogation à la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2014 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 13e arrondissement, et notamment son article 5, la Caisse des écoles du 13e arrondissement est chargée par la Ville de Paris de l'achat et de l'installation des équipements de restauration, ainsi que l'enlèvement des anciens matériels dans les locaux situés 47 avenue Edison à Paris 13e, pour l'organisation d'un service de restauration scolaire provisoire durant les travaux de restructuration du service de restauration du collège Gustave-Flaubert.
Article 2 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 13e arrondissement, au titre de l'équipement du service de restauration provisoire défini à l'article 1, d'un montant de 36.464,04 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Chariots à plateaux	2	868,08
Distributeur de plateaux	1	1.323,41
Chariots pour verres	2	1.201,12
Elément de façade	1	648,47
Chariot chauffant	1	790,47
Chariots cafétéria	3	1.167,99
Table de glissement + douchette	1	1.243,34
TVD coulissant	1	123,19
Etagère murale inclinée	1	330,35
Lave-vaisselle	1	9.723,75
Tables à rouleaux	3	4.865,26
Armoires portes coulissantes	2	2.620,60
Armoire froide positive	1	2.980,67
Dépose / enlèvement / installation	1	2.500.00
Total hors taxes		30.386,70
Total toutes taxes comprises		36.464,04

Article 3 : La subvention prévue à l'article 2 est versée par la Ville de Paris à la Caisse des écoles du 13e arrondissement sur présentation des factures acquittées. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.

2022 DASCO 28 Caisse des écoles (19e) - Subvention d'investissement (2.212,43 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Edmond-Michelet.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.2511-2, L.2511-13, L.2511-29 ;

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L.212-10, L.213-1, L.213-2 et suivants ;

Vu la délibération 2021 DASCO 63 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 fixant les modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;

Vu la délibération 2021 DASCO 132 du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021, attribuant à la Caisse des écoles du 19e arrondissement une subvention de 9.200.000 euros pour 2022 au titre de la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire et portant approbation de l'avenant pour l'année 2022 ;

Vu la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2014, conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 19e arrondissement ;

Vu la convention modifiée d'objectifs et de financement pour la période 2022-2024 en date du 22 octobre 2021, conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 19e arrondissement ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer à la Caisse des écoles du 19e arrondissement une subvention d'investissement (2.212,43 euros) pour le remplacement du moteur de la tourelle d'extraction ;

Vu l'avis émis par le conseil du 19e arrondissement en date du 17mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Par dérogation à la convention d'occupation du domaine public en date du 30 octobre 2014 conclue entre la Ville de Paris et la Caisse des écoles du 19e arrondissement, et notamment son article 3.1, la Caisse des écoles du 19e arrondissement est chargée par la Ville de Paris du changement du moteur de la tourelle d'extraction d'air de la cuisine du collège Edmond-Michelet.

Article 2 : Une subvention d'investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 19e arrondissement, au titre de l'intervention définie à l'article 1, d'un montant de 2.212,43 euros. Cette somme correspond aux dépenses suivantes :

Intitulé des équipements	Quantité	Prix total hors taxes
Remplacement moteur de tourelle	1	1.816,44
Traitement des déchets	1	27,25
Total hors taxes		1.843,69
Total toutes taxes comprises		2.212,43

Article 3 : La subvention prévue à l'article 2 est versée par la Ville de Paris à la Caisse des écoles du 19e arrondissement sur présentation des factures acquittées. La dépense sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour 2022.

2022 DASCO 30 Collèges dotés d'un service de restauration autonome - Bilan d'utilisation pour 2021 du fonds commun départemental des services d'hébergement (56.384,04 euros).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment son article L 3321-1 ;

Vu le Code de l'Éducation, notamment son article L.213-2 ;

Vu la délibération 1985 GM 139 du Conseil de Paris du 25 novembre 1985, autorisant l'institution d'un Fonds Commun Départemental des Services d'Hébergement des collèges parisiens ;

Vu la délibération 2001 DASCO 29G du Conseil de Paris du 22 octobre 2001, portant approbation des modalités de gestion et d'attribution des fonds collectés au titre du Fonds Commun Départemental des Services d'Hébergement ;

Vu la délibération 2010 DASCO 1G du Conseil de Paris des 10 et 11 mai 2010, portant approbation des modalités de tarification et financement des services de restauration scolaire et d'internat des collèges publics parisiens, hormis ceux qui sont situés dans un ensemble immobilier comportant à la fois un collège et un lycée, notamment son article 8 ;

Vu la délibération 2021 DASCO 51 du Conseil de Paris des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 portant approbation de la modification de l'organisation de la restauration scolaire dans les collèges publics parisiens ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les dotations attribuées aux collèges dotés d'un service de restauration autonomes en 2021 au titre du fonds commun départemental des services d'hébergement ;
Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvées les dotations attribuées comme suit aux collèges en 2021 au titre du fonds commun départemental des services d'hébergement, pour un montant total de cinquante-six mille trois cent quatre-vingt-quatre euros et quatre cents (56 384,04 €) :

Etablissement	Objet de la dotation	Montant (€)
COLLEGE RAYMOND QUENEAU 66, BOULEVARD SAINT MARCEL 75005 PARIS	acquisition et installation d'une armoire froide + deux portes EBERHARDT GKPV 1470/R.	4 304,28 €
COLLEGE RAYMOND QUENEAU 66, BOULEVARD SAINT MARCEL 75005 PARIS	acquisition et installation d'un four mixte 20 niv GN 1/1 gaz.	17 384,41 €
COLLEGE OCTAVE GREARD 28, RUE DU GENERAL FOY 75008 PARIS	remplacement de l'équipement de la chambre froide positive evaporateur CF BOF.	6 220,00 €
COLLEGE OCTAVE GREARD 28, RUE DU GENERAL FOY 75008 PARIS	fourniture, livraison et mise en place d'une armoire réfrigérée de la marque CODIGEL	2 112,00 €
COLLEGE BEAUMARCHAIS 124-126, RUE AMELOT 75011 PARIS	acquisition et installation d'une crédence en inox et de placards	3 877,56 €
COLLEGE GUY FLAVIEN 6, RUE D'ARTAGNAN 75012 PARIS	remplacement d'une marmitte bain-marie / devis 3C2021112694	8 042,89 €
COLLEGE GEORGES BRAQUE 91-95, RUE BRILLAT SAVARIN 75013 PARIS	réparation d'un lave-vaisselle de marque Comemda	1 471,20 €
COLLEGE ANDRE CITROEN 208, RUE SAINT CHARLES 75015 PARIS	acquisition et mise en place d'un extracteur en zone laverie	6 018,00 €
COLLEGE DE STAEL 14, RUE DE STAEL 75015 PARIS	acquisition et installation d'une armoire froide positive 560L HOSHIZAKI.	1 971,00 €
COLLEGE FLORA TRISTAN 4, RUE GALLERON 75020 PARIS	acquisition et installation d'une armoire froide négative de marque LIEBHERR	4 982,70 €
TOTAL		**56 384,04 €**

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur un compte hors budget, ouvert à cet effet à la Direction générale des finances publiques de Paris (CHB n°4532).
Article 3 : Le reliquat disponible sur le fonds commun départemental des services d'hébergement s'élève à quatre-vingt-quatre mille neuf euros et cinquante-huit cents (84 009,58 €) au 31 décembre 2021. Il sera attribué au cours des exercices 2022 et suivants.

2022 DCPA 9 Restructuration de la Crèche Mozart (16e) - Objectifs, programme des travaux, autorisations administratives.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu l'avis émis par le Conseil du 16e arrondissement en sa séance du 16 mai 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe de réalisation de l'opération de « Restructuration de la Crèche Mozart » - 11 rue Serge Prokofiev, 75016, Paris 16e arrondissement ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La réalisation de l'opération de « Restructuration de la Crèche Mozart » - 11 rue Serge Prokofiev, 75016, Paris 16e arrondissement est approuvée.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à solliciter tout financement extérieur auprès de tout organisme financeur pour la réalisation de ce projet.

Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant prévisionnel de 4 870 000 € sera imputée sur le budget de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve des décisions de financement.

2022 DCPA 11 Travaux de restructuration du multi-équipement Saint-Merri, 16 rue du Renard (4e) - Indemnisation pour la Ville de Paris suite à un désordre concernant des infiltrations d'eaux pluviales.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le paiement à la Ville de Paris par les sociétés URBAN KULTUR, BOUYGUES BATIMENTS ILE DE France et MENUISERIE JUNG d'une indemnisation pour préjudice retenu suite à expertise dans le cadre de l'opération de travaux de restructuration du multi-équipement Saint Merri, 16 rue du Renard Paris (4e) ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en sa séance du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe d'indemnisation par les sociétés URBAN KULTUR, BOUYUGES BATIMENTS ILE DE France et MENUISERIE JUNG à la Ville de Paris au titre du préjudice reconnu par l'expertise ;

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le protocole transactionnel correspondant, dont le texte est joint à la présente délibération ;

Article 3 : Une recette de 33 525,24 € sera constatée sur le budget de la Ville de Paris, exercice 2022.

2022 DCPA 12 École polyvalente, cuisine de production et locaux sociaux - ZAC Chapelle Charbon (îlot E) (18e). Construction - Objectifs, programme des travaux, modalités de réalisation.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2020-DDCT-17 du 3 juillet 2020 par laquelle Mme la Maire est autorisée à prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés publics au sens des articles L.1110-1 et L.1111-1 du Code de la commande publique, quel que soit leur montant, ainsi que toute décision relative à une modification de contrat lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe de construction d'une école polyvalente, d'une cuisine de production et de locaux sociaux dans la ZAC Chapelle Charbon (îlot E) à Paris 18e ;

Vu l'avis émis par le Conseil du 18e arrondissement en sa séance du 23 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La réalisation de l'opération portant sur la construction d'une école polyvalente, d'une cuisine de production et de locaux sociaux dans la ZAC Chapelle Charbon (îlot E) à Paris 18e est approuvée.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à solliciter tout financement extérieur auprès de tout organisme financeur pour la réalisation de ce projet.
Article 3 : La dépense correspondante, d'un montant total estimé à 27 950 000 € sera imputée sur le budget de la Ville de Paris, exercices 2022 et ultérieurs, sous réserve des décisions de financement.

2022 DDCT 6-DASES-DSP Subvention (178.000 euros) à 16 associations pour le financement des actions au titre de l'accès aux droits.

M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme La Maire de Paris propose une subvention à 16 associations ;
Sur le rapport présenté par M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, au nom de la 4e Commission,
Délibère :

Permanences juridiques et accompagnement juridique et administratif :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'Association de soutien aux Amoureux au ban public (20785) pour le projet « Actions du collectif Paris 2022 » (2022_03026).
Article 2 : Une subvention d'un montant de total de 19 000 € est attribuée à l'Association pour la promotion individuelle et collective pour l'égalité des droits - APICED (9969) pour le projet «Appui aux Migrant.es, Accès aux Droits & Actions Collectives d'info-débat thématiques (Amadac) », dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 8 juin 2021 :
- « Appui aux Migrant .es, Accès aux Droits & Actions Collectives d'info-débat thématiques (Amadac) » (13 000 € / DDCT SEII -2022_00754).
- « Permanence juridique de proximité et autres actions quartier Grand Belleville Paris (AQGB)» (6 000 €/ DDCT SPV -2022_06016).

Article 3 : Une subvention d'un montant total de 36 000 € est attribuée à l'association Collectif des accidentés du travail handicapés et retraités pour l'égalité des droits - CATRED (19944), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 15 juin 2021, afin de réaliser les actions suivantes :
- « Intégration des étrangers vulnérables par un égal accès aux droits sociaux et à la justice » (20 000 €/ DDCT SEII - 2022_00788).
- « Lutte contre l'exclusion et insertion solidaire des personnes précaires par un réel accès au Droit » (16 000 €/ DASES SEPLEX -2022_03904).

Article 4 : Une subvention d'un montant total de 32 000 € est attribuée à l'Association franco-chinoise Pierre Ducerf (523) dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 8 juin 2021, pour réaliser les projets suivants :
- « Intégration et accès au droit des migrants chinois » (20 000 €/ DDCT - SEII - 2022_01106).
- « Permanence juridique, CISS, ateliers de français » (10 200 €/ DASES SEPLEX -2022_04202).
- « Accompagnement à la scolarité 2021/2022 et soutien à la fonction parentale » (1 800 € / DASES SEPLEX - 2022_04214).

Article 5 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Fédération des Tunisiens pour une citoyenneté des deux rives (13890) pour le projet « Accueil et accompagnement juridique » (2022_01074).
Article 6 : Une subvention d'un montant de 3 500 € est attribuée à l'association Réseau Chrétien Immigrés (17069) pour le projet « Soutien aux activités de l'association (permanence juridique, cours de français, dîners partagés » (2022_00239).
Mme La Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectif (2022-2024) correspondant au projet subventionné.
Article 7 : Une subvention d'un montant total de 20 000 € est attribuée à l'association Dom'asile (16331) pour le projet « Exilé-es mais pas sans droits » (10 000 € / DDCT SEII - 2022_00695 et 10 000 € / DASES Seplex 2022_05908), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 12 juillet 2021.
Article 8 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'association Droit et interculturalité dans l'Europe des migrants - DIEM (11089) pour le projet « Aide à l'accès au droit, à la citoyenneté, à l'égalité homme femme et contre les discriminations » (2022_00466), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 8 juin 2021.
Article 9 : Une subvention d'un montant total de 20 000 € est attribuée à l'association Groupe d'information et de soutien des immigré.es - GISTI (23882) pour le projet « Action d'information et de conseil » (10 000 € / DDCT SEII - 2022_00124 et 10 000 € / DASES SEPLEX - 2022_00125) dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 12 juillet 2021.
Article 10 : Une subvention d'un montant total de 9 000 € est attribuée à l'association Femmes de la Terre (13527) afin de réaliser les actions suivantes « Financement d'une permanence d'écrivain public

et d'accès aux droits » (3 000 €/ DDCT-SEII -2022_04817, 3 000€ / DDCT-SPV/2022_00750 et 3 000 € /DASES-Seplex2022_05417). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectif (2022-2024) correspondant au projet subventionné.

Accès à la santé :

Article 11 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'association Migrations Santé (16263) Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectif (2022-2024) correspondant aux projets subventionnés :

- « Espace Santé Citoyenneté » (4 000 € / DDCT SEII 2022_04821 et 4000 € / DSP - 2022_04330).
- « Accès aux droits et accompagnement à l'autonomie en santé des jeunes en insertion sociale et professionnelle » (2 000€ / DSP -2022_02986).

Article 12 : Une subvention d'un montant de 6 000 € est attribuée à l'association Oppelia (53242) pour le projet « Accueil des migrants en situation d'exclusion et présentant des problématiques addictives » (2022_01903). Mme la Maire de Paris est autorisé à signer une convention annuelle correspondant au projet subventionné.

Accompagnement des personnes réfugié.es et exilé.es :

Article 13 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'Association Enfants d'Afghanistan et d'ailleurs (155921) pour le projet « Femmes afghanes à Paris » (2022_03642).

Article 14 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association Pour une planète sans frontières (15285) pour le projet « : Actions d'interprétariat et de traductions » (2022_04350).

Article 15 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association les Amis des migrants suédophones en France (199731) pour le projet « Aide à l'insertion des migrants suédophones d'origine afghane ou autre » (2022_04306).

Article 16 : Une subvention d'un montant de 1 500 € est attribuée à l'association Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (107441) pour le projet « Information, orientation et accompagnement des demandeuses et demandeurs d'asile et leur famille » (2022_05757).

Article 17 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 7-DLH Convention d'occupation du domaine public au profit de l'association de Gestion du Local Interassociatif LGBTQI+ du 22 rue Malher (Paris Centre) (AGLIL22M) - Fixation du tarif d'occupation du domaine public, attribution d'une aide en nature et subvention d'investissement (100.000 euros).

M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2111-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'autoriser la conclusion d'une convention temporaire d'occupation du domaine public portant mise à disposition au profit de l'association de Gestion du Local Interassociatif LGBTQI+ du 22 rue Malher (AGLIL22M) de locaux communaux situés au 22 rue Malher (Paris Centre) et la signature d'une convention d'investissement ;

Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en date du 6 avril 2022 ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement de Paris Centre, en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention temporaire d'occupation du domaine public d'une durée de 4 ans, avec l'association de Gestion du Local Interassociatif LGBTQI+ du 22 rue Malher AGLIL22M, numéro de SIRET 91053877600014, siège social 22 rue Malher (Paris Centre), pour la mise à disposition des locaux communaux situés 22 rue Malher (Paris Centre), selon les conditions essentielles figurant au projet de convention annexé au présent projet de délibération.

Article 2 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à fixer à la somme de 10 000 €, le montant de la redevance annuelle, hors charges, due par l'association AGLIL22M, ce à compter de la date d'effet de la convention et pendant toute la durée de cette mise à disposition.

Article 3 : Une aide en nature de 143 600 € annuels correspondant à la différence entre la valeur locative annuelle de l'immeuble, estimée à 153 600 euros annuels, et le montant de la redevance annuelle hors charges retenu est accordée à l'association de la prise d'effet du contrat jusqu'à son terme.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à consentir au dépôt par l'association AGLIL22M de toute demande d'autorisation administrative, notamment en matière d'urbanisme, qui concernerait l'aménagement des locaux du 22 rue Malher à Paris Centre, ou qui serait rendue nécessaire pour la tenue de son activité.

Article 5 : Une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 € est attribuée à l'association pour une participation aux travaux liés à la création d'un lieu d'accueil et de soutien pour les personnes LGBTQI+ (2022_06703). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.
Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à accorder une franchise de redevance à l'association « AGLIL22M » pour de deux trimestre sur la première année correspondant à la réalisation des travaux d'aménagement par l'association.
Article 7 : Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget d'investissement, et les recettes correspondantes sont inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DDCT 8 Subventions (109.000 euros) à 15 associations au titre de l'éducation à l'égalité femmes-hommes.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une subvention à 15 associations ;
Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD, au nom de la 6e Commission,
Délibère :

Actions favorisant l'égalité filles-garçons auprès des jeunes et des adultes :
Article 1 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association Accueil Goutte d'Or (9510) pour ses actions de sensibilisation à la question de l'égalité femmes hommes dans le cadre d'un stage linguistique (2022_00415). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 36 000 € est attribuée à l'association Je Tu Il (20603) pour ses actions de prévention des violences sexistes et sexuelles entre les filles et les garçons (2022_00871), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 12 juillet 2021.
Article 3 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Réseau Môm'artre (19394) pour son projet intitulé « L'art à part égale » favorisant une culture de l'égalité auprès des jeunes de 4 à 11 ans (2022_01312). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.
Article 4 : Une subvention d'un montant total de 2 000 € est attribuée à l'association Dans le Genre égales (20928), 1 000 € pour son projet « de déconstruction des stéréotypes sexistes et la promotion de l'égalité dans les relations intimes » (2022_01019) et 1 000 € pour son projet concernant des « ateliers de marionnettes pour l'égalité à destination des 3-6 ans « (2022_01016).
Article 5 : Une subvention d'un montant total de 5 000 € est attribuée à l'association Inspire (199241), 3 000 € pour son projet « jeunes pousses », visant à sensibiliser les jeunes à l'égalité et à l'inclusion (2022_02526) et 2 000 € pour son projet « repères » dont l'objectif est d'engager les parents vers l'égalité (2022_02528).
Article 6 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Parents et Féministes (195281) pour ses actions en faveur d'une parentalité féministe, égalitaire et une enfance sans sexisme. (2022_00943).
Article 7 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Ascendanse Hip Hop (7143) pour son projet de « sensibilisation à l'égalité entre les filles et les garçons à travers la danse » (2022_00230).
Article 8 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Centre Social et Culturel Porte Pouchet (191754) pour « ses actions de sensibilisation à l'égalité entre les filles et les garçons dans le centre social » (2022_02773). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.
Article 9 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Quartiers du monde (19878) pour son projet « Le quartier de Belleville en actions pour l'égalité femmes hommes » (2022_04904). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.
Actions visant à promouvoir l'histoire du féminisme et la place des femmes dans la culture et la vie artistique :
Article 10 : Une subvention d'un montant de 25 000 € est attribuée au Centre audiovisuel Simone de Beauvoir (5804) pour toutes ses actions visant à promouvoir l'histoire du féminisme et l'éducation des jeunes et des professionnel.les à la déconstruction des stéréotypes de genre dans l'image (2022_00503), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 19 octobre 2020.
Article 11 : Une subvention d'un montant 5 000 € est attribuée à l'association HF Ile de France (41762) pour la poursuite de ses actions de promotion d'un héritage culturel mixte et égalitaire (2022_04556).

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.

Article 12 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Léo Lagrange (185552) pour l'organisation du mois de l'égalité femmes hommes (2022_02129). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.

Actions visant à l'élaboration et la diffusion d'outils et d'informations :

Article 13 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Maydée (189029) pour le projet visant « à faire progresser l'égalité femmes-hommes en sensibilisant à l'impact de la spécialisation genrée des rôles sociaux dans la sphère domestique/familiale » (2022_01258).

Article 14 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'association « L'égalité, c'est pas sorcier » (186071) pour ses actions de sensibilisation aux questions de l'égalité femmes/hommes, autour de l'exposition "L'égalité ça se travaille" (2022_01114).

Article 15 : Une subvention d'un montant de 6 000 € est attribuée à l'association « Une vie » (189367) pour son projet de boite à outils sur les questions de l'égalité filles-garçons et du consentement à l'adolescence, à destination des jeunes publics et des professionnel·les (2022_00078).

Article 16 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 9-DJS Subventions (120.000 euros) à 25 associations au titre de l'insertion socio-professionnelle des parisiennes éloignées de l'emploi et de l'égalité professionnelle.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une subvention à 25 associations ;

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD, au nom de la 6e commission,

Délibère :

Levée des freins à l'insertion socioprofessionnelle :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Citoyenneté possible (49762) pour le projet (13e) intitulé « Mieux se parler pour mieux s'entendre » (2022_05053).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Moi & mes enfants (190018) pour le projet (13e) intitulé « Brisons le plafond des mères » (2022_05062).

Article 3 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Joséphine pour la beauté des femmes (19697), pour le projet (18e) intitulé « Beauté inclusive 2022 » (2022_00487).

Article 4 : Une subvention d'un montant de 7 000 € est attribuée à L'École Normale Sociale (9885) pour le projet (18e), intitulé « Insertion sociale de femmes d'origine étrangère, bains de langues » (2022_05059). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.

Article 5 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association Maison 13 Solidaire (121341) pour le projet (13e) intitulé « Place des femmes pouvoir des femmes » (2022_05060). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.

Article 6 : Une subvention d'un montant de 7 000 € est attribuée à l'association Organisation de femmes égalité (182907) pour le projet (11e) intitulé « Mise en place de permanence d'accueil, d'information et d'accompagnement des femmes des milieux populaires » (2022_00568).

Article 7 : Une subvention d'un montant de 1 500 € est attribuée à l'Agence de développement des relations interculturelles pour la citoyenneté ADRIC (19513) pour le projet intitulé « Formation interprofessionnelle : insertion socioprofessionnelle des femmes migrantes » (2022_00994).

Parcours d'accompagnement à l'insertion socioprofessionnelle de femmes précarisées et/ou éloignées de l'emploi :

Article 8 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Florimont (12706), soit 2 000€ pour le projet (13e) intitulé « Emploi des femmes de 45 ans et plus résidant en quartiers populaires du 13e » (2022_05050) et 2 000 € pour le projet (14e) intitulé « Emploi des femmes de 45 ans et plus résidant en quartiers populaires du 14e » (2022_05051). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.

Article 9 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Daradja (188499) pour le projet intitulé « Promo F - Agissons pour l'inclusion sociale et professionnelle des étudiantes primo-arrivantes » (2022_02921).

Article 10 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association ARCE Avenir Femmes (195863) pour le projet intitulé « Parcours de retour à l'emploi pour les femmes de + de 45 ans » (2022_06772).

Article 11 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Girls club Paris (197018) pour le projet intitulé « Développement des programmes de l'association : I AM et Mentor-Matching » (2022_01085).
Article 12 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association UniR Universités et Réfugié.e.s (187346) pour le projet intitulé « Intercultur'elles, un programme de mentorat entre femmes réfugiées et locales » (2022_00974).
Article 13 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée au centre social Archipélia (18047) pour le projet intitulé « Anim'Action : tremplin vers l'emploi » (2022_05049). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.
Article 14 : Une subvention d'un montant de 7 000 € est attribuée à l'association Projets 19 (11085), pour le projet (19e) intitulé « Parcours d'Elles » (2022_06993) dans le cadre de la convention pluriannuelle signée en 2020.
Orientation professionnelle des femmes et mixité professionnelle :
Article 15 : Une subvention d'un montant de 18 500 € est attribuée à l'association Rêv'Elles (183905) pour le projet intitulé « Programme Rêv'Elles Ton Potentiel - Accompagnement de 180 jeunes filles en Île-de-France - DDCT/DJS) », (13 500 € au titre de l'insertion socioprofessionnelle des parisiennes éloignées de l'emploi et de l'égalité professionnelle (2022_03106) et 5 000 € au titre de la jeunesse (2022_03107)). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs pour le projet mentionné.
Article 16 : Une subvention d'un montant de 11 000 € est attribuée à l'association Becomtech (188905) (10 000 € pour le projet intitulé « Jump in tech Digital Summer Paris 2022 » (2022_01062) dans le cadre de la convention pluriannuelle signée en 2020 et 1 000 € pour le projet intitulé « Accompagnement de la communauté des Ambassadrices Becomtech dans le territoire » (2022_05298)). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour ce 2e projet.
Article 17 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association DesCodeuses (191986) pour le projet (20e arrondissement) intitulé « Formation des No-codeuses au métier de développeuse web » (2022_05054).
Article 18 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association ARVHA pour la Recherche sur la Ville et l'Habitat (7581) pour le projet intitulé « Prix des femmes architectes 2022 - 10e anniversaire du prix des femmes architectes » (2022_ 00052).
Soutien à l'entrepreneuriat des femmes :
Article 19 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Melting Coop (191825) pour le projet (18e, 19e) intitulé « L'atelier Migracoop Couture » (2022_05061).
Article 20 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Citoyennes Interculturelles de Paris 20e (54062) pour le projet (20e) intitulé « Filière alimentaire et insertion professionnelle » (2022_05052). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.
Article 21 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Led by Her (184221) pour le projet intitulé « Favoriser l'autonomie économique des femmes victimes de violences par l'accompagnement à l'entrepreneuriat » (2022_01234).
Article 22 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'association Empow'Her (184430) pour le projet intitulé « Women Dare - Sensibiliser, orienter et accompagner les femmes vers l'entrepreneuriat à impact » (2022_00563). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.
Recherche et sensibilisation à l'égalité professionnelle :
Article 23 : Une subvention d'un montant de 12 000 € est attribuée à l'association Les Ami.e.s du Mage (19780) pour le projet intitulé « Soutien aux activités et publications 2022 du réseau de recherches Mage (Marché du travail et Genre)» (2022_00218). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.
Article 24 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association ADAGE (Association d'Accompagnement Glogal contre l'Exclusion) (8382) pour le projet intitulé « Le Labo d'ADAGE » (2022_06757). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs pour le projet mentionné.
Article 25 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association PULSART (19470) pour le projet intitulé « Tournée de l'exposition "Antoinette, 50 ans plus tard" » (2022_00166).
Article 26 : Les dépenses correspondantes sont imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 13 subventions de fonctionnement aux associations Consentis (25.000 euros), Nadjastream (10.000 euros) et 12 Bars en Scène (3.000 euros), signature d'une convention d'objectifs avec l'association Consentis.

M. Frédéric HOCQUARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation d'attribuer des subventions de fonctionnement aux associations Consentis (25 000 euros), Nadjastream (10 000 euros) et 12 Bars en Scène (3 000 euros) et de signer une convention avec l'association Consentis ;

Sur le rapport présenté par M. Frédéric HOCQUARD, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 25 000 euros est attribuée à l'association Consentis, sise 191 rue du Temple 75003 PARIS, au titre de l'année 2022 (2022_05023).

Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Consentis, sise 191 rue du Temple 75003 PARIS, une convention d'objectifs dont le texte, joint à la présente délibération, précise les modalités de la collaboration de la Mairie de Paris avec ladite association.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 10 000 euros est attribuée à l'association Nadjastream, sise 79 quai Panhard et Levassor 75013 Paris, au titre de l'année 2022 (2022_05024).

Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 3 000 euros est attribuée à l'association 12 Bars en Scène, sise 7 rue Edouard Robert 75012 Paris, au titre de l'année 2022 (2022_03928).

Article 5 : La dépense sera imputée au titre de la politique de la Nuit, sous réserve de la décision de financement, au budget 2022 de la Ville de Paris.

2022 DDCT 15-DAE Soutien aux 4 accorderies parisiennes situées dans les quartiers populaires - Subventions (80.000 euros) à 4 associations sur les 14e, 18e et 19e arrondissements et sur le territoire du Grand Belleville).

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le Contrat de Ville voté le 16 mars 2015, et prorogé jusqu'en 2023 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subvention à 4 associations ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention globale de 20.000 € au titre de l'année 2022 est accordée à l'association Accorderie Paris Sud (190588) pour le fonctionnement de son Accorderie (2022_01671 \ DDCT/SPV\ 17 500 euros) (2022_05597 \ DAE\ 2 500 euros). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention globale de 20.000 € au titre de l'année 2022 est accordée à l'association Accorderie du 19e (190224) pour le fonctionnement de son Accorderie (2022_01430\ DDCT/SPV\ 17 500 euros) (2022_05599\ DAE\ 2 500 euros). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 3 : Une subvention globale de 20.000 € au titre de l'année 2022 est accordée à l'association Accorderie du Grand Belleville (189401) pour le fonctionnement de son Accorderie (2022_05600\ DDCT/SPV \ 17 500 euros) (2022_01538/ DAE\ 2 500 euros). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 4 : Une subvention globale de 20.000 € au titre de l'année 2022 est accordée à l'association Accorderie Paris 18 (192704) pour le fonctionnement de son Accorderie (2022_01762\ DDCT/SPV\ 17 500 euros) (2022_05601\ DAE\ 2 500 euros). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 5 : La dépense correspondante, s'élevant à 80.000 €, sera imputée :

- pour 70 000 € sur les crédits de la Direction de la Démocratie des Citoyens et des Territoires du budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022

- pour 10 000 € sur les crédits de la Direction de l'Attractivité et de l'Emploi du budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022

2022 DDCT 16 Soutenir la rénovation des locaux des associations des quartiers populaires et améliorer l'accueil des publics (subventions d'investissement et budget participatif (172.433 euros) pour 10 projets associatifs).

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu le Contrat de Ville voté le 16 mars 2015, et prorogé jusqu'en 2023 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire propose l'attribution de subventions d'investissement à plusieurs associations ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 14e arrondissement en date du 17mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 24 192 euros est attribuée à l'ASSOCIATION POUR LA GESTION D'ESPACES TEMPORAIRES ARTISTIQUES (AGETA) (89541) (20e arrondissement) pour une action : « Signalétique Bas Belleville » (2022_05760). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 11 581 euros est attribuée à l'ASSOCIATION POUR L'UNITE ET LE DEVELOPPEMENT DU MALI - (AUDM) (190077) (20e arrondissement) pour une action : « EQUIPEMENT DU LOCAL » (2022_05645). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 3 : Une subvention d'un montant de 13 200 euros est attribuée à la COOPERATIVE D ACTIVITES ET D EMPLOI - COOPERATIVE DE LIAISONS DES ACTIVITES ET DES RESSOURCES ARTISTIQUES (180731) (18e arrondissement) pour une action : « Fabrication d'une épicerie sociale mobile pour l'activation des cours d'immeuble » (2022_05874). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 4 : Une subvention d'un montant de 7263 euros est attribuée à l'Association HAÏ - LYLYNE (18259) (19e arrondissement) pour une action : « Aménagement du local associatif » (2022_05859). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 5 : Une subvention d'un montant de 3200 euros est attribuée à l'Association L'ILE AUX LANGUES (66681) (18e arrondissement) pour une action : « matériel informatique et mobilier de rangement pour l'association » (2022_06153). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 6 : Une subvention d'un montant de 16 500 euros est attribuée à l'Association LES FAISEURS DE SCENES (148961) (20e arrondissement) pour une action : « Espace scénographique modulable pour des spectacles partages » (2022_05641). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 7 : Une subvention d'un montant de 7500 euros est attribuée à l'Association LUCARNE (186113) (20e arrondissement) pour une action : « Investissement pour un nouveau local au 41 rue joseph python » (2022_05765). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 8 : Une subvention d'un montant de 4603 euros est attribuée à l'Organisme REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS (183555) (20e arrondissement) pour une action : « Travaux de rénovation d'un local associatif à Python Duvernois Paris 20e » (2022_05591). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 9 : Une subvention d'un montant de 8000 euros est attribuée à l'Association SYSTEME C (196822) (20e arrondissement) pour une action : « Installation Local des Faab » (2022_05816). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 10 : Une subvention d'un montant de 11 060 euros est attribuée à l'Association YACHAD (39964) (14e arrondissement) pour une action : « Travaux de remise en état du local de l'association YACHAD » (2022_05776). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 11 : Une subvention d'un montant de 65 334 € euros est attribuée à l'Association FONDATION ARMEE DU SALUT (11e arrondissement) pour une action : « BPP - Création d'une cuisine partagée -

Passage de Ménilmontant » (2022_06966). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet subventionné.

Article 12 : Les dépenses correspondantes à ces projets, s'élevant au total à 172 433 euros seront imputées :

- Pour 107 099 euros sur les crédits d'investissement du service Politique de la Ville
- Pour 65 334 euros sur les crédits du Budget participatif « Agir en faveur de la vitalité associative »

2022 DDCT20 Subventions (497.500 euros) à 33 associations au titre de la lutte contre les violences faites aux femmes à Paris.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une subvention à 33 associations ;

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD, au nom de la 6e commission,

Délibère :

Permanences téléphoniques accueil écoute :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 25 000 € est attribuée à la Fédération Nationale Solidarité Femmes (FNSF 17821 - 19e), pour l'accueil et l'écoute des femmes victimes de violences sur la plateforme du « 39.19 » (2022_00564), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 11 mai 2020.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 20 000 € est attribuée au Collectif Féministe Contre le Viol (CFCV 90101 - 13e), pour sa permanence téléphonique « Viol, femmes, informations » (2022_00648), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 11 mai 2020.

Article 3 : Une subvention d'un montant de 8 000 € est attribuée à l'association Femmes pour le Dire Femmes pour Agir (FDFA 10085 - 15e), pour le soutien à la permanence d'écoute (2022_00309), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 11 mai 2020.

Accueil et accompagnement global des femmes victimes de violences :

Article 4 : Une subvention d'un montant total de 83 000 € est attribuée au Centre d'Information des Femmes et des Familles de Paris (CIDFF 13406 - 10e), 73 000 € pour le projet de « permanences d'information juridique et d'accès au droit en direction des Parisiennes et des victimes » (DDCT / SEII - 2022_00191) et 10 000 € pour son projet « d'accompagnement vers l'emploi des femmes victimes de violences » (DDCT / SEII - 2022_00190). Mme La Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024) correspondant au projet subventionné.

Article 5 : Une subvention d'un montant total de 25 000 € est attribuée à la Maison des Femmes (MDF 721 - 12e), 15 000 € pour son projet « d'accueil et d'accompagnement des femmes victimes de violence » (DDCT / SEII - 2022_00440), 5 000 € pour projet « d'accueil spécifique de femmes sourdes » (DDCT/SEII- 2022_00441) et 5 000 € pour son projet « d'action pour l'insertion et l'emploi des femmes » (DDCT /SEII - 2022_00447). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024) correspondant aux projets subventionnés.

Article 6 : Une subvention d'un montant de 16 000 € est attribuée à l'association Libres Terres des Femmes (LTDF 7901 - 19e), pour son projet de « permanences d'accueil pour les femmes victimes de violences conjugales » (2022_00064). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024) correspondant au projet subventionné.

Article 7 : Une subvention d'un montant de 16 000 € est attribuée à l'association Elle's Imagine'nt (13445 - 15e), pour son projet « d'accompagnement psychologique pour les femmes et jeunes femmes, victimes de violences » (2022_00625), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 11 mai 2020.

Article 8 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'association Union Régionale Solidarité Femmes Ile-de-France (URSF-IDF 172601), pour la mise en place « d'un premier accueil des femmes victimes de violences à la Cité audacieuse » (2022_01377). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024) correspondant au projet subventionné.

Article 9 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'Institut de victimologie (126781 - 17e), pour son programme de lutte contre les violences faites aux femmes (2022_01216).

Article 10 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association LOBA (4003), pour son projet « Re-création by LOBA » (2022_01255).

Article 11 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Fight For Dignity (191819 - 11e), pour son « programme de soutien aux femmes victimes de violences sexuelles via la pratique du karaté, en partenariat avec la fondation Panzi du Dr Mukwege en République Démocratique du Congo » (2022_00341).

Accueil de jour de jeunes filles :

Article 12 : Une subvention d'un montant de 47 000 € est attribuée à l'association FIT, une Femme un Toit (57881- 11e), 30 000€ pour le projet « d'accueil de jour et orientation des jeunes femmes victimes de violences » (2022_01210) et 17 000 € pour le projet de « gestion d'un lieu de mise en sécurité pour les jeunes femmes victimes de violences de 18 à 25 ans » (2022_01209). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs (2022_2024).

Article 13 : Une subvention d'un montant de 15 000 € est attribuée à l'association En Avant Toute(s) (189860 - 13e), afin de consolider le tchat pour accompagner les jeunes parisien.nes victimes de violences (2022_01061).

Accompagnement des femmes victimes de violences et de harcèlement sexuel au travail :

Article 14 : Une subvention d'un montant de 27 000 € est attribuée à l'Association contre les Violences faites aux Femmes au Travail (AVFT 21110 - 13e) pour son projet d'accueil juridique, et son accompagnement approfondi dans le cadre du suivi des procédures judiciaires et son travail de suivi de femmes victimes de harcèlement sexiste et sexuel exercé sur les lieux de travail (2022_01436), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 14 juin 2021.

Accueil et accompagnement des femmes d'ici et d'ailleurs :

Article 15 : Une subvention d'un montant de 15 000 € est attribuée à l'association La Fédération nationale GAMS (Groupement pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles féminines 1994220-20e), pour son projet « quand céder, n'est pas consentir » (2022_1095), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 11 mai 2020.

Article 16 : Une subvention d'un montant total de 29 000 € est attribuée au Comité Contre l'Esclavage Moderne (CCEM) (19807 - 13e), 20 000 € pour son projet de « mise à l'abri des femmes victimes d'esclavage moderne » (DDCT /SEII /égalité Femmes/Hommes - 2022_00463) et 9 000 € pour son projet d' « accompagnement socio juridique des victimes de traite à des fins d'exploitation par le travail » (DDCT /SEII /Droits Humains- 2022_00450). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024).

Article 17 : Une subvention d'un montant total de 60 000 € est attribuée à la CIMADE (Service d'œcuménique d'Entraide - 7782) dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 12 juillet 2021 pour lui permettre d'assurer les projets d'accompagnement des migrant·es exilé·es suivantes :

- 15 000 € pour son projet d' « accueil et accompagnement socio-juridique des femmes étrangères victimes de violences » (DDCT/ SEII / égalité femmes hommes - 2022_04788).
- 35 000 € pour le projet d' « accueil et accompagnement socio-juridique des personnes étrangères migrantes et exilée » (10 000€ - DDCT/ SEII /droits humains - 2022_04694, 15 000 € / DDCT SEII/ intégration- 2022_03056 et 10 000 € / DASES / Seplex - 2022_00492).
- 10 000 € pour la nouvelle édition de son Festival « Migrant'Scène Paris 2022 » (DAC - 2022_00490).

Article 18 : Une subvention d'un montant de 6 000 € est attribuée à l'association Voix de Femmes (184602), pour son projet d'« accompagnement individualisé des jeunes Parisien·nes confronté.es à un mariage forcé » (2022_00749), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 8 juin 2021.

Article 19 : Une subvention d'un montant de 6 000 € est attribuée à l'association Femmes de la Terre (13527 - 19e), pour son projet « de permanence juridique en droit des étrangers pour les femmes et des actions de lutte contre la double violence » (2022_00663). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.

Article 20 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée au Centre Primo Levi (18209 - 11e), pour son action « de soulager les souffrances des femmes exilées victimes de torture et de violence politique » (2022_00644), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 14 juin 2021.

Article 21 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Ligue des Femmes Iraniennes pour la Démocratie (LFID 107441 - 11e), pour son projet « d'accompagnement et suivi des femmes victimes de violences et demandeuses d'asile » (2022_00688), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 8 juin 2021.

Article 22 : Une subvention d'un montant total de 4 000 € est attribuée à l'association Réseau pour l'Autonomie des Femmes Immigrées et Réfugiées (RAJFIRE 16989 - 12e), pour son projet « de défense des droits et pour l'autonomie des femmes victimes de violences » (2 000 € DDCT / SEII / égalité - 2022_00636) et pour son projet « intégration des femmes immigrées et exilées » (2 000 € DDCT /SEII /intégration - 2022-00637), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 14 juin 2021.

Article 23 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'Association Franco-Chinoise Pierre Ducerf (523 - 3e), pour son action « d'accompagnement de femmes chinoises et d'origine chinoise, confrontées à des situations de violences conjugales » (2022_01117), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 14 juin 2021.

Article 24 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Juris Secours (19685 - 13e), pour son action « Point Ecoute Femmes local Juris Secours » (2022_00141). Mme la Maire de

Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024) correspondant au projet subventionné.

Article 25 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Espace 19 (246 - 19e), pour son action de « programme de prévention, d'information et d'accompagnement des femmes victimes de violences» (2022_02369), dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 14 juin 2021.

Article 26 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association 13 pour tous (19934 - 13e), pour son projet de « lutte contre l'isolement et la prévention des violences faites aux femmes (2022_06424). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs.

Article 27 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'Association des Tunisiens en France (ATF 13665 - 10e), pour son projet de « lutte contre les violences à l'égard des femmes et pour l'égalité femmes-hommes» (2022_04976).

Article 28 : Une subvention d'un montant de 6 000 € est attribuée à l'association Halte Aide aux Femmes Battues (HAFB 63322 - 20e), pour son projet « de renforcer l'accompagnement de femmes migrantes victimes de violences avant, pendant et après » (2022_05084). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024) correspondant au projet subventionné.

Article 29 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association OLYMPE (191870 - 15e), pour son projet « d'accès aux droits et d'accompagnement des femmes victimes de violences sexistes et migrantes» (2022_04973).

Article 30 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association EQUIPOP (194978 - 20e), pour son projet « CHAIN - prévention des mutilations sexuelles féminines et du mariage forcé et précoces en Europe » (2022_04252).

Article 31 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association Mvukisho Ye Masiwa (MYM) (190111 - 15e), pour le projet de « la création d'une cellule d'écoute en soutien des victimes et témoins de violences sexuelles» (2022_05509).

Prévention des récidives et prise en charge des auteurs de violences :

Article 32 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Ligue Française pour la Santé Mentale (LFSM 18699 - 8e), pour son projet « d'aide aux victimes dans le cadre de ses consultations thérapeutiques et groupes de parole » (2022_01250). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs (2022-2024) correspondant au projet subventionné.

Article 33 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association Femmes Entraide Autonomie (FEA 185261 - 19e), pour son projet « pour aider les hommes qui s'engagent contre les violences faites aux femmes et accélérer le changement» (2022_04259).

Téléphone Grave Danger (TGD) :

Article 34 : Une subvention d'un montant de 24 500 € est attribuée au Centre d'Information des Femmes et des Familles de Paris (CIDFF 13406 - 10e), pour la gestion du dispositif Téléphone Grave Danger (16 000 € DDCT /SEII - 2022_00188) et (8 500 € DPMP / 2022_00189), dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 11 mai 2020.

Article 35 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 21 Subventions (102.000 euros) à 19 associations au titre des droits des femmes.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une subvention à 19 associations ;

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD, au nom de la 6e commission,

Délibère :

Soutien aux actrices et acteurs de la lutte pour les droits des femmes :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Collectif de pratiques et de réflexions féministes Ruptures (170341), pour son projet intitulé « Construire une culture de l'égalité entre les femmes et les hommes» (2022_00815).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 15 000 € est attribuée à l'association Femmes solidaires (20680), pour son projet intitulé « L'égalité femmes/hommes - La lutte contre les stéréotypes sexistes - # Générationnonsexiste (2022_00323).

Article 3 : Une subvention d'un montant de 4 000 € est attribuée à l'association Cineffable (19772), pour son projet intitulé « Festival et événements organisés par l'association Cineffable en 2022» (2022_00849).

Article 4 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'association Femmes sourdes citoyennes et solidaires (FSCS), (162461), pour son projet intitulé « Egalité femmes/hommes - Droits humains, intégration et lutte contre les discriminations » (2022_01208).
Article 5 : Une subvention d'un montant de 8 000 € est attribuée à l'association Coordination nationale des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), (20545), pour son projet intitulé « Droit à l'avortement, grève féministe : toujours présentes » (2021_12009).
Article 6 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Archives of women artists, research and exhibitions (AWARE) (184056), pour le projet « Enrichissement du centre de documentation AWARE » (2022_06599).
Actions de renforcement du pouvoir d'agir des femmes, et défense de leurs droits :
Article 7 : Une subvention d'un montant de 40 000 € est attribué à l'Association de soutien à la Fondation des femmes (187232), pour son projet intitulé « Cité audacieuse » (2022_00839) dans le cadre d'une convention pluriannuelle d'objectifs signée le 2 décembre 2020.
Article 8 : Une subvention d'un montant de 3 000 € est attribuée à l'association Les ami·es de l'égalité (180935), pour son projet intitulé « Les représentations de la sexualité des adolescent·es » (2022_01235).
Article 9 : Une subvention d'un montant de 6 000 € est attribuée à l'association Coordination française pour le lobby européen des femmes (CLEF), (18297), pour son projet intitulé « Coordination et animation du réseau des 100 associations adhérentes et partenaires de la CLEF » (2022_05390).
Article 10 : Une subvention d'un montant de 5 000 € est attribuée à l'association Coalition internationale pour l'abolition de la maternité de substitution (CIAMS) (197923), pour son projet intitulé « Migration et GPA (Observatoire et action) inégalités hommes femmes, atteinte à la dignité humaine » (2022_00562).
Article 11 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à l'Association Culture berbère ACB (18514), pour son projet intitulé « Discriminations - Femmes / hommes luttes pour l'égalité » (2022_00275). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.
Article 12 : Une subvention d'un montant de 1 500 € est attribuée à l'association Ligue des femmes iraniennes pour la démocratie (107441), pour le projet intitulé « Information, orientation et accompagnement des demandeuses et demandeurs d'asile et leur famille » (2022_01249).
Article 13 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribuée à Irex Europe (199881) pour son projet « Radio Begum » (2022_05446).
Évènements de défense et promotion des droits des femmes dans le cadre du 8 mars 2022 et en dehors :
Article 14 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association CDM 2007 Culture du monde 2007 (183942), pour son projet intitulé « Festival international Féminin de Arts - (FESTIFÉES) » (2022_03415).
Article 15 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Cosmos arts (186602) pour son projet « A toi, femme de demain (campagne pour le 8 mars 2022) » (2022_06696).
Article 16 : Une subvention d'un montant de 1 500 € est attribuée à l'association Espace 19 (246) pour son projet « Semaine des droits des femmes » (2022_06709). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle d'objectifs correspondant au projet subventionné.
Article 17 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Comité pour une maison des savoirs et des cultures de l'Est parisien dans la Maison des métallos - Comité des métallos (13594), pour son projet intitulé « 19e Parcours Filles-Femmes, Matrimoines et autres actions pour les droits des Femmes » (2022_01013).
Article 18 : Une subvention d'un montant de 2 000 € est attribué à l'association Unlablld entertainment (Unlablld ent) (195500), pour son projet « #TheGrlPwrProject (festival Hip Hop et féministe au FGO Barbara et Le Hasard Ludique) » (2022_02274).
Article 19 : Une subvention d'un montant de 1 000 € est attribuée à l'association Fédération française des clubs pour l'UNESCO (185032), pour le projet intitulé « Grâce au Matrimoine, imaginons le Paris du futur ! » (2022_04054)
Article 20 : Les dépenses correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 24 Avenants aux conventions passées pour l'accompagnement des conseils citoyens des 19e et 20e arrondissements.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2511-14 ;
Vu le Contrat de ville voté le 16 mars 2015 et prorogé jusqu'en 2023 ;

Vu le projet de délibération 2022 DDCT 24 en date du 17 mai 2022 autorisant la Maire de Paris à signer des avenants aux conventions passées pour l'accompagnement des conseils citoyens des 19e et 20e arrondissements ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : l'association Archipelia est autorisée à reverser la somme de 5008,52 € à l'association Optima afin de lui permettre d'assurer la gestion des dépenses du conseil citoyen du 20e arrondissement. Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant à la convention signée avec l'association Archipelia en 2020 en ce sens.
Article 2 : l'association Optima est autorisée à reverser la somme de 4706,88 € à l'association du Conseil citoyen du 19e. Mme la Maire est autorisée à signer l'avenant à la convention signée avec l'association Optima en 2020 en ce sens.
Article 3 : l'association Simon Bolivar Café (ex Mathurin Moreau) est autorisée à reverser la somme de 445,60 € à l'association du Conseil citoyen du 19e.

2022 DDCT 32 Conseil d'administration de la CPCU - Rémunération annuelle d'un représentant de la Ville de Paris.

Mme Sandrine CHARNOZ, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment, ses articles L 2512-1 et suivants relatifs aux dispositions spécifiques à la Ville de Paris, son article L2123-24-1-1 relatif à la présentation, avant l'examen du budget primitif, d'un état annuel, libellé en euros, des indemnités et rémunérations versées aux élus et ses articles L. 1521-1 et suivants relatifs aux sociétés d'économie mixte locales et notamment l'article L 1524-5 10e alinéa et le II du L 1111-6 ;
Vu les articles L. 2123-20, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales relatifs aux conditions de cumuls de rémunérations et d'indemnités des titulaires de mandats locaux ;
Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain et notamment ses articles 1, 2, 5, 9 et 10 ;
Vu la délibération 2020 R64 des 23 et 24 juillet 2020 portant désignation des représentants de la Ville de Paris au conseil d'administration de la Compagnie parisienne de chauffage urbain ;
Vu la délibération 2022 R5 des 8, 9 et 10 février 2022 portant désignation de M. François VAUGLIN au conseil d'administration de la CPCU en remplacement de Mme Célia BLAUEL, démissionnaire ;
Vu la délibération 2020 DDCT 63 des 17 et 18 novembre 2020 fixant les rémunérations annuelles maximales des représentants de la Ville de Paris au conseil d'administration de la CPCU ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris propose de fixer le montant de la rémunération annuelle maximale susceptible d'être perçue par ce conseiller de Paris siégeant au conseil d'administration de cette société d'économie mixte dans laquelle la Ville de Paris détient une participation au capital ;
Sur le rapport présenté par Mme Sandrine CHARNOZ, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le montant annuel maximum des jetons de présence susceptibles d'être perçus par M. François VAUGLIN en qualité de représentant de la Ville de Paris au conseil d'administration de la Compagnie parisienne de chauffage urbain est fixé à 2 286,73 euros, sous réserve d'une présence effective lors des séances dudit conseil.
Article 2 : La rémunération visée à l'article 1er est prise en compte dans le calcul du plafond des rémunérations et indemnités que peut percevoir un élu local en application des articles L. 2123-20, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales.

2022 DDCT 33 Conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE). Rémunération annuelle d'une représentante de la Ville de Paris.

Mme Sandrine CHARNOZ, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment, ses articles L 2512-1 et suivants relatifs aux dispositions spécifiques à la Ville de Paris, son article L2123-24-1-1 relatif à la présentation, avant l'examen du budget primitif, d'un état annuel, libellé en euros, des indemnités et rémunérations versées aux élus et ses articles L. 1521-1 et suivants relatifs aux sociétés d'économie mixte locales et notamment l'article L 1524-5 10e alinéa et le II du L 1111-6 ;

Vu les articles L. 2123-20, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales relatifs aux conditions de cumuls de rémunérations et d'indemnités des titulaires de mandats locaux ;
Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain et notamment ses articles 1, 2, 5, 9 et 10 ;
Vu les délibérations 2020 R78 des 23 et 24 juillet 2020 et 2020 DDCT 101 des 17 et 18 novembre 2020 portant désignation des représentants de la Ville de Paris au conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE) ;
Vu la délibération 2022 R12 des 8, 9 et 10 février 2022 portant désignation de Mme Maya AKKARI au conseil d'administration de la SETE en remplacement de M. Nicolas NORDMAN, démissionnaire ;
Vu la délibération 2020 DDCT 72 des 17 et 18 novembre 2020 fixant les rémunérations annuelles maximales des représentants de la Ville de Paris au conseil d'administration de la SETE ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose de fixer le montant maximum de la rémunération susceptible d'être perçue par cette conseillère de Paris siégeant au conseil d'administration de cette société publique locale dans laquelle la Ville de Paris détient une participation au capital ;
Sur le rapport présenté par Mme Sandrine CHARNOZ, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le montant annuel maximum des jetons de présence susceptibles d'être perçus par Mme Maya AKKARI en qualité de représentante de la Ville de Paris au conseil d'administration de la SETE est fixé à 2 286,73 euros, sous réserve d'une présence effective aux séances dudit conseil.

Article 2 : La rémunération visée à l'article 1er est prise en compte dans le calcul du plafond des rémunérations et indemnités que peut percevoir un élu local dans les conditions d'application des articles L. 2123-20, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales.

2022 DDCT 51 Fonds de Participation des Habitants (FPH) dans les quartiers populaires - Subventions (69.800 euros) à 8 associations.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;
Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015, et prorogé jusqu'en 2023 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 4 000 euros est attribuée à l'association AOCSA LA 20E CHAISE (16203) pour son action « Fonds de Participation des Habitants - FPH 20e arrondissement Amandiers » (2022_06736). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet mentionné.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 6 000 euros est attribuée à l'association ARBP - ASSOCIATION RUNGIS BRILLAT PEUPLIERS (6381) pour son action « Fonds de Participation des Habitants - FPH Sud 13e arrondissement » (2022_01158).

Article 3 : Une subvention d'un montant de 5 000 euros est attribuée à l'association ARCHIPELIA (18047) pour son action « Fonds de participation des Habitants - FPH 20e arrondissement / Belleville » (2022_01947). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet mentionné.

Article 4 : Une subvention d'un montant de 8 000 euros est attribuée à l'association CEFIA -CENTRE SOCIAL DES EPINETTES FAMILLE INSERTION ACCUEIL- (3001) - pour son action « Fonds de Participation des Habitants - FPH 17e arrondissement » (2022_01629). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet mentionné.

Article 5 : Une subvention d'un montant de 11 000 euros est attribuée à l'association L'ECOLE NORMALE SOCIALE (9885) pour son action « Fonds de participation des Habitants - FPH 18e arrondissement - Chapelle/Porte d'Aubervilliers (2022_06728). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet mentionné.

Article 6 : Une subvention d'un montant de 8 000 euros est attribuée à l'association LEO LAGRANGE NORD - ILE-DE-FRANCE (185552) pour son action « Fonds de participation des Habitants - FPH 14e arrondissement (2022_06805). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet mentionné.

Article 7 : Une subvention d'un montant de 25 200 euros est attribuée à l'association PROJETS 19 (11085) correspondant aux actions suivantes :

- « Fonds de participation des Habitants - FPH 19e arrondissement (2022_02204/ 12 600€)
- « Fonds de participation des Habitants - FPH 18e arrondissement - Porte Montmartre/Porte des Poissonniers/Moskowa/Amiraux-Simplon (2022_06682/ 12 600€).

La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant aux projets mentionnés.

Article 8 : Une subvention d'un montant de 2 600 euros est attribuée à l'association SOLEIL BLAISE (11445) pour son action « Fonds de participation des Habitants - FPH Les Portes du 20e arrondissement » (2022_06777). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention correspondant au projet mentionné.

Article 9 : Les dépenses correspondantes aux projets s'élèvent au total à 69 800 euros et seront imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement.

2022 DDCT 53 Améliorer et développer des usages positifs sur l'espace public dans les quartiers populaires parisiens - Subventions (113.400 euros) à 25 associations pour le financement de 26 projets.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;

Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015 et prorogé jusqu'en 2023 ;

Vu le projet de délibération 2022 DDCT 53 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mao 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mao 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association 13 POUR TOUS (19943) (13e Arrondissement) pour une action « Animer la Place de Vénétie » (2022_00516). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 9000 euros est attribuée à l'association APPROCHES ! (182675) (19e Arrondissement) pour une action « Genre et espace public - Les jeunes filles dans la place » (2022_06884).

Article 3 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE- AFEV (19603) (13e Arrondissement) pour une action « Actions d'animation Place Souham » (2022_06857). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.

Article 4 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association ATELIERS - COMME A LA MAISON (153751) (18e Arrondissement) pour une action « La caravane qui parle » (2022_06880). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.

Article 5 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association AU TOUR DU CANAL DE L'OURCQ (16241) (19e Arrondissement) pour une action « ELLE EST À TOI CETTE CHANSON » (2022_01731).

Article 6 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association CALLIOPE - CITÉ DES ARTS DE LA PAROLE ET DU BIEN DIRE (190100) (17e Arrondissement) pour une action « LES IMPROMPTUS CONTES DANS LES ESPACES VERTS » (2022_00937). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.

Article 7 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association CLICHES URBAINS (12649) (18e Arrondissement) pour une action « Cartes postales vivantes- Aux origines parisiennes du quartier de la Chapelle » (2022_06758).

Article 8 : Une subvention d'un montant de 7000 euros est attribuée à l'association COMPAGNONS BATISSEURS ILE DE FRANCE (180904) (20e Arrondissement) pour une action « Projet signalétique Compagnons Bâtisseurs Paris Python » (2022_06755).
Article 9 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association COURANT D'ART FRAIS (10785) (13e Arrondissement) pour une action « Animations spectaculaires dans l'espace public » (2022_00521).
Article 10 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association DES CRIS DES VILLES (196554) (20e Arrondissement) pour une action « A la reconquête de l'espace public #2 » (2022_06885).
Article 11 : Une subvention d'un montant de 10 000 euros est attribuée à l'association DOUZE-DOUZE (200267) (19e Arrondissement) pour une action « Fresque participative au TEP Michelet » (2022_06797).
Article 12 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association EXTRAMUROS L'ASSOCIATION (15247) (13e Arrondissement) pour une action « Ateliers de menuiserie de réemploi - 13e Allée Zetkin » (2022_02039). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.
Article 13 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association FABRICATION MAISON (15446) (19e Arrondissement) pour une action « Récit de soi » (2022_06697).
Article 14 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association KTHA COMPAGNIE (20192) (20e Arrondissement) pour une action « Projet de Transformation Temporaire de la rue des amandiers (PTT) » (2022_01491).
Article 15 : Une subvention d'un montant de 4400 euros est attribuée à l'association LA COMPAGNIE A L'AFFUT (9519) (13e Arrondissement) pour une action « Clara Zetkin-Place de Vénétie Dynamiser & recréer du lien Social grâce au Spectacle & à l'Educ Pop » (2022_01502). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.
Article 16 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association LA MAISON DU CANAL - REGIE DE QUARTIER PARIS 10 (10068) (10e Arrondissement) pour une action « L'animation du village de l'hiver » (2022_06762). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.
Article 17 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association LE MOULIN (16410) (14e Arrondissement) pour une action « Comité des Fêtes -Plaisance-Pernety » (2022_06858). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.
Article 18 : Une subvention d'un montant de 10 000 euros est attribuée à l'association LEO LAGRANGE NORD - ILE-DE-FRANCE (185552) pour ses actions :
- « Réappropriation de l'espace public par les habitants » (2022_02123/4000€) (14e Arrondissement).
- « Fresque avec l'école des Poissonniers et fête de l'Environnement et du Développement Durable » (2022_06763/6000€) (18e Arrondissement).

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.
Article 19 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association LES FILEUSES (193811) (20e Arrondissement) pour une action « Carnaval Belleville-Amandiers » (2022_02914).
Article 20 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association LES FOURMIS VERTES (105981) (20e Arrondissement) pour une action « Campagne déchets/propreté quartier Python-Duvernois 20e (DDCT-SPV) » (2022_06767).
Article 21 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LES PARQUES (109581) (18e Arrondissement) pour une action « SUPER BRIGADE VERTE » (2022_06806). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.
Article 22 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association PIECES MONTEES (13286) (20e Arrondissement) pour une action « Animation Espace Public: Culture de l'égalité, l'égalité en culture : évén artistiques interactifs » (2022_02188).
Article 23 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association QUARTIERS SOLIDAIRES (13286) (18e Arrondissement) pour une action « Carnaval Ô les masques ! Soyons géants » (2022_06897).
Article 24 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association SIMPLON.CO (191995) (20e Arrondissement) pour une action « Carnaval du 20e » (2022_06756).
Article 25 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LA GOUTTE VERTE (69842) (18e Arrondissement) pour une action « Pour un Square Bashung Jardin Educatif » (2022_02098).
Article 26 : Les dépenses correspondantes à ces projets, s'élevant au total à 113 400 euros, seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DDCT 54 Actions en faveur des jeunes des quartiers populaires - Subventions (68.500 euros) à 22 associations.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;

Vu le Contrat de Ville approuvé par délibération du Conseil de Paris les 8, 9 et 10 Juillet 2019, et prorogé jusqu'en 2023 ;

Vu le projet de délibération 2022 DDCT 54 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association ANIMATION JEUNESSE LOISIRS (AJL) (187134) (18e Arrondissement) pour une action « Chantier participatif pour des jeux au sol et/ou fresque dans la résidence de Valentin Abeille » (2022_06790).

Article 2 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association BELLEVILLE CITOYENNE (19230) (20e Arrondissement) pour une action « Modul'R : les premières marches vers un parcours numérique professionnel» (2022_00912).

Article 3 : Une subvention d'un montant total de 6000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE - AFEV (19603) pour ses actions :

- « Apprentis solidaires : une prépa à l'apprentissage par un engagement solidaire !» (2022_00924/3000€) (20e Arrondissement).
- « Proposer un lieu alternatif au domicile et à l'université aux étudiants résidant dans les QPV du 18e » (2022_01169/3000€).

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.

Article 4 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association MAISON DES VOLONTAIRES (AMDV) (146941) (19e Arrondissement) pour une action « La Mobil Summer School : un parcours d'engagement pour booster l'insertion des jeunes » (2022_01703).

Article 5 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association CAGE PROJETS (199415) (10e Arrondissement) pour une action « Présentation des métiers de l'audiovisuel » (2022_06585).

Article 6 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association CIT'ART (198829) (13e Arrondissement) pour une action « les jeunes oudiné contre les rixes - réalisation d'un court métrage » (2022_02329).

Article 7 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association DANUBE SOCIAL ET CULTUREL ADSC (9687) (19e Arrondissement) pour une action « Récits Proches » (2022_00448).

Article 8 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association DAVOUT RELAIS (167781) (20e Arrondissement) pour une action « J'aime mon quartier » (2022_04975). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.

Article 9 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association ESPRIT, SAVOIR, SPORT ET EQUITE - E.S.S.E. (174421) (19e Arrondissement) pour une action « Ecris ta légende » (2022_06752).

Article 10 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association JS EUROPEENNE CHAMPERRET JEUNESSE SPORTIVE EUROPEENNE CHAMPERRET (59) (17e Arrondissement) pour une action « Fête le Mur Paris 17-Favoriser l'inclusion sociale des habitants de Porte Pouchet » (2022_01486).

Article 11 : Une subvention d'un montant de 1800 euros est attribuée à l'association LA COOP MIJOTÉE (188545) (11e Arrondissement) pour une action « Les ateliers cuisine de Babelville » (2022_06833).

Article 12 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LA MAISON OUVERTE (20808) (13e Arrondissement) pour une action « Fais ta nuit blanche » (2022_02104). La Maire de Paris est autorisée à signer la convention ou l'avenant correspondant au projet mentionné.

Article 13 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LA RELEVE BARIOLEE (194144) (20e Arrondissement) pour une action « Projet pluridisciplinaire avec les adolescent.es du Grand Belleville : Accompagnement et création » (2022_02015).
Article 14 : Une subvention d'un montant de 1200 euros est attribuée à l'association MAGRIFF (186121) (17e Arrondissement) pour une action « Projet de sensibilisation "C'est normal" » (2022_01053).
Article 15 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association MAISON 13 SOLIDAIRE (121341) (13e Arrondissement) pour une action « Jeunes en job » (2022_06740).
Article 16 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association NGAMB ART (6881) (10e Arrondissement) pour une action « GAB - NEWS - Des médias qui permettent à la jeunesse de se faire entendre » (2022_06768).
Article 17 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association PARIS LADY BASKET (181480) (20e Arrondissement) pour une action « COHESION SOCIALE » (2022_01615).
Article 18 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association SIMPLON.CO (191995) (20e Arrondissement) pour une action « Les Compagnons du Fablab » (2022_01124).
Article 19 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association SYTTEEN (198985) (17e Arrondissement) pour une action « De la citoyenneté à l'insertion par l'action » (2022_06381).
Article 20 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'association SOLIDARITES JEUNESSES (20519) (20e Arrondissement) pour une action « Apprenti Reporter sur un projet de solidarité : favoriser l'accessibilité des filles à la mobilité » (2022_02006).
Article 21 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association TONNERRE DE SINGE (199535) (13e Arrondissement) pour une action « 93 Vies » (2022_02413).
Article 22 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association ZARTS PROD (12665) (20e Arrondissement) pour une action « Web-série : découverte des métiers » (2022_02284).
Article 23 : Les dépenses correspondantes, soit 68 500 euros au total, seront imputées sur les crédits de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DDCT 55 Actions en faveur du « sport pour tous » dans les quartiers populaires - Subventions (18.500 euros) à 6 associations.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2511-14 ;
Vu le Contrat de Ville approuvé par délibération du Conseil de Paris les 8, 9 et 10 Juillet 2019 et prorogé jusqu'en 2023 ;
Vu le projet de délibération 2022 DDCT 55 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association AGORA (191779) pour son projet intitulé « femme partout femme debout » (2022_01289).
Article 2 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association Axes Pluriels (29861) pour son projet intitulé « Cours de boxe pour les filles » (2022_06635).
Article 3 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association CAGE PROJETS (199415) pour son projet intitulé « Cours de boxe éducative » (2022_06586).
Article 4 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association LUDOMONDE (181436) pour son projet intitulé « Sport féminin et bien être dans le 20eme ! » (2022_02155). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention pour les projets mentionnés.
Article 5 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association PANAMBOYZ UNITED (138081) pour son projet intitulé « Foot au féminin » (2022_02182).
Article 6 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association REUSSIR PARIS 18 (16598) pour son projet intitulé « Préparation d'un Tournoi de foot à DAKAR » (2022_07056).
Article 7 : Les dépenses correspondantes, soit 18 500 euros au total, seront imputées au budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DDCT 56 Projets économiques locaux dans les quartiers populaires - Subventions (55.000 euros) à 11 associations.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;
Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015, et prorogé jusqu'en 2023 ;
Vu le projet de délibération 2022 DDCT 56 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association ACTIV'ACTION (186801) (13e Arrondissement) pour une action « Projet de développement local grâce à la mobilisation d'entreprises dans le 13e arrondissement » (2022_06765).
Article 2 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association BELLEVILLE CITOYENNE (19230) (20e Arrondissement) pour une action « La maison du numérique » (2022_00915).
Article 3 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION DES PROFESSIONNELS DE LA MODE ET DU DESIGN DE LA GOUTTE D'OR (96281) (18e Arrondissement) pour une action « Mise en œuvre de la stratégie d'événementiels du PTCE » (2022_01182).
Article 4 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association DESCODEUSES (191986) (20e Arrondissement) pour une action « Formation des No-codeuses au métier de développeuse web » (2022_02001).
Article 5 : Une subvention d'un montant de 10 000 euros est attribuée à l'association FABRICATION MAISON (15446) pour ses actions :

- « Accompagnement graphique de Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - Fougères / Le Vau» (2022_06687/4000€) (20e Arrondissement).
- « Les entrepreneurs et commerçants de la Porte Brunet s'affichent » (2022_06776/6000€) (19e Arrondissement).

Article 6 : Une subvention d'un montant de 8000 euros est attribuée à l'association FONTAINE O LIVRES (5521) (11e Arrondissement) pour une action « Pépinière pour les professionnels du livre et de l'écrit » (2022_06546).
Article 7 : Une subvention d'un montant de 9000 euros est attribuée à l'association LA CORVÉE (194320) (18e Arrondissement) pour une action « Café laverie solidaire » (2022_06401).
Article 8 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LE GARAGE NUMERIQUE (117261) (20e Arrondissement) pour une action « Libérons les associations » (2022_06867).
Article 9 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association PARIS INITIATIVES ENTREPRISES (46682) pour une action « Projet global d'accompagnement des entrepreneur.e.s» (2022_01459).
Article 10 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association SYSTEME C (196822) (20e Arrondissement) pour une action « Les FAAB » (2022_00420).
Article 11 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association CITOYENNES INTERCULTURELLES DE PARIS 20 (54 062) (20e Arrondissement) pour une action « Filière alimentaire et insertion professionnelle » (2022_01311).
Article 12 : Les dépenses correspondantes à ces projets, s'élevant au total à 55 000 euros, seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022.

2022 DDCT 59-DPMP Appel à projet Citoyenneté, Laïcité et Valeurs de la République - Subventions (344.450 euros) à 79 associations pour le financement de 92 projets dans les quartiers populaires parisiens.

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;
Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015 et prorogé jusqu'en 2023 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions de fonctionnement et d'investissement à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement de Paris en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement de Paris en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement de Paris en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement de Paris en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement de Paris en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement de Paris en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement de Paris en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement de Paris en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association 13 POUR TOUS (19943) pour son action « Porte de Choisy BLOG (réseaux sociaux) - Décryptage des médias » (DDCT-SPV/2022_00553 /13e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 2 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association ACCUEIL GOUTTE D'OR (9510) pour son action « AGO fait la radio (Les raptzorteurs) » (DDCT-SPV/2022_01152 /18e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 3 : Une subvention d'un montant de 9000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION D'ACCOMPAGNEMENT GLOBAL CONTRE L'EXCLUSION-ADAGE (8382) pour son action « La citoyenneté au service du lien social entre femmes et professionnels des quartiers » (DDCT-SPV/2022_01675 /18e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 4 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association ARCHIPELIA (18047) pour son action « Valeurs en série » (DDCT-SPV/2022_01959 /20e arrondissement - Belleville Amandiers). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 5 : Une subvention d'un montant de 7500 euros est attribuée à l'association ARSMEDIA (13126) pour les actions suivantes :
- « Sur les traces d'Olympe » (DDCT-SPV/2022_00293 /3500 euros /19e arrondissement).
- « Sur les chemins de la liberté » (DDCT-SPV/2022_00294 /4000 euros /19e arrondissement).

Article 6 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association ART DANS LE JARDIN (191994) pour son action « l'illusion du choix » (DDCT-SPV/2022_00372 /11e arrondissement).

Article 7 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association RSI LA RESSOURCE KIRIKOU (5101) pour son action « République et Citoyenneté » (DDCT-SPV/2022_00455 /17e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 8 : Une subvention d'un montant de 7500 euros est attribuée à l'association BELLEVILLE CITOYENNE (19230) pour son action « InfoXXbéton : Ateliers d'éducation et création multimédias » - (DDCT-SPV/2022_00911 /6000 euros- DPMP-BAP/2022_06838 /1500 euros - 20e arrondissement/Belleville Aamandiers) La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 9 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION DE CULTURE BERBERE -ACB (18514) pour son action « Le vivre ensemble par le théâtre » (DDCT-SPV/2022_00402 /20e arrondissement -Belleville Amandiers). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 10 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION DE LA FONDATION ETUDIANTE POUR LA VILLE - AFEV (19603) pour son action « Accompagner les jeunes des quartiers populaires dans le décryptage de l'information et des médias » (DDCT-SPV/2022_00922 /18e arrondissement).
La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 11 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'ASSOCIATION DE PREVENTION DU SITE DE LA VILLETTE - APSV (12425) pour son action « Laïcité et citoyenneté : former, sensibiliser professionnell.es et habitant.es » (DDCT-SPV/2022_01688 /19e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 12 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'association FLORIMONT (12706) pour son action « Prévention Web écrans » (DDCT-SPV/2022_01763 /14e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 13 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION INITIATIVES RENCONTRES ET SOLIDARITE - AIRES 10 (10829) pour son action « La place du Buisson Saint

Louis s'anime et débat » (DDCT-SPV/2022_00736 /10e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 14 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE MOBILISATION POUR L'EGALITE - A.I.M.E. (196836) pour son action « Citoyen.ne en chemin, citoyen.ne de demain » (DDCT-SPV/2022_01699 /11e arrondissement).

Article 15 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'ASSOCIATION POUR LA PROMOTION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE, ET POUR L'EGALITE DES DROITS- APICED (9969) pour son action « Mieux connaître l'Autre : Projections-débats autour du film témoignages "Voix de Migrant.e.s" » (DDCT-SPV/2022_01714 /11e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 16 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'ASSOCIATION SOCIO EDUCATIVE DES FAMILLES DE L'ENSEMBLE CLIGNANCOURT (150) pour son action « Education à l'image par la réalisation audiovisuelle » (DDCT-SPV/2022_00518 /18e arrondissement).

Article 17 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association CANOPY (10830) pour son action « Impact être différent» (DDCT-SPV/2022_01750 /18e arrondissement).

Article 18 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association CENTRE D'ACCUEIL ET DE MEDIATION RELATIONNELLE EDUCATIVE ET SOCIALE - C.A.M.R.E.S. (13545) pour son action « Marianne dans nos yeux» (DDCT-SPV/2022_01754 /10e arrondissement).

Article 19 : Une subvention d'un montant de 3750 euros est attribuée à l'association CHICHE (197042) pour son action « Spectacles et débats » (DDCT-SPV/2022_01802 /1750 euros - DPMP-BAP/2022_06745 /2000 euros- 11e arrondissement).

Article 20 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association CHRONOS ET KAIROS (197036) pour son action « Les reporters radio » (DDCT-SPV/2022_01307 /4000 euros - DPMP-BAP/2022_06747 /1000 euros- 13e arrondissement).

Article 21 : Une subvention d'un montant de 4500 euros est attribuée à l'association CITOYENNETE POSSIBLE (49762) pour son action « Mieux se parler pour mieux s'entendre » (DDCT-SPV/2022_01755 /13e arrondissement).

Article 22 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE A FORCE DE RÊVER (12025) pour son action « Peut -on rire de tout ? Actions de sensibilisation sur l'humour et la liberté d'expression » (DDCT-SPV/2022_00941/5000 euros - DPMP-BAP/2022_06749 /1000 euros- 14e arrondissement).

Article 23 : Une subvention d'un montant de 7500 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE GRAINES DE SOLEIL (13365) pour son action « Esprit Critique - Théâtre de/dans la cité » (DDCT-SPV/2022_01328 /18e arrondissement).

Article 24 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE LES REVES FOUS (20520) pour son action « Déconstruire les discriminations avec cinéma et théâtre forum » (DDCT-SPV/2022_00613 /4000 euros - DPMP-BAP/2022_04859 /2000 euros- 20e arrondissement / Belleville Amandiers).

Article 25 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association COMPAGNIE RESONANCES (604) pour son action « La Parole n'a pas de couleur » (DDCT-SPV/2022_01785 /18e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 26 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association COUP DE POUCE (195098) pour son action « Grandir avec plaisir » (DDCT-SPV/2022_01335 /19e arrondissement).

Article 27 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association CRESCENDO (9608) pour son action « Faire société à Belleville une approche globale » (DDCT-SPV/2022_01801 /20e arrondissement / Belleville Amandiers). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 28 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association CRL10 (470) pour son action « RADIO PASSERELLE GRANGE AUX BELLES » (DDCT-SPV/2022_01353 /10e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 29 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association CROK CINE (194118 pour son action « Programme d'éducation à l'image et par l'image socio-culturel » (DDCT-SPV/2022_01354 /11e arrondissement).

Article 30 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association CULTURE PRIORITAIRE (173521) pour son action « Partager les valeurs de la République et développer le sens critique des jeunes» (DDCT-SPV/2022_06259 /17e arrondissement).

Article 31 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association DEUXIEME GROUPE D'INTERVENTION (189652) pour son action « L'ATELIER DE CURIOSITÉ URBAINE - L'ESCALE - CULTURE ET CITOYENNETÉ » (DDCT-SPV/2022_06751 /13e arrondissement).

Article 32 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association DIXLESIC AND CO (41841) pour son action « Ecole de l'Opéra de la Parole Citoyenneté et Manifeste au Panthéon » (DDCT-SPV/2022_00602 /4000 euros - DPMP-BAP/2022_06750/2000 euros- 14e arrondissement).

Article 33 : Une subvention d'un montant de 8000 euros est attribuée à l'association ECOLE DES ARTS DE LA SCENE - LES PETITS RIENS (19464) pour son action « Enseignement artistique et approfondissement de la pratique artistique autour des valeurs et des principes de la République Française » (DDCT-SPV/2022_00950 /6500 euros - DPMP-BAP/2022_06842 /1500 euros - 19e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 34 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association ENQUÊTE (75741) pour les actions suivantes :

- « Formation animateurs et bénévoles et formateurs Fédération des centres sociaux parisiens » (DDCT-PV/2022_01063/2000euros)
- « Animation d'ateliers d'éducation à la laïcité et formation de professionnels » (DDCT-SPV/2022_05560/4000euros).

Article 35 : Une subvention d'un montant de 9000 euros est attribuée à l'association ESPACE 19 (246) pour son action « PARI (Prévention Active des Risques sur Internet) » (DDCT-SPV/2022_01371 /19e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 36 : Une subvention d'un montant de 9000 euros est attribuée à l'association ESPOIR 18 (15254) pour son action « La jeunesse des quartiers populaires, force de proposition contre le racisme et l'antisémitisme. » (DDCT-SPV/2022_05424 /18e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer un avenant à la convention annuelle en cours correspondant au projet mentionné.

Article 37 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association ETHNOART (19749) pour son action « L'ethnologie dans mon quartier pour lutter contre les discriminations. » (DDCT-SPV/2022_00960 /20e arrondissement - Belleville Amandiers).

Article 38 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association ETOILE ET COMPAGNIE (163841) pour son action « Ateliers théâtre forum pour adolescent.es sur l'égalité filles garçons » (DDCT-SPV/2022_00654 /14e arrondissement).

Article 39 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association FEDERATION DES TUNISIENS POUR UNE CITOYENNETE DES DEUX RIVES - FTCR (13890) pour son action « Jeunes, Citoyens et Actifs » (DDCT-SPV/2022_01075 /19e arrondissement).

Article 40 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association FRANÇAIS LANGUE D'ACCUEIL (18731) pour son action « Vivre ensemble en France » (DDCT-SPV/2022_02048 /10e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 41 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association HALTE A LA N ! (187124) pour son action « Campagne "Et si j'avais tort" » (DDCT-SPV/2022_02022 /19e arrondissement).

Article 42 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association HOME SWEET MÔMES (161081 pour son action « Philo Sweet Mômes- un espace d'éducation à la citoyenneté » (DDCT-SPV/2022_01460 /18e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 43 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association IDEOGRAM ARTS, CENTRE DE RECHERCHES THÉÂTRALES (19368 pour son action « Les Contes Soufis, Laïcité » (DDCT-SPV/2022_01437 /20e arrondissement - Les Portes).

Article 44 : Une subvention d'un montant de 1750 euros est attribuée à l'association JEUNES PAGES (194258) pour son action « Veni, Vidi, Valmy, un journal d'adolescents au collège Valmy » (DDCT-SPV/2022_01472 /10e arrondissement).

Article 45 : Une subvention d'un montant de 7000 euros est attribuée à l'association KORHOM (47682) pour les actions suivantes :

- « Envie-Paix » (DDCT-SPV/2022_01488 /3000 euros/19e arrondissement).
- « Stage Justice Avenir Pro' Pour Tou·tes » (DDCT-SPV/2022_01489 /4000 euros 19e arrondissement).

Article 46 : Une subvention d'un montant de 14 500 est attribuée à l'association LA COMPAGNIE A L'AFFUT (9519) pour les actions suivantes :

- « Egalité filles garçons, Stéréotypes et Préjugés par le biais du théâtre forum » (DDCT-SPV/2022_01503/3500 euros - DPMP-BAP/2022_06748/ 1500 euros - 13e arrondissement).
- « Les jeunes font société - Le Théâtre Forum » :
  - DDCT-SPV/2022_01967/2500 euros - DPMP-BAP/2022_06744/ 1000 euros/10e arrondissement
  - DDCT-SPV/2022_01967/2500 euros/13e arrondissement
  - DDCT-SPV/2022_01967/2500 euros - DPMP-BAP/2022_06744/ 1000 euros/14e arrondissement).

La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant aux projets mentionnés.

Article 47 : Une subvention d'un montant de 6000 euros est attribuée à l'association LA FABRIQUE DES PETITS HASARDS (11246) pour son action « Origines- Création collaborative artistes amateurs » (DDCT-SPV/2022_02087 /17e arrondissement).

Article 48 : Une subvention d'un montant de 1500 euros est attribuée à l'association LA TABLE OUVERTE (11025) pour son action « La Table solidaire et citoyenne » (DDCT-SPV/2022_01517 /18e arrondissement).
Article 49 : Une subvention d'un montant de 4500 euros est attribuée à l'association LABOMATIQUE (3521) pour son action « Ateliers d'éducation aux médias / Projections-débats / Jeux : Parentalité et numérique » (DDCT-SPV/2022_01522 /19e arrondissement).
Article 50 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LE MOULIN (16410) pour son action « Ce(ux) dont on ne parle pas » (DDCT-SPV/2022_01913 /14e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.
Article 51 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LE PARI'S DES FAUBOURGS (12405) pour son action « L'ACTU EN GARDE A VUE : LAICITE ET MÉDIAS CHEZ LES ADOS » (DDCT-SPV/2022_01547 /10e arrondissement).
Article 52 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association LE TATOU THEATRE (188946) pour son action « Theatre-forum Genre, ça se passe au collège ?! » (DDCT-SPV/2022_01044 /14e arrondissement).
Article 53 : Une subvention d'un montant de 3600 euros est attribuée à l'association L'ENVERS DE L'ART (182460) pour les actions suivantes :
- « Débattons dans les rues » (DDCT-SPV/2022_00759 / 1100 euros - 10e arrondissement)
- « Théâtre forums discriminations sport » (DDCT-SPV/2022_00804 /2500 euros - 10e arrondissement).

Article 54 : Une subvention d'un montant de 7500 est attribuée à l'association LES FRIPONS (186551) pour son action « La radio des Portes du 20e » (DDCT-SPV/2022_01593 /6000 euros - DPMP-BAP/2022_06841 /1500 euros - 20e arrondissement - Les Portes).
Article 55 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association LES JEUNES AMBITIEUX (L.J.A) (196649) pour son action « La citoyenneté ambitieuse » (DDCT-SPV/2022_02376 /19e arrondissement).
Article 56 : Une subvention d'un montant de 7600 euros est attribuée à l'association L'ILE AUX LANGUES (66681) pour son action « Accompagner des mères résidant en QPV » (DDCT-SPV/2022_00438 /18e arrondissement).
Article 57 : Une subvention d'un montant de 2250 euros est attribuée à l'association LUDOMONDE (181436) pour son action « Ateliers philo en famille » (DDCT-SPV/2022_00096/750euros/10e arrondissement - DDCT-SPV/2022_00096 /750 euros/11e arrondissement - DDCT-SPV/2022_00096/750 euros/20e arrondissement-Belleville Amandiers). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.
Article 58 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association MOI ET MES ENFANTS (190018) pour son action « Brisons le Plafond des mères » (DDCT-SPV/2022_02168 /13e arrondissement).
Article 59 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association MULTIKULTI MEDIA (182860) pour son action « ATELIERS MULTIKULTI MEDIA » (DDCT-SPV/2022_00631 /10e arrondissement).
Article 60 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association OASIS 18 (9522) pour son action « Débat jeune et citoyen » (DDCT-SPV/2022_02427 /18e arrondissement).
Article 61 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association ORIGINES (19769) pour son action « Les enfants d'Oudiné/Chevaleret: "La marche des citoyens de demain" » (DDCT-SPV/2022_00559 /13e arrondissement).
Article 62 : Une subvention d'un montant de 8000 euros est attribuée à l'association PLUS LOIN (13486) pour son action « Laboratoire d'expression et de créations citoyennes » (DDCT-SPV/2022_01923 /20e arrondissement - Les Portes). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.
Article 63 : Une subvention d'un montant de 5000 euros est attribuée à l'association PSYRIEL (189233) pour son action « Pour une Pédagogie de la liberté 2.0 » (DDCT-SPV/2022_02206 /20e arrondissement - Belleville Amandiers).
Article 64 : Une subvention d'un montant de 7000 euros est attribuée à l'association RAPTZ RAPPORTEUZ (183594) pour son action « De la radio pour se projeter dans le vivre ensemble » (DDCT-SPV/2022_02209 /18e arrondissement).
Article 65 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association REGIE DE QUARTIERS TELA 13 (9108) pour son action « FORUM DES HABITANTS » (DDCT-SPV/2022_01284 /13e arrondissement). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.
Article 66 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association RELAIS MENILMONTANT (18888 pour son action « On fait tourner la République » (DDCT-SPV/2022_02418 /20e arrondissement - Belleville Amandiers). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.
Article 67 : Une subvention d'un montant de 5000 est attribuée à l'association REMEMBEUR (162621) pour son action « Imagéo » : ateliers d'éducation à l'image et de développement de l'esprit critique » :

- (DDCT-SPV/2022_01839/1500 euros - DPMP-BAP/2022_06795/1000 euros - 14e arrondissement).
- (DDCT-SPV/2022_01839/1500 euros - DPMP-BAP/2022_06795/1000 euros - 19e arrondissement).

Article 68 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association RESEAU MÔM'ARTRE (19394) pour son action « Buzzons les discriminations » (DDCT-SPV/2022_06913 /20e - Belleville Amandiers). La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 69 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association RÉSEAU RAJE (183865) pour son action « JEUNES REPORTERS 75 - Éduquer aux médias et à la citoyenneté dans les quartiers prioritaires » (DDCT-SPV/2022_02211 /10e arrondissement).

Article 70 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association SOLIDIMEY (20213) pour son action « Jeunesse, citoyenneté et valeurs de la République » (DDCT-SPV/2022_02240 /18e arrondissement).

Article 71 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association SPEALS (186943) pour son action « ENSEMBLE 100 DIFFERENCES » (DDCT-SPV/2022_06890 /10e arrondissement).

Article 72 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association STONEHENGE PROD (176801) pour son action « Les femmes, histoires d'hier et d'aujourd'hui, Histoire de demain » (DDCT-SPV/2022_02259 /20e arrondissement - Les Portes).

Article 73 : Une subvention d'un montant de 11 500 euros est attribuée à l'association TATANE (185433) pour son action « Radio Tatane, foot, culture et territoires » :

- (DDCT-SPV/2022_01132 /2875 euros/11e arrondissement).
- (DDCT-SPV/2022_01132 /2875 euros/14e arrondissement).
- (DDCT-SPV/2022_01132 /2875 euros/19e arrondissement).
- (DDCT-SPV/2022_01132 /2875 euros/20e arrondissement - Belleville Amandiers).

La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle correspondant au projet mentionné.

Article 74 : Une subvention d'un montant de 3500 euros est attribuée à l'association UNLABLLD ENTERTAINMENT (UNLABLLD ENT) (195500) pour son action «#LaMaisonMère (Podcast Hip hop et citoyen) » (DDCT-SPV/2022_02275 /18e arrondissement).

Article 75 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association VENDREDI POESIE (196849) pour son action « Danse en exil » (DDCT-SPV/2022_02277 /11e arrondissement).

Article 76 : Une subvention d'un montant de 4000 euros est attribuée à l'association VIVRE ENSEMBLE A MAROC TANGER - VEMT (15949) pour son action « Jeunesse de territoire - axe CLVR » (DDCT/SPV/2022_06904/19e arrondissement)

Article 77 : Une subvention d'un montant de 2000 euros est attribuée à l'association YACHAD (39964) pour son action « La citoyenneté pour faire société » (DDCT-SPV/2022_01290 /14e arrondissement).

Article 78 : Une subvention d'un montant de 3000 euros est attribuée à l'association ZARTS PROD (12665) pour son action « Deux lectures-débats du spectacle "Sur la Route" à destination des jeunes » (DDCT-SPV/2022_01441 /20e arrondissement - Les Portes).

Article 79 : Une subvention d'un montant de 2500 euros est attribuée à l'association REUSSIR PARIS 18 (189 598) pour son action « Les jeunes ambassadeurs de la laïcité » (DDCT-SPV/ 2022_02217/18e arrondissement).

Article 80 : Les dépenses correspondantes, s'élevant à 344 450 euros, seront imputées :

- pour 326 450 euros sur les crédits de la Direction de la Démocratie des Citoyen.ne.s et des Territoires, service Politique de la Ville, budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris
- pour 18 000 euros sur les crédits de la Direction de la Police Municipale et de la Prévention, budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris.

2022 DDCT 65 Soutenir et sécuriser les associations des quartiers populaires dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs (30.000 euros pour 3 associations et la réalisation de 8 actions).

Mme Anne-Claire BOUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2511-14 ;

Vu le contrat de Ville voté le 16 mars 2015 et prorogé jusqu'en 2023 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation les modalités d'attribution de subventions à différentes associations œuvrant pour la Politique de la Ville ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne-Claire BOUX au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention globale de 8 000 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association COMPAGNIE DASSYNE (95121) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- LUDILANGUE-Ateliers de jeu pour l'apprentissage du français 19e arrondissement (2022_01324/ DDCT-SPV/1500 euros - 2022_04826/DDCT/SEII/1500 euros).
- LUDILANGUE-Ateliers de jeu pour l'apprentissage du français 20e arrondissement - Belleville Amandiers arrondissement (2022_01324/DDCT-SPV/2000 euros - 2022_04826/DDCT/SEII/1500 euros).
- Écritures nomades - Atelier d'écritures, de créations sonores et de langage corporels (2022_01325/ DCT-SPV/1500 euros) - 19e arrondissement.

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 2 : Une subvention globale de 9500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association LA BANDE A GODOT (106661) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- Moi, mon quartier, ma ville 19e arrondissement (2022_06972/ DDCT/SPV/2000 euros)
- Moi, mon quartier, ma ville 18e arrondissement (2022_06972/DDCT/SPV/3000 euros / 2022_01965/DDCT/SECA/1500 euros)
- Nous sommes tous des acteurs 19e arrondissement (2022_01966/DDCT/SPV/3000 euros)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 3 : Une subvention globale de 12 500 euros au titre de l'année 2022 est attribuée à l'association VIVRE ENSEMBLE A MAROC TANGER (15949) pour lui permettre d'assurer les actions suivantes :
- Accompagnement social et insertion, ateliers linguistiques et civiques, conseil emploi (2022_01663/DDCT/SPV/1000 euros) - 19e arrondissement
- Action sociale de territoire (2022_01138/DDCT/SPV/2000 euros) - 19e arrondissement
- Parentalités - Paroles et actions de femmes et des parents (2022_01140/DASES/ASES-SDS-MMPCR/7500 euros) - 19e arrondissement
- Épanouissement des enfants (2022_01139/DASCO/2000 euros)

La Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle d'objectifs pour les projets mentionnés.

Article 4 : Les dépenses correspondantes seront imputées aux budgets de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement dont :
- 16 000 euros de la DDCT-SPV
- 3000 euros de la DDCT-SEII
- 1500 euros de la DDCT-SECA
- 7500 euros de la DASES MMPCR
- 2000 euros de la DASCO

Soit un total de 30.000 euros.

2022 DDCT 66 Conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte de la gare routière de Rungis (SOGARIS). Rémunération annuelle d'une représentante de la Ville de Paris.

Mme Sandrine CHARNOZ, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment, ses articles L 2512-1 et suivants relatifs aux dispositions spécifiques à la Ville de Paris, son article L2123-24-1-1 relatif à la présentation, avant l'examen du budget primitif, d'un état annuel, libellé en euros, des indemnités et rémunérations versées aux élus et ses articles L. 1521-1 et suivants relatifs aux sociétés d'économie mixte locales et notamment l'article L 1524-5 10e alinéa et le II du L 1111-6 ;

Vu les articles L. 2123-20, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales relatifs aux conditions de cumuls de rémunérations et d'indemnités des titulaires de mandats locaux ;

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain et notamment ses articles 1er, 2, 5, 9 et 10 ;

Vu la délibération 2020 DDCT 64 des 17 et 18 novembre 2020 relative à la rémunération annuelle maximale susceptible d'être perçue par la représentante de la Ville de Paris au conseil d'administration de la SOGARIS ;

Vu la délibération 2022 DFA 19 des 22, 23 et 24 mars 2022 portant souscription à l'augmentation de capital de la Société SOGARIS SAEML et approbation des modifications des statuts et du pacte d'actionnaire et notamment son article 6 désignant Mme Alice TIMSIT aux fonctions de représentante de la Ville de Paris au conseil d'administration de la société ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris propose de fixer le montant de la rémunération susceptible d'être perçue par cette représentante de la Ville de Paris au

conseil d'administration de cette société d'économie mixte dans laquelle la Ville de Paris détient une participation au capital ;
Sur le rapport présenté par Mme Sandrine CHARNOZ, au nom de la 1ère Commission,
Délibère :
Article 1 : La rémunération annuelle maximale susceptible d'être perçue par Mme Alice TIMSIT en qualité de membre du conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte de la gare routière de Rungis (SOGARIS) est fixée à 1 525 euros, sous réserve d'une présence effective aux séances dudit conseil.
Article 2 : La rémunération visée à l'article 1 est prise en compte dans le calcul du plafond des rémunérations et indemnités que peut percevoir un élu local dans les conditions des articles L. 2123-20, L. 4135-18 et L. 5211-12 du code général des collectivités territoriales.

2022 DEVE 10 Approbation d'une convention cadre relative au suivi des populations de chats libres présents dans les parcs, jardins, bois et cimetières parisiens.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'approuver la convention cadre relative au suivi des populations de chats libres présents dans les parcs, jardins, bois et cimetières parisiens ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 9e arrondissement en date du 26 avril 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvée la convention cadre relative au suivi des populations de chats libres présentes dans les parcs, jardins, bois et cimetières parisiens, dont le texte est annexé à la présente délibération.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec les associations concernées les conventions pour le suivi des populations de chats libres présents dans les parcs, jardins, bois et cimetières parisiens.

2022 DEVE 18 Subvention de fonctionnement complémentaire (250.000 euros) au bénéfice de la régie personnalisée École Du Breuil au titre de l'année 2022

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu l'arrêté préfectoral du 14 mars 1867, autorisant la création d'une école théorique et pratique d'arboriculture, destinée à l'enseignement public et gratuit des plantes ;
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2221-1 à L2221-10, R.2221-1 à R.2221-26 et R.2221-53 à R.2221-62 ;
Vu la délibération 2018 DEVE 107 relative à la création de la régie personnalisée École Du Breuil ;
Vu la délibération 2021 DEVE 116 validant la convention cadre entre la Ville de Paris et la régie personnalisée École Du Breuil ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver le versement d'une subvention de fonctionnement complémentaire à la régie personnalisée de l'École Du Breuil ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à verser à la régie personnalisée École Du Breuil une subvention de fonctionnement d'un montant de 250 000 euros en vue du renforcement de son offre de formation dans le domaine de l'agriculture durable.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve des décisions de financement.

2022 DEVE 19 Subventions (161.000 euros) à 4 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12e, 16e, 18e et 20e).

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L3411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération du Conseil de Paris, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'accorder des subventions de fonctionnement à des associations intervenant dans le cadre d'ateliers ou de chantiers d'insertion pour des actions d'insertion professionnelle au travers de l'entretien horticole d'espaces verts des 12e, 16e, 18e et 20e arrondissements ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e Commission,
Délibère :
Article 1 : Les subventions de fonctionnement suivantes sont attribuées au titre de l'exercice 2022 :
- 23 500 € à l'association Espaces pour son action d'insertion professionnelle au travers de l'entretien horticole d'équipements sportifs dans le 16e arrondissement.
- 24 000 € à l'association Halage pour son action d'insertion professionnelle au travers de l'entretien horticole du stade des Poissonniers dans le 18e arrondissement ;
- 90 000 € à l'association Études et Chantiers Ile de France pour son action d'insertion professionnelle au travers de l'entretien horticole d'équipements sportifs dans les 12e et 20e arrondissements ;
- 23 500 € à l'association Interface Formation pour son action d'insertion professionnelle au travers de l'entretien horticole des écoles de la rue Levau et du boulodrome de la rue de Noisy le Sec dans le 20e arrondissement ;

Soit un montant total de 161 000 euros.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022, sous réserve de la disponibilité des crédits et du renouvellement des agréments des associations par la Direction Régionale des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE).

2022 DEVE 21 Approbation du Plan alimentation durable de la Ville de Paris pour la période 2022-2027.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;
Vu la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous ;
Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le Plan alimentation durable de la Ville de Paris pour la période 2022-2027 de la restauration collective parisienne ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 9e arrondissement en date du 9 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Le Plan alimentation durable de la Ville de Paris pour la période 2022-2027 est adopté.

2022 DEVE 23 Subvention d'investissement (60.000 euros) à l'association Les Fourmis qui Jardinent lui permettant de réaliser le sous-projet lauréat du budget participatif « Ouvrons la ferme urbaine des écoles Dunois sur le quartier ! » partie du projet global « Nos espaces verts évoluent ! ».

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose la signature d'une convention avec Les Fourmis qui Jardinent prévoyant l'attribution d'une subvention d'investissement pour soutenir le projet lauréat du budget participatif « Ouvrons la ferme urbaine des écoles Dunois sur le quartier ! » sur les toitures des écoles élémentaire et maternelle Dunois (13e) à hauteur de 60 000, 00 € ;
Vu le projet de convention ci-annexé ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : La convention avec l'association Les Fourmis qui Jardinent dont le texte est joint à la présente délibération, prévoyant le versement d'une subvention d'investissement d'un montant de 60 000,00 € pour soutenir le projet lauréat du budget participatif « Ouvrons la ferme urbaine des écoles Dunois sur le quartier ! » est approuvée. Mme la Maire de Paris est autorisée à la signer.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve des décisions de financement.

2022 DEVE 25 Subvention de fonctionnement (12.500 euros) et convention pluriannuelle d'objectifs avec la Fondation AgroParisTech, sous l'égide de la Fondation ParisTech.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 22/06/2021 avec la Fondation AgroParisTech sous l'égide de la Fondation ParisTech d'une durée de 3 ans ;
Vu le projet de délibération n°2022 DEVE 25 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement d'un montant de 12 500 euros à la Fondation AgroParisTech au titre de l'exercice 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 12 500 euros est attribuée à la Fondation AgroParisTech sous égide de la Fondation ParisTech dont le siège social est situé 34 bis rue Vignon (9e) au titre de l'exercice 2022.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve des décisions de financement.

2022 DEVE 26 Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle, prévoyant le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement (30. 000 euros).

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2121-29 ;
Vu le projet de délibération 2022 DEVE 26 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle prévoyant l'attribution d'une subvention annuelle de 30 000€ ;
Vu le projet de convention ci-annexé ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : la convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle dont le texte est joint à la présente délibération, prévoyant le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 30 000 euros est approuvée. Mme la Maire de Paris est autorisée à la signer.
Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 30 000 euros est attribuée l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle, au titre de l'exercice 2022.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants sous réserve des décisions de financement.

2022 DEVE 29 Indemnisations amiables en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de procéder à l'indemnisation amiable de différents tiers, en réparation des dommages causés aux intéressés lors d'accidents dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder, à concurrence de la somme indiquée, à l'indemnisation amiable des différents tiers énumérés ci-après, en réparation des dommages causés aux intéressés dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris :

Nom du bénéficiaire	Montant de l'indemnité en euros	Date de l'accident
M. X	16 393,76	14 février 2020
Mme X	15 547,50	11 juin 2020
Mme X	20 994,81	10 août 2020
Mme X	16 011,25	14 septembre 2021

Article 2 : La dépense correspondante, d'un montant total 68 947,32 €, sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 et budgets suivants sous réserve des décisions de financement.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les protocoles d'accord transactionnels joints à la présente délibération.

2022 DEVE 31 Subventions (55.802 euros en fonctionnement et de 82.678 euros en investissement) attribuées aux gestionnaires de la restauration collective parisienne dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour lutter contre le gaspillage alimentaire.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;
Vu la loi n°2018-938 du 30 octobre 2018 pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous ;
Vu la loi n° 2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;
Vu la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;

Vu la délibération 2017 DASCO 117 Caisses des écoles relatives aux modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extra-scolaire pour la période 2018-2020 ;
Vu la délibération 2020 DASCO 92 Caisses des écoles relatives à la prolongation pour l'année 2021 des modalités de conventionnement et de financement pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire ;
Vu la délibération 2021 DASCO 63 Caisses des écoles relatives aux modalités de conventionnement et de financement par la Ville de Paris pour la restauration scolaire, périscolaire et extrascolaire pour la période 2022-2024 ;
Vu la délibération 2019 DRH 65 relative à la convention quadriennale liant la Ville de Paris et l'ASPP ;
Vu les projets de conventions de subvention d'équipement avec les Caisses des écoles du 10e arrondissement, du 18e arrondissement, du 19e arrondissement et du 20e arrondissement et l'ASPP annexés au présent projet de délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver les subventions attribuées aux gestionnaires de la restauration collective parisienne dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour lutter contre le gaspillage alimentaire ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement de Paris, en date du 17 mai 2022 ;
Vu la saisine pour avis du Conseil du 9e arrondissement de Paris, en date du 9 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement de Paris, en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement de Paris, en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement de Paris, en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement de Paris, en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement de Paris, en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement de Paris, en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement de Paris, en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Par dérogation au chapitre IV (articles 7 et suivants) de la délibération 2017-DASCO-117, une subvention exceptionnelle de 3 344 euros en fonctionnement et de 3 285 euros en investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 10e arrondissement sise au 72, rue de Faubourg Saint Martin (10e), au titre du soutien apporté par la Ville de Paris à la participation de la caisse des écoles à la mise en œuvre de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées en matière de restauration par la Ville de Paris.

Article 2 : Par dérogation au chapitre IV (articles 7 et suivants) de la délibération 2017-DASCO-117, une subvention exceptionnelle de 34 018 euros en fonctionnement et de 9 472 euros en investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 18e arrondissement sise au 1, place Jules Joffrin (18e), au titre du soutien apporté par la Ville de Paris à la participation de la caisse des écoles à la mise en œuvre de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées en matière de restauration par la Ville de Paris.

Article 3 : Par dérogation au chapitre IV (articles 7 et suivants) de la délibération 2017-DASCO-117, une subvention exceptionnelle de 18 440 euros en fonctionnement et de 2 021 euros en investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 19e arrondissement sise place Armand Carrel (19e) au titre du soutien apporté par la Ville de Paris à la participation de la caisse des écoles à la mise en œuvre de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées en matière de restauration par la Ville de Paris.

Article 4 : Par dérogation au chapitre IV (articles 7 et suivants) de la délibération 2017-DASCO-117, une subvention exceptionnelle de 28 500 euros en investissement est attribuée à la Caisse des écoles du 20e arrondissement sise au 30/36, rue Paul Meurice (20e) au titre du soutien apporté par la Ville de Paris à la participation de la caisse des écoles à la mise en œuvre de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées en matière de restauration par la Ville de Paris.

Article 5 : Une subvention exceptionnelle de 39 400 euros en investissement est attribuée à l'Association d'action sociale en faveur des personnels de la Ville de Paris (ASPP) sise au 35 Bd de Sébastopol (1er), au titre du soutien apporté par la Ville de Paris à la participation de l'ASPP à la mise en œuvre de la lutte contre le gaspillage alimentaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées en matière de restauration par la Ville de Paris.

Article 6 : La dépense correspondante sera imputée à hauteur de 55 802 euros au budget de fonctionnement et de 82 678 euros au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants, sous réserve de la disponibilité des crédits.

Article 7 : Les conventions de subvention d'équipement entre la Ville de Paris et l'ASPP, les Caisses des écoles du 10e arrondissement, du 18e arrondissement, du 19e arrondissement et du 20e arrondissement annexés au présent projet de délibération sont approuvées. Mme la Maire de Paris est autorisée à les signer.

2022 DEVE 34 Dénomination « Jardin du Moulin de la Vierge - Carole Rossopoulos » attribuée au jardin situé 125 rue Vercingétorix (14e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination « Jardin du Moulin de la Vierge - Carole Rossopoulos » au jardin situé 125 rue Vercingétorix (14e) ;
Vu le plan annexé audit projet de délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

La dénomination « Jardin du Moulin de la Vierge - Carole Rossopoulos » est attribuée au jardin situé 125 rue Vercingétorix (14e).

2022 DEVE 35 Subventions (34.000 euros) à 5 associations pour leurs actions de sensibilisation en faveur d'une alimentation durable.

Mme Audrey PULVAR, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, articles 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le versement d'une subvention de la Ville de Paris à 5 associations pour la réalisation de projets sur les thématiques de sensibilisation à l'alimentation durable ;
Vu le projet de convention avec l'association Florimont joint au projet de délibération ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Audrey PULVAR, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 8 000 euros est attribuée à l'association Science Technologie et Société (ASTS), dont le siège social est situé 54 avenue Edison, 75013 Paris, pour un projet intitulé « Miam 2050 ! Exposition et joutes verbales sur l'alimentation durable » - Paris Asso n° 2022_04221.
Article 2 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association Les Fourmis qui jardinent, dont le siège social est situé 11 rue Caillaux MVAC 13e - Boîte 71, 75013 Paris, pour un projet intitulé « Ateliers pédagogiques jardinage pour les élèves de groupe scolaire Dunois à Paris 13e » - Paris Asso n° 2022_04877.
Article 3 : Une subvention de 6 000 euros est attribuée à l'association Quartier Maraîcher, dont le siège social est situé 264 rue du Faubourg Saint Antoine, 75012 Paris, pour son projet intitulé « Sensibilisation Alimentation durable et Agro-écologie - Ateliers "de la graine à l'assiette" » - Paris Asso n° 2022_04351.
Article 4 : Une subvention de 6 000 euros est attribuée au Café associatif Pernety, dont le siège social est situé 8 rue Sainte Léonie, 75014 Paris, pour son projet intitulé « Promouvoir l'alimentation durable au café associatif » - Paris Asso n° 2022_05458.
Article 5 : Une subvention de 10 000 euros est attribuée à l'association Florimont, dont le siège social est situé 5-9 place Marcel Paul, 75014 Paris, pour son projet intitulé « Manger mieux pour vivre mieux » - Paris Asso n° 2022_04501.
Article 6 : La convention annuelle d'objectifs pour une subvention de fonctionnement entre l'association Florimont et la Ville de Paris annexée au présent projet de délibération est approuvée. Mme La Maire de Paris est autorisée à la signer.
Article 7 : La dépense correspondante de 34 000 euros sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et suivants.

2022 DEVE 38 Convention de collaboration de la Ville de Paris à l'exposition « Leçons de Chausses » organisée par le centre National d'art et de Culture Georges Pompidou. Contrat de cession de droits d'auteur dans le cadre de l'exposition « Leçons de Chausses » au Parc Floral de Paris.

M. Christophe NAJDOVSKI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose la signature d'une convention de collaboration de la Ville de Paris à l'exposition « Leçons de Chausses » organisée par le centre National d'art et de Culture Georges Pompidou et la signature d'un contrat de cession à titre gratuit de droits d'auteur pour une exploitation non commerciale de l'exposition pendant la période de présentation au Parc Floral ;

Vu les projets de convention de collaboration et de contrat de cession de droits d'auteur ci-annexés ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Christophe NAJDOVSKI, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : La convention de collaboration de la Ville de Paris à l'exposition « Leçons de Chausses » organisée par le centre National d'art et de Culture Georges Pompidou, jointe à la présente délibération, est approuvée.

Article 2 : Le contrat de cession à titre non exclusif de droits d'auteur relatif à l'exposition « Leçons de Chausses » en vue de l'organisation de la présentation de l'exposition au Parc Floral de Paris, joint à la présente délibération, est approuvé.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention et le contrat.

2022 DFA 5 États financiers et compte de gestion 2021 du budget général de la Ville de Paris.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le compte administratif de la Ville de Paris pour 2021 ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 et en particulier son Tome IV relatif aux états financiers ;

Vu l'article 110 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et en particulier ses articles 53 à 57 ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 novembre 2016 fixant la liste des collectivités territoriales et groupements admis à intégrer le dispositif d'expérimentation de la certification de leurs comptes ;

Vu la convention du 28 mars 2017 conclue entre la Ville de Paris et la Cour des comptes ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'adopter le compte de gestion présenté par M. le Directeur Régional des Finances Publiques d'Ile de France et de Paris pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021 ;

Vu le rapport d'opinion délivré par le professionnel du chiffre au titre des états financiers 2021 de la Ville de Paris ;

Vu l'attestation de conformité de la mission d'audit délivrée par la Cour des comptes à l'ordonnateur de la Ville de Paris dans le cadre de la convention précitée ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Il est donné acte du rapport d'opinion du professionnel du chiffre portant sur les états financiers 2021 comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe aux états financiers de la Ville de Paris, tel que joint à la présente délibération.

Article 2 : Les opérations d'ordre non-budgétaires enregistrées sur l'exercice 2021 ont mouvementé pour partie les comptes 1021 (dotations) et 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés) du bilan :

- Le compte 1021 est débité de 252 957 058,52 € et crédité de 3 276 857 415,53 €
- Le compte 1068 est débité de 40 160,34 € et crédité de 70 019 231,44 €

Ces montants modifient la balance arrêtée au 31 décembre 2021.

Article 3 : Statuant sur la situation du comptable au 31 décembre 2021 et sauf le règlement et l'apurement par la Chambre régionale des comptes d'Île de France, admet le compte en deniers de M. le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et de Paris, tel qu'il est présenté à la clôture de l'exercice 2021 pour les opérations du budget général de la Ville de Paris et arrêté en date du 9 mai 2022.

2022 DFA 6 États spéciaux d'arrondissement - Compte administratif 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le titre I du livre V du code général des collectivités territoriales traitant des dispositions particulières applicables à Paris, Marseille et Lyon et notamment l'article L 2511-45 ;

Vue la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, notamment son article 21 ;

Vue l'ordonnance n° 2018-75 du 8 février 2018 complétant et précisant les règles budgétaires, financières, fiscales et comptables applicables à la Ville de Paris, notamment son article 17 ;

Vu les délibérations des 17 conseils d'arrondissement ;

Vu la délibération 2022 DFA 21 relative au compte de gestion 2021 des états spéciaux d'arrondissement ;

Vu la délibération 2020 DFA 61 adoptant le budget primitif 2021 des états spéciaux d'arrondissement ;

Vu la délibération 2021 DFA 13 modifiant le montant des dotations destinées aux états spéciaux d'arrondissement et la délibération 2021 DFA 46 adoptant le budget supplémentaire des états spéciaux d'arrondissement ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif des états spéciaux d'arrondissement pour 2021 ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Le compte administratif des états spéciaux d'arrondissement pour l'exercice 2021 est arrêté conformément aux états annexés à la présente délibération.

2022 DFA 7 États spéciaux d'arrondissement - Budget supplémentaire 2022 - Modification du montant des dotations.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le titre I du livre V du code général des collectivités territoriales relatif à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon, et notamment son article L. 2511-45 ;

Vu l'avis rendu par la commission réunie le 21 avril 2022 en application de l'article L. 2511-45 du code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose au titre du budget supplémentaire de la Ville pour 2022 d'approuver les modifications apportées aux montants des dotations destinées aux états spéciaux d'arrondissements ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 au titre de la dotation de gestion locale destinée aux états spéciaux des arrondissements porte les crédits votés à 153 991 950,00 €.

Le montant total des crédits ouverts de la dotation de gestion locale au titre de l'exercice 2022 s'établit à 171 630 972,24 €, incluant :

- 135 087 895,00 € de crédits inscrits au titre du BP 2022 ;
- 18 904 055,00 € de crédits inscrits au titre du BS 2022, comprenant les abondements actés, les mouvements entre dotations et les transferts vers le budget général ;
- 17 639 022,24 € de crédits non consommés en 2021.

Article 2 : Le budget supplémentaire de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 au titre de la dotation d'animation locale destinée aux états spéciaux des arrondissements porte les crédits votés à 13 385 829,00 €.

Le montant total des crédits ouverts de la dotation d'animation locale au titre de l'exercice 2022 s'établit à 18 363 321,32 €, incluant :

- 13 541 734,00 € de crédits inscrits au titre du BP 2022 ;
- 155 905,00 € de crédits minorés au titre du BS 2022, comprenant les abondements actés, les mouvements entre dotations et les transferts vers le budget général ;
- 4 977 492,32 € de crédits non consommés en 2021.

Article 3 : Le budget supplémentaire d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 au titre de la dotation d'investissement destinée aux états spéciaux des arrondissements porte les crédits votés à 5 477 581,00 €.

Le montant total des crédits ouverts de la dotation d'investissement au titre de l'exercice 2022 s'établit à 13 545 141,33 €, incluant :

- 5 539 697,00 € de crédits inscrits au titre du BP 2022 ;

- 62 116,00 € de crédits minorés au titre du BS 2022, résultant des abondements actés, des mouvements entre dotations et des transferts vers le budget général ;
- 8 067 560,33 € de crédits non consommés en 2021.

2022 DFA 15-1 Approbation du compte administratif général d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2312-2 et L. 2312-3, L.5217-10-1 à L. 5217-10-15, et L. 5217-12-2 à L.5217-12-5 ;

Vu la loi n°2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son article 44 ;

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, et notamment son article 1er ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération 2020 DFA 20 des 23 et 24 juillet 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier de la Ville de Paris, et optant pour le vote par fonction ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire ainsi que la décision modificative de l'exercice 2021 délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2020, des 6, 7 et 8 juillet 2021 et des 16, 17, 18 et 19 novembre 2021 ;

Vu la délibération 2022 DFA 5 portant approbation du compte de gestion de la Ville de Paris pour 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 Le compte administratif général des recettes et des dépenses d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 est arrêté ainsi qu'il suit :

Titres émis :		
Recettes prévues	2 418 265 117,26 €	
Titres émis	1 920 623 663,33 €	
Dépenses mandatées :		
Crédits ouverts	2 418 265 117,26 €	
Mandats émis	1 999 558 633,10 €	
Balance :		
Recettes	1 920 623 663,33 €	
Dépenses	1 999 558 633,10 €	
Résultat de l'exercice 2021 (déficit)		-78 934 969,77€
Résultat cumulé au 31 décembre 2020 (excédent		93 479 711,76 €
Résultat cumulé au 31 décembre 2021 (excédent)		14 544 741,99 €

Article 2 : Les opérations d'ordre non budgétaires enregistrées sur l'exercice 2021 ont mouvementé pour partie les comptes 1021 (dotations) et 1068 (excédents de fonctionnement capitalisés) :

- Le compte 1021 est débité de 252 957058,52 € et crédité de 3 276 857 415,53 € ;
- Le compte 1068 est débité de 40 160,34 € et crédité de 70 019 231,44 €.

Les opérations d'ordre non budgétaires sont détaillées dans la délibération du compte de gestion 2021.

2022 DFA 15-2 Approbation du compte administratif général de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2312-2 et L. 2312-3, L. 5217-10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L.5217-12-5 ;

Vu la loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain, et notamment son article 1er ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;

Vu la délibération 2020 DFA 20 des 23 et 24 juillet 2020 relative à l'adoption du règlement budgétaire et financier de la Ville de Paris, et optant pour le vote par fonction ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire ainsi que la décision modificative de l'exercice 2021 délibérés par le Conseil de Paris lors des séances du 15, 16 et 17 décembre 2020, des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021, et du 16, 17,18 et 19 novembre 2021 ;
Vu la délibération 2022 DFA 5 portant approbation du compte de gestion de la Ville de Paris pour 2021 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Le compte administratif général des recettes et des dépenses de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 est arrêté ainsi qu'il suit :

Titres émis :		
Recettes	8 951 691 013,25 €	
Titres émis	8 900 930 904,35 €	
Dépenses mandatées :		
Crédits	8 951 691 013,25 €	
Mandats émis	8 856 417 906,48 €	
Balance :		
Recettes	8 900 930 904,35 €	
Dépenses	8 856 417 906,48 €	
Résultat de l'exercice 2021 (excédent)		44 512 997,87 €
Résultat cumulé au 31 décembre 2020 (déficit)		- 41 953 194,72 €
Résultat cumulé au 31 décembre 2021 (excédent)		2 559 803,15 €

2022 DFA 15-3 Affectation du résultat de fonctionnement à la section d'investissement.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2312-2 et L.2312-3, L.5217 10-1 à L. 5217-10-15 et L. 5217-12-2 à L.5217-12-5 ;
Vu l'arrêté du 17décembre 2020 relatif à l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs ;
Vu le résultat de la section de fonctionnement faisant apparaître un résultat cumulé au 31 décembre 2021 excédentaire de 2 559 803,15 € ;
Vu le résultat de la section d'investissement faisant apparaître un résultat cumulé au 31 décembre 2021 excédentaire de 14 544 741,99 € et des restes à réaliser pour un montant de 33 057 680,78 €, soit un besoin de financement total de 18 512 938,79 € ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'adopter le compte administratif de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Une somme de 2 559 803,15 € est affectée à la section d'investissement au titre de la reprise des résultats et du financement des restes à réaliser.
Article 2 : Le résultat de la section de fonctionnement, après affectation, est ainsi ramené à l'équilibre.

ANNEXES

- Vue d'ensemble
- Présentation croisée par fonction

III – ADOPTION DU CA — III

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — A

DEPENSES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI (1)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP
			REALISATIONS (mandats émis)	RESTES A REALISER au 31/12/N			
Dépenses d'investissement – Total		**2 418 265 117,26**	**1 999 558 633,10**	**33 057 680,78**	**385 648 803,38**	**1 439 660 253,87**	**559 898 379,23**
90	**Opérations ventilées**	**1 610 920 598,52**	**1 309 226 309,80**	**31 590 120,78**	**270 104 167,94**	**1 308 773 676,52**	**452 633,28**
900	Services généraux	182 560 344,17	130 769 580,55	6 316 146,80	45 474 616,82	130 769 580,55	0,00
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	26 696 628,70	24 739 984,67	177 901,97	1 778 742,06	24 739 984,67	0,00
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	145 867 658,45	130 146 616,21	364 399,17	15 356 643,07	130 146 616,21	0,00
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	204 533 013,04	169 784 762,78	9 291 133,35	25 457 116,91	169 784 762,78	0,00
904	Santé et action sociale (hors RSA)	55 027 482,92	44 293 199,85	3 035 773,07	7 698 510,00	44 293 199,85	0,00
904-4	RSA	400 000,00	312 342,20	38 872,84	48 784,96	312 342,20	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	691 648 856,78	544 180 858,06	5 947 324,90	141 520 673,82	544 171 354,78	9 503,28
906	Action économique	59 182 000,00	38 991 919,13	1 359 882,29	18 830 198,58	38 991 919,13	0,00
907	Environnement	68 718 614,46	59 904 209,68	1 564 144,30	7 250 260,48	59 904 209,68	0,00
908	Transports	176 286 000,00	166 102 836,67	3 494 542,09	6 688 621,24	165 659 706,67	443 130,00
909	Fonction en réserve						
92	**Opérations non ventilées**	**807 344 518,74**	**690 332 323,30**	**1 467 560,00**	**115 544 635,44**		**559 445 745,95**
921	Taxes non affectées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
922	Dotations et participations	4 248 031,00	4 247 031,18	0,00	999,82		4 247 031,18
923	Dettes et autres opérations financières	455 311 144,00	411 123 218,87	1 467 560,00	42 720 365,13		280 357 506,93
925	*Opérations patrimoniales*	*122 003 131,24*	*70 207 480,90*		*51 795 650,34*		*70 086 615,49*
926	*Transferts entre les sections*	*225 782 212,50*	*204 754 592,35*		*21 027 620,15*		*204 754 592,35*
Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1		**0,00**					

III – ADOPTION DU CA

A – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES

III

A

RECETTES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)		CREDITS SANS EMPLOI (1)
			REALISATIONS (titres émis)	RESTES A REALISER au 31/12/N	
Recettes d'investissement – Total		**2 418 265 117,26**	**2 014 103 375,09**	**0,00**	**404 161 742,17**
90	**Opérations ventilées**	**231 221 080,15**	**166 969 212,13**	**0,00**	**64 251 868,02**
900	Services généraux	7 293 000,00	1 600 189,42	0,00	5 692 810,58
900-5	Gestion des fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00
901	Sécurité	1 400 000,00	145 692,67	0,00	1 254 307,33
902	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	25 502 405,15	28 247 660,61	0,00	-2 745 255,46
903	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	72 887 731,00	26 425 498,89	0,00	46 462 232,11
904	Santé et action sociale (hors RSA)	6 687 937,00	4 274 321,48	0,00	2 413 615,52
904-4	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
905	Aménagement des territoires et habitat	96 913 187,00	88 478 762,41	0,00	8 434 424,59
906	Action économique	505 000,00	514 539,23	0,00	-9 539,23
907	Environnement	7 031 820,00	2 870 842,46	0,00	4 160 977,54
908	Transports	13 000 000,00	14 411 704,96	0,00	-1 411 704,96
909	Fonction en réserve				
92	**Opérations non ventilées**	**1 843 610 756,84**	**1 753 654 451,20**	**0,00**	**89 956 305,64**
921	Taxes non affectées	6 000 000,00	10 929 517,04	0,00	-4 929 517,04
922	Dotations et participations (sauf R922-1068)	111 000 000,00	100 428 785,55	0,00	10 571 214,45
923	Dettes et autres opérations financières	1 098 661 227,42	1 016 284 098,01	0,00	82 377 129,41
925	*Opérations patrimoniales*	*122 003 131,24*	*70 207 480,90*		*51 795 650,34*
926	*Transferts entre les sections (2)*	*505 946 398,18*	*555 804 569,70*		*-49 858 171,52*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**249 953 568,51**		**0,00**	
951	*Virement de la section de fonctionnement* (3)	*2 453 568,51*			
954	Produit des cessions d'immobilisations (3)	247 500 000,00		0,00	
922-1068	**Excédents de fonctionnement capitalisés (4)**	**0,00**	**0,00**		**0,00**
Pour information : 001 solde d'exécution de la SI reporté N-1		**93 479 711,76**			

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – restes à réaliser au 31/12.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission d'un titre ou d'un mandat (opération sans réalisation).

(4) Il s'agit des seules écritures d'ordre mixtes au 1068.

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES — B

DEPENSES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (1)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE
			REALISATIONS(mandats émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N			
Dépenses de fonctionnement – Total		**8 951 691 013,25**	**8 748 222 061,24**	**150 149 039,96**	**16 145 069,35**	**37 174 842,70**	**0,00**	**8 856 417 906,48**
93	**Services ventilés**	**6 582 930 564,02**	**6 404 619 349,85**	**90 292 862,92**	**16 145 069,35**	**71 873 281,90**	**0,00**	**6 494 912 212,77**
930	Services généraux	908 122 796,46	881 440 295,90	10 585 779,06	3 217 914,83	12 878 806,67	0,00	892 026 074,96
930-5	Gestion des fonds européens	488 746,00	214 617,24	0,00	0,00	274 128,76	0,00	214 617,24
931	Sécurité	400 137 176,61	396 211 760,12	488 970,58	983 153,58	2 453 292,33	0,00	396 700 730,70
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	750 166 959,65	732 206 968,70	1 593 529,08	1 393 817,45	14 972 644,42	0,00	733 800 497,78
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	568 241 919,27	555 850 272,80	1 571 416,89	947 201,63	9 873 027,95	0,00	557 421 689,69
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	1 750 442 510,14	1 686 064 409,68	48 320 876,55	4 882 677,95	11 174 545,96	0,00	1 734 385 286,23
934-3	APA	125 420 764,50	124 213 271,21	517 560,08	113 136,01	576 797,20	0,00	124 730 831,29
934-4	RSA / Régularisations de RMI	466 296 728,95	461 918 527,80	3 178 700,45	31 785,44	1 167 715,26	0,00	465 097 228,25
935	Aménagement des territoires et habitat	257 931 063,82	249 733 976,62	1 717 102,21	1 553 772,00	4 926 212,99	0,00	251 451 078,83
936	Action économique	53 430 567,81	47 090 310,54	4 009 392,40	285 900,81	2 044 964,06	0,00	51 099 702,94
937	Environnement	680 202 452,00	655 184 943,45	12 559 798,83	1 496 049,67	10 961 660,05	0,00	667 744 742,28
938	Transports	622 048 878,81	614 489 995,79	5 749 736,79	1 239 659,98	569 486,25	0,00	620 239 732,58
939	Fonction en réserve							
94	**Services communs non ventilés**	**2 324 353 686,00**	**2 301 649 516,67**	**59 856 177,04**	**0,00**	**-37 152 007,71**		**2 361 505 693,71**
940	Impositions directes	1 352 346 575,44	1 352 223 225,67	0,00	0,00	123 349,77		1 352 223 225,67
941	Autres impôts et taxes	241 767 181,27	232 975 962,71	4 996 379,00	0,00	3 794 839,56		237 972 341,71
942	Dotations et participations	73 291 456,11	73 273 164,00	0,00	0,00	18 292,11		73 273 164,00

Ville de Paris▶ Conseil de Paris ▶ Séance des 31 mai, 1 et 2 juin 2022

Bulletin officiel des délibérations

Ville de Paris - BUDGET PRINCIPAL - CA - 2021

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP + BS + DM + RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI (1)	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE
			REALISATIONS (mandats émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N			
943	Opérations financières	147 401 720,00	84 247 413,58	54 859 798,04	0,00	8 294 508,38		139 107 211,62
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	3 600 355,00	3 125 181,01	0,00	0,00	475 173,99		3 125 181,01
945	Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00			0,00		0,00
946	*Transferts entre les sections (2)*	*505 946 398,18*	*555 804 569,70*			*-49 858 171,52*		*555 804 569,70*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*		*0,00*
95	**Chapitre de prévision sans réalisation**	**2 453 568,51**						**0,00**
953	*Virement à la section d'investissement (3)*	*2 453 568,51*						*0,00*
Total des groupes fonctionnels		**8 909 737 818,53**	**8 706 268 866,52**	**150 149 039,96**	**16 145 069,35**	**37 174 842,70**	**0,00**	**8 856 417 906,48**
Pour information : 002 Résultat antérieur reporté N-1		**41 953 194,72**						

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – restes à réaliser au 31/12.

(2) Les comptes 68 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres ou de mandats (opérations sans réalisation).

III – ADOPTION DU CA — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES — B

RECETTES

Chapitre nature	Libellé	CREDITS OUVERTS (BP+BS+DM+RAR N-1)	CREDITS EMPLOYES (OU RESTANT A EMPLOYER)			CREDITS SANS EMPLOI
			REALISATION (titres émis)	RATTACHEMENTS	RESTES A REALISER au 31/12/N (1)	
Recettes de fonctionnement – Total		**8 951 691 013,25**	**8 839 776 261,31**	**61 154 643,04**	**0,00**	**50 760 108,90**
93	**Services ventilés**	**2 483 141 866,66**	**2 289 286 865,30**	**60 828 383,04**	**0,00**	**133 026 618,32**
930	Services généraux	314 773 975,27	315 955 760,60	2 447 854,93	0,00	-3 629 640,26
930-5	Gestion des fonds européens	6 962 000,00	5 571 604,95	0,00	0,00	1 390 395,05
931	Sécurité	1 250 000,00	1 563 175,17	0,00	0,00	-313 175,17
932	Enseign.,form. professionnelle, apprent.	83 800 349,00	75 152 606,62	3 017 026,67	0,00	5 630 715,71
933	Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	92 606 224,00	71 698 311,13	853 627,71	0,00	20 054 285,16
934	Santé et action sociale (hors APA et RSA/régularisation de RMI)	359 472 516,00	287 253 365,64	51 182 129,73	0,00	21 037 020,63
934-3	APA	18 337 000,00	26 433 187,04	0,00	0,00	-8 096 187,04
934-4	RSA / Régularisations de RMI	262 428 856,10	264 193 532,55	0,00	0,00	-1 764 676,45
935	Aménagement des territoires et habitat	73 543 326,00	117 809 418,57	0,00	0,00	-44 266 092,57
936	Action économique	59 490 500,29	37 136 217,51	0,00	0,00	22 354 282,78
937	Environnement	723 323 120,00	734 159 064,54	0,00	0,00	-10 835 944,54
938	Transports	487 154 000,00	352 360 620,98	3 327 744,00	0,00	131 465 635,02
939	Fonction en réserve					
94	**Services communs non ventilés**	**6 468 549 146,59**	**6 550 489 396,01**	**326 260,00**	**0,00**	**-82 266 509,42**
940	Impositions directes	3 608 127 986,00	3 593 146 105,00	326 260,00	0,00	14 655 621,00
941	Autres impôts et taxes	2 525 413 137,09	2 614 033 175,84	0,00	0,00	-88 620 038,75
942	Dotations et participations	90 609 301,00	113 258 598,28	0,00	0,00	-22 649 297,28
943	Opérations financières	18 616 510,00	25 296 924,54	0,00	0,00	-6 680 414,54
944	Frais de fonctionnement groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
945	Provisions et autres opérations mixtes (2)	0,00	0,00			0,00
946	*Transferts entre les sections (2)*	*225 782 212,50*	*204 754 592,35*			*21 027 620,15*
947	*Transferts à l'intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des groupes fonctionnels		**8 951 691 013,25**	**8 839 776 261,31**	**61 154 643,04**	**0,00**	**50 760 108,90**
Pour information : 002 Résultat antérieur reporté N-1		**0,00**				

(1) Crédits sans emploi = crédits ouverts – réalisations – restes à réaliser au 31/12.

(2) Les comptes 78 peuvent alimenter le chapitre 945 ou le chapitre 946 selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign.,form. professionnelle, apprent.	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
	DEPENSES	**415 370 250,05**	**130 769 580,55**	**0,00**	**24 739 984,67**	**130 146 616,21**	**169 784 762,78**	**44 293 199,85**	**312 342,20**
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 247 031,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	260 357 506,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	14 496 154,93	0,00	7 647,06	5 651 933,54	11 908 260,07	1 219 881,94	36 538,54
204	Subventions d'équipement versées	0,00	5 308 226,07	0,00	22 268 845,56	41 499 090,50	32 492 156,60	6 940 423,63	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	26 406 167,70	0,00	165 270,93	6 518 265,52	11 212 788,17	5 365 678,08	4 486,64
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 880 592,51	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	84 324 794,03	0,00	2 114 222,14	76 187 595,09	106 411 013,09	30 767 216,20	271 317,02
26	Participations et créances rattachées	75 319 278,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	55 446 433,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	234 237,82	0,00	183 998,98	289 731,56	5 879 952,34	0,00	0,00
	RECETTES	**1 127 642 400,60**	**1 600 189,42**	**0,00**	**145 692,67**	**28 247 660,61**	**26 425 498,89**	**4 274 321,48**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	111 358 302,59	0,00	0,00	0,00	0,00	1 111 179,31	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	1 526 107,77	0,00	0,00	27 775 021,54	18 802 832,54	4 228 403,39	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	954 386 631,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	10 716,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	47 693,83	36 536,29	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	63 365,65	0,00	0,00	2 767,62	583 840,87	9 381,80	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	61 897 466,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	145 692,67	469 871,45	5 879 952,34	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**544 180 858,06**	**38 991 919,13**	**59 904 209,68**	**166 102 836,67**		**1 724 596 559,85**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 247 031,18
13	Subventions d'investissement	9 503,28	0,00	0,00	443 130,00		452 633,28
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		280 357 506,93
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	6 913 855,98	399 544,57	1 573 245,53	3 174 351,25		45 381 413,41
204	Subventions d'équipement versées	233 084 624,51	28 003 902,70	10 226 604,21	47 406 571,02		427 230 444,80
21	Immobilisations corporelles	227 913 948,02	7 170 737,91	6 445 270,87	3 264 488,98		294 467 102,82
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		1 880 592,51
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	76 160 766,29	3 417 733,95	41 659 089,07	105 629 796,03		526 943 542,91
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		75 319 278,25
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		55 446 433,69
45	Opérations pour compte de tiers	98 159,98	0,00	0,00	6 184 499,39		12 870 580,07
RECETTES		**88 478 762,41**	**514 539,23**	**2 870 842,46**	**14 411 704,96**		**1 294 611 612,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		112 469 481,90
13	Subventions d'investissement	87 252 398,16	204 539,23	2 715 462,40	8 159 377,76		150 664 142,79
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		954 386 631,71
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	2 346,06	0,00	0,00	0,00		13 062,06
204	Subventions d'équipement versées	191 838,96	310 000,00	5 442,25	0,00		507 281,21
21	Immobilisations corporelles	680 363,42	0,00	0,00	0,00		764 593,54
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	344 445,29	0,00	149 937,81	197 316,68		1 351 055,72
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		61 897 466,30
45	Opérations pour compte de tiers	7 370,52	0,00	0,00	6 055 010,52		12 557 897,50

2022 DFA 18 Signature d'un contrat de concession de services relative à l'exploitation, l'entretien et la valorisation de l'établissement dénommé Le Chalet des Iles, situé sur le lac inférieur dans le Bois de Boulogne (16e).

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de la commande publique ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses article L1411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris lui propose d'autoriser la signature d'un contrat de concession de services relative à l'exploitation, l'entretien et la valorisation de l'établissement dénommé Le Chalet des Iles, situé sur le lac inférieur dans le Bois de Boulogne à Paris 16e ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022,
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer un contrat de concession de services relative à l'exploitation, l'entretien et la valorisation de l'établissement dénommé Le Chalet des Iles, situé sur le lac inférieur dans le Bois de Boulogne à Paris 16e, pour une durée de 12 ans à compter de la mise à disposition des biens avec la société LE CHALET DES ILES, dont le texte est joint en annexe du présent projet de délibération.

Article 2 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement des années 2022 et suivantes.

Article 3 : Le concessionnaire est autorisé à déposer toutes les demandes d'autorisations au titre du code de l'urbanisme et notamment les demandes de permis d'aménager, permis de construire, permis de démolir et déclaration préalable ainsi que toutes les demandes d'autorisations au titre des codes du patrimoine et de l'environnement qui seraient nécessaires à la réalisation de travaux ou aménagements prévus par le contrat de concession de service public.

2022 DFA 20 Avenants d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres et avenant modifiant l'annexe 1 de la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP par le groupement de commandes.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2511-1 ;
Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L2113-6 et L. 2113-2 et suivants ;
Vu la délibération 2021 DFA54 date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ayant pour objet l'adhésion à la convention constitutive d'un groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres ;
Vu la convention de groupement de commande 2021 DFA54 en date du 24 janvier 2022 pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres, et notamment son article 9 ;
Vu la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP par le groupement de commandes, et notamment son article 3.2 ;
Vu l'avenant d'adhésion n°1 transmis par l'office du tourisme et des Congrès de Paris, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°2 transmis par l'école supérieure Estienne des arts et industries graphiques, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°3 transmis par le lycée technologique Duperré ESAA, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°4 transmis par Paris Habitat OPH, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°5 transmis par la Société d'Économie Mixte Paris Seine, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°6 transmis par la Société Publique Locale PariSeine, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°7 transmis par le Groupement d'intérêt Économique PariSeine, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°8 transmis par l'École Boulle, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°9 transmis par la Caisse des écoles du 8e arrondissement, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°10 transmis par la Caisse des écoles du 10e arrondissement, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°11 transmis par la Caisse des écoles du 18e arrondissement, joint ;
Vu l'avenant d'adhésion n°12 transmis par la Caisse des écoles du 20e arrondissement, joint ;
Vu l'avenant modifiant l'annexe 1 à la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP, joint ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire demande l'autorisation de signer les avenants d'adhésion à la convention constitutive d'un groupement de commandes précité
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés les douze avenants d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres, dont la Ville de Paris est coordonnateur.

Article 2 : Est approuvé l'avenant modifiant l'annexe n°1 à la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP susvisée ;

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les avenants d'adhésion à la convention de groupement de commandes et à la convention de partenariat conclue avec l'UGAP, annexés au présent projet.

2022 DFA 21 États spéciaux d'arrondissement - Compte de gestion 2021 du DRFIP.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'article L. 2121-31 du code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui soumet les résultats généraux des comptes de gestion des arrondissements présentés par M. le directeur régional des finances publiques de l'Ile-de-France et de Paris, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2021 ; ensemble ledit compte ;
Vu le compte administratif 2021 des états spéciaux d'arrondissement ;
Vu les délibérations 2020 DFA 61 adoptant le budget primitif 2021 des états spéciaux d'arrondissement, 2021 DFA 13 modifiant le montant des dotations destinées aux états spéciaux d'arrondissement et 2021 DFA 46 adoptant le budget supplémentaire des états spéciaux d'arrondissement ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Statuant sur la situation du comptable au 31 décembre 2021 et sauf le règlement et l'apurement par la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France, admet, conformément à l'article L.2121-31 du code général des collectivités territoriales, le compte en deniers de M. le directeur régional des finances publiques de l'Ile-de-France et de Paris, tel qu'il est présenté à la clôture de la gestion 2021 pour les opérations concernant les états spéciaux des arrondissements.

2022 DFA 22 Plan de soutien aux acteurs économiques et associatifs pendant l'épidémie de Covid-19 - Mesures complémentaires de soutien à certains titulaires de contrat d'occupation et d'exploitation d'équipements relevant des secteurs de la restauration et de l'évènementiel.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-29, L.2122-21, L2122-22, L.2241-1, et L2511-1 et suivants ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2125-1 et L. 2125-3 ;
Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L3135-1 et R3135-5 ;
Vu l'ordonnance n°2020-319 du 25 mars 2020 portant diverses mesures d'adaptation des règles de passation, de procédure ou d'exécution des contrats soumis au code de la commande publique et des contrats publics qui n'en relèvent pas pendant la crise sanitaire née de l'épidémie de covid-19, notamment son article 6 ;
Vu l'ordonnance n° 2020-460 du 22 avril 2020 portant diverses mesures prises pour faire face à l'épidémie de covid-19 ;
Vu les décrets successifs n° 2020-293 du 23 mars 2020 (modifié par le décret n° 2020-423 du 14 avril 2020), n° 2020-545 du 11 mai 2020 (complété par le décret n° 2020-604 du 20 mai 2020), n° 2020-663 du 31 mai 2020 (modifié par le décret n° 2020-724 du 14 juin 2020), n°2020-1310 du 29 octobre 2020 (modifié par le décret n°2021-606 du 18 mai 2021), n°2021-699 du 1er juin 2021 (modifié successivement par le décret n°2021-724 du 7 juin 2021, le décret n°2021-782 du 18 juin 2021, le décret n°2021-850 du 29 juin 2021 et le décret n°2021-910 du 8 juillet 2021) prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022.
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande au Conseil de Paris l'autorisation de signer les avenants à 21 conventions d'occupation du domaine public et concessions, dans les domaines de la restauration et de l'évènementiel ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer les avenants aux conventions d'occupation du domaine public et concessions suivants :

- Avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public pourtant sur l'Aérogare des Invalides, conclue avec la société Air France (7e) ;
- Avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public valant concession de travaux portant sur le Pavillon Ledoyen, conclue avec la société Le Carré des Champs Elysées (8e) ;
- Avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Pavillon de l'Elysée, conclue avec la société l'Usine / Instant T (8e) ;
- Avenant n°3 à la convention d'occupation du domaine public portant sur les locaux couverts de la culée droite du Pont Alexandre III, conclue avec la société Culée Droite Exploitation (8e) ;
- Avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le restaurant Le Bosquet, conclue avec la société RNTM (12e) ;
- Avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Chalet du Lac Saint Mandé, conclue avec la société Nouveau Chalet du Lac (12e) ;
- Avenant n°1 à la concession de travaux portant sur le Chalet de la Porte Jaune conclue avec la société Rosa Bonheur au Chalet de la Porte Jaune
- Avenant n° 2 au contrat de concession de travaux portant sur le restaurant Le Plateau de Gravelle, conclue avec la société Goût de Paris (12e) ;
- Avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Chalet des Iles Daumesnil, conclue avec la société Cylly (12e),
- Avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public valant concession de travaux portant sur la Buvette du Parc André Citroën, conclue avec la société Concept au Parc (15e) ;
- Avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Domaine de Longchamp, conclue avec la Fondation GoodPlanet (16e) ;
- Avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Chalet des Iles du Bois de Boulogne, conclue avec la société Chalet des Iles (16e) ;
- Avenant n° 3 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Pavillon de la Grande Cascade, conclue avec la société Pavillon de la Grande Cascade (16e) ;
- Avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Pavillon du Pré Catelan, conclue avec la société Lenôtre (16e) ;
- Avenant n° 3 à la convention d'occupation du domaine public valant concession de travaux portant sur le Pavillon d'Armenonville, conclue avec la Société des Pavillons Parisiens (16e) ;
- Avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public-concession de travaux portant sur le Pavillon Royal, conclue avec la société du Pavillon Royal (16e) ;
- Avenant n°2 au contrat de concession de travaux portant sur le Pavillon Puebla, conclue avec la société Puebla SAS (19e) ;
- Avenant n° 2 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Pavillon du chemin de fer, conclue avec la société Rosa Bonheur (19e) ;
- Avenant n° 3 à la convention d'occupation du domaine public portant sur le Pavillon du Lac des Buttes Chaumont, conclue avec la société Ça Fait Rêver (19e) ;
- Avenant n° 4 à la convention d'occupation du domaine public portant sur l'établissement La Rotonde de Ledoux, conclue avec la société Foncière de Paris (19e).
- Avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public valant concession de travaux portant sur l'établissement Le Pavillon des Canaux, conclue avec la société CHEPOOKA

Article 2 : L'impact financier sera constaté aux budgets de fonctionnement 2022 à 2025 de la Ville de Paris.

2022 DFPE 12 Subvention (359.358 euros) et avenant n° 1 avec l'association AJEFA (10e) pour ses 5 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 7 janvier 2022 par l'association AJEFA et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association AJEFA ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association AJEFA ayant son siège social 19 rue Lucien Sampaix (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 359 358 euros est allouée à l'association AJEFA. (N° tiers PARIS ASSO : 16758, N° dossier : 2022_02671).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 13 Subvention (2.009.768 euros) et avenant n° 1 avec l'association ENFANT PRESENT pour ses 5 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association ENFANT PRESENT et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association ENFANT PRESENT ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ENFANT PRESENT ayant son siège social 15-21 rue des Montiboeufs (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 2 009 768 euros est allouée à l'association ENFANT PRESENT.
(N° tiers PARIS ASSO : 45861, N° dossier : 2022_02885).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 14 Subvention (1.559.831 euros) et avenant n° 1 avec l'association ENVOLUDIA (93100 Montreuil) pour ses 5 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 7 janvier 2022 par l'association ENVOLUDIA et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association ENVOLUDIA ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ENVOLUDIA ayant son siège social 261, rue de Paris 93100 Montreuil, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 1 559 831 euros est allouée à l'association ENVOLUDIA.
(N° tiers PARIS ASSO : 7361, N° dossier : 2022_02684).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 25 Subvention (1.334.528 euros) et avenant n° 1 avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) (11e) pour ses 6 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) ayant son siège social 27-29, avenue Philippe Auguste (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 1 334 528 euros est allouée à l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE). (N° tiers PARIS ASSO : 21221, N° dossier : 2022_02313).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 32 Subvention (645.316 euros) et avenant n° 1 avec l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B) (20e) pour ses 3 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B.) et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B) ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B) ayant son siège social 162, rue de Belleville (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 645 316 euros est allouée à l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B) (N° Tiers PARIS ASSO : 20264, N° de dossier 2022_02923).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 33 Subvention (691.605 euros) et avenant n° 1 avec l'association Institut d'études, de recherches, et de formation en action sociale (I.E.R.F.A.S.) (15e) pour ses 2 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Institut d'études, de recherches, et de formation en action sociale (I.E.R.F.A.S.) et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Institut d'études, de recherches, et de formation en action sociale (I.E.R.F.A.S.) ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Institut d'études, de recherches, et de formation en action sociale (I.E.R.F.A.S.) ayant son siège social 25/29, rue du Général Beuret (15e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 691 605 euros est allouée à l'association Institut d'études, de recherches, et de formation en action sociale (I.E.R.F.A.S.).
(N° tiers PARIS ASSO : 20559, N° dossier : 2022_02716).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 34 Subvention (777.304 euros) et avenant n° 1 avec l'association ESPEREM (6e) pour ses 4 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association ESPEREM et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association ESPEREM ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ESPEREM ayant son siège social 83, rue de Sèvres (6e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 777 304 euros est allouée à l'association ESPEREM.
(N° tiers PARIS ASSO : 191343, N° dossier : 2022_02539).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 39 Subvention (5.205.571 euros) et avenant n° 1 avec l'association CRESCENDO (11e) pour ses 22 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association CRESCENDO et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association CRESCENDO ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association CRESCENDO ayant son siège social 102 C, rue Amelot (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 5 205 571 euros est allouée à l'association CRESCENDO.
(N° tiers PARIS ASSO : 9608, N° dossier : 2022_02548).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 45 Subvention (2.674.877 euros) et avenant n° 1 avec l'association LA MAISON DES BOUT'CHOU (6e) pour ses 15 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 1er janvier 2022 par l'association LA MAISON DES BOUT'CHOU et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association LA MAISON DES BOUT'CHOU ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association LA MAISON DES BOUT'CHOU ayant son siège social 12, rue Vavin (6e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 2 674 877 euros est allouée à l'association LA MAISON DES BOUT'CHOU. (N° tiers PARIS ASSO : 17958, N° dossier : 2022_04888).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 47 Subvention (6.472.884 euros) et avenants n° 1 avec l'association ABC PUERICULTURE (16e) pour ses 24 établissements d'accueil de la petite enfance et son Service de garde à domicile.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association ABC PUERICULTURE et la Ville de Paris pour 24 établissements d'accueil de la petite enfance ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association ABC PUERICULTURE et la Ville de Paris pour le service de garde à domicile (CAD) ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association ABC PUERICULTURE ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des avenants n° 1 aux conventions, dont les textes sont joints à la présente délibération avec l'association ABC PUERICULTURE ayant son siège social 9 rue Jean de la Fontaine (16e), pour l'attribution de subventions de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 6 393 975 euros est allouée à l'association ABC PUERICULTURE pour ses 24 établissements de petite enfance.

(N° tiers PARIS ASSO : 17957, N° dossiers : 2022_02670).

Article 3 : Une subvention de 78 909 euros est allouée à l'association ABC PUERICULTURE pour son Service à domicile (n° tiers Paris Asso : 17957, n° dossier 2022_02669).

Article 4 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 50 Subvention (13.045 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Maison de l'Enfance (16e) pour la halte-garderie (16e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association La Maison de l'Enfance et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association La Maison de l'Enfance ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association La Maison de l'Enfance ayant son siège social 7, rue Serge Prokofiev (16e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 13 045 euros est allouée à l'association La Maison de l'Enfance.

(N° tiers PARIS ASSO : 34481 N° dossier : 2022_02688).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 51 Jardin d'enfants situé 3 rue Victor Dejeante (20e) - Convention de gestion Ville/Paris Habitat OPH.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec Paris Habitat OPH une convention de gestion et de remboursement des charges relatives au jardin d'enfants situé 3 rue Victor Dejeante (20e) ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU, au nom de la 6e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec Paris Habitat OPH, la convention de gestion et de remboursement des charges afférentes à l'équipement situé 3 rue Victor Dejeante (20e), dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement des exercices 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 52 Subvention (3.437.615 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Maison Kangourou (L.M.K.) (10e) pour ses 17 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association La Maison Kangourou (L.M.K.) et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association La Maison Kangourou (L.M.K.) ;

Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association La Maison Kangourou (L.M.K.) ayant son siège social 10, rue Lancry (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 3 437 615 euros est allouée à l'association La Maison Kangourou (L.M.K.). (N° tiers PARIS ASSO : 20597, N° dossier : 2022_02690).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 53 Logement affecté à une maison d'assistantes maternelles situé 27/35 rue Bréguet (11e) - Convention de gestion Ville/Paris Habitat OPH.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec Paris Habitat OPH une convention de gestion et de remboursement des

charges relatives au logement aménagé en maison d'assistantes maternelles situé 27/35 rue Breguet et 7/19 Villa Marcès à Paris 11e ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec Paris Habitat OPH, la convention de gestion et de remboursement des charges afférentes au logement aménagé en maison d'assistantes maternelles situé 27/35 rue Breguet et 7/19 Villa Marcès (11e), dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement des exercices 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 54 Crèche et logement situés 35bis/37 rue Falguière (15e) - Convention de gestion et de remboursement de charges Ville/Paris Habitat OPH.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.
Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer, avec Paris Habitat OPH, une convention de gestion et de remboursement des charges relatives à la crèche et au logement de fonction situés 35bis/37 rue Falguière (15e) ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec Paris Habitat OPH, la convention de gestion et de remboursement des charges afférentes à la crèche et au logement de fonction situés 35bis/37 rue Falguière (15e), dont le texte est joint à la présente délibération.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement des exercices 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 58 Subventions (136.240 euros), convention d'équipement et avenant n° 1 avec l'association Crèche Parentale Pirouett' (13e) pour la crèche parentale 147 bd Auguste Blanqui (13e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.
Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Crèche Parentale Pirouett' et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions de fonctionnement et d'équipement à l'association Crèche Parentale Pirouett';
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Crèche Parentale Pirouett' ayant son siège social 147, Boulevard Auguste Blanqui (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 104 832 euros est allouée à l'association Crèche Parentale Pirouett' (n° tiers PARIS ASSO : 32 261, N° dossier : 2022_02701).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Crèche parentale Pirouett, ayant son siège social 147, Boulevard Auguste Blanqui à Paris (13e) pour l'attribution d'une subvention d'investissement.
Article 5 : Une subvention de trente et un mille quatre cent huit euros (31 408 €) est allouée à l'association Crèche parentale Pirouett, pour la crèche parentale située 147, Boulevard Auguste Blanqui à Paris 13e pour la réalisation de travaux de rénovation et de mises aux normes (n° tiers Paris ASSO 32261, n° dossier 2022_06738).

Article 6 : La dépense d'investissement correspondante sera imputée au budget d'investissement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 61 Subvention (50.173 euros) et avenant n° 1 avec l'association Lutin Lune (20e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Lutin Lune et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Lutin Lune ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Lutin Lune ayant son siège social 37, rue de la Réunion (20e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 50 173 euros est allouée à l'association Lutin Lune.

(N° tiers PARIS ASSO : 20724, N° dossier : 2022_02697).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 62 Subventions (167.650 euros) à 7 associations, dont 1 avec convention pluriannuelle d'objectifs, 4 avec convention annuelle et 1 avec avenant à convention pluriannuelle d'objectifs pour leurs actions visant à renforcer les liens parents-enfants par des activités partagées, ludiques et intergénérationnelles et à favoriser les échanges entre pairs dans les 9e, 10e, 11e, 13e, 19e arrondissements. Budget participatif 2021 : subvention (4.000 euros) à l'association « Belle Ville ABV » avec convention pour la création d'une fresque en vue d'embellir la ludothèque citoyenne située Place Marcel Achard (19e).

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 24/02/2022 par l'association « Au temps du jeu » et la Ville de Paris.

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à sept associations, la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs, de quatre conventions annuelles et d'un avenant à convention pluriannuelle d'objectifs et l'attribution d'une subvention d'investissement à une association et la signature d'une convention.

Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association TOUT AUTRE CHOSE ayant son siège social 40, rue Milton (9e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 13.500 euros est allouée à l'association TOUT AUTRE CHOSE (N° tiers PARIS ASSO : 18990, N° dossier : 2022_00368) pour son projet « Les clés pour réussir ».

Article 3 : Une subvention de 1.150 euros est allouée à l'association MOSAÏQUES.9 ayant son siège social 24, rue de la Rochefoucauld (9e) (N° tiers PARIS ASSO : 19882, N° dossier : 2022_00474) pour son projet « Familles en Dialogue ».

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Fédération Nationale Pour la Promotion, Prévention, de la

Santé Psychique (F.N.P.P.S.P) - Les Pâtes au Beurre ayant son siège social 57, rue Charles Monselet 44000 Nantes, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 5 : Une subvention de 10.000 euros est allouée à l'association Fédération Nationale Pour la Promotion, Prévention, de la Santé Psychique (F.N.P.P.S.P) - Les Pâtes au Beurre (N° tiers PARIS ASSO : 194124, N° dossier : 2022_06753) pour la mise en place de deux accueils « Pâtes au Beurre » et pour ses actions de soutien à la parentalité au sein du « Centre Ressources de la Famille - Paris » dans le 10e arrondissement.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS d'Ile-de-France ayant son siège social 5, impasse Bon Secours (11e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 7 : Une subvention de 100.000 euros est allouée à l'association ECOLE DES PARENTS ET DES EDUCATEURS (N° tiers PARIS ASSO : 19633) pour les projets suivants :

- « Développer les échanges entre parents et réseaux de pairs » (2022_01559) : 50.000 € ;
- « Le Café des parents et des Éducateurs d'Ile-de-France et son extension hors les murs » (11e) (2022_00650) : 50.000 €.

Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association COURANT D'ART FRAIS ayant son siège social 19, rue de la Fontaine à Mulard (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 9 : Une subvention de 3.000 euros est allouée à l'association COURANT D'ART FRAIS (N° tiers PARIS ASSO : 10785, N° dossier : 2022_06177) pour son projet « activité familiale de fabrication de marionnettes géantes ».

Article 10 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention pluri-annuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association AU TEMPS DU JEU ayant son siège social 8, square Dunois - Ludothèque Denise Garron 75013 PARIS, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 11 : Une subvention de 27.000 euros est allouée à l'association AU TEMPS DU JEU (N° tiers PARIS ASSO : 197070, N° dossier : 2022_06726) pour ses actions « Hors les murs » dans le quartier Dunois.

Article 12 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention pluriannuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association A L'ADRESSE DU JEU ayant son siège social 15, rue Rabelais 93100 Montreuil, pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 13 : Une subvention de 13.000 euros est allouée à l'association A L'ADRESSE DU JEU (N° tiers PARIS ASSO : 186753) pour l'animation du café jeu « Au hasard d'un café » dans le 19e selon la répartition suivante :

- 7 000 euros (DFPE / Mission Familles) (2022_06174)
- 6 000 euros (DDCT / Service Politique de la Ville) (2022_01813)

Article 14 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits comme suit :

- 161.650 euros sur les crédits de la Direction des Familles et de la Petite Enfance ;
- 6.000 euros sur les crédits de la Direction de la Démocratie, des Citoyen-ne-s et des Territoires.

Article 15 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association « Association Belle Ville ABV » ayant son siège social 17, rue Jules Romains (19e), pour l'attribution d'une subvention d'investissement.

Article 16 : Une subvention d'investissement non renouvelable de 4.000 euros, au titre du budget participatif, est allouée à l'association « Association Belle Ville ABV » (n° Paris ASSO : 19704 ; demande n° 2022_06713) pour la création d'une fresque sur le container de la Ludomouv Citoyenne située Place Marcel Achard (19e).

Article 17 : La dépense d'investissement correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits comme suit :

- « Association Belle Ville ABV » : 4.000 euros.

2022 DFPE 63 Subvention (68.195 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Enfances (18e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Les Enfances et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Les Enfances ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Les Enfances ayant son siège social 33, rue Boucry, à Paris (18e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 68 195 euros est allouée à l'association Les Enfances.
(N° tiers PARIS ASSO : 20526, N° dossier : 2022_03024).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 64 Subvention (113.361 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Crocos (12e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Les Crocos et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Les Crocos ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Les Crocos ayant son siège social 180, avenue Daumesnil (12e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 113 361 euros est allouée à l'association Les Crocos.
(N° tiers PARIS ASSO : 48921, N° dossier : 2022_04547).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 67 Accompagner chaque famille selon ses besoins spécifiques - Subventions (140.000 euros) à 7 associations, dont 1 avec convention annuelle, et 2 avec convention pluriannuelle d'objectifs, pour leurs actions de soutien à la parentalité dans les 10e, 11e, 13e et 19e arrondissements.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 21/06/2021 par l'association « Olga Spitzer » et la Ville de Paris ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 10/06/2021 par l'association « Espace 19 » et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à sept associations et la signature d'une convention annuelle et de deux avenants à convention pluriannuelle d'objectifs ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,
Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 5 000 euros est attribuée à l'association CONTACT PARIS ILE-DE-FRANCE (4e) pour ses actions de soutien en direction des gays / lesbiennes / bisexuel(le)s / personnes trans et de leurs familles à Paris (N° tiers PARIS ASSO : 32521 - 2022_02328).
Article 2 : Une subvention d'un montant de 6 000 euros est attribuée à l'association LIGARE (15e) pour son action d'accompagnement et de soutien pour les parents adoptifs à Paris (N° tiers PARIS ASSO : 100761 - 2022_01245).
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention pluri-annuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association OLGA SPITZER (10e) ayant son siège social 9, rue des Petites Ecuries (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 4 : Une subvention d'un montant de 60 000 euros est attribuée à l'association OLGA SPITZER (10e) pour ses actions dans le cadre du fonctionnement de son Service d'Écoute Psychologique Parents - Enfants Donald W. Winnicott à Paris (N° tiers PARIS ASSO : 10366 - 2022_06240).
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n°1 à la convention pluri-annuelle d'objectifs, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association ESPACE 19 (19e) ayant son siège social 6, rue Henri Verneuil (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 6 : Une subvention d'un montant 30 000 euros est attribuée à l'association ESPACE 19 (19e) pour son action « Une place pour tous ! » (N° tiers PARIS ASSO : 246 - 2022_02960).
Article 7 : Une subvention d'un montant de 10 000 euros est attribuée à la FONDATION OPEJ - BARON EDMOND DE ROTHSCHILD (10e) pour les actions d'accompagnement des familles de la Maison des Familles et des Cultures (10e, 11e) (N° tiers PARIS ASSO : 39101 - 2022_02533).
Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association MOI ET MES ENFANTS ayant son siège social 11, rue Caillaux (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 9 : Une subvention de 25 000 euros est allouée à l'association MOI ET MES ENFANTS (13e) pour son action en faveur des familles monoparentales dans le 13e arrondissement (N° tiers PARIS ASSO : 190018 - 2022_02574).
Article 10 : Une subvention d'un montant de 4 000 euros est attribuée à l'association YACHAD (14e) pour son action « FemmeS sous un autre jour » et son action de médiation sociale et culturelle en faveur des femmes isolées dans le 14e arrondissement (N° tiers PARIS ASSO : 10366), selon la répartition suivante :
- 2 000 euros (2022_06529)
- 2 000 euros (2022_06530)

Article 11 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 68 Subvention (88.530 euros) et avenant n° 1 avec l'association RESEAU TREIZE (13e) pour le multi-accueil Le Petit Navire (13e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Réseau Treize et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Réseau Treize ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Réseau Treize ayant son siège social 27, rue du Javelot (13e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 88 530 euros est allouée à l'association Réseau Treize.
(N° tiers PARIS ASSO : 31401, N° dossier : 2022_ 03641).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 70 Subvention (60.616 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Porte Entr'ouverte (14e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association La Porte Entr'ouverte et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association La Porte Entr'ouverte ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association La Porte Entr'ouverte ayant son siège social 67, rue Maurice Ripoche (14e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 60.616 euros est allouée à l'association La Porte Entr'ouverte.

(N° tiers PARIS ASSO : 27561, N° dossier : 2022_02661).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 71 Subvention (23.376 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Petits Lardons (10e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association Les Petits Lardons et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Les Petits Lardons ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Les Petits Lardons ayant son siège social 20, rue des Écluses Saint Martin (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 23 376 euros est allouée à l'association Les Petits Lardons.

(N° tiers PARIS ASSO : 21172, N° dossier : 2022_02949).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 76 Subvention (57.572 euros) et avenant n° 1 avec l'association Grenadine et Menthe à l'Eau (19e) pour la pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association Grenadine et Menthe à l'Eau et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association Grenadine et Menthe à l'Eau ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association Grenadine et Menthe à l'Eau ayant son siège social 9 rue du Docteur Potain à Paris (19e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 57 572 euros est allouée à l'association Grenadine et Menthe à l'Eau.
(N° tiers PARIS ASSO : 20639, N° dossier : 2022_04769).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 78 Subvention (60.024 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Cool Douche (14e) pour la crèche parentale.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association LA COOL DOUCHE et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association LA COOL DOUCHE ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association LA COOL DOUCHE ayant son siège social 167, rue d'Alésia à Paris (14e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 60.024 euros est allouée à l'association LA COOL DOUCHE.
(N° tiers PARIS ASSO : 11905, N° dossier : 2022_04989).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 80 Animation d'ateliers en direction des professionnel.le.s de l'accueil individuel dans des relais d'assistant.e.s maternel.le.s et d'auxiliaires parentales et parentaux (RAM-RAP) - Subventions (823.699,32 euros) et nouvelles conventions pluriannuelles d'objectifs avec 5 associations pour leurs actions dans Paris Centre et dans les 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e 18e, 19e et 20e arrondissements.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par laquelle Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention et la signature d'une nouvelle convention pluriannuelle d'objectifs avec les cinq associations suivantes : ABC Puériculture, Centre d'Action Sociale Protestant dans la région parisienne, Crescendo, la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon et La Maison de l'Enfance ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association « ABC Puériculture » ayant son siège social 9, rue Jean de la Fontaine (16e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution, au titre de l'année 2022, d'une subvention de fonctionnement relative à l'activité du relais d'assistant.e.s maternel.le.s - relais d'auxiliaires parentales et parentaux « Le petit jardin », sis 9, rue Aristide Maillol (15e).

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association ABC Puériculture, dont le siège social est situé 9, rue Jean de la Fontaine (16e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution, au titre de l'année 2022, d'une subvention de fonctionnement relative à l'activité du relais d'assistant.e.s maternel.le.s - relais d'auxiliaires parentales et parentaux itinérant « Le Petit Bus».

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre d'Action Sociale Protestant dans la région parisienne, dont le siège social est situé 20, rue Santerre (12e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution, au titre de l'année 2022, d'une subvention de fonctionnement, relative à l'activité des relais d'assistant.e.s maternel.le.s - relais d'auxiliaires parentales et parentaux, la Bulle d'air, sis 60, rue Greneta (2e).

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec l'association CRESCENDO dont le siège social est situé 102C, rue Amelot (11e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution, au titre de l'année 2022, d'une subvention de fonctionnement, relative à l'activité des relais d'assistant.e.s maternel.le.s - relais d'auxiliaires parentales et parentaux.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon, dont le siège est situé 35, rue du Plateau à Paris (19e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution, au titre de l'année 2022, d'une subvention de fonctionnement relative à l'activité des relais d'auxiliaires parentales et parentaux.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, avec l'association La Maison de l'Enfance dont le siège social est situé 7, rue Serge Prokofiev (16e), une convention pluriannuelle d'objectifs dont les textes est joint à la présente délibération, pour l'attribution, au titre de l'année 2022, d'une subvention de fonctionnement, relative à l'activité du relais d'auxiliaires parentales et parentaux, sis à la même adresse.

Article 7 : Une subvention de fonctionnement total de 275.157 euros est allouée pour l'exercice 2022, à l'association ABC Puériculture (n° Paris Asso : 17957 - n° dossier : 2022_02668) selon la répartition suivante :

- le fonctionnement du RAM-RAP - Le Petit Jardin : 101.179 euros ;
- le fonctionnement du RAM-RAP itinérant - Le Petit Bus : 173.978 euros.

Article 8 : Une subvention de fonctionnement de 50.825 euros est allouée pour l'exercice 2022, au Centre d'Action Sociale Protestant dans la région parisienne (n° Paris Asso : 48161, n° dossier : 2022_02610).

Article 9 : Une subvention de fonctionnement de 58.842,32 euros est allouée pour l'exercice 2022, à l'association CRESCENDO (n° Paris Asso : 9608 - n° dossier : 2022_01490).

Article 10 : Une subvention de fonctionnement de 370.626 euros est allouée pour l'exercice 2022, à la Fondation Œuvre de la Croix Saint-Simon (n° Paris Asso : 18170 - n° dossier : 2022_02016).

Article 11 : Une subvention de fonctionnement de 68.249 euros est allouée pour l'exercice 2022, à l'association La Maison de l'Enfance (n° Paris Asso : 34481- n° dossier: 2022-02689).

Article 12 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes (823.699,32 euros) seront imputées au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivant de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 82 Subvention (53.721 euros) et avenant n° 1 avec l'association République Enfants pour la crèche parentale (10e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par l'association République Enfants et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association République Enfants ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association République Enfants ayant son siège social 48, quater rue du Faubourg Saint Denis (10e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 53 721 euros est allouée à l'association République Enfants.
(N° tiers PARIS ASSO : 44 801, N° dossier : 2022_02663).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 89 Subvention (114.536 euros) et avenant n° 1 avec l'association LES ATELIERS POUR LES PETITS (18e) pour la halte-garderie.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 09 décembre 2021 par l'association LES ATELIERS POUR LES PETITS et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association LES ATELIERS POUR LES PETITS ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec l'association LES ATELIERS POUR LES PETITS ayant son siège social 26, rue Durantin (18e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 114 536 euros est allouée à l'association LES ATELIERS POUR LES PETITS. (N° tiers PARIS ASSO : 20553, N° dossier : 2022_02347).
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 90 Subvention (2.211.320 euros) et avenant n° 1 avec la fondation Léopold Bellan (8e) pour ses 7 établissements d'accueil de la petite enfance.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par la fondation Léopold Bellan et la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à la fondation Léopold Bellan ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec la fondation Léopold Bellan ayant son siège social 64 rue du Rocher (8eme), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.
Article 2 : Une subvention de 2 211 320 euros est allouée à la fondation Léopold Bellan.
N° tiers PARIS ASSO : 186726 - N° dossier : 2022_03411.
Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 92 Subventions (231.949 euros), convention et avenant n° 1 avec la Fondation Henriette Viollet - Aide aux Familles (7e) pour la halte-garderie.

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu la convention pluriannuelle d'objectifs signée le 9 décembre 2021 par la Fondation Henriette Violet - Aide aux Familles et la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement et une subvention d'investissement à la Fondation Henriette Viollet - Aide aux Familles ;

Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un avenant n° 1 à la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec la Fondation Henriette Viollet - Aide aux Familles ayant son siège social 12, rue Chomel (7e), pour l'attribution d'une subvention de fonctionnement.

Article 2 : Une subvention de 132.676 euros est allouée à la Fondation Henriette Viollet - Aide aux Familles (N° Tiers PARIS ASSO 16834 - N° de dossier 2022_02508).

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2021 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la fondation « Henriette Viollet- aide aux familles », ayant son siège social est situé 12, rue Chomel à Paris (7e) pour l'attribution d'une subvention d'investissement.

Article 5 : Une subvention de quatre-vingt-dix-neuf mille deux cent soixante-treize euros (99 273 €) est allouée à la fondation « Henriette Viollet-aide aux familles », pour la halte-garderie située 12 rue Chomel à Paris 7e pour la réalisation de travaux pour la transformation de la halte-garderie en multi-accueil (n° tiers Paris ASSO 16834, n° dossier 2022_6714).

Article 6 : La dépense d'investissement correspondante sera imputée au budget d'investissement de l'exercice 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 96 Subvention (1.288.075 euros) et convention avec l'association « ABC Puériculture » (16e) pour la création d'un établissement d'accueil du jeune enfant au 9-9 bis rue Labie (17e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'association ABC Puériculture ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention d'investissement, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association ABC Puériculture ayant son siège social 9, rue de La Fontaine à Paris (16e), pour l'attribution d'une subvention d'investissement.

Article 2 : Une subvention d'investissement de 1.288.075 € (un million deux-cent-quatre-vingt-huit-mille soixante-quinze euros) est allouée à l'association ABC Puériculture (n° Paris Asso 17957 - n° de dossier 2022_06775) pour la création d'un établissement d'accueil du jeune enfant au 9-9 bis, rue Labie (17e).

Article 3 : La dépense correspondant à cette subvention, sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 et suivants, sous réserve des décisions de financement ultérieures.

2022 DFPE 97 Protocole transactionnel (7010,21 euros) entre la Ville de Paris et MMA DAB Pro Entreprises relatif à l'indemnisation d'un dégât des eaux au 116 av. Simon Bolivar (19e).

Mme Céline HERVIEU, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment le livre V, article L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer le protocole d'accord relatif à l'indemnisation amiable de MMA DAB Pro Entreprises, assureur de l'EURL Terre de Couleur, dont les locaux commerciaux ont été sinistrés suite à un dégât des eaux provenant de la crèche située 118, avenue Simon Bolivar à Paris 19e arrondissement

Sur le rapport présenté par Mme Céline HERVIEU, au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un protocole d'accord avec l'assureur MMA DAB Pro Entreprises - 14 Boulevard d'Oyon 70030 LE MANS Cedex - (RCS 722 057 460 RCS Nanterre), en réparation des dommages subis dans le salon de coiffure Terre de Couleur 116, avenue Simon Bolivar à Paris 75019.

Article 2 : La somme de 7 010,21 € TTC sera versée à l'assureur DAB Pro Entreprises - 14 Boulevard d'Oyon 70030 LE MANS Cedex, dans le respect des modalités établies au protocole transactionnel.

Article 3 : La dépense de fonctionnement correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de l'exercice 2022 et suivants, de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement et de la disponibilité des crédits.

2022 DFPE 106 Convention d'échanges de données entre la CAF de Paris et la Ville de Paris pour le calcul des participations familiales relatives aux services et prestations proposés par la Ville dans ses équipements.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu la loi n°2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu le règlement européen 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel ;

Vu l'instruction technique Cnaf n°127 du 23-11-15 relative à la transmission aux collectivités territoriales servant des avantages sociaux de données relatives aux allocataires, à des fins de simplification des personnes concernées ;

Considérant que la CAF de Paris a accepté de renouveler la Convention d'échanges de données conclue avec la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec la Caisse d'Allocations Familiale de Paris le renouvellement de la Convention d'échanges de données pour le calcul des participations familiales relatives aux services et prestations proposés par la Ville dans ses équipements ;

Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE, au nom de la 6e commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Caisse d'Allocations Familiales de Paris le renouvellement de la Convention d'échanges de données pour le calcul des participations familiales relatives aux services et prestations proposés par la Ville dans ses équipements.

2022 DGRI 2 Projet de coopération avec la Municipalité de Jéricho et la Régie des Eaux de Jénine-Ouest « Renforcement des services essentiels en eau et assainissement à Jéricho et à Jénine-Ouest » (1.070.000 euros).

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature d'une convention de financement avec l'Agence Française de Développement et une convention de coopération avec la Municipalité de Jéricho et la Régie des Eaux de Jénine-Ouest (JSCJWV);

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer l'accord la convention de financement FICOL entre la Ville de Paris et l'Agence Française de Développement (AFD) dont le texte est annexé à la présente délibération.

Article 2 : La recette d'un montant de 755 000€ sera imputée sur le budget annexe de l'eau, exercice 2022 et suivants.

Article 3 : La Maire de Paris est autorisée à signer l'accord de coopération entre la Municipalité de Jéricho, la Régie des Eaux de Jénine-Ouest (JSCJWV) et la Ville de Paris, la convention de rétrocession entre la Ville de Paris et la Municipalité de Jéricho, la convention de rétrocession entre la Ville de Paris et la Régie des Eaux de Jénine-Ouest (JSCJWV), dont les textes sont annexés à la présente délibération.

Article 4 : La Maire de Paris est autorisée à signer l'accord de partenariat avec Eau de Paris, dont le texte est annexé à la présente délibération.

Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées à hauteur de 1 070 000 euros sur le budget annexe de l'eau de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants, sous réserve du vote des crédits par le Conseil de Paris.

Article 6 : La valorisation correspondant au pilotage du projet et à la mobilisation de l'expertise parisienne est estimée à 255.000€.

2022 DGRI 15 Subventions (80.000 euros) et conventions avec 17 associations dans le cadre de l'appel à projets « Label Paris Europe 2022 ».

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'attribuer des subventions à 17 associations dans le cadre de l'appel à projets « Label Paris Europe 2022 »;

Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association Atelier des Artistes en exil (n° SIMPA 188418), dont le siège social se situe 13 B rue Henry Monnier, 75009 Paris, pour son projet « In Ex(ile) LAB » ;

Article 2 : une subvention de 7 000 euros est attribuée à l'association Babel International (n° SIMPA 189933), dont le siège social se situe 226 rue St Denis 75002 Paris, pour son projet « Sphera Reset» ;

Article 3 : une subvention de 6 500 euros est attribuée à l'association Coexister France (n° SIMPA 17495), dont le siège social se situe 50 rue de Montreuil 75011 Paris, pour son projet « EYPI - European youth for peace and inclusion » ;

Article 4 : une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association Czech In (n° SIMPA 191663), dont le siège social se situe 75 rue Auguste Delaune, 94800 Villejuif, pour son projet « Festival Czech-In » ;

Article 5 : une subvention de 3 000 euros est attribuée à l'association École des Grands Parents européens (n° SIMPA 5850), dont le siège social se situe 12 rue Chomel 75007 PARIS, pour son projet « Pour une grand-parentalité européenne » ;

Article 6 : une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'Institut d'Enseignement et Formation VYV, dont le siège social se situe 26 Bd Brune 75014 PARIS, pour son projet « Voyage pédagogique à Pistoia » ;

Article 7 : une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association Ensemble contre la peine de mort (n° SIMPA 48241), dont le siège social se situe 6 bis avenue Parmentier 75 011 Paris, pour son projet « Mobiliser les jeunes autour de l'abolition en Europe » ;

Article 8 : une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association Élan interculturel (n° SIMPA 40981), dont le siège social se situe 74 avenue Denfert Rochereau, 75014 Paris, pour son projet « What do you want » ;

Article 9 : une subvention de 3 000 euros est attribuée à l'association Héliotropion (n° SIMPA 5022), dont le siège social se situe 37 bis rue rouelle 75 015 Paris, pour son projet « Landscapes » ;

Article 10 : une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Mémoire de l'avenir (n° SIMPA 8144), dont le siège social se situe 45-47 rue Ramponeau 75020 Paris, pour son projet « Being » ;

Article 11 : une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association Mouvement Européen France (n° SIMPA 184920), dont le siège social se situe 2, rue de Choiseul 75002 Paris, pour son projet « L'impact de l'Europe dans votre quotidien » ;

Article 12 : une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association Musica Italiana (n° SIMPA 175901), dont le siège social se situe 206 quai de Valmy 75010 Paris, pour son projet « Festival Canzoni & Parole » ;
Article 13 : une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association OLD UP (n° SIMPA 5662), dont le siège social se situe à la Maison des Associations du 7e, 4 rue Amélie, 75007 Paris, pour son projet « Citoyenneté et Europe » ;
Article 14 : une subvention de 6 000 euros est attribuée à l'association Parcours le monde IDF (n° SIMPA 186090), dont le siège social se situe 76 bis rue de Rennes 75006 Paris, pour son projet « Raconte ton Europe » ;
Article 15 : une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'Association Peuple et Culture (n° SIMPA 49361), dont le siège social se situe 108, rue Saint Maur - 75011 Paris, pour son projet « Queer it up - Être jeune LGBTQI+ » ;
Article 16 : une subvention de 6 000 euros est attribuée à l'association Prévention du site de la Villette (n° SIMPA 12425), dont le siège social se situe au Pavillon des Maquettes - 211 avenue Jean Jaurès 75019 Paris, pour son projet « Culture, Europe et travail social » ;
Article 17 : une subvention de 8 500 euros est attribuée à l'association Primavera Cinema (n° SIMPA 185943), dont le siège social se situe 7 impasse des Trois sœurs 75011 Paris, pour son projet « L'Isola del cinema » ;
Article 18 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'ensemble de ces associations, les conventions dont les textes sont joints à la présente délibération
Article 19 : Les dépenses correspondantes seront imputées à hauteur de 80 000€ sur le budget de la Ville de Paris, au titre des relations internationales, exercice 2022, sous réserve du vote des crédits correspondants par le Conseil de Paris.

2022 DGRI 31 Convention de co-organisation entre la Ville de Paris et CEPS pour l'organisation de l'événement « Conversations de Gouvieux » le vendredi 8 juillet 2022.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités de la convention de co-organisation de l'événement les « Conversations de Gouvieux », jointe en annexe ;
Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : est approuvé le principe de la convention de co-organisation de l'évènement « Conversations de Gouvieux » à l'Hôtel de Lauzun avec le Centre d'Étude et de Prospective Stratégique (CEPS) ;
Article 2 : Sont approuvées les modalités de la convention de co-organisation de l'évènement « Conversations de Gouvieux », jointe en annexe à la présente délibération ;
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le CEPS ladite convention.

2022 DGRI 32 Convention de partenariat entre la Municipalité de Minato et la Ville de Paris.

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de signer la convention de partenariat entre la Municipalité de Minato et la Ville de Paris.
Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e Commission ;

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de partenariat, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la Municipalité de Minato.

2022 DGRI 34 Subvention (140.000 euros) et convention avec l'Institut français (15e).

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1115-1, L.2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention à l'Institut français, 8-14 rue du Capitaine Scott, Paris 15e ;
Considérant que l'avenant passé au Conseil de Paris des 8, 9 et 10 février 2022 déroge à l'article 7 de la convention-cadre pluriannuelle d'objectifs 2021-2023 votée sous le numéro 2021 DGRI 11 lors du Conseil de Paris des 2, 3 et 4 février 2021 ;
Considérant que cette convention inscrit le concours financier de la Ville de Paris et de l'Institut français qui prévoit que « le montant annuel global des crédits consacrés au financement des projets sera déterminé par la Ville et l'Institut français » ;
Considérant que chaque année, la quote-part constituée par l'apport de la Ville de Paris abonde à parité avec la quote-part de l'Institut français dont le montant est consigné dans un avenant annuel ;
Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : la délibération 2022 DGRI 8 adoptée lors du Conseil de Paris des 8, 9 et 10 février 2022 est annulée

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Institut français, l'avenant 1 annexé à la présente délibération

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 140.000 euros est attribuée à l'Institut français (n° SIMPA 188 262), 8-14 rue du Capitaine Scott (15e), au titre de l'année 2022, sous réserve de décision de financement et de disponibilité des crédits.

Article 4 : La dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants, au titre des relations internationales.

2022 DGRI 35 Signature d'une convention de co-organisation et de co-financement (100.000 euros) du Sommet des villes pour le climat avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF).

M. Arnaud NGATCHA, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1115-1, L1115-1-1 et L.2512-11 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature d'une convention de co-organisation avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) et l'attribution d'une subvention de fonctionnement au titre de l'exercice 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Arnaud NGATCHA, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Association Internationale des Maires et responsables des capitales et métropoles partiellement ou entièrement Francophones (AIMF) la convention de co-organisation dont le texte est joint au présent projet de délibération.

Article 2 : La contribution financière de la Ville de Paris pour la co-organisation du Sommet attribuée à l'AIMF, 9 rue des Halles, 75001 Paris (n° simpa 3684) est fixée à 100.000 €.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercice 2022 et suivants, au titre des relations internationales, sous réserve de décision de financement et de disponibilité des crédits.

2022 DICOM 1 Adoption d'un protocole transactionnel avec la société Monoprix.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation l'adoption d'un protocole transactionnel avec la société Monoprix ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de l'adoption d'un protocole transactionnel avec la société Monoprix relatif au spectacle du 31 décembre 2018.

Article 2 : Sont approuvées les modalités du protocole transactionnel avec la société Monoprix relatif au spectacle du 31 décembre 2018.

Article 3 : La Maire est autorisée à signer ledit protocole transactionnel.

Article 4 : Les recettes correspondant au protocole transactionnel avec la société Monoprix seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris chapitre 930, compte-nature 74788.

2022 DICOM 7 Modification des Conditions Générales de Vente de la Boutique Paris Rendez-Vous.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les projets de délibération, en date des 25 octobre 2016 et des 7,8 et 9 novembre 2016, par lesquels Mme La Maire soumet à son approbation les conditions générales de vente de la Boutique officielle de la Ville de Paris 29 rue de Rivoli et de son site internet ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui soumet à son approbation la modification des Conditions Générales de Vente de la Boutique Paris Rendez-Vous ;

Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvées les conditions générales de vente de la Boutique Paris Rendez-Vous, 29 rue de Rivoli, jointes à la présente délibération.

Article 2 : La Maire est autorisée à signer lesdites conditions générales de vente.

2022 DICOM 8 Convention de co-organisation de l'édition 2022 du Festival « FNAC LIVE PARIS ».

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités de la convention de co-production de l'opération FNAC LIVE PARIS 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la passation de la convention de co-production de l'opération FNAC LIVE PARIS 2022.

Article 2 : Sont approuvées les modalités de la convention de co-production de l'opération FNAC LIVE PARIS 2022.

Article 3 : La Maire est autorisée à signer ladite convention.

2022 DICOM 9 Convention de co-production de l'exposition « ROLAND GARROS : Mouvement perpétuel ».

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités de la convention de co-production de l'exposition « ROLAND GARROS : Mouvement perpétuel» ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la passation de la convention de co-production de l'exposition « ROLAND GARROS : Mouvement perpétuel».

Article 2 : Sont approuvées les modalités de la convention de co-production de l'exposition « ROLAND GARROS : Mouvement perpétuel».

Article 3 : La Maire est autorisée à signer ladite convention.

2022 DICOM 10 Adhésion à l'association à but non lucratif « CDA ».

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2121-33 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe d'une adhésion à l'association à but non lucratif du « Club des annonceurs » ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée, au nom de la Ville de Paris, à adhérer à l'association à but non lucratif du « Club des annonceurs » moyennant le versement d'une cotisation annuelle d'un montant de 7500 (sept-mille-cinq-cents) euros.
Article 2 : La Maire de Paris ou son représentant est désigné(e) afin de représenter la Ville à l'Assemblée Générale de l'association à but non lucratif du « Club des annonceurs ».
Article 3 : La dépense correspondante pour l'adhésion à l'association à but non lucratif du « Club des annonceurs » sera imputée sur le chapitre 930, nature 6281, rubrique P022 du budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris et des exercices suivants sous réserve de décision de financement.

2022 DICOM 11 Partenariat média avec le groupe « Le Monde ».

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités de la convention de partenariat média avec le groupe média « Le Monde » ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e commission,
Délibère :
Article 1 : Est approuvé le principe de la passation de la convention de partenariat média avec le groupe média « Le Monde » ;
Article 2 : Sont approuvées les modalités de la convention de partenariat média avec le groupe média « Le Monde »;
Article 3 : La Maire est autorisée à signer ladite convention.

2022 DILT 3-DFA Budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux - Compte administratif 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu l'instruction budgétaire et comptable M4 ;
Vu les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2020 et des séances des 6, 7 et 8 juillet 2021 ;
Vu la décision modificative n°1 du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux délibérée par le Conseil de Paris lors de la séance des 16, 17, 18 et 19 novembre 2021 ;
Vu le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux rendu par le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation le compte administratif du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux pour l'exercice 2021 ;
Sur le rapport présenté par et MM. Paul SIMONDON et Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
Article 1 : Le compte administratif du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux pour l'exercice 2021 est arrêté en dépenses et en recettes ainsi qu'il suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES
Les crédits de l'exercice 2021 ont été arrêtés à (décision modificative n°1) : 17 260 560,12 euros
Le montant des mandats émis s'élève à : 13 290 370,00 euros
Déficit cumulé au 31 décembre 2020 : néant
RECETTES
Les recettes de l'exercice 2021 ont été évaluées à (décision modificative n°1) : 17 260 560,12 euros
Le montant des titres émis s'élève à : 9 918 216,53 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2020 : 7 449 560,12 euros
BALANCE
Dépenses : 13 290 370,00 euros
Recettes : 9 918 216,53 euros
Solde d'exécution 2021 : - 3 372 153,47 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2021 : 4 077 406,65 euros

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES

Les crédits de l'exercice 2021 ont été arrêtés à (décision modificative n°1) : 35 256 886,81euros

Le montant des dépenses mandatées s'élève à : 34 125 139,47 euros

Déficit d'exploitation au 31 décembre 2020 reporté : 547 489,85 euros

RECETTES

Les recettes de l'exercice 2021 ont été évaluées à (décision modificative n° 1) : 35 256 886,81 euros

Le montant des recettes titrées s'élève à : 35 154 703,24 euros

Excédent d'exploitation au 31 décembre 2020 reporté : néant

BALANCE

Dépenses : 34 125 139,47 euros

Recettes : 35 154 703,24 euros

Solde d'exécution 2021 : 1 029 563,77 euros

Excédent cumulé au 31 décembre 2021 : 482 073,92 euros

Article 2 : Le montant des plus-values nettes de cessions d'actif s'élève à 917 341,10 euros pour l'exercice 2021. L'excédent d'exploitation, d'un montant de 482 073,92 euros sera repris en recette d'investissement (compte 1064 - réserves réglementaires) au budget supplémentaire 2022 ;

Article 3 : Le solde d'exécution positif de la section d'investissement, d'un montant de 4 077 406,65 euros (hors RAR), sera repris en section d'investissement et inscrit en recettes de cette section (R 001-Solde d'exécution positif reporté) au budget supplémentaire 2022.

2022 DILT 5-DFA Budget annexe des transports automobiles municipaux - Compte de gestion de l'exercice 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et en particulier son article R.221-92 ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2020 et des séances des 6, 7 et 8 juillet 2021 ;

Vu la décision modificative n°1 du service technique des transports automobiles municipaux délibérée par le Conseil de Paris lors de la séance des 16, 17, 18 et 19 novembre 2021 ;

Vu le compte administratif du budget annexe des transports automobiles municipaux au titre de l'exercice 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe des transports automobiles municipaux, rendu par le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et Paris ;

Sur le rapport présenté par MM. Paul SIMONDON et Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission.

Délibère :

Article 1 : Le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe des transports automobiles municipaux, rendu par le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France est approuvé conformément aux résultats ci-après :

Résultat de l'exercice 2021 :

Section d'investissement : déficit de 3 372 153,47 euros

Section d'exploitation : excédent de 1 029 563,77 euros

Article 2 : Résultat global (après incorporation du résultat de l'exercice précédent)

Solde débiteur : 2 342 589,70 euros

Article 3 : Détermination du résultat de clôture de l'exercice 2021

	Résultat à la clôture de l'exercice 2020	Part affectée à l'investissement 2021	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture de l'exercice 2021
Section d'investissement	7 449 560,12 euros	0,00 euros	- 3 372 153,47 euros	4 077 406,65 euros
Section d'exploitation	-547 489,85 euros	0,00 euros	1 029 563,77 euros	482 073,92 euros
TOTAL	6 902 070,27 euros	0,00 euros	- 2 342 589,70 euros	4 559 480,57 euros

2022 DJS 23 Subventions (550.100 euros) à 33 organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives dont 14 avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs.

M. Karim ZIADY, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10-1 ;
Vu le décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et approuvant le contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose l'attribution de subventions annuelles de fonctionnement à trente-trois organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives dont 14 sous conventions pluriannuelles d'objectifs ;
Vu les conventions pluriannuelles d'objectifs (2021-2023) signées le 23 juin 2021 ;
Vu le contrat d'engagement républicain approuvé par le décret susvisé ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris propose la signature de 14 avenants 1 aux conventions pluriannuelles d'objectifs et l'attribution de subventions de fonctionnement à 19 clubs sportifs parisiens ;
Sur le rapport présenté par M. Karim ZIADY, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à l'association UGSEL Paris - Comité de Paris de l'Union Générale Sportive de l'Enseignement Libre (251 / 2022_00705) -76, rue des Saints Pères (7e).
Article 2 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental de Paris du CIF de la Fédération française de Cyclisme (20377 / 2022_00570) -7, rue Darboy (11e).
Article 3 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à l'association Comité Départemental de Tennis de Table de Paris (17634/ 2022_01817) - 13, rue Claude Decaen (12e).
Article 4 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 800 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à l'association Comité Français Pierre de Coubertin (19758 / n°2022_01828) - Maison du Sport Français 1, avenue Pierre de Coubertin (13e).
Article 5 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité de Paris de la Ligue nationale contre le Cancer (18651 / n°2022_02613) - 89, boulevard Blanqui (13e).
Article 6 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 3.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental sportif Léo Lagrange de Paris (19420/°2022_01557) - 150, rue des Poissonniers (18e).
Article 7 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 6.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à l'association Comité Départemental de Paris de la Fédération Française de Natation (20061 / 2022_00789) - 29, rue des Pyrénées (20e).
Article 8 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 8.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental Parisien des Echecs (328/2022_04051) - 29, rue des Pyrénées (20e).
Article 9 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental de Tir de Paris (18729/2022_005012) - 28, rue Lamartine (9e).
Article 10 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 1.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental de Paris de la FFESSM - Fédération Française d'Etudes et Sports Sous-Marins (20366 / n°2022_05093) - 151, rue Léon-Maurice Nordmann (13e).
Article 11 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 4.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental de Gymnastique (18756/2021_06222), 10 rue Huygens (14e).
Article 12 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 2.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental de Paris de Tir à l'Arc (18100/ n°2022_05069) - 32, rue Rottembourg (12e).
Article 13 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental UFOLEP Paris (Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique) (17542 / n°2021_02029) - 167, boulevard de la Villette (10e).
Article 14 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à l'association Comité Régional de l'Académie de Paris de la Fédération Française du Sport Universitaire C.R.S.U. (419 / n°2022_04542).

Article 15 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 2.500 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à l'association Comité Départemental de Canoë-Kayak (n°181163 / n°2022_00852) - 29 bis rue Bouret (19e).
Article 16 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 5.000 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à la Ligue d'Escrime de l'Académie de Paris (18511 /2022_06065) - 4, rue du Général Humbert (14e).
Article 17 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 2.500 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à l'association Ligue régionale d'Ile-de-France de pelote basque (n°19586/ 2022_04660) - 8, quai Saint-Exupéry (16e).
Article 18 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 1.500 euros est attribuée pour l'exercice 2022 à la Ligue d'Ile-de-France d'Aviron (19070 / 2021_00299) -17, boulevard de la Marne (94130 Nogent-sur-Marne).
Article 19 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 4.500 euros est attribuée pour l'exercice 2022 au Comité Départemental d'Equitation de Paris (19919 /2021_12086) 69, rue Laugier (17e).
Article 20 : une subvention de 30.000 euros est attribuée au Comité Départemental de Roller Sports de Paris (CDRS 75) (°266 / 2022_0791) - 32, rue Rottembourg (12e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 21 : une subvention de 15.000 euros est attribuée au Comité Départemental de Handball de Paris (n°43/ 2022_01554) - 36, rue Emeriau (15e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 22 : une subvention de 25.000 euros est attribuée au Comité Départemental de Golf de Paris (n°19620 / 2022_01012) - 2, rue du Commandant Guilbaud (16e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 23 : une subvention de 36.800 euros est attribuée au Comité Départemental de Rugby (464 /2022_06324) 9, rue Omer Talon (11e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 24 : une subvention de 65.000 euros est attribuée au Comité de Paris de la Fédération Sportive et Gymnique du Travail (n°107 / 2022_00424) 35, avenue de Flandre (19e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 25 : une subvention de 30.000 euros est attribuée au Comité de Paris de Judo (n° 20183 / 2022_05030) - 25, avenue de la Porte de Chatillon (14e) au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 26 : une subvention de 12.000 euros est attribuée au Comité de Paris de Hockey (n°122461 / (2022_00851) - 16, avenue René Boylesve (16e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 27 : une subvention de 25.000 euros est attribuée au Comité Départemental d'Athlétisme de Paris (n°19340 / 2022_01548) - 16, rue Vincent Compoint (18e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 28 : une subvention de 12.500 euros est attribuée au Comité Départemental de Badminton de Paris CODEP 75 (n°16958 / 2022_04551) - 32, rue Rottembourg (12e), au titre de l'année 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 29 : une subvention de 16.000 euros est attribuée au Comité Départemental de Randonnée Pédestre de Paris (n°101821 / 2022_03668) - 6, rue Paulin Enfert (13e), au titre de l'année 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 30 : une subvention de 37.000 euros est attribuée au Comité Parisien de Basket-Ball (C.P.B.B.) (n°301 / 2022_04766) 117, rue du Château des Rentiers (13e) au titre de l'année 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 31 : une subvention de 10.000 euros est attribuée au Comité Départemental Seine Paris de Volley Ball (n°296 / 2022_01475) - 8, rue Auguste Bartholdi (15e), au titre de l'année 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 32 : une subvention annuelle de fonctionnement d'un montant de 65.000 euros est attribuée à l'Union Nationale du Sport Scolaire (UNSS), sise 13, rue Saint-Lazare (9e), pour le compte du Service Régional UNSS de Paris (429 / 2022_01376), 46, rue Paul Belmondo (12e) au titre de l'année 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 33 : une subvention annuelle de 115.000 euros est attribuée au District Parisien de Football (197603 / 2022_03602) - 6, avenue Joseph Bédier (13e), au titre de l'exercice 2022. La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention pluriannuelle d'objectif, ci-joint.
Article 34 : la dépense correspondante, d'un montant total de 550.100 euros, sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 55 Subvention (100.000 euros) pour l'Association des Personnels des Administrations Parisiennes de la Ville de Paris au titre de l'année 2022.

M. Karim ZIADY, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'APSAP-VP ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs passée entre la Ville de Paris et l'Association des Personnels des Administrations Parisiennes de la Ville de Paris pour les années 2020 à 2022 ;
Vu l'avenant 1 du 18 décembre 2020 à la convention d'objectifs et de partenariat du 18 décembre 2019 entre la Ville de Paris et l'Association des Personnels Sportifs des Administrations Parisiennes de la Ville de Paris (APSAP-VP) pour l'année 2020 ;
Vu l'avenant 2 du 18 octobre 2021 à la convention d'objectifs et de partenariat du 18 décembre 2019 entre la Ville de Paris et l'Association des Personnels Sportifs des Administrations Parisiennes de la Ville de Paris (APSAP-VP);
Sur le rapport présenté par M. Karim ZIADY au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : une subvention d'un montant de 100 000 euros est attribuée à l'APSAP-VP sise au 12, cour Debille (11e) (1000026720/ 2022_02496) au titre de l'année 2022 dans le cadre des actions d'intérêt général qu'il propose d'effectuer.
Article 2 : la dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 57 Subvention (80.000 euros) pour le club des Français Volants au titre de l'année 2022.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention au club des Français Volants ;
Vu la convention pluriannuelle d'objectifs passée entre la Ville de Paris et le club des Français Volants pour les années 2020 à 2022 ;
Vu l'avenant 1 du 18 décembre 2020 à la convention d'objectifs et de partenariat du 18 décembre 2019 entre la Ville de Paris et le club des Français Volants pour l'année 2020 ;
Vu l'avenant 2 du 19 juillet 2021 à la convention d'objectifs et de partenariat du 18 décembre 2019 entre la Ville de Paris et le club des Français Volants ;
Vu l'avenant 3 du 18 octobre 2021 à la convention d'objectifs et de partenariat du 18 décembre 2019 entre la Ville de Paris et le club des Français Volants ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission.

Délibère :

Article 1 : une subvention d'un montant de 80 000 euros est attribuée au club des Français Volants sis 8, boulevard de Bercy 75012 Paris (38981/ 2022_00505) au titre de l'année 2022.
Article 2 : la dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 61 Subvention (500.000 euros) pour la SASP Paris Football Club au titre de l'année 2022.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à la SASP Paris Football Club ;
Vu la convention d'objectifs et de partenariat entre la Ville de Paris et la SASP Paris Football Club pour les années 2020 à 2022 ;
Vu l'avenant 1 du 19 juillet 2021 à la convention d'objectifs et de partenariat du 18 décembre 2019 entre la Ville de Paris et la SASP Paris Football Club ;
Vu l'avenant 2 du 18 octobre 2021 à la convention d'objectifs et de partenariat du 18 décembre 2019 entre la Ville de Paris et la SASP Paris Football Club ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : une subvention d'un montant de 500 000 euros est attribuée à la SASP Paris Football Club, sis 17, avenue Pierre de Coubertin (13e) au titre de l'année 2022.

Article 2 : la dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 77 Signature de 2 conventions de partenariat avec la Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron et la Fédération Française d'Aviron à l'occasion de l'organisation Championnats d'Europe d'aviron indoor 2023.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à l'approbation du Conseil de Paris la signature de deux conventions de partenariat avec la Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron et la Fédération Française d'Aviron à l'occasion de l'organisation Championnats d'Europe d'aviron indoor 2023.

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : sont approuvés le principe de deux conventions d'objectifs et de partenariat et leurs modalités d'application.

Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de partenariat, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la Fédération Française d'Aviron située 17, boulevard de la Marne, 94130 Nogent sur Marne.

Article 3 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention de partenariat, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron située 54 avenue de Rhodanie, 1007 Lausanne, Suisse.

2022 DJS 80 Centre Sportif de la Croix-Catelan (16e) - Avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 20 juillet 2006 signée avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Lagardère Paris Racing Ressources.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2122-1 et Article L. 2125-1 et suivants ;

Vu la délibération 2006 DJS 458 approuvant la convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Lagardère Paris Racing Ressources et la Ville de Paris pour la mise à disposition du centre sportif de la Croix-Catelan situé dans le Bois de Boulogne à Paris 16e ;

Vu les délibérations 2020 DJS 174 et 2021 DJS 144 approuvant les avenants n°1 et 2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 20 juillet 2006 conclue entre la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Lagardère Paris Racing Ressources et la Ville de Paris ;

Vu la convention d'occupation temporaire du domaine public, en date du 20 juillet 2006, conclue entre la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Lagardère Paris Racing Ressources et la Ville de Paris, ainsi que ses avenants n°1 et 2 ;

Vu le courrier de la SASP Lagardère Paris Racing Ressources en date du 13 décembre 2021 informant la Ville de Paris de sa transformation en SAS, approuvée par l'assemblée générale mixte des actionnaires du 30 novembre 2021 ;

Vu le projet de délibération 2022 DJS 80 en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à l'approbation du Conseil de Paris la signature de l'avenant n°3 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 20 juillet 2006 conclue entre la Ville de Paris et la SASP Lagardère Paris Racing Ressources pour la mise à disposition du centre sportif de la Croix-Catelan situé dans le Bois de Boulogne, à Paris 16e ;

Vu l'avis du conseil du 16e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°3 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 20 juillet 2006, transférant les droits et obligations stipulés dans la convention

d'occupation temporaire du domaine public (CODP) conclue le 20 juillet 2006 avec la SASP Lagardère Paris Racing Ressources à la SAS Lagardère Paris Racing Ressources, dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DJS 87 Parc des sports de Bobigny - Avenant n° 2 portant résiliation anticipée à la convention d'occupation du domaine public du 30 mars 2016 signée avec le Comité Départemental de Cyclisme de Seine-Saint-Denis.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu la convention d'occupation du domaine public (CODP) en date du 30 mars 2016 conclue entre le syndicat interdépartemental pour la gestion des parcs des sports de Paris et de Seine-Saint-Denis (SIPS 75-93), le Comité Régional de Cyclisme d'Ile-de-France et le Comité Départemental de Cyclisme de Seine-Saint Denis pour l'utilisation des installations sportives de BMX au Parc des sports de Bobigny, sis 40 à 102 avenue de la Division Leclerc 93 000 Bobigny ;

Vu l'avenant de transfert en date du 21 mai 2019 de la CODP du 30 mars 2016 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du SIPS 75-93 en date du 13 juin 2019 portant modification de ses statuts et approbation du principe de la conclusion d'une convention d'occupation du domaine public pour la gestion du parc de Bobigny ;

Vu la délibération n° 2019 DJS 150 du Conseil de Paris en date du 25 juin 2019 portant sur l'exploitation du parc sportif de Bobigny en régie directe et approbation d'une convention d'occupation temporaire du domaine public ;

Vu le projet de délibération 2022 DJS 87 en date du 17 mai 2022, portant résiliation anticipée de la CODP du 30 mars 2016 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : est approuvé l'avenant n°2 portant résiliation anticipée à la convention d'occupation du domaine public pour l'utilisation des installations sportives de BMX au Parc des sports de Bobigny, sis 40 à 102 avenue de la Division Leclerc 93 000 Bobigny.

Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n° 2 mentionné à l'article 1.

Article 3 : les recettes domaniales tirées de l'exécution de cet avenant n°2 à la convention d'occupation du domaine public visée à l'article 2 seront inscrites au chapitre 75, nature 933-752, rubrique fonctionnelle 322, du budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

2022 DJS 89 Subvention (20.000 euros) et convention avec la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et disciplines associées à l'occasion de l'organisation de l'édition 2022 du Paris Grand Slam les 5 et 6 février 2022.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et disciplines associées;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : sont approuvés le principe d'une convention d'objectifs et ses modalités d'application.

Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération avec la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo, et disciplines associées, 21-25, avenue de la Porte de Châtillon (14e) (17605/2022_05997), pour l'organisation de l'édition 2022 du Paris Grand Slam qui s'est tenue les 5 et 6 février 2022 à l'Accor Arena (12e).

Article 3 : une subvention d'un montant de 20 000 euros est attribuée à la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo, et disciplines associées au titre de l'année 2022 pour l'organisation de cet évènement et animations.

Article 4 : la dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 92 Subvention (60.000 euros) et convention d'objectifs avec la Fédération Française d'Athlétisme pour l'organisation d'événements et d'animations à Paris en 2022.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à la Fédération Française d'Athlétisme ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : sont approuvés le principe d'une convention d'objectifs et ses modalités d'application.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec la Fédération Française d'Athlétisme (2022_06873), sise 33 avenue Pierre de Coubertin (13e), pour l'organisation d'événements sportifs et d'animations à Paris en 2022.
Article 3 : une subvention d'un montant de 60 000 euros est attribuée à la Fédération Française d'Athlétisme au titre de l'année 2022 pour l'organisation de ces évènements et animations.
Article 4 : la dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 94 Mise en œuvre du dispositif « Pass Jeunes » pour l'année 2022.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2018 DEVE 166 DFA en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 fixant les tarifs et redevances de la direction des espaces verts et de l'environnement ;
Vu l'arrêté du 22 décembre 2017 portant tarification des droits d'entrée et des prestations de la direction des espaces verts et de l'environnement ;
Vu la délibération 2017 DJS 192 des 3, 4 et 5 juillet 2017 fixant les conditions d'accès et les tarifs des établissements balnéaires de la direction de la jeunesse et des sports ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation le principe et les modalités des conventions relatives à l'opération Pass Jeunes 2022 avec :

- les 6 communes métropolitaines partenaires : Cachan (94), Clichy-sous-Bois (93), Les Lilas (93), Pantin (93), Saint-Denis (93), Saint-Ouen (93) ;
- l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble ;
- l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune ;
- les partenaires publics et privés : l'Etablissement Public Paris Musées, la Maison Européenne de la Photographie, le Forum des Images, la Tour Eiffel, le Centre des Monuments Nationaux, le Syndicat Interdépartemental pour la gestion du Parc des Sports de Choisy le Roi, l'Institution Interdépartementale du Parc de Tremblay, le Golf du Parc du Tremblay, la Philharmonie de Paris, Universcience (Cité des Sciences et de l'Industrie et les Etincelles du Palais de la découverte), la Cinémathèque Française, le Centre Pompidou, le Palais de Tokyo, le Jeu de Paume, le Musée de l'Air et de l'Espace, le Ballon Generali de Paris, La Fab., la Fondation Henri Cartier Bresson, Fondation Agnès b, la Bourse de Commerce - Pinault Collection, la Fondation Cartier pour l'art contemporain.

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : la Maire de Paris est autorisée à mettre en œuvre l'opération « Pass Jeunes » 2022.
Article 2 : sont ajoutés à la liste des usagers individuels ayant droit à la gratuité dans les piscines de la Ville de Paris les titulaires du Pass Jeunes.
Article 3 : sont approuvés le principe et les modalités des conventions relatives à l'opération Pass Jeunes 2022 avec :

- les 6 communes métropolitaines partenaires : Cachan (94), Clichy-sous-Bois (93), Les Lilas (93), Pantin (93), Saint-Denis (93), Saint-Ouen (93) ;
- l'Etablissement Public Territorial Est Ensemble ;
- l'Etablissement Public Territorial Plaine Commune ;
- les partenaires publics et privés : l'Etablissement Public Paris Musées, la Maison Européenne de la Photographie, le Forum des Images, la Tour Eiffel, le Centre des Monuments Nationaux, le Syndicat Interdépartemental pour la gestion du Parc des Sports de Choisy le Roi, l'Institution Interdépartementale du Parc de Tremblay, le Golf du Parc du Tremblay, la Philharmonie de Paris, Universcience (Cité des Sciences et de l'Industrie et les Etincelles du Palais de la découverte), la Cinémathèque Française, le Centre Pompidou, le Palais de Tokyo, le Jeu de Paume, le Musée de l'Air et de l'Espace,

le Ballon Generali de Paris, La Fab., la Fondation Henri Cartier Bresson, Fondation Agnès b, la Bourse de Commerce - Pinault Collection, la Fondation Cartier pour l'art contemporain.

Article 4 : est approuvée la convention type de partenariat dans le cadre du dispositif Pass Jeunes 2022.

Article 5 : la dépense correspondante d'un montant de 30 000 euros sera imputée à la section de fonctionnement du budget de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement.

Article 6 : la Maire de Paris est autorisée à signer lesdites conventions.

2022 DJS 98 Subvention (5.000 euros) et convention d'objectifs avec l'association Sprinter Club Olympique de Dijon pour l'organisation du tour de Côte d'Or du 8 au 10 juillet 2022.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une subvention à l'association Sprinter Club Olympique de Dijon ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : sont approuvés le principe d'une convention d'objectifs et ses modalités d'application.

Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer la convention, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Sprinter Club Olympique de Dijon (2022_06392), sise vélodrome municipal, boulevard Paul Doumer 21000 Dijon, pour l'organisation d'événements sportifs et d'animations sur le territoire parisien en 2022.

Article 3 : une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Sprinter Club Olympique de Dijon au titre de l'année 2022 pour l'organisation de cet évènement et animations.

Article 4 : la dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 101 Gratuité d'utilisation pendant l'été 2022 des centres sportifs parisiens pour les animations organisées dans le cadre de « Paris-Plages » et des bassins éphémères du centre sportif Léo Lagrange (12e), du centre sportif Georges Carpentier (13e), du centre sportif Louis-Lumière (20e), du centre sportif Didot (14e), du centre sportif Poissonniers (18e) et de la baignade dans l'espace naturel de bassin de La Villette (19e).

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L- 2511-1 et suivants ;

Vu le Code Général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2125-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, demandant la gratuité d'utilisation des centres sportifs parisiens pour les animations organisées dans le cadre du dispositif estival 2022 accueillant un bassin éphémère dans les centres sportifs Léo Lagrange (12e), Georges Carpentier (13e), Didot (14e), Poissonniers, (18e), Louis-Lumière (20e), et de la baignade dans l'espace naturel de bassin de La Villette (19e) ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement, en date du 23 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : est approuvé le principe d'une ouverture au grand public des bassins du centre sportif Léo Lagrange (12e), du centre sportif Carpentier (13e), du centre sportif Didot (14e), du centre sportif Poissonniers (18e), et celui du centre sportif Louis Lumière (20e) à titre gratuit, du 9 juillet au 21 août 2022 inclus.

Article 2 : est approuvé le principe d'une ouverture au grand public de la baignade naturelle aménagée sur le site du bassin de La Villette (19e), à titre gratuit, du 9 juillet au 21 août 2022 inclus.

Article 3 : la Maire de Paris est autorisée à mettre en œuvre ce dispositif.

2022 DJS 102 Convention de partenariat et de mise à disposition avec l'association Jet d'Encre dans le cadre de l'organisation du festival Expresso.

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2121-29, L. 2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2111-1, L. 2125-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération 2022 DJS 102 en date du 17 mai 2022 pour lequel la Maire de Paris propose une convention de partenariat et de mise à disposition avec l'association Jet d'Encre ;

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD au nom de la 6e Commission.

Délibère :

Article 1 : sont approuvés le principe et les modalités d'organisation du festival Expresso au gymnase Louis Lumière pour la période du 24 au 27 juin 2022 ;

Article 2 : sont approuvés les termes de la convention de partenariat et de mise à disposition ;

Article 3 : la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association Jets d'Encre (SIRET 479 605 941 00042) la convention afférente ;

Article 4 : la recette correspondante, d'un montant de 1000 € sera imputée au chapitre 933-752, domaine fonctionnel P322, du budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 ou des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 103 Approbation du contrat de délégation de service public pour la gestion de l'espace sportif Pailleron (19e) et signature du contrat avec la société VERT MARINE.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'avis de la commission consultative des services publics en date du 24 mars 2021 ;

Vu la délibération 2021 DJS 83 des 13, 14 et 15 avril 2021 approuvant le principe de passation d'un contrat de délégation de service public pour la gestion de l'espace sportif Pailleron (19e) ;

Vu le rapport de la commission désignée en application de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, rapport en date du 15 septembre 2021 présentant la liste des candidats admis à présenter une offre ;

Vu l'avis favorable de la commission désignée en application de l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, en date du 20 décembre 2021, autorisant à engager les négociations avec les candidats retenus ;

Vu le projet de délibération et son annexe jointe, en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris propose d'approuver le contrat de délégation de service public pour la gestion de l'espace sportif Pailleron (19e) et demande l'autorisation de signer le contrat avec la société VERT MARINE ;

Vu le rapport au Conseil de Paris motivant le choix de l'entreprise candidate, ci-annexé au projet de délibération ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-1 et suivants et L. 2511-1 et suivants ;

Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 1121-3 et suivants et L. 3126-1 et R. 3126-1-2-b ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN, au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : est approuvé le contrat de délégation de service public tel que joint à la présente délibération, codifiée au Code général des collectivités territoriales dans ses articles L. 1411-1 à L. 1411-18, délégant la gestion de l'espace sportif Pailleron (19e) à la société VERT MARINE dont le siège social est situé au 1, rue Lefort Gonssolin à Mont Saint Aignan (76130), pour une durée de cinq ans.

Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer ledit contrat avec la société VERT MARINE.

Article 3 : la dépense correspondante sera imputée sur la section de fonctionnement du budget 2022 et suivants de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 104 Avenant à la délibération tarifaire pour Quartier Jeunes, 4 place du Louvre (Paris Centre).

Mme Hélène BIDARD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-22 et L. 2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants ;

Vu les délibérations 2021 DJS 90 et 2021 DLH 72 du Conseil de Paris en date des 13, 14 et 15 avril 2021 sur les conditions de gratuité et tarifs applicables à l'occupation de locaux au sein de l'immeuble communal 4, place du Louvre, Paris Centre ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris propose un avenant à la délibération tarifaire pour Quartier Jeunes ;

Sur le rapport présenté par Mme Hélène BIDARD au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : les délibérations 2021 DJS 90 et 2021 DLH 72 susvisées sont complétées des articles suivants :

- « Article 3 bis : la mise à disposition de locaux techniques au profit de personnes morales au sein des locaux situés 4, Place du Louvre, Paris Centre, fait l'objet d'une redevance établie à partir d'un tarif mensuel ou journalier sur la base de 57 euros annuels par m².
- Article 3 ter : l'accès au parking attenant à l'immeuble communal 4, place du Louvre, Paris Centre, fait l'objet d'une redevance établie à partir d'un tarif mensuel ou journalier sur la base :
  - de 450 euros annuels pour un véhicule pour un simple accès au parking sans emplacement réservé ;
  - de 1 920 euros annuels pour un emplacement réservé. »

Article 2 : les recettes correspondantes seront constatées à la nature 7067 du budget de fonctionnement de la Ville de Paris, exercices 2022 et suivants.

2022 DJS 108 Résiliation du contrat de délégation de service public avec le groupement constitué de la Fédération Française de Tennis (FFT) et de la société Soccer 5 France (Urban Soccer) portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux, indemnisation du délégataire et signature de l'avenant afférent.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ainsi que les articles L. 1410-1 à L. 1410-3, L. 1411-1, L. 1411-3 à L. 1411-19 ;

Vu la délibération du Conseil de Paris en date des 6, 7 et 8 juin 2017 approuvant le principe de passation d'une convention de délégation de service public pour l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux ;

Vu la délibération du Conseil de Paris, en date des 1er, 2, 3 et 4 octobre 2019, approuvant l'attribution du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux au groupement constitué de la Fédération Française de Tennis (FFT) et de la société Soccer 5 France (Urban Soccer) et la signature du contrat afférent ;

Vu la délibération du Conseil de Paris en date des 6, 7 et 8 octobre 2020, approuvant la modification du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux avec le groupement constitué de la Fédération Française de Tennis (FFT) et de la société Soccer 5 France (Urban Soccer) ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris demande l'approbation de la résiliation du contrat de délégation de service public avec le groupement constitué de la Fédération Française de Tennis (FFT) et de la société Soccer 5 France (Urban Soccer) portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux et l'autorisation de signature du contrat afférent ;

Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : est approuvée la résiliation du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux situé 1, allée des Sports sur l'Ile de Puteaux (92800) avec le groupement constitué de la Fédération Française de Tennis (FFT) et de la société Soccer 5 France (Urban Soccer)

Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant de résiliation correspondant, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 3 : la Ville de Paris versera au groupement titulaire du contrat de délégation de service public portant sur l'exploitation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux un montant de 1 290 971 euros pour l'indemnisation de son préjudice et l'acquisition des biens et prestations repris par le délégant.
Article 4 : la dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement 2022 de la Ville de Paris, sous réserve de la décision de financement.

2022 DJS 109 Délégation de service public portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux - Modalités de passation.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales notamment ses articles L.2511-1 et suivants ainsi que les articles L. 1410-1 à L. 1410-3, L. 1411-1, L. 1411-3 à L. 1411-19 et L. 1413-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose d'approuver le principe de passation d'un contrat de délégation de service public pour la gestion du centre sportif parisien de Puteaux ;
Vu l'avis de la commission consultative des services publics locaux émis le 10 mai 2022 en application de l'article L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : est approuvé le principe de passation d'un contrat de délégation de service public pour la gestion du centre sportif parisien l'île de Puteaux situé 1, allée des Sports, 92800 Puteaux, suivant les articles L. 1411-1 à L. 1411-18 du Code général des collectivités territoriales.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à engager, sur la base du rapport dont le texte est joint à la présente délibération, la procédure de consultation et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation de service public.

2022 DLH 34 Modification de la garantie d'emprunt accordée pour le financement d'un programme de création de logements sociaux demandée par ADOMA.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2012 DLH 196-8 du Conseil de Paris en date des 12 et 13 novembre 2012 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLA-I à contracter par ADOMA en vue du financement d'un programme de création d'une résidence sociale de 26 logements PLA-I situé 15 rue Popincourt (11e) ;
Vu le contrat de prêt contracté par ADOMA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations n° 130650 signé le 22 décembre 2021 et faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de modifier la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI à contracter par ADOMA en vue du financement d'un programme de création d'une résidence sociale de 26 logements PLA-I situé 15 rue Popincourt (11e) ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, souscrit par ADOMA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de création d'une résidence sociale de 26 logements PLA-I situé 15 rue Popincourt (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLA-I 155 112 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de -0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLA-I est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLA-I foncier, souscrit par ADOMA auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de création d'une résidence sociale de 26 logements PLA-I situé 15 rue Popincourt (11e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 2 194 790 euros
Durée totale	50 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de -0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLA-I foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, ADOMA ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec ADOMA la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 51 Réaménagement d'un emprunt contracté par la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Maintien de la garantie d'emprunt par la Ville de Paris.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération 2013 DLH 198 du Conseil de Paris en date des 14 et 15 octobre 2013 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLS à contracter par la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre de la réalisation d'un programme de logement social situé 102, rue Jouffroy d'Abbans (17e) ;

Vu l'avenant de réaménagement n°119572 conclu entre la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert » et la Caisse des Dépôts et Consignations, faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de maintenir la garantie de la Ville pour le réaménagement d'un emprunt souscrit par la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le cadre du réaménagement d'une partie de sa dette et de l'autoriser à signer l'avenant aux conventions de garantie correspondantes ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris maintient sa garantie au service des intérêts et à l'amortissement du prêt d'un montant total de 991 010,49 euros (encours global au 1er janvier 2021), réaménagé par la Caisse des Dépôts et Consignations que la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert » se propose de souscrire conformément à l'avenant n°119572 annexé au présent délibéré.
Article 2 : Au cas où la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert », pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé ou d'exigibilité anticipée du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur discute au préalable avec l'organisme défaillant.
Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, à l'extrait de l'avenant du réaménagement concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et joint en annexe, et à signer avec la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert » la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 71 Modification des garanties d'emprunts d'un programme de création de logements sociaux demandée par ERILIA - Garantie de prêts PLAI, PLS et PHB 2.0 par la Ville.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2013 DLH 28 du Conseil de Paris en date des 16, 17 et 18 décembre 2013 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement du programme d'acquisition-amélioration comportant 6 logements PLA-I, 12 logements PLUS et 5 logements PLS à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e) ;
Vu la délibération 2020 DLH 120 du Conseil de Paris en date des 15, 16 et 17 décembre 2020 approuvant la participation de la Ville de Paris au financement du programme complémentaire d'acquisition-amélioration comportant un logement PLA-I et un logement PLS à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e) ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI PLS et PHB 2.0 à contracter par la société ERILIA en vue du financement du programme de logement social à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e) ;
Vu le contrat de prêt n°126282 entre ERILIA et la Caisse des Dépôts et Consignations, joint en annexe, partie intégrante de la présente délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration d'un logement PLA-I à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLAI 20 936 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,20% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI Foncier, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration d'un logement PLA-I à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLAI Foncier 43 482 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,52% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLAI Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration comportant 1 logements PLS à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLS 23 473 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 1,05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS Complémentaire, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration comportant un logement PLS à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLS Complémentaire 16 292 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 1,05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS Complémentaire est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS Foncier, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration comportant un logement PLS à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLS Foncier 53 117 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 2 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,52% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLS Foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB 2.0, à souscrire par la société ERILIA auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme d'acquisition-amélioration comportant un logement PLAI et un logement PLS à réaliser par ERILIA, 10 rue de Paradis (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PHB 2.0 18 000 euros	
Période	Période 1	Période 2
Durée totale Dont différé d'amortissement	20 ans 20 ans	20 ans
Périodicité des échéances	-	Annuelle
Index	-	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	0%	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,60% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PHB 2.0 est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 7 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la société ERILIA ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 8 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris aux contrats d'emprunt concernés par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la société ERILIA les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 10 : Les conditions et les montants définitifs des contrats d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 72-1 Modification et octroi de garanties d'emprunts finançant des opérations de création et de rénovation de logements sociaux par 3F Résidences - Garantie du prêt PLAI (4.779.785 euros) finançant la création d'un centre d'hébergement 66 rue des Plantes (14e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2019 DLH 108 du Conseil de Paris en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLA-I à contracter par 3F Résidences en vue du financement d'un programme de Centre d'Hébergement situé 66 rue des Plantes (14e) ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI à contracter par 3F Résidences en vue du financement d'un programme de Centre d'Hébergement situé 66 rue des Plantes (14e) ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par 3F Résidences auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création d'un Centre d'Hébergement situés 66 rue des Plantes (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 2 268 882 euros
Durée totale Durée de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par 3F Résidences auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la création d'un Centre d'Hébergement situés 66 rue des Plantes (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 2 510 903
Durée totale Durée de préfinancement	57 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où 3F Résidences, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec 3F Résidences la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 72-2 Modification et octroi de garanties d'emprunts finançant des opérations de création et de rénovation de logements sociaux par 3F Résidences - Garantie du prêt PAM (2.110.918,42 euros) finançant la réhabilitation d'une résidence pour personnes âgées 66 rue des Plantes (14e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par 3F Résidences en vue du financement de la réhabilitation d'une résidence pour personnes âgées situé 66 rue des Plantes (14e) ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM, à souscrire par 3F Résidences auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 85 logements d'une résidence pour personnes âgées situés 66 rue des Plantes (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 2 110 918,42 euros
Durée totale	24 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où 3F Résidences, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec 3F Résidences la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 74 Garantie d'un emprunt PHB finançant une opération de logement social demandée par 3F Résidences.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB de la Caisse des Dépôts et des Consignations à contracter par 3F Résidences en vue de la relance des chantiers suite à la crise sanitaire ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PHB, souscrit par 3F Résidences auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à relancer l'activité suite à la crise sanitaire, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PHB 112 000 euros
Durée totale	40 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
<u>Période d'amortissement 1</u> Durée Durée du différé d'amortissement Index Taux d'intérêt	 20 ans 240 mois Taux fixe 0 %
<u>Période d'amortissement 2</u> Durée Index Taux d'intérêt	 20 ans Livret A Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PHB est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : Au cas où 3F Résidences, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.
Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec 3F Résidences la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 84 Attribution d'une aide en nature à l'association « KTHA Compagnie » pour la mise à disposition de locaux 38 rue des Amandiers (20e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L2221-1 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris propose de fixer le montant du loyer annuel dû par l'association « KTHA COMPAGNIE » pour la mise à disposition de locaux situés 38 rue des Amandiers à Paris 20e dans le cadre d'un bail civil ;
Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en date du 9 mars 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le bail civil et à fixer à 1 303 euros le montant du loyer annuel hors charges dû à la Ville de Paris par l'association « KTHA COMPAGNIE », siège social 22 - 26 rue du Sergent Bauchat à Paris 12 (SIRET 435 147 368 00045), pour la mise à disposition de locaux situés 38 rue des Amandiers à Paris 20e.
Article 2 : Une aide en nature de 40 697 euros annuels correspondant à la différence entre la valeur locative du local, estimée à 42 000 euros annuels, et le loyer annuel hors charges retenu est accordée à l'association lors de la prise d'effet du contrat jusqu'à son terme.
Article 3 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 85-1 Garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social demandées par la RIVP - Garantie du prêt PLUS (81.377 euros) finançant le programme de logement social situé 12-16 rue de Versigny (18e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de construction situé 12-16, rue de Versigny (18e) ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de construction situé 12-16, rue de Versigny (18e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 81 377 euros
Durée totale	18 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;

- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée sera couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec la RIVP la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 85-2 Garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social demandées par la RIVP - Garantie des prêt PLAI et PLUS (75.384 euros) finançant le programme de logement social situé 335 rue des Pyrénées (20e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de construction situé 335, rue des Pyrénées (20e) par la RIVP ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de construction situé 335, rue des Pyrénées (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 42 708 euros
Durée totale	18 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de construction situé 335, rue des Pyrénées (20e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 32 676 euros
Durée totale	18 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 85-3 Garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social demandées par la RIVP - Garantie du prêt PLUS (459.742 euros) finançant le programme de logement social situé 14 rue Crocé-Spinelli (14e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 290 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 14 rue Crocé-Spinelli (14e) ;

Vu la délibération 2021 DLH 179-5 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 14 rue Crocé-Spinelli (14e) ;

Vu l'offre de prêt n°U104032 pour le contrat à contracter par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations annexée et faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLUS à contracter par la RIVP en vue du financement d'un programme de logements sociaux situé 14 rue Crocé-Spinelli (14e) ;

Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par la RIVP auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de logements sociaux situé 14, rue Crocé-Spinelli (14e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de Prêt Montant	PLUS foncier 459 742 €
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	55 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, la RIVP ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées à l'article 1 de la présente délibération et à signer avec la RIVP les conventions fixant les modalités d'exercice éventuel de ces garanties.

Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 86 Musée Zadkine (Les Arques 46) - Département du Lot - Convention d'occupation du domaine public - Fixation du tarif d'occupation.

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2122-22 et L.2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L 2111-1 et suivants ;

Vu la délibération 2017 DLH 44 en date des 6, 7 et 8 juin 2017 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris lui propose d'autoriser la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public portant mise à disposition au profit du Conseil Départemental du Lot la propriété communale sise sur la commune des Arques (Lot), cadastrée section AB n°84 et n°85 ;

Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en date du 9 mars 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure, avec le Conseil Départemental du Lot, dont l'adresse administrative est avenue de l'Europe - Regourd à Cahors (46005), une convention d'occupation temporaire du domaine public portant mise à disposition, à compter du 1er avril 2022, de la propriété communale sise sur la commune des Arques (Département du Lot), cadastrée section AB n°84 et n°85, à usage de musée consacré aux œuvres du sculpteur Ossip Zadkine et de celles de Valentine Prax déposées par la Ville de Paris.

Cette mise à disposition est consentie selon les conditions essentielles figurant au projet de convention annexé au présent projet de délibération.

Article 2 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à fixer à la somme de 5 104 €, le montant de la redevance annuelle hors charges due par le Département du Lot pour la mise à disposition, ce à compter de la date d'effet de la mise à disposition et pendant toute la durée de cette mise à disposition.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 90 Location de l'ensemble immobilier 13-15-17-19-23 et 16-18-20-22-24 rue du Pont Louis-Philippe (Paris Centre) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;
Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;
Vu le bail emphytéotique en date du 21 avril 1980 portant location au profit de Paris Habitat de l'ensemble immobilier 13-15-17-19-23 et 16-18-20-22-24, rue du Pont Louis-Philippe (Paris Centre) ;
Vu l'avenant au bail emphytéotique en date du 31 mars 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à Paris Habitat OPH de l'ensemble immobilier 13-15-17-19-23 et 16-18-20-22-24, rue du Pont Louis-Philippe (Paris Centre) ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 15 avril 2022 ;
Vu l'avis de M. le Maire de Paris Centre en date du 9 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec Paris Habitat OPH (ou un autre bailleur social du groupe Paris Habitat), dont le siège social est situé 21bis, rue Claude Bernard (5e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'ensemble immobilier 13-15-17-19-23 et 16-18-20-22-24, rue du Pont Louis-Philippe (Paris Centre), cadastré AK 12, AK 10, AK 9, AK 7, AK 6 et AK 13, AK 14, AK 15, AK 16 et AK 17.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 55 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- la location sera assortie d'un loyer annuel correspond à 21% des loyers, redevances et indemnités d'occupation de toute nature appelées par le preneur à bail pendant l'année civile considérée. Il sera recouvré à terme échu au 1er juillet de chaque année.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail ;

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 91 Location de l'immeuble 11 rue Frédéric Sauton (5e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le bail emphytéotique en date des 5 et 6 février 1979 portant location au profit de Paris Habitat de l'immeuble 11, rue Frédéric Sauton (5e) ;

Vu les avenants au bail emphytéotique en date des 29 juin et 22 décembre 2021 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à Paris Habitat OPH de l'immeuble 11, rue Frédéric Sauton (5e) ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 15 avril 2022 ;

Vu la saisine pour avis de Mme la Maire du 5e arrondissement en date du 27 avril 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec Paris Habitat OPH dont le siège social est situé 21bis, rue Claude Bernard (5e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 11, rue Frédéric Sauton (5e) cadastré AB 20.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 55 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;
- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- la location sera assortie d'un loyer annuel correspond à 1% des loyers, redevances et indemnités d'occupation de toute nature appelées par le preneur à bail pendant l'année civile considérée. Il sera recouvré à terme échu au 1er juillet de chaque année.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail ;

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 93 Signature d'une convention de subvention accordée par la Région Ile-de-France au titre du dispositif Réflexe Bois-Biosourcé pour la rénovation de la Maison des Canaux, 6 quai de la Seine (19e).

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le courrier de la Région Ile-de-France en date du 29 avril 2021 notifiant l'attribution d'une subvention ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer la convention de subvention accordée par la Région Ile-de-France au titre du dispositif Réflexe Bois-Biosourcé pour la rénovation de la Maison des Canaux, 6 quai de la Seine à Paris 19e.

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention avec la Région Ile-de-France définissant les modalités d'attribution d'une recette relative à une subvention d'investissement d'un montant de 18 830 euros maximum au titre du Dispositif Bois-Biosourcé, pour la rénovation de la Maison des Canaux, 6 quai de la Seine à Paris 19e

Article 2 : La recette correspondante sera constatée au chapitre 13, nature 1312, rubrique P551 du budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022.

2022 DLH 96 Location de divers lots de copropriété dans l'immeuble 96 rue d'Alleray (15e) à ELOGIE-SIEMP - Avenant à bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le bail emphytéotique en date du 7 mai 2007 portant location au profit de la SIEMP, devenu ELOGIE-SIEMP, de divers lots de copropriété dans l'immeuble 96, rue d'Alleray (15e) ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à ELOGIE-SIEMP de divers lots communaux dans l'immeuble 96, rue d'Alleray (15e) ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 17 mai 2022 ;

Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 15e arrondissement en date du 27 avril 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société ELOGIE-SIEMP, dont le siège social est situé 8, bd d'Indochine (19e) un avenant au bail à caractère emphytéotique portant location de divers lots de copropriété dépendant de l'immeuble 96, rue d'Alleray (15e), cadastré AG 8.

Les conditions essentielles de cet avenant seront les suivantes :

- les lots n°1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 10, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 29, 30, 35 et 39 sont intégrés à l'assiette du bail emphytéotique.
- le bail emphytéotique est assorti d'un loyer capitalisé complémentaire fixé à 510.000 euros qui sera payable :
- à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
- pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- tous les frais entraînés par la rédaction aussi bien que par la publicité de cet avenant qui sera passé par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail.

Les autres clauses et conditions du bail emphytéotique demeurent inchangées.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 97-1 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville du prêt PAM Eco-prêt (1.404.288 euros) finançant le programme de rénovation situé 160-174 rue du Faubourg Saint-Martin (10e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2021 DLH 63 en date des 16, 17, 18 et 19 novembre 2021 approuvant la réalisation par ICF Habitat La Sablière d'un programme de rénovation et d'amélioration de la qualité de service de 128 logements sociaux, 160-174 rue du Faubourg Saint-Martin (10e) ;

Vu le contrat de prêt n° 132978 entre ICF Habitat La Sablière et la Caisse des dépôts et des Consignations signé le 9 mars 2022 et annexé au présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM Eco-Prêt contracté par ICF Habitat La Sablière en vue de la réalisation d'un programme de rénovation et d'amélioration de la qualité de service de 128 logements sociaux, 160-174 rue du Faubourg Saint-Martin (10e) ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PAM Eco-Prêt souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de rénovation de 128 logements sociaux, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Eco-Prêt 1.404.288 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	22 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,45% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où ICF Habitat La Sablière, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec ICF Habitat La Sablière la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 97-2 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville du prêt PAM Eco-prêt (2.820.676 euros) finançant le programme de rénovation situé 10-18 bd Masséna (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le contrat de prêt n° 133263 entre ICF Habitat La Sablière et la Caisse des dépôts et des Consignations signé le 14 mars 2022 et annexé au présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM Eco-Prêt contracté par ICF Habitat La Sablière en vue de la réalisation d'un programme de rénovation de 128 logements sociaux, 10-18 Boulevard Masséna (13e) ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PAM Eco-Prêt souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de rénovation de 128 logements sociaux, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Eco-Prêt 1.122..000 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	21 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,45% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PAM Taux fixe Complémentaire à l'éco-prêt souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de rénovation de 128 logements sociaux, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Taux fixe Complémentaire à l'éco-prêt 1.698.676 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	22 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Néant
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 1.36 %

Article 3 : Au cas où ICF Habitat La Sablière, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec ICF Habitat La Sablière la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 97-3 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville des prêts PLAI, PLUS, PLS et BOOSTER (19.219.942 euros) finançant le programme de logement social situé 188 bis av. de Clichy-31 rue Boulay (17e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2013 DLH 253° en date des 16, 17 et 18 décembre 2013 approuvant la réalisation par ICF Habitat La Sablière d'un programme de construction neuve comportant 23 logements PLA-I, 55 logements PLUS, 188 bis avenue de Clichy-31 rue Boulay (17e) ;

Vu le contrat de prêt n° 132514 entre ICF Habitat La Sablière et la Caisse des dépôts et des Consignations signé le 24 février 2022 et annexé au présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS et PLA-I contractés par ICF Habitat La Sablière en vue de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 23 logements PLA-I, 55 logements PLUS, 188 bis avenue de Clichy-31 rue Boulay (17e) ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLA-I souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 23 logements PLA-I, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLA-I 4.188.740 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,2% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLUS souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 55 logements PLUS, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 9.486.220 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLS souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 33 logements PLS, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 3.295.783 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLS complémentaire souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 33 logements PLS, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 584 199 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt BOOSTER, à souscrire par BOOSTER auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de création de 181 logements sociaux, 188 bis avenue de Clichy-31 rue Boulay (17e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	BOOSTER 1.665.000 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Néant
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 1,2 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : Au cas où ICF Habitat La Sablière, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 7 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec ICF Habitat La Sablière la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 9 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 97-4 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie des prêts PLUS et BOOSTER (5.401.007 euros) finançant le programme de logement social situé 92 rue des Poissonniers (18e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 20 en date des 24, 25 et 26 septembre 2018 approuvant la réalisation par ICF Habitat La Sablière d'un programme résidence étudiante comportant 80 logements PLUS, 92 rue des Poissonniers (18e) ;

Vu le contrat de prêt n° 133010 entre ICF Habitat La Sablière et la Caisse des dépôts et des Consignations signé le 9 mars 2022 et annexé au présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de modifier la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLUS contracté par ICF Habitat La Sablière en vue de la réalisation d'un programme de création comportant 78 logements PLUS 92 rue des Poissonniers (18e) ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLUS souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de la réalisation d'un programme de création d'une résidence étudiante comportant 78 logements PLUS, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 4.231.007 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt BOOSTER, à souscrire par BOOSTER auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de création de 34 logements sociaux, 3-5 rue Fulton (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	BOOSTER 1.170.000 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Néant
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 1,57 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où ICF Habitat La Sablière, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec ICF Habitat La Sablière la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 97-5 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville des prêts PAM et PAM Eco-prêt (3.011.432 euros) finançant le programme de rénovation situé 181 bis, ter, quater av. de Clichy (17e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2019 DLH 133° en date des 1er, 2, 3 et 4 octobre 2019 approuvant la réalisation par ICF Habitat La Sablière d'un programme de rénovation durable de 101 logements sociaux, 181 bis, ter, quater avenue de Clichy (17e) ;
Vu le contrat de prêt n° 126068 entre ICF Habitat La Sablière et la Caisse des dépôts et des Consignations signé le 15 septembre 2021 et annexé au présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PAM et PAM Eco-Prêt contractés par ICF Habitat La Sablière en vue de la réalisation d'un programme de rénovation durable de 101 logements sociaux, 181 bis, ter, quater avenue de Clichy (17e) ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PAM Eco-Prêt souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de rénovation durable de 101 logements sociaux, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Eco-Prêt 1.212.000 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,75% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PAM souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de rénovation durable de 101 logements sociaux, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 1.193.432 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,6% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PAM complémentaire à l'Eco-Prêt souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de rénovation durable de 101 logements sociaux, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 606.000 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 0,38%

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où ICF Habitat La Sablière, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec ICF Habitat La Sablière la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 7 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 97-6 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville des prêts PLAI, PLUS, PLS et BOOSTER (4.218.635 euros) finançant le programme de logement social situé Secteur Chapelle International lot I (18e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2019 DLH 197° en date des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLUS et PLA-I à contracter par ICF Habitat La Sablière en vue du financement du programme de construction neuve comportant 11 logements PLA-I et 13 logements PLUS, Secteur Chapelle International lot I (18e) ;

Vu le contrat de prêt n° 132269 entre ICF Habitat La Sablière et la Caisse des dépôts et des Consignations signé le 15 février 2022 et annexé au présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de modifier la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLA-I et PLUS à contracter par ICF Habitat La Sablière en vue de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 11 logements PLA-I et 13 logements PLUS, Secteur Chapelle International lot I (18e) ;

Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2021 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLA-I à souscrire par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 11 logements PLA-I, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLA-I 1.147.702 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt - marge fixe de 0,2% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLUS à souscrire par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 13 logements PLUS, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 1.580.457 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLS souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue du financement de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 10 logements PLS, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 858.052 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du Prêt PLS complémentaire souscrit par ICF Habitat La Sablière auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, en vue de la réalisation d'un programme de construction neuve comportant 10 logements PLUS, dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS complémentaire 122.424 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de Prêt + marge fixe de 0,53% Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt BOOSTER, à souscrire par BOOSTER auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer le programme de création de 34 logements sociaux, 3-5 rue Fulton (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	BOOSTER 510.000 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	32 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Néant
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux fixe de 1,2 %

Cette garantie est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 6 : Au cas où ICF Habitat La Sablière, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur, adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable avec l'organisme défaillant.

Article 7 : Les charges des garanties ainsi accordées seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 8 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par les garanties visées aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec ICF Habitat La Sablière la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 9 : Les conditions et les montants définitifs du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 99 Cession de parties communes de l'immeuble 127-129 rue Castagnary (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Considérant que lors de sa séance du 24 mars 2004, le Conseil du Patrimoine de la Ville de Paris a estimé que le représentant de la Ville de Paris était tenu de solliciter l'accord préalable du Conseil de Paris avant de s'exprimer sur tout projet d'aliénation de parties communes concernant les immeubles en copropriété ;

Considérant que dans l'immeuble en copropriété 127-129, rue Castagnary (15e), un copropriétaire souhaite acheter une cour commune rattachée à son appartement ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 21 décembre 2021 ;

Considérant que lors de sa séance du 9 mars 2022, le Conseil du Patrimoine a émis un avis favorable au vote en assemblée générale de copropriété de la cession de cette partie commune à un prix qui ne saurait être inférieur à 178 000 € ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'autoriser le représentant de la Ville de Paris à voter l'aliénation de parties communes en assemblée générale dans l'immeuble en copropriété 127-129, rue Castagnary (15e) ;

Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 15e arrondissement en date du 27 avril 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris ou son représentant sont autorisés à voter en assemblée générale de copropriété de l'immeuble 127-129, rue Castagnary (15e) ;

- la cession d'une cour commune de 45 m² à un prix qui ne saurait être inférieur à 178.000 € et le changement de destination du local commercial ;
- la modification de l'état descriptif de division de l'immeuble et la grille de répartition des charges qui en résulte.

Article 2 : Tous les frais, droits, honoraires et modifications du règlement de copropriété auxquels pourra donner lieu la vente sera supportés par l'acquéreur.

Les contributions et taxes de toute nature auxquelles les biens cédés sont et pourront être assujettis, seront acquittées par l'acquéreur à compter du jour de l'entrée en jouissance.

Article 3 : La valeur prévisionnelle de cette cession s'établit au minimum à 178 000 €. La Ville de Paris disposant de 99/1061e des parties communes spéciales, elle percevrait une quote-part de 16 608 €, qui sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et suivants).

Article 4 : la sortie du bien du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

2022 DLH 101 Location de l'immeuble 25-27 rue de Constantinople (8e) à ELOGIE-SIEMP - Promesse de bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu la délibération 2016 DLH 193 des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 autorisant la conclusion au profit d'ELOGIE, devenu ELOGIE-SIEMP, d'un bail emphytéotique portant location des immeubles 25 et 27, rue de Constantinople (8e)

Vu la délibération 2017 DASCO 114 des 3, 4 et 5 juillet 2017, autorisant la réalisation d'une école polyvalente et d'une cuisine de production sur l'unité foncière communale 25-27, rue de Constantinople (8e);

Vu la délibération 2018 DLH 213-1 des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 portant financement d'un programme de construction de 26 logements PLA-I, 16 logements PLUS et 10 logements PLS à réaliser par ELOGIE-SIEMP au 25/27, rue Constantinople / 78, rue du Rocher (8e) ;

Vu la délibération 2019 DLH 422 des 9, 10, 11, 12 et 13 décembre 2019 autorisant la conclusion d'une promesse de bail emphytéotique au profit d'ELOGIE-SIEMP ainsi que d'un avenant à la convention de transfert provisoire de maîtrise d'ouvrage pour la rédaction d'une école polyvalente et d'une cuisine de production ;

Vu la promesse de bail emphytéotique en date du 30 janvier 2020, arrivée à échéance le 1er mars 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 MAI 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à ELOGIE-SIEMP de l'immeuble 25-27, rue de Constantinople (8e);

Vu la saisine pour avis de Mme la Maire du 8e arrondissement en date du 9 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société ELOGIE-SIEMP, dont le siège social est situé 8, bd d'Indochine (19e) une promesse de bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 25-27, rue de Constantinople (8e), cadastré CF99 et CF100, selon les conditions essentielles mentionnées dans la délibération 2016 DLH 193 approuvées lors de la séance du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 et demeurée ci-annexée, ainsi que tous les actes complémentaires éventuellement nécessaires à l'opération.

Cette promesse sera en outre assortie des conditions suivantes :

- a) Conditions déterminantes en cas d'échec de l'opération devant être réalisée par ELOGIE-SIEMP et approuvée par le Conseil de Paris par délibération 2018 DLH 213-1 des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 :
  - la Ville de Paris s'engage à rembourser ELOGIE-SIEMP les frais engagés dans la limite d'un montant de 4,1 M€ HT, sous déduction des fonds déjà versés par la Ville dans le cadre de la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage ;
  - la Ville de Paris s'engage à reprendre le terrain en l'état dès lors que celui-ci aura fait l'objet d'une mise en sécurité préalable ;
- b) Conditions suspensives :
  - Clôture de la procédure de cessation d'activité de Stellantis auprès de la Préfecture ;
  - Caractère définitif du permis de construire ;
  - Remboursement a posteriori des frais de gestion intercalaire jusqu'au démarrage des travaux, dans la limite d'un plafond de 100.000 euros ;

La Ville de Paris s'engage à prendre à sa charge le surcoût de traitement de la pollution supérieur à 300.000 euros HT. Le surcoût de traitement de la pollution étant défini comme tout surcoût lié à la mise en décharge spécialisée, autre qu'une installation de stockage des déchets inertes, des terres excavées, correspondant à la différence entre le coût de mise en décharge en installation de stockage des déchets inertes et celle de la mise en décharge spécialisées des mêmes volumes de terre. Le surcoût

connu à ce jour étant de 518 173, 15 euros HT. La Ville de Paris s'engage également à accompagner ELOGIE-SIEMP dans la prise en charge des éventuels surcoûts liés à la dépollution, non encore connus à ce jour, après qu'elle aura épuisé toutes les possibilités permettant de rééquilibrer le coût de l'opération en étudiant notamment le potentiel de valorisation du site et plus particulièrement les zones excavées.

L'échéance de cette promesse de bail emphytéotique sera fixée au 1er février 2025 et sera assortie d'une prorogation maximale de 9 mois sur demande motivée du preneur à bail.

2022 DLH 102 Signature d'un bail civil et attribution d'une aide en nature à l'association « LA GARE EXPERIMENTALE » pour la mise à disposition de locaux 18 bd Serrurier (19e).

Mme Carine ROLLAND, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L2221-1 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris propose de fixer le montant du loyer annuel dû par l'association « LA GARE EXPERIMENTALE » pour la mise à disposition de locaux situés 18 boulevard Serrurier à Paris 19e dans le cadre d'un bail civil ;

Vu l'avis du Conseil du Patrimoine en date du 23 mars 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Carine ROLLAND au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un bail civil d'une durée de 3 ans avec l'association « LA GARE EXPERIMENTALE », siège social 18 boulevard Serrurier à Paris 19e (SIRET 510 746 795 00044) et à fixer à 3 582 euros le montant du loyer annuel hors charges dû à la Ville de Paris par l'association, pour la mise à disposition de locaux situés 18 boulevard Serrurier à Paris 19e .

Article 2 : Une aide en nature de 95 058 euros annuels correspondant à la différence entre la valeur locative du local, estimée 98 640 euros annuels, et le loyer annuel hors charges retenu est accordée à l'association de la prise d'effet du contrat jusqu'à son terme.

Article 3 : Les recettes correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 104 Location de l'immeuble 74 rue Notre Dame de Nazareth (Paris Centre) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.2122-21 ;

Vu le Code rural et de la pêche maritime et notamment ses articles L.451-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris se propose de soumettre à son agrément les conditions de location à ELOGIE-SIEMP de l'immeuble 74, rue Notre Dame de Nazareth (Paris Centre) ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris en date du 23 mars 2022 ;

Vu l'avis de M. le Maire de Paris Centre en date du 9 mai 2022 ;

Vu l'avis du conseil de Paris Centre en date du16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à conclure avec la société ELOGIE-SIEMP, dont le siège social est situé 8, bd d'Indochine (19e) un bail à caractère emphytéotique portant location de l'immeuble 74, rue Notre Dame de Nazareth (Paris Centre), cadastré AB 52, après transfert de la propriété de ce dernier.

La location sera assortie des conditions essentielles suivantes :

- le bail prendra effet à compter de la date de sa signature ou, si elle est plus tardive, à la date de remise de l'immeuble au preneur à bail. Sa durée sera de 65 ans ;
- le preneur à bail prendra la propriété dans l'état où elle se trouvera à la date d'effet de la location ;
- le preneur à bail renoncera à demander toutes indemnités ou dommages intérêts en raison des défauts apparents ou cachés qui pourront résulter de la nature du sol et du sous-sol ;
- le preneur à bail souffrira des servitudes passives, apparentes ou occultes qui grèvent ou pourront grever la propriété louée ; en sa qualité d'emphytéote, le preneur à bail bénéficiera des droits réels lui permettant notamment d'opérer sur la propriété tout changement, amélioration ou construction en application de l'article L.451-7 du code rural et de la pêche maritime ;

- à l'expiration du bail, la totalité des aménagements et équipements réalisés par le preneur à bail deviendra, sans indemnité, propriété de la Ville de Paris ;
- pendant toute la durée de la location, le preneur à bail devra assumer la charge de tous les travaux d'entretien et de grosses réparations, y compris ceux que l'article 606 du Code Civil met d'ordinaire à la charge du propriétaire ;
- le preneur à bail sera autorisé à consentir et à renouveler des locations, y compris celles relevant des articles L.145-1 et suivants du code de commerce, pour une durée expirant au-delà de celle du bail emphytéotique. Les contrats de location ainsi conclus se poursuivront dans les mêmes conditions au terme du bail emphytéotique, la Ville de Paris les reprenant et devenant bailleur direct des locataires de l'emphytéote ;
- le preneur à bail aura la faculté de céder au prix du marché la totalité des surfaces de commercialité sous réserve d'un intéressement de la Ville de Paris sur le prix de cession correspondant à 50% des prix hors taxes de cession par l'acquéreur de toute ou partie de ladite commercialité, nets des frais, droits, taxes et honoraires dus par le preneur à bail aux termes de l'acte de mutation et nets des frais de l'acte complémentaire constatant le paiement de l'intéressement par le preneur à bail à la Ville de Paris.
- le loyer capitalisé sera fixé à 1 440 000 euros et sera payable :
  - à hauteur de 10.000 euros dans un délai de deux jours ouvrés à compter de la signature de l'acte, par les comptabilités des notaires du bailleur et du preneur ;
  - pour le reliquat trois mois après la décision d'agrément prévue par les articles R 331-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, et au plus tard deux ans après la date de signature du bail.
- en fin de location, l'immeuble réalisé devra être rendu à la Ville de Paris en parfait état d'entretien et de réparations de toute nature ;
- dans l'hypothèse où la Ville de Paris serait amenée à aliéner sa propriété, un droit de préférence sera donné au preneur à bail ;
- le preneur à bail devra, en outre, acquitter pendant la durée du bail, les impôts, taxes et charges de toute nature grevant ou pouvant grever la propriété ;
- tous les frais entraînés tant par la rédaction que par la publicité du bail, et de ses avenants, qui seront passés par devant notaire, seront à la charge du preneur à bail ;

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tout acte préalable ou constitution de servitude éventuellement nécessaire à l'opération visée à l'article 1.

Article 3 : Cette recette sera inscrite sur le budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DLH 105-1 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (327.000 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 10 logements sociaux situés 27 rue du Caire (Paris Centre).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2017 DLH 396 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 10 logements sociaux (dont 2 PLS) situé 27 rue du Caire (Paris Centre) ;

Vu le contrat de prêt n° 126290 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situés 27 rue du Caire (Paris Centre), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 327 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-2 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI (549.898 euros) finançant le programme de création d'une résidence sociale de 26 logements PLAI situés 11A rue Pavée (Paris Centre).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2021 DLH 387 du Conseil de Paris en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLAI à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de création d'une résidence sociale de 26 logements sociaux PLAI situés 11A rue Pavée (Paris Centre) et 12 logements sociaux (7 PLAI et 5 PLUS) ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création d'une résidence sociale de 26 logements sociaux PLAI situés 11 A rue Pavée (Paris Centre), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 247 454 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	62 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la création d'une résidence sociale de 26 logements sociaux PLAI situés 11 A rue Pavée (Paris Centre), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 302 444 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-3 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (1.155.239 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 28 logements sociaux situés 71 rue de Rochechouart (9e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2017 DLH 387 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 28 logements sociaux (dont 8 PLAI) situés 71 rue de Rochechouart (9e) ;
Vu le contrat de prêt n° 128962 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 8 logements PLAI situés 71 rue Rochechouart (9e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 1 155 239 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.01% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.
Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-4 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLUS et PLS (2.132.405 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situés 90 rue Lafayette (9e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2017 DLH 345 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts

PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situés 90 rue Lafayette (9e) (dont 5 PLAI 6 PLUS et 7 PLS) ;
Vu le contrat de prêt n° 126293 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de logements sociaux situés 90 rue Lafayette (9e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 866 127 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 11 logements sociaux situés 90 rue Lafayette (9e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 1 266 278 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-5 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (153.600 euros) finançant le programme de construction de 1 logement situé 60-62 rue du Faubourg Saint-Martin (10e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu le contrat de prêt n° 126286 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la construction de 1 logement situé 60-62 rue du Faubourg Saint Martin (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 153 600 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.05% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.
Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-6 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (2.543.438 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 11 logements sociaux situés 1 cour des Petites Ecuries (10e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2019 DLH 227 du Conseil de Paris en date des 12, 14 et 15 novembre 2019 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI et PLUS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 11 logements sociaux situés 1 cour des Petites Ecuries (10e) (dont 7 PLAI et 4 PLUS) ;

Vu le contrat de prêt n° 125895 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de logements sociaux situés 1 cour des Petites Ecuries (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 987 153 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de logements sociaux situés 1 cour des Petites Ecuries (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 636 602 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	61 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de logements sociaux situés 1 cour des Petites Ecuries (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 556 285 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	42 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de logements sociaux situés 1 cour des Petites Ecuries (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS foncier 363 398 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	61 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 5 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 6 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, 3 et 4 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 8 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-7 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (4.441.283 euros) finançant le programme de réhabilitation de 499 logements sociaux situés 283/295 rue de Charenton (12e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 393 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de réhabilitation de 499 logements sociaux situés 283/295 rue de Charenton (12e) ;
Vu le contrat de prêt n° 116109 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré,
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 499 logements sociaux situés 283/295 rue de Charenton (12e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 4 441 283 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	12 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.
Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-8 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (901.957 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situés 172 à 182 et 188 rue Lecourbe (15e) (Groupe Saint Lambert).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2018 DLH 362 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt

PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situés 172 à 182 et 188 rue Lecourbe (15e) (groupe Saint Lambert) ;
Vu le contrat de prêt n° 130398 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situés 172 à 182 et 188 rue Lecourbe(15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 901 957 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.01% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-9 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLS (29.100 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 2 logements situés 112 rue Falguière (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2018 DLH 362 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLAI à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situé 112 rue de Falguière (1 PLAI et 1 PLS) ;

Vu le contrat de prêt n° 130798 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 1 logement PLAI situé 112 rue Falguière (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 19 400 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 1 logement PLS situé 112 rue Falguière (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 9 700 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	16 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.06% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-10 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (51.464 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 1 logement PLAI situé 26 à 32 et 40 à 44 rue Paul Barruel (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2020 DLH 41 accordant la garantie des prêts PLAI et PLUS finançant la création de 11 logements sociaux par Paris Habitat sur divers groupes d'immeubles ;

Vu le contrat de prêt n° 130800 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 1 logement PLAI situé 26 à 32 et 40 à 44 rue Paul Barruel (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 51 464 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-11 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (93.239 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situés 172-188 rue Lecourbe et 2-23 rue Théophraste Renaudot (15e) (Groupe Saint Lambert).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu le contrat de prêt n° 130799 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situés 172-188 rue Lecourbe et 2-23 rue Théophraste Renaudot (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 93 239 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	6 ans 12 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-12 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (202.386 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 19 logements sociaux situés 1/3/7/11/13 rue du Lieuvin (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 362 du Conseil de Paris en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI, PLUS et PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 19 logements sociaux situés 1/3/7/11/13 rue du Lieuvin (15e) ;

Vu le contrat de prêt n° 132969 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 19 logements sociaux situés 1/3/7/11/13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 92 493 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	40 ans -
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 19 logements sociaux situés 1/3/7/11/13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 92 493 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	40 ans -
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 19 logements sociaux situés 1/3/7/11/13 rue du Lieuvin (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 17 400 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	5 ans -
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.53% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2 et 3 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 7 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-13 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (1.395.709 euros) finançant le programme de réhabilitation de 488 logements sociaux situés 48 rue Bargue (15e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 270 du Conseil de Paris en date des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PAM à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de réhabilitation de 488 logements sociaux situés 48 rue Bargue (15e) ;

Vu le contrat de prêt n° 117594 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 488 logements sociaux situés 48 rue Bargue (15e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 1 395 709 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	12 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé du prêt survenu conformément aux conditions contractuelles du prêt, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 3 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, au contrat d'emprunt concerné par la garantie visée à l'article 1 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 5 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-14 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (435.447 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 14 logements sociaux situés 92 rue Laugier (17e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 287 du Conseil de Paris en date des 12, 13, 14 et 15 décembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts PLAI et PLUS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 14 logements sociaux situés 92 rue Laugier (17e) ;

Vu le contrat de prêt n° 130045 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLUS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 14 logements sociaux situés 92 rue Laugier (17e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLUS 228 514 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLUS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 14 logements sociaux situés 92 rue Laugier (17e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 206 933 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-15 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêt Réhabilitation (24.900.907 euros) finançant le programme de réhabilitation de 473 logements sociaux situés 2-4-8 rue de Toulouse (19e) (Groupe Serurier Indochine).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2018 DLH 280 du Conseil de Paris en date des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts Réhabilitation à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de réhabilitation de 473 logements sociaux situés 2-4-8 rue de Toulouse (19e) (Groupe Serurier Indochine) ;

Vu le contrat de prêt n° 129915 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 473 logements sociaux situés 2-4-8 rue de Toulouse (19e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 16 312 851 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	27 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Réhabilitation, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 473 logements sociaux situés 2-4-8 rue de Toulouse (19e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 2 372 198 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	17 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0.6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt Eco-prêt, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des

Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 473 logements sociaux situés 2-4-8 rue de Toulouse (19e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	Eco-prêt 6 215 858 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	17 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.75% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2, et 3 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 7 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-16 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLS (767.845 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 15 logements situés 60-62 rue du Faubourg Saint-Martin (10e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2017 DLH 395 du Conseil de Paris en date des 11, 12 et 13 décembre 2017 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement de l'emprunt PLS à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme d'acquisition-amélioration de 6 logement situés 60-62 rue du Faubourg Saint-Martin (10e) (5 PLAI, 6 PLUS et 4 PLS) ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;

Vu le contrat de prêt n° 131031 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré ;

Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de logements sociaux situés 60-62 rue du Faubourg Saint Martin (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI 87 845 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLAI foncier, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux situés 60-62 rue du Faubourg Saint Martin (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLAI foncier 230 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0.2% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLAI foncier est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PLS, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer l'acquisition-amélioration de 6 logements sociaux situés 60-62 rue du Faubourg Saint Martin (10e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PLS 450 000 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	41 ans et 6 mois 18 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 1.03% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PLS est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :

- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.
Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2 et 3 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.
Article 7 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 105-17 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (1.490.878 euros) finançant le programme de réhabilitation de 64 logements sociaux situés 2 rue Emile Deslandres (13e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;
Vu la délibération 2017 DLH 223 du Conseil de Paris en date des 25, 26 et 27 septembre 2017 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts Réhabilitation à contracter par Paris Habitat en vue du financement d'un programme de réhabilitation de 64 logements sociaux situés 2 rue Emile Deslandres (13e) ;
Vu le contrat de prêt n° 131649 entre la Caisse des Dépôts et Consignations et Paris Habitat faisant partie intégrante du présent délibéré faisant partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose de réitérer et de modifier la garantie de la Ville de Paris finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM Eco-prêt, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 64 logements sociaux situés 2 rue Emile Deslandres (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM Eco-prêt 834 602 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	17 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,75% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM Eco-prêt est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.
Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 64 logements sociaux situés 2 rue Emile Deslandres (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 561 326 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	22 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM, à souscrire par Paris Habitat auprès de la Caisse des Dépôts et des Consignations, destiné à financer la réhabilitation de 64 logements sociaux situés 2 rue Emile Deslandres (13e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM 94 950 Euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	17 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt + marge fixe de 0,6% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0%*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 4 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, Paris Habitat ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières des contrats,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 5 : Les charges de la garantie ainsi accordée seront couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 6 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris, aux contrats d'emprunt concernés par la garantie visée aux articles 1, 2 et 3 de la présente délibération et à conclure avec Paris Habitat la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 7 : Les montants et conditions définitives du contrat d'emprunt seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 112 Réitération de la garantie des emprunts finançant un programme de réhabilitation de logements sociaux par SEQENS - Garantie des prêts PAM par la Ville (666.584 euros).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le Code de la Construction et de l'Habitation ;

Vu la délibération 2016 DLH 19 des 26, 27 et 28 septembre 2016 accordant la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par DOMAXIS en vue du financement d'un programme de réhabilitation de 14 logements sociaux situé 14, rue de Nantes (19e) ;
Vu le contrat de prêt contracté par SEQENS (ex-DOMAXIS) auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations n°125039 signé le 19 juillet 2021, annexé et partie intégrante du présent délibéré ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui propose d'accorder la garantie de la Ville de Paris pour le service des intérêts et l'amortissement des emprunts à contracter par SEQENS en vue du financement d'un programme de réhabilitation de 14 logements sociaux situé 14, rue de Nantes (19e) ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à souscrire par SEQENS auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation de 14 logements sociaux situé 14, rue de Nantes (19e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	Eco-prêt PAM 280 000 euros
Durée totale Dont durée de la phase de préfinancement	17 ans 24 mois
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Taux d'intérêt actuariel annuel	Taux de l'index en vigueur à la date d'effet du contrat de prêt - marge fixe de 0,75% *Révision du taux d'intérêt à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux d'intérêt puisse être inférieur à 0 %*

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 2 : La Ville de Paris garantit, pour la totalité de sa durée, le service des intérêts et l'amortissement du prêt PAM à taux fixe à souscrire par SEQENS auprès du groupe Caisse des Dépôts et Consignations, destiné à financer un programme de réhabilitation de 14 logements sociaux situé 14, rue de Nantes (19e), dont les caractéristiques sont les suivantes :

Type de prêt Montant	PAM à taux fixe complémentaire à l'Eco-prêt 386 584 euros
Durée totale	25 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Taux d'intérêt fixe	0,96 %

Cette garantie PAM est accordée sous réserve de la conclusion du contrat de prêt dans un délai de 3 ans à compter du jour de la notification de la présente délibération.

Article 3 : Au cas où, pour quelque motif que ce soit, SEQENS ne s'acquitterait pas :
- des sommes dues (capital et intérêts) aux échéances convenues ;
- des intérêts moratoires encourus ;
- en cas de remboursement anticipé des prêts survenu conformément aux conditions contractuelles des prêts, des intérêts courus contractuels, indemnités ou pénalités éventuellement dues conformément aux conditions financières du contrat,

la Ville de Paris s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place sur simple demande de l'établissement prêteur adressée par lettre missive, sans jamais pouvoir opposer le défaut de mise en recouvrement des impôts dont la création est prévue ci-dessous, ni exiger que l'établissement prêteur ne discute au préalable l'organisme défaillant.

Article 4 : Les charges de la garantie ainsi accordée sera couvertes éventuellement par un prélèvement sur les ressources générales du budget et, en cas d'insuffisance de celles-ci et à concurrence des sommes nécessaires, par une augmentation corrélative des taux des taxes foncières, de la taxe d'habitation, ainsi que de la cotisation foncière des entreprises.

Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à intervenir, au nom de la Ville de Paris au contrat des emprunts concernés par la garantie visée aux articles 1 et 2 de la présente délibération et à signer avec SEQENS la convention fixant les modalités d'exercice éventuel de cette garantie.

Article 6 : Les conditions et les montants définitifs du contrat des emprunts seront communiqués au Conseil de Paris à l'occasion du vote des documents budgétaires annuels.

2022 DLH 119 local commercial sis 16-18 av. du cimetière parisien (PANTIN 93) - Protocole d'accord transactionnel avec la « Société Nouvelle Le Lutèce CHR 2000 ».

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son Article L2122-21 ;
Vu les articles 1110, 1112-1, 1724, 2044 et 2502 et suivants du code civil ;
Vu le projet de protocole d'accord transactionnel entre Ville de Paris et la société Nouvelle le Lutèce CHR 2000 ;
Vu le projet de délibération 2022 DLH 119 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose au Conseil de Paris d'approuver le protocole transactionnel entre la Ville de Paris et la société Nouvelle Le Lutèce CHR 2000 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer un protocole transactionnel, dont le projet est joint à la présente délibération, avec la société Nouvelle le Lutèce CHR 2000 (SIREN 411044712), dont le siège est situé au 16-18 avenue du cimetière parisien à PANTIN (93) en vue d'indemniser cette dernière pour le préjudice du trouble d'exploitation commerciale subi, lié à la période de travaux diligentés par la Ville de Paris, par le versement de la somme 40 000 euros à titre forfaitaire, global et définitif.
Article 2 : La dépense correspondante sera inscrite sur le budget municipal pour les exercices 2022 et suivants.

2022 DPE 4 Récupération des épaves de vélos à l'espace tri de la Porte des Lilas - Convention avec le Réseau des Ateliers Vélos Participatifs et Solidaires Parisiens (RéPAR).

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3411-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la signature d'une convention relative à la récupération des épaves de vélos à la déchèterie de la Porte des Lilas entre la Ville de Paris et le Réseau des Ateliers Vélos Participatifs et Solidaires Parisiens (RéPAR) ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : approuve la convention avec le RéPAR pour la récupération des épaves de vélos à l'espace tri de la Porte des Lilas.
Article 2 : autorise Mme la Maire de Paris à signer ladite convention avec le RéPAR.

2022 DPE 9 Collecte et traitement des consommables d'impression usagés - Contrat de partenariat avec l'organisme PRINTERREA.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation d'approuver le contrat de partenariat en vue de la collecte et du traitement des consommables d'impression usagés avec l'organisme PRINTERREA ;

Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le contrat de partenariat, dont le texte est joint à la présente délibération, en vue de la collecte et du traitement des consommables d'impression usagés avec l'organisme PRINTERREA.

Article 2 : Les recettes correspondantes seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice en cours et des exercices ultérieurs.

2022 DPE 10 Aide au développement de la collecte des déchets alimentaires - Convention entre la Ville de Paris et le SYCTOM.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2511 1 et suivants ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 relative à la Nouvelle Organisation territoriale de la République (dite « loi NOTRe ») ;

Vu la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire ;

Vu la délibération du SYCTOM n° 3777 du 10 décembre 2021 relative à l'approbation de la convention d'accompagnement du SYCTOM pour la mise en œuvre de la collecte et le traitement des déchets alimentaires pour les EPT ;

Vu les termes de la convention annexée à la présente délibération ;

Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'avis du Conseil de Paris sur la convention avec le SYCTOM pour l'aide au développement de la collecte des déchets alimentaires ;

Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : approuve la convention avec le SYCTOM pour l'aide au développement de la collecte des déchets alimentaires.

Article 2 : autorise Mme la Maire de Paris à signer ladite convention avec le SYCTOM.

Article 3 : charge la Maire de Paris de l'exécution de la présente délibération et l'autorise à accomplir tous les actes et toutes diligences nécessaires.

2022 DPE 11-DTEC Approbation du schéma directeur d'eau non potable 2022-2034.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération n° 2012 DPE 2 en date du 20 mars 2012 approuvant le maintien du réseau d'eau non potable ;

Vu la délibération n° 2015 DPE 56 en date du 15 septembre 2015 approuvant le schéma directeur des usages et du réseau d'eau non potable 2015-2020 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui soumet le projet schéma directeur d'eau non potable pour la période 2022-2034 ;

Vu l'avis de l'observatoire parisien de l'eau en date du 14 février 2021 ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le schéma directeur d'eau non potable de Paris, établi pour la période 2022-2034 et dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : La Maire de Paris est chargée de transmettre ledit schéma directeur à Eau de Paris pour application sous le pilotage des directions de la Ville.

2022 DPE 12 Travaux d'adaptation du Déversoir d'Orage Renan SEINE pour la pose d'un réseau d'eaux d'exhaure dans le réseau d'assainissement parisien - Convention avec Bouygues Immobilier.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L.2224-5 ;
Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver la signature d'une convention avec BOUYGUES IMMOBILIER relative à la pose d'un réseau d'eaux exhaure dans le réseau d'assainissement parisien avec contournement d'une vanne (DO RENAN SEINE) ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : La convention avec BOUYGUES IMMOBILIER relative à la pose d'un réseau d'eaux exhaure dans le réseau d'assainissement parisien avec contournement d'une vanne (DO RENAN SEINE) est approuvée.
Article 2 : Les dépenses et recettes correspondantes seront imputées sur les sections d'investissement et d'exploitation du budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris sur les exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention.

2022 DPE 13-DFA Budget annexe de l'assainissement - Compte administratif de l'exercice 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 ;
Vu les budgets primitif et supplémentaire et la décision modificative de l'exercice 2021 du budget annexe de l'assainissement délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2020, des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021, et 16, 17, 18 et 19 novembre 2021 ;
Vu le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe de l'assainissement rendu par le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et du département de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le compte administratif du budget annexe de l'assainissement pour l'exercice 2021 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL au nom de la 8e commission et M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le compte administratif du budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 est arrêté en dépenses et en recettes ainsi qu'il suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		
Les crédits de l'exercice 2021 ont été arrêtés à (décision modificative) :		79.759.866,86 euros
Le montant des dépenses mandatées s'élève à :		77.088.662,88 euros
Déficit cumulé au 31 décembre 2020 :		néant
RECETTES		
Les recettes de l'exercice 2021 ont été évaluées à (décision modificative) :		79.759.866,86 euros
Le montant des recettes constatées s'élève à :		50.424.866,25 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2020 :		18.125.730,46 euros
BALANCE		
Dépenses :	77.088.662,88 euros	
Recettes :	50.424.866,25 euros	
Solde exécution 2021 :	-26.663.796,63 euros	
Déficit cumulé au 31 décembre 2021 :	-8.538.066,17 euros	

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES	
Les crédits de l'exercice 2021 ont été arrêtés à (décision modificative) :	98.330.221,40 euros
Le montant des dépenses mandatées s'élève à :	90.667.023,85 euros
Déficit d'exploitation au 31 décembre 2020 reporté :	néant
RECETTES	
Les recettes de l'exercice 2021 ont été évaluées à (décision modificative) :	98.330.221,40 euros
Le montant des recettes constatées s'élève à :	92.240.238,19 euros

Excédent d'exploitation au 31 décembre 2020 reporté* : 5.741.888,48 euros
*Hors part de l'excédent affecté à la section d'investissement (1 512 990,83 euros)
BALANCE
Dépenses : 90.667.023,85 euros
Recettes : 92.240.238,19 euros
Solde exécution 2021 : 1.573.214,34 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2021 : 7.315.102,82 euros

Article 2 : Le solde d'exécution négatif de la section d'investissement, d'un montant de 8.538.066,17 euros sera repris en section d'investissement et inscrit en dépenses de cette section (D 001) au budget supplémentaire de 2022.

Article 3 : Le résultat excédentaire cumulé de la section d'exploitation, d'un montant de 7.315.102,82 euros, sera reporté en recettes de la section d'investissement (compte 1068) au budget supplémentaire de 2022.

2022 DPE 14-DFA Budget annexe de l'assainissement - Compte de gestion de l'exercice 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et en particulier son article R.221-92 ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire et la décision modificative de l'exercice 2021 du budget annexe de l'assainissement délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2020, des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 et 16, 17, 18 et 19 novembre 2021 ;

Vu le compte administratif du budget annexe de l'assainissement au titre de l'exercice 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe de l'assainissement, rendu par le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France de Paris ;

Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL au nom de la 8e commission et M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe de l'assainissement, rendu par le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et de Paris, est approuvé conformément aux résultats ci-après :

Article 1 : Résultat de l'exercice 2021 :
- Section d'investissement : déficit de -26.663.796,63 euros
- Section d'exploitation : excédent de1.573.214,34 euros

Article 2 : Résultat global (après incorporation du résultat de l'exercice précédent)
- Solde déficitaire de -1.222.963,35 euros

Article 3 : Détermination du résultat de clôture du budget 2021 :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2020	Part affectée à l'investissement 2021	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture de l'exercice 2021
Section d'investissement	18 125 730,46 €	-	-26 663 796,63 €	-8 538 066,17 €
Section d'exploitation	7 254 879,31 €	1 512 990,83 €	1 573 214,34 €	7 315 102,82 €
TOTAL	25 380 609,77 €	1 512 990,83 €	-25 090 582,29 €	-1 222 963,35 €

2022 DPE 15-DFA Budget annexe de l'eau - Compte administratif de l'exercice 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49 ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2020 et des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 ;

Vu le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau rendu par le directeur régional des finances publiques d'Île-de-France et de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation le compte administratif du budget annexe de l'eau pour l'exercice 2021 ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e commission et M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le compte administratif du budget annexe de l'eau de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 est arrêté en dépenses et en recettes ainsi qu'il suit :

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES	
Les crédits de l'exercice 2021 ont été arrêtés à (budget supplémentaire) :	0,00 euro
Le montant des dépenses mandatées s'élève à :	0,00 euro
Déficit cumulé au 31 décembre 2020 reporté :	néant
RECETTES	
Les recettes de l'exercice 2021 ont été évaluées à (budget supplémentaire) :	120 594,04 euros
Le montant des recettes constatées s'élève à :	1 250,00 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2020 reporté :	119 344,04 euros

BALANCE	
Dépenses :	0,00 euro
Recettes :	1 250,00 euros
Solde d'exécution 2021 (excédent) :	1 250,00 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2021 :	120 594,04 euros

SECTION D'EXPLOITATION

DEPENSES	
Les crédits de l'exercice 2021 ont été arrêtés à (budget supplémentaire) :	2 569 699,20 euros
Le montant des dépenses mandatées s'élève à :	2 089 862,73 euros
Déficit cumulé au 31 décembre 2020 reporté :	néant
RECETTES	
Les recettes de l'exercice 2021 ont été évaluées à (budget supplémentaire) :	2 569 699,20 euros
Le montant des recettes constatées s'élève à :	2 240 483,64 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2020 reporté :	329 215,56 euros

BALANCE	
Dépenses :	2 089 862,73 euros
Recettes :	2 240 483,64 euros
Solde d'exploitation 2021 (excédent) :	150 620,91 euros
Excédent cumulé au 31 décembre 2021 :	479 836,47 euros

Article 2 : Le solde d'exécution positif de la section d'investissement, d'un montant de 120 594,04 euros, sera repris en section d'investissement et inscrit en recettes de cette section (R001) au budget supplémentaire de 2022.

Article 3 : Le résultat excédentaire de la section d'exploitation s'élève à 479 836,47 euros. Dans le cadre du budget supplémentaire de 2022, le résultat sera reporté en recettes de la section d'exploitation (R002).

2022 DPE 16-DFA Budget annexe de l'eau - Compte de gestion de l'exercice 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, et en particulier son article R.221-92 ;

Vu les budgets primitif et supplémentaire de l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau délibérés par le Conseil de Paris lors des séances des 15, 16 et 17 décembre 2020 et des 6, 7, 8 et 9 juillet 2021 ;

Vu le compte administratif du budget annexe de l'eau au titre de l'exercice 2021 ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris soumet à son approbation le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau, rendu par le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e commission et M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Le compte de gestion pour l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau, rendu par le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et de Paris, est approuvé conformément aux résultats ci-après :

Résultat de l'exercice 2021 :

- Section d'investissement : excédent de 1 250,00 euros
- Section d'exploitation : excédent de 150 620,91euros

Article 2 : Résultat global (après incorporation du résultat de l'exercice précédent)

- Solde créditeur de 600 430,51euros

Article 3 : Détermination du résultat de clôture de l'exercice 2021 :

	Résultat à la clôture de l'exercice 2020	Part affectée à l'investissement 2021	Résultat de l'exercice 2021	Résultat de clôture de l'exercice 2021
Section d'investissement	119 344,04 euros	-	1 250,00 euros	120 594,04 euros
Section d'exploitation	329 215,56 euros	-	150 620,91 euros	479 836,47 euros
TOTAL	448 559,60 euros	-	151 870,91 euros	600 430,51 euros

2022 DPE 18 Signature du protocole transactionnel entre la Ville de Paris et la société RENAULTTRUCKS GRAND PARIS.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles 2044 et suivants du Code civil ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose une indemnisation d'un montant de 16.205,73 € TTC au profit de l'entreprise Renault Trucks Grand Paris au regard du préjudice subi suite à la variation exceptionnelle de l'indice de révision ;

Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe du protocole transactionnel avec la société RENAULT TRUCKS GRAND PARIS proposant une indemnisation d'un montant de 16.205,73 € TTC au profit de l'entreprise au regard du préjudice subi suite à la variation exceptionnelle de l'indice de révision.

Article 2 : Sont approuvées les modalités du protocole transactionnel et du versement de la somme de 16.205, 73 € TTC au profit de la société RENAULT TRUCKS GRAND PARIS.

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, au nom de la Ville de Paris, le protocole transactionnel conclu avec RENAULT TRUCKS GRAND PARIS joint à la présente délibération.

Article 4 : Les dépenses correspondantes à l'indemnisation de la somme prévue par le protocole transactionnel seront imputées sur le budget général de la Direction de la Propreté et de l'Eau (DPE) et sur le budget annexe des TAM.

2022 DPE 19 Subventions (244.280 euros) et conventions avec 8 associations lauréates de l'appel à projets Compostage de Proximité.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L3411-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer 11 subventions d'un montant total de 244 280 euros aux structures : Emmaüs Alternatives (Paris Centre), La Régie de quartier Paris Centre (Paris Centre), L'Accueillette du 9e (9e), 1001 vies Habitat (11e), Aurore (12e), Les fourmis qui jardinent (13e), Espaces (19e) et La Régie de quartier Saint Blaise-Charonne (20e), et de lui autoriser à signer les conventions passées avec ces structures ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement de Paris Centre, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement, en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement, en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement, en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement, en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer des conventions pluriannuelles d'objectifs, dont les textes sont joints à la présente délibération, avec les associations Emmaüs Alternatives (Paris Centre), Aurore (12e), Les Fourmis qui jardinent (13e), Espaces (19e) et la structure 1001 vies Habitat (11e), ainsi que des conventions financières avec les associations Régie de quartier Paris Centre (Paris Centre), L'Accueillette du 9e (9e) et Régie de quartier Saint Blaise-Charonne (20e)

Article 2 : Une subvention d'un montant de 5.000 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Paris Centre (numéro PARIS ASSOS 59801, numéro de dossier 2021_11545).

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 11.700 euros est attribuée à l'association Emmaüs Alternative (numéro PARIS ASSOS 188453, numéro de dossier 2021_11595).

Article 4 : Une subvention d'un montant de 33.500 euros est attribuée à l'association L'Accueillette du 9e (numéro PARIS ASSOS 190030, numéro de dossier 2021_11591).

Article 5 : Une subvention d'un montant de 4.720 euros est attribuée à la structure 1001 vies Habitat (numéro PARIS ASSOS 193137, numéro de dossier 2021_11612).
Article 6 : Une subvention d'un montant de 150.000 euros est attribuée à l'association Aurore (numéro PARIS ASSOS 2541, numéro de dossier 2021_11597).
Article 7 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 12.000 euros est attribuée à l'association Les fourmis qui jardinent (numéro PARIS ASSOS 195572, numéro de dossier 2021_11603).
Article 8 : Une subvention d'un montant de 22.000 euros est attribuée à l'association Espaces (numéro PARIS ASSOS 101901, numéro de dossier 2021_11602).
Article 9 : Une subvention d'un montant de 5.360 euros est attribuée à l'association Régie de quartier Saint Blaise-Charonne (numéro PARIS ASSOS 19034, numéro de dossier 2021_11507).
Article 10 : Les dépenses correspondantes seront imputées de la manière suivante : 244.280 euros en fonctionnement sur le budget du programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) sous réserve de la décision de financement.

2022 DPE 20 Signature d'un protocole transactionnel avec le syndicat des copropriétaires du 25 bd du Temple (3e) et la société Allianz IARD.

Mme Colombe BROSSEL, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu les articles 2044 et suivants du Code civil ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer un protocole transactionnel avec le syndicat des copropriétaires du 25 boulevard du Temple (3e) et la société ALLIANZ IARD, assureur de la Ville de Paris prise en son service de l'assainissement, en vue de mettre un terme amiable au litige portant sur la demande indemnitaire formulée par le syndicat en réparation de dommages subis par son immeuble et objet de la requête présentée par lui devant le tribunal administratif de Paris le 12 juillet 2021 ;
Sur le rapport présenté par Mme Colombe BROSSEL, au nom de la 8e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le protocole transactionnel avec le syndicat des copropriétaires du 25 boulevard du Temple (3e) et la société Allianz IARD, assureur de la Section de l'Assainissement de Paris, en vue de mettre un terme amiable au litige portant sur la demande indemnitaire formulée par le syndicat en réparation de dommages subis par son immeuble et objet de la requête présentée par lui devant le tribunal administratif de Paris le 12 juillet 2021 ;
Article 2 : Il est pris acte que la société Allianz IARD, ès qualité d'assureur de responsabilité de la Ville de Paris prise en son service de l'assainissement, règlera au syndicat des copropriétaires du 25 boulevard du Temple l'intégralité de l'indemnisation prévue par ce protocole transactionnel, sans que cela emporte reconnaissance d'une quelconque responsabilité de la Ville de Paris ou de son assureur dans la survenance des désordres à l'origine de ce règlement.
Article 3 : Il est également pris acte que le protocole transactionnel est assorti d'une clause de confidentialité absolue interdisant sa communication aux tiers.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer, au nom de la Ville de Paris, le protocole transactionnel.

2022 DPMP 1 Subventions (311.973 euros) et conventions avec 17 associations et SCIC dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances au titre de l'année 2022.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu l'avis du conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Ville de Paris représentée par Mme le Maire de Paris propose l'attribution de subventions à 106 structures ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association A toi théâtre 206, quai de Valmy 75010 Paris (N° SIMPA 10225 ; dossier 2022_01288).
Article 2 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Académie football Paris 18 24, rue des Tennis 75018 Paris (N° SIMPA 184366 ; dossier 2022_01178).
Article 3 : Une subvention de 4 100 euros est attribuée à la SCOP ACP La Manufacture chanson 124, avenue de la République 75011 Paris (N° SIMPA 181331 ; dossiers 2022_01079 et 2022_01080).
Article 4 : Une subvention de 5 500 euros est attribuée à l'association pour la gestion d'espaces temporaires artistiques (AGETA) Maison des associations - 1/3 rue Frédérick Lemaître 75020 Paris (N° SIMPA 89541 ; dossiers 2022_00983, 2022_00745 et 2022_00782).
Article 5 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à Animation Jeunesse loisirs 3 avenue de la Porte d'Aubervilliers 75018 Paris (N° SIMPA 187134 ; dossier 2022_01818).
Article 6 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'Association Art Exprim 18, 89 rue Marcadet 75018 Paris (N° SIMPA 9971 ; dossier 2022_01434).
Article 7 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Ascendanse hip hop 14, rue Olivier Messiaen 75013 Paris (N° SIMPA 7143 ; dossier 2022_00220).
Article 8 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association Belleville Citoyenne 18, rue Bisson 75020 Paris (N° SIMPA 19230 ; dossiers 2022_00775 et 2022_01435).
Article 9 : Une subvention de 3 500 euros est attribuée à l'association d'éducation populaire Charonne Réunion 77/79, rue Alexandre Dumas 75020 Paris (N° SIMPA 17762 ; dossiers 2022_00834 et 2022_00833).
Article 10 : Une subvention de 1 800 euros est attribuée à l'Association de prévention, d'éducation et d'épanouissement par le sport APEES 34, rue du Soleil 75020 Paris (N° SIMPA 86041 ; dossier 2022_01819).
Article 11 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'association Florimont Le Château Ouvrier 9, place Marcel Paul 75014 Paris (N° SIMPA 12706 ; dossier 2022_01764).
Article 12 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'Association franco-chinoise Pierre Ducerf, 29 rue Michel Le Comte 5003 Paris (N° SIMPA 523 ; dossier 2022_02604).
Article 13 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association Atelier des Epinettes, 41, rue Navier 75017 Paris (N° SIMPA 1153751 ; dossiers 2022_01454 et 2022_01453).
Article 14 : Une subvention de 800 euros est attribuée à l'Association Ateliers comme à la maison 17 passage Duhesme 75018 Paris (N° SIMPA 153751 ; dossier 2022_01458).
Article 15 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'Association Ateliers du Chaudron, 31 passage de Ménilmontant 75011 Paris (N° SIMPA 11108 ; dossier 2022_00846).
Article 16 : Une subvention de 800 euros est attribuée à l'association Avenir +, 38 rue de la Chapelle 75018 Paris (N° SIMPA 188931 ; dossier 2022_01988).
Article 17 : Une subvention de 3 800 euros est attribuée à l'association Aventure Kacila 11, rue de la Fontaine à mulards 75013 Paris (N° SIMPA 21181 ; dossiers 2022_02306, 2022_02303 et 2022_02304).
Article 18 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association Axes Pluriels 124, avenue de la République 75011 Paris (N° SIMPA 29861 ; dossier 2022_00429).
Article 19 : Une subvention de 800 euros est attribuée à l'association CAJ Promosport 75, boulevard Soult 75012 Paris (N° SIMPA 19137 ; dossier 2022_01008).
Article 20 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Calliope - Cité des arts de la parole et du bien dire, 25, rue Lantiez 75017 Paris (N° SIMPA 190100 ; dossier 2022_00777).
Article 21 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'Association Capoeira Viola - Compagnie le sommet de l'abricotier 18, rue Tchaïkovski 75018 Paris (N° SIMPA 300 ; dossier 2022_01468).
Article 22 : Une subvention de 1 350 euros est attribuée à l'association Chiche 91 bis, rue Jean-Pierre Timbaud 75011 Paris (N° SIMPA 197042 ; dossier 2022_01544).
Article 23 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Citoyennes interculturelles de Paris 20 39 bis, rue de Tourtille 75020 Paris (N° SIMPA 54062 ; dossier 2022_01309).
Article 24 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'association Clichés urbains, 69, avenue de Flandre 75019 Paris (N° SIMPA 12649 ; dossier 2022_02323).
Article 25 : Une subvention de 2 478 euros est attribuée à l'association Collectif Indépendant de la Résidence Tanger, 53, rue de Tanger 75019 Paris (N° SIMPA 114641 ; dossier 2022_00217).
Article 26 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à la Compagnie Cipango 14 Bis rue de la Vendée 71320 Toulon-sur-Arroux (N° SIMPA 154121 ; dossier 2022_01558).
Article 27 : Une subvention de 3 000 euros est attribuée à la Compagnie des rêves Ayez 91, rue Compans 75019 Paris (N° SIMPA 158521 ; dossiers 2021_01225 et 2021_016228).
Article 28 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à la Compagnie Keatbeck 131, rue Legendre 75017 Paris (N° SIMPA 173421 ; dossier 2022_01574)

Article 29 : Une subvention de 3 800 euros est attribuée à la Compagnie La Déferlante, 211 avenue Gambetta (boite 2) 75020 Paris (N° SIMPA 13065 ; dossiers 2022_00855 et 2022_00856).
Article 30 : Une subvention de 3 800 euros est attribuée à CREAT'EO IDF, 41/43 rue de Cronstadt 75015 Paris (N° SIMPA 187193 ; dossiers 2022_01482 et 2022_01480).
Article 31 : Une subvention de 3 500 euros est attribuée à l'association CRL 10, 206 quai de Valmy Maison des associations du 10eme 75010 Paris (N° SIMPA 470 ; dossiers 2022_00333 et 2022_00334).
Article 32 : Une subvention de 1 800 euros est attribuée à la Croix rouge française, 98 rue Didot 75014 Paris (N° SIMPA 18099 ; dossier 2022_01070).
Article 33 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Culture 21 - Triton théâtre, L'Ariane - 1 bis place de l'Europe 78140 Velizy Villacoublay (N° SIMPA 101481 ; dossier 2022_01831).
Article 34 : Une subvention de 4 500 euros est attribuée à l'association Culture prioritaire, 188, boulevard Saint Denis 92400 Courbevoie (N° SIMPA 173521 ; dossiers 2022_01838 et 2022_01832).
Article 35 : Une subvention de 3 800 euros est attribuée à Des cris des villes, 23, rue du Docteur Potain 75019 Paris (N° SIMPA 196554 ; dossiers 2022_00857 et 2022_00858).
Article 36 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à Dialogos-Créer des liens, 1 rue de l'Avenir75020 Paris (N° SIMPA 193079 ; dossier 2022_01204).
Article 37 : Une subvention de 1 650 euros est attribuée à l'association Elan interculturel, 82, avenue Denfert Rochereau 75014 Paris (N° SIMPA 40981 ; dossiers 2022_02335 et 2022_02334).
Article 38 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Espace de partage, éducatif, social et environnemental du quartier Necker-Falguière, 18, rue Lecourbe 75015 Paris (N° SIMPA 193457 ; dossier 2022_02027).
Article 39 : Une subvention de 2 300 euros est attribuée à l'association Espoir 19, 127, rue de l'Ourcq 75019 Paris (N° SIMPA 18096 ; dossiers 2022_01841 et 2022_01843).
Article 40 : Une subvention de 500 euros est attribuée à l'association Esprit d'ébène 15, rue de la Goutte d'Or 75018 Paris (N° SIMPA 93422 ; dossier 2022_01845).
Article 41 : Une subvention de 13 500 euros est attribuée à l'association Esprit Savoir Sport et Équité ESSE, 4 allée du Brindeau 75019 Paris (N° SIMPA 174421 ; dossiers 2022_01385, 2022_01383, 2022_01387 et 2022_02030).
Article 42 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Ethnologues en herbe, 10, rue des Gardes 75018 Paris (n° Simpa 12786, dossier n° 2022_00389).
Article 43 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Etonnant Cinéma, 38 rue Boussaingault 75013 Paris (N° SIMPA 187708 ; dossier 2022_01561).
Article 44 : Une subvention de 1 300 euros est attribuée à l'association Extramuros, 156, rue de Ménilmontant 75020 Paris (N° SIMPA 15247 ; dossier 2022_01563).
Article 45 : Une subvention de 4 000 euros est attribuée à l'association Fabrication maison, 4, rue de la Solidarité 75019 Paris (N° SIMPA 15446 ; dossiers 2022_00656, 2022_01564, 2022_00539 et 2022_00652).
Article 46 : Une subvention de 1 200 euros est attribuée au Groupe de Diffusion d'Informations sur l'Environnement (GDIE) 38 rue Boussingault 75013 Paris (N° SIMPA 9807 ; dossier 2022_01214).
Article 47 : Une subvention de 2 300 euros est attribuée à l'association Humanitaria, 6 square du Berry _ 91300 Massy (N° SIMPA 196305 ; dossier 2022_01583).
Article 48 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Jeunes pages 4, rue Bailly 75003 Paris (N° SIMPA 194258 ; dossiers 2022_01477 et 2022_01478).
Article 49 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'association Korhom, 156, rue d'Aubervilliers 75019 Paris (N° SIMPA 47682 ; dossier 2022_01220).
Article 50 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association La Bande à Godot, 2 rue de Panama 75018 Paris (N° SIMPA 106661 ; dossier 2022_01601).
Article 51 : Une subvention de 6 500 euros est attribuée à l'association La Camillienne Sports 12 12 rue des Meuniers 75012 Paris (N° SIMPA 534 ; dossier 2022_00886).
Article 52 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association La Camillienne 12 rue des Meuniers 75012 Paris (N° SIMPA 195571 ; dossier 2022_00676).
Article 53 : Une subvention de 3 000 euros est attribuée à l'association La Cyclofficine de Paris 18 rue Ramus 75020 Paris (N° SIMPA 55983 ; dossiers, 2022_01860 et 2022_01859).
Article 54 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'association La Domrémy Basket, 5 rue Aumont 75013 Paris (N° SIMPA 45 ; 2022_00235).
Article 55 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association La Maison ouverte 108, rue du Chevaleret 75013 Paris (N° SIMPA 20808 ; dossier 2022_01633).
Article 56 : Une subvention de 6 500 euros est attribuée à l'association La petite Rockette, 125, rue du Chemin vert 75011 Paris (N° SIMPA 59841 ; dossiers 2022_01229, 2022_01227, 2022_01228, 2022_01225 et 2022_01226).
Article 57 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association La Sierra Prod20, rue Camille Flammarion 75018 Paris (N° SIMPA 8462 ; dossier 2022_01511).
Article 58 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Labomatique, 15, passage Ramey 75018 Paris boite 40 (N° SIMPA 3521 ; dossier 2021_02022_012300382).

Article 59 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association L'Aire à mots 99, boulevard de Magenta 75010 Paris boite 40 (N° SIMPA 12366 ; dossier 2022_01852).
Article 60 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Lapelcha, 69, rue Marx Dormoy 75018 Paris (N° SIMPA 90181 ; dossiers 2022_01863 et 2022_01864).
Article 61 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association L'Aquilone, 1/3 rue Frédéric Lemaitre 75020 Paris (N° SIMPA 11005 ; dossier 2022_01853).
Article 62 : Une subvention de 3 200 euros est attribuée à l'association La Compagnie le Fil de soie, 55 rue des Grands Champs 75020 Paris (N° SIMPA 15306 ; dossiers 2022_01640, 2022_01645, 2022_01649, 2022_01647, et 2022_01638).
Article 63 : Une subvention de 2 500 euros est attribuée à l'association Le Garage numérique, 4 place Henri Matisse 75020 Paris (N° SIMPA 117261 ; dossier 2022_01865).
Article 64 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Le Moulin, 23 bis, rue du Moulin de la Vierge 75014 Paris (N° SIMPA 16410 ; dossier 2022_01528).
Article 65 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'association l'Envers de l'Art 2, villa Stendhal 75020 Paris (N° SIMPA 182460 ; dossier 2022_00671).
Article 66 : Une subvention de 2 750 euros est attribuée à l'association Les agents réunis, 4, rue Küss 75013 Paris (N° SIMPA 127561 ; dossiers 2021_01876 et 2022_01872).
Article 67 : Une subvention de 17 000 euros est attribuée à l'association Les Enfants de la Goutte d'or, 25 rue de Chartres 75018 Paris (N° SIMPA 17594 ; dossiers 2022_01881, 2022_01882, 2022_01879).
Article 68 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Les Fileuses, 112, rue Danielle Casanova 93200 Saint-Denis (N° SIMPA 193811 ; dossier 2022_02907).
Article 69 : Une subvention de 1 500 euros est attribuée à l'association Les Fripons, 1-3, rue Frederick Lemaitre 75020 Paris (N° SIMPA 186551 ; dossier 2022_01238).
Article 70 : Une subvention de 1 800 euros est attribuée à l'association Les Jeunes Ambitieux, 13, rue Augustin Thierry 75019 Paris (N° SIMPA 196649 ; dossier 2022_02383).
Article 71 : Une subvention de 8 500 euros est attribuée à l'association Les Petits débrouillards d'Ile de France, 82, avenue Denfert Rochereau 75014 Paris (N° SIMPA 19670 ; dossiers 2022_01884 2022_01885).
Article 72 : Une subvention de 2 500 euros est attribuée à l'association L'Esprit du vent 20, rue Saint-Fargeau 75020 Paris (N° SIMPA 9521 ; dossier 2022_00879).
Article 73 : Une subvention de 4 800 euros est attribuée à l'association L'Intestine, 38, rue de la Chapelle 75018 Paris (N° SIMPA 185529 ; dossiers 2022_01590 et 2022_01854).
Article 74 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association L'Oiseau à lunettes, 17, rue de la Forge royale 75011 Paris (N° SIMPA 182136 ; dossier 2022_01856).
Article 75 : Une subvention de 7 075 euros est attribuée à La société coopérative d'intérêt collectif SCIC Ludomonde, 18 rue de Tourtille 75020 Paris (N° SIMPA 181436 ; dossier 2021_01322).
Article 76 : Une subvention de 2 200 euros est attribuée à l'association Meltin'Club Paris, 99 rue de Crimée 75019 Paris (N° SIMPA 68021 ; dossiers 2022_01889, 2022_01891 et 2022_01890).
Article 77 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Mille et une images, 15 passage Ramey 75018 Paris (N° SIMPA 9513 ; dossier 2022_01260).
Article 78 : Une subvention de 3 000 euros est attribuée à l'association Mosaïque 9, 24, rue de La Rochefoucauld 75009 Paris (N° SIMPA 19882 ; dossiers 2022_ 00469 et 2022_00470).
Article 79 : Une subvention de 7 800 euros est attribuée à l'association Move and art, 12, rue Robert Houdin 75011 Paris (N° SIMPA 8166 ; dossiers 2022_00931, 2022_02350, 2022_02351 et 2022_02348).
Article 80 : Une subvention de 5 000 euros est attribuée à l'association New team Records 22, rue Bernard Dimey 75018 Paris (N° SIMPA 196868 ; dossiers 2022_00932 et 2022_00933).
Article 81 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association N'Gambart 9, rue Louis Blanc 75010 Paris (N° SIMPA 6881 ; dossier 2022_01072).
Article 82 : Une subvention de 8 500 euros est attribuée à l'association Oasis 18, 12 rue Camille Flammarion 75018 Paris (N° SIMPA 9522 ; dossiers 2022_02357, 2022_02356, 2022_02355 et 022_02354).
Article 83 : Une subvention de 4 270 euros est attribuée à l'association Origines 11, rue Caillaux 75013 Paris (N° SIMPA 19769 ; dossiers 2022_01915 et 2022_01272).
Article 84 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Parcours, 118, rue du Château 75014 Paris (N° SIMPA 187680 ; dossier 2022_01274).
Article 85 : Une subvention de 3000 euros est attribuée à l'association Paris Acasa Futsal 8, boulevard de Denain 75010 Paris (N° SIMPA 7185 ; dossiers 2022_01919 et 2022_01921).
Article 86 : Une subvention de 1 300 euros est attribuée à l'association Paris Basket 18, 15 passage Ramey 75018 Paris (N°SIMPA 17410, dossier N° 2022_00947).
Article 87 : Une subvention de 3 800 euros est attribuée à l'association Paris Est mouv', 4 passage de la Fonderie 75011 Paris (N° SIMPA 12946 ; dossiers 2022_00720, 2022_00721 et 2022_00718).
Article 88 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Projection 18 1, passage du champ à loup 75018 Paris (N°SIMPA 193615, dossier N° 2022_02203).
Article 89 : Une subvention de 2 500 euros est attribuée à l'association Raptz Rapporteuz, 38, rue de la Chapelle 75018 Paris (N° SIMPA 183594 ; dossier 2022_01936).

Article 90 : Une subvention de 5 300 euros est attribuée à l'association Réseau Môm'artre, 204 rue de Crimée 75019 Paris (N° SIMPA 19394 ; dossiers 2022_01939, 2022_01940 et 2022_01643).
Article 91 : Une subvention de 1 400 euros est attribuée à l'association Retour vert le futur, 156, rue d'Aubervilliers 75019 Paris (N° SIMPA 187448 ; dossier 2022_02464).
Article 92 : Une subvention de 1 700 euros est attribuée à l'association Savoir apprendre Exploradome, 18 avenue Henri Barbusse 94400 Vitry sur Seine (N° SIMPA 13887 ; dossiers 2022_00703 et 2022_00702).
Article 93 : Une subvention de 3 000 euros est attribuée à l'association Sirius Productions, 16, rue Camille Flammarion 75018 Paris (N° SIMPA 4681 ; dossiers 2022_02230 et 2022_02227).
Article 94 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Solidimey 17, rue Bernard Dimey 75018 Paris (N°SIMPA 20213, dossier N° 2022_02243).
Article 95 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Sporting Paris 20 Tennis de Table, 44 rue Pelleport 75019 Paris (N° SIMPA 240 ; dossier 2021_01466).
Article 96 : Une subvention de 7 800 euros est attribuée à l'association Strataj'm de Paris, 86/88 rue des Couronnes 75020 Paris (N° SIMPA 33381 ; dossiers 2022_02597, 2022-02598, 2022_02595, 2022_02592, 2022_02594, 2022_02593 et 2022_02596)
Article 97 : Une subvention de 1 400 euros est attribuée à l'association Synergie Family 10 rue Xavier Progin 13004 Marseille (N° SIMPA 197943 ; dossier 2022_02262).
Article 98 : Une subvention de 3 400 euros est attribuée à l'association Talacatak, 13/15, rue Boyer 75020 Paris (N° SIMPA 17275 ; dossiers 2022_01362, 2022_01364, 2022_01359 et 2022_01358).
Article 99 : Une subvention de 10 000 euros est attribuée à l'association Tatane 7/9, rue de la Croix Faubin 75011 Paris (N° SIMPA 185433 ; dossiers 2022_00969, 2022_01134 et 2022_01135).
Article 100 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association TDI Prod 40 rue des Amandiers 75020 Paris (N° SIMPA 199510 ; dossier 2022_01366).
Article 101 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Théâtre aux mains nues 7, square des Cardeurs 75020 Paris (N° SIMPA 19565 ; dossier 2022_01662).
Article 102 : Une subvention de 1 000 euros est attribuée à l'association Vendredi Poésie 70, rue Sedaine 75011 Paris (N° SIMPA 196849 ; dossier 2022_01403).
Article 103 : Une subvention de 1 800 euros est attribuée à l'association Veni Verdi 18-20 rue Ramus Mvac 20e Boite 38 75020 Paris (N° SIMPA 43801 ; dossiers 2022_02254, 2022_02255 et 2022_02253).
Article 104 : Une subvention de 5 500 euros est attribuée à l'association Vivre ensemble à Maroc Tanger 26, rue du Maroc 75019 Paris (N° SIMPA 15949 ; dossiers 2022_00746, 2022_00744 et 2121_00743).
Article 105 : Une subvention de 1 800 euros est attribuée à l'association Vue d'ensemble 127 rue de l'Ourcq 75019 Paris (N° SIMPA 82761 ; dossier 2022_01409).
Article 106 : Une subvention de 2 000 euros est attribuée à l'association Youth ID 6, place André Masson 75013 Paris (N° SIMPA 192302 ; dossier 2022_02443).
Article 107 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association Florimont
Article 108 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association franco-chinoise Pierre Ducerf.
Article 109 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec les Ateliers du Chaudron.
Article 110 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'association CAJ Promos-ports.
Article 111 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association La Croix rouge française.
Article 112 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association Extramuros.
Article 113 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association La Camillienne Sports 12.
Article 114 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association La Domrémy basket.
Article 115 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'association La Maison ouverte.
Article 116 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec la petite Rockette.
Article 117 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec les enfants de la Goutte d'Or.
Article 118 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association Paris Acasa Futsal.
Article 119 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association Paris Basket 18.
Article 120 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'association Réseau Môm'artre.
Article 121 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Association Strataj'm.
Article 122 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'association Théâtre aux mains nues.
Article 123 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'association Veni Verdi.

Article 124 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices ultérieurs, sous réserve de la décision de financement.

2022 DPMP 2 Subventions (253.000 euros) et conventions avec 4 structures dans le cadre de la politique parisienne d'aide aux victimes.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Ville de Paris représentée par Mme la Maire de Paris propose l'attribution de subventions à 7 structures parisiennes ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN au nom de la 3e commission ;

Délibère :

Article 1 : Une subvention de 50 000 euros est attribuée à l'association 13onze15 : Fraternité et vérité 24, rue Saint Roch 75001 Paris (n° Simpa 186139, dossier n°2022_05823).
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association 13onze15 : Fraternité et vérité.
Article 3 : Une subvention de 10 000 euros est attribuée à l'Association Française des Victimes du Terrorisme (AFVT) pour accompagner les victimes d'actes terroristes, BP 91058, 75829 Paris Cedex 17 (n° Simpa 5922, dossier n°2022_05674).
Article 4 : Une subvention de 25 000 euros est attribuée à la Fédération Nationale des Victimes d'Attentats et d'Accidents Collectifs - SOS Catastrophes et terrorisme (FENVAC) 8, rue de la Baume 75008 Paris (n° Simpa 169441, dossier n°2022_06105).
Article 5 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec la Fédération Nationale des Victimes d'Attentats et d'Accidents Collectifs - SOS Catastrophes et terrorisme (FENVAC).
Article 6 : Une subvention de 50 000 euros est attribuée à l'association Life for Paris 8, rue du Général Regnault 75011 Paris (n° Simpa 186222, dossier n° 2022_04593).
Article 7 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Life for Paris.
Article 8 : Une subvention de 100 000 euros est attribuée à l'Association Paris Aide aux victimes 12, rue Charles Fourier 75013 Paris (n° Simpa 21601, dossiers n° 2022_05486).
Article 9 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'association Paris Aide aux Victimes.
Article 10 : Une subvention de 18 000 euros est attribuée à l'association pour la défense des familles et de l'individu (ADFI) 42, rue Léon Paris (18e) (N° SIMPA 15914 ; dossier n°2022_06029).
Article 11 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices ultérieurs, sous réserve de la décision de financement.

2022 DPMP 4 Subvention (850.000 euros) et convention 2022 avec le GIE Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance (GPIS) dans le cadre de la politique parisienne de prévention de la délinquance et de la tranquillité publique.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel la Ville de Paris représentée par Mme la Maire de Paris propose l'attribution d'une subvention au GPIS ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 850 000 euros est attribuée au GIE Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance (GPIS) 88, boulevard Berthier 75017 Paris (n° Simpa 184122, n° dossier 2022_03202), concernant la surveillance de son patrimoine sur le territoire de la Ville de Paris situé principalement dans les quartiers Politique de la Ville, au titre de l'année 2022.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle de partenariat 2022 avec le GIE Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance (GPIS) jointe à la présente délibération.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée chapitre 931, article 657382, rubrique P11, fonds 11000020, destination « Protection et surveillance des bâtiments » du budget de la Ville de Paris pour 2022 et les exercices ultérieurs.

2022 DRH 15 Modification des épreuves du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité architecture et urbanisme.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment son article 20 ;

Vu le décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 6 des 2, 3 et 4 mai 2018 portant fixation du statut particulier du corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les épreuves du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité architecture et urbanisme ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Après le dernier alinéa du A de l'article 4 de la délibération DRH 3 des 11, 12, 13 et 14 juin 2019 fixant la nature des épreuves et le règlement du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité architecture et urbanisme est inséré l'alinéa suivant :

- « Les candidats titulaires d'un doctorat peuvent, conformément à l'article L 412-1 du code de la recherche, présenter leur parcours doctoral en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle résultant de la formation à la recherche et par la recherche. Cette présentation prend la forme d'une fiche de synthèse décrivant leurs mémoires universitaires et notes d'études ainsi que la liste de leurs publications ».

2022 DRH 17 Modification des épreuves du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité paysage et urbanisme.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment son article 20 ;

Vu le décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 6 des 2, 3 et 4 mai 2018 portant fixation du statut particulier du corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme La Maire de Paris lui propose de modifier les épreuves du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité paysage et urbanisme ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Après le dernier alinéa du A de l'article 4 de la délibération DRH 4 des 11, 12, 13 et 14 juin 2019 fixant la nature des épreuves et le règlement du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité paysage et urbanisme est inséré l'alinéa suivant :

- « Les candidats titulaires d'un doctorat peuvent, conformément à l'article L 412-1 du code de la recherche, présenter leur parcours doctoral en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle résultant de la formation à la recherche et par la recherche. Cette présentation prend

la forme d'une fiche de synthèse décrivant leurs mémoires universitaires et notes d'études ainsi que la liste de leurs publications ».

2022 DRH 18 Modification des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité activités physiques et sportives.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment son article 20 ;

Vu le décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 2003-38-1° des 15 et 16 décembre 2003 modifiée portant fixation du statut particulier applicable au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les épreuves du concours externe pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité activités physiques et sportives ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Après le dernier alinéa du B de l'article 3 relatif au concours externe de la délibération DRH 62 des 17 et 18 novembre 2020 fixant la nature des épreuves et du règlement des concours externes et internes pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité activités physiques et sportives est inséré l'alinéa suivant :

- « Les candidats titulaires d'un doctorat peuvent, conformément à l'article L. 412-1 du code de la recherche, présenter leur parcours en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle résultant de la formation à la recherche et par la recherche qui a conduit à la délivrance du doctorat. La fiche individuelle de renseignement mentionnée à l'alinéa précédent comprend une rubrique prévue à cet effet».

2022 DRH 19 Modification des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité gestion des équipements sportifs.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment son article 20 ;

Vu le décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH 2003-38-1° des 15 et 16 décembre 2003 modifiée portant fixation du statut particulier applicable au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les épreuves du concours externe pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques

et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité gestion des équipements sportifs ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Après le dernier alinéa du B de l'article 3 relatif au concours externe de la délibération DRH 63 des 17 et 18 novembre 2020 fixant la nature des épreuves et du règlement des concours externes et internes pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité gestion des équipements sportifs est inséré l'alinéa suivant :

- « Les candidats titulaires d'un doctorat peuvent, conformément à l'article L. 412-1 du code de la recherche, présenter leur parcours en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle résultant de la formation à la recherche et par la recherche qui a conduit à la délivrance du doctorat. La fiche individuelle de renseignement mentionnée à l'alinéa précédent comprend une rubrique prévue à cet effet ».

2022 DRH 20 Modification des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des professeurs des conservatoires de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État, notamment son article 20 ;

Vu le décret n°2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération DRH D 154-1° du 13 février 1995 modifiée portant fixation du statut particulier applicable au corps des professeurs de conservatoires de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les épreuves du concours externe pour l'accès au corps des professeurs de conservatoires de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Après le deuxième alinéa de l'article 5 de la délibération DRH 50 des 29 et 30 septembre 2009 fixant la liste des disciplines et la nature des épreuves des concours pour l'accès au corps de professeurs de conservatoires de Paris est inséré l'alinéa suivant :

- « Les candidats titulaires d'un doctorat peuvent, conformément à l'article L 412-1 du code de la recherche, présenter leur parcours doctoral en vue de la reconnaissance des acquis de l'expérience professionnelle résultant de la formation à la recherche et par la recherche. Cette présentation prend la forme d'une fiche de synthèse décrivant leurs mémoires universitaires et notes d'études ainsi que la liste de leurs publications ».

2022 DRH 29 Abrogation de délibérations relatives à des primes et indemnités susceptibles d'être attribuées à des personnels de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération 2017 DRH 58 du 6 juillet 2017 modifiée, fixant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel en faveur des personnels de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire Paris propose d'abroger des délibérations relatives à des primes et indemnités susceptibles d'être attribuées à des personnels de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère Commission,
Délibère :
Article 1 : Sont abrogées les délibérations suivantes, relatives à des primes et indemnités susceptibles d'être attribuées à des personnels de la Ville de Paris :
Délibération M.21 du 2 mai 1977 portant attributions de diverses indemnités aux agents du Service municipal des Pompes funèbres et des cimetières de Paris, modifiée par la délibération D.860 du 21 juin 1982 majorant les taux de ces diverses indemnités ;
Délibération D.2214 du 13 décembre 1989 modifiée, relative à l'attribution d'une prime pour services rendus à certains agents du Service des cimetières.
Article 2 : Les abrogations prévues par la présente délibération prennent effet au 1er juillet 2022.

2022 DRH 38 Modification des statuts particuliers des corps des adjoints administratifs, des adjoints techniques, des secrétaires administratifs et des animateurs et animatrices d'administrations parisiennes, ainsi que des adjoints d'animation et d'action sportive de la Commune de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2007 DRH 15 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée, portant statut particulier applicable au corps des adjoints administratifs d'administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2007 DRH 16 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée, portant statut particulier applicable au corps des adjoints techniques d'administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2007 DRH 27 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée portant statut particulier du corps des adjoints d'animation et d'action sportive de la Commune de Paris ;
Vu la délibération 2011 DRH 21 des 28, 29 et 30 mars 2011 modifiée, portant statut particulier des secrétaires administratifs d'administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2013 DRH 60 modifiée des 8, 9 et 10 juillet 2013, portant statut particulier des animatrices et animateurs d'administrations parisiennes ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes, en date du 13 avril 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les statuts particuliers des corps des adjoints administratifs, des adjoints techniques, des secrétaires administratifs et des animateurs et animatrices d'administrations parisiennes, ainsi que des adjoints d'animation et d'action sportive de la Commune de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,
Délibère :

TITRE I

Dispositions relatives au corps des adjoints administratifs d'administrations parisiennes

Article 1 : À la fin de la délibération 2007 DRH 15 susvisée portant statut particulier applicable au corps des adjoints administratifs d'administrations parisiennes est inséré un chapitre IV intitulé « Dispositions transitoires » et comprenant les articles suivants :
« Chapitre IV - Dispositions transitoires
« Art. 9 : Au 1er juillet 2022, les adjoints administratifs du CASVP relevant de la spécialité « administration générale » sont intégrés dans le corps des adjoints administratifs d'administrations parisiennes. Ils sont reclassés à identité de grade et d'échelon avec conservation de l'ancienneté acquise dans cet échelon.
Les services accomplis par ces agents dans le corps des adjoints administratifs du CASVP sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'intégration.
Les fonctionnaires détachés dans le corps des adjoints administratifs du CASVP sont maintenus en position de détachement dans le corps des adjoints administratifs d'administrations parisiennes régi par la présente délibération, pour la durée de leur détachement restant à courir.
Les agents nommés en qualité de stagiaire et qui ont commencé leur stage dans le corps des adjoints administratifs du CASVP poursuivent leur stage dans le corps des adjoints administratifs d'administrations parisiennes.
Les avancements et promotions au titre de l'année 2022 des adjoints administratifs du CASVP sont prononcés par le CASVP.

Art. 10 : Jusqu'à la fin de l'année 2022, la commission administrative paritaire du corps des adjoints administratifs du CASVP demeure compétente en ce qui concerne les adjoints administratifs intégrés dans le présent corps. »

TITRE II

Dispositions relatives au corps des adjoints techniques d'administrations parisiennes

Article 2 : La délibération 2007 DRH 16 susvisée portant statut particulier applicable au corps des adjoints techniques d'administrations parisiennes est modifiée comme suit :

I - Au troisième et dernier alinéa de l'article 4, les mots : « et avis de la commission administrative paritaire » sont supprimés.

II - À la fin de la délibération est inséré un chapitre IV intitulé « Dispositions transitoires » et comprenant les articles suivants :

« Chapitre IV - Dispositions transitoires

« Art. 12 : Au 1er juillet 2022, les adjoints techniques du CASVP sont intégrés dans le corps des adjoints techniques d'administrations parisiennes, dans la spécialité correspondant à celle qui était la leur dans leur corps d'origine. Ils sont reclassés à identité de grade et d'échelon avec conservation de l'ancienneté acquise dans cet échelon.

Les services accomplis par ces agents dans le corps des adjoints techniques du CASVP sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'intégration.

Les fonctionnaires détachés dans le corps des adjoints techniques du CASVP sont maintenus en position de détachement dans le corps des adjoints techniques d'administrations parisiennes régi par la présente délibération, pour la durée de leur détachement restant à courir.

Les agents nommés en qualité de stagiaire et qui ont commencé leur stage dans le corps des adjoints techniques du CASVP poursuivent leur stage dans le corps des adjoints techniques d'administrations parisiennes.

Les avancements et promotions au titre de l'année 2022 des adjoints techniques du CASVP sont prononcés par le CASVP.

Art. 13 : Jusqu'à la fin de l'année 2022, la commission administrative paritaire du corps des adjoints techniques du CASVP demeure compétente en ce qui concerne les adjoints techniques intégrés dans le présent corps. »

TITRE III

Dispositions relatives au corps des adjoints d'animation et d'action sportive de la Commune de Paris

Article 3 : La délibération 2007 DRH 27 susvisée portant statut particulier applicable au corps des adjoints d'animation et d'action sportive de la Commune de Paris est modifiée comme suit :

I - Dans l'intitulé, les mots : « de la Commune de Paris » sont remplacés par les mots : « d'administrations parisiennes ».

II - À l'article 1, les mots : « de la Commune et du Département de Paris » sont remplacés par les mots : « de la Ville de Paris ».

III - L'article 3 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 3 : Le corps des adjoints d'animation et d'action sportive régi par la présente délibération comporte trois spécialités : « activités périscolaires », « activités sportives » et « animation adaptée pour publics adultes ».

Les adjoints d'animation et d'action sportive recrutés dans une spécialité peuvent changer de spécialité, sur leur demande, et sous réserve qu'ils justifient des qualifications ou de l'expérience nécessaires à l'exercice des fonctions de la spécialité souhaitée. »

IV - Après de sixième alinéa de l'article 4, sont ajoutés les alinéas suivants :

« Dans le secteur de l'animation adaptée pour publics adultes, dans les clubs seniors du CASVP, ils élaborent et mettent en œuvre un programme d'animations répondant aux enjeux suivants : lutter contre l'isolement des seniors parisiens, prévenir et accompagner la perte d'autonomie, favoriser la mixité sociale. Dans le cadre de leurs missions, ils proposent des animations au plus grand nombre dans le but de satisfaire des objectifs de prévention, de loisirs et de lien social. Ils sont chargés d'organiser la vie des clubs seniors de leur réseau ; pour cela ils peuvent intervenir sur tous les clubs au sein d'un même réseau et participer à des actions conjointes.

Dans les EHPAD du CASVP, ils élaborent et mettent en œuvre un programme d'animations afin d'organiser la vie en EHPAD comme de lutter contre l'isolement des personnes âgées des EHPAD, prévenir et accompagner la perte d'autonomie, favoriser la mixité sociale, les aider à garder le goût de la vie et à leur redonner une bonne image d'eux-mêmes. Dans le cadre de leurs missions, ils proposent des animations au plus grand nombre dans le but de satisfaire des objectifs de prévention, de loisirs et de lien social.

Ils élaborent et mettent en œuvre l'animation inscrite au projet d'établissement. Dans ce cadre, ils assurent la traçabilité dans le logiciel de soin dédié de toutes les activités d'animation individuelle par résident.

Ils participent aux relations et à la communication avec les différents partenaires extérieurs : familles, bénévoles, partenariat, écoles, centres de loisirs...

Ils peuvent aussi travailler directement auprès des résidents les plus complexes à accompagner, en complémentarité avec les psychomotriciens, les ergothérapeutes et les animateurs en pratiques avancées.
Ils peuvent enfin être amenés à assurer l'intérim de l'animateur en son absence. »
V - Le II de l'article 6 est remplacé par les dispositions suivantes :
« II - Pour la spécialité « animation adaptée pour publics adultes », le recrutement des adjoints d'animation et d'action sportive principaux de 2e classe intervient :
1°) par concours externe sur titre avec épreuves ouvert aux candidats titulaires du CPJEPS ou d'un diplôme de niveau 3 dans le domaine de l'animation ;
2°) par un concours interne sur épreuves ouvert aux fonctionnaires et agents non titulaires de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière aux militaires, ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale comptant au moins un an de services publics au 1er janvier de l'année au titre de laquelle ces concours sont organisés.
Il est également ouvert, dans les mêmes conditions, aux candidats justifiant d'un an de services auprès d'une administration, d'un organisme ou d'un établissement mentionné à l'article L 325-5 du code général de la fonction publique.
En outre un 3e concours peut être ouvert pour 20 % au plus des postes mis aux concours externe et interne ouvert aux candidats justifiant de 4 années d'activités professionnelles dans l'animation ou en tant qu'élu ou responsable d'une association. »
VI - À la fin de la délibération est inséré un chapitre IV intitulé « Dispositions transitoires », comprenant les articles 9 à 12 suivants :
« Chapitre IV : Dispositions transitoires
Art. 9 : Au 1er juillet 2022, les adjoints administratifs du CASVP relevant de la spécialité « animation » sont intégrés dans la spécialité « animation adaptée pour publics adultes » du corps des adjoints d'animation et d'action sportive d'administrations parisiennes. Ils sont reclassés à identité de grade et d'échelon avec conservation de l'ancienneté acquise dans cet échelon.
Les services accomplis par ces agents dans le corps des adjoints administratifs du CASVP sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'intégration.
Les fonctionnaires détachés dans le corps des adjoints administratifs du CASVP sont maintenus en position de détachement dans la spécialité « animation adaptée pour publics adultes » du corps des adjoints d'animation et d'action sportive d'administrations parisiennes régi par la présente délibération, pour la durée de leur détachement restant à courir.
Les agents nommés en qualité de stagiaire et qui ont commencé leur stage dans le corps des adjoints administratifs du CASVP poursuivent leur stage dans le corps des adjoints d'animation et d'action sportive d'administrations parisiennes.
Art. 10 : Jusqu'à la fin de l'année 2022, la commission administrative paritaire du corps des adjoints administratifs du CASVP demeure compétente en ce qui concerne les adjoints administratifs intégrés dans le présent corps.
Art. 11 : Les concours de recrutement ouverts dans le corps des adjoints administratifs du CASVP, dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant le 1er juillet 2022, demeurent régis par les dispositions applicables à la date de publication de ces arrêtés.
Les adjoints administratifs lauréats des concours mentionnés à l'alinéa précédent, dont la nomination n'a pas été prononcée dans le corps des adjoints administratifs du CASVP avant le 1er juillet 2022, peuvent être nommés en qualité de stagiaires dans la classe normale du corps régi par la présente délibération.
Art. 12 : Les avancements et promotions au titre de l'année 2022 des adjoints administratifs du CASVP sont prononcés par le CASVP. »

Titre IV

Dispositions relatives au corps des secrétaires administratifs d'administrations parisiennes

Article 4 : La délibération 2011 DRH 21 susvisée portant statut particulier des secrétaires administratifs d'administrations parisiennes est modifiée comme suit :
I - Au cinquième alinéa de l'article 2, la phrase : « La commission administrative paritaire est informée des changements de spécialité » est supprimée.
II - Les articles 5 à 17 sont remplacés par les articles 5 et 6 suivants :
« Art. 5 : Au 1er juillet 2022, les secrétaires administratifs du CASVP relevant de la spécialité « administration générale » sont intégrés dans la spécialité « administration générale » du corps des secrétaires administratifs d'administrations parisiennes. Ils sont reclassés à identité de grade et d'échelon avec conservation de l'ancienneté acquise dans cet échelon.
Les services accomplis par ces agents dans le corps des secrétaires administratifs du CASVP sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'intégration.
Les fonctionnaires détachés dans le corps des secrétaires administratifs du CASVP sont maintenus en position de détachement dans la spécialité « administration générale » du corps des secrétaires admi-

nistratifs d'administrations parisiennes régi par la présente délibération, pour la durée de leur détachement restant à courir.
Les agents nommés en qualité de stagiaire et qui ont commencé leur stage dans le corps des secrétaires administratifs du CASVP poursuivent leur stage dans le corps des secrétaires administratifs d'administrations parisiennes.
Les avancements et promotions au titre de l'année 2022 des secrétaires administratifs du CASVP sont prononcés par le CASVP.
Art. 6 : Jusqu'à la fin de l'année 2022, la commission administrative paritaire du corps des secrétaires administratifs du CASVP demeure compétente en ce qui concerne les secrétaires administratifs intégrés dans le présent corps. »

Titre V

Dispositions relatives au corps des animatrices et animateurs d'administrations parisiennes

Article 5 : La délibération 2013 DRH 60 susvisée portant statut particulier des animatrices et animateurs d'administrations parisiennes est modifiée comme suit :
I - À l'article 1, les mots : « de la Commune et du Département de Paris sont remplacés par les mots : « de la Ville de Paris ».
II - L'article 2 est remplacé par les dispositions suivantes :
« Art. 2 : Le corps des animatrices et animateurs régi par la présente délibération comporte deux spécialités : « activités périscolaires » et « animation adaptée pour publics adultes ». Les animatrices et animateurs recrutés dans une spécialité peuvent changer de spécialité, sur leur demande, et sous réserve qu'ils justifient des qualifications ou de l'expérience nécessaires à l'exercice des fonctions de la spécialité souhaitée.
I - Dans la spécialité « activités périscolaires », les animatrices et animateurs assurent la coordination ou la direction d'activités d'animation sur une ou plusieurs écoles, sur des établissements du second degré ou sur des territoires. Ils veillent notamment à la mise en cohérence des activités proposées au regard des orientations définies par la collectivité parisienne.
Dans le premier degré, ils sont en charge d'une fonction de direction d'accueils collectifs de mineurs au sein d'une ou plusieurs écoles dans toutes ses composantes (humaine, financière et budgétaire, logistique, informatique). Dans ce cadre, ils assurent l'encadrement d'une équipe en charge d'activités périscolaires et extrascolaires, qu'ils mobilisent pour la mise en œuvre du projet pédagogique qu'ils élaborent. Ils entretiennent les relations avec les partenaires publics et privés, notamment le(s) directeur(s) d'école et l'équipe enseignante.
Dans le second degré, ils sont chargés de la définition d'un projet éducatif et d'une programmation des sorties pédagogiques ou d'activités de soutien à la scolarité et de lutte contre l'exclusion scolaire. Ils participent également à l'élaboration de projets relatifs aux séjours. Ils assurent, à l'intérieur ou à l'extérieur des établissements, la réalisation de ces différentes activités, en lien avec les chefs d'établissement concernés.
Ils peuvent également assurer, au sein des services déconcentrés ou auprès des services centraux, des fonctions d'encadrement de personnels d'animation et de pilotage territorial, ainsi que des activités d'expertise. Les animatrices et animateurs des deuxième et troisième grades sont plus particulièrement chargés de ces fonctions.
II - Dans la spécialité « activités animation adaptée pour publics adultes »,
Dans les clubs seniors du CASVP, ils ont pour mission d'assurer la coordination des actions d'animation sur l'ensemble des clubs de leur réseau. Ils veillent à la mise en cohérence des activités proposées au regard des attentes du public senior à l'échelle de l'arrondissement et aux orientations générales définies par l'administration à l'échelle du territoire parisien.
Dans le cadre de leurs missions, ils encadrent des équipes d'animation et agents sociaux en charge de l'accueil du public, de l'organisation et la réalisation d'activités de prévention, d'animation et de lien social. Ils identifient et activent les leviers, les opportunités de développement et les différents partenariats associatifs, internes et avec les mairies d'arrondissement.
Dans les EHPAD du CASVP, ils ont pour mission d'assurer la coordination des actions d'animation sur l'ensemble des EHPAD. Ils mettent en œuvre des animations individuelles et collectives qui visent à l'épanouissement, la socialisation et au maintien de l'autonomie de la personne âgée et jouent un rôle essentiel dans la prévention et l'isolement social des résidents. Ils élaborent et mettent en œuvre le projet d'animation inscrit au projet d'établissement, animations individuelles, collectives et en pluridisciplinarité et gèrent la planification du programme des activités festives (Noël, Pâques...) et en organisent la logistique. Ils gèrent les relations et la communication avec les différents partenaires extérieurs (familles, bénévoles, partenariat, écoles, centres de loisirs, ...).
Dans le cadre de leurs missions, ils encadrent des équipes d'animation et agents sociaux, ils assurent la gestion du budget alloué pour l'animation et le recensement des besoins d'animations et sont garants de la traçabilité dans le logiciel soin dédié.
Ils peuvent aussi travailler directement auprès des résidents les plus complexes à accompagner, en complémentarité avec les psychomotriciens, les ergothérapeutes et les animateurs en pratiques avancées.

Au sein des services centraux du CASVP, ils assurent des fonctions de pilotage et d'expertise, notamment dans le secteur des actions pour la vie sociale. »
III - Les articles 5 à 9 sont remplacés par les articles 5 à 8 suivants :
« Art. 5 : Au 1er juillet 2022, les secrétaires administratifs du CASVP relevant de la spécialité « animation » sont intégrés dans la spécialité « activités animation adaptée pour publics adultes » du corps des animatrices et animateurs d'administrations parisiennes. Ils sont reclassés à identité de grade et d'échelon avec conservation de l'ancienneté acquise dans cet échelon.
Les services accomplis par ces agents dans le corps de secrétaire administratif du CASVP sont assimilés à des services accomplis dans le corps d'intégration.
Les fonctionnaires détachés dans le corps des secrétaires administratifs du CASVP sont maintenus en position de détachement dans la spécialité « activités animation adaptée pour publics adultes » du corps des animatrices et animateurs d'administrations parisiennes régi par la présente délibération, pour la durée de leur détachement restant à courir.
Les agents nommés en qualité de stagiaire et qui ont commencé leur stage dans le corps des secrétaires administratifs du CASVP poursuivent leur stage dans le corps des animatrices et animateurs d'administrations parisiennes. »
Art. 6 : Jusqu'à la fin de l'année 2022, la commission administrative paritaire du corps des secrétaires administratifs du CASVP demeure compétente en ce qui concerne les secrétaires administratifs intégrés dans le présent corps.
Art. 7 : Les concours de recrutement ouverts dans le corps des secrétaires administratifs du CASVP, dont les arrêtés d'ouverture ont été publiés avant le 1er juillet 2022, demeurent régis par les dispositions applicables à la date de publication de ces arrêtés.
Les secrétaires administratifs lauréats des concours mentionnés à l'alinéa précédent, dont la nomination n'a pas été prononcée dans le corps des secrétaires administratifs du CASVP avant le 1er juillet 2022, peuvent être nommés en qualité de stagiaires dans la classe normale du corps régi par la présente délibération.
Art. 8 : Les avancements et promotions au titre de l'année 2022 des secrétaires administratifs du CASVP sont prononcés par le CASVP. »

2022 DRH 43 Approbation des modifications du règlement du temps de travail et des cycles de travail des personnels de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses article 7-1 et 57-1° ;
Vu la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;
Vu la loi n°2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011, notamment son article 115 ;
Vu le décret n°85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels ;
Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°88-168 du 15 février 1988 pris pour l'application des dispositions du deuxième alinéa du 1° de l'article 57 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 précité et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n°2015-580 du 28 mai 2015 permettant à un agent public civil le don de jours de repos à un autre agent public ;
Vu le décret n°2018-874 du 9 octobre 2018 pris pour l'application aux agents civils de la loi n°2018-84 du 13 février 2018 créant un dispositif de don de jours de repos non pris au bénéfice des proches aidants de personnes en perte d'autonomie ou présentant un handicap ;
Vu le décret n°2021-259 du 9 mars 2021 élargissant au bénéfice des parents d'enfants décédés le dispositif de don de jours de repos non pris ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu la délibération des 7, 8 et 9 juillet 2021 portant approbation du règlement temps de travail de la Ville de Paris modifiée par la délibération des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu l'avis du comité technique rendu le 28 avril 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver les modifications du règlement du temps de travail et les cycles de travail des personnels de la Ville de Paris en annexes ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Le point 1.5.1.1 du règlement du temps de travail des personnels de la Ville de Paris est rédigé comme suit :
Le référentiel des sujétions comprend 7 niveaux. À chaque niveau de sujétion, correspond un temps de travail dû, précisé dans le tableau ci-dessous :

Niveaux de sujétions	Obligation horaire annuelle
Niveau 0	1607
Niveau 1	1 580
Niveau 2	1 550
Niveau 3	1 525
Niveau 4	1 505
Niveau 5	1 485
Niveau 6	1 460
Niveau 7	1 435

Obligation horaire annuelle en fonction du niveau de sujétion liée aux cycles ou aux activités

Article 2 : Le point 1.5.1.2.1 du règlement du temps de travail des personnels de la Ville de Paris est rédigé comme suit :
1.5.1.2.1 Les sujétions liées à un métier ou environnement de travail physique contraignant

	Travail pénible, dangereux ou salissant	Travail auprès du public
Niveau 1	Travail à pénibilité physique en horaires de journée	Accueil du public parisien de façon directe et pour une part essentielle des missions
Niveau 2	Travail en milieu contraignant (milieu confiné, en sous-sol, produits chimiques dangereux, désinfection, poussières et fumées, bruit et cadence)	Travail auprès d'enfants de moins de 6 ans
		Travail exclusif et permanent face à un public dépendant, ou en établissement d'hébergement social et médico-social, ou un public en situation de grande précarité
Niveau 3	Travail insalubre ou dangereux en extérieur ou en milieu confiné	Travail auprès d'enfants de moins de 3 ans
Niveau 7	Travail insalubre et dangereux dans le réseau des égouts	

Article 3 : Le point 1.5.2 du règlement du temps de travail des personnels de la Ville de Paris, relatif à la sujétion au titre de l'intensité et l'environnement de travail induisant une pénibilité spécifique à la ville-capitale, est supprimé.

Article 4 : Le 1er paragraphe du point 1.6.3.1 du règlement du temps de travail des personnels de la Ville de Paris est rédigé comme suit :
En horaires variables, une journée de formation correspond à une durée de 8h04 lorsque la formation dure une journée de 7 heures et 4h02 lorsqu'elle dure une demi-journée de 3h30. Les formations dont la durée telle qu'inscrite au catalogue de la formation est inférieure à 3h30 pour une demi-journée, ou 7h pour une journée entière, sont décomptées en heures dans l'outil de gestion des temps, au réel de la durée théorique de la formation. En horaires fixes, une journée de formation correspond au temps prévu au planning de l'agent le jour dit, quelle que soit son amplitude.

Article 5 : Le 6e paragraphe du point 2.2.2 du règlement du temps de travail des personnels de la Ville de Paris est rédigé comme suit :
Le badgeage unique comptabilise chaque jour un décompte forfaitaire permettant de garantir la génération des JRTT. Comme tous les agents à l'horaire variable, les agents bénéficiant du dispositif peuvent faire varier la durée de leur journée de travail entre 4h et 10h de travail effectif, cette durée devant correspondre en moyenne à 8h04. Le badgeage unique ne remet pas en cause l'obligation de respect des plages fixes.

Article 6 : Le point 2.2.4 du règlement du temps de travail des personnels de la Ville de Paris est rédigé comme suit :
Le temps effectué au-delà de 7 heures par jour est enregistré dans un compte de débit-crédit d'heures dans Chronotime. Ce compteur de débit-crédit permet aux agents de faire varier la durée de la journée de 4 heures de travail effectif jusqu'à 10 heures, en garantissant qu'en moyenne, les agents effectuent 7 heures de travail correspondant à leur obligation horaire quotidienne.

Cette possibilité de variation des horaires doit être compatible avec les nécessités de service formalisées dans le projet d'organisation de service ou exprimées par l'encadrant par tout moyen, ce dernier étant responsable de l'organisation du travail au sein du service.
Un compteur de débit-crédit ne peut être structurellement déficitaire. Un débit supérieur à 12h doit faire l'objet d'une régularisation par un temps de travail supplémentaire de l'agent. Un débit supérieur à 12h sur une période de 3 mois peut faire l'objet d'une reprise de RTT. Dans les situations les plus extrêmes, une retenue sur salaire pourra être pratiquée après mise en demeure de l'agent de régulariser sa situation.
En fin de mois, les 21 premières heures positives du compteur sont transformées en jours de réduction du temps de travail, dans la limite de 3 jours par mois et 27 jours par an. Les heures suivantes sont reportées dans le compteur le mois suivant, dans la limite d'un plafond de 12 heures.
Dans la mesure où ils sont crédités au fur et à mesure de leur acquisition, une tolérance sera accordée pour que les JRTT soient consommés avant le 31 mars de l'année N+1 s'ils n'ont pu l'être au cours de l'année N pour raisons de service. Néanmoins, les agents sont invités à consommer régulièrement les JRTT acquis, afin de ne pas avoir un solde trop important à reporter sur l'année suivante et dont une prise tardive ne serait pas compatible avec les nécessités de service.
En fonction du cycle retenu, un agent peut générer jusqu'à 3 JRTT par mois et 27 JRTT par an. Les JRTT sont crédités au fur et à mesure qu'ils sont générés.
Article 7 : Le point 6.1 du règlement du temps de travail des personnels de la Ville de Paris est rédigé comme suit :
Le présent règlement est applicable à compter du 1er juillet 2022.
A la suite de l'adoption des cycles de travail par le Conseil de Paris, la secrétaire générale prend, sur proposition de la direction des ressources humaines, un arrêté précisant, pour chaque cycle ayant été délibéré, les modalités précises du fonctionnement du cycle (enchainement des journées, horaires de prises et fin de service, pause méridienne, temps d'habillage et déshabillage, etc.).
Article 8 : L'annexe 2 modifiée « Recueil des cycles de travail de la Ville de Paris », l'annexe 3 modifiée « Choix des cycles par direction », l'annexe 4 modifiée « Services bénéficiant d'un niveau de sujétion », et l'annexe 6 modifiée « Liste des sites d'affectation permettant l'octroi d'un temps de trajet sur la pause méridienne » jointes à la présente délibération, sont approuvées.

2022 DRH 44 Signature avec le Centre Hospitalier Guillaume Régnier et l'Université de Rennes d'une convention de mise à disposition auprès de la Ville de Paris d'un Professeur des Universités-Praticien Hospitalier.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le décret n° 84-135 du 24 février 1984 portant statut particulier des personnels enseignants et hospitaliers des centres hospitaliers et universitaires, notamment son article 36-1 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de signer avec le Centre Hospitalier Guillaume Régnier et l'Université de Rennes une convention de mise à disposition auprès de la Ville de Paris d'un Professeur des Universités-Praticien Hospitalier ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Centre Hospitalier Guillaume Régnier et l'Université de Rennes la convention de mise à disposition contre remboursement avec de la Ville de Paris d'un Professeur des Universités-Praticien Hospitalier, dont le texte et l'annexe financière sont joints à la présente délibération.

2022 DRH 45 Modification du statut particulier des conseillers socio-éducatifs d'administrations parisiennes.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu la délibération 2016 DRH 40 des 13, 14 et 15 juin 2016 modifiée, portant statut particulier des conseillers socio-éducatifs d'administrations parisiennes ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes, en date du 13 avril 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier le statut particulier applicable au corps des conseillers socio-éducatifs d'administrations parisiennes ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
L'article 4 de la délibération 2016 DRH 40 est remplacé par l'article suivant :
« Art. 4 : Les dispositions de l'article 4 du décret n°2013-489 du 10 juin 2013 susvisé ne s'appliquent pas aux conseillers socio-éducatifs d'administrations parisiennes.
Sont inscrits sur la liste d'aptitude prévue au 1° de l'article 3 décret n°2013-489 du 10 juin 2013 susvisé les candidats déclarés admis :
1° Pour 25 % des postes à pourvoir, par concours externe sur titres avec épreuves ouvert aux candidats titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les cadres d'emplois ou corps des éducateurs de jeunes enfants, des assistants socio-éducatifs, assistants de service social, conseillers en économie sociale et familiale et éducateurs techniques spécialisés.
Les candidats doivent en outre être titulaires du certificat d'aptitude aux fonctions d'encadrement et de responsable d'unité d'intervention sociale ou d'une autre qualification reconnue comme équivalente par la commission instituée par l'article 8 du décret du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique.
2° Pour 75 % des postes à pourvoir, par concours interne sur titres ouvert aux fonctionnaires et agents contractuels, aux militaires ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale intergouvernementale justifiant, au 1er janvier de l'année du concours, de six ans au moins de services publics en qualité d'assistants socio-éducatifs, d'éducateurs de jeunes enfants, d'assistants de service social, de conseillers en économie sociale et familiale et d'éducateurs techniques et spécialisés.
Les modalités d'organisation et la nature des épreuves des concours sont fixées par délibération du Conseil de Paris.
Les postes non pourvus à l'un des concours peuvent être reportés sur l'autre. Ce report ne peut toutefois avoir pour conséquence que le nombre de postes pourvus par le concours interne soit inférieur aux deux tiers du nombre total des postes offerts aux deux concours. »

2022 DRH 47 Modification des règles de classement des personnes nommées dans les corps de l'ESPCI (École supérieure de physique et chimie industrielle de la ville de Paris).

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général de la Fonction Publique ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2009-462 du 23 avril 2009 modifié relatif aux règles de classement des personnes nommées dans les corps d'enseignants-chercheurs des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
Vu la délibération 2011 DRH 54 des 11 et 12 juillet 2011 modifiée, portant règles de classement des personnes nommées dans les corps de l'ESPCI (École supérieure de physique et chimie industrielle de la ville de Paris) ;
Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes, en date du
13 avril 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier les règles de classement des personnes nommées dans les corps de l'ESPCI ;
Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
Article 1 : L'article 4 de la délibération 2011 DRH 54 susvisée est modifié comme suit :
1° Au 1°, après les mots : « à l'alinéa précédent » sont insérés les mots: « sont assimilables ou » ;
2° Aux 1° et 2°, les mots : « dans la limite de trois ans » sont remplacés par les mots: « dans la limite de la durée du contrat de travail mentionné au premier alinéa » ;
3° Il est ajouté un 3° ainsi rédigé : « 3° La durée des services pris en compte au titre du présent article ne peut excéder une durée totale de six ans. »
Article 2 : Au 1° et au 2° de l'article 5 de la délibération 2011 DRH 54 susvisée, les mots : « dans la limite de quatre ans » sont supprimés.
Article 3 : Après l'article 5 de la délibération 2011 DRH 54 susvisée, il est inséré un article 5-1 ainsi rédigé :

« Art. 5-1. - A l'occasion de leur classement dans le corps des maîtres de conférences, les candidats qui ont été admis à concourir au grade de maître de conférences de classe normale bénéficient d'une bonification d'ancienneté d'un an au titre du doctorat mentionné à l'article L. 612-7 du code de l'éducation ou du diplôme universitaire, de la qualification ou du titre étranger jugés équivalents pour l'application de la présente délibération par le comité de direction de l'ESPCI. »

Article 4 : L'article 11 de la délibération 2011 DRH 54 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 11 : Les agents qui justifient de services accomplis dans une administration ou un organisme ou un établissement d'un État membre de l'Union européenne autre que la France, ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, nommés dans l'un des corps mentionnés à l'article 1er de la présente délibération, sont classés conformément aux dispositions du décret n°2010-311 du 22 mars 2010 relatif aux modalités de recrutements et d'accueil des ressortissants des États membres de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen, dans un corps, un cadre d'emplois ou un emploi de la fonction publique française. »

Article 5 : L'article 13 de la délibération 2011 DRH 54 susvisée est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa du I, après les mots : « ces services », sont insérés les mots : « et bonifications » ;

2° Le II est complété par la phrase suivante : « Cette bonification d'ancienneté de deux ans est cumulable avec la bonification d'ancienneté prévue à l'article 5-1. ».

Article 6 : Les articles 19 à 21 de la délibération 2011 DRH 54 susvisée sont remplacés par les articles 19 et 20 suivants :

« Art. 19 : Les maîtres de conférences titularisés dans leur corps avant la date d'entrée en vigueur de la délibération 2022 DRH 47, classés dans le premier grade et en fonctions à cette même date, peuvent bénéficier, sur leur demande, d'une proposition de reclassement établie par application des dispositions de la présente délibération dans leur rédaction issue de la délibération 2022 DRH 47. Ils peuvent présenter leur demande dans un délai de neuf mois à compter de la date de publication de la délibération 2022 DRH 47. Les demandeurs justifient, par tout moyen approprié, de la nature et de la durée des services à prendre en compte. L'administration leur communique une proposition de nouveau classement. Ils disposent alors d'un délai de deux mois pour faire connaître leur décision. Le reclassement prend effet le 1er janvier 2021.

Art. 20 : Les dispositions de la présente délibération, dans leur rédaction issue de la délibération 2022 DRH 47, sont applicables au classement des maîtres de conférences qui sont stagiaires à la date de publication de la délibération 2022 DRH 47. »

2022 DRH 48 Abrogation du statut particulier des agents de logistique générale d'administrations parisiennes.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la Fonction Publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des administrations parisiennes, en date du 13 avril 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'abroger le statut particulier applicable au corps des agents de logistique générale d'administrations parisiennes ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Au 1er juillet 2022, les agents de logistique générale relevant de la délibération 2007 DRH 29 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée portant statut particulier applicable au corps des agents de logistique générale d'administrations parisiennes sont intégrés, selon leurs fonctions, dans les corps d'adjoints techniques, d'adjoints administratifs, d'agents d'accueil et de surveillance et d'adjoints d'accueil de surveillance et de magasinage d'administrations parisiennes.

Article 2 : la délibération 2007 DRH 29 des 16 et 17 juillet 2007 modifiée portant statut particulier applicable au corps des agents de logistique générale d'administrations parisiennes est abrogée à compter du 1er juillet 2022.

2022 DRH 51 Modification de la délibération 2020 DRH 67 fixant les ratios promus promouvables de certains corps de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994, portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu la délibération 2020 DRH-67 fixant les ratios promus-promouvables de certains corps de la Ville de Paris ;

Vu la délibération 2021 DRH-58 portant statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la ville de Paris ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de modifier la délibération 2020 DRH 67 fixant les ratios promus promouvables de certains corps de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Le tableau annexé à l'article 2 de la délibération 2020 DRH-67 est modifié comme suit :

- Au titre des années 2022 et 2023, les termes « auxiliaires de puériculture » et de soins sont remplacés par les termes « auxiliaire de puériculture » ;
- Au titre des années 2022 et 2023, le corps des auxiliaires de puériculture est retiré de la liste des corps de catégorie C et ajouté dans la liste des corps de catégorie B.

2022 DRH 52 Signature d'une convention avec l'Ordre de la Libération pour la mise à disposition de personnels de la Ville de Paris.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer une convention avec l'Ordre de la Libération pour la mise à disposition de personnels de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'ordre de la Libération pour la mise à disposition de personnels, dont le texte est joint à la présente délibération.

2022 DRH 53 Indemnisation des ayants-droits d'un agent de la Ville de Paris décédé alors qu'il était encore en fonctions.

M. Antoine GUILLOU, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n°2004-878 du 26 août 2004 relatif au compte épargne-temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'arrêté du 28 août 2009 pris pour l'application du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002 modifié portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de payer aux ayants-droits de M. X le solde des jours épargnés par lui sur son compte épargne temps ;

Sur le rapport présenté par M. Antoine GUILLOU, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Article 1 : Les ayants-droits de M. X seront indemnisés de 13 500 € au titre des 100 jours disponibles sur le compte épargne temps de leur père et époux.

Article 2 : Cette somme sera imputée sur le crédit inscrit au chapitre 65, nature 65748, rubrique P02002 du budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour 2022.

2022 DSIN 2 Convention relative à l'utilisation par l'APUR de la plateforme territoriale de la Ville de Paris.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la signature d'une convention relative à l'utilisation par l'APUR de la plateforme territoriale de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe d'une convention relative à l'utilisation par l'APUR de la plateforme territoriale de la Ville de Paris.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention, annexée au présent projet de délibération ainsi que les pièces nécessaires à son exécution.

2022 DSIN 3 Convention de groupement de commandes pour l'acquisition de services sur le périmètre lié aux projets développés en LUTECE entre la Ville de Paris et la Ville de Lyon.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération du Conseil de Paris en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la Convention constitutive de groupement de commandes ;

Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe d'une convention de groupement de commandes pour l'acquisition de services sur le périmètre lié aux projets développés avec LUTECE entre la Ville de Paris et la Ville de Lyon

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention, annexée au présent projet de délibération ainsi que les pièces d'exécution afférentes.

2022 DSOL 1-SG-DAC Olympiade Culturelle - Subvention (25.500 euros) et convention avec l'association « AD'REV » pour son action dans le cadre du Mois Parisien du Handicap 2022.

M. Jacques GALVANI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 1 SG DAC en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de signer une convention avec l'association AD'REV pour l'attribution d'une subvention pour son action dans le cadre du Mois Parisien du Handicap et de l'Olympiade Culturelle ;

Vu l'Avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques GALVANI, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Approuve la subvention d'un montant total de 25 500 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer une convention avec l'association AD'REV (20e), 81801, dossiers 2022_06829 (DGJOPGE : 10 000 euros), 2022_05489 (DSOL : 8 000 euros) et 2022_05488 (DAC : 7 500 euros) pour l'année 2022.
Article 2 : La dépense sera imputée, à hauteur de 10 000 euros sur les crédits de la Délégation Générale aux jeux olympiques et paralympiques et aux grands évènements au titre de l'Olympiade Culturelle, à hauteur de 8 000 euros sur les crédits DSOL et à hauteur de 7 500 euros sur les crédits DAC, du budget de fonctionnement de l'année 2022 de la Ville de Paris et des années suivantes, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 2 Subventions (15.500 euros) à 3 associations et convention avec l'une d'entre elles pour leurs actions facilitant l'accès à l'information et aux droits des seniors parisiens.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 2 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, lui propose la signature d'une convention annuelle d'objectifs avec l'association CATRED (11e) et l'attribution d'un financement aux associations CATRED (11e), ATMF (18e), ADIPR (12e) pour leurs actions d'accès aux droits des seniors au titre de l'année 2022 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association « Collectif des accidentés du travail, handicapés et retraités pour l'égalité des droits (CATRED) » (11e) ;
Article 2 : Une subvention de fonctionnement de 7 000 euros est attribuée à l'association « Collectif des accidentés du travail, handicapés et retraités pour l'égalité des droits (CATRED) » (Simpa 19 944 - dossier 2022_04019) au titre de 2022 ;
Article 3 : Une subvention de fonctionnement de 4 000 euros est attribuée à « L'association des Travailleurs Maghrébins de France » (Simpa 93 061 - dossier 2022_05977) au titre de 2022.
Article 4 : Une subvention de fonctionnement de 4 500 euros est attribuée à « l'Association pour la diffusion de l'information aux retraités et aux pré-retraités - ADIPR » (Simpa 13 345 - dossier 2022_00257) au titre de 2022.
Article 5 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 3 Subventions (75.000 euros) et conventions avec les associations HANDI'CHIENS et ECGAMVP pour leurs actions inclusives en direction des personnes en situation de handicap.

M. Jacques GALVANI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1, L. 2511-14 et suivants ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 3 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 75 000 euros aux associations HANDI'CHIENS et ECGAMVP ;
Vu l'Avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques GALVANI, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Approuve la subvention d'un montant de 30 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer une convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 avec l'association HANDI'CHIENS (92) dont le texte est joint à la présente délibération, simpa : 22481, dossier 2022_05206, au titre de l'année 2022.

Article 2 : Approuve la subvention d'un montant de 45 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer une convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 avec l'association Ecole des Chiens Guides pour Aveugles et Malvoyants de Paris et de la Région Parisienne - ECGAMVP (12e), dont le texte est joint à la présente délibération, simpa : 21042, dossier 2022_05219 au titre de l'année 2022.

Article 3 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 4 Subventions (121.000 euros) à 5 associations et conventions pluriannuelles d'objectifs avec 3 d'entre elles pour leurs actions dans le champ de l'autisme.

M. Jacques GALVANI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 4 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention à huit associations pour leurs actions dans le champ de l'autisme et de signer des conventions pluriannuelles d'objectifs avec trois d'entre elles ;

Vu l'Avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques GALVANI, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Approuve la subvention de 4 000 euros attribuée à l'association Apte - Autisme et Piano, Thérapie Educative (14e) simpa : 18503, dossiers 2022_03772 et 03761, pour l'année 2022.

Article 2 : Approuve la subvention de 15 000 euros attribuée à l'association Apte Pôle Répit (14e) simpa : 181585, dossier 2022_04110, pour l'année 2022.

Article 3 : Approuve la subvention de 70 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Autisme en Ile-de-France (15e), simpa : 193598, dossier 2022_03446, au titre de l'année 2022.

Article 4 : Approuve la subvention de 9 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Le Papotin-Fenêtre sur la Ville (92), simpa : 20777, dossier 2022_03459, au titre de l'année 2022.

Article 5 : Approuve la subvention de 23 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer la convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024, dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association Service Plus à la Personne (7e), simpa : 39421, dossier 2022_04612, au titre de l'année 2022.

Article 6 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de l'année 2022 de la Ville de Paris et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 5 Subvention d'investissement (150.000 euros) et convention avec l'Association de Santé Mentale et de lutte contre l'alcoolisme dans le 13e arrondissement dite ASM 13.

M. Jacques GALVANI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Considérant le projet d'investissement porté par l'Association de Santé Mentale et de lutte contre l'alcoolisme dans le 13e arrondissement dite ASM 13 ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 5 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de signer avec l'association une convention pluriannuelle et de lui attribuer une subvention d'investissement ;
Sur le rapport présenté par M. Jacques GALVANI, au nom de la 4e commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Association de Santé Mentale et de lutte contre l'alcoolisme dans le 13e arrondissement dite ASM 13, une convention d'investissement pluriannuelle dont le texte est joint à la présente délibération pour le projet d'équipement du Foyer d'Accueil Médicalisé de 30 places destiné à des adultes présentant un Trouble du Spectre Autistique (TSA).
Article 2 : Une subvention d'investissement non renouvelable d'un montant de 150 000 euros est attribuée à l'Association de Santé Mentale et de lutte contre l'alcoolisme dans le 13e arrondissement dite ASM 13, Simpa 16670, dossier 2022_06620.
Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget d'investissement de la Ville de Paris de l'année 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 6 Subvention (3.500 euros) à l'association Groupe des Animateurs en Gérontologie, Gériatrie, Structures et services pour personnes âgées (GAG).

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 6 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, lui propose l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « Groupe des Animateurs en Gérontologie, Gériatrie, Structures et services pour personnes âgées (GAG) » (87 350 Panazol) ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : Une subvention de fonctionnement de 3 500 euros est attribuée à l'association « Groupe des Animateurs en Gérontologie, Gériatrie, Structures et services pour personnes âgées (GAG) » (SIMPA 188842 - dossier 2022_00143) au titre de 2022.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 7 Signature d'une convention avec l'association Le Silence des Justes Ohalei Yaakov, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France.

Mme Dominique VERSINI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L. 228-3, L. 312-1 l 12°, L. 312-1, L. 313-1-1, L. 313-4, L. 313-7 et D312-0-3 ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code de la sécurité sociale ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de justice administrative et notamment son article R. 312-1 ;
Vu l'arrêté N° 2022-28 en date du 24 janvier 2022 de l'Agence Régionale de Santé Ile-de-France portant autorisation d'un institut médico-éducatif de 32 places géré par l'association Le Silence des Justes Ohalei Yaakov, au titre des dispositions du Code de l'action Sociale et des familles ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 7 en date du 17 mai 2022 pour lequel la Maire de Paris propose une convention avec l'association Le Silence des Justes Ohalei Yaakov, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France ;
Sur le rapport présenté par Mme Dominique VERSINI au nom de la 6e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer une convention financière avec l'association Le Silence des Justes Ohalei Yaakov, le département de la Seine-Saint-Denis et l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France pour le fonctionnement de l'IME destiné à l'accueil en hébergement de 32 enfants et jeunes adultes jusqu'à 20 ans, dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : La dépense correspondante d'un montant de 1 020 000 euros sera imputée sur budget de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2022 et suivant, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 8-DJS Subventions (30.000 euros) à 6 associations et convention avec 2 d'entre elles pour leurs actions sportives en direction des personnes en situation de handicap.

M. Jacques GALVANI, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-13, L. 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 8 DJS en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer des subventions pour un montant total de 30 000 euros à six associations pour leurs actions sportives en direction des personnes en situation de handicap et de signer des conventions pluriannuelles d'objectifs avec deux d'entre elles ;

Vu l'Avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'Avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques GALVANI, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Approuve la subvention d'un montant de 5 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer une convention annuelle d'objectifs avec l'association CAP Sport Art Aventure et Amitié - CAP SAAA, dont le texte est joint à la présente délibération, simpa : 1747, dossier 2022_05120, au titre de l'année 2022.

Article 2 : Approuve la subvention d'un montant de 5 000 euros, attribuée à l'association Comité National Premiers de Cordée (CNPC), simpa : 7701, dossier 2022_05538, pour l'année 2022.

Article 3 : Approuve la subvention d'un montant de 4 000 euros, attribuée à l'association Comité Départemental de Cyclotourisme de Paris - CODEP 75, simpa : 16 903, dossier 2022_04690, pour l'année 2022.

Article 4 : Approuve la subvention d'un montant de 13 000 euros et autorise Mme la Maire de Paris à signer une convention pluriannuelle d'objectifs 2022-2024 avec l'association Escapade Liberté et Mobilité, dont le texte est joint à la présente délibération, simpa : 965, dossier 2022_06015, au titre de l'année 2022.

Article 5 : Approuve la subvention d'un montant de 2 000 euros, attribuée à l'association Para Club de Paris, simpa : 198720, dossier 2022_06165, pour l'année 2022.

Article 6 : Approuve la subvention d'un montant de 1 000 euros, attribuée à l'association Trott'autrement, simpa : 80522, dossier 2022_00067, pour l'année 2022.

Article 7 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'année 2022 et des années suivantes sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 9 Subventions (10.700 euros) à 7 associations et 2 conventions pour leurs actions de soutien aux seniors isolés et de renforcement du lien social.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 9 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, propose la signature d'une convention annuelle d'objectifs avec les associations du Quartier Saint Bernard (11e) et la Compagnie Résonances (18e) ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 9 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer une subvention au titre de 2022 aux associations Arsmedia (19e), Association du Quartier Saint Bernard (11e), Compagnie Résonances (18e), Le Fil et la Main (20e), Passerelle de Mémoire (93 100), Relief (20e), Tous ensemble (20e) ;

Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 11 e en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 14 e en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 18 e en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 19 e en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil d'arrondissement du 20 e en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,
Délibère :
Article 1 : une subvention annuelle de 1 200 € est attribuée à l'association Arsmedia (SIMPA 13126-dossier 2022_05311) au titre de 2022 ;
Article 2 : Mme la Maire Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association du Quartier Saint-Bernard (11e) ;
Article 3 : une subvention annuelle de 2 000 € est attribuée à l'association du Quartier Saint-Bernard (SIMPA 17562- dossier 2022_04543) au titre de 2022 ;
Article 4 : Mme la Maire Paris est autorisée à signer une convention annuelle avec l'association Compagnie Résonances (18e) ;
Article 5 : une subvention annuelle de 1 500 € est attribuée à l'association Compagnie résonances (SIMPA 604- dossier 2022_05319) au titre de 2022 ;
Article 6 : une subvention annuelle de 1 500 € est attribuée à l'association Le Fil et la Main (SIMPA 185784 - dossier 2022_06188) au titre de 2022 ;
Article 7 : une subvention annuelle de 1 500 € est attribuée à l'association Passerelle de Mémoire (SIMPA 192989 - dossier 2022_05782) au titre de 2022 ;
Article 8 : une subvention annuelle de 1 500 € est attribuée à l'association Relief (SIMPA 13949 - dossier 2022_05306) au titre de 2022 ;
Article 9 : une subvention annuelle de 1 500 € est attribuée à l'association Tous Ensemble (SIMPA 189784 - dossier 2022_05307) au titre de 2022 ;
Article 10 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 10 Participations (3.247.510 euros) et avenants avec 6 Maisons des Aînés et des Aidants au titre des CLIC (Centres Locaux d'Information et de Coordination) autorisés à Paris pour l'année 2022.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2511 -13 et suivants ;
Vu la délibération 2018 DASES 88G en date du 20, 21 et 22 mars 2018 autorisant Mme la Maire de Paris à signer la convention de labellisation pour le fonctionnement de la Maison des Aînés et des Aidants des arrondissements de centre parisien (1er au 6e arrondissement) ;
Vu la délibération 2019 DASES 29M en date du 4, 5 et 6 février 2019 autorisant Mme la Maire de Paris à signer la convention de labellisation pour le fonctionnement de la Maison des Aînés et des Aidants des territoires du Nord Est (9, 10 et 19e arrondissement) et du Nord-Ouest (8, 17 et 18e arrondissement) ;
Vu la délibération 2019 DASES 76 en date du 1, 2, 3 et 4 avril 2019 autorisant Mme la Maire de Paris à signer la convention de labellisation pour le fonctionnement de la Maison des Aînés et des Aidants du territoire du Sud (13 et 14e arrondissement) ;
Vu la délibération 2019 DASES 111 en date du 8 au 12 juillet 2019 autorisant Mme la Maire de Paris à signer la convention de labellisation pour le fonctionnement de la Maison des Aînés et des Aidants des territoires de l'Est (11, 12 et 20e arrondissements) et de l'Ouest (7, 15 et 16e arrondissements) ;
Vu le projet de délibération 2022 DSOL 10 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose l'attribution d'une participation de fonctionnement aux 6 Maisons des Aînés et des Aidants au titre de l'année 2022 et la signature d'avenants à la convention de labellisation ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 9e arrondissement en date du 9 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention de labellisation dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association « Autonomie Paris Saint-Jacques ».
Article 2 : Une participation de fonctionnement de 524 423 euros est attribuée à l'association « Autonomie Paris Saint Jacques » au titre de l'année 2022 pour la gestion de la Maison des Aînés et des Aidants Centre.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention de labellisation dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association « Union Retraite Action ».
Article 4 : Une participation de fonctionnement de 553 560 euros est attribuée au titre de l'année 2022 à l'association « Union Retraite Action » pour la gestion de la Maison des Aînés et des Aidants Nord-Est.
Article 5 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention de labellisation dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association « Ensemble, coordonner et accompagner à Paris ».
Article 6 : Une participation de fonctionnement de 529 338 euros est attribuée à l'association « Ensemble coordonner et accompagner à Paris » au titre de l'année 2022 pour la gestion de la Maison des Aînés et des Aidants Sud.
Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention de labellisation dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association « Dispositifs Santé Paris Ouest».
Article 8 : Une participation de fonctionnement de 572 848 euros est attribuée à l'association Dispositifs Santé Paris Ouest au titre de l'année 2022 pour la gestion de la Maison des Aînés et des Aidants Ouest.
Article 9 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention de labellisation dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'association « HumanEst ».
Article 10 : Une participation de fonctionnement de 559 403 euros est attribuée à l'association HumanEst au titre de l'année 2022 pour la gestion de la Maison des Aînés et des Aidants Est.
Article 11 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant à la convention de labellisation dont le texte est joint à la présente délibération, avec l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP).
Article 12 : Une participation de fonctionnement de 507 938 euros est attribuée à l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) au titre de l'année 2022 pour la gestion de la Maison des Aînés et des Aidants Nord-Ouest.
Article 13 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 13 Subventions de fonctionnement (423.800 euros) à 9 associations, et 1 subvention en investissement (101.762 euros) pour des actions d'aide alimentaire à destination de personnes et de familles démunies. Conventions.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L 2511-13 ; L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu la convention pluriannuelle du 1er septembre 2020 conclue entre la Ville de Paris et la Fondation CASIP COJASOR ;
Vu la convention pluriannuelle du 8 septembre 2020 conclue entre la Ville de Paris et l'association Paris Tout P'tits ;
Vu la convention pluriannuelle du 1er septembre 2020 conclue entre la Ville de Paris et l'association Août Secours Alimentaire ;
Vu la convention pluriannuelle du 1er septembre 2020 conclue entre la Ville de Paris et l'association Banque Alimentaire de Paris et d'Ile de France ;
Vu le budget primitif de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire, sollicite l'autorisation d'attribuer, au titre de l'exercice 2022, 9 subventions au bénéfice de 9 associations différentes, pour la réalisation d'actions d'aide alimentaire auprès de personnes et de familles démunies ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris du13e en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris du 14e en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris du 15e en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris du 18e en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil de Paris du 20e en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont attribuées, 9 subventions de fonctionnement, au titre de 2022, à 9 associations mettant en œuvre des actions d'aide alimentaire auprès de personnes et de familles démunies pour les projets suivants :

- une subvention d'un montant de 10 000 € à l'association « MaMaMa » (n° Paris Assos 196937 et n° de dossier 2022_05554) dont le siège social est situé 5 villa Danré (93200), pour ses actions d'aide alimentaire à destination des enfants de 0 à 3 ans de mères isolées ou de familles démunies (reconduction de la subvention 2021).
- une subvention de 70 000 € à l'association « Paris Tout P'tits » (n° SIMPA 67 166 et n° de dossier 2022-05779) dont le siège social est situé 32, avenue Domont 93600 Aulnay-sous-Bois, pour le projet de distribution de produits alimentaires et d'hygiène à des enfants en bas âge de familles démunies orientées vers l'association par les services sociaux parisiens (du lundi au vendredi au 38, rue Charles Hermite (18e) et le vendredi au centre social Didot (14e). (Diminution de la subvention 2021 soit - 30 000 € en raison d'une reprise d'excédents).
- une subvention de 105 000 € à la « Fondation CASIP-COJASOR », (n° SIMPA 20 706 et n° de dossier 2022_05296) dont le siège social est situé 8, rue de Pali Kao 75020 Paris, pour le fonctionnement de son activité d'aide alimentaire gratuite (bons d'achats de denrées, bons repas, portage de repas) auprès des personnes démunies et isolées (notamment âgées et handicapées). (Reconduction de la subvention 2021).
- une subvention de 7 000 € à l'association Relais Frémicourt (n° SIMPA 20 463 et n° de dossier 2022_05605) dont le siège social est situé 70 rue Falguière 75015 Paris, pour le fonctionnement de son activité de distribution de produits alimentaires et de repas gratuits à des personnes et des familles en difficulté du 15e arrondissement orientées par les services sociaux. (Reconduction de la subvention 2021).
- une subvention d'un montant de 45 000 € à l'association « La Chorba », (n° Paris Assos 48182 et n° de dossier 2021_12359) dont le siège est situé 87 boulevard Poniatowski 75012 Paris, au titre de 2022 pour ses actions d'aide alimentaire l'hiver 2021/2022 par le biais de distribution de petits déjeuners (assis) et de lunch box pour le repas du midi, à Paris Centre à destination des plus démunis. Les distributions ont lieu du lundi au samedi au sein de lieux liés à la culture avec la collaboration de la Fondation de l'Armée du Salut (le projet avait été initié en 2021 sur les fonds propres des deux associations).
- une subvention d'un montant de 31 800 € à l'association « Emmaüs Solidarité », (n° Paris Assos 24921 et n° dossier 2022_05451) dont le siège est situé 32 rue des Bourdonnais (1er), au titre de 2022 pour ses actions d'aide alimentaire l'hiver 2021/2022 par le biais de distribution de petits déjeuners au sein de l'Académie du Climat (Paris Centre) à destination des plus démunis (subvention 2021 de 39 767 €).
- une subvention d'un montant de 50 000 € est attribuée à l'association « la Banque Alimentaire de Paris et d'Ile de France (BAPIF) », (n° SIMPA 21081 et n° de dossier 2022_02955) dont le siège social est situé 15, avenue Jeanne d'Arc 94117 Arcueil, pour le fonctionnement de son projet de collectes de produits alimentaires à destination des personnes en situation de précarité. (Reconduction de la subvention 2021)
- une subvention de 85 000 € à l'association Août Secours Alimentaire (n° SIMPA 22281 et n° de dossier 2022_06322) dont le siège social est situé 57 rue Bobillot à Paris 13e pour le fonctionnement de son action qui consiste à accueillir et nourrir les plus démunis à Paris pendant l'été (du 15 juillet au 31 août 2022) ; (Augmentation, de 6 500€, de la subvention allouée en 2021 ; l'association avait bénéficié d'une subvention de 78 500 € au titre de 2021 en raison d'une reprise d'excédent égale à 6 500 €).
- une subvention d'un montant de 20 000 € est attribuée à l'association « La Table Ouverte » (n° Paris Assos 11025 et n° de dossier 2022_06821) dont le siège social est situé 15 passage Ramey c/o Maison des associations B.A.L. N° 1 (18e), pour ses actions d'aide alimentaire à destination des personnes et familles démunies du 18e arrondissement. (Reconduction de la subvention 2021).

Article 2 : Le versement des subventions de fonctionnement mentionnées à l'article 1 ci-dessus est subordonné à la conclusion de conventions annuelles 2022 entre la Ville de Paris et les associations suivantes, La Chorba, Emmaüs Solidarité, la Table ouverte, que Mme la Maire de Paris est autorisée à signer. Ces documents sont présentés en annexe.

Article 3 : le versement d'une subvention d'investissement votée par délibération 2017 DASES 243, au bénéfice de l'association Les Restaurants du Cœur - Relais du Cœur de Paris, pour un montant de 101

762 €, réclame la signature d'une convention 2022 en investissement, entre la Vile de Paris et l'association Les Restaurants du Cœur -Relais du Cœur de Paris, afin de pouvoir verser la subvention octroyée à l'association en 2017. Le projet concerné par la subvention : travaux de rénovation du Centre de distribution alimentaire situé au 7-15 avenue de la Porte de la Villette (19e). La subvention n'avait pu être versée en raison de l'envoi, hors délais (convention non valide), des pièces qui conditionnent le versement. La subvention que la Maire de Paris est autorisée à signer est présentée en annexe.

Article 4 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de la Ville de Paris pour les exercices 2022 et suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 14 Convention cadre de partenariat entre Pôle emploi et la Ville de Paris pour l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels.

Mme Léa FILOCHE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2511-13 et L 2511-14 ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment ses articles L 263-1 et suivants ;

Vu la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi ;

Vu la loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le revenu de solidarité active et réformant les politiques d'insertion ;

Vu le décret n°2009-404 du 15 avril 2009 relatif au revenu de solidarité active ;

Vu le Plan Parisien de l'Insertion par l'Emploi 2021-2025 ;

Vu la convention d'orientation signée entre la Ville de Paris, Pôle emploi et l'État en date de mars 2021 ;

Vu la convention tripartite signée entre Pôle emploi, l'Etat et l'UNEDIC en date du 20 décembre 2019 ;

Vu le protocole national ADF-DGEFP-Pôle Emploi « Approche globale de l'accompagnement » signé le 5 avril 2019 ;

Vu le projet de délibération 2022 DSOL 14 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris sollicite l'autorisation de signer avec Pôle Emploi la convention cadre de partenariat entre Pôle emploi et la Ville de Paris pour l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels et les conventions qui lui sont annexées ;

Sur le rapport présenté par Mme Léa FILOCHE, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la Directrice territoriale de Pôle Emploi Paris la convention cadre de partenariat entre Pôle emploi et la Ville de Paris pour l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels et les conventions qui lui sont annexées, à savoir la convention pour une approche globale de l'accompagnement, la convention pour l'accompagnement renforcé des allocataires parisien du Revenu de solidarité active (RSA) rencontrant des freins à l'emploi et la convention relative à l'échange de données à caractère personnel.

2022 DSOL 15-DAE Convention de financement pour la mise en œuvre territoriale du service public de l'insertion et de l'emploi (2022-2023).

Mme Afaf GABELOTAUD, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'appel à manifestation d'intérêt intitulé « Deuxième vague de mise en œuvre du Service public de l'insertion et de l'emploi » publié le 13 juillet 2021 par le ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion ;

Vu la candidature déposée par la Ville de Paris le 11 octobre 2021 ;

Vu l'annonce des lauréats au second appel à manifestation d'intérêt (AMI) du Service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) le 3 février 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver la convention de financement pour la mise en œuvre territoriale du service public de l'insertion et de l'emploi (2022-2023) ;

Sur le rapport présenté par Mme Afaf GABELOTAUD, au nom de la 1ère commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention ci-jointe avec l'Etat pour le financement de la mise en œuvre du Service public de l'insertion et de l'emploi à Paris.

Article 2 : Les recettes correspondantes seront imputées sur le budget de fonctionnement des exercices 2022 et suivants de la Ville de Paris.

2022 DSOL 18 Subventions de fonctionnement (65.000 euros) et conventions avec 4 associations pour leurs actions favorisant l'intégration des réfugiés à Paris.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13, L 2511-14 ;
Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;
Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, propose d'attribuer à quatre associations, au titre de l'exercice 2022, des subventions de fonctionnement pour leurs activités favorisant l'insertion sociale et professionnelle des réfugiés à Paris et de signer les conventions correspondantes ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une subvention d'un montant de 20 000 € est attribuée à l'association Atelier des Artistes en Exil (188418), dont le siège est situé 13 bis rue Henry Monnier Paris 9e, pour son projet d'accompagnement d'artistes exilé.es (2022_03589), conformément à la convention pluriannuelle (2020-2022) entre la Ville de Paris et l'association Atelier des Artistes en Exil signée le 10 juillet 2020.
Article 2 : Une subvention d'un montant de 20 000 € est attribuée à l'Association LTF (ex-Light Towards Future ; 194398) dont le siège est situé 8, rue du Caire Paris 2e, pour son programme d'accompagnement vers l'insertion professionnelle lors de la période de demande d'asile (2022_00360). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.
Article 3 : Une subvention d'un montant de 15 000 € est attribuée à l'association Nouvelle Page (190246), dont le siège social est situé 13, rue d'Ormesson Paris 4e, pour son projet d'aide à l'intégration des réfugié.es afghan.nes (2022_00572). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention annuelle relative au projet subventionné.
Article 4 : Une subvention d'un montant de 10 000 € est attribuée à l'association Tandem Réfugiés (187493), dont le siège social est situé 30, rue Jacob Paris 6e, pour son programme d'accompagnement de réfugié.es (2022_00968). Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention pluriannuelle 2022-2024 relative au projet subventionné.
Article 5 : Les dépenses de fonctionnement correspondantes sont imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de 2022 et des exercices suivants, sous réserve de la décision de financement.

2022 DSOL 28 Modification du Règlement Départemental d'Aide Sociale relative aux personnes âgées et personnes en situation de handicap pour créer l'aide à la vie partagée et intégrer la prestation de compensation du handicap « parentalité ».

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3214-1 ;
Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L. 121-3 ;
Vu la délibération du Conseil de Paris des 7,8 et 9 novembre 2016 autorisant la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris, à modifier le règlement départemental d'aide sociale ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai, par lequel Mme la Maire de Paris soumet à son approbation la modification du Règlement Départemental d'Aide Sociale, personnes âgées et personnes en situation de handicap pour en particulier créer l'aide à la vie partagée et intégrer la prestation de compensation du handicap « parentalité ».
Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : le Règlement Départemental d'Aide Sociale (RDAS) définit les règles selon lesquelles les prestations d'aide sociale relevant de la compétence de la Ville de Paris sont accordées dans le respect de la législation en vigueur.
Article 2 : le RDAS relatif aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap est modifié selon le texte joint en annexe pour intégrer des dispositions législatives nouvelles, encadrer des projets

visant à améliorer la prise en charge des personnes âgées et en situation de handicap et à adapter le texte au regard de l'évolution de la jurisprudence et en précisant différentes évolutions réglementaires depuis la dernière mise à jour.

2022 DSOL 33 Compte administratif 2021 et compte de gestion 2021 du budget annexe des établissements parisiens de l'aide sociale à l'enfance.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.3211-1, L 3221-1 et L 3221-3,

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 de Mme la Présidente du Conseil de Paris, relatif au compte administratif et au compte de gestion des établissements parisiens pour 2021 ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère commission ;

Délibère :

Article 1 : le compte administratif pour 2021 des établissements parisiens est arrêté conformément aux indications suivantes :

I Section d'investissement :	
Dépenses :	
Mandats émis	**3 691 049,72 €**
- mandats émis annulés	**0,00 €**
= dépenses nettes	**3 691 049,72 €**
Recettes :	
Titres émis	**4 622 329,33 €**
- titres annulés	**0,00 €**
= recettes nettes	**4 622 329,33 €**
+ Excédent de l'exercice 2021	**5 619 691,35 €**
= Total recettes 2021	**10 242 020,68 €**

Excédent cumulé de recettes à la clôture de l'exercice 2021 après retrait des dépenses nettes : + 6 550 970,96 €.

(Identique aux comptes de gestion établis par la Direction Régionale des Finances Publiques d'Ile-de-France et de la Ville de Paris).

II Section d'exploitation		
Dépenses		
		En euros
I^er groupe	DEPENSES AFFERENTES A L'EXPLOITATION COURANTE	6 245 040,31
Chapitre 60	Achats	4 075 213,90
Compte 611	Prestations de service	729 351,19
Compte 624	Transport de biens, d'usagers, et transport collectif de personnel	48 190,57
Compte 625	Déplacements missions et réceptions	62 193,56
Compte 626	Frais postaux et de télécommunication	92 052,86
Compte 628	Divers	1 238 038,23
II^ème groupe	DEPENSES AFFERENTES AU PERSONNEL	47 399 187,52
Compte 621	Personnel extérieur à l'établissement	577 127,36
Compte 622	Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	5 309,90
Compte 633	Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations (autres organismes)	980 014,45
Chapitre 64	Charges de personnel	45 836 735,81
III^ème groupe	DEPENSES AFFERENTES A LA STRUCTURE	8 221 909,84
Compte 612	Redevance de crédit-bail	0,00
Compte 613	Locations	809 581,89
Compte 614	Charges locatives et de copropriété	70 824,81
Compte 615	Entretien et réparations	1 112 729,98
Compte 616	Primes d'assurance	46 617,63
Compte 617	Etudes et recherches	8 851,20
Compte 618	Divers	718 438,03
Compte 623	Publicité, publications, relations publiques	7 311,14
Compte 635	Autres impôts, taxes et versements assimilés (administration des impôts)	65 834,04
Compte 637	Impôts et autres taxes	56 716,67
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante	1 095 687,42
Chapitre 67	Charges exceptionnelles	240 615,57
Chapitre 68	Dotations aux amortissements et aux provisions	3 988 701,46
	Total dépenses classe 6	61 866 137,67
	Reprises de résultat (Excédent reporté)	857 648,91
	Total recettes	60 547 173,83

Article 2 : Le résultat de la section d'exploitation propre à l'exercice 2021 est déficitaire de - 1 318 963,84 €. Cependant, un montant d'excédent de 857 648,91 € correspondant à une partie du résultat de 2019 est reporté en consolidation à ce résultat conformément à de la délibération 2020 DASES 285, approuvant le budget primitif des établissements parisiens de l'aide sociale à l'enfance pour 2021.

Article 3 : Le résultat cumulé de la section d'exploitation intégrant la reprise de résultat représente un déficit de - 461 314,93 €. Il viendra s'inscrire en augmentation des charges d'exploitation des exercices suivants et pourrait être neutralisé ultérieurement par une réaffectation d'un excédent antérieur, sous réserve de l'obtention d'une dérogation de la Direction Générale des Finances Publiques.

Article 4 : Statuant sur les opérations budgétaires de l'exercice 2021 effectuées pour le compte de ces établissements, sauf le règlement et l'apurement par la Chambre Régionale des Comptes, le Conseil de Paris admet les opérations effectuées pendant la gestion, résultats conformes au compte administratif faisant l'objet de l'article 1er de la présente délibération.

2022 DSOL 41 Conventions pluriannuelles fixant la participation de la Ville de Paris au fonctionnement des Centres d'Accueil de jour (CAJ) pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et de maladies apparentées au titre de 2022 (Montant maximal : 2.288.465,71euros).

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code de l'action sociale, notamment les articles L 232-1 à L 232-16, L 312-1, L 313-12 et L314-8 du CASF ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 3411-1 et suivants ;

Vu le règlement départemental d'aide sociale de Paris ;

Vu le budget de fonctionnement de la Ville de Paris ;

Vu le projet de délibération du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris, lui propose de participer au fonctionnement des Centres d'Accueil de Jour pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et lui demande l'autorisation de signer les conventions fixant la participation de la Ville de Paris au fonctionnement des Centres d'Accueil de Jour (CAJ) ;

Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Ville de Paris apporte une participation financière, dite aide extra légale, au titre de l'accueil et de la dépendance, au fonctionnement des Centres parisiens d'Accueil de Jour pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer.

Article 2 : L'attribution de cette participation de la Ville de Paris est conditionnée par l'accueil de Parisiens et par le montant de leurs ressources.

Article 3 : Le bénéfice de la participation financière de la Ville de Paris au fonctionnement des centres d'accueil de jour est réservé aux établissements à but non lucratif qui, conventionnés avec la Ville de Paris, mettent en œuvre le barème ci-après :

1. Pour les jours de semaine et le samedi

	*Montant de l'impôt sur le revenu soumis au barème (ligne 14 de l'avis d'imposition)	tarif moyen / jour	Coût supporté par l'usager	Différence (= participation Départementale)
Tranche 1*	Supérieur à 2 028 €	69,02 €	69,02 €	0,00 €
Tranche 2	De 992 à 2 028 €	69,02 €	39,86 €	29,16 €
Tranche 3	De 351 et 992 €	69,02 €	28,38 €	40,64 €
Tranche 4	Inférieur à 351 €	69,02 €	17,61 €	51,41 €

2. Pour les ouvertures le dimanche

	*Montant de l'impôt sur le revenu soumis au barème (ligne 14 de l'avis d'imposition)	tarif moyen / jour	Coût supporté par l'usager	Différence (= participation Départementale)
Tranche 1*	Supérieur à 2 028 €	113,32 €	91,11 €	22,21 €
Tranche 2	de 992 à 2 028 €	113,32 €	52,62 €	60,70 €
Tranche 3	de 351 à 991 €	113,32 €	37,46 €	75,86 €
Tranche 4	inférieur à 351 €	113,32 €	23,25 €	90,07 €

3. Pour une demi-journée de fréquentation les jours de semaine et le samedi, ou à domicile, ou en distanciel

	*Montant de l'impôt sur le revenu soumis au barème (ligne 14 de l'avis d'imposition)	tarif moyen	Prix à la charge de l'usager	Différence (= participation Départementale)
Tranche 1*	Supérieur à 2 028 €	34,51 €	34,51 €	0,00 €
Tranche 2	de 992 à 2 028 €	34,51 €	19,93 €	14,58 €
Tranche 3	de 351 à 991 €	34,51 €	14,19 €	20,32 €
Tranche 4	inférieur à 351 €	34,51 €	8,81 €	25,70 €

Ouverture en soirée au-delà de 17h : forfait de 10 € par soirée payable par l'usager.

Le tarif plein sera appliqué aux ressortissants des autres départements quelles que soient leurs ressources.

Article 4 : Mme la Maire de Paris, Présidente du Conseil de Paris est autorisée à signer avec les associations mentionnées ci-dessous, gestionnaires des centres d'accueil de jour, les conventions annuelles sur le modèle de celle annexée au délibéré fixant le montant de l'aide extralégale 2022 et les modalités de versement de cette participation ainsi que le solde 2021.

Nom du Gestionnaire	Nom de l'établissement	Statut	Capacité	Adresse	Code postal
ACPPA	Villa Rubens	Associatif	15	9, rue de la Santé	75013
Association des Dames du Calvaire	Espace Jeanne Garnier	Associatif	15	55, rue de Lourmel	75015
Centre d'Action Sociale de la Ville de Paris	Les Balkans	Public	15	26, rue des Balkans / 1 Allée Alquier-Debrousse	75020
Coallia	La Vie en Mauve	Associatif	20	10,12 rue Annie Girardot	75013
COS	Alice Guy	Associatif	15	10, rue de Colmar	75019
Casa Delta 7	Paris 17	Associatif	25	51, avenue de Saint Ouen	75017
Casa Delta 7	Paris 18	Associatif	25	5/7, rue Tristan Tzara	75018
Casa Delta 7	Paris 19	Associatif	16	64-74, rue du Général Brunet	75019
FIR (Foyer des israelites refugies)	Docteur Jean Colin	Associatif	20	49, avenue Théophile Gautier	75016
Fondation Croix St Simon	Geneviève Laroque	Associatif	25	8-12, rue Tour des Dames	75009
Fondation Croix St Simon	L'Etimoë	Associatif	25	29, rue de Fontarabie	75020
Fondation Croix St Simon	Marie de Miribel	Associatif	25	7-9, rue de l'Asile Popincourt	75011
FOSAD	Saint Germain	Associatif	18	17, rue du Four	75006
Isatis	Les Portes du Sud	Associatif	25	28, avenue de la porte D'Ivry	75013
Isatis	Mémoire Plus	Associatif	20	127, rue Falguière - Hall A2	75015
Notre Dame de Bon Secours	Notre Dame de Bon Secours	Associatif	22	68, rue des Plantes	75014
Œuvre de Secours aux Enfants	Edith Kremsdorf	Associatif	25	16, rue du Pont aux Choux	75003
Œuvre de Secours aux Enfants	Joseph Weill	Associatif	25	30 bis, rue Santerre	75012
Œuvre de Secours aux Enfants	Madeleine Meyer	Associatif	25	14/18, rue mère Marie Skobtsov	75015
Partage et vie	Francs Bourgeois	Associatif	18	29 ter, rue des Francs Bourgeois	75004

Article 5 : La dotation prévisionnelle 2022 est fondée sur l'activité prévisionnelle arrêtée par la Ville de Paris à l'issue d'un dialogue avec les centres d'accueil de jour. Son maximum est fixé à 2 288 465€ correspondant à un taux d'activité de 85,67% tel que déclaré par les CAJ.

Article 6 : l'aide extralégale 2022 est versée en deux acomptes :

- un acompte s'élevant à 50% de la dotation prévisionnelle de l'année 2021 ;
- un second acompte correspondant à 80% du montant total de la dotation prévisionnelle 2022 u Le solde, calculé sur l'activité réelle, est versé en N+1.

Tableau de calcul des premiers acomptes :

CAJ	AEL prév 2021	1er acompte 2022 (=AEL prév 2021*50%)
Fondation Croix Saint Simon - CAJ L'Etimoé	160 275,97 €	80 137,99 €
Fondation Partage et Vie - CAJ Les Francs Bourgeois	128 336,57 €	64 168,29 €
Association des Dames du Calvaire - CAJ Espace Jeanne Garnier	46 709,82 €	23 354,91 €
Association Œuvre de Secours aux Enfants - CAJ Edith Kremsdorf	208 546,22 €	104 273,11 €
Fondation COS Alexandre GLASBERG - CAJ Alice Guy	97 500,25 €	48 750,13 €
Association Œuvre de Secours aux Enfants - CAJ Joseph Weill	208 546,22 €	104 273,11 €
Fondation Croix Saint Simon - CAJ Marie de Miribel	138 483,73 €	69 241,87 €
Association ACPPA - CAJ Villa Rubens	34 762,30 €	17 381,15 €
Association Delta 7 - CAJ Saint Ouen (17e)	169 904,40 €	84 952,20 €
Association Delta 7 - CAJ Casa Delta 7 (18e)	210 782,10 €	105 391,05 €
Association Delta 7 - CAJ Hérold (19e)	138 289,68 €	69 144,84 €
Association Notre Dame de Bon Secours - CAJ Notre Dame de Bon Secours	72 521,17 €	36 260,59 €
Fondation Croix Saint Simon - CAJ Geneviève Laroque	112 289,21 €	56 144,61 €
Association Coallia - CAJ La vie en mauve	112 919,97 €	56 459,99 €
CASVP - CAJ Les Balkans	112 062,15 €	56 031,08 €

CAJ	AEL prév 2021	1er acompte 2022 (=AEL prév 2021*50%)
Foyer Israelites Réfugiés - CAJ Docteur Jean Colin	88 087,65 €	44 043,83 €
Association Isatis - CAJ Les Portes du Sud - Massena	136 869,91 €	68 434,96 €
Association Œuvre de Secours aux Enfants - CAJ Centre Madeleine Meyer	90 667,08 €	45 333,54 €
Association Isatis - CAJ Mémoire Plus	62 531,04 €	31 265,52 €
Association Centre d'Accueil Saint Germain - CAJ Saint Germain	53 830,47 €	26 915,24 €
TOTAUX	2 383 915,91 €	1 191 957,96 €

Article 7 : Le solde de l'année 2021, calculé sur le principe d'un financement à hauteur de l'activité prévisionnelle, s'élève à 476.783€ (sous réserve que les dépenses afférentes soient constatées), soit le montant de la dotation prévisionnelle 2021 diminué du montant des 2 acomptes déjà versés pour cet exercice.

Tableau de calcul des soldes de l'année 2021 :

CAJ	AEL prév 2021	1er acompte 2021	2ème acompte 2021	SOLDE 2021
Fondation Croix Saint Simon - CAJ L'Etimoé	160 275,97 €	89 040,56	39 180,22	32 055,19
Fondation Partage et Vie - CAJ Les Francs Bourgeois	128 336,57 €	48 886,82	53 782,44	25 667,31
Association des Dames du Calvaire - CAJ Espace Jeanne Garnier	46 709,82 €	23 354,91	14 012,95	9 341,96
Association Œuvre de Secours aux Enfants - CAJ Edith Kremsdorf	208 546,22 €	107 018,92	59 818,06	41 709,24
Fondation COS Alexandre GLASBERG - CAJ Alice Guy	97 500,25 €	60 487,45	17 512,76	19 500,05
Association Œuvre de Secours aux Enfants - CAJ Joseph Weill	208 546,22 €	107 018,92	59 818,06	41 709,24
Fondation Croix Saint Simon - CAJ Marie de Miribel	138 483,73 €	75 283,86	35 503,12	27 696,75
Association ACPPA - CAJ Villa Rubens	34 762,30 €	17 321,99	10 487,85	6 952,46
Association Delta 7 - CAJ Saint Ouen (17e)	169 904,40 €	99 397,59	36 525,93	33 980,88
Association Delta 7 - CAJ Casa Delta 7 (18e)	210 782,10 €	109 491,44	59 134,24	42 156,42
Association Delta 7 - CAJ Hérold (19e)	138 289,68 €	68 937,51	41 694,23	27 657,94
Association Notre Dame de Bon Secours - CAJ Notre Dame de Bon Secours	72 521,17 €	42 215,31	15 801,63	14 504,23
Fondation Croix Saint Simon - CAJ Geneviève Laroque	112 289,21 €	54 232,21	35 599,16	22 457,84
Association Coallia - CAJ La vie en mauve	112 919,97 €	42 852,08	47 483,90	22 583,99
CASVP - CAJ Les Balkans	112 062,15 €	47 923,44	41 726,28	22 412,43
Foyer Israelites Réfugiés - CAJ Docteur Jean Colin	88 087,65 €	36 045,29	34 424,83	17 617,53
Association Isatis - CAJ Les Portes du Sud - Massena	136 869,91 €	66 784,64	42 711,29	27 373,98
Association Œuvre de Secours aux Enfants - CAJ Centre Madeleine Meyer	90 667,08 €	31 498,74	41 034,92	18 133,42
Association Isatis - CAJ Mémoire Plus	62 531,04 €	35 842,81	14 182,02	12 506,21
Association Centre d'Accueil Saint Germain - CAJ Saint Germain	53 830,47 €	28 323,73	14 740,65	10 766,09
TOTAUX	2 383 915,91 €	1 191 958,19 €	715 174,54 €	476 783,18 €

Article 8 : La dépense correspondante sera inscrite à la rubrique 4238, destination 4238001, chapitre 65, nature 6568 du budget de fonctionnement de la Ville de Paris 2022 sous réserve de la décision de financement.

Article 9 : Les recettes recouvrées par les services de la Ville de Paris et correspondant au solde de l'année 2022 seront inscrites à la rubrique 4238, destination 4238001, chapitre 75, nature 7538 du budget de la Ville de Paris de 2023.

2022 DSP 1-DSOL Subventions (88.000 euros) et avenant n°3 à la convention avec l'association le Bus des Femmes (20e).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2511-13, L2511-14 ;

Vu la loi 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder à l'association le Bus des Femmes - 58, rue des Amandiers à Paris (20e) - deux subventions de fonctionnement et de l'autoriser à signer un troisième avenant à la convention du 11 février 2020 avec cette association ;

Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'association le Bus des Femmes, 58 rue des Amandiers (20e) (19600), un avenant n°3 à la convention du 11 février 2020, dont le texte est joint à la présente délibération, pour l'attribution de deux subventions de fonctionnement (dossiers 2022_04289 et 2022_04290).

Article 2 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 38.000 euros est attribuée à l'association le Bus des Femmes pour ses permanences sociales au titre de l'année 2022.

Article 3 : Une subvention de fonctionnement d'un montant de 50.000 euros est attribuée à l'association le Bus des Femmes pour ses actions de prévention et de santé au titre de l'année 2022.

Article 4 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants sous réserve de la décision de financement.

2022 DSP 2 Convention avec l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France pour le cadrage du dispositif des centres de dépistage et de diagnostic du Covid-19 (Recette : 147.250 euros).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2511-13 et L. 2511-14 ;

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment l'article L. 2125-1 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer une convention avec l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France pour le cadrage du dispositif des centres de dépistage et de diagnostic du Covid-19 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : La Maire de Paris est autorisée à signer une convention avec l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France pour le cadrage du dispositif des centres de dépistage et de diagnostic du Covid-19.

Article 2 : La recette correspondante d'un montant de 147 250 € sera constatée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants. Un acompte de 117 800€ correspondant à 80% de ce montant total sera d'abord perçu. Le solde le sera après validation par l'ARS du bilan financier du dispositif.

2022 DSP 3 Convention de partenariat sur l'étude « bruit de fond amiante » entre le Ministère de la Santé, l'Ineris et la Ville de Paris pour le Service Parisien de Santé Environnementale (Recette : 28.204 euros).

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-13 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose de l'autoriser à signer la convention de partenariat « Étude Bruit de fond en fibres d'amiante » entre le Ministère des Solidarités et de la Santé (Direction Générale de la Santé), l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) et le Service Parisien de Santé Environnementale (SPSE) de la Ville de Paris pour le Laboratoire Amiante, Fibres et Particules (LAFP) ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec le Ministère des Solidarités et de la Santé (Direction Générale de la Santé) et l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) la convention de partenariat « Étude Bruit de fond en fibres d'amiante » dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : La recette correspondante sera constatée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et des exercices suivants.

2022 DSP 5 Subvention (22.550 euros) et convention avec la SCM CABINET MEDICAL DU TEXEL pour la création d'un cabinet médical de groupe au 38 rue du Texel (14e) dans le cadre du dispositif Paris Med.

Mme Anne SOUYRIS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1511-3, L2511-13, L2511-14 ;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et en particulier son article 10 ;

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'accorder une subvention d'investissement à la SCM CABINET MEDICAL DU TEXEL et de l'autoriser à signer une convention pluriannuelle avec cet organisme ;

Vu l'avis du conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Anne SOUYRIS, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la SCM CABINET MEDICAL DU TEXEL, 38 rue du Texel dans le 14e arrondissement de Paris, une convention pluriannuelle dont le texte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Une subvention d'investissement de 22 550 € est attribuée à la SCM CABINET MEDICAL DU TEXEL (PARIS ASSOS 200021 - dossier 2022_06254).

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée au budget d'investissement de la Ville de Paris de l'exercice 2022 et ultérieurs, sous réserve des décisions de financement.

2022 DTEC 7 Cadrage de la révision légale du Plan Climat de Paris.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L229-25 à L229-26 relatifs au bilan des émissions de gaz à effet de serre et au Plan Climat Air Énergie Territorial ;

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L121-15-1 à L121-21 relatifs à la concertation préalable ;

Considérant le décret n° 2016-849 du 28 juin 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;

Considérant l'arrêté du 4 août 2016 relatif au Plan Climat-Air-Énergie Territorial ;

Considérant que l'article n°188 de la loi du 17 août 2015, indique que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre existants au 1er janvier 2015 et regroupant plus de 50 000 habitants adoptent un Plan Climat Air Énergie Territorial au plus tard le 31 décembre 2018 ;

Considérant les dispositions spécifiques des articles L.5219-1-II-5°, L.5219-5-III et L.5219-5 III du Code Général des Collectivités Territoriales, qui indiquent que la métropole du Grand Paris réalise un Plan Climat-Air-Energie Métropolitain (PCAEM), et que les établissements publics territoriaux et la Ville de Paris réalisent un Plan Climat-Air-Energie (PCAE) compatible avec le PCAEM ;
Considérant la délibération 2007 DEVE 116 adoptant le 1er Plan Climat de Paris ;
Considérant la délibération 2012 DEVE 186 adoptant le Plan Climat Énergie de Paris ;
Considérant la délibération 2018 DEVE 54 adoptant le Nouveau Plan Climat Énergie de Paris ;
Considérant l'article R299-53 du Code de l'Environnement qui précise que « la collectivité ou l'établissement public qui engage l'élaboration du plan climat-air-énergie territorial en définit les modalités d'élaboration et de concertation. » ;
Considérant l'article 85 de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités qui vise un renforcement du volet « Air » des PCAET ;
Considérant la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets ;
Considérant les articles 34 à 36 de la loi n° 2021-1485 du 15 novembre 2021 visant à réduire l'empreinte environnementale du numérique en France dont l'objectif est de promouvoir une stratégie numérique responsable dans les territoires ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser le lancement de la révision légale du Plan Climat de Paris ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu la saisine pour avis de Mme la Maire du 9e arrondissement en date du 9 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à lancer la révision légale du Plan Climat de Paris et à mener une concertation préalable selon les modalités présentées en annexe dans la déclaration d'intention.

Article 2 : Mme la Maire de Paris ou son représentant est autorisée à signer les pièces nécessaires à la révision du Plan Climat.

Article 3 : La présente délibération sera notifiée au Conseil de la Métropole du Grand Paris, à M. le Préfet de Paris, à M. le Préfet de Police, à M. le Préfet de Région et à Mme la Présidente de la Région Île-de-France, aux représentants des autorités organisatrices mentionnées à l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales présentes sur le territoire parisien, les présidents des organismes consulaires compétents sur le territoire ainsi que les gestionnaires de réseaux d'énergie présents sur Paris.

2022 DTEC 11-DPE Préfiguration d'un programme de recherche-action dans la perspective de développement de la valorisation des urines à Paris - Convention avec l'École des Ponts ParisTech (44.400 euros).

Mme Pénélope KOMITÈS, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver une convention entre la Ville de Paris et l'École des Ponts ParisTech relative à la préfiguration d'un programme de recherche-action dans la perspective de développement de la valorisation des urines à Paris ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Pénélope KOMITÈS au nom de la 5e commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le projet de convention entre la Ville de Paris et l'École des Ponts ParisTech relative à la préfiguration d'un programme de recherche-action dans la perspective de développement de la valorisation des urines à Paris.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer ladite convention et ses éventuels avenants.

Article 3 : Les dépenses correspondantes (44 400 euros TTC) seront constatées en section d'exploitation du budget annexe de l'assainissement de la Ville de Paris, exercice 2022.

2022 DTEC 12 Création d'un secteur distinct pour les prestations réalisées par la DTEC.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-29 ;

Vu le Code général des impôts et notamment ses articles 256 et 256 B ;

Vu l'annexe II du Code général des impôts et notamment son article 209 ;

Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose la création d'un secteur distinct pour les recettes assujetties à la TVA réalisées par la DTEC ;

Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1e commission,

Délibère :

Est créé dans le budget de la Ville de Paris, à compter du 1er mai 2022, un secteur distinct « Prestations DTEC » permettant d'isoler du reste des dépenses et recettes de la Ville de Paris, les opérations de la DTEC bénéficiant de participations d'organismes extérieurs assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée.

2022 DTEC 13 Compensation carbone territoriale - Autorisation de signature de l'accord de confidentialité.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le rôle moteur de la Ville de Paris pour accélérer la transition écologique du territoire, et sa volonté d'adopter des approches innovantes au niveau local ;

Considérant la Communication 2021-SG-39 : Accélération de la transition écologique à Paris - Communication sur la création d'Énergies de Paris et de la Coopérative carbone ;

Considérant les travaux en cours visant notamment à développer un label local dans le cadre de la création d'une coopérative carbone et l'intérêt de bénéficier de l'expertise d'un doctorant ;

Considérant que dans ce cadre des informations confidentielles de la Métropole et de la ville de Paris pourraient être portées à la connaissance du doctorant, que dès lors il convient de les soumettre à l'approbation d'un accord de confidentialité ;

Vu le code général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération 2018-DEVE-54 approuvant l'adoption du Plan Climat Air Énergie Territorial à l'unanimité par le Conseil de Paris ;

Vu le vœu 2019 V. 302 relatif au rôle de Paris dans la lutte contre le réchauffement climatique, déclarant l'urgence climatique, adopté par le Conseil de Paris des 8 - 11 juillet 2019 ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'autoriser la signature de l'accord de confidentialité entre l'École Nationale des Ponts et Chaussées, le doctorant François ALLAIN, La Métropole du Grand Paris et la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

L'accord de confidentialité entre l'École Nationale des Ponts et Chaussées, le doctorant François ALLAIN, La Métropole du Grand Paris et la Ville de Paris annexé au présent projet de délibération est approuvée. Mme la Maire de Paris est autorisée à le signer.

2022 DU 1 Acquisition auprès de la SemPariSeine de 5 volumes (volumes n° 54, 59, 73, 74, 76) dans la ZAC Beaujon (8e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du Conseil de Paris des 23 et 24 septembre 2002, approuvant les objectifs d'aménagement de la ZAC Beaujon (8e) ;

Vu la délibération des 20 et 21 octobre 2003, tirant le bilan de la concertation et autorisant la création de la ZAC Beaujon (8e) ;
Vu le traité de concession d'aménagement signé entre la SemPariSeine et la Ville de Paris le 16 décembre 2013 ;
Vu l'avenant n° 2 du 16 décembre 2020 au traité de concession d'aménagement ;
Vu l'état descriptif de division en volumes (EDDV) établi par le Cabinet Denis Brachet, géomètre-expert à Paris, (dossier 20-0531 du 15 avril 2021) ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris du 20 avril 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose d'autoriser l'acquisition auprès de la SemPariSeine dans la ZAC Beaujon à Paris (8e), au prix d'un euro, des volumes n° 54, 59, 73, 74, 76, tels que décrits sur l'EDDV joint en annexe ;
Vu la saisine pour avis de Mme la Maire du 8e arrondissement en date du 10 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder à l'acquisition auprès de la SemPariSeine dans la ZAC Beaujon à Paris (8e), au prix d'un euro, des volumes n° 54, 59, 73, 74, 76, tels que décrits sur l'EDDV joint en annexe.
La jouissance des biens interviendra au plus tard à la signature de l'acte notarié d'acquisition.
Article 2 : La dépense sera prévue au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 3 : Les écritures comptables se feront selon les règles de la comptabilité publique en vigueur
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes nécessaires à la réalisation du projet.

2022 DU 3 Site de l'ancienne caserne Reuilly (12e) - Acquisition d'un jardin et de 3 passages auprès de Paris Habitat pour incorporation au domaine public municipal.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le protocole entre la Ville de Paris et l'Etat signé le 9 juillet 2013 portant sur l'acquisition du terrain et du bâti de l'ancienne Caserne de Reuilly comportant l'aménagement d'un jardin ouvert au public à l'emplacement de l'ancienne place d'armes ;
Vu la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage du 4 décembre 2017 entre la Ville de Paris et Paris Habitat pour les travaux relatifs à la création d'un jardin sur le site dans l'ancienne caserne Reuilly à Paris 12e ;
Vu la délibération 2018 DU 178 en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 relative à la dénomination du passage Jacqueline Giraud 12e ;
Vu la délibération 2018 DU 179 en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 relative à la dénomination du passage Marie Rogissart 12e ;
Vu la délibération 2018 DU 179 en date des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 relative à la dénomination du passage Emma Calvé 12e ;
Vu le plan de division du lotissement matérialisant le jardin central ainsi que les passages cadastrés CS n° 70, CS n° 73 et CS n° 75, sur le site de l'ancienne caserne Reuilly ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris du 21 janvier 2022 ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'autoriser l'acquisition par la Ville de Paris auprès de Paris Habitat ou de toute personne morale qui s'y substituerait avec l'accord de la Maire de Paris, sur le site de l'ancienne caserne Reuilly à Paris 12e, d'une part, du jardin central au prix de 2.092.236,05 € HT / 2.510.683,26 € TTC et, d'autre part, des passages d'accès Marie Rogissard, Jacqueline Giraud, Emma Calvé au prix de 9.916,67 € HT / 11.900 € TTC ;
Vu la saisine pour avis de Mme la Maire du 12e arrondissement du 27 avril 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,
Délibère :
Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à acquérir de Paris Habitat ou de toute personne morale qui s'y substituerait avec l'accord de la Maire de Paris sur le site de l'ancienne caserne Reuilly à Paris 12e, d'une part, du jardin central au prix de 2.092.236,05 € HT / 2.510.683,26 € TTC et, d'autre part, des passages d'accès Marie Rogissard, Jacqueline Giraud, Emma Calvé au prix de 9.916,67 € HT / 11.900 € TTC.
Article 2 : La dépense sera prévue au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

Article 3 : Tous les frais, droits et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de cette acquisition seront supportés par la Ville de Paris. Les contributions et taxes de toutes natures auxquelles les propriétés cédées sont et pourront être assujetties seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature de l'acte notarié d'acquisition à intervenir.
Article 4 : Mme la Maire de Paris, est autorisée à constituer toutes les servitudes et à signer tous les actes nécessaires à cette opération.

2022 DU 19 Bien sans maître - Autorisation d'appréhender dans le patrimoine de la Ville de Paris un bien sans maître correspondant au lot n°128 dépendant de l'immeuble 11 rue des Trois Couronnes (11e).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L1123-1 et L1123-2 ;
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code civil, et notamment l'article 713 ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le projet de délibération 2022 DU 19 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose :
- de l'autoriser à appréhender le bien sans maître correspondant au lot de copropriété n°128, représentant 38/1000es des parties communes générales de l'immeuble situé 11 rue des Trois Couronnes à Paris 11e ;
- d'incorporer ce bien dans le domaine communal ;
- d'afficher en mairie pendant deux mois le procès-verbal de prise de possession.

Vu l'avis de M. le Maire du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 11e en date du 19 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à appréhender un bien sans maître correspondant au lot de copropriété n°128, représentant 38/1000es des parties communes générales de l'immeuble situé 11 rue des Trois Couronnes à Paris 11e.
Article 2 : Le bien défini à l'article 1 sera intégré au domaine communal.
Article 3 : Le procès-verbal de prise de possession sera affiché en mairie pendant deux mois.
Article 4 : L'entrée de ce bien dans le patrimoine de la Ville de Paris se fera selon les règles de la comptabilité publique.

2022 DU 45 Classification de nouvelles voies du 9e arrondissement au titre des droits de voirie.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales en sa partie législative et notamment les articles L 2213-6 et L 2331-4 ;
Vu le projet de délibération par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'affecter un classement au titre des droits de voirie, aux voies du 9eme arrondissement, ayant fait l'objet d'une nouvelle dénomination ;
Vu l'article L 113-2 du code de la voirie routière ;
Vu la délibération D-1085, en date du 7 juillet 1986 ;
Vu la délibération D-422, en date du 21 mars 1988 ;
Vu la délibération D-673, en date du 30 mai 1988 ;
Vu la délibération D-46, en date du 30 janvier 1989 ;
Vu la délibération D-1099, en date du 26 septembre 1994 ;
Vu la délibération D-1526, en date du 20 novembre 1995 ;
Vu la délibération D-1917, en date du 16 décembre 1996 ;
Vu la délibération DFAE-48, en date du 23 juin 1997 ;
Vu la délibération DFAE-01, en date des 23 et 24 octobre 2000 ;
Vu la délibération 2003-DFAE-315, en date du 24 mars 2003 ;
Vu la délibération 2003-DU-196, en date des 24 et 25 novembre 2003 ;
Vu la délibération 2005-DU-159, en date des 17 et 18 octobre 2005 ;
Vu la délibération 2011-DU-29 en date des 28, 29 et 30 mars 2011 ;
Vu la délibération 2020 DU 14 en date des 6, 7 et 8 octobre 2020 ;
Vu la délibération 2021 DU 63 en date des 1, 2, 3 et 4 juin 2021 ;

Vu la délibération 2021 DU 114 en date des 16, 17, 18 et 19 novembre 2021 ;
Vu la délibération 2021 DU 162 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
Article 1 : À compter de la date d'effet de la présente délibération, le classement des voies publiques servant de calcul aux droits de voirie est mis à jour conformément au tableau ci-après.

Code informatique Ville de Paris	Quartiers	Nom	Débouche/Arrive	proposition de catégorie
NC	Saint-Georges	rue Catherine de La Rochefoucauld	commençant au numero 52 rue Saint-Lazare, et finissant au numéro 52 rue Jean-Baptiste Pigalle	4
NC	Rochechouart	rue Marie-Éléonore de Bellefond	commençant au numéro 105 rue du Faubourg Poissonnière et finissant au numéro 26 rue de Rochechouart	4
NC	Saint-Georges	place Lili et Nadia Boulanger	située à l'intersection des rues Ballu et de Vintimille	4
NC	Rochechouart	place Georges Enesco	située au carrefour des rues Turgot, Condorcet et Marguerite de Rochechouart	3

Article 2 : La recette globale à escompter sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 3 : Mme la Secrétaire Générale de la Ville de Paris et M. le Directeur de l'Urbanisme sont chargés de l'application de la présente délibération.

2022 DU 46 Classification de nouvelles voies du 16e arrondissement au titre des droits de voirie.

Mme Olivia POLSKI, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales en sa partie législative et notamment les articles L 2213-6 et L 2331-4 ;
Vu le projet de délibération par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'affecter un classement au titre des droits de voirie, aux voies du 16eme arrondissement, ayant fait l'objet d'une nouvelle dénomination ;
Vu l'article L 113-2 du code de la voirie routière ;
Vu la délibération D-1085, en date du 7 juillet 1986 ;
Vu la délibération D-422, en date du 21 mars 1988 ;
Vu la délibération D-673, en date du 30 mai 1988 ;
Vu la délibération D-46, en date du 30 janvier 1989 ;
Vu la délibération D-1099, en date du 26 septembre 1994 ;
Vu la délibération D-1526, en date du 20 novembre 1995 ;
Vu la délibération D-1917, en date du 16 décembre 1996 ;
Vu la délibération DFAE-48, en date du 23 juin 1997 ;
Vu la délibération DFAE-01, en date des 23 et 24 octobre 2000 ;
Vu la délibération 2003-DFAE-315, en date du 24 mars 2003 ;
Vu la délibération 2003-DU-196, en date des 24 et 25 novembre 2003 ;
Vu la délibération 2005-DU-159, en date des 17 et 18 octobre 2005 ;
Vu la délibération 2011-DU-29 en date des 28, 29 et 30 mars 2011 ;
Vu la délibération 2020 DU 19 en date des 6, 7 et 8 octobre 2020 ;
Vu la délibération 2021 DU 46 en date des 9, 10, 11 mars 2021 ;
Vu la délibération 2021 DU 97 en date des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021 ;
Vu la délibération 2021 DU 115 en date des 14, 15, 16 et 17 décembre 2021 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Olivia POLSKI, au nom de la 1ère commission,
Délibère :
Article 1 : À compter de la date d'effet de la présente délibération, le classement des voies publiques servant de calcul aux droits de voirie est mis à jour conformément au tableau ci-après :

Code informatique Ville de Paris	Quartiers	Nom	Débouche/Arrive	proposition de catégorie
NC	Chaillot	Rue Maria Brignole	commençant au numero 16 avenue du Président Wilson, et finissant au numéro 8 avenue Pierre 1er de Serbie	4
NC	Muette	Place Claude Goasguen	située à la partie centrale de la rue de l'Abbé Gillet, bordée par la rue Jean Bologne.	4
NC	Auteuil	Place Do Huu Vi	située à l'intersection de l'avenue de Versailles et du quai Louis Blériot, à Paris (16e).	3
NC	Muette	Rue Marietta Alboni	commençant au numéro 16 avenue de Président Kennedy et finissant place de Costa Rica	4

Article 2 : La recette globale à escompter sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

Article 3 : Mme la Secrétaire Générale de la Ville de Paris et M. le Directeur de l'Urbanisme sont chargés de l'application de la présente délibération.

2022 DU 50 Cession à Elogie-SIEMP de lots de copropriété (n° 2, 7, 8 et 9) préemptés par la Ville et des droits résiduels du bailleur de lots (n° 1, 3, 4, 6, 10, 11, 12 et 13) au 68 Rue du Moulin Vert (14e).

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2254-1 ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'article L302-5 du code de la construction et de l'habitation ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2011 DLH 89 des 28 et 29 mars 2011 ayant adopté le programme local de l'habitat entre 2011 et 2016, ainsi que le cadre des actions mises en œuvre par la Ville pour mener à bien ce programme ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2015 DLH 19 des 9 et 10 février 2015 modifiant le programme local de l'habitat ;

Vu le bail emphytéotique du 7 mai 2007 conclu entre la Ville de Paris et Elogie-Siemp pour les lots nos 1, 3, 4, 10, 11, 13 correspondant à 3 logements et 3 caves, et l'avenant à ce bail du 2 novembre 2009 pour les lots nos 6 et 12 ;

Vu la décision de préemption du 3 septembre 2019 des lots nos2, 7, 8 et 9 dépendant de l'immeuble situé 68 rue du Moulin Vert à Paris (14e), dont la description est reportée dans le tableau annexé à la présente délibération ;

Vu la lettre de l'Adjoint à la Maire de Paris chargé du logement et de l'hébergement d'urgence en date du 24 septembre 2019 proposant à Elogie-SIEMP d'acquérir ces 4 lots de copropriété ;

Vu l'avis du Service Local du Domaine de Paris, en date du 28 mars 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose :

- d'autoriser la cession à Elogie-SIEMP des lots de copropriété nos 2, 7, 8 et 9 dépendant de l'immeuble situé 68 Rue du Moulin Vert à Paris (14e) au prix global de 133 355 euros, en vue de lui permettre de réaliser un logement social ;
- d'autoriser la cession au prix de 535.000 euros des droits résiduel détenus par la Ville de Paris, bailleur dans le cadre du bail emphytéotique du 7 mai 2007 et de son avenant du 2 novembre 2009, concernant les lots nos 1, 3, 4, 6, 10, 11, 12 et 13 dépendant de l'immeuble situé 68 Rue du Moulin Vert à Paris (14e) ;
- d'autoriser la signature de tous les actes et à constituer toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation de cette opération ;
- d'autoriser Elogie-Siemp à déposer toute demande d'autorisation administrative nécessaire à la réalisation du programme projeté ;

Vu l'avis de Mme la Maire du 14e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;

Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 14e en date du 17 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à céder à ELOGIE-SIEMP, au prix de 133.355€, les lots nos 2, 7, 8 et 9 dépendant de l'immeuble situé 68 rue du Moulin Vert à Paris (14e), comprenant un logement et deux caves, aux conditions mentionnées en annexe à la présente délibération, en vue de lui permettre de réaliser un logement social.

Article 2 : La recette de la cession visée à l'article 1, d'un montant de 133 355 euros, sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à céder à ELOGIE-SIEMP, au prix de 535.000 euros, les droits résiduels détenus par la Ville de Paris par bail emphytéotique du 7 mai 2007 et par son avenant du 2 novembre 2009 sur les lots nos 1, 3, 4, 6, 10, 11, 12 et 13 dépendant de l'immeuble situé 68 Rue du Moulin Vert à Paris (14e) ;
Article 4 : La recette de la cession visée à l'article 3 d'un montant de 535.000 euros sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).
Article 5 : La sortie des biens du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.
Article 6 : Tous les frais, droits, émoluments et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation des ventes seront supportés par l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature concernant les propriétés cédées des actes notariés seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature des contrats de vente à intervenir.
Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation de cette opération.
Article 8 : Elogie-SIEMP est autorisée à déposer toute demande d'autorisation administrative nécessaire à la réalisation du programme projeté.

2022 DU 59 Dénomination allée Hanna Kamieniecki (11e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination " allée Hanna Kamieniecki " au terre-plein central du boulevard de Ménilmontant, entre la place Jean Ferrat et le jardin Jane Avril et l'allée Mireille Knoll, à Paris (11e) ;
Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La dénomination " allée Hanna Kamieniecki " est attribuée au terre-plein central du boulevard de Ménilmontant, entre la place Jean Ferrat et le jardin Jane Avril et l'allée Mireille Knoll, à Paris (11e).
Article 2 : Il est dérogé à la délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 1932, modifiée par la délibération du 9 décembre 1938, portant nouvelle réglementation relative à la dénomination des voies de Paris.

2022 DU 60 Dénomination place du professeur Christian Cabrol (13e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination " place du professeur Christian Cabrol " à une emprise située à Paris (13e) ;
Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La dénomination " place du professeur Christian Cabrol " est attribuée à l'emprise située à l'intersection des rues du Château des Rentiers et de Tolbiac, à Paris (13e).
Article 2 : Il est dérogé à la délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 1932, modifiée par la délibération du 9 décembre 1938, portant nouvelle réglementation relative à la dénomination des voies de Paris.

2022 DU 64 Vente à l'organisme de foncier solidaire La Foncière de la Ville de Paris (FDVP) d'un immeuble 28 rue Cavé (18e) en vue de réaliser des logements faisant l'objet de baux réels solidaires.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2254-1 ;
Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil de Paris 2011 DLH 89 des 28 et 29 mars 2011 qui adopte le programme local de l'habitat entre 2011 et 2016, ainsi que le cadre des actions mises en œuvre par la Ville pour mener à bien ce programme ;
Vu la loi n°2013-61 du 18 janvier 2013 relative à la mobilisation du foncier public en faveur du logement et au renforcement des obligations de production du logement social fixant un objectif de 25% de logements locatifs sociaux ;
Vu la délibération du Conseil de Paris 2015 DLH 19 des 9 et 10 février 2015 modifiant le programme local de l'habitat ;
Vu la loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique et intégrant les logements faisant l'objet d'un bail réel solidaire (BRS) au décompte de logements sociaux SRU ;
Vu la délibération 2018 DLH 361 des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 approuvant la création d'un organisme de foncier solidaire (OFS) parisien par la Ville de Paris ;
Vu la délibération 2019 DLH 92 des 8, 9, 10 et 11 juillet 2019 approuvant l'adhésion de la Ville de Paris au Groupement d'Intérêt Public (GIP) la Foncière de la Ville de Paris (FDVP) et autorisant la signature de la convention constitutive du GIP ;
Vu la convention du 18 novembre 2019 constitutive du Groupement d'Intérêt Public la Foncière de la Ville de Paris ;
Vu l'arrêté du Préfet de la Région Ile-de-France du 23 décembre 2019 portant approbation de la convention susmentionnée ;
Vu l'arrêté du Préfet de la Région Ile-de-France du 11 février 2020 agréant la Foncière de la Ville de Paris en tant qu'organisme de foncier solidaire ;
Vu la délibération du Conseil de Paris du 3 juillet 2020 délégant à la Maire de Paris la compétence pour l'exercice des droits de préemption définis par le code de l'urbanisme ;
Vu la décision en date du 10 février 2022 de préemption de l'immeuble situé 28 rue Cavé à Paris 18e ;
Vu l'avis du Service Local du Domaine (SLD) de Paris du 11 mars 2022 relatif à la vente de l'immeuble avec décote, annexé à la présente délibération ;
Vu le projet de délibération en date du 17 MAI 2022 par lequel Mme la Maire de Paris propose de céder à l'Organisme de Foncier Solidaire La Foncière de la Ville de Paris (FDVP) l'immeuble cadastré CG 129 situé 28 rue Cavé à Paris 18e avec une décôte entre 27 % et 41 %, soit au prix de 1 313 177 euros diminué du coût d'éviction commerciale à la charge de la FDVP, en vue de lui permettre la réalisation d'une opération globale portant sur les deux parcelles situées 28-30 rue Cavé à Paris 18e, concernant la création de 12 logements en bail réel solidaire (BRS) ;
Vu la saisine pour avis de M. le Maire du 18e arrondissement en date du 27 avril 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'acte procédant à la cession à l'Organisme de Foncier Solidaire (OFS) La Foncière de la Ville de Paris (FDVP) de l'immeuble cadastré CG 129 situé 28 rue Cavé à Paris 18e en vue de lui permettre de réaliser sur les parcelles situées 28-30 rue Cavé à Paris 18e un programme d'environ 12 logements faisant l'objet de baux réels solidaires (BRS).

Article 2 : La vente visée à l'article 1 aura lieu moyennant le prix de 1 313 177 euros diminué du coût de l'éviction commerciale à la charge de la Foncière de la Ville de Paris ; le prix étant réglé comme suit :

- un montant de 1 000 000 euros sera versé à la signature de l'acte authentique de vente ;
- un complément de prix, défini infra dans l'article 4, sera versé après l'éviction commerciale à réaliser par la Foncière

Article 3 : La recette d'un montant de 1 000 000 euros sera constatée au budget de la Ville de Paris (exercice 2022 et/ou suivants).

Article 4 : Un complément de prix, correspondant à la différence entre 313 177 euros et le coût de l'éviction commerciale sera perçu selon les dispositions de l'acte visé à l'article 1 dans le cas où le montant de l'éviction commerciale pris en charge par la Foncière de la Ville de Paris serait inférieur au montant plafonné de 313 177 euros.

Article 5 : La sortie du bien du patrimoine et la différence sur réalisation seront constatées par écritures d'ordre conformément aux règles comptables en vigueur.

Article 6 : Tous les frais, droits, émoluments et honoraires auxquels pourra donner lieu la réalisation de la vente seront supportés par l'acquéreur. Les contributions et taxes de toute nature auxquelles les propriétés cédées sont et pourront être assujetties seront acquittées par l'acquéreur à compter de la signature du contrat de vente à intervenir.

Article 7 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer tous les actes et à constituer toutes les servitudes éventuellement nécessaires à la réalisation de cette opération.

Article 8 : L'OFS La Foncière de la Ville de Paris (FDVP) ou toute personne s'y substituant est autorisé à déposer toute demande d'autorisation administrative nécessaire à la réalisation du programme projeté.

2022 DU 71 Dénomination place André Zirnheld (17e).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination " place André Zirnheld " à une emprise de la rue de Saussure, à Paris (17e) ;

Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

La dénomination " place André Zirnheld " est attribuée à l'emprise située rue de Saussure, au débouché des rues Tarbé et Salneuve, à Paris (17e).

2022 DU 81 Dénomination place Albert Memmi (Paris Centre).

Mme Laurence PATRICE, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet en délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris propose d'attribuer la dénomination " place Albert Memmi " à la place située à l'intersection des rues du Temple et de la Verrerie, à Paris (4e) ;

Vu le plan annexé à l'exposé des motifs de la présente délibération ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par Mme Laurence PATRICE au nom de la 2e Commission,

Délibère :

Article 1 : La dénomination " place Albert Memmi " est attribuée à la place située à l'intersection des rues du Temple et de la Verrerie, à Paris (4e).

Article 2 : Il est dérogé à la délibération du Conseil Municipal en date du 23 décembre 1932, modifiée par la délibération du 9 décembre 1938, portant nouvelle réglementation relative à la dénomination des voies de Paris.

2022 DU 83 Bâtiment de l'aérogare des Invalides (7e) - Déclassement par anticipation du volume de l'aérogare propriété de la Ville de Paris - Signature du plan de division en volumes de l'aérogare.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L. 2111-1 et suivants et L. 2141-1 et suivants ;

Considérant que la Ville de Paris est propriétaire d'une partie du bâtiment de l'aérogare des Invalides, d'une surface d'environ 4.070 m² édifié sur la parcelle cadastrée section AT numéro 4, ci-après « Volume de l'aérogare », située au 2 rue Robert Esnault-Pelterie sur l'Esplanade des Invalides à Paris 7e ;

Considérant que la Ville de Paris est propriétaire du volume de l'aérogare, à l'exception du « volume gare RER » situé en sous-sol et propriété de la SNCF.

Considérant que la société Air France occupe le volume de l'aérogare propriété de la Ville de Paris, en vertu d'une Convention d'Occupation du Domaine Public d'une durée de 18 ans en date du 20 Juillet 2004 ;

Considérant que la société Air France quittera ces locaux à l'échéance de la Convention d'Occupation du Domaine Public, soit à la date du 19 Juillet 2022 ;

Considérant que la désaffectation du volume de l'aérogare des Invalides propriété de la Ville de Paris, actuellement occupée par Air France, ne pourra intervenir avant la décision prononçant le déclassement et qu'il convient en conséquence de procéder à son déclassement par anticipation conformément à l'article L.2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Considérant que la désaffectation du volume précité interviendra au départ d'Air France dans un délai n'excédant pas 3 ans à compter de la décision de déclassement par anticipation, conformément à l'article L.2141-2 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le plan de division en volumes établi par TTGE dont l'assiette est constituée de la parcelle AT4 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 lequel Mme La Maire de Paris lui propose de prononcer le déclassement par anticipation du volume propriété Ville de Paris de l'aérogare ;
Vu la saisine pour avis de Mme le Maire du 7e arrondissement en date du 10 mai 2022 ;
Vu la saisine pour avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 10 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvé le principe de la division en volumes de l'aérogare des Invalides sur la base du plan de division en volumes établi par le cabinet de géomètres experts TTGE et annexé à la présente délibération.

Article 2 : Est prononcé le déclassement par anticipation du domaine public communal et incorporé au domaine privé communal le volume propriété de la Ville de Paris, volume en rose dans plan de division en volumes visée à l'article 1,

Article 3 : Est approuvée la désaffectation du volume propriété de la Ville de Paris visé à l'article 2. Cette désaffectation prendra effet dans un délai maximum de 3 ans à compter de la présente décision.

Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer le plan de division en volumes visé à l'article 1.

2022 DU 91 Appel à projets Inventons la Métropole du Grand Paris - Site de la Porte de Saint-Ouen (17e). Avenant n° 2 à la promesse synallagmatique de vente signée le 18 décembre 2019 avec la SNC Paris 17 and Co.

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu les délibérations 2019 DU 93 DVD 1° à 4° approuvées lors du Conseil de Paris des 1, 2, 3 et 4 octobre 2019 et portant sur :
- la désignation du projet « 17 AND CO » lauréat de l'appel à projets de la Métropole du Grand Paris Inventons la Métropole du Grand Paris et l'approbation de la promesse synallagmatique de vente des terrains au bénéfice de la SNC PARIS 17 AND CO ;
- l'approbation de l'acquisition par la Ville de Paris du futur volume nécessaire à la reconstitution - du parc public de stationnement ;
- l'approbation du principe du déclassement du terrain d'assiette et autorisation donnée à BNP Paribas Immobilier de déposer toute demande d'autorisation administrative nécessaire à la réalisation du programme de construction ;
- l'approbation de l'avenant n°2 portant sur la scission de la convention d'occupation domaniale unique pour les stations-services de la Porte de Saint-Ouen ainsi que le nouveau contrat d'occupation du domaine public pour la station-service côté 17e arrondissement ;

Vu la délibération 2019 DU 268 approuvée lors du Conseil de Paris des 9 au 13 décembre 2019 et portant sur :
- le déclassement par anticipation des emprises nécessaires au projet ;
- l'abrogation de l'alignement avenue de la Porte de Saint-Ouen ;
- le déclassement du domaine public de l'ancienne voie Toulouse-Lautrec ;

Vu la promesse synallagmatique de vente signée le 18 décembre 2019 avec la SNC PARIS 17 AND CO ;
Vu la délibération 2021 DU 77 approuvée lors du Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 octobre 2021 portant sur l'approbation de l'avenant à la promesse de vente synallagmatique signée avec la SNC PARIS 17 AND CO ;
Vu la délibération 2021 DU 168 approuvée lors du Conseil de Paris des 14 au 17 décembre 2021 portant sur la rectification d'une erreur matérielle concernant le délibéré de la délibération 2021 DU 77 relative au projet d'avenant à la promesse synallagmatique de vente signée le 18 décembre 2019 avec la SNC PARIS 17 AND CO ;
Vu l'avenant n°1 à la promesse synallagmatique de vente signé le 22 décembre 2021 ;
Vu le projet de délibération 2022 DU 91 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver le projet d'avenant n°2 à la promesse synallagmatique de vente signée le 18 décembre 2019 avec la SNC PARIS 17 AND CO ;
Vu l'avis de M. le Maire du 17e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE au nom de la 5e Commission,

Délibère :

Article 1 : L'avenant n°2 à la promesse synallagmatique de vente signée le 18 décembre 2019 avec la SNC Paris 17 and Co est approuvé.

Cet avenant modifie l'article 13.1.2 de la promesse synallagmatique de vente qui est rédigé de la manière suivante :

« Entre la signature des Présentes et l'Acte de Vente, le Prix de Base ajusté en application de l'Article 13.1.4 sera actualisé selon les variations de l'indice du Coût de la Construction.
Étant précisé que le Prix de Base ainsi déterminé et actualisé ne saurait être inférieur au montant du Prix Global Minimum (de l'Article 13.1.3.) actualisé qui constituera un plancher.
L'actualisation du Prix de Base devant être effectuée entre la signature des Présentes et l'Acte de Vente selon les variations à la hausse seulement de l'indice INSEE du Coût de la Construction.
Les Parties rappellent que cette actualisation est un élément de la détermination du Prix de Base auquel la vente est consentie.
L'indice de base étant le dernier publié à ce jour (Journal officiel du 21 septembre 2019, T2 2019, valeur 1746), et l'indice de comparaison sera le dernier publié au jour de la signature de l'Acte de Vente.
[…] ».
Par la rédaction suivante :
« Le Prix de Base ajusté en application de l'Article 13.1.4 sera actualisé selon les variations de l'indice du Coût de la Construction :
D'une part entre la date de signature de la promesse de vente, soit le 18 décembre 2019, et le 15 décembre 2021,
Et d'autre part entre la plus tardive des deux dates suivantes (i) notification par la Ville de la libération des locaux occupés par SFR et (ii) justification de l'absence de recours (gracieux, contentieux, déféré préfectoral) à l'encontre de la délibération du Conseil de Paris n°2021 DU 168 et la date de signature de l'acte de vente.
Étant précisé que le Prix de Base ainsi déterminé et actualisé ne saurait être inférieur au montant du Prix Global Minimum (de l'Article 13.1.3.) actualisé qui constituera un plancher.
L'actualisation du Prix de Base devant être effectuée selon les variations à la hausse seulement de l'indice INSEE du Coût de la Construction.
Les Parties rappellent que cette actualisation est un élément de la détermination du Prix de Base auquel la vente est consentie.
Pour la période entre la signature de la promesse de vente et le 15 décembre 2021, l'indice de base étant le dernier publié au jour de la signature de la promesse (Journal officiel du 21 septembre 2019, T2 2019, valeur 1746), et l'indice de comparaison sera le dernier publié au 15 décembre 2021.
Pour la seconde période, l'indice de base sera le dernier indice publié au jour de la plus tardive des deux dates suivantes (i) notification par la Ville de la libération des locaux occupés par SFR et (ii) justification de l'absence de recours (gracieux, contentieux, déféré préfectoral) à l'encontre de la délibération du Conseil de Paris n°2021 DU 168 [ou au 07 septembre 2022, si cette date venait à tomber au mois d'août], et l'indice de comparaison sera le dernier publié au jour de l'acte de vente.
[…] »
Article 2 : Toutes les autres stipulations de la promesse synallagmatique de vente signée le 18 décembre 2019 et modifiée par l'avenant n°1 signé le 22 décembre 2021 demeurent inchangées.

2022 DVD 3-1 Stationnement de surface - Mesures diverses y compris tarifaires.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n° 2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2333-87, L.2512-14, R.2512-1, D.2512-2 et R.2333-120-1 à R.2333-120-67 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles L.411-1 et R.311-1, 417-6 ;
Vu l'article 63 de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (création du FPS) ;
Vu le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté du 6 novembre 2015 fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R.2333-120-10 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération 2017 DVD 14-1 relative à la municipalisation du stationnement payant 2018 - Mise en place de la redevance de stationnement et forfait de post-stationnement : principes pour les véhicules ;
Vu la délibération 2017 DVD 14-2 relative à la municipalisation du stationnement payant 2018 - Mise en place de la redevance de stationnement et forfait de post-stationnement : véhicules visiteurs et résidents ;

Vu la délibération 2017 DVD 14-3 relative à la municipalisation du stationnement payant 2018 - Mise en place de la redevance de stationnement : véhicules professionnels ;
Vu la délibération 2017 DVD 68 relative aux modalités du stationnement payant de surface à Paris : stationnement des professionnels de santé ;
Vu la délibération 2018 DVD 46 relative aux dispositions applicables au stationnement de surface (poids lourds, déménagements, autocars et professionnels divers) ;
Vu la délibération 2020 DVD 38 relative aux mesures concernant le stationnement sur la voie publique et certains parcs de stationnement dans le cadre de la pandémie du coronavirus et du déconfinement ;
Vu la délibération 2020 DVD 49 relative aux véhicules partagés en libre-service sans station d'attache, et portant fixation des tarifs de redevance d'occupation temporaire du domaine public ;
Vu la délibération 2021 DVD 24-1, relative au le stationnement de surface - dispositions diverses ;
Vu la délibération 2021 DVD 24-2 relative au le stationnement de surface - stationnement des visiteurs ;
Vu la délibération 2021 DVD 24-3 relative au stationnement des Poids lourds, Stationnement évènementiel et déménagements ;
Vu la délibération 2021 DVD 24-5 relative au stationnement de surface - Stationnement dans les bois de Boulogne (16e) et de Vincennes (12e) ;
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2333-87, L.2512-14, R.2512-1, D.2512-2 et R.2333-120-1 à R.2333-120-67 ;
Vu le Code de la route et notamment les articles L.411-1 et R.311-1, 417-6 ;
Vu les délibérations 2021 DVD 24-1, 24-2, 24-3 et 24-5 relatives à diverses mesures y compris tarifaires instaurées en matière de stationnement de surface
Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : L'allée des Fortifications à Paris 16e arrondissements, est rattachée à la zone tarifaire du reste du 16e arrondissement hors bois, y ouvrant ainsi notamment le stationnement résidentiel.
Article 2 : L'organisateur d'un déménagement peut être autorisé à effectuer lui-même la réservation des places, au fur et à mesure de leur libération, jusqu'à 1 jour calendaire avant le déménagement. La redevance d'occupation est due pour toute la durée de l'autorisation (phase de réservation et phase d'occupation).
Article 3 : La validité d'une autorisation de déménagement est conditionnée à la communication, au plus tard au début du stationnement, des numéros de plaques d'immatriculation au service numérique des déclarations d'immatriculation.
Article 4 : Les remboursements d'autorisations de déménagement sont exclusivement réservés aux cas de force majeure (fermeture de voie, prescription médicale, …).
Article 5 : La modification d'une autorisation de déménagement après sa délivrance est possible et doit être demandée au plus tard 2 jours ouvrés avant la date du déménagement.
Article 6 : Le tarif d'une demande de modification d'autorisation de déménagement après sa délivrance est fixé à 15 €. À ce coût est rattaché le cas échéant celui de la variation de coût de l'AOT de déménagement elle-même (plus-value ou remboursement).
Article 7 : Une ou plusieurs modifications d'une autorisation de déménagement après sa délivrance ne peuvent avoir pour effet de différer de plus de 2 mois la date initiale du déménagement. Au-delà, une autre autorisation payante doit être demandée.
Article 8 : Le bénéfice du droit Pro Soins à domicile est étendu aux podologues-pédicures, aux ergothérapeutes et aux professionnels de la rééducation, remplissant les conditions de domiciliation, et de

nombre de visites à domicile, à l'instar des infirmiers, masseurs-kinésithérapeutes, médecins, sages-femmes et orthophonistes.

Article 9 : Le bénéfice du référencement est étendu aux véhicules des usagers franciliens en situation de handicap, selon les mêmes conditions que pour les résidents parisiens, lorsque le titulaire de la carte CMI-S et l'accompagnant sont tous les deux franciliens.

Article 10 : Le bénéfice du tarif Handi et du référencement est étendu, dans les Bois de Boulogne et Vincennes, aux véhicules de catégories M1, N1.

Article 11 : L'attribution à un usager détenteur de droits de stationnement professionnels ou résidentiels payants, d'une Carte Mobilité Inclusion - Mention Stationnement, lui ouvre droit, à partir de la date de délivrance de la carte CMI-S, au remboursement du droit de stationnement qu'il a payé, au prorata temporis de sa durée restante. Le calcul est arrêté à la date où l'usager titulaire de la carte a formulé sa demande de remboursement. Tout mois commencé étant dû, la période restante utilisée pour le calcul du remboursement est arrondie au mois inférieur.

Article 12 : Le référencement d'un véhicule utilisé par une Personne en situation de Handicap, est étendu aux véhicules des associations et entreprises franciliennes détentrices de cartes CMI-S pour l'exercice de leur activité.

Article 13 : Est créé, un produit de stationnement dématérialisé réservé aux commerçants abonnés et volants des marchés, baptisé « droit marché », donnant accès pour la période 9h-15h au stationnement, les jours de marchés, dans la ou les zones résident (Maximum 4) sur lequel est établi chaque marché considéré. Ces horaires pourront être adaptés en tant que de besoin, dans la limite de 8 heures consécutives, entre 9h et 20h, lorsque les conditions d'organisation des marchés le nécessiteront.

Article 14 : La validité de ce « droit Marché » est subordonnée, à l'enregistrement du commerçant concerné dans une liste tenue par la Direction des Affaire Économiques, à la déclaration préalable des marchés fréquentés par le commerçant pendant la semaine, ainsi qu'à la prise journalière par téléphonie mobile d'un « ticket marché » par le titulaire du droit considéré.

Article 15 : L'abonnement au « droit Marché » et le « ticket marché » journalier sont délivrés à titre gratuit.

Article 16 : L'attribution du nombre de « droit Marché » par bénéficiaire sera effectuée en application des articles 63 et 64 de l'arrêté municipal portant règlement des marchés découverts alimentaires et biologiques de Paris du 12 novembre 2019.

Article 17 : Le tableau des conditions que doivent respecter les véhicules légers, en termes d'émission de polluants, et en fonction de leur date de 1ère immatriculation, pour pouvoir bénéficier du droit Véhicule Basse Émission (VBE), est joint en annexe 1 à la présente délibération. Les prochaines adaptations de ces normes issues de modifications de la réglementation pourront être transposées par arrêté.

Article 18 : La durée de validité des droits Véhicules Basse Émission Visiteurs et Résidents est portée à un an à compter de leur date de délivrance.

Article 19 : Les tarifs applicables aux transferts de droits résidents entre véhicules légers, ainsi qu'en application de la règle de l'unicité qui interdit à un résident parisien de disposer de plus d'un droit résident, toutes catégories de véhicules confondus, sont définis en annexe 2 de la présente délibération.

Article 20 : En dehors des cas visés à l'article 18, le transfert des droits n'est pas autorisé. De nouveaux droits doivent donc être créés pour un nouveau type de véhicule, tandis que les droits précédents détenus deviennent caducs.

Article 21 : Les mesures énumérées dans les articles ci-dessus sont applicables dès vote de la présente délibération, à l'exception de celles mentionnées à l'article 6 de la présente délibération applicables au 1er septembre 2022 et aux articles 13 à 16 applicables au 1er janvier 2023.

Article 22 : Les mesures d'application de la présente délibération pourront, en tant que de besoin, être précisées par arrêté.

Article 23 : Les recettes correspondantes seront constatées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, au titre des années 2021 et suivantes.

Article 24 : Les dispositions des délibérations antérieures relatives au stationnement de surface demeurent en vigueur tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les termes de la présente délibération

2022 DVD 3-2 Stationnement des 2 roues motorisées.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la loi n° 2015-300 du 18 mars 2015 visant à faciliter le stationnement des personnes en situation de handicap ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2333-87, L.2512-14, R.2512-1, D.2512-2 et R.2333-120-1 à R.2333-120-67 ;

Vu le Code de la route et notamment les articles L.411-1 et R.311-1, 417-6 ;

Vu l'article 63 de la loi du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (création du FPS) ;
Vu le décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L.2333-87 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu l'arrêté du 6 novembre 2015 fixant les caractéristiques du numéro des avis de paiement et les spécifications techniques mentionnées à l'article R.2333-120-10 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu la délibération 2017 DVD 14-1 relative à la municipalisation du stationnement payant 2018 - Mise en place de la redevance de stationnement et forfait de post-stationnement : principes pour les véhicules ;
Vu la délibération 2017 DVD 14-2 relative à la municipalisation du stationnement payant 2018 - Mise en place de la redevance de stationnement et forfait de post-stationnement : véhicules visiteurs et résidents ;
Vu la délibération 2017 DVD 14-3 relative à la municipalisation du stationnement payant 2018 - Mise en place de la redevance de stationnement : véhicules professionnels ;
Vu la délibération 2020 DVD 49 relative aux véhicules partagés en libre-service sans station d'attache, et portant fixation des tarifs de redevance d'occupation temporaire du domaine public ;
Vu la délibération 2021 DVD 24-1, relative au le stationnement de surface - dispositions diverses ;
Vu la délibération 2021 DVD 24-4 relative au stationnement de surface - stationnement des deux-roues motorisés ;
Vu la délibération 2021 DVD 24-5 relative au stationnement de surface - Stationnement dans les bois de Boulogne (16e) et de Vincennes (12e) ;
Vu l'avis du Conseil de l'arrondissement Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les tricycles de catégorie L5, sont soumis à la tarification des 2 roues motorisés telle que fixée à la délibération 2021 DVD 24-4 dans les deux zones tarifaires de Paris, et 2021 DVD 24-5 dans les Bois de Boulogne et Vincennes.
Article 2 : Le bénéfice du tarif Handi et du référencement est étendu aux véhicules de catégories L au titre de l'article R.311-1 du Code de la route, dans les Bois de Boulogne et Vincennes.
Article 3 : Le référencement est ouvert au véhicule de catégorie L appartenant à la personne titulaire de la carte CMI-S et au véhicule de catégorie L utilisé par un accompagnant avec même critère de parenté que pour le VL lorsque le titulaire de la carte CMI-S et l'accompagnant sont tous les deux franciliens.
Article 4 : Le bénéfice de la gratuité du stationnement, instauré dans Paris pour les véhicules de catégorie L électriques, est étendu aux Bois de Boulogne et Vincennes, sur prise d'un ticket par téléphonie mobile.
Article 5 : Le tarif de changement de plaque d'immatriculation, pour les véhicules d'Autopartage, est fixé à 20 € par changement, pour les véhicules de catégories L.
Article 6 : Les tarifs applicables aux transferts de droits résidents entre VL et 2 RM ou entre 2 RM, dans l'application de la règle de l'unicité qui interdit à un résident parisien de disposer de plus d'un droit résident, toutes catégories de véhicules confondus, sont définis en annexe 1 à la présente délibération. Pour l'application de ces tarifs, la catégorie 2RM comprend les véhicules de catégories L1, L2, L3 et L5.
Article 7 : En dehors des cas visés à l'article 6, le transfert des droits n'est pas autorisé. De nouveaux droits doivent donc être créés pour un nouveau type de véhicule, tandis que les droits précédents détenus deviennent caducs.
Article 8 : Les mesures énumérées dans les articles ci-dessus sont applicables dès vote de la présente délibération à l'exception de celles ayant trait à l'acquisition ou au transfert des droits de stationne-

ment 2RM au sens de l'article 6 applicables au 1er juillet 2022 et celles ayant trait au paiement de la redevance de stationnement 2 RM au sens de ce même article 6 applicables au 1er septembre 2022.
Article 9 : Les mesures d'application de la présente délibération pourront, en tant que de besoin, être précisées par arrêté.
Article 10 : Les recettes correspondantes seront constatées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris, au titre des années 2022 et suivantes.
Article 11 : Les dispositions des délibérations antérieures relatives au stationnement de surface demeurent en vigueur tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec les termes de la présente délibération

2022 DVD 8 Canal Saint-Denis à Aubervilliers (93) - Convention d'occupation du domaine public fluvial avec la société LAMCO Recyclage.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu l'article L-2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L-2123-7 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer, avec la société LAMCO Recyclage, une convention d'occupation du domaine public fluvial sur le Canal Saint Denis à Aubervilliers (Département de la Seine-Saint-Denis) ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société LAMCO Recyclage une convention d'autorisation d'occupation du domaine public fluvial de la Ville de Paris sur le canal Saint Denis à Aubervilliers (93) Le texte de la convention est joint à la présente délibération.
Article 2 : L'intégralité des dépenses d'aménagements, d'exploitation et d'entretien des emprises sera à la charge la société LAMCO Recyclage. Cette convention ne génèrera aucuns frais supplémentaires pour la Ville de Paris.
Article 3 : Les recettes seront constatées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.
Article 4 : La société LAMCO Recyclage est autorisée à déposer les dossiers d'urbanisme et à solliciter les autorisations nécessaires à la réalisation des aménagements prévus.

2022 DVD 13 Exploitation des lavatories de la Ville de Paris - Avenant n°1 au contrat de concession d'occupation du domaine public avec 2Theloo.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-11 et suivants ;
Vu la délibération 2015 DVD 26 en date des 29, 30 juin, 1er et 2 juillet 2015, par laquelle Mme la Maire de Paris a été autorisée à signer le contrat de concession d'occupation du domaine public pour l'exploitation de six lavatories par la société SARIVO Point WC devenue 2Theloo ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer l'avenant n°1 au contrat de concession d'occupation du domaine public pour l'exploitation des lavatories par la société 2Theloo ;
Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Mme la Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n°1 au contrat de concession d'occupation du domaine public avec 2Theloo dont le texte est joint à la précédente délibération.

2022 DVD 16 Convention d'achat groupé avec GRDF pour une prestation de conseil sur la mise en place d'une expérimentation de capteurs de gaz dans les parties communes d'immeubles collectifs.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les articles L 1411-1 à L 1411-19 et L 2224-31 du Code Général des Collectivités Territoriales, relatifs aux délégations de service public ;

Vu le contrat de concession sur la distribution de gaz à Paris signé avec GRDF le 5 décembre 2019 ;

Vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif à la Commission Consultative des Services Publics Locaux ;

Vu les articles L 432-1 à L 432-13 le code de l'énergie ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer avec GRDF la convention d'achat groupé pour une prestation de conseil sur la mise en place d'une expérimentation de capteurs de gaz en partie commune d'immeubles collectifs ;

Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec GRDF la convention d'achat groupé pour une prestation de conseil sur la mise en place d'une expérimentation de capteurs de gaz en partie commune d'immeubles collectifs. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

2022 DVD 18 Charte de l'IREX (Institut pour la recherche appliquée et l'expérimentation en génie civil) relative au projet DOLMEN (développement d'outils et de logiciels pour la maçonnerie existante et neuve). Participation financière de la Ville.

M. Jacques BAUDRIER, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer la charte de l'IREX (Institut pour la recherche appliquée et l'expérimentation en génie civil) relative au projet de recherche collaborative DOLMEN (développement d'outils et de logiciels pour la maçonnerie existante et neuve) ;

Sur le rapport présenté par M. Jacques BAUDRIER au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la charte de l'IREX (Institut pour la recherche appliquée et l'expérimentation en génie civil) relative au projet de recherche collaborative DOLMEN (développement d'outils et de logiciels pour la maçonnerie existante et neuve). Le texte de cette charte est joint à la présente délibération.

Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sous réserve de financement.

2022 DVD 19 Pont Aqueduc de Colombes - Convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de partenariat financier dans le cadre des études de sa réhabilitation.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du 1er mars 2021 de la commission permanente du Conseil départemental du Val-d'Oise approuvant la convention n° 21-1490 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de partenariat financier dans le cadre des études de réhabilitation du pont Aqueduc de Colombes ;

Vu la délibération du 15 mars 2021 du Conseil départemental des Hauts-de-Seine approuvant la convention n° 21-1490 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de partenariat financier dans le cadre des études de réhabilitation du pont Aqueduc de Colombes ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de signer la convention n° 21-1490 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de partenariat financier dans le cadre des études de réhabilitation du pont Aqueduc de Colombes,

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention n° 21-1490 de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de partenariat financier dans le cadre des études de réhabilitation du pont Aqueduc de Colombes. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement de la Ville de Paris.

2022 DVD 27 Parcs de stationnement « Paris Rive Gauche » (Bords de Seine-Fressinet, Bibliothèque-François Mitterrand, Université Diderot, Cité de la Mode-Austerlitz et Watt) implantés dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e) et parc de stationnement Van Gogh (12e) - Principe de délégation de service public pour la modernisation du parc de stationnement Van Gogh, la mise en conformité des parcs de stationnement « Paris Rive Gauche » et l'exploitation de l'ensemble.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L-1411-1 et suivants ;
Vu l'avis émis le 12 avril 2022 par la "Commission Consultative des Services Publics Locaux", en application de l'article L 1411-4 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le rapport de présentation établi au titre de l'article L-1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver le principe de délégation de service public pour la modernisation du parc de stationnement Van Gogh à Paris 12e, la mise en conformité des parcs de stationnement « Paris Rive Gauche » (Bords de Seine-Freyssinet, Bibliothèque-François Mitterrand, Université Diderot, Cité de la Mode-Austerlitz et Watt) à Paris 13e et l'exploitation de l'ensemble, de l'autoriser à lancer la consultation, d'accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation et à procéder à toutes les demandes administratives nécessaires au projet ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le principe de délégation de service public pour la modernisation du parc de stationnement Van Gogh à Paris 12e, la mise en conformité des parcs de stationnement « Paris Rive Gauche » (Bords de Seine-Fressinet, Bibliothèque-François Mitterrand, Université Diderot, Cité de la Mode-Austerlitz et Watt) à Paris 13e et l'exploitation de l'ensemble, pour une durée de 10 ans pour chaque parc, est approuvé.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à lancer la consultation et à accomplir tous les actes préparatoires à la passation du contrat de délégation et à procéder à toutes les demandes administratives nécessaires au projet.

2022 DVD 31 Canal Saint Denis à Saint Denis (93) - Convention d'autorisation de surplomb et d'occupation du domaine public fluvial par la passerelle dite « de la Gare » avec l'Établissement Public Territorial Plaine Commune.

M. Dan LERT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu l'article L-2121-29 du Code général des collectivités territoriales ;
Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment ses articles L-2123-7 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec l'Etablissement Public Territorial de Plaine Commune une convention de superposition d'affectation et d'occupation du domaine public fluvial de la Ville de Paris pour la passerelle dite « de la Gare » à Saint-Denis (93) ;
Sur le rapport présenté par M. Dan LERT, au nom de la 8e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Etablissement Public Territorial de Plaine Commune la convention d'autorisation de surplomb et d'occupation du domaine public fluvial de la Ville de Paris à Saint-Denis (93) par la passerelle dite « de la Gare », franchissant le Canal Saint-Denis au droit de la gare ferroviaire de Saint-Denis. Le texte de la convention, ainsi que son plan sont joints à la présente délibération.

Article 2 : L'intégralité des dépenses d'exploitation et d'entretien de la passerelle sera à la charge de l'Etablissement Public Plaine Commune. Cette convention ne génèrera aucun frais supplémentaire pour la Ville de Paris. Aucune redevance ne sera perçue par la Ville de Paris pour le surplomb et l'occupation de son domaine public fluvial, l'ouvrage intéressant un service public bénéficiant gratuitement à tous, conformément au code général de la propriété des personnes publiques.
Article 3 : La présente convention sera délivrée pour une période de 25 années.

2022 DVD 33 Réaménagement de la place de la Bastille - Protocole transactionnel avec la société COLAS concernant la réfaction à appliquer au marché de travaux de voirie.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu les articles 2044 et suivants du code civil, notamment son article 2052 ;
Vu la circulaire du 7 septembre 2009 relative au recours à la transaction pour la prévention et règlement des litiges portant sur l'exécution des contrats de la commande publique ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec la société COLAS le protocole transactionnel qui prévoit une réfaction partielle de prix d'un montant de 42 240,13 euros HT (quarante-deux mille deux cent quarante euros et treize centimes) à appliquer sur le marché VRD1 n° 20181370082210 ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec la société COLAS le protocole transactionnel concernant la réfaction à appliquer au marché de travaux de voirie N° 20181370082210. Le texte de ce contrat est joint à la présente délibération.
Article 2 : Les recettes seront constatées au budget d'investissement de la Ville de Paris.

2022 DVD 34 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris (Montant : 383.820,10 euros).

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2511-1, L.2511-2 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande l'autorisation de procéder à l'indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages causés aux intéressés lors d'accidents survenus sur l'espace public et dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à procéder, à concurrence de 383 820,10 euros, à l'indemnisation amiable des tiers énumérés ci-après, en réparation de dommages causés aux intéressés lors d'accidents survenus sur l'espace public et dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris.
Article 2 : La dépense correspondante sera imputée au budget de fonctionnement de la Ville de Paris sous réserve de financement.

DESIGNATION	DATE	MONTANT
Mme X (MAAF)	21/02/2020	5 630,40 €
Mme X (CPAM des Hauts-De-Seine)	21/02/2020	27 349,17 €
Mme X	17/11/2019	8 057,29 €
Mme X	24/07/2020	50 667,77 €
Mme X (CPAM de Paris)	24/07/2020	13 910,43 €
Mme X	17/07/2020	29 290,16 €
M. X (CPAM de Paris)	21/01/2021	7 220,64 €
Mme X	23/06/2020	135 297,31 €
Mme X (MAIF)	10/06/2020	11 767,40 €
M. X (Assurances Crédit Mutuel IARD SA)	08/08/2020	17 002,67 €
M. X	07/12/2019	9 331,84 €
Mme X	29/10/2020	17 914,50 €
M. X (CPAM de Paris)	21/03/2013	15 695,52 €
Mme X	25/06/2021	6 763,75 €
Mme X	24/01/2020	27 921,25 €

2022 DVD 36-1 Création du pass deux-roues motorisés dans les parcs de stationnement. Convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande dans le cadre de la mise en place pass deux-roues motorisés dans les parcs de stationnement, l'approbation de la convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris et des tarifs applicables ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris.

Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer la convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris avec les gestionnaires de parcs de stationnement s'associant au dispositif. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.

2022 DVD 36-2 Création du pass deux-roues motorisés dans les parcs de stationnement. Convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris. Tarifs applicables.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris demande dans le cadre de la mise en place pass deux-roues motorisés dans les parcs de stationnement, l'approbation de la convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris et des tarifs applicables ;

Vu l'avis du Conseil de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 5e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 6e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 7e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 8e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 9e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 10e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 11e arrondissement en date du 19 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 13e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 14e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 15e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 17e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 18e arrondissement en date du 23 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. David BELLIARD au nom de la troisième Commission.

Délibère :

Sont appouvés les tarifs applicables au dispositif pass deux roues motorisés dans les parcs de stationnement :

Zone 1 Centre	Arrondissements Paris centre à 11	Abonnement : 90€/mois, 256 €/trimestre, 990€/an	tarif horaire : 30 centimes/quart d'heure soit 1,20 euro de l'heure
Zone 2 périphérie	Arrondissements 12 à 20 + parc Marigny Château à Vincennes	Abonnement : 70€/mois, 199 €/trimestre, 770€/an	tarif horaire : 20 centimes/quart d'heure soit 80 centimes de l'heure

Ces tarifs sont révisables, selon l'évolution du coefficient d'indexation indiqué dans la convention cadre jointe à ce projet.

2022 DVD 49 Allée des Fortifications (16e) - Avenant n° 2 au contrat d'occupation du domaine public signé le 18 janvier 2016 avec l'association Aurore relative au centre d'hébergement, pour prolongation de la durée d'autorisation.

M. Ian BROSSAT, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2511-1 et suivants ;

Vu la délibération 2015 DVD 234 concernant le contrat d'occupation du domaine public signé le 18 janvier 2016 entre la Ville de Paris et l'association Aurore relative au centre d'hébergement sis Allée des Fortifications entre la Porte de Passy et la Porte de la Muette (16e) ;

Vu la délibération 2019 DVD 39 en date des 1er, 2, 3 et 4 avril 2019 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec l'association Aurore l'avenant n° 1 au contrat d'occupation du domaine public par une emprise à usage d'hébergement sis Allée des Fortifications entre la Porte de Passy et la Porte de la Muette (16e), pour prolongation de la durée d'occupation ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris demande l'autorisation de signer avec l'association Aurore l'avenant n° 2 au contrat d'occupation du domaine public par une emprise à usage d'hébergement sis Allée des Fortifications entre la Porte de Passy et la Porte de la Muette (16e), pour prolongation de la durée d'occupation ;

Vu l'avis du Conseil du 16e arrondissement en date du 16 mai 2022 ;

Sur le rapport présenté par M. Ian BROSSAT au nom de la 5e Commission,

Délibère :

La Maire de Paris est autorisée à signer l'avenant n° 2 au contrat d'occupation du domaine public avec l'association Aurore relative au centre d'hébergement sis Allée des Fortifications entre la Porte de Passy et la Porte de la Muette (16e), avenant prolongeant la durée d'occupation jusqu'au 17 septembre 2025. Le texte de cet avenant est joint à la présente délibération.

2022 DVD 58 Prolongement du RER E Eole à l'ouest - Seconde convention de financement du protocole-relais n° 1, protocole relais n°2 et convention de financement subséquente d'exécution du protocole-cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la poursuite du projet - Convention de financement relative aux surcoûts d'Eole engendrés par le projet de prolongement du T3 Ouest à Porte Dauphine - Protocole transactionnel d'accord avec SNCF Réseau et Viparis-Propexpo.

M. David BELLIARD, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée, relative à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié, relatif à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

Vu le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Ile-de-France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Ile-de-France ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°2013-8 du 31 janvier 2013 relatif à la déclaration d'utilité publique du projet de « prolongement à l'ouest de la ligne E du RER, projet EOLE »,

Vu la délibération n°2014/039 du Conseil du STIF du 5 mars 2014 approuvant l'avant-projet relatif au prolongement du RER E à l'ouest ;
Vu la délibération n° 2015/259 du Conseil du STIF du 8 juillet 2015 approuvant l'avant-projet modificatif relatif au prolongement du RER E à l'ouest ;
Vu le Contrat de Plan État-Région Île-de-France 2015-2020 signé le 9 juillet 2015 et son avenant n°1 ;
Vu la délibération 2016 DVD 04 G des 26, 27, 28 septembre 2016, du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil départemental, autorisant la signature par le Département du protocole-cadre relatif aux engagements financiers et de la convention n°2 relative à la réalisation des travaux.
Vu la délibération 2017 DVD 06 G du 6, 7 et 8 juin 2017, du Conseil de Paris siégeant en formation de Conseil départemental, autorisant la signature par le Département de la convention relative au financement de la réalisation des travaux n°3.
Vu la délibération 2019 DVD 42 du 11, 12, 13 et 14 juin 2019, du Conseil de Paris, autorisant la signature par la Ville de Paris de la convention relative au financement de la réalisation des travaux n°4.
Vu la délibération 2021 DVD 22 des 2, 3 et 4 février 2021 du Conseil de Paris autorisant la signature par la Ville de Paris de la convention relative au financement de la réalisation des travaux n°5 d'une part et avec l'Etat, la Région Ile de France, la Société du Grand Paris, le Syndicat des Transports d'Ile de France (STIF), SNCF Réseau, le Conseil Départemental des Yvelines, le Conseil Départemental des Hauts de Seine, le protocole relais n°1 d'autre part
Vu la délibération 2021 DVD 39 des 13, 14 et 15 avril 2021 du Conseil de Paris autorisant la signature par la Ville de Paris de la convention n°1 subséquente au protocole-relais n°1,
Sur le rapport présenté par M David BELLIARD, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec l'Etat, la Région Ile de France, le Conseil Départemental des Yvelines, le Conseil Départemental des Hauts de Seine, Ile de France Mobilités (ex STIF), SNCF Réseau, la convention relais n°2 relative au financement de la poursuite sans retard du projet en application du protocole-relais n°1. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 2 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer avec l'Etat, la Région Ile de France, le Conseil Départemental des Yvelines, le Conseil Départemental des Hauts de Seine, Ile de France Mobilités (ex STIF), SNCF Réseau, le protocole relais n°2 et la convention de financement unique subséquente. Le texte de ce protocole et de la convention subséquente sont joints à la présente délibération.
Article 3 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer à signer avec l'Etat, la Région Ile de France, Ile de France Mobilités (ex STIF), SNCF Réseau, la convention de financement relative aux surcoûts d'Eole engendrés par le projet de prolongement du T3 Ouest à Porte Dauphine. Le texte de cette convention est joint à la présente délibération.
Article 4 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec SNCF Réseau et Viparis / Propexpo un protocole transactionnel. Le texte de ce protocole est joint à la présente délibération.
Article 5 : Les dépenses correspondantes seront imputées au budget d'investissement et au budget de fonctionnement de la Ville de Paris.

2022 PP 42 Dispositions fixant les taux de promotion pour les avancements de grade dans certains corps de catégorie A, B et C relevant des administrations parisiennes de la préfecture de police pour 2022 et 2023.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 39, 49 et 118 ;
Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2005-1090 du 1er septembre 2005 relatif à l'avancement de grade dans les corps des administrations de l'Etat ;
Vu le décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 relatif aux conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 2007 PP 12 des 26 et 27 mars 2007 portant modalités d'avancement de grade dans les corps de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2020 PP 93 des 15, 16 et 17 décembre 2020 portant fixation de la référence des corps des administrations parisiennes qui sont équivalents à un corps de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique hospitalière ou un cadre d'emplois de la fonction publique territoriale ;
Vu l'avis émis par le comité technique des administrations parisiennes en date du 8 février 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les dispositions fixant les taux de promotion pour les avancements de grade dans certains corps de catégorie A, B et C relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police pour 2022 et 2023 ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Les taux de promotion permettant, en application de la délibération n° 2007 PP 12 des 26 et 27 mars 2007 susvisée, de déterminer le nombre maximum des avancements de grade pouvant être prononcés dans certains corps de catégorie A, B et C relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police au titre des années 2022 et 2023 sont fixés en annexe de la présente délibération.

Article 2 : La présente délibération prend effet à compter du 1er janvier 2022.

ANNEXE

FILIERES	CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES 2022	TAUX APPLICABLES 2023
Filière administrative	Secrétaire administratif de classe exceptionnelle	14%	14%
	Secrétaire administratif de classe supérieure	18%	18%
	Adjoint administratif principal de 1ère classe	17%	17%
	Adjoint administratif principal de 2e classe	14%	14%
Filières technique et scientifique	Ingénieur en chef	6%	6%
	Ingénieur principal	7,8%	7,8%
	Technicien supérieur en chef	14%	14%
	Technicien supérieur principal	18%	18%
	Ingénieur principal de la filière technique	11%	7%
	Architecte de sécurité en chef	7%	0%
	Architecte de sécurité de classe supérieure	7%	7%
	Adjoint technique principal de 1ère classe	17%	17%
	Adjoint technique principal de 2e classe	28%	28%
Filière médico-sociale	Médecin de la BSPP de classe exceptionnelle	100%	0%
	Médecin de la BSPP hors classe	100%	0%
	Infirmier en soins généraux et spécialisés 3e grade	0%	0%
	Infirmier en soins généraux et spécialisés 2e grade	11%	5%
	Infirmier de classe supérieure	0%	100%
	Cadre supérieur de santé paramédical	0%	0%
	Conseiller socio-éducatif hors classe	0%	0%

FILIERES	CORPS ET GRADES	TAUX APPLICABLES 2022	TAUX APPLICABLES 2023
	Conseiller supérieur socio-éducatif	33%	0%
	Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	6,3%	6,3%
	Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle	50%	0%
	Auxiliaire de puériculture de classe supérieure	0%	0%
Filière spécialisée	Contrôleur en chef	0%	0%
	Contrôleur principal	0%	0%
	Surveillant principal de 1ère classe	12%	0%
	Identificateur principal	10%	0%

2022 PP 43 Modification des dispositions relatives aux modalités de mise en œuvre du télétravail à la préfecture de police pour les personnels relevant du statut des administrations parisiennes.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des communes en sa partie réglementaire ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 modifiée relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emplois des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique, notamment son article 133 ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique, notamment son article 52 ;

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat et dans la magistrature ;

Vu le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu le décret n° 2021-1725 du 21 décembre 2021 modifiant les conditions de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

Vu la délibération n° 2017 PP 90 des 20, 21 et 22 novembre 2017 modifiée portant modalités de mise en œuvre du télétravail à la préfecture de police pour les personnels relevant du statut des administrations parisiennes ;

Vu l'avis émis par le comité technique des administrations parisiennes en date du 8 février 2022 ;

Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police propose de modifier les dispositions relatives à la mise en œuvre du télétravail à la préfecture de police pour les personnels relevant des administrations parisiennes ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La délibération n° 2017 PP 90 des 20, 21 et 22 novembre 2017 susvisé est modifiée conformément aux dispositions de l'article 2 de la présente délibération.

Article 2 : Les 1° et 2° de l'article 6 sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° Pour une durée de six mois maximum, à la demande des agents dont l'état de santé ou le handicap le justifient et après avis du service de médecine de prévention ; cette dérogation est renouvelable, après avis du service de médecine de prévention ;

2° A la demande des femmes enceintes ;

3° A la demande des agents éligibles au congé de proche aidant prévu à l'article L.3142-16 du code de travail, pour une durée de trois mois maximum, renouvelable ;

4° Lorsqu'une autorisation temporaire de télétravail a été demandée et accordée en raison d'une situation exceptionnelle perturbant l'accès au service ou le travail sur site.
Les femmes enceintes qui bénéficient d'une dérogation accordée en application du 1° de l'article 6 de la délibération n° 2017 PP 90 susvisée dans sa rédaction antérieure à l'entrée en vigueur de la présente délibération sont regardées comme bénéficiaires de la dérogation prévue au 2° de cet article, dans sa rédaction issue de la présente délibération. »
Article 3 : La présente délibération prend effet le lendemain de sa publication.

2022 PP 44 Modifications des dispositions fixant le RIFSEEP en faveur des personnels relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes dans sa partie réglementaire ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congé ;
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat, ensemble les arrêtés du 31 mai 2016 pris pour application à certains corps d'infirmiers relevant de la catégorie B, du 26 décembre 2017 au corps des ingénieurs des services techniques du ministère de l'intérieur et des 5 novembre 2021 pris respectivement pour l'application de ce décret aux corps des techniciens supérieurs des développement durable et du 1er groupe et du 2e groupe des ingénieurs des travaux publics de l'Etat et aux emplois d'ingénieur en chef des travaux publics de l'Etat ;
Vu l'arrêté du 27 août 2015 pris en application de l'article 5 du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu la délibération n° 2018 PP 5 des 5, 6 et 7 février 2018 modifiée portant fixation du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel en faveur des personnels relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police ;
Vu la délibération n° 2021 PP 23 des 13, 14 et 15 avril 2021 relative aux modalités de recrutement et de rémunération des agents contractuels sur des emplois de catégorie A, B et C relevant du statut des administrations parisiennes ;
Vu la délibération n°2022 PP 05 du 8 au 10 février 2022 fixant le statut particulier du corps des auxiliaires de puériculture de la préfecture de police ;
Vu l'avis émis par le comité technique des administrations parisiennes en date du 8 février 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modifications des dispositions fixant le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en faveur des personnels relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La délibération n° 2018 PP 5 des 6, 7 et 8 février 2018 susvisée est modifiée conformément aux dispositions des articles 2 à 3 de la présente délibération.
Article 2 : L'article 4 est modifié comme suit :
1°) Le premier alinéa du XIV est remplacé par les dispositions suivantes :
« Le montant annuel minimal par grade est fixé à :
- 2 600 euros pour les ingénieurs de la filière technique ;
- 3 200 euros pour les ingénieurs principaux ;
- 3 500 euros pour les ingénieurs hors classe de la filière technique. »
2°) Au 3e alinéa du XIV, les mots : « 40 290 euros » sont remplacés par les mots : « 46 920 euros » ; Au 4e alinéa du XIV les mots : « 35 700 euros » sont remplacés par les mots : « 40 290 euros » ; Au 5e alinéa du XIV, les mots : « 27 540 euros » sont remplacés par les mots : « 36 000 euros ».

3°) Le premier alinéa du XV est remplacé par les dispositions suivantes :
« Le montant annuel minimal par grade est fixé à :
- 1 650 euros pour les techniciens supérieurs ;
- 1 750 euros pour les techniciens supérieurs principaux ;
- 1 850 euros pour les techniciens supérieurs en chef. »
4°) Au 4e alinéa du XV, les mots : « 17 930 euros » sont remplacés par les mots : « 18 580 euros » ; Au 5e alinéa du XV, les mots : « 16 480 euros» sont remplacés par les mots : « 17 500 euros».
5°) Après le XV est ajouté un XVI rédigé comme suit :
« XVI - Pour les auxiliaires de puériculture de la préfecture de police :
Le montant annuel minimal par grade est fixé à :
- 1 200 euros pour les auxiliaires de puériculture de classe normale ;
- 1 500 euros pour les auxiliaires de puériculture de classe supérieure.
Les groupes de fonctions ainsi que le montant annuel maximum pour chaque groupe sont fixés comme suit :
- groupe 2 : Autres auxiliaires de puériculture : 10 560 euros ;
- groupe 1 : Auxiliaire de puériculture ayant des fonctions complexes et/ou spécifiques : 11 880 euros. »
Article 3 : L'article 5 est modifié comme suit :
1°) Au XIV, les mots : « 4 860 euros » sont remplacés par les mots : « 6 350 euros » ; les mots : « 6 300 euros» sont remplacés par les mots : « 7 110 euros» et les mots : « 7 110 euros» sont remplacés par les mots : « 8 280 euros».
2°) Au XV, les mots : « 2 245 euros » sont remplacés par les mots : « 2 385 euros » ; les mots : « 2 445 euros» sont remplacés par les mots : « 2 535 euros».
3°) Après le XV est ajouté un XVI rédigé comme suit :
« XVI - Pour les auxiliaires de puériculture de la préfecture de police, il est fixé à 1 440 euros pour le 2e groupe et 1 620 euros pour le 1er groupe. ».
Article 4 : Après le dernier alinéa de l'article 8, est ajouté l'alinéa suivant :
« - de la prime spéciale de sujétion prévue par délibération n° 2000 PP 41-1° du 27 mars 2000 portant attribution d'une prime spéciale de sujétion aux aides-soignants de la préfecture de police ;
- de la prime forfaitaire prévue par délibération n° 2000 PP 41-2° portant attribution d'une prime forfaitaire aux aides-soignants de la préfecture de police ».
Article 5 : La présente délibération entre en vigueur le 1er janvier 2022.

2022 PP 45 Modifications des dispositions portant attribution de la NBI à certains fonctionnaires de catégorie A, B et C de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le code des communes ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat et la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 118 ;
Vu la loi n° 91-73 du 18 janvier 1991 modifiée portant dispositions relatives à la santé publique et aux assurances sociales, notamment son article 27 ;
Vu le décret n° 82-624 du 20 juillet 1982 fixant les modalités d'application pour les fonctionnaires de l'ordonnance n° 82-296 du 31 mars 1982 relative à l'exercice des fonctions à temps partiel ;
Vu le décret n° 91-1065 du 14 octobre 1991 modifié instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'intérieur pour les fonctionnaires n'appartenant pas aux corps de la police nationale ;
Vu le décret n° 93-522 du 26 mars 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 94-415 du 24 mai 1994 modifié portant dispositions statutaires relatives aux personnels des administrations parisiennes ;
Vu le décret n° 2002-85 du 17 janvier 2002 instituant la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'intérieur pour les fonctionnaires appartenant aux corps des personnels administratifs, techniques et scientifiques de la police nationale
Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 modifié portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
Vu l'arrêté du 31 janvier 2012 fixant les conditions d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'intérieur pour les fonctionnaires appartenant aux corps des systèmes d'information et de communication ;

Vu la délibération n° 2020 PP 49 des 23 et 24 juillet 2020 modifiée, portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire à certains fonctionnaires de catégorie A, B et C de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes ;
Vu l'avis émis par le comité technique des administrations parisiennes en date du 8 février 2022 ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modifications des dispositions portant attribution de la NBI à certains fonctionnaires de catégorie A, B et C de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : La délibération n° 2020 PP 49 des 23 et 24 juillet 2020 susvisée est modifiée conformément aux dispositions de l'article 2 à 3 de la présente délibération.

Article 2 : Dans la colonne « Désignation des emplois » de l'annexe n° 1, les mots, « chef du département exploitation » sont remplacés par les mots « adjoint au chef du département exploitation ».

Article 3 : Le tableau de l'annexe 6 est modifié comme suit :

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES					
Sous-direction	Service	Nbre d'emplois	Nbre de points	Fonctions exercées	Total des points NBI
Sous-direction de la formation		1	10	*Chef de la division du pilotage de la formation	10
		1	10	*Chef du pôle de la formation promotionnelle et de l'insertion	10
Sous-direction des personnels	Service d'accueil de la préfecture de police	1	15	*Responsable du service d'accueil	15
		42	10	*Hôtesses d'accueil	420
	Service de la synthèse et des ressources	1	10	*chef du pôle des personnels administratifs, techniques et scientifiques au BGPEEC	10
	Service de gestion de personnels de la police nationale	1	10	*Chef de la section transversale d'appui paye, indemnités, suivi de masse salariale	10
		1	10	*Chef de la section paye du corps de conception et de direction, du corps de commandement et de la réserve civile	10
		1	10	*Chef de la section paye des adjoint de sécurité et des cadets de la république.	10
	Service de gestion des personnels administratifs, technique, scientifiques et spécialisés	1	10	*Chef de la section de gestion des attaches et des secrétaires administratifs	10
		1	10	*Coordonnateur de la mission RIFSEEP	10
		1	10	*Chef de la section des personnels techniques, scientifiques et spécialisé relevant des administrations parisiennes	10
		1	10	*Chef de la section synthèse et contrôle de la paye	10
	Service du recrutement	1	10	*Chef de la section de recrutement administratifs et techniques	10
		1	10	*Adjoint au chef du bureau des contractuels, chef de section des agents contractuels rémunérés sur le budget spécial	10
TOTAL		55			555

Article 4 : Les dispositions de l'article 2 entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2022 et les dispositions de l'article 3 entrent en vigueur à compter du 1er mars 2022.

2022 PP 46 Approbation du compte de gestion 2021 de M. le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et de Paris concernant les opérations de la préfecture de police (budget spécial).

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1612-12 ;
Vu la délibération 1997 PP 27 du 28 avril 1997 optant pour un vote par fonction ;

Vu le budget spécial primitif de la préfecture de police pour 2021 approuvé par délibération 2020 PP 100 du 15 décembre 2020 ;
Vu le budget supplémentaire 2021 approuvé par délibération 2021 PP 62 du 6 juillet 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le Préfet de police soumet à son approbation le compte administratif du budget spécial de la préfecture de police pour 2021 ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Statuant sur la situation au 31 décembre 2021 et sauf règlement et apurement par la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France, arrête, conformément à l'article L.1612-12 du Code général des collectivités territoriales, le compte en deniers du directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et de Paris tel qu'il est présenté à la clôture de la gestion 2021.

2022 PP 47 Compte administratif 2021 du budget spécial de la préfecture de police pour 2021.

M. Paul SIMONDON, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.1612-12 ;
Vu la délibération 1997 PP 27 du 28 avril 1997 optant pour un vote par fonction ;
Vu le budget spécial primitif de la préfecture de police pour 2021 approuvé par délibération PP 100 du 15 décembre 2020 ;
Vu le budget supplémentaire 2021 approuvé par délibération PP 62 du 6 juillet 2021 ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le Préfet de police soumet à son approbation le compte administratif du budget spécial de la préfecture de police pour 2021 ;
Sur le rapport présenté par M. Paul SIMONDON, au nom de la 1ère Commission,

Délibère :

Le compte administratif (recettes et dépenses) du budget spécial de la préfecture de police pour 2021 est arrêté comme suit :

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes inscrites au budget spécial pour 2021	640 526 866,89 €	104 124 075,97 €	744 650 942,86 €
Titres émis	591 959 145,33 €	99 934 813,55 €	691 893 958,88 €
Soldes	48 567 721,56 €	4 189 262,42 €	

DEPENSES MANDATEES :

Dépenses inscrites au budget spécial 2021	640 526 866,89 €	114 791 517,13 €	755 318 384,02 €
Mandats émis	592 485 040,08 €	99 754 516,83 €	692 239 556,91 €
Soldes	48 041 826,81 €	15 037 000,30 €	

BALANCE :	Fonctionnement	Investissement	Total
Titres de perception émis	591 959 145,33 €	99 934 813,55 €	691 893 958,88 €
Dépenses mandatées	592 485 040,08 €	99 754 516,83 €	692 239 556,91 €
Solde des opérations de l'exercice 2021	-525 894,75 €	180 296,72 €	-345 598,03 €
Excédent de dépense et de recette reportés de l'exercice 2020	8 042 208,69 €	10 667 441,16 €	18 709 649,85 €
Excédent net de dépenses à la clôture de l'exercice 2021	7 516 313,94 €	10 847 737,88 €	18 364 051,82 €

2022 PP 48 Modification de contrat n°5 au marché de construction d'une base instruction et de logistique pour la BSPP - Lot n°4 : PLOMBERIE/CVC.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2019 PP 16 du 1er au 4 avril 2019, par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération pour désigner les titulaires des 5 (cinq) lots pour la construction d'une base instruction du regroupement des services d'instruction et de logistique de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sise 1, avenue Guy Môquet 94460 - VALENTON ;
Vu la délibération n° 2019 PP 31 du 8 au 11 juillet 2019, par laquelle le Conseil de Paris autorise le préfet de police à signer le marché relatif à la construction d'une base instruction du regroupement des services d'instruction et de logistique de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sise 1, avenue Guy Môquet 94460 - VALENTON ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police demande l'autorisation de signer la modification de contrat n°5 au marché de travaux 20190000022101 pour la construction d'une base instruction et de logistique pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sise 1, avenue Guy Môquet 94460 - VALENTON - Lot n°4 : PLOMBERIE / CVC ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification n°5 au marché de travaux pour la construction d'une base instruction et de logistique de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sise 1, avenue Guy Môquet 94460 - VALENTON - Lot 4 : PLOMBERIE / CVC.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, section investissement.

2022 PP 49 Modification de contrat n°3 au marché de construction d'une base instruction et de logistique pour la BSPP à Valenton - Lot n°5 : VRD/espaces verts.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération n°2019 PP 16 du 1er au 4 avril 2019, par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour la construction d'une base instruction du regroupement des services d'instruction pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sise 1, avenue Guy Môquet 94460 - VALENTON ;
Vu la délibération n°2019 PP 31 du 8 au 11 juillet 2019, par laquelle le Conseil de Paris autorise le préfet de police à signer le marché de travaux pour la construction d'une base instruction du regroupement des services d'instruction pour la BSPP ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel le préfet de police demande l'autorisation de signer la modification de contrat n°3 au marché de travaux 20190000022501 pour la construction d'une base instruction du regroupement des services d'instruction pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sise 1, avenue Guy Môquet 94460 - VALENTON ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,
Délibère :
Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°3 au marché de travaux 20190000022501 pour la construction d'une base instruction du regroupement des services d'instruction pour la brigade de sapeurs-pompiers de Paris, sise 1, avenue Guy Môquet 94460 - VALENTON - Lot 5 : VRD / espaces verts / mobilier extérieur.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 50 Modification de contrat n°2 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité (4e) - Lot n°2 : Gros œuvre.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération n° 2018 PP 106 du Conseil de Paris des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris 4e ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
Vu le décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°2 au marché n°20190000015101 relatif aux travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°2 : Gros-œuvre - Structures métalliques - Second œuvre ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,
Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°2 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°2 Gros-œuvre - Structures métalliques - Second œuvre.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, section investissement.

2022 PP 51 Modification de contrat n°1 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité (4e) - Lot n°3 : CVC/Plomberie/Sanitaires.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération n° 2018 PP 106 du Conseil de Paris des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris 4e ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°1 au marché n°20190000015201 relatif aux travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°3 CVC - Plomberie - Sanitaires - ADC ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°1 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°3 CVC - Plomberie - Sanitaires.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 52 Modification de contrat n°2 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité (4e) - Lot n°4 : Electricité courants forts-courants faibles.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération n° 2018 PP 106 du Conseil de Paris des 10, 11, 12 et 13 décembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris 4e ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°2 au marché n°20190000020701 relatif aux travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°4 - Electricité courants forts-courants faibles ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°2 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité, de la caserne de la Cité à Paris - Lot n°4 - Electricité courants forts- Courants faibles.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 53 Modification de contrat n° 1 au marché de reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 1 : Démolition/Désamiantage.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2018 PP 90 des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018, par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération pour la reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne (93330) ;

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification de contrat n°1 au marché de reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne (93330) - Lot n°1 : Démolition/ Désamiantage ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°1 au marché de reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne (93330) - Lot n°1 : Démolition/ Désamiantage.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 54 Modification de contrat n° 1 au marché de restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble Massillon (4e) - Lot 1 : Clos & couvert.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2019 PP 29 du Conseil de Paris des 1er, 2, 3 et 4 octobre 2019 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble Massillon ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°1 au marché n°2019-338-1 ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°1 au marché de travaux de restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble Massillon - Lot n°1 : Clos & Couvert - Restauration des façades, restructuration des tourelles, installations de chantier, échafaudages, couverture zinc, couverture des dômes, isolation.

Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 55 Modification de contrat n°2 - Marché n°2019-97 - Reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 4 : Electricité CFO/CFA.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la délibération n° 2018 PP 90 du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de reconstruction de la caserne de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne ;

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022 par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°2 au marché n°2019-97 ;

Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°2 au marché de travaux pour les travaux de reconstruction de la caserne de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne - Lot n°4 : Electricité CFO/CFA.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 56 Modification de contrat n° 3 au marché de reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 2 : Dépollution/VRD/Terrassement/Gros œuvre.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération n° 2018 PP 90 du Conseil de Paris des 14, 15, 16 et 19 novembre 2018 par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération et les modalités des travaux pour l'opération de reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation le projet de modification de contrat n°3 au marché n°2019-94 ;
Vu l'avis de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°3 au marché de travaux pour les travaux de reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 2 : Dépollution/VRD/Terrassement/Gros œuvre.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 PP 57 Recherche, développement et acquisition de gants de protection au profit de la BSPP.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code de la commande publique ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités de passation du partenariat d'innovation relatif à la recherche, au développement et à l'acquisition de gants de protection au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et son annexe, cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes, cahier des clauses techniques particulières (CCTP), acte d'engagement (AE) et ses annexes] relatives au partenariat d'innovation concernant la recherche, le développement et l'acquisition de gants de protection au profit de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants à la section investissement.

2022 PP 58 Mise à disposition de matériels et de contenants de collecte, enlèvement, transport, traitement et valorisation ou destruction des déchets produits par la BSPP - Lot n°5.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le Code de la commande publique ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités d'attribution d'un marché public relatif à la mise à disposition de matériels et de contenants de collecte, enlèvement, transport, traitement et valorisation ou destruction des déchets produits par la brigade de sapeurs-pompiers de Paris (lot n°5), dont le nom de l'attributaire, le montant du marché et les conclusions justifiant l'attribution figurent dans le procès-verbal de la commission d'appel d'offres ;
Vu les pièces du marché public et le procès-verbal de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés les modalités d'attribution et les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et son annexe, acte d'engagement (AE) et ses annexes, cahier des clauses administratives particulières (CCAP)] du lot n°5 « Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI) et Médicaments Non Utilisés (MNU) » du marché relatif à la mise à disposition de matériels et de contenants de collecte, enlèvement, transport, traitement et valorisation ou destruction des déchets produits par la brigade de sapeurs-pompiers de Paris.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer le marché public avec l'attributaire désigné par la commission d'appel d'offres et à procéder à sa mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par les dispositions de l'article R.2152-13 du Code de la commande publique.

Article 3 : La dépense correspondante sera imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, section fonctionnement.

2022 PP 59 Tierce maintenance applicative du cœur progiciel du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la préfecture de police.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités de passation de l'accord-cadre relatif à la tierce maintenance applicative du cœur progiciel du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la préfecture de Police ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe, cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, acte d'engagement (AE) et son annexe] relatives à l'appel d'offres ouvert concernant la tierce maintenance applicative du cœur progiciel du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la préfecture de police.

Article 2 : Conformément à l'article R.2124-3 du Code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet que d'offres irrégulières ou inacceptables, le préfet de police est autorisé à lancer une procédure avec négociation.

Conformément à l'article R.2122-2 du Code de la commande publique, dans le cas où l'appel d'offres n'a fait l'objet d'aucune candidature ou aucune offre dans les délais prescrits, que seules des candidatures irrecevables définies à l'article R.2144-7 ou des offres inappropriées définies à l'article L.2152-4 ont été présentées, le préfet de police est autorisé à lancer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables.

Article 3 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, sections investissement et fonctionnement.

2022 PP 60 Mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 16 : immobilier technique.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités d'attribution du marché public relatif à la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 16 : immobilier technique ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des charges particulières (CCP) et acte d'engagement (AE)] du lot, dont les textes sont joints à la présente délibération relative à la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 16 : immobilier technique.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer l'accord-cadre concernant la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes avec la société EFE FORMATION, sise 35, rue du Louvre 75002 PARIS - SIRET : 41280696000032.

Article 3 : Les dépenses seront imputées sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, section fonctionnement.

2022 PP 61 Mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 11 : handicap.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités d'attribution du marché public relatif à la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 11 : handicap ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et ses annexes, cahier des charges particulières (CCP) et l'acte d'engagement (AE)] du lot, dont les textes sont joints à la présente délibération relative à la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 11 : handicap.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer l'accord-cadre concernant la mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes avec l'association PRACTHIS, sise 20 boulevard de Charonne 75020 PARIS, SIRET : 421376468 00060.

Article 3 : Les dépenses sont imputées sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, section fonctionnement.

2022 PP 62 Ramassage, dépôt, accueil et soins à la fourrière des animaux vivants (errants blessés, accidentés et/ou dangereux) ou morts, sur l'ensemble de l'espace public parisien.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code de la commande publique ;

Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation les modalités d'attribution du marché public ayant pour objet le ramassage, le dépôt, l'accueil et les soins à la fourrière des animaux vivants (errants blessés, accidentés et/ou dangereux) ou morts, sur l'ensemble de l'espace public parisien ;

Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Sont approuvés le principe de l'opération, ainsi que les pièces administratives [règlement de la consultation (RC) et son annexe, cahier des charges particulières (CCP) et l'acte d'engagement (AE)], dont les textes sont joints à la présente délibération, relatives au ramassage, au dépôt, à l'accueil et aux soins à la fourrière des animaux vivants (errants blessés, accidentés et/ou dangereux) ou morts, sur l'ensemble de l'espace public parisien.

Article 2 : Le préfet de police est autorisé à signer l'accord-cadre concernant le ramassage, le dépôt, l'accueil et les soins à la fourrière des animaux vivants (errants blessés, accidentés et/ou dangereux) ou morts, sur l'ensemble de l'espace public parisien avec la société SARL GROUPE HYGIENE ACTION, sise 24 rue du Chemin Vert, 93 290 Tremblay-en-France, SIRET n°409 209 376 00048.

Article 3 : Les dépenses correspondantes sont imputées sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section fonctionnement.

2022 PP 63 Autorisation de signer les marchés publics à conclure avec les attributaires désignés par la CAO et/ou les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du CCP.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 2122-21-6e ;

Vu le Code de la commande publique ;

Vu les délibérations approuvant le principe des opérations et les pièces de marchés publics jointes, dont les dates et références figurent au tableau annexé au présent projet de délibération ;
Vu les décisions de la commission d'appel d'offres de la Ville de Paris et, le cas échéant, du représentant du pouvoir adjudicateur concernant les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du Code de la commande publique ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police sollicite l'autorisation de signer les marchés publics dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans le tableau annexé ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission ;

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer chaque marché public dont l'objet, le montant et l'attributaire sont indiqués dans le tableau susvisé. Il est autorisé à procéder à leur mise au point éventuelle, dans les conditions et limites fixées par le Code de la commande publique.
Article 2 : Les dépenses correspondantes seront imputées sur le budget spécial de la préfecture de police selon les indications figurant dans les délibérations susvisées, approuvant le principe de l'opération et les pièces du marché public.

2022 PP 64 Modification de contrat n°4 au marché de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction de la caserne de la BSPP à Bourg-la-Reine.

M. Nicolas NORDMAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 8 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 8 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu la délibération n° 2016 PP 41 des 4, 5, 6 et 7 juillet 2016, par laquelle le Conseil de Paris approuve le principe de l'opération pour la reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Bourg-la-Reine (92330) ;
Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics ;
Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
Vu le projet de délibération, en date du 17 mai 2022, par lequel M. le préfet de police soumet à son approbation la modification de contrat n°4 au marché de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Bourg-la-Reine (92330) ;
Sur le rapport présenté par M. Nicolas NORDMAN, au nom de la 3e Commission,

Délibère :

Article 1 : Le préfet de police est autorisé à signer la modification de contrat n°4 au marché de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction de la caserne de la brigade de sapeurs-pompiers de Paris à Bourg-la-Reine (92330).
Article 2 : La dépense correspondante est imputée sur le budget spécial de la préfecture de police, exercices 2022 et suivants, à la section investissement.

2022 SG 15 Convention d'objectifs pour améliorer la propreté et la sécurité du secteur des puces de Saint-Ouen, entre la Ville de Paris, l'EPT Plaine Commune et la commune de Saint-Ouen (93).

M. Emmanuel GREGOIRE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Vu le code général des collectivités territoriales ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022 par lequel la Maire de Paris lui demande l'autorisation d'approuver la convention d'objectifs pour améliorer la propreté et la sécurité du secteur des puces de Saint-Ouen entre la Ville de Paris, l'EPT Plaine Commune et la commune de Saint-Ouen (93) ;
Vu la loi 82-1169 du 31 décembre 1982 relative à l'organisation administrative de Paris, Marseille et Lyon et des établissements publics de coopération intercommunale ;
Vu l'avis du Conseil d'arrondissement du 18e en date du 23 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Emmanuel GREGOIRE, au nom de la 5e Commission,

Délibère :

La Maire est autorisée à signer, au nom et pour le compte de la Ville de Paris, la convention d'objectifs pour améliorer la propreté et la sécurité du secteur des puces de Saint-Ouen, entre la Ville de Paris, l'EPT Plaine Commune et la commune de Saint-Ouen (93) dont le texte est joint en annexe à la présente délibération (annexe n°1).

2022 SG 24 Transformations Olympiques - Convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « activons la promenade des Hauteurs ! ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver une convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « activons la promenade des Hauteurs ! » ;
Vu l'avis du Conseil du 19e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Vu l'avis du Conseil du 20 e arrondissement en date du 18 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « activons la promenade des Hauteurs ! », ci-annexée.
Article 2 : La Maire de Paris est autorisée à signer la convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « activons la promenade des Hauteurs ! ».
Article 3 : Les recettes correspondantes, d'un montant total de 15 000 euros, seront constatées sur le budget de fonctionnement de la Ville de Paris des années 2022, ou suivantes, sous réserve des décisions de financement correspondantes.

2022 SG 28 Convention de coopération « Olympiade culturelle » entre Paris 2024 et la Ville de Paris dans le cadre de l'opération « 24 Jeux d'artistes ».

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver la convention de coopération « Olympiade culturelle » entre la Ville de Paris et Paris 2024 dans le cadre de l'opération « 24 Jeux d'artistes » ;
Vu le Conseil d'arrondissement de Paris Centre en date du 16 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention de coopération « Olympiade culturelle » entre la Ville de Paris et Paris 2024 dans le cadre de l'opération « 24 Jeux d'artistes », ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer ce contrat entre la Ville de Paris et Paris 2024 dans le cadre de l'opération « 24 Jeux d'artistes ».

2022 SG 31 Conventions de cession de droits avec la commune de Chamonix-Mont-Blanc et le Comité International Olympique pour l'utilisation de photos, de l'affiche et du film officiels des Jeux d'hiver de 1924.

M. Pierre RABADAN, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2511-1 et suivants ;
Vu le projet de délibération en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui demande d'approuver le contrat entre la Ville de Paris et la Commune de Chamonix-Mont-Blanc, d'une part, ayant pour objet d'encadrer l'utilisation des photos et l'affiche officiel des Jeux d'hiver de 1924 et, d'autre part, le contrat entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique ayant pour objet d'encadrer l'utilisation du film officiel de Chamonix 1924, dans le cadre du dispositif organisé pour les Jeux d'hiver 2022 à l'Accor Aréna ;
Vu l'avis du Conseil du 12e arrondissement en date du 17 mai 2022 ;
Sur le rapport présenté par M. Pierre RABADAN au nom de la 7e Commission,

Délibère :

Article 1 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et la commune de Chamonix-Mont-Blanc, ci-annexée.
Article 2 : la Maire de Paris est autorisée à signer ce contrat entre la Ville de Paris et la commune de Chamonix-Mont-Blanc.

Article 3 : Est approuvée la convention entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique, ci-annexée.
Article 4 : la Maire de Paris est autorisée à signer ce contrat entre la Ville de Paris et le Comité International Olympique.

2022 SG 40 Académie du Climat - Convention d'objectifs et de partenariat, conventions de partenariat, avenants à conventions avec plusieurs associations et acteurs institutionnels à l'appui des enjeux portés par l'Académie du Climat.

M. Patrick BLOCHE, rapporteur

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2511-1 et suivants, L.21-22 et suivants ;
Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 ;
Vu la délibération 2021 DASCO 146 adoptée au Conseil de Paris des 12, 13, 14 et 15 Octobre 2021 et autorisant notamment Mme la Maire de Paris à conclure avec les universités Paris Sciences Lettres et Gustave Eiffel des conventions de partenariat ;
Vu le projet de délibération présenté au Conseil de Paris en date du 17 mai 2022, par lequel Mme la Maire de Paris lui propose la signature de conventions d'objectifs et de partenariat avec l'association Janet Stedman, l'association Inventons nos Vies Bas carbone, la coopérative associative Clara pour Deb'Acteur, la fondation Tara Oceans, la Coalition d'organisations de jeunes agissant collectivement pour accélérer l'émergence d'une société écologique à la fois solidaire et démocratique, la signature de conventions de partenariat avec l'association Fibois Ile de France, l'association ICEB, l'association Institut des Futurs Souhaitables, l'association Graine IdF, l'association Les Effilochés - Art du fil, le Rectorat de Paris et enfin la signature de deux avenants de prorogation de durée, 6 mois, des conventions de partenariat avec les Université Paris Sciences Lettre et Gustave Eiffel ;
Considérant que grâce à plusieurs partenariats signés depuis son ouverture, l'Académie du Climat s'inscrit désormais comme un lieu de rencontres, de partage, de création, ouvert sur la Ville et investi par les jeunes ;
Considérant que les nouvelles conventions dont il est proposé la signature s'inscrivent au service des objectifs de l'Académie du Climat notamment s'agissant du développement d'une gouvernance partagée et d'une offre parvenant à atteindre des publics les plus éloignés du sujet de la transition écologique ;
Considérant que la Ville de Paris souhaite continuer à soutenir le développement de partenariats entre les pôles scientifiques des universités parisiennes et l'Académie du Climat ouverte depuis septembre 2021, dans la perspective inchangée de sensibiliser la jeunesse aux enjeux du changement climatique et de lui apporter des connaissances scientifiques précises et vérifiées ;
Considérant que si les universités Paris Sciences Lettres et Gustave Eiffel sont pleinement investies depuis septembre 2021 dans leur action de sensibilisation et de formation des publics de l'Académie du Climat, le démarrage récent, dans un contexte sanitaire particulier de ces missions, rend nécessaire la prorogation des conventions d'objectifs et de partenariat afin de permettre le développement des activités scientifiques souhaitées et aujourd'hui initiées ;
Sur le rapport présenté par M. Patrick BLOCHE au nom de la 6e Commission,

Délibère :

Article 1 : Mme la Maire de Paris est autorisée à signer avec les conventions d'objectifs et de partenariat, les conventions de partenariat et les avenants à conventions de partenariat annexés à la présente délibération.
Article 2 : La participation financière de la Ville de Paris d'un montant total de 22 000 € est approuvée. Cette participation sera versée aux partenaires suivants et répartie comme suit :

- L'Association Janet Stedman pour Street Art Rebellion à hauteur de 1 000 €
- l'Association Inventons nos vies bas carbone à hauteur de 6 000€
- la coopérative Clara pour Deb'Acteur à hauteur de 5 000€
- la Fondation Tara Océans à hauteur de 7 000 €
- l'Association Coalition d'organisations de jeunes agissant collectivement pour accélérer l'émergence d'une société écologique à la fois solidaire et démocratique à hauteur de 3 000€

selon l'échéancier indiqué dans les conventions.
Les dépenses correspondantes seront inscrites au budget de fonctionnement de la Ville de Paris (exercice 2022 et suivants).

2022 PEC 1 Créer une nouvelle solidarité collective : soutenir les aidantes et les aidants à Paris.

Mme Véronique LEVIEUX, rapporteure

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 3 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 3 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le Code Général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'Action sociale et des familles, en particulier son article L113-1-3 ;

Vu le Décret n° 2018-1325 du 28 décembre 2018 relatif à l'expérimentation de dérogations au droit du travail dans le cadre de la mise en œuvre de prestations de suppléance à domicile du proche aidant et de séjours de répit aidants-aidés ;

Vu l'Accord du 1er juillet 2021 relatif à l'accompagnement des salariés aidants et à la conciliation de leur situation avec leur vie professionnelle ;

Vu le projet de délibération 2022 PEC 1 en date du 17 mai 2022 par lequel Mme la Maire de Paris lui propose d'approuver la création d'une nouvelle solidarité collective afin de soutenir les aidantes et les aidants à Paris ;

Sur le rapport présenté par Mme Véronique LEVIEUX, au nom de la 4e Commission,

Délibère :

Article 1 : Une conférence citoyenne est créée, chargée de mieux comprendre les difficultés et besoins des proches aidant des personnes âgées ou en situation de handicap, notamment dans le cadre de leur relation avec l'administration parisienne ou/et avec leur employeur. Cette conférence de consensus inclura le plus largement possible toutes les parties intéressées, en particulier des aidants eux-mêmes ainsi que les associations qui les représentent.

Cette mission s'appuiera sur des correspondants désignés au sein des directions concernées.

Article 2 : Un travail de recensement, de cartographie et de valorisation des ressources et dispositifs existants en la matière sera effectué, pour mise en ligne sur un site dédié.

Article 3 : La Ville de Paris étudiera toutes les possibilités pour inciter au développement et au référencement de solutions de répit en destination des proches aidants. Ce travail comportera un volet concernant les aidants qui sont par ailleurs agents de la Ville afin d'étudier les nouvelles mesures de solidarité dont ils pourraient le cas échéant bénéficier, en plus du don de congés déjà mis en place. Il comportera également une campagne de sensibilisation en direction de l'ensemble des personnels municipaux susceptibles d'accompagner des aidant·e·s dans le cadre de leurs missions, en particulier les travailleurs sociaux en milieu scolaire.

Article 4 : Afin d'assurer une bonne diffusion des ressources et initiatives visées par les articles 2 et 3, des outils de communication grand public seront réalisés et diffusés. Ces outils comprendront des supports et actions en direction des entreprises pour inciter les entreprises à mettre en place des actions de reconnaissance des aidants salariés

Article 5 : La Ville de Paris étudiera la possibilité de mettre en place une « carte d'aidant·e parisien·ne », permettant en l'absence de dispositifs équivalent de faire reconnaître plus simplement le statut d'aidant d'une personne, ce qui permettrait de faire valoir les droits associés à ce statut plus facilement, au moins s'agissant des services et établissements publics de la Ville de Paris.

Article 6 : Un état des lieux de l'ensemble des actions en faveur des aidants entreprises par la ville de Paris ou par des partenaires publics ou associatifs sur le territoire parisien est effectué et communiqué.

Article 7 : La Ville de Paris communique annuellement sur l'évaluation de l'ensemble des actions en faveur des aidants dont elle est à l'initiative ou qu'elle soutient financièrement.

2022 V.83 Vœu relatif à l'assassinat de la journaliste palestienne Shireen Abu AKLEH.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu 7 déposé par Nicolas BONNET-OULALDJ, Raphaëlle PRIMET et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen ;

Considérant le meurtre de la journaliste palestino-américaine Shireen Abu AKLEH, survenu le 11 mai 2022, alors qu'elle couvrait dans le cadre de ses fonctions pour la chaîne Al Jazeera une opération de sécurité dans le camp de réfugiés de Jénine, en Cisjordanie ;

Considérant que Shireen Abu AKLEH a reçu une balle dans la tête, alors qu'elle portait un gilet pare-balles comportant l'inscription « PRESSE » et un casque de reportage ;

Considérant des scènes de violences, le 13 mai 2022, à l'occasion des funérailles de Shireen Abu AKLEH à Jérusalem comme en atteste de nombreuses vidéos ;

Considérant la condamnation de ce meurtre et de l'usage disproportionné de la force lors des obsèques, par la communauté internationale dont les États-Unis, d'où la victime était ressortissante et la France ;

Considérant la condamnation unanime de ce crime par le Conseil de sécurité des Nations Unies, le 13 mai 2022, qui a réclamé « une enquête immédiate, approfondie, transparente et impartiale » ;
Considérant la condamnation du meurtre de Shireen Abu AKLEH par l'Union européenne par le biais du porte-parole aux Affaires étrangères Peter STANO qui a réclamé qu'une enquête indépendante soit ouverte et par la voix de son Haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep BORELL, qui a regretté « l'usage disproportionné de la force ainsi que le comportement irrespectueux de la police israélienne à rencontre de participants au cortège funèbre » le 13 mai 2022 ;
Considérant qu'une trentaine de journalistes palestiniens ont trouvé la mort depuis le début des années 2000 ;
Considérant que Reporter sans Frontières exige une enquête indépendante sur l'assassinat de Shireen Abu AKLEH ;
Considérant que l'autorité palestinienne et le gouvernement israélien n'arrivent pas à se mettre d'accord sur le principe d'une enquête indépendante et impartiale, pourtant nécessaire, pour déterminer les circonstances exactes de ce meurtre et en designer les auteurs ;
Considérant que la police israélienne a annoncé le 13 mai 2022 qu'une enquête était ouverte sur l'intervention de ses agents lors du cortège funèbre ;
Considérant la constance avec laquelle la Ville de Paris appelle au respect inconditionnel des droits humains et du droit international ;
Considérant l'inaliénable attachement de la Ville de Paris à la liberté de la presse, valeur cardinale de toute démocratie ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Condamne l'assassinat de Shireen Abu AKLEH ;
  - Rende un hommage unanime à Shireen Abu AKLEH, et renouveler son soutien inconditionnel à la liberté de la presse et aux journalistes ;
  - Se joigne au Gouvernement français pour exiger une « enquête transparente » sur les circonstances du crime.

2022 V.84 Vœu relatif à la promotion des droits humains à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'organisation à Paris des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;
Considérant la défense des droits humains et de la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence comme un axe majeur de la diplomatie de la Ville de Paris ;
Considérant que le sport est un instrument de diplomatie dit de "soft power" ;
Considérant plus particulièrement que l'organisation d'événements sportifs internationaux est un instrument d'influence dont se servent des gouvernements autoritaires afin d'obtenir une plus grande acceptabilité de leurs régimes par l'opinion internationale et de mieux maintenir leur politique de répression ;
Considérant les exemples récents de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques d'été et d'hiver de 2008 et 2022 de Pékin, des Jeux Olympiques et Paralympiques d'hiver de Sotchi de 2014 et de la Coupe de Monde de Football de 2018 en Russie ou encore celui de la prochaine Coupe du Monde de Football de 2022 au Qatar ;
Considérant que ces événements sportifs internationaux sont aussi un instrument de publicité pour les entreprises et les marques qui s'en font les partenaires ;
Considérant les partenariats noués avec des entreprises dans le cadre des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024, dont avec :
Cisco, accusé en 2005, 2006 et 2011 par l'ONG Human Rights Law Foundation d'avoir fourni à l'Etat chinois des systèmes de surveillance de masse de l'internet et de l'espace public
Alibaba ayant reconnu avoir développé pour l'Etat chinois un logiciel de reconnaissance faciale raciste qui permettrait d'identifier des personnes d'origine ouïghour, suite à une enquête du New York Times et du magazine spécialisé IPVM en 2020
EDF accusé en 2021 par plusieurs ONG, dont CCFD-Terre solidaire, de violer des droits humains au Mexique dans le cadre d'un projet éolien sur des terres appartenant à des peuples autochtones
Intel accusé en 2022 par l'ONG Global Witness de contribuer au blanchiment de minerais liés à des conflits, au travail des enfants, ou issus de trafic et de contrebande en République Démocratique du Congo ;
Considérant les discriminations racistes, sexistes ou LGBTphobes persistantes dans le sport français et international, illustrées récemment par le refus d'un joueur du PSG de participer à un match lors d'une journée dédiée à la lutte contre l'homophobie ;

Considérant les nombreuses initiatives prises par des activistes, des supporters, des sportifs, mais aussi des instances sportives et des collectivités, parmi lesquelles Paris, en défense des droits humains et contre toutes les formes de discrimination lors d'événements sportifs internationaux ;
Considérant l'ambition de la Ville de Paris d'organiser de nombreux et ambitieux événements pendant la période des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 (célébrations, olympiades culturelles, etc.) ;
Considérant que Paris bénéficiera d'une attention exceptionnelle de l'opinion internationale lors du temps des jeux, ce qu'elle pourra mettre à profit pour promouvoir les droits humains, et la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence ;
Sur proposition Antoinette Guhl, Sylvain Raifaud, Fatoumata Koné et des élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris (GEP), au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris promeuve les droits humains, et la lutte contre toutes les formes de discrimination et de violence dans les espaces de célébration organisés par la Ville de Paris pendant les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

2022 V.85 Vœu relatif à l'entretien du Bassin de la Villette, du Canal de l'Ourcq et du Canal Saint-Denis, et aux moyens humains et matériels à mobiliser.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que le service des canaux, service technique de la Direction de la voirie et des déplacements, est chargé de gérer le réseau fluvial de la Ville de Paris, sur plus de 130 kilomètres traversant 43 communes ;
Considérant que dans le 19e, il gère le Bassin de la Villette, le Canal de l'Ourcq et le Canal Saint-Denis ;
Considérant que parmi les missions du service des canaux (entretien patrimonial d'ouvrages hydrauliques complexes, exploitation de la navigation de plaisance et de commerce et notamment les passages d'écluse ou de ponts mobiles, conciliation de cette exploitation avec la requalification urbaine des territoires du nord et de l'est métropolitain), il doit notamment assurer l'entretien des espaces naturels et du plan d'eau, et contrôler l'entretien régulier du plan d'eau qui revient aux concessionnaires (péniches, halte-nautique, Marins d'eau douce,…) entre leurs bateaux et les berges ;
Considérant que malgré tous les efforts des équipes du service des canaux, il n'est pas rare de constater des marées de déchets sur le Bassin de la Villette, le Canal de l'Ourcq ou le Canal Saint-Denis, notamment dues à la sur-fréquentation de ce spot de tourisme et de loisirs lors des beaux jours (nombreux abandons ou projections de déchets dans le canal
Sur proposition de François DAGNAUD, Roger MADEC, Halima JEMNI et des élu.e.s du groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :

- Que la dotation budgétaire du service des canaux soit augmentée afin de procéder au recrutement d'agents remplaçant.e.s supplémentaires notamment pour les absences dites "courtes" (arrêts maladies, RTT, congé de formation professionnelle) et ce dès le 1er jour d'absence, afin de pouvoir assurer correctement ses missions d'entretien du plan d'eau ;
- Qu'une sensibilisation régulière des péniches bénéficiaires d'un anneau soit assurée par le service des canaux pour que celles-ci entretiennent la partie les concernant du plan d'eau ;
- Qu'un effort d'investissement soit fait pour augmenter le parc de bateaux nettoyeurs du service des canaux.

2022 V.86 Vœu relatif à la Petite Ceinture Ferroviaire.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que la lutte contre la pollution est une des priorités de la majorité municipale ;
Considérant la nécessité de favoriser un report modal des transports utilisant des énergies fossiles vers des modes de transports non polluants, non bruyants, économes en énergies afin de contribuer à l'amélioration de la qualité de l'air et aux conditions de vie des parisien·nes singulièrement pour celles et ceux habitant aux abords du périphérique ;
Considérant la nécessité de construire et d'organiser un schéma cohérent de transport de marchandises non polluant pour préserver le dynamisme économique et social de Paris ;
Considérant la présentation de la future transformation du périphérique engagée qui engendrera, in fine, un report de la circulation automobile vers les transports en commun et du fret routier vers le fret ferroviaire ;

Considérant que la petite ceinture ferroviaire fait partie des solutions à envisager pour organiser ce report du fret routier vers le fret ferroviaire à Paris, en lien avec la création de pôles logistiques multimodaux ;
Considérant qu'à ce titre, la petite ceinture est inscrite au réseau ferré national (RFN), au SDRIF et représente un enjeu stratégique pour notre métropole ;
Considérant que la Mairie de Paris a un intérêt environnemental et économique à ne pas endommager le potentiel ferroviaire de la petite ceinture ferroviaire ;
Considérant que ce site est un potentiel lieu de vie et d'ouverture à la promenade pour les visiteurs, mais que sa vocation première est ferroviaire ;
Considérant la nécessité d'avoir une vision d'ensemble de l'utilisation et de l'aménagement des usages de la petite ceinture, et non une vision parcellaire ;
Considérant la nécessité de développer une mixité des usages sur la petite ceinture ferroviaire, conciliant appropriation des espaces verts exploitables par les parisien·nes et activité sur rail, afin de tirer au maximum parti du patrimoine de la petite ceinture ;
Considérant que le Schéma Directeur de la Région Île-de-France (SDRIF), qui s'appuie sur une étude de l'IAURIF, impose le maintien du linéaire et la réversibilité de tout aménagement sur la ligne ;
Considérant la nouvelle version du projet de ZAC Bercy-Charenton qui « ignore totalement la vocation ferroviaire de la Petite Ceinture, étant reléguée comme simple voie verte » selon les mots de l'Association de sauvegarde de la Petite Ceinture ;
Considérant que le projet de ZAC Bercy-Charenton prévoit d'accueillir 3500 habitants et 3900 emplois alors même qu'aucun transport en commun supplémentaire n'est envisagé dans cette zone ;
Considérant la saturation du tramway T3a, la difficulté d'accès de la ligne 8 du métro situé de l'autre côté du faisceau de la gare de Lyon, et la distance entre la nouvelle ZAC et la ligne 14, par ailleurs également saturée ;
Considérant l'électrification de la portion de la petite ceinture située dans le parc Martin Luther King au mois d'octobre 2021 et la circulation dès le 14 décembre d'un train DB Cargo France sur cette petite ceinture afin d'approvisionner la centrale à béton Eqiom ;
Considérant que la meilleure manière de garantir la réversibilité de la Petite ceinture est de mettre en place une activité ferroviaire douce et ponctuelle sur son tracé ;
Considérant qu'il existe des modalités de valorisation qui permettent de conjuguer les impératifs écologiques de transport, de respect de la biodiversité et la volonté de la Ville d'ouvrir la Petite ceinture au public comme le développement du vélorail, des draisines ou des trains de la découverte, trains expo, train JO ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Philippe Gillet et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Qu'un Comité de pilotage soit à nouveau réuni de façon régulière pour permettre une vision globale des transformations en cours sur la petite ceinture ferroviaire, en intégrant tous les acteurs concernés par la gestion et l'avenir de cette infrastructure ferroviaire ;
- Que la réversibilité soit réellement respectée et garantie sur l'intégralité du linéaire ;
- Que, sur le projet de ZAC Bercy Charenton, soit conservé le linéaire de la petite ceinture et que les modes de circulation douce et transports en commun soient privilégiés dans les études de conception à venir ;
- Que dans le cadre de l'occupation temporaire de la future ZAC Bercy-Charenton organisée par Yes We Camp soient intégrés les usages ferroviaires de la petite ceinture ;
- Que soit relancée l'utilisation et l'exploitation de la petite ceinture dans le cadre de projets d'ouverture au public à travers des activités ferroviaires comme le vélorail, les draisines et autres circulations (train de la découverte, train explo, train JO, wagons restaurants...) faisant appel à du matériel roulant non bruyant, écologique, équipé des nouvelles technologies en matière ferroviaire.

2022 V.87 Vœu relatif à la préservation du patrimoine arboré parisien.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'ambition de la Ville de Paris en matière de préservation des arbres parisiens, ambition matérialisée par la présentation et le vote du Plan Arbre et de la Charte de l'Arbre au Conseil de Paris d'octobre 2021 ;
Considérant l'amendement n°133 porté par le Groupe Écologiste de Paris à cette occasion et voté par le Conseil de Paris demandant la création d'un comité de la nature regroupant un collège d'experts, de citoyen.ne.s tiré.es au sort, d'associations de protection environnementale et des services de la Ville compétents afin d'examiner en amont les grands projets nécessitant des abattages d'arbres ;
Considérant l'amendement n°6 déposé par le Groupe Écologiste de Paris relatif aux pratiques de tailles raisonnées et l'amendement 6bis proposé en réponse par l'exécutif et voté par le Conseil de Paris spécifiant ainsi dans le Plan Arbre l'objectif de "généraliser la mise en œuvre des pratiques de

tailles raisonnées, respectueuses de la biologie des arbres. Limiter les tailles et abattages entre le 15 mars et le 31 juillet (sauf pour motif de sécurité notamment). Privilégier les tailles permettant un développement en port libre naturel et non contraint des arbres dans leur environnement proche." (Axe 2, Action 10) ;
Considérant le vœu n°19 rattaché au Plan arbre déposé par le Groupe Écologiste de Paris relatif aux moyens alloués à la réalisation du Plan Arbre et adopté par le Conseil de Paris ;
Considérant que l'amendement n°134 déposé par le Groupe Écologiste de Paris relatif au recensement participatif des arbres remarquables et remarqués et voté par le Conseil de Paris a donné lieu à la création d'un Observatoire des arbres par le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de Paris ;
Considérant que, grâce à ce nouvel outil, la Ville de Paris se donne l'objectif de recenser les arbres, groupements d'arbres ou végétaux remarquables afin de proposer leur protection dans le futur Plan Local d'Urbanisme bioclimatique de Paris ;
Considérant l'objectif de la Charte de l'Arbre proposée par la Ville de Paris aux aménageurs qui conduisent des opérations à Paris à travers un séminaire organisé en 2021 ainsi que l'objectif fixé par le Plan Arbre de co-construire avec ces opérateurs des carnets de bord de suivi du patrimoine arboré sur les opérations d'aménagements publiques ;
Considérant le courrier adressé par la Ville de Paris aux aménageurs, bailleurs sociaux et grands opérateurs le 15 décembre 2020 leur enjoignant de "lancer d'ici la fin de l'année un réexamen des prévisions d'abattages afin d'en limiter le nombre sur chacune de leurs opérations" ;
Considérant l'émoi suscité par la programmation d'abattages d'arbres de grande maturité ainsi que la construction de bâtiments à proximité immédiate de ces arbres dans le périmètre du Projet Grand Site Tour Eiffel consacré aux pieds de la Tour ;
Considérant que la pétition lancée par des associations de protection environnementale et des citoyen.ne.s demandant la préservation de ces arbres atteint à ce jour 138 000 signatures ;
Considérant l'abattage de 76 platanes situés sur le long du boulevard périphérique Porte de Montreuil, pour l'essentiel sains et de moyenne maturité, a suscité la stupeur chez les habitant.e.s ;
Considérant que les parisiennes et les parisiens s'engagent de plus en plus fortement pour la protection du végétal, enjeu d'autant plus décisif dans une ville aussi dense et minérale que Paris ;
Considérant que le Groupe Écologiste de Paris porte un projet de sobriété urbanistique et de préservation maximale du patrimoine végétal existant parisien ;
Sur proposition de Chloé SAGASPE, Antoinette GUHL, Sylvain RAIFAUD, Émile MEUNIER, Corine FAUGERON, Aminata NIAKATÉ, Fatoumata KONÉ et des élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris (GEP), au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Procède d'ici l'été 2022 à un réexamen des prévisions d'abattage d'arbres dans les projets urbains en cours de développement ;
  - Présente d'ici l'été 2022, aux membres de la 8e commission, le bilan du séminaire organisé avec les aménageurs sur la Charte de l'Arbre ;
  - Établisse et présente d'ici l'été 2022 les prescriptions détaillées émises par la Ville et destinées aux aménageurs afin de respecter la Charte de l'Arbre ;
  - S'engage à inscrire dans ces prescriptions une distance minimum de protection des arbres et de leurs racines en cas de chantier ainsi qu'une grille de ce périmètre de sécurité en fonction de l'âge et de l'essence de l'arbre concerné ;
  - Ré-examine de toute urgence les projets d'abattages ou de tailles prévus d'ici septembre 2022 afin de se conformer aux objectifs de tailles raisonnées et de respect de la période de nidification des oiseaux ;
  - Mette en place d'ici 2023, en concertation avec les associations de protection environnementale, une grille des critères pour le futur label arbres, végétaux ou groupes d'arbres à préserver du PLUb, intégrant notamment la maturité, l'emplacement et l'essence ;
  - Organise le lancement officiel du comité de la nature d'ici l'été 2022, comité qui aura vocation à suivre les carnets de bord des grands projets ;
  - Produise et présente un budget de financement du Plan Arbre conformément à l'engagement pris lors du vote du vœu n°19 au Conseil de Paris d'octobre 2021.

2022 V.88 Vœu relatif au respect de la charte du bien-être animal par les prestataires proposant des promenades à poney.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu 25 présenté par Samia BADAT-KARAM, René-François BERNARD, Anne BIRABEN, Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Franck MARGAIN, Anne-Claire TYSSANDIER et les élus du groupe Changer Paris ;

Considérant le vœu 26 présenté par Pierre-Yves BOURNAZEL et les élus du groupe Indépendants et Progressistes ;

Considérant l'adoption en juillet 2021 par le Conseil de Paris de la charte du bien-être animal ;

Considérant l'inclusion dans les conventions des organisateurs de balades à Poney à Paris, renouvelées en 2021, de nouvelles règles relatives au bien-être animal, fixant notamment la limitation du nombre de journées travaillées, l'encadrement du transport, la nécessité d'ombrage, d'accès à l'eau et au foin pour ces animaux dans le respect de leurs besoins physiologiques ;

Considérant que l'ensemble des critères relatifs au bien-être animal ont été rédigés en prenant en compte les protocoles et avis de vétérinaires et de professionnels du secteur ;

Considérant des manquements aux règles inscrites dans les conventions constatées chez certains organisateurs de balades à poney, à la suite de contrôles réalisés par la Mission animal en ville (DEVE) et par des agents assermentés de la DAE ;

Considérant le lancement par la Ville de Paris d'une procédure administrative à l'encontre des organisateurs concernés, les mettant en demeure de se mettre en conformité dans un délai règlementaire d'un mois ;

Considérant que les services de la ville procéderont à de nouveaux contrôles aléatoires sur les sites concernés ;

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris s'engage à poursuivre la procédure administrative engagée à l'encontre des organisateurs de balades à poney ne respectant pas les règles relatives au bien-être animal et applique, dans le cas où les manquements perdureraient à l'issue de la procédure, des sanctions pouvant aller d'une pénalité de 500 euros par jour, jusqu'au retrait des autorisations d'exercer.

2022 V.89 Vœu relatif au renforcement des ambitions du Plan alimentation durable 2022 - 2027 de la Ville de Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que le « Plan alimentation durable 2022-2027 » contribue à atteindre la neutralité carbone en 2050 conformément aux objectifs de l'Accord de Paris ;

Considérant que la Ville s'est fixée comme objectif pour ce plan 2022-2027 de proposer une alimentation 100% durable, s'appuyant sur des denrées labellisées bio et/ou durables et sur un approvisionnement à 50% local dans un rayon de moins de 250 km de Paris ; sans préciser d'échéance pour chacun des objectifs autre que celle de la fin du Plan en 2027 ;

Considérant la loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant sur la lutte contre le dérèglement climatique et le renforcement de la résilience face à ses effets (Climat Résilience) qui prévoit que les collectivités territoriales volontaires puissent expérimenter un repas végétarien pour tous chaque semaine à titre expérimental dans les restaurants scolaires, et considérant que la Ville de Paris peut encore aller plus loin dans ses cantines scolaires ;

Considérant qu'un bilan annuel doit être présenté au Comité scientifique et citoyen et au comité de pilotage du plan, regroupant les acteurs et actrices de la restauration collective parisienne, qui fera l'objet d'une présentation au Conseil de Paris ;

Considérant la nécessité pour ce bilan de s'appuyer sur des objectifs précis et chiffrés ainsi qu'un calendrier, le cas échéant, avec des jalons, pour mesurer et s'assurer de l'évolution de la réalisation des ambitions du « Plan alimentation durable 2022-2027 » ;

Considérant la nécessité d'élaborer et d'inscrire dans le plan des indicateurs dédiés afin de mesurer et suivre l'état d'avancement des objectifs action par action, la mise en œuvre globale du plan et les progrès accomplis ;

Considérant la volonté de la ville de Paris de créer à mi-mandat AgriParis, opérateur qui accompagnera la structuration de filières locales durables à destination de la restauration collective, aujourd'hui en phase de la préfiguration ;

Considérant la nécessité d'accélérer la baisse des émissions de gaz à effet de serre dans la restauration collective parisienne ;

Considérant le bilan positif de la démarche « climat-cantines » expérimentée dans les 9e et 10e arrondissements pour réduire l'impact carbone des menus, qui devrait être à terme généralisée à tout Paris et considérant que 3 caisses d'école supplémentaires vont rejoindre la démarche dès 2022.
Sur proposition de Chloé SAGASPE, Corine FAUGERON, Alice TIMSIT, Sylvain RAIFAUD, Fatoumata KONÉ et des élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris, au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Établisse et communique un calendrier précis de mise en œuvre du Plan alimentation durable afin de fixer une échéance pour atteindre chaque objectif inscrit dans ce plan ;
  - Inscrive directement dans ce plan et pour chacune des fiches actions les indicateurs de suivi et les échéances d'atteinte des objectifs ;
  - Établisse et communique un calendrier de création et de lancement d'AgriParis, autre pilier de l'action de la ville en faveur de l'agriculture et de l'alimentation durable ;
  - Encourage et accompagne les Caisses des écoles volontaires vers le développement de la production en liaisons chaudes et de cuisines de proximité pour la restauration scolaire parisienne ;
  - Accompagne l'ensemble des Caisses des écoles volontaires dans la réduction de leur impact carbone notamment à travers les démarches déjà mises en œuvre comme « climat-cantines » ou l'accompagnement assuré par le Groupement des agriculteurs biologiques Ile de France.

2022 V.90 Vœu relatif à un accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'inflation des matières premières et l'attaque qu'elle représente contre le pouvoir d'achat des Français et des Parisiens ;
Considérant l'augmentation des prix de 10% sur l'huile, de 10,9% sur la farine, de 15,3% sur les pâtes, de 11,3% sur la viande surgelée s'ajoutant à l'explosion des prix de l'électricité, du gaz et des carburants ;
Considérant qu'en 2018, plus d'un Français sur cinq n'avait pas les moyens de manger cinq fruits et légumes par jour ;
Considérant qu'avant même la crise COVID, un étudiant sur cinq vivait sous le seuil de pauvreté et que 74% d'entre eux déclaraient avoir des difficultés financières, les empêchant de se nourrir correctement ;
Considérant l'ouverture en 2016 d'une première halle alimentaire dans le 10e arrondissement, soutenue par la Ville de Paris ;
Considérant que la Ville soutient à travers l'appel à projets alimentation durable et solidaire l'installation de commerces alimentaires durables accessibles à toutes et tous partout dans Paris et notamment dans les quartiers prioritaires de la Ville ;
Considérant que 84% des Parisiens considèrent que le principal frein à l'achat du bio reste son prix ;
Considérant l'explosion du nombre de scandales alimentaires ces derniers mois et les contaminations qui ont parfois eu des conséquences mortelles sur les publics les plus précaires et en particulier les plus jeunes ;
Considérant que l'alimentation est une question de santé publique ;
Considérant qu'aujourd'hui en France, plus d'une personne sur deux est en surpoids, et que 17% des Français ont un IMC supérieur à 30, définissant le seuil de l'obésité ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que des halles alimentaires soient mises en place dans chacun des arrondissements comportant au moins un quartier prioritaire, qui n'en sont pas déjà dotés, d'ici la fin du mandat, en veillant à ce que leur implantation ne fragilise pas les initiatives déjà existantes, notamment celles portées par les acteurs de l'ESS ;
- Qu'une étude soit lancée concernant la possibilité de création d'une légumerie et d'une conserverie municipales en tenant compte des projets existants ou à venir sur les territoires parisien et francilien à l'initiative notamment des agriculteurs et des agricultrices, des gestionnaires de la restauration collective, des acteurs de l'ESS et des acteurs de l'aide alimentaire et de la lutte contre la précarité alimentaire.

2022 V.91 Vœu relatif à la condamnation des boites aux lettres à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que La Poste est chargée d'assurer le service universel postal, service public indispensable aux habitant·e·s ;

Considérant que l'ensemble des services publics est vecteur d'égalité, permet l'accès aux droits, la couverture des besoins et constitue un lien social fondamental pour les citoyen·ne·s à commencer par les plus fragiles d'entre eux ;

Considérant qu'en 2014, la ville de Paris comptait 1810 boites aux lettres sur son territoire ;

Considérant qu'en 6 ans, le Groupe La Poste a ordonné l'obstruction et la condamnation de 510 boites aux lettres à Paris ;

Considérant que la ville de Paris compte actuellement 1751 boites aux lettres ;

Considérant que ces boites aux lettres sont inégalement réparties sur le territoire parisien, les arrondissements périphériques et les quartiers populaires étant moins équipés que ceux du centre de la capitale ;

Considérant qu'en 2014, le 12eme arrondissement comptait 105 boites aux lettres, et qu'en 6 ans, 24 ont été supprimées ;

Considérant que dans le seul secteur Daumesnil-Charenton-Proudhon, 5 boites aux lettres ont récemment été condamnées ;

Considérant l'incompréhension des riverain·e·s face à ces suppressions de boites aux lettres qui génèrent de nombreuses difficultés, particulièrement auprès des personnes âgées ou à mobilité réduite ;

Considérant les nombreuses alertes des habitant·e·s et des collectifs des riverain·e·s sur le manque de communication relatif aux opérations de condamnation de boites aux lettres ;

Considérant le vœu porté par le Groupe communiste et citoyen relatif au réseau de boite aux lettres à Paris adopté à l'unanimité en Conseil du 12e arrondissement le 17 mai 2022 ;

Considérant le vœu porté par le Conseil de Quartier Saint Blaise relatif au bureau de poste Saint Blaise et au maintien de la boite aux lettres place Saint Blaise, adopté par le Conseil du 20e arrondissement le 18 mai 2022.

Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Barbara Gomes et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris
  - Demande au groupe La Poste de transmettre un état des lieux des boites aux lettres parisiennes et de transmettre des informations sur les nombreuses fermetures de boites aux lettres à Paris ;
  - Interpelle le Groupe La Poste sur le réseau de boites aux lettres à Paris, et que La Poste s'engage à tenir compte de l'inégale répartition des boites aux lettres sur le territoire parisien et à remplacer immédiatement les boites aux lettres condamnées dans les quartiers populaires et les quartiers les moins équipés en boites aux lettres ;
  - Ouvre une concertation avec chaque mairie d'arrondissement, sous l'égide de la Commission Départementale de Présence Postale et Territoriale, sur l'état du réseau afin de garantir son bon fonctionnement et un accès optimal de ce service public à l'ensemble des Parisiennes et des Parisiens.

2022 V.92 Vœu relatif à la régularisation des travailleurs sans papiers sur les chantiers des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant les nombreux chantiers engagés depuis 2020 concernant les futures installations nécessaires à l'accueil des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 ;

Considérant la charte sociale signée le lundi 20 mars 2017 entre le comité de candidature de Paris aux Jeux Olympiques avec les principales organisations syndicales : CGT, CFDT, CFE-CGC, FO et CFTC ;

Considérant que cette charte a joué un rôle majeur dans le choix des syndicats de soutenir la candidature puis l'accueil de ces jeux Olympiques et Paralympiques à Paris et en Île-de-France ;

Considérant que cette charte doit garantir une démarche une démarche de développement humain et durable ;

Considérant le point numéro 8 de cette charte sociale : "Le Comité d'Organisations des Jeux Olympiques et Paralympiques] fera respecter les normes internationales du travail et notamment "le travail décent" au sens de l'OIT auprès des sous-traitants et des fournisseurs" ;

Considérant que dès cet été, le chantier du Village des Athlètes accueillera à lui seul plus de 3000 ouvriers dès cet été ;

Considérant le signalement de 12 travailleurs sans papiers sur le chantier du Village des Athlètes à la fin du mois de mars ;
Considérant qu'être sans papiers entraine une précarité de l'emploi, rend expulsable les personnes concernées, et les prive d'allocations et de cotisations pour la retraite ;
Considérant que l'intervention de l'inspection du travail sur ce chantier a été permise par un signalement préalable de la CGT ;
Considérant que depuis, cette procédure a entraîné la régularisation de ces 12 travailleurs ;
Considérant le courrier envoyé par la Maire de Paris, Anne Hidalgo, le 10 mai 2022 au Délégué interministériel aux Jeux Olympiques et Paralympiques, M. le Préfet Michel Cadot l'alertant sur les conditions d'emplois sur le chantier du Village Olympique et demandant qu'une réunion soit tenue rapidement pour échanger sur ces questions et discuter des solutions à apporter, associant M. Tony ESTANGUET, Président de Paris 2024, et Bernard THIBAULT en sa qualité de représentant des syndicats pour la France à l'Organisation Internationale du Travail.
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Philippe Gillet, Raphaëlle Primet et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la SOLIDEO permette la tenue de permanences dans l'enceinte des chantiers des JOP 2024 dont elle a la maitrise d'ouvrage, avec un affichage d'informations clair et accessible concernant l'accès aux droits, et poursuive le dialogue syndical avec les représentants des salariés pour améliorer les conditions d'emploi des travailleurs ;
- Que l'État régularise les travailleur.ses sans papiers.

2022 V.93 Vœu relatif au dispositif des Parcours Emploi Compétences.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant le vœu 38 déposé par Nathalie MAQUOI et les élu·es Génération·s et par Fatoumata KONÉ et les élu·es du groupe écologiste de Paris,
Considérant la circulaire n°DGEP/MIP/METH/2022/29 du 7 février 2022 modifiant les règles de mise en œuvre et de reconduction des Parcours Emploi Compétences (PEC), notamment les conditions d'accès et la durée de ceux-ci,
Considérant que cette restriction fait suite à la suppression des emplois tremplins par la région Ile de France puis à la réduction sans précédent dès 2017 des Contrats unique d'insertion - contrats d'accompagnement dans l'emploi puis à leur remplacement par les Parcours Emploi Compétences à un niveau de volume bien moindre, au détriment le plus souvent des salariés les plus fragiles et des personnes plus éloignées de l'emploi.
Considérant que depuis 5 ans, ces décisions successives ont été prises sans aucune forme de concertation et de manière extrêmement brutale pour les salariés concernés,
Considérant que de tels choix politiques ont engendré une baisse considérable du nombre d'emplois aidés, dans les collectivités locales et également dans le monde associatif, où le nombre de contrats est passé à Paris de près de 6500 en 2016 à moins de 1300 en 2020,
Considérant que l'accès à l'emploi demeure toujours aussi difficile pour bien des demandeurs d'emplois,
Considérant l'impact économique de ces mesures sur le secteur non marchand, les collectivités, les associations, et plus généralement les employeurs de l'Économie Sociale et Solidaire,
Considérant le vœu de l'exécutif voté lors de la séance du Conseil de Paris des 25, 26 et 27 septembre 2017 suite à la réduction du nombre de contrats aidés par l'État, alors déjà décidée en catimini, au cœur de l'été,
Considérant le courrier adressé le 7 septembre 2017 par la Maire de Paris à Mme Muriel Pénicaud, ministre du travail, alertant sur la rupture opérée par l'État sur la politique de retour à l'emploi via les dispositifs de contrats aidés, menant à la très forte complexité des nouvellement nommés « PEC » et alertant sur les conséquences pour les chômeurs mais également pour les associations et collectivités,
Considérant le courrier adressé le 31 mars 2022 par l'adjoint à la Maire de Paris en charge des Ressources humaines, du dialogue social et de la qualité du service public à Mme Elisabeth Borne, alors ministre du travail, resté à ce jour sans réponse, alertant sur les répercussions immédiates de cette décision, notamment pour les 90 agents de la Ville de Paris de plus de 58 ans recrutés par le biais de ce dispositif,
Considérant le refus de l'Etat d'entrer dans une démarche de concertation permettant de définir avec les bénéficiaires et employeurs de ces dispositifs un véritable outil d'insertion professionnel et de formation facilement utilisable et pérenne,
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que le gouvernement abroge la circulaire DGEFP/MIP/METH/MPP/2022/29 du 7 février 2022 et renforce au contraire les moyens consacrés aux emplois aidés comme outil d'insertion professionnelle

et aux salariés recrutés par ce biais : durée des contrats, taux de prise en charge par l'opérateur de l'État, l'Agence de services et de paiement (ASP), moyens consacrés à la formation des salariés ;
- Que l'État organise enfin une concertation avec l'ensemble des acteurs concernés, notamment les employeurs publics territoriaux et associatifs autour des contrats d'aidés, de leurs objectifs et de leurs règles de fonctionnement.

2022 V.94 Vœu relatif à la mise en place d'une réduction du temps de travail tenant compte de l'âge des agents de la Ville de Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'amendement 113 déposé par Nicolas BONNET OULALDJ, Raphaëlle PRIMET, Jean-Philippe GILLET et les élu-e-s du Groupe Communiste et Citoyen (GCC) ;

Considérant le vœu 40 déposé par Jérôme GLEIZES, Nour DURAND-RAUCHER, Léa VASA, Alice TIMSIT, Fatoumata KONÉ et les élu-e-s du Groupe Écologiste de Paris (GEP) ;

Considérant l'application de la loi n o 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Considérant le rôle essentiel des agents du service public qui a, à nouveau, été salué à l'occasion de la crise du COVID ;

Considérant que loi de transformation de la fonction publique met à mal la conception française et républicaine de la fonction publique garantissant de servir l'intérêt de toutes et tous plutôt que les intérêts particuliers ;

Considérant la délibération 2022 DRH 43 qui prévoit la mise en place d'un nouveau règlement du temps de travail, inscrivant un certain nombre de mesures tenant compte du niveau de pénibilité des métiers exercés par les agents de la Ville de Paris ;

Considérant la possibilité offerte aux collectivités locales de mettre en place des dispositifs de compensation horaire pour tenir compte de ces pénibilités au travail ;

Considérant le courrier adressé le 31 mars 2022 à la Ministre de la Transformation et de la Fonction publiques par Emmanuel Grégoire et Antoine Guillou sollicitant, au regard des positions divergentes du contrôle de légalité sur le territoire français, un avis ministériel sur la question du lien âge, pénibilité et temps de travail ;

Considérant que ce courrier est demeuré sans réponse ;

Considérant que le temps de travail devrait évoluer tout au long de la vie en tenant compte des rythmes biologiques des individus et de leurs métiers ;

Considérant que la reconnaissance de Sujétions liées à la pénibilité du travail se traduit par l'octroi d'une réduction du temps de travail annuel variant en fonction de la pénibilité des métiers ;

Considérant que le vieillissement peut en effet entraîner chez les agents exerçant dans les métiers plus pénibles des troubles physiques importants, pouvant conduire à l'inaptitude ;

Considérant que l'âge avançant, certaines activités ayant été répétées de longues années durant, et certaines activités notamment physiques étant plus complexes à réaliser lorsque l'on vieillit, il est pertinent d'envisager des mesures d'assouplissement du temps de travail pour ces personnels ;

Considérant les nombreux travaux de l'ANACT soulignant que plus un salarié vieillit, plus la durée où il a été exposé à des situations de travail pénibles dans sa carrière est potentiellement importante ;

Considérant que les salariés seniors sont donc naturellement plus touchés par l'usure professionnelle ;

Considérant les risques d'accident du travail ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnelle, croissants avec l'âge des travailleurs et travailleuses ;

Considérant que cette usure professionnelle, en plus de ses effets négatifs sur la santé, impacte également la capacité des agents à réaliser leur travail et a donc des effets néfastes sur les performances de l'organisation ;

Considérant la démarche active de prévention de l'usure professionnelle qui est menée à la Ville de Paris ;

Considérant le vieillissement en termes d'âge moyen des personnels de la Ville de Paris, tout comme de l'ensemble de la population active au niveau national ;

Considérant les reculs successifs de l'âge de départ à la retraite et donc l'allongement de la carrière non sans conséquences sur la santé au travail ;

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris
  - Interpelle le nouveau Ministre de la Transformation et de la Fonction Publiques afin d'obtenir une interprétation ministérielle sur la question d'une bonification possible des sujétions liées à la pénibilité liée à l'âge ;
  - Entame une fois cet accord obtenu une analyse métier par métier, mission par mission portant sur l'âge moyen d'apparition de l'inaptitude permettant de fonder une grille complémentaire progres-

sive dans le temps en fonction du vieillissement des agents visant à bonifier les sujétions particulières d'heures de travail annuelles en moins ;
- Après accord de principe, et une fois cette analyse menée, adapte le règlement du temps de travail en conséquence ;
- Poursuive sa politique active de lutte contre les inaptitudes afin d'en limiter au maximum la survenue.

2022 V.95 Vœu relatif au déploiement de la fibre optique à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 13 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 13 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu 42 déposé par Sylvain RAIFAUD, Fatoumata KONÉ et les élu-e-s du Groupe Écologiste de Paris ;

Considérant le vœu 43 déposé par Vincent BALADI et les élus du groupe Changer Paris ;

Considérant les multiples coupures intempestives dont sont régulièrement victimes les Parisiennes et les Parisiens en raison de raccordements trop souvent mal réalisés ;

Considérant que la qualité du raccordement à la fibre optique constitue un enjeu essentiel en termes de service public ;

Considérant les conventions « d'opérateur d'immeuble » signées par les opérateurs de télécommunications pour la création et la maintenance des « colonnes montantes en fibre optique ;

Considérant la mauvaise communication entre les opérateurs et le recours à de multiples strates de sous-traitants, qui pour certains s'avèrent insuffisamment formés ;

Considérant les conditions de travail souvent difficiles auxquelles sont confrontées les technicien.ne.s chargé.e.s des raccordements de fibre, ainsi que les plans sociaux annoncés chez plusieurs sous-traitants (Scopelec et Sogetrel) du fait de la perte de contrats ;

Considérant le grand nombre de demandes auquel font face les mairies d'arrondissement, sans disposer d'interlocuteurs identifiés au sein des opérateurs ;

Considérant la nécessité de privilégier l'usage de réseaux fixes plutôt que mobiles pour les usages liés au très haut débit pour limiter les impacts environnementaux ;

Considérant le contrôle insuffisant du bon fonctionnement des points de mutualisation des raccordements dans les immeubles parisiens dans un contexte de multiplication des interventions ;

Considérant que la prise en compte de ces dysfonctionnements par les acteurs de la filière, malgré la récente signature d'une charte au niveau national, demeure largement insuffisante ;

Considérant que les réseaux de télécommunications sont les seuls réseaux urbains qui ne font pas l'objet d'un monopole public local ;

Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris convoque une réunion avec les différents opérateurs afin que soit mis en place un canal de communication permettant aux Parisiennes et aux Parisiens de signaler les dysfonctionnements qui les pénalisent ;
- Que l'ARCEP (Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse), et/ou les opérateurs sous le contrôle de l'ARCEP, adressent chaque année à la Ville de Paris et à chaque Mairie d'arrondissement un rapport sur la qualité de service sur leur territoire, qui soit également rendu public ;
- Que les opérateurs de fibre optique, comme l'ensemble des entreprises assurant des missions de service public sur le territoire parisien, désignent en leur sein des interlocuteurs territoriaux compétents pour être le point de contact de chaque Mairie d'arrondissement afin de permettre un signalement efficace des dysfonctionnements ;
- Que la Ville de Paris interpelle l'Etat et l'ARCEP sur les dispositions législatives, réglementaires et du cadre de régulation à modifier afin d'agir sur les principales failles observées :
  - La formation et de certification des technicien.e.s
  - Le développement des outils de contrôle des interventions et de la qualité de service
  - L'adéquation du barème de pénalités et d'indemnisation financières à verser par les opérateurs en cas de non-respect de leurs obligations et engagements
- Que la Ville étudie les possibilités de contrôle, d'encadrement et d'intervention dont disposent les collectivités et interpelle l'Etat et l'ARCEP sur leurs besoins en ce domaine, y compris en zone "très dense" réputée prise en charge par l'initiative privée ;
- Que, de manière générale, l'État et les opérateurs assurent la sécurité des infrastructures en mettant en œuvre les mesures appropriées.

2022 V.96 Vœu relatif à la réunion de l'Observatoire de la téléphonie mobile.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la nouvelle Charte parisienne de la téléphonie mobile a été adoptée lors des séances des 9, 10 et 11 mars 2021 du Conseil de Paris ;

Considérant que cette nouvelle charte prévoyait la mise en place d'un Observatoire de la téléphonie mobile, garante du respect des engagements pris par les opérateurs en matière de protection de l'environnement, de Plan Climat, d'inclusion numérique et de protection des données ;

Considérant que cet Observatoire est composé d'élus représentants tous les groupes du Conseil de Paris, les quatre opérateurs de téléphonie mobile, les représentants d'associations de consommateurs et de locataires, d'associations de protection de l'environnement, les agences nationales et régionales concernées, ainsi que deux experts scientifiques ;

Considérant que l'Observatoire a également pour mission d'anticiper les évolutions technologiques nécessitant une révision de la Charte, telles que le développement des micro-antennes ou l'ouverture de la fréquence 26 Ghz ;

Considérant que les opérateurs devaient communiquer annuellement, dans le cadre de l'Observatoire, des données chiffrées sur leurs objectifs de recyclage et de réemploi des terminaux ;

Considérant que l'Observatoire ne s'est toujours pas réuni plus d'un an après l'adoption de la nouvelle Charte de la téléphonie mobile ;

Sur proposition de David ALPHAND et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que l'Observatoire de la téléphonie mobile se réunisse sans plus tarder et au plus tard en juillet 2022, pour que :
  - Les conclusions et les travaux de l'ANSES et l'ADEME sur les enjeux environnementaux de la 5G soient partagées et discutées ;
  - Un point d'étape sur les évolutions technologiques, telles que le développement des micro antennes ou l'ouverture de la fréquence 26 Ghz, soit présenté ;
  - Les opérateurs partagent des données chiffrées sur leurs objectifs de recyclage et de réemploi des terminaux.

2022 V.97 Vœu relatif au contrat de plan État-Région.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu 47 relatif au contrat plan Etat-Région (CPER) déposé par Nicolas BONNET-OULALDJ, Jean-Noël AQUA, Jean-Philippe GILLET et les élu-e-s du groupe communiste et citoyen ;

Considérant le rôle capital du CPER dans le développement et l'aménagement de la région Ile de France ;

Considérant que le CPER 2021-2027 doit être élaboré en concertation avec l'ensemble des collectivités locales parties prenantes ;

Considérant les grandes priorités portées par la Ville, en cohérence avec chaque axe du CPER 2021-2027, partagées dès décembre 2019 avec la Région Ile de France et l'État ;

Considérant que ces axes prioritaires sont : l'aménagement durable et la cohésion des territoires, la biodiversité, la qualité de l'air, l'énergie et l'économie circulaire, la culture, l'égalité entre les femmes et les hommes, l'enseignement supérieur et la recherche, les transports ;

Considérant l'accélération du dérèglement climatique, les préconisations du GIEC appelant à un changement de trajectoire d'émission d'ici aux trois prochaines années et l'urgence à promouvoir une planification écologique soucieuse de justice sociale ;

Considérant l'investissement massif porté par la Ville de Paris, à hauteur de 1,4 milliard d'euros en 2021 pour répondre aux crises profondes (sociale, écologique et économique) ;

Considérant que le développement des transports en commun et des modes de transport doux répond tant au défi climatique qu'à l'amélioration du cadre de vie de toutes et tous ;

Considérant que seul l'investissement public peut être à même de produire des changements profonds de nos modes de transport ;

Considérant qu'aucune réelle concertation n'a eu lieu avec la Région et l'État sur l'ensemble des axes du CPER ;

Considérant que les volets relatifs à l'aménagement durable et la cohésion des territoires, la biodiversité, la qualité de l'air, l'énergie et l'économie circulaire, et l'égalité entre les femmes et les hommes ont été renvoyés à des appels à projets sans aucune visibilité ;

Considérant que la négociation exclut actuellement le volet « transports » du CPER ;

Considérant le communiqué de presse des 7 départements franciliens demandant l'ouverture rapide des négociations sur le volet transport du CPER ;

Considérant que le CPER devrait acter les engagements financiers de l'État et de la Région en faveur des transports pour les 6 prochaines années et déterminera les réalisations pour la décennie 2030 ;
Considérant que des projets pourraient être reportés sine die ou abandonnés faute d'un engagement financier concerté avec les territoires franciliens ;
Considérant qu'il est incontournable de garantir une visibilité financière plus grande pour la réalisation des projets de transport ;
Considérant la constante érosion des ressources de fiscalité locale depuis 10 ans, essentiellement liée aux réformes d'État ;
Considérant les faibles marges de manœuvre financières des collectivités, phénomène accentué par la crise sanitaire ;
Sur proposition de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris plaide auprès de l'État et de la Région pour que :
  - Le volet Transports du CPER fasse l'objet d'une réelle concertation ;
  - Des précisions soient apportées concernant les axes qui feront l'objet d'appels à projets ;
  - Le prochain CPER prévoie au moins 15 milliards d'euros d'investissements pour la décennie en cours (hors Grand Paris Express et CDG Express) pour le financement des projets de développement des transports en commun et des réseaux cyclables ;
  - Soient affectées aux communes des recettes fiscales vertueuses socialement et écologiquement pour qu'elles soient en mesure de participer au financement des projets portés par le CPER.

2022 V.98 Vœu relatif à la dénomination d'une rue ou d'un lieu en hommage au compositeur Pierre Henry.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le fait que Pierre Henry, né le 9 décembre 1927 et mort le 15 juillet 2017 à Paris, est considéré comme le père de la musique électroacoustique. Connu du grand public pour le morceau Psyché Rock de la suite de danses « Messe pour le temps présent » et également grand pianiste ;
Considérant que son œuvre remarquable a été fondatrice dans la musique concrète, avec notamment la Symphonie pour un homme seul en 1950 ;
Considérant que Pierre Henry a été l´inventeur de procédés techniques de composition désormais largement standardisés ;
Considérant qu'à partir de 1982, Pierre Henry a installé son studio de recherche musicale, Son/Ré12 dans un pavillon situé au 32, rue de Toul, dans le 12e arrondissement ;
Considérant l'apposition prochaine d'une plaque en honneur et à la mémoire du compositeur sur la façade de ce bâtiment ;
Sur proposition de Rémi FERAUD et des élu.e.s du groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :

- Que le nom de Pierre Henry soit proposé à la commission parisienne de dénomination des voies, places, espaces verts et équipements municipaux et des hommages publics afin qu'une rue ou un lieu du 12e arrondissement de Paris puisse être dénommé en hommage à ce compositeur.

2022 V.99 Vœu relatif à un hommage à la mémoire de Françoise Rudetzki.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le décès de Françoise Rudetzki le 17 mai 2022 à Paris, à l'âge de 73 ans ;
Considérant sa tragique expérience de vie, victime d'un attentat le 23 décembre 1983 alors qu'elle fête ses dix années de mariage avec son mari au restaurant Le Grand Véfour, à Paris, et qu'une bombe explose ;
Considérant son rôle dans la création de SOS Attentats en 1985, dans l'insertion du terme "terrorisme" dans le droit français et de son engagement sans faille afin de faire reconnaître les droits des victimes ;
Considérant sa pugnacité pour obtenir, dès 1986, la création du Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme, financé par un prélèvement sur chaque contrat d'assurance de biens ;
Considérant qu'elle avait réussi en 1990 à faire reconnaître pour les victimes du terrorisme, le statut de victimes civiles de guerre, la possibilité pour les associations de se porter partie civile lors des procès et obtenu en 1995 l'allongement de la prescription à trente ans ;
Considérant le mémorial érigé pour toutes les victimes du terrorisme inauguré par le président Jacques Chirac aux Invalides en 1998 et pour lequel Françoise Rudetzki avait œuvré directement ;
Considérant ses engagements plus récents comme son projet, daté de 2018, de création d'un Centre national de ressources et de résilience destiné à améliorer la prise en charge des victimes d'événements traumatiques et sa participation comme membre du comité de préfiguration du Musée-mémorial du terrorisme qui doit voir le jour à Paris en 2027 ;

Considérant l'ensemble des combats de cette femme courageuse sans qui les victimes d'attentats en France n'auraient ni le droit d'être parties civiles dans les procès pour terrorisme ni celui d'être indemnisées ;
Considérant enfin que Françoise Rudetzki a considérablement marqué l'histoire récente de notre pays et de notre Ville ;
Sur proposition de Rémi FERAUD et des élu.e.s du Groupe Paris en Commun,
Émet le vœu :
- Qu'un lieu parisien porte le nom de Françoise Rudetzki.

2022 V.100 Vœu relatif à l'apposition d'une plaque à la mémoire d'Ida Grinspan au n° 7 de la rue Marcel Dubois (12e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la vie d'Ida Grinspan (1929-2018), née dans le 19e arrondissement en 1929, adolescente juive déportée - par le convoi 68 de février 1944 - à Auschwitz dont ses parents ne reviendront pas, rescapée d'une des terribles « marches de la mort » de l'hiver 1945 ;
Considérant qu'à l'image d'autres femmes, telles que Marceline Loridan-Ivens ou Ginette Kolinka, Ida Grinspan a été une inlassable ambassadrice de la mémoire, en particulier auprès des jeunes générations ;
Considérant qu'à partir de 1988, après tant d'années à ne pouvoir exprimer l'indicible, Ida Grinspan a consacré sa vie à parcourir les écoles, collèges et lycées de France, et notamment parisiens, pour témoigner, pour transmettre, pour que l'oubli ne fasse pas son œuvre, pour que plus jamais l'horreur ultime ne se reproduise ;
Considérant l'indéfectible souvenir que cette grande témoin a laissé à celles et ceux qui l'ont côtoyée tout au long de ce travail de mémoire ;
Considérant l'hommage que lui a rendu le 19e arrondissement en rebaptisant le collège Claude Chappe en collège Claude Chappe - Ida Grinspan ;
Considérant qu'Ida Grinspan a vécu au 7 rue Marcel Dubois de 1985 jusqu'à son décès en 2018 ;
Considérant qu'Ida Grinspan était une amoureuse du Bois de Vincennes où les promeneurs pouvaient la voir régulièrement faire sa marche ;
Considérant la demande de nombreux riverains, commerçants, amis du quartier Porte Dorée/Porte de Charenton, dont Ida Grinspan était devenue une figure ;
Considérant enfin qu'inscrire le nom d'Ida Grinspan dans l'histoire du 12e arrondissement est aussi pour nous le moyen de poursuivre modestement son œuvre et d'être fidèles à sa mémoire ;
Sur proposition de Dominique KIELEMOES et des élu.e.s du groupe Paris en Commun,
Émet le vœu :
- Qu'une plaque à la mémoire d'Ida Grinspan soit apposée au 7 rue Marcel Dubois dans le 12e arrondissement.

2022 V.101 Vœu relatif à la mémoire de Bernard Pons.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que Bernard Pons, ancien résistant, médecin, député et ministre s'est éteint le 27 avril dernier ;
Considérant que cet ancien Conseiller de Paris également député de la 16e circonscription de Paris a marqué l'histoire de notre Capitale aux côtés de son Maire et fidèle ami, Jacques Chirac, et plus singulièrement le 17e arrondissement ;
Considérant le parcours et l'engagement politique de Bernard Pons au service de l'Etat et des territoires français ;
Considérant son sens du devoir, sa générosité, son humanisme ;
Sur proposition de Geoffroy BOULARD, Brigitte KUSTER, Catherine DUMAS, Jean-Didier BERTHAULT et des élus du groupe Changer Paris,
Émet le vœu :
- Que la Ville de Paris rende hommage à Bernard Pons par la dénomination d'une voie ou d'une place parisienne dans le XVIIème arrondissement.

2022 V.102 Vœu relatif à la dénomination de l'espace vert à l'intersection du port de l'Arsenal, du bd de la Bastille et du quai de la Râpée (12e), en hommage à Philippe de Broca.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu adopté par le Conseil du XIIème arrondissement du 17 mai 2022 ;

Considérant que Philippe de Broca est né dans le XIIème arrondissement, le 15 mars 1933 ;

Considérant qu'il est un réalisateur emblématique de ce que fut le cinéma populaire français des années 60 aux années 80, un cinéma d'aventures et de panache aux personnages hauts en couleurs, incarnés par Jean-Paul Belmondo dans Le Magnifique ou L'homme de Rio, par Jean Rochefort dans Cartouche ou Les tribulations d'un Choinois en Chine, ou encore par Jean-Pierre Marielle dans Le Diable par la queue ;

Considérant qu'il occupe une place à part dans l'histoire du cinéma français, ayant commencé sa carrière comme assistant, entre autres, de Claude Chabrol sur Le Beau Serge et de Pierre Schoendoerffer sur Ramuntcho, avant de devenir le cinéaste qui a sublimé une mémorable génération d'actrices et d'acteurs français ;

Considérant qu'il est regrettable que la mémoire de ce cinéaste, auteur d'immenses succès populaires et qui sut dans plusieurs de ses films mettre en valeur la vie parisienne insouciante de son temps, ne soit pas mieux entretenue ;

Considérant que l'espace vert situé à l'intersection du port de l'Arsenal, du boulevard de la Bastille et du quai de la Râpée ne porte pas de nom (voir plan dans l'annexe ci-dessous) ;

Considérant qu'il serait plus facilement identifiable et mieux mis en valeur en se voyant dénommé d'après ce grand artiste, né dans l'arrondissement et qui n'a pas encore été honoré dans l'espace public parisien ;

Considérant que le XIIème arrondissement, qui accueille depuis 2005 le temple de l'histoire du cinéma qu'est la Cinémathèque française, a d'autant plus de raisons de mettre en valeur les artistes du 7e art qui y sont nés ;

Sur proposition de Franck MARGAIN et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris attribue la dénomination « Square Philippe de Broca » à l'espace vert situé à l'intersection du port de l'Arsenal, du boulevard de la Bastille et du quai de la Râpée.

2022 V.103 Vœu relatif à l'occupation artistique du 48 rue Alphonse Penaud (20e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Il y a trois semaines, le collectif d'artistes DSXL a pris possession du bâtiment situé au 48 rue Alphonse Penaud, un ancien corps d'industrie situé dans le quartier Pelleport. Il souhaite y installer des ateliers d'artistes, des installations plastiques et des espaces de répétition et de création.

Ce bâtiment aux dimensions exceptionnelles semble dans un bon état. Il se compose de grands espaces modulables et de plus petites salles sur 4 niveaux et un sous-sol, et pourrait se prêter à un projet d'occupation artistique. Malgré les efforts de la Ville de Paris pour construire et proposer des ateliers d'artiste plasticien et des lieux visant à favoriser la création artistique, le manque d'espaces reste criant et de nombreux artistes ne trouvent pas de lieu pour créer à Paris et doivent migrer vers les communes voisines. Par ailleurs, la Ville de Paris a engagé une dynamique inédite pour l'accueil d'initiatives d'occupation temporaire dans son patrimoine et celui de ses partenaires.

L'occupation temporaire offre l'opportunité d'une activation des sites, d'une valorisation de lieux sinon laissés vacants ainsi que d'une relance économique, solidaire, sociale, culturelle et festive pour de nombreux acteurs. Plus encore, elle est un champ d'expérimentation essentiel pour la création de projets urbains qui répondent aux enjeux de transition écologique et sociale, de réappropriation locale et citoyenne des espaces, de mutation des modes classiques de fabrique de la ville.

Depuis 4 ans le bâtiment est la propriété de la Croix Rouge qui porte un projet d'accueil de jeunes autistes et de mineures vulnérables. Ce projet fera l'objet d'une large information locale en amont. Un permis de construire sera prochainement déposé. Les travaux débuteront dans quelques mois.

Étant donné le bon état du bâtiment, cette période transitoire offrirait la possibilité d'une occupation temporaire artistique, telle que définie dans la Charte pour l'occupation temporaire et transitoire de la Ville de Paris.

Le Conseil du 20e arrondissement a voté ce vœu lors de sa séance du mercredi 18 mai 2022.

Sur proposition de Nathalie MAQUOI et des élu·es du groupe Génération·s, de Jérôme GLEIZE, Antoinette GUHL et des élu·es du groupe écologiste de Paris, de Eric PLIEZ et des élu·es du groupe Paris en Commun, de Nicolas BONNET-OULALDJ, Raphaëlle PRIMET et des élu·es du Groupe communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Qu'une discussion s'engage entre La Croix Rouge et ce collectif d'artistes pour permettre l'occupation temporaire des lieux encadrée par la Charte pour l'occupation temporaire et transitoire et conforme aux obligations en termes de sécurité (norme incendie, accueil du public, balisage d'espaces dangereux inoccupables etc.). Cette occupation devra obligatoirement prendre fin dès le début des travaux.

2022 V.104 Vœu relatif à la défense des artisans du vitrail et du patrimoine vitré.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant qu'une interdiction de l'utilisation du plomb dans les pays de l'Union européenne est à l'étude, l'Agence européenne des produits chimiques (ECHA) ayant ouvert en février une consultation préalable à son ajout sur la liste d'« Enregistrement, évaluation, autorisation et restriction des substances chimiques » ;

Considérant que le plomb est indispensable à la profession des artisans du vitrail, puisqu'il sert non seulement à la réalisation des baguettes qui sertissent le verre mais également à la restauration des peintures en grisaille qui ornent de nombreux vitraux anciens ;

Considérant qu'il n'existe pas d'alternative au plomb pour ces usages à l'heure actuelle, en dépit de recherches déjà menées pour lui trouver un substitut ;

Considérant le plan de lutte contre le plomb de la Ville, et sa démarche de réduction progressive et globale du plomb dans la ville en raison de la toxicité des poussières de plomb présentes dans l'espace public par ruissellement ;

Considérant la nécessité de protéger les travailleuses et travailleurs au contact du plomb du risque d'intoxication afférent, largement documenté dans [a littérature scientifique, les avis des expertises sanitaires et inscrit depuis la fin du dix-neuvième siècle dans le droit du travail ;

Considérant que l'ensemble de ce secteur est, de ce fait, directement menacé d'extinction ;

Considérant qu'outre les dégâts économiques, la perte serait inestimable pour le patrimoine matériel et immatériel de la France, d'autant plus que cette dernière concentre à elle seule 60% du patrimoine vitré d'Europe ;

Considérant que la Ville de Paris concentre un grand nombre de vitraux exceptionnels, que ce soit dans les édifices dont elle est propriétaire ou dans la Sainte Chapelle ;

Sur proposition de Brigitte KUSTER, Catherine DUMAS et des élus du groupe Changer Paris, au nom de l'Exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Apporte un soutien et une écoute attentive aux professionnels du vitrail, dont le savoir-faire se transmet depuis des siècles, afin de prévenir les risques sanitaires liés au plomb dans l'exercice de leur art par un protocole préventif exigeant (plombémie régulière, port de masques, gants, combinaisons, collecte spécifique des plombs usagés
  - Encourage et soutienne la poursuite des travaux de recherche scientifique en vue de découvrir un matériau de substitution non toxique et comportant les mêmes propriétés que le plomb indispensable à la fabrication et la restauration des vitraux en nombre très important en France (60 % de l'Europe) et notamment dans les églises et cathédrales de Paris. »

2022 V.105 Vœu relatif au prolongement de la ligne 10 du métro.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que les villes de Paris, d'Ivry-sur-Seine et de Vitry-sur-Seine, ainsi que le conseil départemental du Val-de-Marne et le territoire Grand Orly Seine Bièvre, sont mobilisés, notamment au travers de l'association « La Grande 10 », depuis plusieurs années en faveur d'un prolongement de la ligne 10 du métro ;

Considérant que le prolongement de la ligne 10 du métro est un projet ambitieux, au cœur d'un continuum de zones d'aménagement figurant parmi les plus importantes de France et du Grand Paris : Paris Rive Gauche dans le 13e arrondissement, lvry-Confluences à Ivry-sur-Seine, et les Ardoines à Vitry-sur-Seine ainsi qu'à proximité de la ZAC Bercy-Charenton ;

Considérant qu'en 10 ans, les communes de Vitry-sur-Seine, Ivry-sur-Seine et le 13e arrondissement de Paris ont vu leur population croître de 10 % en moyenne, totalisant aujourd'hui plus de 340 000 habitants, et que 60 000 habitants, 100 000 salariés, et 30 000 étudiants supplémentaires sont encore attendus d'ici à 2027 ;

Considérant que le prolongement de la ligne 10, était inscrit dans le Contrat de Plan État-Région 2013-2020 pour l'Ile-de-France et dans sa version révisée par avenant du 7 février 2017, et qu'il figurait dès 2013 au Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) ;

Considérant que le projet de prolongement de la ligne 10 est le fruit de deux décennies de travail politique et citoyen partagé à Paris et dans le Val-de-Marne, et qu'il répond à des enjeux structurants d'aménagement, de désenclavement et de réduction de l'empreinte écologique des transports ;
Considérant que ce prolongement de la ligne 10 du métro à partir de la Gare d'Austerlitz ouvrirait de nouvelles correspondances avec le RER C ; les lignes 5, 6 et 14 du métro ; le T3a, le futur Tzen5 et évidemment la ligne 15 du Grand Paris Express ; et qu'à terme, les stations Ivry-Gambetta et Bruneseau seraient à moins de 30 minutes d'Orly aéroport en transports en commun ;
Considérant que pour la période 2023-2027, l'État dit vouloir s'engager à poursuivre ses efforts d'investissement pour la modernisation et le développement de l'offre de mobilité ;
Considérant cependant que, malgré les paliers franchis depuis 2017, la poursuite du projet est aujourd'hui remise en cause par l'absence de visibilité quant à la réalisation des études nécessaires dans le cadre du prochain Contrat de Plan État-Région (CPER) ;
Considérant que dans un courrier en date du 12 avril dernier adressé à l'association « La Grande 10 », la Présidente de la Région Île-de-France dit regretter l'absence de mandat du Préfet de Région de la part du Gouvernement concernant le volet transport du prochain contrat de plan ;
Considérant le vœu adopté à l'unanimité par le Conseil du 13e arrondissement lors de la séance du lundi 16 novembre 2022 ;
Sur proposition de Jérôme COUMET, Emmanuel COBLENCE, Johanne KOUSSA, Nathalie LAVILLE, Marie-José RAYMOND-ROSSI et des élu.e.s du groupe Paris en Commun, Fatoumata KONÉ et des élu.e.s du groupe Écologiste de Paris, Mélody TONOLLI et des élu·es du groupe Génération·s, Nicolas BONNET-OULALDJ, Jean-Noël AQUA et des élu.e.s du groupe Communiste et Citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Réaffirme, tout comme ses partenaires réunis au sein de l'association « La Grande 10 », l'importance du projet de prolongement de la ligne 10 du métro pour l'ensemble des territoires concernés ;
  - Demande au Ministre des Transports, au Préfet de la Région Île-de-France, à Ile-de-France Mobilités et à la RATP, de programmer la réalisation de nouvelles études avec un dossier d'objectifs et de caractéristiques principales (DOCP) pour la phase 1 du prolongement de la ligne 10 du métro entre Paris-Austerlitz et Ivry-Gambetta, et de lancer les études de la phase 2 de ce prolongement entre Ivry-Gambetta et la future gare de la ligne 15 du Grand Paris Express à Vitry-Les Ardoines ;
  - Intervienne auprès de l'État et de la Région Île-de-France pour qu'ils garantissent l'inscription du projet dans le prochain Contrat de Plan Etat-Région, afin qu'il soit clairement engagé et des moyens enfin mobilisés, et confirment l'objectif que le projet voit le jour à l'horizon 2030.

2022 V.106 Vœu relatif à la création et à la pérennisation des assises dans l'espace public.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que la Ville s'engage avec ambition pour transformer l'espace public en vue de le rendre plus accessible, plus inclusif et plus convivial ;
Considérant que la Ville poursuit ces objectifs via différents projets tels Embellir Paris, les rues aux écoles ou encore les Quartiers d'accessibilité augmentée ;
Considérant que la fonction de l'espace public ne se limite pas à l'organisation des flux mais doit également permettre une forme de convivialité, de flânerie, de rencontre et de lien social ;
Considérant la forte demande formulée par les Parisien.ne.s lors des Etats Généraux du Stationnement afin de transformer les places de stationnement en lieu de convivialité équipés de bancs publics ;
Considérant le nouveau RET et la création de nombreuses nouvelles terrasses pérennes ou estivales organisant des lieux de convivialité privés et payants ;
Considérant que ces activités doivent pouvoir se réaliser gratuitement pour toutes et tous, à toute heure du jour et de la nuit, hors offres commerciales et/ou privées ;
Considérant que les assises dans l'espace public, notamment les bancs, sont indispensables à la mobilité de certaines personnes particulièrement vulnérables, que ce soit de façon permanente ou circonstancielles ;
Considérant qu'elles sont à ce titre des éléments essentiels d'une accessibilité inclusive et universelle et qu'il est du devoir de la Ville de garantir un accès à toutes et à tous à l'espace public ;
Considérant que les conseils de séniors et les conseils du handicap pointent régulièrement le manque de bancs dotés d'accoudoirs dans l'espace public ;
Considérant les trop nombreuses stratégies, notamment privées visant à stigmatiser et exclure les personnes sans domicile fixe, matérialisées par le recours à des mobiliers anti-SDF comme certaines assises individuelles ;
Considérant l'urgence de la crise sociale qui perdure ;

Considérant les difficultés de la Ville de Paris à se positionner comme une capitale exemplaire en matière d'accessibilité ;
Considérant que l'inquiétude ressentie par certain.e.s riverain.e.s sur d'éventuels mésusages de ces équipements s'expriment, notamment lors des concertations sur les aménagements locaux ;
Considérant que cette inquiétude peut conduire à des oppositions, tendant à réduire le maillage régulier et suffisant d'assises dans la ville ;
Considérant que la Ville s'est emparée à travers la mise en place récente d'une charte de l'esthétique parisienne spécifiquement dédiée au mobilier urbain et à l'espace public, ainsi que d'une Commission de Régulation de l'espace public ;
Considérant en revanche que cette charte propose diverses mesures, parmi lesquelles la préservation et la mise en valeur du mobilier historique, dont les bancs publics parisiens sont emblématiques ;
Sur proposition de Corine FAUGERON, de Raphaëlle RÉMY-LELEU, Nour DURAND-RAUCHER, Sylvain RAIFAUD, Fatoumata KONÉ et les élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris (GEP),

Émet le vœu :

- Que les bancs publics parisiens soient sanctuarisés comme éléments clé du patrimoine de la Ville et qu'ils soient à ce titre restaurés partout où cela est possible ;
- Que le travail engagé autour de l'esthétique parisienne, permette une mise à jour du recensement des bancs publics et sa publication sur open data Paris ;
- Que pour répondre aux besoins de l'accessibilité inclusive et universelle, la Ville s'engage à augmenter le nombre de bancs dans l'espace public, selon une implantation territoriale cohérente et régulière et avec des objectifs chiffrés fixés à l'issue d'une concertation ;
- Qu'une concertation soit mise en place sur l'implantation et le nombre de bancs dans Paris, dans un calendrier permettant d'intervenir dans les démarches Embellir Votre Quartier, Végétalisation des Grands Axes et Quartiers à Accessibilité Augmentée, et qu'elle implique, les conseils locaux du handicap, les conseils des séniors, les services de la Ville, ainsi que les élu.e.s.

2022 V.107 Vœu relatif à l'évolution du périphérique.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant l'évolution du périphérique décrite au sein du livre blanc du périphérique publié au mois de mai 2022 ;
Considérant la nécessité de combattre toutes les pollutions générées par le périphérique dans sa forme actuelle, tout en accompagnant les usagers du périphérique dans son évolution ;
Considérant la mise en place d'une ceinture verte par la plantation de 50 000 à 70 000 arbres contribue à cette lutte contre les pollutions générées par le périphérique ;
Considérant le nombre de déplacements quotidiens estimé à 1,1 million, soit 35 à 40% du trafic parisien ;
Considérant que 50% des trajets sont effectués entre Paris et la banlieue, 33% de banlieue à banlieue, et 10% de Paris à Paris ;
Considérant ainsi que le périphérique est en grande majorité utilisé par des personnes vivant en première couronne et l'utilisant pour des raisons professionnelles ;
Considérant que le taux d'occupation moyen par voiture est de 1,05 personne, et que l'un des leviers afin de réduire la circulation automobile est de réduire l'autosolisme ;
Considérant, selon la présentation du livre blanc du périphérique, qu'une voie sera réservée aux participants des JO 2024, ensuite réservée aux bus, taxis et covoiturage, et qu'à l'horizon 2030, une voie pourrait disparaître ;
Considérant que ces mesures seront accompagnées d'un renforcement de la ZFE et donc d'une restriction de l'utilisation des véhicules thermiques ;
Considérant qu'à partir du 1er janvier 2023, 1 900 000 véhicules particuliers seront concernés par cette interdiction de circuler ;
Considérant la saturation des transports collectif, qui offre peu de marge en cas d'absorption d'un surcroît de déplacements qui découlerait de la diminution de la circulation automobile sur le périphérique ;
Considérant l'impossibilité de réduire la circulation sur le périphérique sans proposer d'alternatives aux usagers du périphérique ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Philippe Gillet et des élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Interpelle IDFM afin qu'une étude soit lancée pour travailler à la création d'une nouvelle ligne de transport en commun en rocade afin d'offrir une alternative aux usagers actuels du périphérique ;
  - Interpelle la présidente de Région afin que soit accélérée la mise en place de véritables itinéraires cyclables de rocade en petite couronne au sein du RER Vélo.

- En lien avec les communes limitrophes, la Métropole du Grand Paris et la Région Île-de-France, encourage le covoiturage ainsi que le télétravail, dès lors que les métiers et les conditions de travail s'y prêtent.

2022 V.108 Vœu relatif à la justification de réduction de la tarification solidarité pour les titres de transport des usager·es d'IDFM.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

L'article L2142-1 du code des transports confie l'exploitation des réseaux et des lignes de transport collectif de personnes à la Régie autonome des transports parisiens ;

L'article R2241-8 du code des transports énonce qu'il est interdit à toute personne de pénétrer dans un espace dont l'accès est réservé aux détenteurs d'un titre de transport ou de voyager sans être munie d'un titre de transport valable complété, s'il y a lieu, par les opérations incombant au voyageur telles que compostage, validation ou apposition de mentions manuscrites ;

La Région Ile-de-France est pleinement compétente en matière de transport en vertu de la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) ;

La Ville de Paris sollicite régulièrement la Région Ile-de-France et Ile-de-France Mobilités Transport sur des problématiques diverses et variées notamment sur des sujets d'aménagement des stations, mais aussi sur des sujets relatifs à l'accessibilité des transports aux personnes vulnérables ;

Lors de la souscription de leur abonnement, les usager·es justifient leur situation impliquant une tarification spécifique. Cependant, lors de contrôles, les agent·es demandent à nouveau que leur soit présenté les justificatifs prouvant la tarification spécifique en plus de la présentation de leur titre de transport à jour ;

Ainsi pour nombre d'usager·es, l'impossibilité de présenter ce justificatif lors d'un voyage entraîne des verbalisations injustifiées au préjudice de publics précaires, bénéficiant notamment de la Tarification Solidarité Transport ;

Sur proposition de Nathalie MAQUOI et des élu·es Génération·s, de Nour DURAND-ROCHER, Fatoumata KONÉ et des élu·es du groupe écologiste de Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris en collaboration avec la Région Ile-de-France et Ile-de-France Mobilité, demande à ce que les publics bénéficiant de titres de transports à tarif réduit, ayant déjà fait l'objet d'une justification lors de la souscription d'un pass Navigo, ne puissent, par la suite, faire l'objet d'un contrôle du justificatif de tarif réduit, par les agent·es de contrôle d'Ile de France Mobilités.

2022 V.109 Vœu relatif à la mise en place d'un plan piéton.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu la Charte internationale de la marche de l'association internationale Walk21 dont la Ville de Paris est signataire depuis 2017 ;

Vu la délibération 2017 DVD 5 Stratégie Paris piéton adoptée lors du Conseil de Paris de janvier 2017 ;

Considérant que la plupart des parisiens ont pu constater une détérioration de la condition du piéton ces dernières années qui doit se frayer un chemin entre les chantiers permanents, les trottoirs détériorés, les terrasses éphémères qui débordent de partout, les pieds d'arbres mal entretenus, et la saleté omniprésente ;

Considérant que le piéton subit trop souvent l'incivilité des utilisateurs de trottinettes et des cyclistes qui ne respectent pas le code de la route en particulier les feux tricolores ;

Considérant les indemnisations amiables versées par la Ville de Paris en réparation de dommages accidentels - dont la plupart concerne des piétons - qui sont passées de 488 000 euros pour 172 personnes en 2014 à 1,3 millions d'euros pour 285 personnes en 2020 ;

Considérant que le Code de la rue prévu dans le programme d'Anne Hidalgo n'est pas encore mis en place bientôt deux ans après les élections municipales ;

Considérant que les coups et blessures ont augmenté de 39% et les vols à la tire de 54% en dix à Paris alors que la diminution de la criminalité et du sentiment d'insécurité est un objectif de la charte internationale de la marche ;

Sur proposition de Nicolas JEANNETE et des élus du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris établisse un nouveau plan piéton en concertation avec les mairies d'arrondissement et les élus du Conseil de Paris.

2022 V.110 Vœu relatif au nettoyage des panneaux tourne-à-droite cyclistes à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que les panneaux de signalisation pour les cyclistes à Paris font régulièrement l'objet d'actes de vandalisme, cachant ainsi les indications nécessaires aux cyclistes mais également à tous les usagers de la voirie ;

Considérant que les panneaux tourne-à-droite cyclistes facilitent, sécurisent et fluidifient la circulation des cyclistes aux carrefours ;

Considérant la hausse des accidents de vélo (35% en 2020) ;

Sur proposition de Maud GATEL et les élus du groupe MoDem, Démocrates et Écologistes,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris nettoie les panneaux de signalisation, notamment les panneaux tourne-à-droite pour les cyclistes ;
- Qu'une campagne de sensibilisation soit réalisée à destination de tous les publics sur les règles de sécurité routière.

2022 V.111 Vœu relatif à la sécurité du site de la Foire du Trône et de ses abords.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que l'édition 2022 de la Foire du Trône se tient sur la Pelouse de Reuilly du 1er avril au 6 juin ;

Considérant que le bon déroulement d'un événement d'une telle ampleur - qui certains jours de weekend peut être fréquenté par près de 80 000 personnes - nécessite le déploiement de moyens humains importants, en particulier pour en assurer la sécurisation ;

Considérant que la Police municipale est pleinement mobilisée sur ses missions de tranquillité publique, d'une part dans l'enceinte de la Foire où elle fait quotidiennement de l'ilotage (avec des effectifs renforcés en soirée le weekend), d'autre part aux abords de la Foire en gérant notamment les problématiques de circulation et de stationnement ;

Considérant que la Ville de Paris, avec les forains, a mis en place le dispositif humain de filtrage aux diverses entrées du site ;

Considérant que la Ville de Paris a mis en place la vidéo protection du site et que c'est la Police municipale qui en assure la gestion au PC sur place ;

Considérant que malgré tous ces efforts, des rixes se produisent régulièrement dans l'enceinte de la Foire ;

Considérant que, pour les faits de violence, il relève de la compétence de la Police nationale d'intervenir ;

Considérant, qu'au-delà de cette nécessaire intervention en cas d'incident, le meilleur moyen d'éviter ces conflits est d'assurer une présence humaine nombreuse et visible, qui les décourage et qui est aussi plus rapidement sur place quand les problèmes se produisent ;

Considérant la déclaration du Président de la République, le 19 avril 2021 à Montpellier, selon laquelle « chaque Français verra plus de bleu sur le terrain en 2022 qu'en 2017. Ça rassure les gens, ça dissuade les délinquants » ;

Considérant que cette déclaration d'intention ne recouvre aujourd'hui que peu de réalités concrètes quant au déroulement de la Foire du Trône ;

Considérant les demandes réitérées depuis plusieurs semaines par la Ville de Paris et la Mairie du 12e, au Préfet de Police, pour déployer sur site les effectifs suffisants afin d'assurer la plus grande sécurité des visiteurs et des riverains ;

Considérant que ces demandes ont systématiquement essuyé un refus ;

Sur proposition de Florian SITBON et des élu.e.s du groupe Paris en Commun,

Émet le vœu :

- Que le Préfet de Police déploie sur le site de la Foire du Trône les effectifs nécessaires à une prévention maximale des rixes et à la sécurité des visiteurs et des riverains.

2022 V.112 Vœu relatif aux ressources humaines nécessaires à l'organisation de la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que plus de 10 millions de personnes sont attendues lors des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 à Paris ;

Considérant le dispositif de sécurité prévu afin de garantir le bon déroulement de cet événement d'une ampleur mondiale ;
Considérant l'effectif de 35 000 agents de sécurité nécessaire pour tous les événements liés à l'organisation des JOP 2024, tels que les fan zones ou événements extérieurs -en particulier ceux organisé au cœur de la ville ou sur la Seine-, en plus des effectifs de police nationale et de gendarmerie ;
Considérant que sur ces 35 000 agents, seuls 13 000 pourraient être aujourd'hui pourvus par les sociétés de sécurité privée ;
Considérant ainsi le manque de 22 000 agents de sécurité privée à mobiliser aux côtés des gendarmes et policiers ;
Considérant que le lancement d'une formation spéciale, comprenant beaucoup moins d'heures que la formation initiale, ne permet pas de répondre ni aux exigences de savoir-faire en terme de sécurité, ni à l'exigence d'attractivité de l'emploi ;
Considérant le fiasco de la défaillance des sociétés de sécurité privée lors des JOP de Londres en 2012, et l'appel en urgence à l'armée pour sécuriser les événements ;
Considérant que la ligne budgétaire de la sécurité du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques a déjà subi une hausse de 182 millions à 295 millions fin 2020 ;
Considérant les possibilités d'insertion dans des parcours professionnels liés à la sécurité publique à la suite d'une expérience professionnelle dans la sécurité privée ;
Considérant la proposition effectuée par Pascal Le Bris, adjoint au développement durable et aux pratiques sportives du maire de La Courneuve, à la Maire de Paris concernant la mise en place d'un partenariat avec l'association Sport-Emploi 2024 dont le but est de mettre en place un lien entre les associations sportives et les formations aux métiers des JOP 2024 ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Béatrice Patrie et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris demande à l'État et à l'organisateur qu'un bilan de l'état de préparation du dispositif de sécurité prévu pour les Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 soit présenté au Conseil de Paris ;
- Que soit déployé par chacune des mairies d'arrondissement, en lien avec les associations et les clubs de sport, des rencontres de l'emploi spécifiques aux métiers pouvant être développés dans le cadre de l'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024.

2022 V.113 Vœu relatif au soutien de la brigade des sapeurs-pompiers.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que les pompiers de Paris ont réalisé 463 851 interventions en 2021 dont 10 724 incendies et 30 921 personnes sauvées par 8 500 personnes à notre service au quotidien ;
Considérant que la vocation des sapeur-pompiers est de participer à l'ensemble des missions de sécurité civile notamment aux actions de prévention, de formation et aux opérations de secours pour la sauvegarde des personnes, des biens et de l'environnement ;
Considérant que la caserne Massena de la Brigade de sapeurs-pompiers de Paris est l'une des plus grandes casernes d'Europe et que l'état-major du 2e groupement d'incendie de secours est en charge de tout le Sud-Est de Paris ainsi que du Val-de-Marne, y est notamment basé un regroupement de 1 807 sapeurs-pompiers en 2005 ;
Considérant que notre territoire compte en plus une seconde caserne située au 55, boulevard de Port-Royal ;
Considérant que le 13 août 2021, les pompiers sont intervenus au 18e étage de la tour Helsinki sur l'incendie d'un appartement ayant conduit malheureusement au décès d'une personne et de plusieurs blessés ;
Considérant que le 13 septembre 2021, les pompiers sont intervenus sur un incendie sous le pont national le plus rapidement possible afin de rétablir l'électricité pour les riverains du quartier et assurer la cantine de trois écoles impactées ;
Considérant que le 2 novembre 2021, un important incendie au 3e et au 4e étage d'un appartement rue Keufer dans le 13e arrondissement de Paris a mobilisé le courage d'une centaine de pompiers ainsi que de trente engins avec des moyens spécialisés tels que des bras élévateurs ;
Considérant que le 29 avril dernier, les pompiers ont fait face à un incendie qui s'est déclaré dans un bus de la RATP près de la station François-Mitterrand ;
Considérant qu'en marge de la manifestation du 1er mai 2022, un pompier de Paris a été agressé sur son lieu et temps de travail ;
Considérant que la Préfecture de Police s'est portée partie civile en soutien au sapeur-pompier agressé lors du 1er mai ;

Considérant que la cohésion de notre société et de la préservation de son modèle républicain repose sur l'apaisement et la concorde de sorte qu'aucune forme de complaisance envers la violence illégitime ne peut être tolérée, a fortiori celle exercée envers des pompiers intervenant dans le cadre de leur fonction ;
Sur proposition de Maud GATEL et le groupe MoDem, Démocrates et Écologistes,
Émet le vœu :
- Que la Mairie de Paris
  - Salue le travail quotidien des pompiers de Paris sur nos territoires ;
  - Exprime son soutien et sa solidarité aux sapeurs-pompiers qui ont été la cible de violences en marge des manifestations du 1er mai à Paris ;
  - Condamne toute forme de violence perpétrée contre les pompiers de Paris intervenant dans le cadre de leur fonction.

2022 V.114 Vœu relatif au devenir du site Eastman (13e) et de la localisation du service parisien de santé environnementale.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant le vœu relatif à l'avenir du site Eastman et de la santé environnementale déposé par Nicolas BONNET OULALDJ, Jean-Noël AQUA et les élu-es du Groupe Communiste et Citoyen ;
Considérant le vœu relatif au devenir du site Eastman dans le 13e arrondissement présenté par Rachida DATI, David ALPHAND et les élus du groupe Changer Paris ;
Considérant le vœu relatif au devenir du site Eastman dans le 13e arrondissement adopté par le Conseil de Paris en séance des 22 et 23 mars 2022 ;
Considérant en particulier le vœu d'une réaffirmation du principe de l'ouverture du site Eastman au grand public et de l'orientation programmatique santé, en respect des enjeux patrimoniaux du site ;
Considérant la raréfaction de l'offre de soins confrontant l'ensemble du territoire parisien due au départ à la retraite de la moitié des médecins généralistes et spécialistes dans les trois à cinq prochaines années, et aux freins à l'installation de nouveaux cabinets libéraux que représentent les prix de l'immobilier et le coût de la vie à Paris ;
Considérant l'amoindrissement en particulier de l'offre de soins en secteur 1 à Paris et les répercussions directes et lourdes sur les quartiers populaires et leurs habitants, en particulier dans le 13e arrondissement ;
Considérant la nécessité apparente que la Ville active tous les leviers dont elle dispose, notamment en matière de politiques urbaines et de programmation du site Eastman, afin de garantir le maintien d'une offre de soins accessible à toutes et tous sur son territoire ;
Considérant la volonté de la Maire de Paris de développer sous cette mandature une politique parisienne de santé publique et environnementale ambitieuse dans le cadre des services publiques de la Ville ;
Considérant qu'une libération partielle du bâtiment Eastman avec le maintien des départements et laboratoires du service parisien de santé environnementale (SPSE) de la Direction de la santé publique, dans des conditions de travail comparables, est incompatible avec le maintien sur le site Eastman de l'intégralité du SPSE y résidant actuellement ;
Considérant la volonté de l'exécutif de maintenir dans des conditions de travail comparables ou meilleures à celles sur le site Eastman tous les postes et toutes les activités menées actuellement par le SPSE, y compris les activités de laboratoire, qui font rayonner dans les plus hauts réseaux d'expertise scientifique la Ville de Paris, ses agentes et ses agents ;
Considérant que l'hypothèse d'un relogement du SPSE boulevard Davout dans le 20e arrondissement est en cours d'études ;
Considérant le vœu relatif à l'avenir du site Eastman et de la santé environnementale adopté par le Conseil du 13e arrondissement en séance du 16 mai 2022 ;
Considérant les échanges tenus entre la Ville et le lauréat de l'appel à projet Réinventer Paris 2, porteur du projet Villa Eastman ;
Considérant le déménagement du centre dentaire Eastman vers le centre de santé Edison situé en face du premier et conventionné secteur 1 ;
Sur proposition de l'exécutif,
Émet le vœu :
- Que la Ville de Paris
  - Poursuive les échanges avec le lauréat de l'appel à projet Réinventer Paris 2, porteur du projet Villa Eastman, de sorte à maintenir une offre programmatique correspondant à celle ayant emporté l'appel à projet ;
  - Poursuive les démarches permettant une ouverture au public de tout ou partie du site Eastman, qui respecterait l'engagement initial de la Ville lors de l'acceptation de la donation de M. George

Eastman de promouvoir sur ce site la santé ouverte à toutes et tous, en particulier la santé des enfants, sans condition d'accès ;
- Réponde par la programmation du site Eastman et du centre de santé Edison à l'enjeu de raréfaction de l'offre de soins accessibles à Paris et comprenant pour ce faire des activités médicales tarifées en secteur 1, administrées en régie publique ou par des partenaires associatifs non-lucratifs ;
- Présente en commission du Conseil de Paris cette future programmation ;
- Poursuive les recherches d'un lieu permettant le relogement à moyen et long terme de tout ou partie du SPSE dans des conditions permettant sur le site Eastman la constitution d'un pôle parisien de santé environnementale tel qu'adopté par ce Conseil en 2015 dans le Plan Paris Santé Environnement et satisfaisant des conditions de travail qui permettent une politique parisienne de santé publique et environnementale à la hauteur des enjeux contemporains ;
- Apporte des réponses aux interrogations légitimes des personnels sur le devenir du site George Eastman et la localisation du SPSE avant la prochaine séance du Conseil de Paris ;
- Maintienne tous les emplois actuels du SPSE ainsi que l'ensemble des activités, notamment de laboratoire, au sein des services de la Ville de Paris ;
- Conserve l'activité de pédodontie du centre dentaire Eastman lors de son déménagement au centre de santé Edison.

2022 V.115 Vœu relatif à la réduction de l'exposition au plomb aux abords de la Tour Eiffel et dans l'espace public.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu 75 présenté par Rachida DATI, Jean LAUSSUCQ, Emmanuelle DAUVERGNE, René-François BERNARD et les élus du groupe Changer Paris ;

Considérant la toxicité du plomb notamment pour les enfants de moins de sept ans, les femmes enceintes et certaines travailleuses et travailleurs ;

Considérant le rapport du groupe de travail de la Commission spécialisée « Risques liés à l'environnement » du Haut Conseil de la santé publique du 1 er février 2021 relatif au Plomb dans l'environnement extérieur : Recommandations pour la maîtrise du risque, qui identifie le plomb présent dans le bâti comme responsable d'une pollution de l'environnement, dans les eaux de ruissellement, dans la cour des immeubles, sur la voirie, dans les caniveaux et les égouts :

Considérant l'avis de l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) du 15 janvier 2020 relatif à la contamination des espaces publics extérieurs par le plomb ;

Considérant la présence historique du plomb à Paris, en particulier dans des bâtiments construits ou restaurés au cours du dix-neuvième siècle et la nécessité subséquente d'une surveillance et d'une réduction du plomb accrues de ces bâtis ;

Considérant l'absence de normes en ce qui concerne la concentration de plomb dans les poussières des surfaces extérieures, excepté le seuil règlementaire de 1000 □g/m2 de plomb dans les poussières déposées au sol lors de travaux, concentration exprimée en plomb acido-soluble, défini par l'arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique, et la difficulté conséquente de caractériser le risque sanitaire d'une présence de plomb en extérieur ;

Considérant la définition par l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France (ARS-IDF) dans son avis sanitaire du 18 juillet 2019 de la valeur de 5000 □g/rn2 comme repère de la présence typique de plomb dans l'espace public parisien antérieurement à l'incendie de la cathédrale Notre-Dame de Paris, de sorte à caractériser des concentrations de plomb atypiques ;

Considérant le vœu relatif à la poursuite et élargissement des actions contre la pollution au plomb adopté par le Conseil de Paris en séance des 1 er, 2, 3 et 4 octobre 2019 ;

Considérant les mesures mises en place par la Ville de Paris dans le cadre du Plan Paris Santé Environnement, du Contrat Local de Santé et de son plan de lutte contre le plomb, d'identification des populations à risque pouvant être significativement exposées significativement au plomb (instauration d'un seuil de vigilance des plombémies infantiles à 25 WL) et de réduction de l'exposition au plomb de ces populations (investigations environnementales dans les écoles à risque de présence de plomb, mise en inaccessibilité et suppression des éléments en plomb identifiés et nettoyage des surfaces extérieures surexposées, en fonction de seuils décidés à partir des expertises sanitaires) ;

Considérant les dispositifs d'aspiration à la source et de réduction des émissions de poussières de plomb au plus près des zones de décapage et de piquage des couches historiques de peinture comprenant du plomb, mis en place lors de la vingtième campagne de peinture de la Tour Eiffel débutée en 2019, et validés par la CRAMIF et l'Inspection du Travail ;

Considérant la volonté de transparence et de démocratie sanitaire de la Société d'Exploitation de la Tour Eiffel (SETE) et de la Ville de Paris concernant la maîtrise du risque associé à la présence de plomb et sa mise en œuvre, notamment la publication sur le site internet de l'ARS-IDF des résultats des prélèvements réalisés sur l'espace public de la Tour Effet, ainsi que l'installation d'un comité de

pilotage du plan plomb présidé par Anne SOUYRIS, adjointe à la Maire de Paris, en présence des associations de lutte contre le saturnisme ;
Considérant les concentrations de plomb en extérieur aux abords de la Tour Eiffel comme largement inférieures à la valeur repère de 5000 □g/m2 ;
Considérant le respect par la SETE de l'arrêté du 12 mai 2009 précité, en particulier la surveillance accrue du plomb dans les poussières surfaciques grâce à plus de 70 points de prélèvements hebdomadaires, et le nettoyage des espaces de travaux tant qu'une concentration de plomb est supérieure au seuil règlementaire de 1000 □g/m2 ;
Considérant le renforcement par la SETE de la surveillance de la présence de plomb sur le chantier, en particulier les campagnes de plombémie trimensuelles et les sessions de formations au risque plomb, le réaménagement du chantier, le renforcement des protocoles et zonages étanches avec douches de décontamination afin d'éviter le risque d'ingestion de plomb via exposition environnementale ;
Considérant la surveillance mise en place par la Ville dans les établissements accueillant des populations vulnérables au risque plomb, soit les investigations environnementales et les nettoyages dans les écoles, la prescription de plombémies aux enfants à risque en raison de comportements pica, les investigations environnementales et réfections le cas échéant des aires de jeu, en particulier à proximité de la Tour Eiffel ;
Considérant l'avis du Haut Conseil de la santé publique du février 2021 relatif à la maîtrise du risque associé à la présence de plomb dans l'environnement extérieur ;
Considérant l'absence de modification suite à l'avis du Haut Conseil de la santé publique du février 2021 des lois et règlements concernant la maîtrise du risque associé à la présence de plomb dans l'environnement extérieur ;
Considérant l'insuffisance de la prise en compte de l'avis du Haut Conseil de la santé publique du 1 er février 2021 par les représentantes et représentants de l'Etat dans les instances concernées, par exemple dans la restauration de la cathédrale Notre-Dame de Paris qui procède de la construction d'une toiture et d'une flèche à l'aide d'environ 460 tonnes de plomb, malgré des interpellations répétées par le Conseil de Paris et la Maire de Paris ;
Considérant le vœu relatif aux risques de santé et de sécurité liés à l'utilisation du plomb dans la reconstruction de la cathédrale Notre-Dame de Paris adopté par le Conseil de Paris en séance des 23 et 24 juillet 2020 ;
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que les mairies d'arrondissement soient associées aux travaux du comité de pilotage du plan plomb de la Ville ;
- Que la Ville interpelle le Gouvernement afin que les lois et règlements concernant la maîtrise du risque associé au plomb soient modifiés ;
- Que les recherches permettant l'identification du seuil de concentration de plomb dans les poussières des espaces extérieurs, dans l'aire urbaine parisienne et dans les espaces fréquentés par les enfants de moins de sept ans, conduisant à un risque d'empoisonnement significatif au plomb, soient soutenues ;
- Que l'Etat instruise d'urgence une évaluation des impacts sur la santé des travaux nécessitant la maîtrise du risque plomb.

2022 V.116 Vœu relatif à la situation des personnes exilées à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la situation de précarité extrême de centaines de personnes exilées à Paris, qu'elle soit économique, sociale ou mentale ;
Considérant les plus de 80 exilé.e.s sans abris qui, faute de solution d'hébergement, ont été contraint.e.s de s'installer dans un bâtiment inoccupé depuis plusieurs années situé au 17 rue Saulnier dans le 9e arrondissement ;
Considérant aussi les situations d'errance dans lesquelles se trouvent de nombreux.ses exilé.e.s, sans solution de mise à l'abri dans plusieurs arrondissements parisiens ;
Considérant que la politique d'accueil, d'asile et d'intégration des réfugiés est une compétence de l'État ;
Considérant la permanence des conflits armés au Soudan, en Érythrée, au Mali, et les dangers encourus par les populations civiles dans de nombreux pays sur les continents africain et asiatique, matérialisés par des bombardements, des populations civiles qui fuient, et une crise humanitaire dont nous mesurons l'ampleur sur notre territoire ;
Considérant que la France s'est engagée, via la Convention de Genève, en vertu de son article 1.2.A, à accorder le statut de réfugié.e, et toutes les garanties associées à ce statut, "à toute personne qui, craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle

a la nationalité et qui ne peut, du fait de cette crainte, ou ne veut se réclamer de la protection de ce pays." ;
Considérant les accords de Dublin I, II et III, et le système de répartition des réfugié.e.s entre les pays membres de l'Union Européenne ;
Considérant le Pacte mondial sur les réfugié.e.s voté par l'Assemblée générale de l'ONU le 17 décembre 2018 ;
Considérant l'engagement souvent réaffirmé des élu.e.s parisien.ne.s pour la sauvegarde de la paix, des droits humains, de la démocratie et de la liberté ;
Considérant le voeu de l'exécutif relatif à la situation en Ukraine adopté en Conseil de Paris le 22 mars 2022 ;
Considérant le voeu relatif au 17 rue Saulnier adopté en Conseil du 9e arrondissement le 16 mai 2022 ;
Considérant l'engagement historique et maintes fois renouvelé de la Ville de Paris pour la défense de la liberté, de la paix, des valeurs démocratiques du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et en soutien aux peuples victimes de la guerre ;
Considérant les réactions rapides des Mairies d'arrondissement en organisant notamment des collectes de dons en soutien au peuple ukrainien en lien avec la Fabrique de la Solidarité ;
Considérant que la mobilisation en faveur de l'accueil des ukrainien.ne.s a prouvé que la volonté politique de l'État rendait possible la mobilisation de moyens pour organiser la mise à l'abri d'un nombre important de personnes exilées ;
Considérant que tou.te.s les exilé.e.s devraient être traités et donc accueillis dans des conditions identiques.
Sur proposition de Nour DURAND-RAUCHER, Fatoumata KONÉ et des élu.e.s du Groupe Ecologiste de Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Évalue les besoins des personnes exilées résident actuellement au 17 rue Saulnier et de l'ensemble des personnes exilées, en errance dans notre ville ;
  - Organise des permanences d'accès aux droits et des cellules de soin en santé mentale ;
  - Interpelle la Préfecture afin de trouver des solutions de logement pérennes et dignes pour les personnes exilées installées au 17 rue Saulnier et celles actuellement en errance dans notre ville ;
  - Traite de manière égale toutes les personnes exilées sur notre territoire, quelle que soit leur nationalité à l'image de l'accueil des réfugié.e.s ukrainien.ne.s ;
  - Demande à la Ville de Paris, qui a réaffirmé son rôle de ville-refuge, garante de l'accueil inconditionnel, de poursuivre et amplifier ses actions en faveur d'un accueil digne des personnes réfugiées ;
  - Demande à l'État d'organiser l'accueil des personnes exilées et d'améliorer enfin les conditions d'accueil des personnes demandant l'asile en France et à Paris, notamment l'ouverture de centres de premier accueil et de places d'hébergement à la hauteur des besoins ;
  - Demande à l'État qu'il :
    - Facilite, en lien avec l'APHP, l'accès aux soins des personnes exilées ;
    - Soutienne la demande auprès d'Ile-de-France mobilités d'un accès gratuit aux titres de transports pour toutes les personnes exilées afin de faciliter leurs déplacements indispensables pour notamment effectuer les démarches administratives ;
    - Demande à l'Etat d'organiser l'accueil des enfants et étudiant.e.s dans son système de droit commun d'enseignement public.

2022 V.117 Vœu relatif à la transformation des bureaux vides en logements.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'engagement des groupes de la majorité et de l'exécutif parisien à produire un nombre de logements sociaux annuels dans le cadre du PLU permettant de répondre aux besoins des Parisiennes et des Parisiens sans artificialiser les dernières parcelles de pleine terre et les espaces verts restants ;
Considérant l'urgence de remédier à l'absence de logements ou du mal-logement ;
Considérant que les dépenses relatives au logement occupent une part trop élevée de la dépense des ménages et que cette situation constitue l'une des raisons du départ de Paris, en particulier pour les ménages de classe moyenne et de classe populaire, mettant à mal la diversité sociale qui constitue pourtant une richesse pour notre capitale ;
Considérant que la crise du Covid aura eu pour conséquence de généraliser de nouveaux modes de vies et de nouvelles manières de travailler dans le domaine tertiaire, et notamment le recours au télétravail complet ou partiel ;

Considérant que, malgré un recentrement des investissements, achats et locations de bureaux dans Paris intra-muros à l'issue de la crise, de très nombreux mètres carrés d'espaces dédiés aux activités professionnelles tertiaires restent vides et continuent à alimenter la spéculation immobilière ;
Considérant que les projets d'urbanisme récents ou en cours continuent trop souvent à faire financer la réhabilitation de l'espace public, la production de logements sociaux et la réalisation d'espaces verts par la construction de nouveaux mètres carrés de bureaux ;
Considérant le développement de tiers-lieux offrant aux personnes de nouvelles possibilités plus flexibles de travailler en dehors de chez elles qui viennent néanmoins augmenter encore le nombre de mètres carrés dédiés à l'activité économique au détriment du logement ;
Considérant l'objectif de rééquilibrage entre l'Est et l'Ouest de la capitale, l'Ouest étant largement bénéficiaire en bureaux et déficitaire en logements, en particulier sociaux ;
Considérant la pénurie de foncier non bâti dans la capitale, les besoins des Parisiennes et des Parisiens en termes d'accès à la pleine terre et l'opportunité que représentent ces centaines de milliers de mètres carrés déjà construits, mais vides, pour produire du logement social destiné à toutes et à tous ;
Considérant les difficultés techniques et budgétaires inhérentes à la transformation de bureaux en des logements décents, répondant à des normes architecturales contemporaines ;
Considérant l'étude de l'APUR de 2015 qui a identifié un potentiel de 800 000 m2 de bureaux vides susceptibles d'être transformés en logements ;
Considérant qu'en 2015, la Ville de Paris s'était fixée pour objectif d'accompagner la transformation du 250 000 m2 de bureaux en logements d'ici 2020, ce que la conjoncture n'a pas pu permettre. Néanmoins, on a pu noter d'ores et déjà 150 000 m2 de bureaux transformés en logements sur la période 2015-2020, effort considérable qu'il s'agit de continuer.
Sur proposition d'Emile MEUNIER, Jérôme GLEIZES, Corine FAUGERON, Nour DURAND-RAUCHER, Fatoumata KONÉ et les élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris (GEP), au nom de l'exécutif:

Émet le vœu :

- Que l'APUR actualise son étude de 2015 sur les potentialités de transformation des bureaux vides en logements en particulier sociaux ;
- Que cette étude actualisée comprenne un bilan des politiques publiques menées, identifie les freins (à la lumière notamment des contraintes architecturales, juridiques et budgétaires) et les moyens de les lever, ainsi que les opportunités, et propose des outils pour massifier la transformation de bureaux en logements ;
- Qu'aucune option ne soit écartée comme par exemple la création d'une foncière dédiée afin que la puissance publique puisse intervenir pleinement sur le marché de la transformation ;
- Qu'à la suite de cette étude, soit organisé un débat dédié au Conseil de Paris suivi de la mise en oeuvre d'un grand plan de transformation associant l'ensemble des parties prenantes et doté des moyens financiers nécessaires ;
- Que soit étudié dans le cadre de la révision du PLU, le conditionnement pour l'obtention d'un permis de construire et/ou l'incitation forte à la réversibilité totale de tout nouveau bureau en logement. .

2022 V.118 Vœu relatif au respect des Protections Ville de Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'ambition de la Ville de Paris de protéger son patrimoine urbanistique et architectural, témoin de l'histoire de la Ville ;
Considérant que l'article 151-19 du Code de l'urbanisme dispose que "le règlement (du plan local d'urbanisme) peut identifier et localiser les éléments de paysage et identifier, localiser et délimiter les quartiers, îlots, immeubles bâtis ou non bâtis, espaces publics, monuments, sites et secteurs à protéger, à conserver, à mettre en valeur ou à requalifier pour des motifs d'ordre culturel, historique ou architectural et définir, le cas échéant, les prescriptions de nature à assurer leur préservation, leur conservation ou leur restauration."
Considérant que sur le fondement de cet article la Ville de Paris a adopté un article UG 11.5 dans son Plan Local d'Urbanisme (PLU) intitulé Protection des formes urbaines et du patrimoine architectural (des dispositions similaires existent pour les autres zonages UV, UGSU…) et référencé près de 4 700 bâtiments et éléments particuliers en leur faisant bénéficier d'une Protection Ville de Paris (PVP), protections qu'il est prévu de renforcer dans le futur PLU bioclimatique ;
Considérant que les PVP étant inscrites au PLU, la loi impose que seule une procédure de modification du PLU, nécessitant une enquête publique sur le projet visé, puisse lever cette protection, en totalité ou partiellement ;
Considérant ainsi que la Ville ne peut pas délivrer un permis de construire concernant un immeuble bénéficiant d'une PVP, à l'exception de travaux de conservation précisément définis et listés au 1° de l'article UG 11.5 ;

Considérant toutefois et malgré ces dispositions protectrices que plusieurs immeubles ou parcelles protégées par des PVP ont fait l'objet de permis de construire sans modification préalable du PLU ;
Considérant à titre d'exemple les parcelles sises 206 rue Lafayette dans le 10e arrondissement, protégées notamment en raison du témoignage que l'îlot représentait de l'habitat des faubourgs comme de l'architecture industrielle qui se raréfie considérablement à Paris, et dont la municipalité a autorisé récemment la démolition partielle malgré la PVP ;
Considérant à titre d'autres exemples, la densification de l'hôpital de la Fondation de Rothschild et la destruction totale de l'harmonie de sa façade exceptionnelle rue Marcadet dans le 18e arrondissement,
Considérant que la Commission du Vieux Paris (CVP), qui regroupe des élu.e.s et expert.e.s, analyse les demandes de modification des bâtiments présentant un intérêt architectural et patrimonial, en particulier ceux concernés par une PVP, afin de produire des avis concernant les projets.
Sur proposition de Léa VASA, Émile MEUNIER, Corine FAUGERON, Raphaëlle RÉMY-LELEU, Sylvain RAIFAUD, Fatoumata KONÉ et les élu·e·s du Groupe Écologiste de Paris (GEP), au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que, dans le cadre de la révision du PLU, soient étudiées avec précision les motivations des Protections Ville de Paris afin de garantir une protection renforcée du bâti parisien ;
- Que, dans les cas où la Ville de Paris souhaiterait lever les dispositifs de Protection Ville de Paris inscrits au PLU adopté en Conseil de Paris, elle procède à une enquête publique en vue d'une modification du PLU avant le vote en Conseil de Paris ;
- Que l'avis de la Commission du Vieux Paris sur ces projets de modification ou de suppression de PVP soit obligatoirement communiqué au Conseil de Paris avant la présentation de la délibération.

2022 V.119 Vœu relatif aux outils règlementaires pour la poursuite des opérations de contrôle des dark stores et dark kitchens à Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant les deux vœux adoptés en Conseil de Paris d'octobre 2021 et de rnars 2022 relatif au développement des quick-commerces ;
Considérants les appels lancés par la Mairie de Paris de mars dernier aux opérateurs du quick commerce à se mettre en conformité la réglementation ainsi qu'à se rnontrer exemplaire dans leur modèle social et à réduire les nuisances ;
Considérant les résultats de l'étude de l'APUR de janvier 2022 identifiant sur le territoire parisien et sa proche banlieue plus de 80 « dark stores » appartenant à une dizaine d'enseignes confirmé par le recensement effectué en lien avec les mairies d'arrondissement depuis la fin 2021, les signalements issus de la plateforme récemment mise en ligne sur le site de Paris et les carnpagnes d'inspections réalisées par la Direction de l'Urbanisme ;
Considérant qu'au titre de l'article UG.2.2.2, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Paris, interdit la création d'entrepôts dans les rez-de-chaussée et les sous-sols des immeubles à usage d'habitation ;
Considérant que malgré les verbalisations et les procédures engagées en lien avec la Procureur de la République, ces quick commerces poursuivent leurs activités continuent de générer de nornbreuses nuisances pour les riverains et créent un climat d'insécurité routière pour les piétons cheminant à proximité de ces commerces ;
Considérant le guide des règles applicables aux dark stores pour les élus locaux publié par le Gouvernement le 18 mars 2022, qui indique que les dark stores comprenant un système de bornes « click and collect » ou de drive piéton sont considérés comme du commerce ;
Considérant que ce guide, rnalgré son ineptie juridique, est utilisé par les opérateurs de dark store comme argument dans le cadre des procédures contradictoires engagées par la municipalité, et donc pour maintenir leurs activités rnalgré les contrôles ;
Considérant l'absence d'outils juridiques pour règlementer les dark kitchen, assimilées à une activité d'artisanat au titre du code de l'urbanisme, qui continuent de proliférer sur le territoire parisien ;
Considérant l'absence de réflexion de ces opérateurs de dark stores comme de dark kitchen sur l'impact de leurs activités sur l'équilibre des quartiers et le commerce de proximité ;
Considérant les conditions de travail dégradées de leurs salariés :

- haut niveau de stress et prises de risque sur te trajet induit par les délais en 10 minutes de livraisons effectuées sur des deux-roues,
- grande charge de travail en soirée et le week-end risquant de faire fi de plages de repos suffisantes des salariés accentuant les prises de risque - des facteurs augmentés pour les opérateurs qui font appel à des travailleurs indépendants dont les contrats sont souvent précaires, ou à Itinterim ;
- « dark kitchens » parfois installées dans des locaux inadaptés à la restauration (absence de hottes et de dispositifs de captation non-inflammables (norme MO) ainsi que des conduits d'évacuation) ;

Considérant qu'une Maison des coursiers a été mise en place il y a bientôt un an dans le but d'aider les travailleurs « ubérisés » faussement indépendants à accéder aux droits que les plateformes refusent de leur reconnaître en niant l'existence d'un contrat de travail ;
Considérant qu'en dépit de leur statut de salariés ils sont pourtant un certain nombre à solliciter la structure en raison des dérives constatées.
Considérant que certaines de enseignes licencient des centaines de livreurs alors qu'elles ont bénéficié de levée de fonds de plusieurs centaines de millions d'euros ;
Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Continue son travail d'identification et d'information en lien avec les mairies d'arrondissement afin de renforcer et d'assurer l'efficacité des procédures administratives et pénales engagées ;
  - Utilise tous les leviers dont elle peut disposer, notamment dans le cadre de la révision du PLU en cours, afin que Paris devienne une ville « zéro darkstore et « zéro dark kitchen » ;
  - Interpelle les députés et sénateurs et alerte le gouvernement, afin d'obtenir les outils règlementaires nécessaires à l'encadrement strict, voire à l'interdiction des « dark stores » et « dark kitchens » ;
  - En parallèle du travail déjà engagé avec la Procureur de la République, interpelle le Ministère du travail ainsi que toutes les autorités compétentes afin qu'une enquête administrative et judiciaire (inspection du travail et/ou autres) puisse être menée dans chaque établissement parisien actuellement ouvert.

2022 V.120 Vœu relatif à la remise en état des cours d'établissements après occupation de celles-ci durant les week-ends.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant la délibération DASCO 137 adoptée en Conseil de Paris de décembre 2020, dont l'objet est d'ouvrir au public, le week-end et gratuitement, des cours d'établissement scolaires et des établissements d'accueil de la petite enfance en régie à des associations ;
Considérant que la délibération DASCO 137 prévoit que ces occupations aient lieu les samedis ;
Considérant que les cours d'établissements doivent être remises en état afin de permettre l'accueil des enfants dès le lundi qui suit le samedi de leur occupation ;
Considérant que la DASCO 137 prévoit que « la Ville prendra en charge le nettoyage permettant de s'assurer que l'établissement - école ou EAPE - puisse ouvrir le lundi matin dans les conditions optimales » ;
Considérant que l'exposé des motifs de la délibération DASCO 18 relative à l'approbation du règlement intérieur d'utilisation des cours d'écoles et de collèges ouvertes au public les week-ends, adoptée en Conseil de Paris de mars 2021, établit qu'un « retour d'expérience de ces premières ouvertures permettra de préciser les conditions nécessaires à l'élargissement du projet et le calendrier d'une éventuelle généralisation » ;
Considérant qu'un tel retour d'expérience doit, pour être complet, inclure la prise en compte des conditions de travail des agent·e·s chargés de la remise en état des cours d'établissements ainsi que du gardiennage ;
Considérant le vœu rattaché à la délibération DASCO 137 adopté en Conseil de Paris de décembre 2020, disposant que « suite aux occupations des cours d'établissements par des associations, la remise en état des lieux ne fasse l'objet d'aucun travail dominical » et que « suite aux occupations des cours d'établissements par des associations, la remise en état des lieux soit assurée par des agent·e·s de la Ville de Paris, dans le cadre d'une réorganisation des cycles de travail, après discussion avec les organisations syndicales » ;
Considérant le vœu rattaché à la délibération DASCO 18 adopté en Conseil de Paris de mars 2021, disposant que « les modalités de recrutement et les statuts des personnels chargés du gardiennage et de la remise en état des cours d'établissements appliquées lors de l'expérimentation du dispositif et envisagées pour sa généralisation fassent l'objet d'une communication aux président·e·s de groupes de Conseil de Paris, incluant notamment une présentation de la réorganisation des cycles de travail, des efforts conduits pour éviter le recours à la sous-traitance et un retour des échanges avec les organisations syndicales » et « qu'un même bilan soit transmis aux conseiller·es d'arrondissement qui en feraient la demande » ;
Considérant qu'un tel bilan n'a, à ce jour, ni été transmis ni été présenté ;
Sur proposition de Nicolas BONNET-OULALDJ, Jean-Noël AQUA et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen,

Émet le vœu :

- Qu'un bilan de l'ouverture des cours d'écoles le week-end soit transmis aux groupes du Conseil de Paris et présenté en 6e commission, comprenant à la fois les modalités de recrutement et les statuts des personnels chargés du gardiennage et de la remise en état des cours d'établissements mais également les retours d'expérience (activités conduites, associations accueillies, publics visiteurs) par cour d'école ou d'EAPE.

2022 V.121 Vœu relatif à la préservation des jardins d'enfants pédagogiques de la Ville de Paris.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant que les jardins d'enfants constituent les plus anciens établissements d'accueil de la petite enfance ;

Considérant l'existence de 20 Jardins d'enfants à Paris, accueillant près de 800 enfants ;

Considérant que les Jardins d'Enfants, à Paris, accueillent près de 1296 d'enfants en situation de handicap ;

Considérant la mission confiée par la Ville de Paris à l'observatoire du Changement de Science Po an de mesurer scientifiquement l'apport pédagogique des jardins d'enfants à travers la comparaison de l'acquisition de dimensions cognitives, comportementales, scolaires et organisationnelles de deux cohortes d'enfants de 4 à 6 ans ;

Considérant les résultats de cette étude, qui ont permis de démontrer, en toute objectivité, l'intérêt de ces structures compte-tenu de leur qualité pédagogique en matière de socialisation, de préparation à l'école primaire par le biais des passerelles de 3 à 6 ans, et leur capacité d'assurer une mixité sociale ainsi que l'inclusion d'enfants en situation de handicap ;

Considérant les dispositions contenues dans la loi « pour une école de la confiance », adoptée en 2019, prévoyant désormais le caractère obligatoire de l'instruction dès l'âge de 3 ans ;

Considérant l'absence de la prise en compte de la spécificité des jardins d'enfants ;

Considérant la mobilisation des professionnel.le.s, ainsi que des parents, fréquentant ces jardins d'enfants ;

Considérant le vœu de l'exécutif relatif à la préservation des jardins d'enfants pédagogiques de la Ville de Paris, adopté en séance des 1, 2, 3, et 4 avril 2019 au conseil de Paris ;

Considérant, grâce à la mobilisation des élu.e.s parisien.ne.s, le report à la rentrée 2024 des dispositions de la loi « pour une école de la confiance » pour ce qui concerne les Jardins d'Enfants ;

Considérant la nécessaire réflexion sur le devenir de ces structures à cet horizon ;

Considérant la volonté du Conseil de Paris de conserver les spécificités des Jardins d'Enfants ;

Considérant le travail engagé avec l'Éducation Nationale pour inventer un nouveau modèle d'accueil des jeunes enfants qui permettrait de conserver les spécificités des Jardins pédagogiques ;

Sur proposition de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Réaffirme son attachement aux spécificités des pratiques pédagogiques qui prennent place au sein des jardins d'enfants ;
  - Interpelle les futur.e.s député.e.s de la XVIème législature sur les dispositions législatives à pérenniser les jardins d'enfants ;
  - Partage un état des lieux- des statuts des locaux accueillant les JEP ;
  - Communique, dès maintenant, sur cette alternative pédagogique auprès des familles afin de maintenir l'accueil des enfants dans les JEP ;
  - Entame une évaluation et une concertation avec toute la communauté pédagogique opérant dans les JEP, les parents des enfants et les élu.es sur les pédagogies alternatives pratiquées dans les JEP et ailleurs ;
  - Poursuive le travail déjà engagé, en partenariat avec l'Education nationale, de nouveau modèle d'accueil des jeunes enfants, hybride entre l'établissement d'accueil de la petite enfance et l'école maternelle, en concertation avec l'ensemble des partes prenantes (parents des enfants, mairies d'arrondissement) ;
  - Porte une attention particulière, quels que soient les scenarii retenus, à l'inclusion des enfants en situation de handicap ;
  - Engage une réflexion pour sécuriser les parcours professionnels des éducateurs.trices de jeunes enfants, et plus largement des personnels des JEP.

2022 V.122 Vœu relatif au nécessaire remplacement des absences des agent·e·s spécialisé·e·s des écoles maternelles.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le vœu adopté lors du Conseil du 19e Arrondissement du 17 mai dernier ;
Considérant qu'à Paris, le taux d'encadrement des agent·e·s spécialisé·e·s des écoles maternelles (ASEM), par classe, est parmi les plus favorables de France ;
Considérant cependant, que plusieurs écoles restent confrontées à des absences de différentes natures - formation professionnelle, RTT, congés maladies de longues ou courtes durées...- qui perturbent leur fonctionnement ;
Considérant l'absence de complément de service s'agissant des ASEM à temps partiel (décharge syndicale, mi-temps thérapeutique, temps partiel classique, etc.) ;
Considérant la persistance des non-remplacements malgré le moindre recours aux autorisations spéciales d'absence (ASA) des ASEM en raison du ralentissement de la propagation de l'épidémie du Covid-19 ;
Considérant les alertes répétées des parents d'élèves, des enseignant.e.s et des ASEM de multiples maternelles parisiennes ;
Considérant, les situations préoccupantes qu'ont pu connaître de nombreuses maternelles parisiennes parmi lesquelles la maternelle Servan (Paris 11e), la maternelle Charles Hermite (Paris 18e), la maternelle Bolivar (Paris 19e) ;
Considérant le rôle essentiel que jouent les ASEM tant à l'égard de l'apprentissage, du développement, de l'accompagnement vers l'autonomie, de la sécurité que de l'hygiène des classes et des enfants ;
Considérant les inégalités entre les écoles, entre les quartiers et donc entre les enfants qui résultent du non-remplacement des ASEM absent.e.s ;
Considérant par ailleurs la persistance de ces dysfonctionnements malgré les recrutements d'ASEM supplémentaires initiés par la Ville de Paris depuis 2013.
Sur proposition de Alice TIMSIT, Raphaëlle RÉMY-LELEU, Sylvain RAIFAUD, Fatoumata KONÉ et des élu.e.s du Groupe Écologiste de Paris, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - S'assure que le nombre effectif d'ASEM dans les écoles maternelles réponde au barème en vigueur depuis 2013 ;
  - Adapte la dotation d'ASEM et d'ATEM à Paris de façon à compenser les temps partiels et à faire face aux absences de droit avec l'objectif d'un remplacement dès le 1er jour d'absence ;
  - Améliore le fonctionnement de la brigade de remplacement adaptée aux besoins de remplacement ponctuels ;
  - Engage une réflexion avec les agents pour définir au mieux leurs affectations au regard des nécessités de service dans chaque école maternelle.

2022 V.123 Vœu relatif à la rénovation de la cité scolaire mixte régionale Paul Valéry (12e).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant le projet de réhabilitation de la cité scolaire mixte régionale Paul Valéry du 12e arrondissement ;
Considérant qu'un projet de rénovation ambitieux est très attendu par les élu.es locaux, le personnel éducatif et les parents d'élèves, qui demandent depuis de nombreuses années des travaux devenus indispensables au regard de la vétusté des bâtiments ;
Considérant l'appel d'offre pour la conception et la réalisation de travaux, lancé fin août 2020 par la Région Île-de-France ;
Considérant le projet porté par la Région, et le rectorat de faire du lycée Paul-Valéry le premier campus de l'intelligence artificielle d'ici 2025 ;
Considérant que le projet lauréat de l'appel d'offre émis par la Région Île de France pour la réhabilitation de la cité avait par conséquent parmi ses objectifs celui de favoriser l'implantation de ce campus devant accueillir des entreprises, des espaces de coworking et de formation à l'intelligence artificielle ;
Considérant que le projet architectural désigné, censé offrir aux enseignant·es et aux élèves de meilleures conditions d'apprentissage, compte-tenu de ses caractéristiques connues, n'apporte pas de garanties suffisantes pour de bonnes conditions d'enseignement en Éducation Physique et Sportive (EPS).
Considérant, de plus, que le projet envisage d'installer, sur une partie de la parcelle accueillant actuellement le réfectoire, un incubateur d'entreprises, plutôt qu'à un internat ou à une salle polyvalente dédiée aux activités éducatives (théâtre, danse, yoga) comme demandé par les enseignant·es et parents d'élèves ;

Considérant que la demande de couverture du Terrain d'Education Physique (TEP), nécessaire à l'amélioration des conditions d'enseignement du sport n'a pas été intégrée au projet ;
Considérant que le projet, bien que positif à de multiples égards (apports en végétalisation, travaux de réfection, esthétique architecturale globale, appropriation genrée de l'espace…) ne saurait être considéré comme satisfaisant s'il induit une dégradation des conditions d'enseignement ;
Considérant que la réhabilitation de la cité scolaire Paul Valéry doit en premier lieu servir les besoins éducatifs des élèves et des enseignant·es et doit, dès lors, être conduite et guidée par ce premier objectif ;
Considérant qu'en l'état, le projet et notamment la place dédiée au secteur privé ne permettent pas de remplir cet objectif ;
Sur proposition de Nicolas Bonnet Oulaldj, Jean-Noël Aqua et les élu·e·s du Groupe communiste et citoyen, au nom de l'exécutif,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Interpelle la Région Ile-de-France et le rectorat que le projet de réhabilitation soit revu afin de :
    - Associer plus largement l'ensemble des personnels éducatifs et des parents d'élèves et permettre une meilleure prise en compte des besoins qu'ils ont su identifier dans la programmation, notamment en matière d'éducation physique et sportive ;
    - Dédier le plus d'espaces possibles à de nouvelles activités scolaires plutôt qu'à des entreprises privées sur la parcelle du réfectoire, en y étudiant la création d'un terrain de sport polyvalent ainsi que d'une salle polyvalente.
    - Étudier les conséquences à la fois financières et calendaires de la couverture du TEP existant, compte-tenu des engagements déjà pris à l'égard de la Région Ile-de-France.

2022 V.124 Vœu relatif au projet de Carte Scolaire 2022/2023 et aux conditions d'apprentissage et de réussite scolaire.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant l'annonce par le Rectorat de Paris de plusieurs fermetures de classe notamment dans les 10e, 14e, 17e, 18e, 19e et 20e arrondissements de Paris et, par exemple pour le 14e, à l'école maternelle 3bis Alésia ainsi que la volonté de fermeture de classes dans les écoles élémentaires Alain Fournier et Maurice d'Ocagne, qui seront toutes proposées au prochain CDEN ;
Considérant qu'un effectif par classe contrôlé, raisonnable et stable est un facteur important de la réussite éducative ;
Considérant que parmi les écoles concernées par une proposition de changement de carte scolaire à la rentrée de septembre 2022, plusieurs sont en Réseau d'Éducation Prioritaire, où l'effectif par classe est une donnée particulièrement importante pour les conditions d'apprentissages, de réussite scolaire et sur le climat scolaire ;
Considérant l'impact de la crise sanitaire et des confinements successifs sur les conditions d'apprentissage et sur la santé et le bien-être de tou·te·s et notamment des enfants
Considérant que la brigade de remplacement est nettement insuffisante au vu des difficultés rencontrées ces derniers mois pour remplacer les enseignants et enseignantes absent·es.
Sur proposition de Carine PETIT et des élu·es Génération·s, de Raphaëlle REMY-LELEU, Fatoumata KONÉ et les élu·es du groupe écologiste de Paris,

Émet le vœu :

- Que la Mairie de Paris réaffirme son engagement pour la réussite éducative des enfants parisiens et émette le vœu auprès du Rectorat de Paris :
  - Que soit annulée la fermeture de classe à l'école maternelle 3bis Alésia ;
  - Que soient préservées les classes menacées de fermetures dans les écoles élémentaires par un moratoire sur celles situées en REP dès la rentrée 2022-2023 ;
  - Que soit renforcée de manière significative la brigade de remplacement des enseignants et enseignantes.

2022 V.125 Vœu relatif à la mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite des écoles et collèges.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Considérant la loi du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées qui comporte une obligation d'accessibilité des établissements recevant du public (ERP), des écoles, des locaux professionnels, des logements, de la voirie, des services publics, des loisirs ;

Considérant le droit pour chaque enfant à une scolarisation en milieu ordinaire au plus près de son domicile et à un parcours scolaire continu et adapté ;
Considérant la signature par la Ville de Paris de 9 « Agendas d'accessibilité programmée » pour la période 2016-2024 devant aboutir à la mise en accessibilité de l'intégralité de près de 2 700 équipements ;
Considérant la Communication relative à la Stratégie Handicap sur la période 2017-2021 (2021 DASES 255), seuls 33% des équipements DASCO (255 sur 781) étaient accessibles à la fin 2020 ;
Considérant les objectifs énoncés par cette Communication de parvenir à 272 équipements DASCO accessibles en 2021 et 309 en 2022, soit 40% ;
Considérant la présence de 8 Centres de loisirs à parité répartis dans 7 arrondissements, entièrement équipés à l'accueil des enfants handicapés et misant sur l'accueil paritaire ;
Considérant, d'après les données de l'APUR de 2018, que plus de 80% d'élèves en situation de handicap sont scolarisés dans une école ordinaire, parmi lesquels 75% sont scolarisés dans le public ;
Sur proposition d'Inès DE RAGUENEL et des élu-e-s du groupe Changer Paris,

Émet le vœu :

- Que la Maire de Paris
  - Dresse un bilan comptable précis et à jour des écoles et collèges mis aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite dans chaque arrondissement.
  - Établisse une stratégie territoriale de mise en accessibilité PMR des écoles et collèges en ciblant des établissements pour leur situation géographique stratégique.

2022 V.126 Vœu relatif au soutien aux étudiant.e.s venant d'Ukraine sans en être ressortissants et ne bénéficiant en France d'aucun statut privilégié.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 10 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 10 juin 2022.

Le Conseil de Paris,
Considérant que le Conseil de l'Union Européenne, en date du 4 mars 2022, a pris la décision d'introduire une protection temporaire des personnes déplacées venant d'Ukraine ;
Considérant que cette décision d'exécution étend la protection « aux apatrides, et des ressortissants de pays tiers autres que l'Ukraine, qui peuvent prouver qu'ils résidaient légalement en Ukraine avant le 24 février 2022, sur la base d'un permis de séjour permanent en cours de validité délivré conformément au droit ukrainien, et qui ne sont pas en mesure de retourner dans leur pays ou région d'origine dans des conditions sûres et durables. Cette protection devrait prendre la forme soit de l'application de la présente décision à leur égard, soit d'une autre protection adéquate en vertu du droit national, selon que chaque État membre en décidera. » ;
Considérant que le gouvernement français a mis en œuvre la décision du Conseil de l'Union Européenne du 5 mars 2022 par une circulaire du 10 mars de la même année, en restreignant l'obtention de la protection temporaire aux ressortissants ukrainiens qui résidaient en Ukraine avant le 24 février 2022, aux ressortissants de pays tiers ou apatrides qui bénéficient d'une protection internationale ou d'une protection nationale équivalente en Ukraine avant le 24 février 2022, aux ressortissants de pays tiers ou apatrides qui établissent qu'ils résidaient régulièrement en Ukraine « sur la base d'un titre de séjour permanent en cours de validité délivré conformément au droit ukrainien et qui ne sont pas en mesure de rentrer dans leur pays ou région d'origine dans des conditions sûres et durables » ;
Considérant que la notion de « conditions sûres et durables » n'est pas clairement définie, peut entraîner des discriminations selon le pays d'origine et conduire à l'expulsion d'individus risquant de voir leurs conditions de vie, d'études et de travail largement dégradées ;
Considérant qu'une partie des étudiant.e.s présents en Ukraine et arrivant en France ne sont pas des ressortissants ukrainiens mais y poursuivaient des études importantes pour leur parcours personnel et professionnel ;
Considérant que l'attribution d'une protection temporaire ne peut pas se limiter au seul critère d'un retour « dans des conditions sûres et durables » mais doit prendre en compte la capacité de ces individus à continuer de vivre leur vie dans des conditions d'études et de travail similaires ;
Considérant qu'une partie de ces étudiant.e.s poursuivait en Ukraine des études en santé, discipline dont la France manque de nombreux.ses professionnel.le.s,
Sur proposition de Rémi FERAUD et des élu·e·s du groupe Paris en Commun, Raphaëlle REMY-LELEU, Fatoumata KONÉ et des élu·e·s du groupe écologiste de Paris, Nathalie MAQUOI et des élu·e·s Génération·s, Nicolas BONNET-OULALDJ, Jean-Noël AQUA et des élu.e.s du groupe Communiste et Citoyen,

Émet le vœu :

- Que la Ville de Paris
  - Interpelle l'État pour que les étudiant.e.s provenant d'Ukraine mais n'en étant pas ressortissants et ne correspondant pas aux conditions posées par le gouvernement français bénéficient également du statut de réfugié.s et de la protection temporaire.

- S'engage à leur garantir l'accès à tous les dispositifs de solidarité et d'accompagnement qui dépendent d'elle.

2022 R.19 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Conférence des financeurs du sport d'Ile-de-France.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de la Conférence des financeurs du sport d'Ile-de-France :

- M. Pierre RABADAN.

2022 R.20 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein du Comité départemental des services aux familles.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Sont désignés comme représentants de la Ville de Paris au sein du Comité départemental des services aux familles :

Titulaires :

- Mme Lamia EL AARAJE
- Mme Camille NAGET
- Mme Sandra BOËLLE

Suppléants :

- M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL
- Mme Hélène BIDARD
- M. François CONNAULT

2022 R.21 Désignation d'une représentante de la Ville de Paris au sein du Syndicat mixte du bassin versant de la rivière Ourcq Aval "l'Ourcq Aval" (Comité syndical).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein du Syndicat mixte du bassin versant de la rivière Ourcq Aval "l'Ourcq Aval" (Comité syndical) :

- Mme Farida KERBOUA, titulaire, en remplacement de M. Gérard LOUREIRO désigné lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

2022 R.22 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein des établissements publics locaux d'enseignement - Collèges de moins de 600 élèves et ne comportant pas de section d'éducation.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Sont désignés comme représentants de la Ville de Paris au sein des établissements publics locaux d'enseignement - Collèges de moins de 600 élèves et ne comportant pas de section d'éducation :

Collège Suzanne Lacore, 141-143, boulevard Macdonald (19e) (Conseil d'administration) :

- Mme Farida KERBOUA, suppléante, en remplacement de M. Gérard LOUREIRO désigné lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

Collège Paul-Bert 8, rue Huyghens (14e) (Conseil d'administration) :

- Mme Olivia POLSKI, suppléante, en remplacement de Mme Célia BLAUEL démissionnaire, désignée lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

2022 R.23 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein des établissements publics locaux d'enseignement - Autres collèges de moins de 600 élèves comportant une section d'éducation spécialisée et collèges de plus de 600 élèves.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Sont désignés comme représentants de la Ville de Paris au sein des établissements publics locaux d'enseignement - Autres collèges de moins de 600 élèves comportant une section d'éducation spécialisée et collèges de plus de 600 élèves :

Collège Georges-Brassens, 4, rue Erik-Satie (19e) (Conseil d'administration) :

- Mme Farida KERBOUA, titulaire, en remplacement de M. Gérard LOUREIRO désigné lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

Collège Edouard-Pailleron 33, rue Edouard-Pailleron (19e) (Conseil d'administration) :

- Mme Farida KERBOUA, titulaire, en remplacement de M. Gérard LOUREIRO désigné lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

Collège Jean-Moulin 75, rue d'Alésia (14e) (Conseil d'administration) :

- M. Pierre RABADAN, titulaire, en remplacement de Mme Célia BLAUEL démissionnaire, désignée lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

2022 R.24 Désignation d'une représentante de la Ville de Paris au sein de l'Association "Théâtre musical de Paris - Théâtre du Châtelet" (Conseil d'administration et Assemblée générale).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein de l'Association "Théâtre musical de Paris - Théâtre du Châtelet" (Conseil d'administration et Assemblée générale) :

- Mme Dominique KIELEMOËS, en remplacement de Mme Célia BLAUEL démissionnaire, désignée lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

2022 R.25 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil de coordination interportuaire de la Seine.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil de coordination interportuaire de la Seine :

- M. Pierre RABADAN, en remplacement de Mme Célia BLAUEL démissionnaire, désignée lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

2022 R.26 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission d'appel d'offre du groupement de commandes relatif à la mise en œuvre de la Charte Sable en Seine.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission d'appel d'offre du Groupement de commandes relatif à la mise en œuvre de la Charte Sable en Seine. :

- M. Pierre RABADAN, titulaire, en remplacement de Mme Célia BLAUEL démissionnaire, désignée lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

2022 R.27 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission d'offres du groupement de commande Ville de Paris - GIE Haropa - Métropole Rouen Normandie - Ville de Rouen - Communauté d'agglomération Seine-Eure - Communauté de l'agglomération Havraise.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission d'offres du groupement de commande Ville de Paris - GIE Haropa - Métropole Rouen Normandie - Ville de Rouen - communauté d'agglomération Seine-Eure - Communauté de l'agglomération Havraise :

- M. Pierre RABADAN, titulaire, en remplacement de Mme Célia BLAUEL démissionnaire, désignée lors de la séance des 6, 7 et 8 octobre 2020.

2022 R.28 Désignation d'une représentante de la Ville de Paris au sein du Fonds pour Paris (Conseil d'administration).

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désignée comme représentante de la Ville de Paris au sein du Fonds pour Paris (Conseil d'administration) :

- Mme Carine ROLLAND, en remplacement de Mme Célia BLAUEL démissionnaire, désignée lors de la séance des 23 et 24 juillet 2020.

2022 R.29 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Association "Impacts-Europe".

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein de l'Association "Impacts-Europe" :

- M. Arnaud NGATCHA, en remplacement de M. Hermano SANCHES RUIVO démissionnaire, désigné lors de la séance des 17 et 18 novembre 2020.

2022 R.30 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Comité national de suivi des programmes opérationnels nationaux FSE et IEJ.

Délibération affichée à l'Hôtel-de-Ville et transmise au représentant de l'État le 7 juin 2022.
Reçue par le représentant de l'État le 7 juin 2022.

Le Conseil de Paris,

Vu le rapport de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris, en date du 24 mai 2022 modifié ;

Sur la proposition de Mme Anne HIDALGO, Maire de Paris,

Délibère :

Est désigné comme représentant de la Ville de Paris au sein du Comité national de suivi des programmes opérationnels nationaux FSE et IEJ :

- M. Arnaud NGATCHA, titulaire, en remplacement de M. Hermano SANCHES RUIVO démissionnaire, désigné lors de la séance des 17 et 18 novembre 2020.

Liste des membres du Conseil de Paris

Mardi 31 mai 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. François CONNAULT, M. Franck LEFEVRE, Mme Béatrice PATRIE, Mme Aurélie PIRILLO, Mme Emmanuelle RIVIER, M. Francis SZPINER.

Excusés : M. Grégory CANAL, M. Emmanuel MESSAS.

Absent: M. Antoine BEAUQUIER.

Mardi 31 mai 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. François CONNAULT, M. Franck LEFEVRE, Mme Béatrice PATRIE, Mme Aurélie PIRILLO, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, Mme Emmanuelle RIVIER, M. Francis SZPINER.

Excusés : M. Grégory CANAL, Mme Agnès EVREN, M. Emmanuel MESSAS.

Absents : M. Antoine BEAUQUIER, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Douchka MARKOVIC, Mme Delphine TERLIZZI.

Mercredi 1er juin 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Inès DE RAGUENEL, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : M. François-Marie DIDIER, Mme Anne HIDALGO, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Béatrice PATRIE, Mme Aurélie PIRILLO, M. Pierre RABADAN, Mme Emmanuelle RIVIER, M. Francis SZPINER.

Excusés : M. Grégory CANAL, Mme Agnès EVREN.

Absentes : Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Johanne KOUASSI.

Mercredi 1er juin 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Nelly GARNIER, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Anouch TORANIAN, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : Mme Anne HIDALGO, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Béatrice PATRIE, Mme Aurélie PIRILLO, Mme Emmanuelle RIVIER, M. Francis SZPINER.

Excusés : M. Grégory CANAL.

Absents : Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Johanne KOUASSI, M. Hamidou SAMAKÉ.

Jeudi 2 juin 2022 - Matin

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. Antoine BEAUQUIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, Mme Alexandra CORDEBARD, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Inès DE RAGUENEL, M. François-Marie DIDIER, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, Mme Anne HIDALGO, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emmanuel MESSAS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : Mme Farida KERBOUA, M. Eric LEJOINDRE, M. Nicolas NORDMAN, Mme Béatrice PATRIE, Mme Aurélie PIRILLO, Mme Emmanuelle RIVIER, M. Francis SZPINER, Mme Anouch TORANIAN, M. Ariel WEIL.

Excusés : M. Grégory CANAL, Mme Nelly GARNIER.

Absents : Mme Séverine DE COMPREIGNAC, M. Arnaud NGATCHA, Mme Delphine TERLIZZI.

Jeudi 2 juin 2022 - Après-midi

Présents : Mme Maya AKKARI, M. David ALPHAND, M. Jean-Noël AQUA, Mme Samia BADAT-KARAM, M. Frédéric BADINA-SERPETTE, M. Vincent BALADI, Mme Véronique BALDINI, M. Jacques BAUDRIER, M. David BELLIARD, M. René-François BERNARD, M. Jean-Didier BERTHAULT, Mme Florence BERTHOUT, Mme Hélène BIDARD, Mme Anne BIRABEN, Mme Célia BLAUEL, M. Patrick BLOCHE, Mme Sandra BOËLLE, M. Jack-Yves BOHBOT, M. Nicolas BONNET-OULALDJ, Mme Alix BOUGERET, M. Geoffroy BOULARD, M. Pierre-Yves BOURNAZEL, Mme Anne-Claire BOUX, M. Ian BROSSAT, Mme Colombe BROSSEL, Mme Véronique BUCAILLE, Mme Delphine BÜRKLI, M. Stéphane CAPLIEZ, M. Gauthier CARON-THIBAULT, Mme Marie-Claire CARRÈRE-GÉE, M. Pierre CASANOVA, Mme Sandrine CHARNOZ, M. Thomas CHEVANDIER, M. Mahor CHICHE, M. Emmanuel COBLENCE, M. Maxime COCHARD, Mme Alice COFFIN, M. François CONNAULT, M. Jérôme COUMET, M. Daniel-Georges COURTOIS, Mme Jeanne d'HAUTESERRE, M. François DAGNAUD, Mme Rachida DATI, Mme Emmanuelle DAUVERGNE, M. Jean-Philippe DAVIAUD, Mme Claire de CLERMONT-TONNERRE, Mme Inès DE RAGUENEL, Mme Marie-Caroline DOUCERÉ, Mme Catherine DUMAS, M. Nour DURAND-RAUCHER, Mme Lamia EL AARAJE, Mme Agnès EVREN, Mme Corine FAUGERON, M. Rémi FÉRAUD, Mme Léa FILOCHE, M. Alexandre FLORENTIN, Mme Afaf GABELOTAUD, M. Jacques GALVANI, Mme Geneviève GARRIGOS, Mme Maud GATEL, M. Jean-Philippe GILLET, M. Christophe GIRARD, M. Jérôme GLEIZES, Mme Barbara GOMES, M. Philippe GOUJON, M. Alexis GOVCIYAN, M. Rudolph GRANIER, M. Emmanuel GRÉGOIRE, Mme Antoinette GUHL, M. Antoine GUILLOU, M. Paul HATTE, Mme Céline HERVIEU, M. Frédéric HOCQUARD, Mme Catherine IBLED, Mme Hélène JACQUEMONT, M. Boris JAMET-FOURNIER, M. Nicolas JEANNETÉ, Mme Halima JEMNI, Mme Farida KERBOUA, Mme Dominique KIELEMOËS, Mme Pénélope KOMITÈS, Mme Fatoumata KONÉ, Mme Johanne KOUASSI, Mme Brigitte KUSTER, Mme Anessa LAHOUASSA, M. Jean LAUSSUCQ, Mme Nathalie LAVILLE, M. Jean-Pierre LECOQ, Mme Béatrice LECOUTURIER, Mme Catherine LECUYER, M. Franck LEFEVRE, M. Eric LEJOINDRE, Mme Maud LELIÈVRE, Mme Marie-Christine LEMARDELEY, M. Dan LERT, M. Florentin LETISSIER, Mme Véronique LEVIEUX, M. Jérôme LORIAU, Mme Carline LUBIN-NOËL, M. Roger MADEC, Mme Delphine MALACHARD DES REYSSIERS, Mme Nathalie MAQUOI, M. Franck MARGAIN, Mme Douchka MARKOVIC, M. Jacques MARTIAL, M. Jean-François MARTINS, M. Emile MEUNIER, Mme Valérie MONTANDON, Mme Camille NAGET, M. Christophe NAJDOVSKI, M. Arnaud NGATCHA, Mme Aminata NIAKATÉ, M. Nicolas NORDMAN, M. Jean-Baptiste OLIVIER, Mme Laurence PATRICE, M. Frédéric PÉCHENARD, Mme Carine PETIT, Mme Emmanuelle PIERRE-MARIE, M. Eric PLIEZ, Mme Olivia POLSKI, Mme Raphaëlle PRIMET, Mme Audrey PULVAR, M. Pierre RABADAN, M. Sylvain RAIFAUD, Mme Marie-José RAYMOND-ROSSI, M. Jérémy REDLER, Mme Raphaëlle RÉMY-LELEU, Mme Carine ROLLAND, M. Jean-Luc ROMERO-MICHEL, Mme Chloé SAGASPE, M. Hamidou SAMAKÉ, M. Hermano SANCHES RUIVO, Mme Hanna SEBBAH, M. Paul SIMONDON, Mme Danielle SIMONNET, M. Florian SITBON, Mme Anne SOUYRIS, Mme Elisabeth STIBBE, Mme Karen TAÏEB, Mme Delphine TERLIZZI, Mme Alice TIMSIT, Mme Mélody TONOLLI, Mme Marie TOUBIANA, Mme Anne-Claire TYSSANDIER, Mme Léa VASA, M. François VAUGLIN, M. Aurélien VÉRON, Mme Dominique VERSINI, M. Patrick VIRY, M. Ariel WEIL, M. Karim ZIADY.

Excusés au sens du règlement : Mme Alexandra CORDEBARD, M. François-Marie DIDIER, Mme Anne HIDALGO, Mme Béatrice PATRIE, Mme Aurélie PIRILLO, Mme Emmanuelle RIVIER, M. Francis SZPINER, Mme Anouch TORANIAN.

Excusés : M. Grégory CANAL, M. Emmanuel MESSAS.

Absents : M. Antoine BEAUQUIER, Mme Séverine DE COMPREIGNAC, Mme Nelly GARNIER.

Table des matières

2022 DAC 6 Subvention (970.000 euros) et avenant à convention avec l'association Maison de la Poésie (3e) 3
2022 DAC 7 Subvention (1.030.000 euros) et avenant à convention avec l'association Les Plateaux Sauvages (20e) 3
2022 DAC 15 Subvention (58.000 euros) et avenant à convention avec l'association Théâtre Écarlate-Atelier du Plateau (19e) 3
2022 DAC 18 Subventions (80.000 euros) à 4 compagnies œuvrant dans le champ des arts de la rue et du cirque contemporain, et 2 conventions 4
2022 DAC 24 Subvention (456.000 euros) et avenant à convention avec le Mouffetard-Théâtre des arts de la marionnette (5e) 4
2022 DAC 25 Subvention (1.370.000 euros) et avenant à convention avec l'association le Monfort Théâtre (15e) 5
2022 DAC 29 Subvention (580.000 euros) à la société coopérative d'intérêt collectif De rue et de cirque (13e) et avenant à convention 5
2022 DAC 45 Subvention (900.000 euros) et avenant à convention avec l'association le Théâtre Paris-Villette (18e et 19e). 6
2022 DAC 46 Subvention (129.000 euros) et avenant à convention avec l'association La Maison ouverte pour le Théâtre Dunois (13e) et le Théâtre Astral (12e) 6
2022 DAC 47 Subvention (1.000.000 euros) et avenant à convention avec l'association La Place - centre culturel hip hop (Paris Centre) 7
2022 DAC 48 Subventions de fonctionnement (955.000 euros), avenants à convention et convention avec 4 structures de création et de diffusion de la danse 7
2022 DAC 133 Subventions (22.000 euros) aux structures organisant le festival We Love Green et le Peacock Society Festival 8
2022 DAC 134 Subventions (82.000 euros) à 3 structures musicales parisiennes et avenant avec l'association Glaz'Art 8
2022 DAC 135 Subventions (50.000 euros) à 3 associations organisant des événements musicaux et conventions avec les associations Fonds social juif unifié et Technopol - Techno Parade 9
2022 DAC 150 Subventions (45.000 euros) aux associations Son/Ré - Son et Recherche électroacoustique (12e), Cabaret Contemporain (3e) et Le Balcon (94300 Vincennes) 9
2022 DAC 175 Signature d'un pacte adjoint et contrat de cession de droits d'auteur et de garantie - Œuvre hommage à José Rizal 9
2022 DAC 251 Subvention (27.000 euros) à l'association Comité des fêtes et de la solidarité du 13e arrondissement pour l'organisation de la première édition du festival artistique du 13e arrondissement (13e) 10
2022 DAC 304 Convention d'occupation du domaine public avec l'association Paris Ateliers. 10
2022 DAC 364 Subventions (7.550 euros) à 9 associations d'anciens combattants et comités du Souvenir localisés dans les arrondissements de Paris 10
2022 DAC 365 Subventions (92.500 euros) à 18 associations œuvrant dans le domaine de la mémoire et conventions pluriannuelles d'objectif avec 12 d'entre elles 11
2022 DAC 366 Conventions, avenant et subventions d'équipement (30.500 euros) à 4 associations œuvrant dans les domaines de l'histoire et de la mémoire 12
2022 DAC 367 Subvention (6.000 euros) à l'association AWARE - Archives of Women Artists, Research and Exhibitions 13
2022 DAC 368 Subvention (25.000 euros) et convention avec la Fondation Le Musée Clemenceau (16e) 13
2022 DAC 369 Subvention (4.000 euros) et convention avec l'association Groupe Histoire Architecture Mentalités Urbaines 14
2022 DAC 370 Subvention (3.000 euros) à l'association HF Ile de France 14
2022 DAC 372 Subvention (6.000 euros) à la Société Française de Photographie (2e) 14
2022 DAC 373 Subvention (4.500 euros) à l'association Union R.E.M.P.A.R.T. et signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs 15
2022 DAC 374 Subvention (27.500 euros) et convention avec l'association Art, Culture et Foi 15
2022 DAC 375 Subvention (2.000 euros) à l'association Le Cercle Guimard 15
2022 DAC 484 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Maurice Pialat au 13 rue de l'Abbé Grégoire (6e) 16
2022 DAC 485 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Jean-Michel Frank au 7 rue de Verneuil (7e) 16
2022 DAC 486 Apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Café de la Régence au 161 rue Saint-Honoré (1er) 16
2022 DAC 487 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à Génia et Henieck Finkelsztajn au 55 rue Saint-Antoine (4e) 17
2022 DAC 489 Apposition d'une plaque commémorative en souvenir du Bal Tabarin au 36 rue Victor Massé (9e) 17
2022 DAC 490 Apposition d'une plaque commémorative en hommage à René Le Prévost au 33 rue Compans (19e) 17
2022 DAC 542 Subventions (302.000 euros) à 2 associations au titre de l'éducation à l'image et au cinéma, et avenants à convention 18
2022 DAC 543 Subventions (895.000 euros) et conventions avec 29 sociétés cinématographiques gérant à Paris 34 salles de cinéma indépendantes 18
2022 DAC 548 Subventions (59.000 euros) à 7 associations œuvrant dans le domaine du cinéma et de l'éducation à l'image en faveur des publics éloignés ou empêchés 20
2022 DAC 632 Convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'association La Dalle aux Chaps (20e) 21
2022 DAC 672 Subvention de fonctionnement (55.200.000 euros) et subventions d'investissement (6.228.000 euros) à l'établissement public Paris Musées 21
2022 DAC 689 Contrat pluriannuel de performance 2021-2026 entre la Ville de Paris et l'établissement public Paris Musées 22
2022 DAE 4 Subventions (5.991.000 euros) et conventions avec 96 structures menant des actions d'insertion professionnelle des bénéficiaires du RSA et d'autres publics fragiles. 22
2022 DAE 28 Marché de la création Edgar Quinet (14e) - Principe du renouvellement de la délégation de service public 27
2022 DAE 29 Marché aux puces de la Porte de Vanves (14e) - Attribution de la délégation de service public 27
2022 DAE 31 Installation et exploitation de distributeurs automatiques de billets dans les marchés couverts Saint Martin (10e) et Batignolles (17e) - Conventions d'occupation du domaine public 28
2022 DAE 36 Tarification applicable au Carré aux artistes de la Place du Tertre (18e) 28
2022 DAE 46-DEVE Subventions de fonctionnement (185.000 euros) et conventions avec 6 structures œuvrant pour le développement de filières agricoles locales et durables 29
2022 DAE 48 Subventions de fonctionnement (50.000 euros) et conventions avec 2 associations participant à l'animation de la communauté des acteurs de l'alimentation durable 30
2022 DAE 51 Prix Savoir-faire en transmission 2022 (70.000 euros) 30
2022 DAE 54 Évolution des tarifs de l'espace de coworking des Ateliers de Paris 31
2022 DAE 67 Budget Participatif 2019 - Subvention d'investissement (10.000 euros) et convention avec la SIAE Linklusion dans le cadre du projet « Favoriser l'autonomie des personnes en situation de handicap » (Tout Paris) pour la mise en œuvre du projet « Station-I » (15e) 31
2022 DAE 69 Subventions (81.300 euros), signature de convention et d'avenant avec 2 structures pour un TZCLD dans le 19e arrondissement et renouvellement de cotisation (500 euros) à l'association TZCLD 32

2022 DAE 72 Adhésion pour l'année 2022 (1.944 euros) à l'association Acteurs du Tourisme Durable (93100 Montreuil) 32
2022 DAE 82 Subvention (10.000 euros) au syndicat professionnel des Boulangers-Pâtissiers du Grand Paris au titre de la Fête du Pain 2022 33
2022 DAE 85 Prorogation de durée de 2 conventions de subvention accordées dans le cadre de l'appel à projets d'aide aux librairies parisiennes en octobre 2020 33
2022 DAE 88 Prix du Goût d'Entreprendre (40.000 euros) à destination de créateurs et repreneurs de commerces d'artisanat alimentaire à Paris - 17e édition 33
2022 DAE 96 Subvention (60.000 euros) et convention avec l'association Yes We Camp (13001 MARSEILLE) 34
2022 DAJ 6 Approbation d'un contrat de cession et de licence de la marque PARIS 17 ENTREPRENDRE avec la société VOTRE ROBIN 34
2022 DASCO 7 Conventions annuelles d'objectifs et subventions associées (926.294,34 euros) pour des projets d'animation au titre des temps d'activités périscolaires 35
2022 DASCO 8 Subventions (44.085 euros) et conventions annuelles d'objectifs avec une association et un organisme pour des projets d'animation mis en œuvre dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) 38
2022 DASCO 12 Collèges publics parisiens - Dotations complémentaires de fonctionnement (37.210 euros), subventions d'équipement (64.030 euros) et subventions pour travaux (152.747 euros) 39
2022 DASCO 21 Caisses des écoles - Subvention (792.355,10 euros) pour la mise en œuvre des séjours de vacances 39
2022 DASCO 23 Subvention (210.160 euros) à un collège au titre du budget participatif parisien 2021 et à un collège au titre du budget participatif des collèges 2021/2022 40
2022 DASCO 25 Contrat entre la Ville de Paris et les familles parisiennes dans le cadre de l'inscription des enfants aux week-ends et séjours Action Collégiens 40
2022 DASCO 27 Caisse des écoles (13e) - Subvention d'investissement (36.464,04 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Gustave-Flaubert 41
2022 DASCO 28 Caisse des écoles (19e) - Subvention d'investissement (2.212,43 euros) au titre de la restauration scolaire du collège Edmond-Michelet. 42
2022 DASCO 30 Collèges dotés d'un service de restauration autonome - Bilan d'utilisation pour 2021 du fonds commun départemental des services d'hébergement (56.384,04 euros) 42
2022 DCPA 9 Restructuration de la Crèche Mozart (16e) - Objectifs, programme des travaux, autorisations administratives 44
2022 DCPA 11 Travaux de restructuration du multi-équipement Saint-Merri, 16 rue du Renard (4e) - Indemnisation pour la Ville de Paris suite à un désordre concernant des infiltrations d'eaux pluviales 44
2022 DCPA 12 École polyvalente, cuisine de production et locaux sociaux - ZAC Chapelle Charbon (îlot E) (18e). Construction - Objectifs, programme des travaux, modalités de réalisation 44
2022 DDCT 6-DASES-DSP Subvention (178.000 euros) à 16 associations pour le financement des actions au titre de l'accès aux droits 45
2022 DDCT 7-DLH Convention d'occupation du domaine public au profit de l'association de Gestion du Local Interassociatif LGBTQI+ du 22 rue Malher (Paris Centre) (AGLIL22M) - Fixation du tarif d'occupation du domaine public, attribution d'une aide en nature et subvention d'investissement (100.000 euros) 46
2022 DDCT 8 Subventions (109.000 euros) à 15 associations au titre de l'éducation à l'égalité femmes-hommes 47
2022 DDCT 9-DJS Subventions (120.000 euros) à 25 associations au titre de l'insertion socio-professionnelle des parisiennes éloignées de l'emploi et de l'égalité professionnelle 48
2022 DDCT 13 subventions de fonctionnement aux associations Consentis (25.000 euros), Nadjastream (10.000 euros) et 12 Bars en Scène (3.000 euros), signature d'une convention d'objectifs avec l'association Consentis 50
2022 DDCT 15-DAE Soutien aux 4 accorderies parisiennes situées dans les quartiers populaires - Subventions (80.000 euros) à 4 associations sur les 14e, 18e et 19e arrondissements et sur le territoire du Grand Belleville 50
2022 DDCT 16 Soutenir la rénovation des locaux des associations des quartiers populaires et améliorer l'accueil des publics (subventions d'investissement et budget participatif (172.433 euros) pour 10 projets associatifs) 51
2022 DDCT 20 Subventions (497.500 euros) à 33 associations au titre de la lutte contre les violences faites aux femmes à Paris 52
2022 DDCT 21 Subventions (102.000 euros) à 19 associations au titre des droits des femmes 54
2022 DDCT 24 Avenants aux conventions passées pour l'accompagnement des conseils citoyens des 19e et 20e arrondissements 55
2022 DDCT 32 Conseil d'administration de la CPCU - Rémunération annuelle d'un représentant de la Ville de Paris 56
2022 DDCT 33 Conseil d'administration de la Société d'exploitation de la Tour Eiffel (SETE). Rémunération annuelle d'une représentante de la Ville de Paris 56
2022 DDCT 51 Fonds de Participation des Habitants (FPH) dans les quartiers populaires - Subventions (69.800 euros) à 8 associations 57
2022 DDCT 53 Améliorer et développer des usages positifs sur l'espace public dans les quartiers populaires parisiens - Subventions (113.400 euros) à 25 associations pour le financement de 26 projets 58
2022 DDCT 54 Actions en faveur des jeunes des quartiers populaires - Subventions (68.500 euros) à 22 associations. 60
2022 DDCT 55 Actions en faveur du « sport pour tous » dans les quartiers populaires - Subventions (18.500 euros) à 6 associations 61
2022 DDCT 56 Projets économiques locaux dans les quartiers populaires - Subventions (55.000 euros) à 11 associations 62
2022 DDCT 59-DPMP Appel à projet Citoyenneté, Laïcité et Valeurs de la République - Subventions (344.450 euros) à 79 associations pour le financement de 92 projets dans les quartiers populaires parisiens 62
2022 DDCT 65 Soutenir et sécuriser les associations des quartiers populaires dans le cadre de conventions pluriannuelles d'objectifs (30.000 euros pour 3 associations et la réalisation de 8 actions) 67
2022 DDCT 66 Conseil d'administration de la Société anonyme d'économie mixte de la gare routière de Rungis (SOGARIS). Rémunération annuelle d'une représentante de la Ville de Paris 68
2022 DEVE 10 Approbation d'une convention cadre relative au suivi des populations de chats libres présents dans les parcs, jardins, bois et cimetières parisiens 69
2022 DEVE 18 Subvention de fonctionnement complémentaire (250.000 euros) au bénéfice de la régie personnalisée École Du Breuil au titre de l'année 2022 69
2022 DEVE 19 Subventions (161.000 euros) à 4 associations pour des projets d'insertion professionnelle par l'entretien horticole d'espaces verts (12e, 16e, 18e et 20e) 70
2022 DEVE 21 Approbation du Plan alimentation durable de la Ville de Paris pour la période 2022-2027 70
2022 DEVE 23 Subvention d'investissement (60.000 euros) à l'association Les Fourmis qui Jardinent lui permettant de réaliser le sous-projet lauréat du budget participatif « Ouvrons la ferme urbaine des écoles Dunois sur le quartier ! » partie du projet global « Nos espaces verts évoluent ! ». 71
2022 DEVE 25 Subvention de fonctionnement (12.500 euros) et convention pluriannuelle d'objectifs avec la Fondation AgroParisTech, sous l'égide de la Fondation ParisTech. 71
2022 DEVE 26 Signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs avec l'Association Française d'Agriculture Urbaine Professionnelle, prévoyant le versement d'une subvention annuelle de fonctionnement (30.000 euros) 72
2022 DEVE 29 Indemnisations amiables en réparation de dommages dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris 72
2022 DEVE 31 Subventions (55.802 euros en fonctionnement et de 82.678 euros en investissement) attribuées aux gestionnaires de la restauration collective parisienne dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt pour lutter contre le gaspillage alimentaire 72

2022 DEVE 34 Dénomination « Jardin du Moulin de la Vierge - Carole Rossopoulos » attribuée au jardin situé 125 rue Vercingétorix (14e) 74
2022 DEVE 35 Subventions (34.000 euros) à 5 associations pour leurs actions de sensibilisation en faveur d'une alimentation durable. 74
2022 DEVE 38 Convention de collaboration de la Ville de Paris à l'exposition « Leçons de Chausses » organisée par le centre National d'art et de Culture Georges Pompidou. Contrat de cession de droits d'auteur dans le cadre de l'exposition « Leçons de Chausses » au Parc Floral de Paris 75
2022 DFA 5 États financiers et compte de gestion 2021 du budget général de la Ville de Paris 75
2022 DFA 6 États spéciaux d'arrondissement - Compte administratif 2021 76
2022 DFA 7 États spéciaux d'arrondissement - Budget supplémentaire 2022 - Modification du montant des dotations 76
2022 DFA 15-1 Approbation du compte administratif général d'investissement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021. 77
2022 DFA 15-2 Approbation du compte administratif général de fonctionnement de la Ville de Paris pour l'exercice 2021 77
2022 DFA 15-3 Affectation du résultat de fonctionnement à la section d'investissement. 78
2022 DFA 18 Signature d'un contrat de concession de services relative à l'exploitation, l'entretien et la valorisation de l'établissement dénommé Le Chalet des Iles, situé sur le lac inférieur dans le Bois de Boulogne (16e) 86
2022 DFA 20 Avenants d'adhésion au groupement de commandes pour l'achat de fournitures, services et travaux, couvrant les besoins relatifs au fonctionnement des services de ses membres et avenant modifiant l'annexe 1 de la convention de partenariat définissant les modalités de recours à l'UGAP par le groupement de commandes 86
2022 DFA 21 États spéciaux d'arrondissement - Compte de gestion 2021 du DRFIP. 87
2022 DFA 22 Plan de soutien aux acteurs économiques et associatifs pendant l'épidémie de Covid-19 - Mesures complémentaires de soutien à certains titulaires de contrat d'occupation et d'exploitation d'équipements relevant des secteurs de la restauration et de l'évènementiel. 87
2022 DFPE 12 Subvention (359.358 euros) et avenant n° 1 avec l'association AJEFA (10e) pour ses 5 établissements d'accueil de la petite enfance. 89
2022 DFPE 13 Subvention (2.009.768 euros) et avenant n° 1 avec l'association ENFANT PRESENT pour ses 5 établissements d'accueil de la petite enfance. 89
2022 DFPE 14 Subvention (1.559.831 euros) et avenant n° 1 avec l'association ENVOLUDIA (93100 Montreuil) pour ses 5 établissements d'accueil de la petite enfance 89
2022 DFPE 25 Subvention (1.334.528 euros) et avenant n° 1 avec l'Association Pour l'Accueil de Tous les Enfants (APATE) (11e) pour ses 6 établissements d'accueil de la petite enfance 90
2022 DFPE 32 Subvention (645.316 euros) et avenant n° 1 avec l'association Groupe d'Œuvres Sociales de Belleville (G.O.S.B) (20e) pour ses 3 établissements d'accueil de la petite enfance 90
2022 DFPE 33 Subvention (691.605 euros) et avenant n° 1 avec l'association Institut d'études, de recherches, et de formation en action sociale (I.E.R.F.A.S.) (15e) pour ses 2 établissements d'accueil de la petite enfance. 91
2022 DFPE 34 Subvention (777.304 euros) et avenant n° 1 avec l'association ESPEREM (6e) pour ses 4 établissements d'accueil de la petite enfance 91
2022 DFPE 39 Subvention (5.205.571 euros) et avenant n° 1 avec l'association CRESCENDO (11e) pour ses 22 établissements d'accueil de la petite enfance 92
2022 DFPE 45 Subvention (2.674.877 euros) et avenant n° 1 avec l'association LA MAISON DES BOUT'CHOU (6e) pour ses 15 établissements d'accueil de la petite enfance 92
2022 DFPE 47 Subvention (6.472.884 euros) et avenants n° 1 avec l'association ABC PUERICULTURE (16e) pour ses 24 établissements d'accueil de la petite enfance et son Service de garde à domicile 93
2022 DFPE 50 Subvention (13.045 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Maison de l'Enfance (16e) pour la halte-garderie (16e) 93
2022 DFPE 51 Jardin d'enfants situé 3 rue Victor Dejeante (20e) - Convention de gestion Ville/Paris Habitat OPH. 94
2022 DFPE 52 Subvention (3.437.615 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Maison Kangourou (L.M.K.) (10e) pour ses 17 établissements d'accueil de la petite enfance 94
2022 DFPE 53 Logement affecté à une maison d'assistantes maternelles situé 27/35 rue Bréguet (11e) - Convention de gestion Ville/Paris Habitat OPH. 94
2022 DFPE 54 Crèche et logement situés 35bis/37 rue Falguière (15e) - Convention de gestion et de remboursement de charges Ville/Paris Habitat OPH. 95
2022 DFPE 58 Subventions (136.240 euros), convention d'équipement et avenant n° 1 avec l'association Crèche Parentale Pirouett' (13e) pour la crèche parentale 147 bd Auguste Blanqui (13e) 95
2022 DFPE 61 Subvention (50.173 euros) et avenant n° 1 avec l'association Lutin Lune (20e) pour la crèche parentale 96
2022 DFPE 62 Subventions (167.650 euros) à 7 associations, dont 1 avec convention pluriannuelle d'objectifs, 4 avec convention annuelle et 1 avec avenant à convention pluriannuelle d'objectifs pour leurs actions visant à renforcer les liens parents-enfants par des activités partagées, ludiques et intergénérationnelles et à favoriser les échanges entre pairs dans les 9e, 10e, 11e, 13e, 19e arrondissements. Budget participatif 2021 : subvention (4.000 euros) à l'association « Belle Ville ABV » avec convention pour la création d'une fresque en vue d'embellir la ludothèque citoyenne située Place Marcel Achard (19e) 96
2022 DFPE 63 Subvention (68.195 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Enfances (18e) pour la crèche parentale 97
2022 DFPE 64 Subvention (113.361 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Crocos (12e) pour la crèche parentale 98
2022 DFPE 67 Accompagner chaque famille selon ses besoins spécifiques - Subventions (140.000 euros) à 7 associations, dont 1 avec convention annuelle, et 2 avec convention pluriannuelle d'objectifs, pour leurs actions de soutien à la parentalité dans les 10e, 11e, 13e et 19e arrondissements 98
2022 DFPE 68 Subvention (88.530 euros) et avenant n° 1 avec l'association RESEAU TREIZE (13e) pour le multi-accueil Le Petit Navire (13e) 99
2022 DFPE 70 Subvention (60.616 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Porte Entr'ouverte (14e) pour la crèche parentale 100
2022 DFPE 71 Subvention (23.376 euros) et avenant n° 1 avec l'association Les Petits Lardons (10e) pour la crèche parentale. 100
2022 DFPE 76 Subvention (57.572 euros) et avenant n° 1 avec l'association Grenadine et Menthe à l'Eau (19e) pour la pour la crèche parentale 100
2022 DFPE 78 Subvention (60.024 euros) et avenant n° 1 avec l'association La Cool Douche (14e) pour la crèche parentale 101
2022 DFPE 80 Animation d'ateliers en direction des professionnel.le.s de l'accueil individuel dans des relais d'assistant.e.s maternel.le.s et d'auxiliaires parentales et parentaux (RAM-RAP) - Subventions (823.699,32 euros) et nouvelles conventions pluriannuelles d'objectifs avec 5 associations pour leurs actions dans Paris Centre et dans les 8e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e 18e, 19e et 20e arrondissements 101
2022 DFPE 82 Subvention (53.721 euros) et avenant n° 1 avec l'association République Enfants pour la crèche parentale (10e) 102
2022 DFPE 89 Subvention (114.536 euros) et avenant n° 1 avec l'association LES ATELIERS POUR LES PETITS (18e) pour la halte-garderie. 103
2022 DFPE 90 Subvention (2.211.320 euros) et avenant n° 1 avec la fondation Léopold Bellan (8e) pour ses 7 établissements d'accueil de la petite enfance 103
2022 DFPE 92 Subventions (231.949 euros), convention et avenant n° 1 avec la Fondation Henriette Viollet - Aide aux Familles (7e) pour la halte-garderie 104
2022 DFPE 96 Subvention (1.288.075 euros) et convention avec l'association « ABC Puériculture » (16e) pour la création d'un établissement d'accueil du jeune enfant au 9-9 bis rue Labie (17e) 104

2022 DFPE 97 Protocole transactionnel (7010,21 euros) entre la Ville de Paris et MMA DAB Pro Entreprises relatif à l'indemnisation d'un dégât des eaux au 116 av. Simon Bolivar (19e) 105
2022 DFPE 106 Convention d'échanges de données entre la CAF de Paris et la Ville de Paris pour le calcul des participations familiales relatives aux services et prestations proposés par la Ville dans ses équipements 105
2022 DGRI 2 Projet de coopération avec la Municipalité de Jéricho et la Régie des Eaux de Jénine-Ouest « Renforcement des services essentiels en eau et assainissement à Jéricho et à Jénine-Ouest » (1.070.000 euros) 105
2022 DGRI 15 Subventions (80.000 euros) et conventions avec 17 associations dans le cadre de l'appel à projets « Label Paris Europe 2022 » 106
2022 DGRI 31 Convention de co-organisation entre la Ville de Paris et CEPS pour l'organisation de l'événement « Conversations de Gouvieux » le vendredi 8 juillet 2022. 107
2022 DGRI 32 Convention de partenariat entre la Municipalité de Minato et la Ville de Paris 107
2022 DGRI 34 Subvention (140.000 euros) et convention avec l'Institut français (15e) 107
2022 DGRI 35 Signature d'une convention de co-organisation et de co-financement (100.000 euros) du Sommet des villes pour le climat avec l'Association Internationale des Maires Francophones (AIMF) 108
2022 DICOM 1 Adoption d'un protocole transactionnel avec la société Monoprix 108
2022 DICOM 7 Modification des Conditions Générales de Vente de la Boutique Paris Rendez-Vous 109
2022 DICOM 8 Convention de co-organisation de l'édition 2022 du Festival « FNAC LIVE PARIS » 109
2022 DICOM 9 Convention de co-production de l'exposition « ROLAND GARROS : Mouvement perpétuel » 109
2022 DICOM 10 Adhésion à l'association à but non lucratif « CDA » 109
2022 DICOM 11 Partenariat média avec le groupe « Le Monde » 110
2022 DILT 3-DFA Budget annexe du service technique des transports automobiles municipaux - Compte administratif 2021 110
2022 DILT 5-DFA Budget annexe des transports automobiles municipaux - Compte de gestion de l'exercice 2021 111
2022 DJS 23 Subventions (550.100 euros) à 33 organismes locaux de Fédérations Nationales Sportives dont 14 avenants aux conventions pluriannuelles d'objectifs 112
2022 DJS 55 Subvention (100.000 euros) pour l'Association des Personnels des Administrations Parisiennes de la Ville de Paris au titre de l'année 2022 114
2022 DJS 57 Subvention (80.000 euros) pour le club des Français Volants au titre de l'année 2022 114
2022 DJS 61 Subvention (500.000 euros) pour la SASP Paris Football Club au titre de l'année 2022. 114
2022 DJS 77 Signature de 2 conventions de partenariat avec la Fédération Internationale des Sociétés d'Aviron et la Fédération Française d'Aviron à l'occasion de l'organisation Championnats d'Europe d'aviron indoor 2023 115
2022 DJS 80 Centre Sportif de la Croix-Catelan (16e) - Avenant n°2 à la convention d'occupation temporaire du domaine public du 20 juillet 2006 signée avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle (SASP) Lagardère Paris Racing Ressources 115
2022 DJS 87 Parc des sports de Bobigny - Avenant n° 2 portant résiliation anticipée à la convention d'occupation du domaine public du 30 mars 2016 signée avec le Comité Départemental de Cyclisme de Seine-Saint-Denis. 116
2022 DJS 89 Subvention (20.000 euros) et convention avec la Fédération Française de Judo, Jujitsu, Kendo et disciplines associées à l'occasion de l'organisation de l'édition 2022 du Paris Grand Slam les 5 et 6 février 2022 116
2022 DJS 92 Subvention (60.000 euros) et convention d'objectifs avec la Fédération Française d'Athlétisme pour l'organisation d'événements et d'animations à Paris en 2022. 117
2022 DJS 94 Mise en œuvre du dispositif « Pass Jeunes » pour l'année 2022 117
2022 DJS 98 Subvention (5.000 euros) et convention d'objectifs avec l'association Sprinter Club Olympique de Dijon pour l'organisation du tour de Côte d'Or du 8 au 10 juillet 2022. 118
2022 DJS 101 Gratuité d'utilisation pendant l'été 2022 des centres sportifs parisiens pour les animations organisées dans le cadre de « Paris-Plages » et des bassins éphémères du centre sportif Léo Lagrange (12e), du centre sportif Georges Carpentier (13e), du centre sportif Louis-Lumière (20e), du centre sportif Didot (14e), du centre sportif Poissonniers (18e) et de la baignade dans l'espace naturel de bassin de La Villette (19e) 118
2022 DJS 102 Convention de partenariat et de mise à disposition avec l'association Jet d'Encre dans le cadre de l'organisation du festival Expresso 119
2022 DJS 103 Approbation du contrat de délégation de service public pour la gestion de l'espace sportif Pailleron (19e) et signature du contrat avec la société VERT MARINE. 119
2022 DJS 104 Avenant à la délibération tarifaire pour Quartier Jeunes, 4 place du Louvre (Paris Centre) 120
2022 DJS 108 Résiliation du contrat de délégation de service public avec le groupement constitué de la Fédération Française de Tennis (FFT) et de la société Soccer 5 France (Urban Soccer) portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux, indemnisation du délégataire et signature de l'avenant afférent 120
2022 DJS 109 Délégation de service public portant sur l'exploitation, l'entretien et la valorisation du centre sportif parisien de l'Ile de Puteaux - Modalités de passation. 121
2022 DLH 34 Modification de la garantie d'emprunt accordée pour le financement d'un programme de création de logements sociaux demandée par ADOMA 121
2022 DLH 51 Réaménagement d'un emprunt contracté par la SA d'HLM « Immobilière du Moulin Vert » auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations - Maintien de la garantie d'emprunt par la Ville de Paris 122
2022 DLH 71 Modification des garanties d'emprunts d'un programme de création de logements sociaux demandée par ERILIA - Garantie de prêts PLAI, PLS et PHB 2.0 par la Ville 123
2022 DLH 72-1 Modification et octroi de garanties d'emprunts finançant des opérations de création et de rénovation de logements sociaux par 3F Résidences - Garantie du prêt PLAI (4.779.785 euros) finançant la création d'un centre d'hébergement 66 rue des Plantes (14e) 126
2022 DLH 72-2 Modification et octroi de garanties d'emprunts finançant des opérations de création et de rénovation de logements sociaux par 3F Résidences - Garantie du prêt PAM (2.110.918,42 euros) finançant la réhabilitation d'une résidence pour personnes âgées 66 rue des Plantes (14e) 127
2022 DLH 74 Garantie d'un emprunt PHB finançant une opération de logement social demandée par 3F Résidences 128
2022 DLH 84 Attribution d'une aide en nature à l'association « KTHA Compagnie » pour la mise à disposition de locaux 38 rue des Amandiers (20e) 129
2022 DLH 85-1 Garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social demandées par la RIVP - Garantie du prêt PLUS (81.377 euros) finançant le programme de logement social situé 12-16 rue de Versigny (18e) 129
2022 DLH 85-2 Garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social demandées par la RIVP - Garantie des prêt PLAI et PLUS (75.384 euros) finançant le programme de logement social situé 335 rue des Pyrénées (20e) 130
2022 DLH 85-3 Garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social demandées par la RIVP - Garantie du prêt PLUS (459.742 euros) finançant le programme de logement social situé 14 rue Crocé-Spinelli (14e) 131
2022 DLH 86 Musée Zadkine (Les Arques 46) - Département du Lot - Convention d'occupation du domaine public - Fixation du tarif d'occupation 132

2022 DLH 90 Location de l'ensemble immobilier 13-15-17-19-23 et 16-18-20-22-24 rue du Pont Louis-Philippe (Paris Centre) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique....133
2022 DLH 91 Location de l'immeuble 11 rue Frédéric Sauton (5e) à Paris Habitat OPH - Bail emphytéotique....134
2022 DLH 93 Signature d'une convention de subvention accordée par la Région Ile-de-France au titre du dispositif Réflexe Bois-Biosourcé pour la rénovation de la Maison des Canaux, 6 quai de la Seine (19e)....135
2022 DLH 96 Location de divers lots de copropriété dans l'immeuble 96 rue d'Alleray (15e) à ELOGIE-SIEMP - Avenant à bail emphytéotique....135
2022 DLH 97-1 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville du prêt PAM Eco-prêt (1.404.288 euros) finançant le programme de rénovation situé 160-174 rue du Faubourg Saint-Martin (10e)....136
2022 DLH 97-2 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville du prêt PAM Eco-prêt (2.820.676 euros) finançant le programme de rénovation situé 10-18 bd Masséna (13e)....137
2022 DLH 97-3 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville des prêts PLAI, PLUS, PLS et BOOSTER (19.219.942 euros) finançant le programme de logement social situé 188 bis av. de Clichy-31 rue Boulay (17e)....138
2022 DLH 97-4 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière- Garantie des prêts PLUS et BOOSTER (5.401.007 euros) finançant le programme de logement social situé 92 rue des Poissonniers (18e)....140
2022 DLH 97-5 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville des prêts PAM et PAM Eco-prêt (3.011.432 euros) finançant le programme de rénovation situé 181 bis, ter, quater av. de Clichy (17e)....141
2022 DLH 97-6 Modification et octroi de garanties d'emprunts pour le financement de 6 programmes de création et de rénovation de logements sociaux demandée par ICF Habitat La Sablière - Garantie par la Ville des prêts PLAI, PLUS, PLS et BOOSTER (4.218.635 euros) finançant le programme de logement social situé Secteur Chapelle International lot I (18e)....143
2022 DLH 99 Cession de parties communes de l'immeuble 127-129 rue Castagnary (15e)....145
2022 DLH 101 Location de l'immeuble 25-27 rue de Constantinople (8e) à ELOGIE-SIEMP - Promesse de bail emphytéotique....146
2022 DLH 102 Signature d'un bail civil et attribution d'une aide en nature à l'association « LA GARE EXPERIMENTALE » pour la mise à disposition de locaux 18 bd Serrurier (19e)....147
2022 DLH 104 Location de l'immeuble 74 rue Notre Dame de Nazareth (Paris Centre) à ELOGIE-SIEMP - Bail emphytéotique....147
2022 DLH 105-1 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (327.000 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 10 logements sociaux situés 27 rue du Caire (Paris Centre)....148
2022 DLH 105-2 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI (549.898 euros) finançant le programme de création d'une résidence sociale de 26 logements PLAI situés 11A rue Pavée (Paris Centre)....149
2022 DLH 105-3 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (1.155.239 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 28 logements sociaux situés 71 rue de Rochechouart (9e)....150
2022 DLH 105-4 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLUS et PLS (2.132.405 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 16 logements sociaux situés 90 rue Lafayette (9e)....151
2022 DLH 105-5 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (153.600 euros) finançant le programme de construction de 1 logement situé 60-62 rue du Faubourg Saint-Martin (10e)....153
2022 DLH 105-6 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (2.543.438 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 11 logements sociaux situés 1 cour des Petites Ecuries (10e)....154
2022 DLH 105-7 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (4.441.283 euros) finançant le programme de réhabilitation de 499 logements sociaux situés 283/295 rue de Charenton (12e)....155
2022 DLH 105-8 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLS (901.957 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 29 logements sociaux situés 172 à 182 et 188 rue Lecourbe (15e) (Groupe Saint Lambert)....156
2022 DLH 105-9 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLS (29.100 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 2 logements situés 112 rue Falguière (15e)....157
2022 DLH 105-10 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (51.464 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 1 logement PLAI situé 26 à 32 et 40 à 44 rue Paul Barruel (15e)....159
2022 DLH 105-11 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PLAI (93.239 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 2 logements sociaux situés 172-188 rue Lecourbe et 2-23 rue Théophraste Renaudot (15e) (Groupe Saint Lambert)....160
2022 DLH 105-12 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI, PLUS et PLS (202.386 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 19 logements sociaux situés 1/3/7/11/13 rue du Lieuvin (15e)....161
2022 DLH 105-13 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie du prêt PAM (1.395.709 euros) finançant le programme de réhabilitation de 488 logements sociaux situés 48 rue Bargue (15e)....162
2022 DLH 105-14 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLUS (435.447 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 14 logements sociaux situés 92 rue Laugier (17e)....163
2022 DLH 105-15 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêt Réhabilitation (24.900.907 euros) finançant le programme de réhabilitation de 473 logements sociaux situés 2-4-8 rue de Toulouse (19e) (Groupe Serurier Indochine)....165
2022 DLH 105-16 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts PLAI et PLS (767.845 euros) finançant le programme d'acquisition-amélioration de 15 logements situés 60-62 rue du Faubourg Saint-Martin (10e)....166
2022 DLH 105-17 Modification et réitérations de garanties d'emprunts finançant divers programmes de logement social de Paris Habitat - Garantie des prêts Réhabilitation (1.490.878 euros) finançant le programme de réhabilitation de 64 logements sociaux situés 2 rue Emile Deslandres (13e)....168
2022 DLH 112 Réitération de la garantie des emprunts finançant un programme de réhabilitation de logements sociaux par SEQENS - Garantie des prêts PAM par la Ville (666.584 euros)....169
2022 DLH 119 local commercial sis 16-18 av. du cimetière parisien (PANTIN 93) - Protocole d'accord transactionnel avec la « Société Nouvelle Le Lutèce CHR 2000 »....171
2022 DPE 4 Récupération des épaves de vélos à l'espace tri de la Porte des Lilas - Convention avec le Réseau des Ateliers Vélos Participatifs et Solidaires Parisiens (RéPAR)....171
2022 DPE 9 Collecte et traitement des consommables d'impression usagés - Contrat de partenariat avec l'organisme PRINTERREA....172

2022 DPE 10 Aide au développement de la collecte des déchets alimentaires - Convention entre la Ville de Paris et le SYCTOM....172
2022 DPE 11-DTEC Approbation du schéma directeur d'eau non potable 2022-2034....172
2022 DPE 12 Travaux d'adaptation du Déversoir d'Orage Renan SEINE pour la pose d'un réseau d'eaux d'exhaure dans le réseau d'assainissement parisien - Convention avec Bouygues Immobilier....173
2022 DPE 13-DFA Budget annexe de l'assainissement - Compte administratif de l'exercice 2021....173
2022 DPE 14-DFA Budget annexe de l'assainissement - Compte de gestion de l'exercice 2021....174
2022 DPE 15-DFA Budget annexe de l'eau - Compte administratif de l'exercice 2021....174
2022 DPE 16-DFA Budget annexe de l'eau - Compte de gestion de l'exercice 2021....175
2022 DPE 18 Signature du protocole transactionnel entre la Ville de Paris et la société RENAULT TRUCKS GRAND PARIS....176
2022 DPE 19 Subventions (244.280 euros) et conventions avec 8 associations lauréates de l'appel à projets Compostage de Proximité....176
2022 DPE 20 Signature d'un protocole transactionnel avec le syndicat des copropriétaires du 25 bd du Temple (3e) et la société Allianz IARD....177
2022 DPMP 1 Subventions (311.973 euros) et conventions avec 17 associations et SCIC dans le cadre du dispositif Ville Vie Vacances au titre de l'année 2022....177
2022 DPMP 2 Subventions (253.000 euros) et conventions avec 4 structures dans le cadre de la politique parisienne d'aide aux victimes....182
2022 DPMP 4 Subvention (850.000 euros) et convention 2022 avec le GIE Groupement Parisien Inter-bailleurs de Surveillance (GPIS) dans le cadre de la politique parisienne de prévention de la délinquance et de la tranquillité publique....182
2022 DRH 15 Modification des épreuves du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité architecture et urbanisme....183
2022 DRH 17 Modification des épreuves du concours sur titres d'accès au corps des ingénieurs et architectes d'administrations parisiennes dans la spécialité paysage et urbanisme....183
2022 DRH 18 Modification des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité activités physiques et sportives....184
2022 DRH 19 Modification des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des conseillers des activités physiques et sportives et de l'animation de la Commune de Paris dans la spécialité gestion des équipements sportifs....184
2022 DRH 20 Modification des épreuves du concours externe pour l'accès au corps des professeurs des conservatoires de Paris....185
2022 DRH 29 Abrogation de délibérations relatives à des primes et indemnités susceptibles d'être attribuées à des personnels de la Ville de Paris....185
2022 DRH 38 Modification des statuts particuliers des corps des adjoints administratifs, des adjoints techniques, des secrétaires administratifs et des animateurs et animatrices d'administrations parisiennes, ainsi que des adjoints d'animation et d'action sportive de la Commune de Paris....186
2022 DRH 43 Approbation des modifications du règlement du temps de travail et des cycles de travail des personnels de la Ville de Paris....190
2022 DRH 44 Signature avec le Centre Hospitalier Guillaume Régnier et l'Université de Rennes d'une convention de mise à disposition auprès de la Ville de Paris d'un Professeur des Universités-Praticien Hospitalier....192
2022 DRH 45 Modification du statut particulier des conseillers socio-éducatifs d'administrations parisiennes....192
2022 DRH 47 Modification des règles de classement des personnes nommées dans les corps de l'ESPCI (École supérieure de physique et chimie industrielle de la ville de Paris)....193
2022 DRH 48 Abrogation du statut particulier des agents de logistique générale d'administrations parisiennes....194
2022 DRH 51 Modification de la délibération 2020 DRH 67 fixant les ratios promus promouvables de certains corps de la Ville de Paris....195
2022 DRH 52 Signature d'une convention avec l'Ordre de la Libération pour la mise à disposition de personnels de la Ville de Paris....195
2022 DRH 53 Indemnisation des ayants-droits d'un agent de la Ville de Paris décédé alors qu'il était encore en fonctions....195
2022 DSIN 2 Convention relative à l'utilisation par l'APUR de la plateforme territoriale de la Ville de Paris....196
2022 DSIN 3 Convention de groupement de commandes pour l'acquisition de services sur le périmètre lié aux projets développés en LUTECE entre la Ville de Paris et la Ville de Lyon....196
2022 DSOL 1-SG-DAC Olympiade Culturelle - Subvention (25.500 euros) et convention avec l'association « AD'REV » pour son action dans le cadre du Mois Parisien du Handicap 2022....196
2022 DSOL 2 Subventions (15.500 euros) à 3 associations et convention avec l'une d'entre elles pour leurs actions facilitant l'accès à l'information et aux droits des seniors parisiens....197
2022 DSOL 3 Subventions (75.000 euros) et conventions avec les associations HANDI'CHIENS et ECGAMVP pour leurs actions inclusives en direction des personnes en situation de handicap....197
2022 DSOL 4 Subventions (121.000 euros) à 5 associations et conventions pluriannuelles d'objectifs avec 3 d'entre elles pour leurs actions dans le champ de l'autisme.198
2022 DSOL 5 Subvention d'investissement (150.000 euros) et convention avec l'Association de Santé Mentale et de lutte contre l'alcoolisme dans le 13e arrondissement dite ASM 13....198
2022 DSOL 6 Subvention (3.500 euros) à l'association Groupe des Animateurs en Gérontologie, Gériatrie, Structures et services pour personnes âgées (GAG)....199
2022 DSOL 7 Signature d'une convention avec l'association Le Silence des Justes Ohalei Yaakov, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis et l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France....199
2022 DSOL 8-DJS Subventions (30.000 euros) à 6 associations et convention avec 2 d'entre elles pour leurs actions sportives en direction des personnes en situation de handicap....200
2022 DSOL 9 Subventions (10.700 euros) à 7 associations et 2 conventions pour leurs actions de soutien aux seniors isolés et de renforcement du lien social....200
2022 DSOL 10 Participations (3.247.510 euros) et avenants avec 6 Maisons des Aînés et des Aidants au titre des CLIC (Centres Locaux d'Information et de Coordination) autorisés à Paris pour l'année 2022....201
2022 DSOL 13 Subventions de fonctionnement (423.800 euros) à 9 associations, et 1 subvention en investissement (101.762 euros) pour des actions d'aide alimentaire à destination de personnes et de familles démunies. Conventions....202
2022 DSOL 14 Convention cadre de partenariat entre Pôle emploi et la Ville de Paris pour l'accès à l'emploi des demandeurs d'emploi rencontrant des freins sociaux et professionnels....204
2022 DSOL 15-DAE Convention de financement pour la mise en œuvre territoriale du service public de l'insertion et de l'emploi (2022-2023)....204
2022 DSOL 18 Subventions de fonctionnement (65.000 euros) et conventions avec 4 associations pour leurs actions favorisant l'intégration des réfugiés à Paris....205
2022 DSOL 28 Modification du Règlement Départemental d'Aide Sociale relative aux personnes âgées et personnes en situation de handicap pour créer l'aide à la vie partagée et intégrer la prestation de compensation du handicap « parentalité »....205
2022 DSOL 33 Compte administratif 2021 et compte de gestion 2021 du budget annexe des établissements parisiens de l'aide sociale à l'enfance....206

2022 DSOL 41 Conventions pluriannuelles fixant la participation de la Ville de Paris au fonctionnement des Centres d'Accueil de jour (CAJ) pour personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer et de maladies apparentées au titre de 2022 (Montant maximal : 2.288.465,71 euros) 208
2022 DSP 1-DSOL Subventions (88.000 euros) et avenant n° 3 à la convention avec l'association le Bus des Femmes (20e) 211
2022 DSP 2 Convention avec l'Agence Régionale de Santé d'Ile-de-France pour le cadrage du dispositif des centres de dépistage et de diagnostic du Covid-19 (Recette : 147.250 euros) 211
2022 DSP 3 Convention de partenariat sur l'étude « bruit de fond amiante » entre le Ministère de la Santé, l'Ineris et la Ville de Paris pour le Service Parisien de Santé Environnementale (Recette : 28.204 euros) 212
2022 DSP 5 Subvention (22.550 euros) et convention avec la SCM CABINET MEDICAL DU TEXEL pour la création d'un cabinet médical de groupe au 38 rue du Texel (14e) dans le cadre du dispositif Paris Med 212
2022 DTEC 7 Cadrage de la révision légale du Plan Climat de Paris 212
2022 DTEC 11-DPE Préfiguration d'un programme de recherche-action dans la perspective de développement de la valorisation des urines à Paris - Convention avec l'École des Ponts ParisTech (44.400 euros) 213
2022 DTEC 12 Création d'un secteur distinct pour les prestations réalisées par la DTEC 214
2022 DTEC 13 Compensation carbone territoriale - Autorisation de signature de l'accord de confidentialité 214
2022 DU 1 Acquisition auprès de la SemPariSeine de 5 volumes (volumes n° 54, 59, 73, 74, 76) dans la ZAC Beaujon (8e) 214
2022 DU 3 Site de l'ancienne caserne Reuilly (12e) - Acquisition d'un jardin et de 3 passages auprès de Paris Habitat pour incorporation au domaine public municipal 215
2022 DU 19 Bien sans maître - Autorisation d'appréhender dans le patrimoine de la Ville de Paris un bien sans maître correspondant au lot n° 128 dépendant de l'immeuble 11 rue des Trois Couronnes (11e) 216
2022 DU 45 Classification de nouvelles voies du 9e arrondissement au titre des droits de voirie 216
2022 DU 46 Classification de nouvelles voies du 16e arrondissement au titre des droits de voirie 217
2022 DU 50 Cession à Elogie-SIEMP de lots de copropriété (n° 2, 7, 8 et 9) préemptés par la Ville et des droits résiduels du bailleur de lots (n° 1, 3, 4, 6, 10, 11, 12 et 13) au 68 Rue du Moulin Vert (14e) 218
2022 DU 59 Dénomination allée Hanna Kamieniecki (11e) 219
2022 DU 60 Dénomination place du professeur Christian Cabrol (13e) 219
2022 DU 64 Vente à l'organisme de foncier solidaire La Foncière de la Ville de Paris (FDVP) d'un immeuble 28 rue Cavé (18e) en vue de réaliser des logements faisant l'objet de baux réels solidaires 219
2022 DU 71 Dénomination place André Zimheld (17e) 221
2022 DU 81 Dénomination place Albert Memmi (Paris Centre) 221
2022 DU 83 Bâtiment de l'aérogare des Invalides (7e) - Déclassement par anticipation du volume de l'aérogare propriété de la Ville de Paris - Signature du plan de division en volumes de l'aérogare 221
2022 DU 91 Appel à projets Inventons la Métropole du Grand Paris - Site de la Porte de Saint-Ouen (17e). Avenant n° 2 à la promesse synallagmatique de vente signée le 18 décembre 2019 avec la SNC Paris 17 and Co 222
2022 DVD 3-1 Stationnement de surface - Mesures diverses y compris tarifaires 223
2022 DVD 3-2 Stationnement des 2 roues motorisées 225
2022 DVD 8 Canal Saint-Denis à Aubervilliers (93) - Convention d'occupation du domaine public fluvial avec la société LAMCO Recyclage 227
2022 DVD 13 Exploitation des lavatories de la Ville de Paris - Avenant n° 1 au contrat de concession d'occupation du domaine public avec 2Theloo 227
2022 DVD 16 Convention d'achat groupé avec GRDF pour une prestation de conseil sur la mise en place d'une expérimentation de capteurs de gaz dans les parties communes d'immeubles collectifs 228
2022 DVD 18 Charte de l'IREX (Institut pour la recherche appliquée et l'expérimentation en génie civil) relative au projet DOLMEN (développement d'outils et de logiciels pour la maçonnerie existante et neuve). Participation financière de la Ville 228
2022 DVD 19 Pont Aqueduc de Colombes - Convention de transfert temporaire de maîtrise d'ouvrage et de partenariat financier dans le cadre des études de sa réhabilitation 228
2022 DVD 27 Parcs de stationnement « Paris Rive Gauche » (Bords de Seine-Fressinet, Bibliothèque-François Mitterrand, Université Diderot, Cité de la Mode-Austerlitz et Watt) implantés dans la ZAC Paris Rive Gauche (13e) et parc de stationnement Van Gogh (12e) - Principe de délégation de service public pour la modernisation du parc de stationnement Van Gogh, la mise en conformité des parcs de stationnement « Paris Rive Gauche » et l'exploitation de l'ensemble 229
2022 DVD 31 Canal Saint Denis à Saint Denis (93) - Convention d'autorisation de surplomb et d'occupation du domaine public fluvial par la passerelle dite « de la Gare » avec l'Établissement Public Territorial Plaine Commune 229
2022 DVD 33 Réaménagement de la place de la Bastille - Protocole transactionnel avec la société COLAS concernant la réfaction à appliquer au marché de travaux de voirie 230
2022 DVD 34 Indemnisation amiable de différents tiers, en réparation de dommages accidentels dont la responsabilité incombe à la Ville de Paris (Montant : 383.820,10 euros) 230
2022 DVD 36-1 Création du pass deux-roues motorisés dans les parcs de stationnement. Convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris 231
2022 DVD 36-2 Création du pass deux-roues motorisés dans les parcs de stationnement. Convention générale « cadre » pass deux-roues motorisés à Paris. Tarifs applicables 231
2022 DVD 49 Allée des Fortifications (16e) - Avenant n° 2 au contrat d'occupation du domaine public signé le 18 janvier 2016 avec l'association Aurore relative au centre d'hébergement, pour prolongation de la durée d'autorisation 232
2022 DVD 58 Prolongement du RER E ole à l'ouest - Seconde convention de financement du protocole-relais n° 1, protocole relais n° 2 et convention de financement subséquente d'exécution du protocole-cadre relatif aux engagements financiers et aux conventions nécessaires à la poursuite du projet - Convention de financement relative aux surcoûts d'Eole engendrés par le projet de prolongement du T3 Ouest à Porte Dauphine - Protocole transactionnel d'accord avec SNCF Réseau et Viparis - Propexpo 232
2022 PP 42 Dispositions fixant les taux de promotion pour les avancements de grade dans certains corps de catégorie A, B et C relevant des administrations parisiennes de la préfecture de police pour 2022 et 2023 233
2022 PP 43 Modification des dispositions relatives aux modalités de mise en œuvre du télétravail à la préfecture de police pour les personnels relevant du statut des administrations parisiennes 235
2022 PP 44 Modifications des dispositions fixant le RIFSEEP en faveur des personnels relevant du statut des administrations parisiennes de la préfecture de police 236
2022 PP 45 Modifications des dispositions portant attribution de la NBI à certains fonctionnaires de catégorie A, B et C de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes 237
2022 PP 46 Approbation du compte de gestion 2021 de M. le directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et de Paris concernant les opérations de la préfecture de police (budget spécial) 238

2022 PP 47 Compte administratif 2021 du budget spécial de la préfecture de police pour 2021....239
2022 PP 48 Modification de contrat n°5 au marché de construction d'une base instruction et de logistique pour la BSPP - Lot n°4 : PLOMBERIE/CVC....239
2022 PP 49 Modification de contrat n°3 au marché de construction d'une base instruction et de logistique pour la BSPP à Valenton - Lot n°5 : VRD/espaces verts....240
2022 PP 50 Modification de contrat n°2 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité (4e) - Lot n°2 : Gros œuvre....240
2022 PP 51 Modification de contrat n°1 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité (4e) - Lot n°3 : CVC/Plomberie/Sanitaires....241
2022 PP 52 Modification de contrat n°2 au marché de travaux de restauration des façades intérieures et des combles techniques du bâtiment Cité (4e) - Lot n°4 : Electricité courants forts-courants faibles....241
2022 PP 53 Modification de contrat n°1 au marché de reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n°1 : Démolition/Désamiantage....242
2022 PP 54 Modification de contrat n°1 au marché de restauration des façades et réfection des toitures de l'immeuble Massillon (4e) - Lot 1 : Clos & couvert....242
2022 PP 55 Modification de contrat n°2 - Marché n°2019-97 - Reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 4 : Electricité CFO/CFA....242
2022 PP 56 Modification de contrat n°3 au marché de reconstruction de la caserne de la BSPP à Neuilly-sur-Marne - Lot n° 2 : Dépollution/VRD/Terrassement/Gros œuvre....243
2022 PP 57 Recherche, développement et acquisition de gants de protection au profit de la BSPP....243
2022 PP 58 Mise à disposition de matériels et de contenants de collecte, enlèvement, transport, traitement et valorisation ou destruction des déchets produits par la BSPP - Lot n°5....243
2022 PP 59 Tierce maintenance applicative du cœur progiciel du système d'information des ressources humaines (SIRH) de la préfecture de police....244
2022 PP 60 Mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 16 : immobilier technique....244
2022 PP 61 Mise en œuvre d'actions de formation au profit des personnels de la préfecture de police relevant du statut des administrations parisiennes - Lot 11 : handicap....245
2022 PP 62 Ramassage, dépôt, accueil et soins à la fourrière des animaux vivants (errants blessés, accidentés et/ou dangereux) ou morts, sur l'ensemble de l'espace public parisien....245
2022 PP 63 Autorisation de signer les marchés publics à conclure avec les attributaires désignés par la CAO et/ou les marchés publics lancés suivant la procédure prévue aux articles R.2122-1 à R.2122-10 du CCP....245
2022 PP 64 Modification de contrat n°4 au marché de maîtrise d'œuvre pour la reconstruction de la caserne de la BSPP à Bourg-la-Reine....246
2022 SG 15 Convention d'objectifs pour améliorer la propreté et la sécurité du secteur des puces de Saint-Ouen, entre la Ville de Paris, l'EPT Plaine Commune et la commune de Saint-Ouen (93)....246
2022 SG 24 Transformations Olympiques - Convention de financement et d'objectifs entre la Ville de Paris et le Fonds de dotation Paris 2024 dans le cadre du projet « activons la promenade des Hauteurs ! »....247
2022 SG 28 Convention de coopération « Olympiade culturelle » entre Paris 2024 et la Ville de Paris dans le cadre de l'opération « 24 Jeux d'artistes ».....247
2022 SG 31 Conventions de cession de droits avec la commune de Chamonix-Mont-Blanc et le Comité International Olympique pour l'utilisation de photos, de l'affiche et du film officiels des Jeux d'hiver de 1924....247
2022 SG 40 Académie du Climat - Convention d'objectifs et de partenariat, conventions de partenariat, avenants à conventions avec plusieurs associations et acteurs institutionnels à l'appui des enjeux portés par l'Académie du Climat....248
2022 PEC 1 Créer une nouvelle solidarité collective : soutenir les aidantes et les aidants à Paris....249
2022 V.83 Vœu relatif à l'assassinat de la journaliste palestienne Shireen Abu AKLEH....249
2022 V.84 Vœu relatif à la promotion des droits humains à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024....250
2022 V.85 Vœu relatif à l'entretien du Bassin de la Villette, du Canal de l'Ourcq et du Canal Saint-Denis, et aux moyens humains et matériels à mobiliser....251
2022 V.86 Vœu relatif à la Petite Ceinture Ferroviaire....251
2022 V.87 Vœu relatif à la préservation du patrimoine arboré parisien....252
2022 V.88 Vœu relatif au respect de la charte du bien-être animal par les prestataires proposant des promenades à poney....254
2022 V.89 Vœu relatif au renforcement des ambitions du Plan alimentation durable 2022 - 2027 de la Ville de Paris....254
2022 V.90 Vœu relatif à un accès à une alimentation de qualité pour toutes et tous....255
2022 V.91 Vœu relatif à la condamnation des boites aux lettres à Paris....256
2022 V.92 Vœu relatif à la régularisation des travailleurs sans papiers sur les chantiers des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024....256
2022 V.93 Vœu relatif au dispositif des Parcours Emploi Compétences....257
2022 V.94 Vœu relatif à la mise en place d'une réduction du temps de travail tenant compte de l'âge des agents de la Ville de Paris....258
2022 V.95 Vœu relatif au déploiement de la fibre optique à Paris....259
2022 V.96 Vœu relatif à la réunion de l'Observatoire de la téléphonie mobile....260
2022 V.97 Vœu relatif au contrat de plan État-Région....260
2022 V.98 Vœu relatif à la dénomination d'une rue ou d'un lieu en hommage au compositeur Pierre Henry....261
2022 V.99 Vœu relatif à un hommage à la mémoire de Françoise Rudetzki....261
2022 V.100 Vœu relatif à l'apposition d'une plaque à la mémoire d'Ida Grinspan au n° 7 de la rue Marcel Dubois (12e)....262
2022 V.101 Vœu relatif à la mémoire de Bernard Pons....262
2022 V.102 Vœu relatif à la dénomination de l'espace vert à l'intersection du port de l'Arsenal, du bd de la Bastille et du quai de la Râpée (12e), en hommage à Philippe de Broca....263
2022 V.103 Vœu relatif à l'occupation artistique du 48 rue Alphonse Penaud (20e)....263
2022 V.104 Vœu relatif à la défense des artisans du vitrail et du patrimoine vitré....264
2022 V.105 Vœu relatif au prolongement de la ligne 10 du métro....264
2022 V.106 Vœu relatif à la création et à la pérennisation des assises dans l'espace public....265
2022 V.107 Vœu relatif à l'évolution du périphérique....266
2022 V.108 Vœu relatif à la justification de réduction de la tarification solidarité pour les titres de transport des usager-es d'IDFM....267
2022 V.109 Vœu relatif à la mise en place d'un plan piéton....267

2022 V.110 Vœu relatif au nettoyage des panneaux tourne-à-droite cyclistes à Paris....268
2022 V.111 Vœu relatif à la sécurité du site de la Foire du Trône et de ses abords....268
2022 V.112 Vœu relatif aux ressources humaines nécessaires à l'organisation de la sécurité des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024....268
2022 V.113 Vœu relatif au soutien de la brigade des sapeurs-pompiers....269
2022 V.114 Vœu relatif au devenir du site Eastman (13e) et de la localisation du service parisien de santé environnementale....270
2022 V.115 Vœu relatif à la réduction de l'exposition au plomb aux abords de la Tour Eiffel et dans l'espace public....271
2022 V.116 Vœu relatif à la situation des personnes exilées à Paris....272
2022 V.117 Vœu relatif à la transformation des bureaux vides en logements....273
2022 V.118 Vœu relatif au respect des Protections Ville de Paris....274
2022 V.119 Vœu relatif aux outils règlementaires pour la poursuite des opérations de contrôle des dark stores et dark kitchens à Paris....275
2022 V.120 Vœu relatif à la remise en état des cours d'établissements après occupation de celles-ci durant les week-ends....276
2022 V.121 Vœu relatif à la préservation des jardins d'enfants pédagogiques de la Ville de Paris....277
2022 V.122 Vœu relatif au nécessaire remplacement des absences des agent-e-s spécialisé-e-s des écoles maternelles....278
2022 V.123 Vœu relatif à la rénovation de la cité scolaire mixte régionale Paul Valéry (12e)....278
2022 V.124 Vœu relatif au projet de Carte Scolaire 2022/2023 et aux conditions d'apprentissage et de réussite scolaire....279
2022 V.125 Vœu relatif à la mise en accessibilité pour les personnes à mobilité réduite des écoles et collèges....279
2022 V.126 Vœu relatif au soutien aux étudiant.e.s venant d'Ukraine sans en être ressortissants et ne bénéficiant en France d'aucun statut privilégié....280
2022 R.19 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Conférence des financeurs du sport d'Ile-de-France....281
2022 R.20 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein du Comité départemental des services aux familles....281
2022 R.21 Désignation d'une représentante de la Ville de Paris au sein du Syndicat mixte du bassin versant de la rivière Ourcq Aval "l'Ourcq Aval" (Comité syndical)....281
2022 R.22 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein des établissements publics locaux d'enseignement - Collèges de moins de 600 élèves et ne comportant pas de section d'éducation....281
2022 R.23 Désignation de représentants de la Ville de Paris au sein des établissements publics locaux d'enseignement - Autres collèges de moins de 600 élèves comportant une section d'éducation spécialisée et collèges de plus de 600 élèves....282
2022 R.24 Désignation d'une représentante de la Ville de Paris au sein de l'Association "Théâtre musical de Paris - Théâtre du Châtelet" (Conseil d'administration et Assemblée générale)....282
2022 R.25 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Conseil de coordination interportuaire de la Seine....282
2022 R.26 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission d'appel d'offre du groupement de commandes relatif à la mise en œuvre de la Charte Sable en Seine....282
2022 R.27 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de la Commission d'offres du groupement de commande Ville de Paris - GIE Haropa - Métropole Rouen Normandie - Ville de Rouen - Communauté d'agglomération Seine-Eure - Communauté de l'agglomération Havraise....283
2022 R.28 Désignation d'une représentante de la Ville de Paris au sein du Fonds pour Paris (Conseil d'administration)....283
2022 R.29 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein de l'Association "Impacts-Europe"....283
2022 R.30 Désignation d'un représentant de la Ville de Paris au sein du Comité national de suivi des programmes opérationnels nationaux FSE et IEJ....283
Table des matières....287

Le Chef du Service du Conseil de Paris
Directeur de la publication
Vincent de VATHAIRE